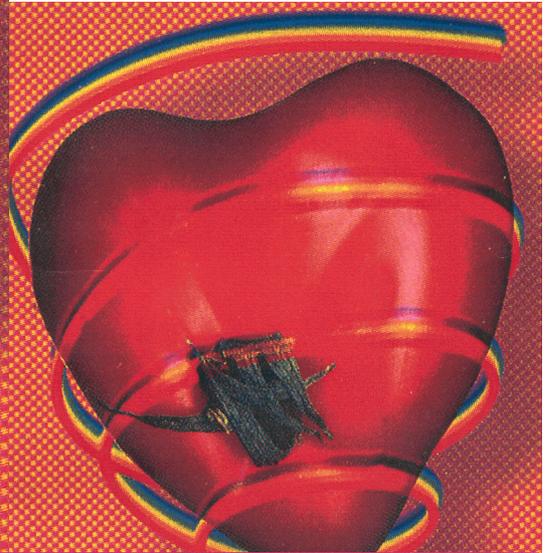


M a r s e i l l e - L u m i n y

Université d'été



M a r s e i l l e - L u m i n y

Université d'été



**Euroméditerranéenne
des Homosexualités**

20 juillet 2000

Ces quelques 200 pages de (pieuses) lectures veulent être avant tout la trace et le témoignage de l'ensemble des débats qui ont animé cette folle semaine. C'est sur la lancée du travail de mémoire entrepris en 1999 de façon quelque peu empirique, et à la lumière de l'expérience du travail de retranscription qui en découla directement que cette année encore fut entreprise cette mise en mémoire de la parole des 7^{èmes} *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*.

Ceux et celles qui étaient présent-e-s n'y retrouveront certainement qu'une partie de ces *Universités*. Parce que l'extrême profusion des débats (sans compter tous ce qui s'est passé au dernier moment, selon l'humeur et l'envie des protagonistes) explique l'impérieuse nécessité d'opérer une sélection. Mais aussi et surtout parce que l'écrit seul ne peut rendre compte de l'ambiance de cette semaine. Car comment avec de simples mots raconter l'ambiance au quotidien, cette façon qu'ont eu des gens d'horizons divers de se croiser, puis de se rencontrer ? Comment rendre compte du cadre, du soleil ? Comment raconter cette impression d'être entre soi, ce sentiment de liberté d'être, d'être libres ? Comment avec des mots raconter la soirée de clôture et cette folle kermesse érotique ?

Alors rien que des mots pour témoigner de ce qui s'est dit, pour témoigner des idées, des expériences exprimées. Mais des mots qui demain comme après-demain témoignerons de cette folle semaine.

Reste que ces retranscriptions profitent de l'expérience, des erreurs ou manques de l'année précédente. Aussi cette année l'enregistrement des forums, des séminaires et autres débats aura (presque) été systématique. Les enregistrements se sont donc fait plus fréquents et souvent de meilleure qualité. Cette amélioration des moyens déployés (comme de la méthode de travail d'enregistrement) explique le nombre important de pages. Les présentes retranscriptions sont donc plus complètes, du moins suffisamment pour que le lecteur/la lectrice puisse se rendre compte encore mieux de l'extrême diversité des débats, des propos, des idées, des avis qui ensemble ont construit la richesse des ces *Universités 2000*.

Aussi, d'année en année ce travail n'a pour objectif que d'alimenter notre mémoire et aussi (et surtout) notre réflexion. Des mots couchés sur le papier comme matière à d'éventuels débats communs.

Quelques pages, parfois fortes comme le témoignage de Pierre Seel ou d'Aldryx, celui d'Elena Goussiantinskaïa sur la Russie ou les propos consacrés à la situation dramatique des femmes algériennes, ou d'autres parfois plus légères mais non moins intéressantes. Quelques pages qui forment tout un éventail d'idées et de vécus qui montrent combien être homosexuel-le ne se résume pas à de simples pratiques sexuelles, mais qu'être lesbienne ou gay c'est aussi avoir une réflexion sur une identité commune (et diverse), sur les rapports que nous entretenons avec la société et sur les rapports que la société entretient avec nous.

Donc quelques 200 pages pour se souvenir de ce que fut cette session 2000 des *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*. Quelques 200 pages pour donner envie d'assister aux prochaines *UEEH*.

A l'année prochaine.

Pascal

Avant propos	P. 1
Assemblée générale d'ouverture	P. 5/9

FORUM

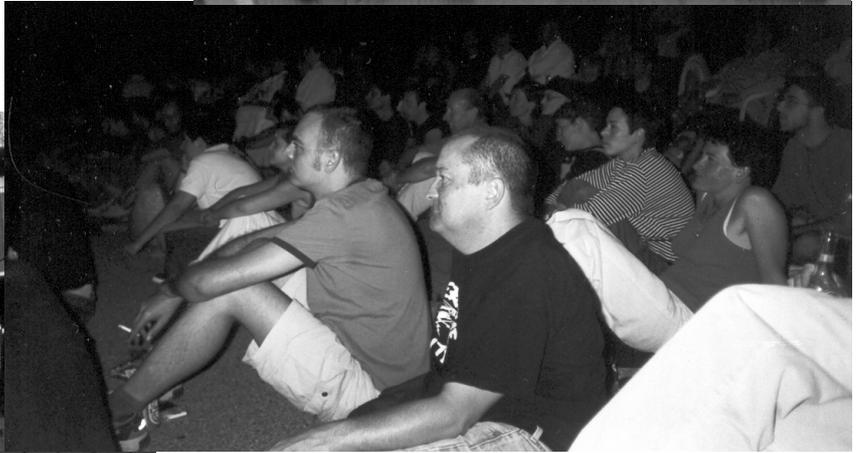
Politiques étrangères et droits des homos	P. 13/21
Familles, parentalités, homoparentalités	P. 22/31
Lesbiennes et gays : passé, présent et solidarités futures	P. 32/40
Théories psychanalytiques, à quelles fins ?	P. 41/47

SEMINAIRES

Témoignage d'une déportation et d'une vigilance	P. 51/55
Gays et lesbiennes d'ici et d'ailleurs	P. 56/62
Etre homo en Chine et au Zimbabwe	P. 63/66
La libération des femmes	P. 67/73
Solidarité avec les sans-papiers	P. 74/83
Une histoire de 30 ans	P. 85
Une idée de la mixité	P. 86/87
Une expérience de la mixité	P. 88/93
Féminisme, femmes et familles	P. 95/99
Familles et homoparentalité	P.100/111
Conjugalité homosexuelle ?	P.112/118
Partis politiques et droits des gays et des lesbiennes	P.119/127
Qui êtes-vous mes Soeurs ?	P.129/131
Visibilité homosexuelle dans l'enseignement	P.132/144
Jeunes de banlieue	P.145/157
Témoignage d'une différence	P.159/162
Une théorie radicale des jouets sexuels	P.163/165
Bisexualité, une façon d'être	P.166/175

ANNEXES

Assemblée générale de clôture	P.179/189
Alors, cette semaine ?	P.190/191
Tels Quels, tel qu'elle le dit	P.192/193
La sainte semaine de Sœur Innocenta	P.194
L'hymne des femmes	P.195
Les Contes d'Hoffmann	P.196
Cette folle kermesse érotique	P.197
Aides : Détails des actions présentées	P.198/199



Jacques FORTIN : Voici donc l'édition 2000 des *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*. Cela fait 21 ans que la première *Université* a eut lieu. Certains parmi nous avaient 21 ans à cette époque, comme Mélanie, présent parmi nous. Il y a aujourd'hui des gens qui ont 21 ans. Cela lui fait, nous fait quelque chose. Merci d'être là avec nous pour une autre semaine de réflexion et de fêtes. Au cours de cette AG nous allons vous dire ce qui va se passer durant la semaine. Mais pour l'instant je passe la parole à Marylou BALDACCI qui va expliquer la raison de sa présence à mes côtés.

Marylou BALDACCI : Oui, contrairement à l'année dernière nous avons cette année une présidence paritaire, un co-président et une co-présidente. Cet effort de parité est l'un des objectifs de l'*Université*, et nous nous y efforçons au niveau des intervenant-e-s comme celui de l'ambiance générale. Notre deuxième effort porte sur la diversité et les divergences qui animent le monde lesbien et le monde gay. Divergences que nous pensons être productives. L'*Université* veut être le lieu de ces échanges. Nous sommes à Marseille, aux portes de la Méditerranée. Nous sommes content et contentes d'accueillir des amis du bassin méditerranéen, dont certains et certaines vivent des situations dramatiques. En plus d'un lieu de réflexion, les *Universités* veulent être aussi l'occasion de réjouissances non seulement partagées mais surtout créées ensemble. A l'image de notre soirée dansante du mardi soir comme de la kermesse érotique du vendredi soir précédée des contes d'Hoffmann. Soirée dont nous vous reparlerons.

Aussi nous avons le plaisir de souhaiter la bienvenue à toutes celles et tous ceux qui ont bien voulu faire confiance à l'équipe qui organise cette *Université* (comme à l'esprit qui nous anime), qui ont voulu partager ensemble une semaine de parole commune.

Jacques FORTIN : Les *Universités* sont soutenues par la ville de Marseille, le Conseil Général des Bouches du Rhône et la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur dont le représentant Michel Vauzelle nous a fait parvenir un message d'encouragement. Cette *Université* a également été rendue possible grâce au concours des associations, à savoir le *Centre Evolutif Lilith*, *Marseille Arc en Ciel*, les 3G, les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*, *Rando's*, *Aides Provence* et *Contact Provence*. Ceci est pour nous important, parce que l'*Université d'Eté* est marseillaise et que les associations locales participent de cette histoire. Sachant qu'il y a aussi des réseaux nationaux qui nous aident et nous soutiennent, comme l'*Interpride* ou la *Coordination Lesbienne*. D'autres associations, un peu partout en France, nous soutiennent également, à l'exemple de la chorale *Equivox* (qui durant la semaine donnera un concert) et des *Gais Musettes* (qui animeront le bal de ce soir).

Cette année, grande nouveauté, les médias ont commencé à s'intéresser à nous. La *Marseillaise* est parmi nous, de même que *Radio France Provence*, *Taktik*, *La Provence* et plusieurs radios locales du sud. Ils ont parlé et continuent de parler de l'*Université*. Au niveau national, phénomène intéressant, les médias nous contactent alors que l'an dernier nous étions l'objet d'un grand silence. Un grand merci à *Lesbia* qui nous a suivis depuis le début, aux *Inrockuptibles* qui viennent passer quelques jours avec nous. *Têtu* fera un bref passage. Sans compter tous les autres qui nous ont contactés. *Les Gays et lesbiennes Branchées* tiennent un stand et animent notre site Internet (construit par Bibi) qui nous a étonné par le nombre de contacts et d'inscriptions qu'il a suscité.

Pardons à tous ceux et celles que j'oublie de citer, en particulier les officiels. J'avais une feuille avec tous les noms, l'ayant égarée, je ne citerai personne. Sauf Paul Gastinel présent parmi nous ce matin et qui sera là demain, qui nous soutient avec efficacité. Quant au programme de ce soir, il y a un pot, le repas et pour finir un bal d'ouverture (animé par les *Gais Musettes*).

Marylou BALDACCI : Bien, ces *Universités* sont aussi l'occasion, entre autre, d'essayer de comprendre l'autre genre dit féminin. Un genre qui représente un petit peu plus que la moitié de la population. Ce qui est important d'avoir toujours présent à l'esprit. N'oublions pas par ailleurs que l'année 2000 est également l'année de la Marche Mondiale des Femmes contre la pauvreté et contre les violences faites aux femmes. Nos

éducations, parfois fort divergentes, créent des situations parfois explosives. Situations dont nous n'avons pas peur, si elles peuvent faire avancer les choses. Explosions, régulièrement mais affectueusement. Je prie donc solennellement tous les hommes ici présents, les cachés et pas cachés, de nous faire part de leurs étonnements, de leurs interrogations à notre égard. Avec naturel, avec spontanéité et j'espère avec tendresse.

Jacques FORTIN : Mesdames, vous n'êtes pas sans savoir qu'il existe un genre dit masculin. D'après les statistiques il représenterait un peu moins de la moitié de la population, mais je me méfie des statisticiens. Cela peut être pour vous mesdames une source de stupéfaction, peut-être d'intérêt, je crois savoir aussi une source d'agacement. N'hésitez donc pas à vous intéresser à nous, dans la mesure de nos possibilités, et être bienveillantes dans vos agacements. Néanmoins il arrive que nous soyons un peu sourds (pour des raisons diverses) alors si nécessaire, insistez pour que nous écoutions. Mais sachez qu'il y a en chacun de nous un ami qui sommeille, même s'il a le sommeil un peu lourd. De toute façon, bienvenue à tous et à toutes, à toutes les variations de genre dont nous sommes capables.

Marylou BALDACCI : Les *Universités d'Eté* sont installées dans un site magnifique, mais fragile. La semaine dernière, l'accès à ces Calanques fut interdit pour des raisons de risque d'incendie. Ce risque, très important, implique une discipline de chacun. C'est à dire pas de cigarettes à l'extérieur, pas de pique-niques et bien sûr ni brasero, réchaud et autres feux. Nous vous demandons de respecter et de faire respecter ces règles. Nous comptons sur votre collaboration, sur votre aide pour préserver ce site vraiment exceptionnel.

Jacques FORTIN : Nous sommes quelques 400 réunis ici, pendant une semaine. Nous allons donc vivre ensemble un certain nombre de moments intellectuels, festifs et amicaux. J'espère, nous espérons qu'ils seront intenses. Nous allons aussi vivre d'autres moments joyeux, plus intimes. Je rappelle que ces moments ne doivent pas finir sous l'ombre de la maladie qui depuis des années nous peine. Donc, allons-y joyeusement mais prudemment. A ce propos, durant cette semaine il y aura des démonstrations de préservatifs masculins et féminins. Alors faite la fête, mais faite-la avec prudence.

Marylou BALDACCI : Nous allons maintenant vous présenter le Conseil d'Administration des *UEEH*. Il se compose de 16 personnes. Tout d'abord Christophe ADAM, que j'invite à venir nous expliquer son travail sur la signalétique et les cartes de membres. Il semble être absent. Bon, il y a Jean-Marc ASTOR représentant de l'*Inter Pride*, moi-même, Marie Louise BALDACCI, Pierre BARLET qui s'occupe de la Cafétéria, absent lui aussi. Bien, Pascale BERTHAULT (qui représente le comité parisien des *Universités*, avec Christophe MARCQ) qui va nous présenter son travail sur l'organisation de certains forums et séminaires.

Pascale BERTHAULT : Oui, avec l'aide de Maïté MAILLET (membre du CA) je me suis occupé d'un séminaire sur les questions de mixité et de solidarité entre gays et lesbiennes, et les relations entre lesbiennes féministes et gays. Dès demain nous allons probablement être amenés à changer le programme qui vous a été remis dans le livret d'accueil. C'est pourquoi je vous invite à surveiller le panneau d'affichage chaque jour, puisque le programme est déjà bouleversé. Ce dont je vous prie de nous excuser, puisqu'il y a des intervenantes notamment de pays étrangers (Espagne et Irlande) dont nous attendons toujours des nouvelles. Ceci dit, j'espère qu'à l'issue de cette semaine nous dresserons de ce séminaire un bilan qui sera à la hauteur de notre ambition. C'est à dire un état des lieux de nos solidarités entre hommes et femmes, des combats que nous avons menés ensemble, ceux que nous avons, que nous aurons à mener.

Marylou BALDACCI : Pierre est de retour, il va nous parler de l'organisation de la Cafétéria.

Pierre BARLET : L'année dernière la cafétéria fut semi improvisée, cette année nous allons essayer de nous structurer davantage. Mais comme vous êtes plus nombreux et nombreuses, cela restera plutôt semi improvisé. L'année prochaine nous serons au point. Ce qu'on vous demande en revanche, c'est d'essayer de nous dire la veille au soir combien vous pensez être. A main levée, ce qui nous permet de ne pas avoir de perte, et aussi de mieux vous servir.

Marylou BALDACCI : Nous avons ensuite au CA Marie-Hélène BOURCIER qui représente le réseau Inter-universitaire. Elle va nous en parler.

Jacques FORTIN : A propos du réseau Inter-universitaire, juste un mot. Marie-Hélène vous parlera de la réunion qui a eut lieu cette année. Nous avons prévu toute une série de conférences. Seulement cela nous coûtait 35 000 Frs, et nous n'avons pas pu trouver le financement nécessaire. C'est pourquoi nous sommes obligés d'annuler cette partie du programme.

Marie-Hélène BOURCIER : Oui, bonjour à toutes et à tous. Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce qui vient d'être dit. Dommage pour cette année, car au niveau du principe c'est quelque chose d'important qu'il puisse y avoir des études gays et lesbiennes, et aussi des rapports à l'espace universitaire, à l'éducation en générale pour les pédés et les gouines. En la matière, il y a beaucoup à faire. Et durant cette semaine, nous allons nous employer à muscler ce réseau.

Marylou BALDACCI : Je vais maintenant appeler Philippe CREVISY et Gérard GOYET. Ne cherchez pas, ce ne sont pas des ovnis, il s'agit de PÉPITO et de GOGO que tout le monde connaît. Ils vont nous présenter le comité des fêtes, ainsi que la kermesse érotique.

Gérard GOYET : Bonsoir. Alors Pépito et moi-même, gentils membres du joyeux comité des fêtes de ces *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*, nous vous remercions tous et toutes d'être venus cette semaine afin d'assister à l'ensemble des festivités que nous allons vous proposer, avec accessoirement des débats. L'année dernière nous vous avons proposé des spectacles, feu d'artifice et autres réjouissances, et évidemment nous sommes tombés dans le panneau du consumérisme. C'est pourquoi cette année le comité des fêtes a décidé d'une optique complètement différente. Alors à propos du programme de cette merveilleuse semaine, nous avons dès ce soir un bal organisé par *Les Gais Musettes*. Ca commence bien. Ensuite lundi soir (vers 23 heures) juste après le forum, un concert d'*Equivox*. Mardi, nous nous offrons un peu de visibilité extérieure avec la fête gay et lesbienne organisée par les lesbiennes, à l'Alhambra (dans le centre ville). Vendredi, soirée de clôture de ces merveilleuses *Universités*. Sur l'initiative de Jean-Michel Dariossecq, nous aurons droit à une adaptation des contes d'Hoffmann, à laquelle vous êtes invités à participer. Ensuite la kermesse érotique suivie d'un bal glamour. A propos de la kermesse, nous attendons (salle 6) vos propositions, travaux, rêves érotiques et aides diverses à la réalisation de cette soirée. Bonsoir, c'était une intervention du joyeux comité des fêtes.

Marylou BALDACCI : Nous remercions notre joyeux et gai comité des fêtes. Je vous présente maintenant Jacques FORTIN, président des *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des homosexualités* qui va nous expliquer la teneur des débats dont il s'est occupé.

Jacques FORTIN : A propos du cycle "famille et parentalité", lundi soir vous avez un forum sur la famille, ainsi que différents séminaires (de 17 à 19 heures) tout au long de la semaine (histoire d'approfondir les débats sur ces questions). Ce que l'on souhaite, c'est de porter une réflexion critique sur la notion de famille quand il est redevenu convenu qu'elle est nécessaire. Nous-mêmes, dans nos efforts de parentalité, il y a peut-être des choses sur lesquelles nous devons nous interroger. Avec une ouverture de Christine Delphy sur les questions liées au féminisme, sur l'historique du mouvement féministe et sur les liens entre féminisme et famille.

Marylou BALDACCI : La parole est maintenant à Muriel GUIGUE qui va nous parler plus en détail de la soirée à l'Alhambra, mardi prochain.

Muriel GUIGUE : Les lesbiennes de l'*Université d'Eté* ont organisé une soirée aux salons de l'Alhambra. Une salle dans le centre ville. Des bus sont prévus pour vous y amener, ainsi que pour revenir. Et à propos de cette soirée, il y aura un mini concert des *Belladonna*, groupe lesbien de Marseille. Michelle (des *Belladonna*) sera DJ en collaboration avec Corinne. La soirée est également ouverte aux lesbiennes, aux gays de Marseille et de la région. C'est une soirée de fête, ouverte sur la ville et les autres. Merci.

Marylou BALDACCI : Pascal JANVIER qui a réalisé le Cahier de l'inscrit 2000 et surtout les Cahiers récapitulatifs des événements et interventions de l'année dernière.

Pascal JANVIER : Bonsoir, en collaboration avec Christian de LEUSSE, cette année je m'occuperai de la mémoire des *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*. C'est à dire de l'enregistrement, puis de la retranscription de l'intégralité des débats. Comme en 1999. Des premières *Universités*, des débats, des idées et avis alors exprimés, de toute cette matière, il ne reste pas grand-chose. Par exemple on se rappelle, mais sans plus, qu'en 79 la première *Université* vit la naissance du CUARH. Et excepté quelques affiches, tracs et autres documents écrits, quelques vagues souvenirs, quelques photos, tout s'est dilué dans la mémoire de ceux et celles qui y ont participé. Et pour celles et ceux qui aujourd'hui viennent pour la première fois, qui s'interrogent sur notre histoire (parce que nous en avons une) Christian et moi-même nous sommes occupés de la nourrir en se chargeant de sauvegarder la teneur des débats des présentes *Universités d'Eté*. Et pour ceux que cela intéresse, vous avez à l'accueil quelques exemplaires des retranscriptions de l'édition 1999 des *Universités*, à consulter sur place.

Marylou BALDACCI : Jean-Pierre LEONETTI qui, cette année encore, est notre trésorier.

Jean Pierre LEONETTI : Bonsoir tout le monde. Alors effectivement, cette année encore je suis le trésorier des *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*. A ce titre, je m'occupe de tout ce qui est paiement, remboursement de frais, bilan et autres questions financières. Donc si vous avez un problème, une question à propos des finances, des tarifs ou autres, c'est surtout à moi que vous pouvez vous adresser. Voilà.

Jacques FORTIN : A ce propos, durant la semaine nous afficherons le bilan financier de l'année dernière. Nous avons pensé à l'envoyer à ceux et celles qui avaient participé à la précédente *Université*. Pour différentes raisons, nous ne l'avons pas fait. Il faut savoir que lors d'une demande de subvention, il est souvent demandé des budgets "améliorés". Mais il se trouve que maintenant nos subventionneurs nous demandent dorénavant des budgets plus simples, des budgets qui ne nous incitent pas à améliorer ceux que nous leur présentons. Donc, nous avons maintenant des budgets transparents. Nous vous les communiquerons. Alors donc, le budget de l'année dernière fut dans les grandes lignes d'environ 100.000 Frs pour tout ce qui était ateliers et festivités, de 100.000 Frs pour les forums, les conférences et les Cahiers. Ensuite, toujours dans les 100.000 Frs de pur fonctionnement. Ainsi que le salaire de l'emploi jeune. Et puis il y a la partie qui correspond à ce que vous payez pour les chambres et la restauration, poste sur lesquels l'*Université* ne prend rien. Tous ces chiffres, ainsi que notre budget prévisionnel seront affichés, publiés. A l'avenir nous pourrions vous présenter des budgets précis. D'autre part cette année nous allons réfléchir sur l'association elle-même, sa structure mais aussi et surtout à son ouverture vers l'ensemble de la communauté, certaines personnes nous ayant demandé d'être adhérentes. Pour l'instant les UEEH sont une association de personnes, nous ne voulions pas faire un cartel d'organisations, nous voulions attendre que cela marche et bouge. Maintenant que ça marche, nous allons réfléchir à une structure différente.

Marylou BALDACCI : Christophe MARCQ s'est occupé de la logistique générale. Veut-il nous en parler ? Non, il est à l'accueil, à son boulot. Sinon au CA nous avons également Maïté MAILLET qui s'excuse pour son absence d'aujourd'hui, pour cause de sérieux problèmes de santé. Mais cela ne l'empêche pas depuis sa chambre d'hôpital de continuer à travailler et d'envoyer des fax. D'ailleurs, elle sera présente parmi nous durant cette semaine. Nous avons ensuite Bruno POMMIER de la coordination vidéo jeune. Il va nous en parler quelque peu.

Bruno POMMIER : Oui, durant cette semaine je vais m'occuper d'un atelier jeune, fermé, c'est à dire non accessible au public. Cet atelier portera sur la réalisation d'une vidéo autour de l'homophobie, la sortie de placard et le vécu homosexuel quotidien de quelques jeunes. Cet atelier est cofinancé par la DDASS, ce qui en soi est pour nous très important.

Jacques FORTIN : Il faut rajouter que l'emploi de cette vidéo jeune se fera lors des contacts avec le rectorat, à destination des travailleurs sociaux, des associations jeunes des campus, des parents d'élèves et autres personnes. Il y a un comité de pilotage constitué de la DDASS et d'un certain nombre d'institutions et/ou comités avec lequel nous avons travaillé afin de préparer cet atelier. Le film sera monté en septembre/octobre. Ainsi en décembre nous aurons un produit fini, nous vous le ferons savoir. Si vous le souhaitez, vous pourrez l'acquérir. En tout cas, il sera présenté lors des prochaines *Universités*, mais sera utilisé avant par les jeunes, les associations et travailleurs sociaux. Cet atelier est fermé parce que l'année dernière la nécessité nous est apparue de travailler sur les questions spécifiquement jeunes. Suite à cela, les *Universités d'Eté* ont estimé qu'il y avait utilité de ce genre de chose, dans l'optique de produire un outil de travail principalement pour les associations jeunes. Et c'est l'*Université* qui a sollicité un financement de la

DDASS qu'il a fallu convaincre. Ceci dit, il y a d'autres terrains sur lesquels l'Université estime devoir travailler, vous le verrez cette semaine. D'année en année, nous semons. Comme la mise en place d'un réseau inter associatif (au moins du sud-est). Comme l'année dernière avec le réseau Inter universités. L'association *Contact* présente ici, possède une cassette italienne élaborée dans un esprit similaire qui montre combien ce genre de travail est nécessaire.

Marylou BALDACCI : Nous avons aussi au CA Agnès ROYON Le MEE, des *Belladonna* qui donnera un super mini concert lors de la soirée de mardi prochain. Nous avons aussi Jean-Luc Van HAESEBROUCK, responsable des archives des *Universités d'Eté*. Il est absent. Tout ce qui est document doit être remis à Jean Luc pour être archivé, sauvegardé. Il est temps que l'on s'occupe de notre mémoire.

Jacques FORTIN : Et puis il y a Christian de LEUSSE qui s'occupe de l'un des cycles. Il va venir nous le présenter. Christian qui est avec nous à l'origine de ces *Universités*, il a surtout été la continuité militante de l'équipe du *Groupe de Libération Homosexuelle* de Marseille, de 76 jusqu'à maintenant.

Christian de LEUSSE : En tous cas, je voudrais dire combien je suis heureux de travailler avec une équipe aussi diversifiée et active. Je voulais juste dire que Jean Dufour, élu communiste au Conseil Général qui, arrivé après le début de la cérémonie d'ouverture, a eut l'amitié de se joindre à nous dans le patio. Ceci dit, je voulais compléter ce que viens de dire Pascal JANVIER. Il y a les Cahiers (en vente à 90 Frs), ainsi que des vidéos (toujours de 1999). Et en ce qui concerne les enregistrements audios des différents ateliers et séminaires, je vous invite à bien parler dans le micro et à éviter d'interrompre trop celui ou celle qui s'exprime, car cela ne facilite pas la retranscription des débats.

Quant au cycle international dont je me suis occupé, il a une dimension un peu moins méditerranéenne que nous l'aurions voulu, mais finalement au fur et à mesure des contacts que nous réussissions à établir, nous nous sommes plus ouverts vers l'Europe de l'Est. C'est ainsi que demain soir aura lieu le forum sur l'incidence des pouvoirs politiques sur les droits des gays et des lesbiennes avec un autrichien, un latino-américain, la commission homo *d'Amnesty*, un représentant de *l'ILGA Espagne*, une Russe et un sociologue qui a travaillé sur la Turquie. Nous vous parlerons aussi de l'Albanie et de la Roumanie à travers divers informations et témoignages, sans compter toute une série de séminaires. Par exemple, demain Pierre Seel vous parlera de son expérience de la déportation. Lundi, de 14 à 16 heures, nous aurons des autrichiens qui témoigneront de la situation actuelle en Autriche. Ensuite *l'ILGA* interviendra sur la question du développement du réseau international des gays et des lesbiennes, intervention précédée d'une conférence de presse de présentation du rapport annuel 1999. Mardi soir aura lieu un séminaire sur l'avancée du droit des femmes et les progrès du droit des gays et des lesbiennes. Mercredi, suite à certaines réflexions de l'année dernière sur le coté "trop blanc" de ces *Universités*, un séminaire sera consacré à la réalité marseillaise des jeunes issus de l'immigration avec leurs besoins et leurs désirs. Pour ce faire plusieurs associations marseillaises concernées par ces problématiques, et une association marseillaise de beurs homosexuels, viendront nous en parler. Voilà, merci.

Marylou BALDACCI : Jean-Michel Dariossecq, s'il le souhaite, peut venir nous parler de son super projet. Une reprise des contes d'Hoffmann.

Jean-Michel DARIOSECQ : Comme vous le voyez, nous ne sommes pas un atelier fermé pour sortir du placard, mais ouvert à tout le monde. On a repris l'idée des précédentes *Universités*, à savoir jouer en play-back une version gay et lesbienne d'un opéra. Cette année, ce sera les Contes d'Hoffmann. Donc nous avons besoin de gens de tous genres et de toutes sortes. Si vous voulez inventer des personnages qui vous tiennent à cœur, pas de problème, on peut très bien inclure par exemple des personnages muets. Ceci dit, demain et les jours suivants entre 10 heures et midi on donne rendez-vous à tous ceux et celles qui souhaitent participer à cette entreprise. Il est possible que dans les jours qui viennent que 10 heures soit un peu tôt, aussi on verra en fonction des possibilités de chacun et de chacune.

Assemblée Générale d'Ouverture clôturée par la Chorale *Equivox* qui interprète le Gloria des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*.



René LALEMENT : Bonsoir, je suis membre des *Gays et lesbiennes Branchés*, et cette année j'ai pour fonction d'être le porte-parole de la *LGP Ile-de-France*. Je précise que c'est ma première visite aux *Universités d'Eté*. Ce soir, j'ai la charge d'animer ce débat traitant de l'influence des pouvoirs politiques sur les droits des gays et des lesbiennes. Alors, ceux qui ont assisté cette après-midi au témoignage de Pierre Seel (qui nous a raconté son expérience de la déportation*) se sont rendu compte que le paroxysme du pouvoir politique a pu conduire à une négation complète des droits des gays et des lesbiennes. Cette négation a eu une portée européenne. C'est aussi au niveau européen et mondial que la situation des droits des gays et des lesbiennes montre une grande variété de droits et de non droits. Face à cette situation, une solidarité particulière s'est créée peu à peu dans des associations internationales comme *l'ILGA* (représentée à cette tribune par l'intermédiaire d'un ex-secrétaire général, Jordi Petit) ou *Amnesty International* qui lutte dans le monde entier contre la violation des droits humains (notamment dans certaines sections qui travaillent plus spécifiquement aux droits des gays et des lesbiennes). Puis nous écouterons Elena Goussiantinskaïa qui vit à Moscou, Manuel qui est chilien, Claus qui est autrichien, Habib qui est marocain, et Philippe qui nous parlera de la Turquie. Un ensemble de situations très variées que nous allons aborder.

Cependant avant de commencer, je voudrais demander à Jacques Fortin de faire un point sur le problème des visas qui ont été refusés aux Albanais que *l'Université* avait invités.

Jacques FORTIN : Il y avait cinq albanais qui avaient rempli tous les documents nécessaires afin d'obtenir un visa, le tout déposé au consulat de France à Tirana. Puis ils attendirent la réponse qui s'avéra être négative. Pour ma part, dès réception de leur fax, j'ai téléphoné au consulat et j'ai demandé au Consul les raisons pour lesquelles le visa leur était refusé. Très courtoisement, il m'a répondu qu'il n'avait pas de réponse à donner. Je lui répondis qu'en tant que citoyen de ce pays, je pensais que le Consul est au service des citoyens et non pas de leurs supérieurs, et donc que j'attendais une réponse, que je voulais savoir pourquoi. Toujours un refus. Nous avons alors envoyé un fax, disant que compte tenu du fait qu'il ne nous répondait pas, cela signifiait qu'il y avait homophobie. J'ai envoyé ce fax au Ministère de l'Intérieur, au Ministère de la Jeunesse et des Sports ainsi qu'au Ministère des Affaires Etrangères, puis j'ai mis cela sur Internet de façon à ce que le maximum de personnes adressent leurs protestations au Consulat.

Il s'est avéré, d'après les renseignements officieux qui nous ont été donné (parce qu'ils ne pouvaient pas les écrire ou les donner publiquement) que sur les cinq demandes de visa, deux auraient eu des tampons d'ambassade improbable. Ils furent incapables de m'expliquer en quoi cela pouvait les gêner, néanmoins deux personnes ne remplissaient pas les conditions administratives. Nous avons demandé au Ministère de la Jeunesse et des Sports pour quelle raison les cinq dossiers étaient refusés quand seulement deux ne remplissaient pas les conditions administratives. Nous avons donc bien entendu refait le tour des ministères. Nous avons, à nouveau, interrogé le consul. Nous avons dit que non seulement nous comprenions que les Albanais aient fraudé vu la situation des homosexuels en Albanie, mais qu'à leur place nous aurions fait pareil. Et tout le monde a envoyé des fax en disant qu'il y avait un brin d'homophobie dans cette affaire. Nous avons fait intervenir divers copains et copines qui travaillent au sein de différents ministères afin que la situation évolue. Néanmoins à l'heure actuelle, nous n'avons toujours pas de visa et toujours pas de réponses claires du Consul. Je vous demanderais donc, dans la mesure du possible, d'envoyer au consulat de France à Tirana, votre protestation face à cette situation, face au fait de ne pas avoir accordé de visa à trois dossiers qui, administrativement parlant, remplissaient les conditions nécessaires. Après les *Universités*, nous allons continuer à bouger sur cette question, non pas pour avoir les visas, mais pour faire suffisamment d'emmerdements aux différents ministères et remercier aussi Chevènement à qui je propose un applaudissement nourri.

René LALEMENT : L'an dernier, ceux qui étaient présents se souviennent probablement d'avoir entendu Octavian qui représentait l'association roumaine *ACCEPT*. Après, il est rentré en Roumanie. Jacques Gary va nous expliquer ce qui s'est passé.

* Pages 51 à 55

Jacques GARRY : Ceux qui étaient présents l'année dernière ont vu arriver un roumain que nous avons invité afin qu'il nous explique la situation que vivent au quotidien les gays et les lesbiennes dans son pays, comment ils pouvaient arriver à survivre dans un régime (le seul en Europe) qui a une loi ouvertement anti-homosexuelle. Donc Octavian est venu, il nous a longuement expliqué ce qui se passait, tant au niveau social, qu'économique, que politique. Puis, il est retourné en Roumanie. Un certain nombre d'entre nous ont un peu suivi sa vie, d'autant qu'il a eu de grosses difficultés en revenant. Il a été comme beaucoup d'autres homosexuels, victime d'une répression qui ne dit pas toujours son nom, qui agit de façon sournoise, qui fonctionne à la fois au niveau de la police, des institutions, de la famille, et à l'intérieur même du milieu homosexuel. Car effectivement les gays et les lesbiennes sont réprimés, ils vivent sous une chape de plomb. Ainsi il leur est très difficile de se faire un peu de place au soleil.

Je suis allé dernièrement en Roumanie. J'y ai revu Octavian, il m'a expliqué comment cela c'était passé pour lui depuis son retour. Il a été dénoncé au niveau de la presse par un petit article dont l'auteur serait un copain ou une copine. Je ne sais pas trop comment on peut appeler ces personnes, mais en tous cas c'est à l'intérieur du milieu homo que cela a eu lieu. Il a donc été victime d'une discrimination interne. Cette dénonciation lui a fait perdre l'ensemble des petits boulots qui lui permettaient de continuer à vivre, et en particulier avoir le minimum de finance nécessaire pour ses études. Mais ce qui est important, c'est de savoir que les gays sont soumis en Roumanie au même régime que l'ensemble de la jeunesse. Les jeunes roumains vivent dans une société absolument épouvantable, une société qui est commune à tous les pays de l'Est. C'est-à-dire celle d'un capitalisme sauvage, débridé, dans laquelle il n'y a aucune loi (si ce n'est celle de la jungle), aucune garantie. Pas de garantie de vie, de santé, de travail. Aucune garantie. En fait une absence de liberté, mais avec une espèce de chapeau soi-disant démocratique. Dans ces conditions, les gens vivent un enfer quotidien. Ce qu'il faut rajouter c'est que non seulement les gens intègrent cet enfer, mais qu'en plus ils le colportent et le transforment. En effet, à l'intérieur du mouvement gay, il y a des gens qui collaborent avec la justice, les patrons et autres, afin d'avoir leur place au soleil.

La situation économique est réellement catastrophique et de plus en plus difficile. Par exemple, la situation des gens qui sont malades du sida est phénoménale, incroyable même. Il n'y a aucun chiffre valable. Tant que la loi sur l'homosexualité existera, on ne pourra avoir aucun chiffre précis sur l'étendue de l'épidémie. Les gens sont victimes de cet état de fait, ils colportent eux-mêmes des bruits répandus par le gouvernement disant que l'épidémie est en régression. On se demande comment, alors que dans l'ensemble du monde c'est le contraire. On ne voit pas pourquoi en Roumanie se serait si spécial. Et évidemment les précautions sont réduites à pas grand chose. Il y a très peu de capotes, encore moins de gel, c'est même rarissime. Vous imaginez ce que cela peut donner en cas de rapports, souvent anonymes vu le contexte.

Nous sommes face à un véritable problème. Aujourd'hui les lesbiennes et les gays roumains vivent au quotidien un véritable enfer. Nous-mêmes, il n'y a pas si longtemps nous avons vécu une telle situation. Il ne faut surtout pas l'oublier. Je crois qu'à l'heure actuelle, il est extrêmement important de dire et redire combien la situation des gays et des lesbiennes en Roumanie est difficile, et aussi de continuer tout ce travail qui jusqu'à présent a été mené, et de l'amplifier. Ceci est indispensable pour permettre à ces gens de vivre mieux. Nous devons soutenir les gays et les lesbiennes de ce pays. Ils ont besoin de tout (en plus des besoins de tous les jours), d'informations, de livres, de cassettes, de musiques. Cet aspect doit déterminer notre solidarité, notre soutien pour l'ensemble de ces personnes. Nous parlons de la Roumanie, mais nous pourrions certainement parler d'autres pays parmi l'ancien bloc de l'Est. Merci de votre attention.

René LALEMENT : La Roumanie a connu un changement de régime assez brutal aux conséquences tragiques, et ce depuis une dizaine d'années. C'est aussi le cas d'une grande partie des anciens pays de l'Est. A l'exemple de la Russie qui, avec la perestroïka, a connu un changement de régime spectaculaire depuis maintenant 10 ans. Elena Goussiantinskaïa s'occupe des *Archives Gays et Lesbiennes de Moscou*. Elle a ainsi suivi cette évolution politique avec beaucoup d'attention, elle va nous en parler.

Elena GOUSSIATINSKAIA : Effectivement je m'occupe des *Archives Gays et Lesbiennes de Moscou*. Je vais commencer mon intervention en dressant un petit aperçu historique, pour ensuite passer à l'examen de la situation actuelle des homosexuel-le-s en Russie. Donc, depuis la Révolution de 1917 et jusqu'à la décomposition de l'URSS en 1991, la société soviétique a pris une direction difficile. A différents moments, l'information de la société et son attitude vis-à-vis de l'homosexualité ont varié. Il existe une opinion qui prétend qu'en 1917 les bolcheviks ont légalisé l'homosexualité, ce qui n'est pas exact. La soi disante légalisation fut davantage le résultat de la suppression de tout le système législatif de l'ancien empire russe et de son code pénal où figurait entre autres la loi pénalisant l'acte de sodomie chez les hommes. En réalité cette absence de loi a abouti à des répressions massives contre tous les suspects, contre "les éléments socialement étrangers". C'était des répressions effectuées en vertu de la nécessité suprême de la révolution. La notion de liberté individuelle était profondément étrangère à l'esprit bolchevik. A l'exemple de certaines citations des idéologues de l'époque, comme Boukharine (grand idéologue bolchevique) :

“Autrefois le prolétariat avait besoin de la démocratie parce qu’il ne pouvait même pas rêver de la dictature. A présent, à l’époque du grand assaut contre la forteresse capitaliste, et de la suppression des exploiters, seuls les petits bourgeois minables peuvent se contenter des divagations sur la protection des minorités.” On peut trouver de nombreuses citations dans ce style. Cependant, à l’époque de la guerre civile et quelques temps après la mort de Lénine, les bolcheviks qui étaient occupés à des choses plus sérieuses fermaient les yeux sur les déviations dites gauchistes de certains de leurs compagnons d’armes. On peut citer le Commissaire pour les Affaires Etrangères Titérine. La première ambassadrice femme, Alexandra Kolontaï proclamait la liberté sexuelle sur tous les toits et parlait de l’amour libre. Ce fut une période assez brève, mais malgré tout cette période fut couronnée par un code pénal plus ou moins libéral, adopté en 1922 (préparé par les juristes du parti socialiste révolutionnaire et des juristes sans parti). L’article pénalisant les rapports sexuels entre les personnes adultes consentantes de même sexe en était absent, et les lois régularisant les rapports familiaux étaient assez libérales. Mais il faut dire que la persécution des homosexuels continuait, sous prétexte de protection de la morale publique. En outre, les homosexuels étaient devenus l’objet de l’attention des psychiatres du fait que l’homosexualité était alors considérée comme une pathologie psychique. Vers la fin des années 20, avec le renforcement du pouvoir et la mise en place d’un état totalitaire où tous les aspects de la vie privée étaient strictement réglementés, la politique libérale dans le domaine de la morale ne satisfaisait plus les autorités, les îlots de liberté individuelle rétrécirent. *“Le bonheur de tous est atteint en sacrifiant le bonheur individuel”, “Pour être heureux, soyez comme tout le monde”* sont les slogans de l’époque. Malgré les protestations, les avortements furent interdits. La vie sexuelle des individus soumise au contrôle de l’Etat, les persécutions des rapports sexuels “contre nature” étaient logiques.

Il est d’ailleurs intéressant de noter que cette campagne (qui a démarré presque en même temps en Allemagne nazie) était menée sous le slogan (le prétexte) de la lutte contre la décadence de la bourgeoisie fasciste. C’est ainsi que l’article pénalisant l’homosexualité entre personnes consentantes fut adopté le 7 mars 1934 (date anniversaire de l’arrivée d’Hitler au pouvoir). On a trouvé dans les archives du KGB un rapport de Lagoda (commissaire à l’Intérieur de l’époque) datant de 1933 et adressé à Staline, dans lequel il annonçait la découverte d’une association de pédérastes. 130 personnes furent arrêtées. Sur ce document, on peut lire de Staline *“Il faut punir ces salauds d’une manière exemplaire et introduire dans la législation une loi appropriée”*. Les communistes homosexuels étrangers d’alors ont protesté contre cet état de chose. Parmi eux, ils y avaient ceux qui avaient adhéré au Parti Communiste pensant que les communistes luttaienent contre toutes les formes d’oppression, y compris celle des minorités sexuelles. On peut trouver dans les archives un document très intéressant, la lettre d’un communiste anglais adressée à Staline où il essaie d’expliquer que cette attitude à l’égard des homosexuels contredisait les principes marxistes léninistes tel qu’il les comprenait. Et de nouveau on lit le commentaire écrit de Staline *“Envoyer aux archives, idiot et dégénéré”*.

Depuis 1934 et jusqu’à la fin des années 80, on envoyait dans les camps jusqu’à 1000 personnes par an, même si ceux qui étaient au pouvoir le niaient. Parce que les lesbiennes ne créaient pas d’organisations contre-révolutionnaires, les femmes homosexuelles restaient à la merci de la psychiatrie punitive. Kirilenko (Commissaire à la Justice de l’époque) donnait des homosexuels le portrait suivant *“Ce sont des marginaux des bas-fonds de la société, et les déchets des classes d’exploiteurs. Ils ne savent ni où aller, ni que faire. C’est pourquoi ils pratiquent la pédérastie.”* Après la mort de Staline, la situation des homosexuels n’a pas changé. L’article pénalisant l’homosexualité est devenue un instrument commode pour punir, compromettre, exercer une pression sur les intellectuels dissidents. En même temps le pouvoir fermait les yeux sur l’homosexualité des personnes connues mais loyales au pouvoir. Et bien sûr les services spéciaux utilisaient des agents homosexuels pour discréditer les gens, souvent étrangers. Des générations de gays et de lesbiennes vécutent avec la conviction qu’ils étaient des monstres uniques en leur genre. Quant aux hétérosexuels, la plupart d’entre eux n’imaginaient tout simplement pas que cela puisse exister. L’ignorance était de mise, et qui plus est générale. Par ailleurs, il est intéressant de noter que la situation de la sexualité hétérosexuelle n’était guère meilleure. De façon générale, la sexualité était un sujet tabou. Le mot même de sexe était employé uniquement pour dire s’il s’agissait d’un homme ou d’une femme. L’ignorance des médecins, des pédagogues et autres professionnels dans ce domaine était frappante. La sexualité des adolescents ne les intéressait pas, ils s’en souvenaient seulement si une mineure tombait enceinte.

Durant les années 70, la situation commença doucement à s’améliorer. Des livres consacrés à la sexualité apparurent, des juristes parlèrent d’une éventuelle évolution de l’article pénalisant l’homosexualité. En 1986, commença la “perestroïka”. La société apprit alors, avec un certain étonnement que le sexe existe et qu’en plus il existait des gens qui aiment d’une autre façon. Les années du totalitarisme ont formé la population dans l’esprit de haine et d’intolérance à l’égard de tous ceux qui sortaient de la norme établie, de ce qui n’était pas approuvé par les autorités. La mentalité rigide des soviétiques, même jeunes, ne pouvait accepter des citoyens qui ne leur ressemblaient pas. Une enquête sociologique menée à cette époque donna des résultats effrayants, à la question “que faut-il faire avec les homosexuels ?”, 30% répondirent qu’il fallait les éliminer, 32% étaient pour les isoler, 6% seulement pour les aider, et 12% (mais je crois que c’était les homosexuels eux-mêmes) dirent de les laisser tranquilles.

L'apparition du sida a encore aggravé la situation. Au début de l'épidémie, un médecin responsable des services épidémiologiques du pays écrivait : " *Dans notre pays, il n'existe pas de conditions pour l'épidémie de cette maladie. L'homosexualité, en tant que perversion sexuelle grave, est poursuivie par la loi. Donc les homosexuels sont entrés dans le groupe à risque à côté des toxicomanes et des prostituées* ". Cependant, au fil des années juristes, médecins et sexologues comprirent la nécessité d'un changement et ensemble élevèrent la voix en faveur de l'évolution de l'article de code pénal qui rendait illégale toute activité publique, considérée comme propagande de pratiques prohibées et danger public. En 1990, le premier journal gay (*Théma*) parut. Je me souviens des réunions du comité de rédaction où la question était de nous exprimer sans avoir des ennuis avec les autorités.

Enfin, en mai 1991 la loi fut abrogée et l'activité des homosexuels devint possible. Nous avons eu alors des contacts avec des militants étrangers (principalement américains). La même année, la première conférence gay eu lieu. La situation politique, surtout après la défaite du putsch d'août, nous était favorable. Les anciens dogmes tombaient, il n'y avait presque pas de censure. Les associations apparaissaient à travers tout le pays. Certains croyaient qu'avec la suppression de l'article de loi, le but était atteint. L'époque soviétique avait rendu les gens allergiques à toute idéologie, à tout militantisme. On se contentait de profiter des libertés reçues des mains de l'Etat.

En même temps la situation économique ne cessait de se dégrader, surtout pour les jeunes. Plusieurs revues cessèrent d'exister, faute d'argent. Sans aide financière de l'étranger, toute activité non lucrative a pratiquement disparue. Aujourd'hui, il existe des clubs gays qui fonctionnent avec un certain succès. Plus c'est cher, et mieux ça marche. Après l'euphorie liée à l'ouverture des premières boîtes homosexuelles, on commença à réaliser que cela ne suffisait pas. Les gens voulaient se rencontrer, non seulement pour danser et draguer, mais aussi pour discuter. On voyage, on lit la presse étrangère, et on voit que la lutte pour les droits connaît quelques succès. Les derniers événements politiques en Russie ont montré que la démocratie et la liberté sont assez fragiles. La censure revient peu à peu dans les domaines militaires, politiques, religieux. La Douma (le parlement russe) est en train de mettre au point une nouvelle loi sur la morale publique. Vu son conservatisme et l'esprit de haine qui y règne, on peut imaginer facilement ce que cela va donner. La situation dans le pays est grave. Au cours des mois qui viennent, nous subirons les conséquences des changements politiques qui sont en train de se produire, et nous verrons ce qu'il nous restera des libertés obtenues.

René LALEMENT : Merci Elena pour cette leçon de notre histoire européenne gay, sans être pour autant gaie. Histoire à laquelle, d'ailleurs, beaucoup devraient contribuer à ce que vive cette mémoire. J'en profite pour vous annoncer que durant la semaine, il y a tout un cycle de séminaires sur l'International au cours duquel vous pourrez, entre autres, retrouver Elena (ce sera mardi prochain). Bien, nous allons maintenant aborder une autre forme de politique, celle des identités homosexuelles (gays et lesbiennes), qui n'est pas la même dans tous les pays, dans toutes les cultures. Philippe-Schmerka Blacher est sociologue, il a travaillé notamment sur la Turquie. Il va donc nous parler de ces questions d'identités sexuelles et d'identités de genre dans la culture turque.

Philippe-Schmerka BLACHER : A cheval sur plusieurs continents, ce pays dont la langue est unique (non indo-européenne) est assez unique. La Turquie est aussi une mosaïque de populations (on retrouve des juifs, des arabes, des turcs, des musulmans, des chrétiens, des maronites). C'est aussi un pays où cohabitent deux formes principales d'homosexualité (ou de relations entre personnes du même sexe) que j'ai symbolisé très généralement, à savoir la vision occidentale et la vision orientale. On a l'habitude de dire que les orientaux ont une forme de sexualité particulière, alors en préambule je vous citerai simplement trois lignes de deux néerlandais qui ont travaillé sur la sexualité des musulmans : " *Dans les pays islamiques, la sexualité relève de la légende et de la mythologie, et les musulmans sont extrêmement sentimentaux. En matière sexuelle, ils sont réputés pour être des tyrans ou des pervers* ". C'est tiré du livre " *Erotisme et sexualité parmi les hommes dans la société musulmane* " Edition Kavram, Istanbul 1995, page 15 et 16.

Plus sérieusement, nous avons l'habitude d'entendre de la part d'occidentaux, et d'ailleurs je l'ai souvent entendu avant de me rendre en Turquie, que l'homosexualité des Orientaux serait simplement un ersatz, un succédané à l'hétérosexualité. Une homosexualité par défaut en quelque sorte. Les hommes auraient accès aux hommes parce qu'ils n'ont pas accès aux femmes, et les femmes auraient accès aux femmes parce qu'elles n'ont pas accès aux hommes. C'est faux, en Turquie comme partout ailleurs, il y a des hommes qui préfèrent les hommes et des femmes qui préfèrent les femmes. Il ne s'agit pas d'un succédané, d'une sexualité réduite qui ferait que les Orientaux doivent être considérés comme des homosexuels de circonstance et non de nature. J'en veux pour preuve le changement radical de la Turquie opéré en 1923. Jusqu'à cette date, la Turquie était le chanfre de l'islam, du califat et le lieu de résidence des sultans. Puis en 1923, arrive un petit général à moustache, Atatürk qui décide de tout changer dans la société. A commencer par l'état civil (on impose des noms de famille). On impose un nouvel alphabet, on codifie de façon extrêmement précise le vêtement (les femmes doivent se dévoiler, les hommes se raser la moustache), et dans tous ces domaines se forge une identité, une politique d'identité sexuelle.

Ainsi les jeunes turcs considèrent que l'homosexualité, telle qu'elle était pratiquée dans l'empire ottoman, était quelque chose d'extrêmement décadent. Et même si elle correspondait à une décadence des mœurs, en adoptant un nouveau code pénal, il apparut qu'il ne fallait pas la pénaliser. Mais par contre, l'identité masculine devait être codifiée et imposée du gouvernement jusqu'au dernier des villages. Les canaux de diffusion de cette nouvelle identité masculine furent bien évidemment l'armée, élément extrêmement puissant et fédérateur en Turquie (d'ailleurs, tellement fédérateur qu'elle est au gouvernement depuis 1923) et plus récemment la télévision. Ainsi de nombreux textes datant de l'empire ottoman furent censurés par les autorités, textes qui montraient que même sous l'empire on savait s'amuser. Par exemple, ce texte du 18^{ème} siècle qui parle des personnages officiellement désignés comme homosexuels dans la société turque. Il y en avait deux sortes, à savoir les "tellak" masseurs de bains de leur état, et les "köçek" ou danseurs (en Islam, la représentation artistique doit être tenue par les hommes). Et dans ce texte où un de ces tellak relate ses mémoires, l'un de ses amants écrit ceci à son propos : *"Il était autrefois un des soldats de l'entourage proche du sultan. Il est adoré par les hommes qui aiment les hommes. Ce grand garçon est comme un ange avec ses cheveux telle une couronne d'or. Il a la taille élancée, des mains et des pieds fins et élégants. Ses lèvres sont comme des morceaux de sucre, ses mamelons sont comme des gouttes d'ambre, et son nombril est comme une jacinthe. Dans un coin du hammam, sur le marbre blanc du sol ou dans un lit, il s'étend sans aucun linge sur lui. Il ne se soucie guère de savoir si le pénis est trop grand ou trop long, mais il le prend sans protester avec toute la force de sa jeunesse. Il procure du plaisir à son partenaire et illumine sa vie. Il s'offre généreusement toute la nuit, et cette générosité, cette loyauté est bien plus que celle que vous trouverez parmi les autres tellak"*. Les tellak furent déportés, et la plupart d'entre eux disparurent. Ainsi que les köçek qui ont été déclarés hors-la-loi en 1923, parce que considérés comme l'image décadente de l'Islam qui jusqu'alors avait prévalu en Turquie.

Les autorités forgèrent non seulement l'image de l'homme turc (forcément hétérosexuel), mais aussi une pyramide sociale au sommet de laquelle on trouve un homme (opposé à femme), turc (opposé à kurde), hétérosexuel (opposé à tout ce qu'on peut imaginer) et musulman (opposé au chrétien, plus particulièrement aux juifs massivement partis en 1958 à la suite des persécutions religieuses dont ils furent l'objet). Mais paradoxalement si l'homme turc doit être absolument viril et démontrer qu'il est un homme, dans le domaine artistique une image moins virile de l'homme est tolérée. Il y a trois chanteurs très connus (dont Tarkan, assez connu en France). L'un, manifestement homosexuel, s'appelle Zeki Müren, voyez la pochette. Oui madame, c'est un monsieur, oui ... un peu genre Rika Zaraï. Il a pu profiter de la compétence des autorités pour être diffusé sur les ondes, sa relation avec un général étant de notoriété publique. Il y a aussi Bülent Ersoy, transsexuel de son état, extrêmement populaire, qui lors des années du général Evren (1990) fut interdit de scène parce que considéré comme susceptible de pervertir la jeunesse. A la télévision, sur les chaînes nationales, il y a des programmes religieux où interviennent des docteurs en théologie. Je vous cite quelques commentaires assez éclairants, comme celui datant de 1998 : *"Le danger de commencer à être pénétré et de chercher à le refaire, est un problème dans la cosmologie islamique transcontinentale. Pour les musulmans, avoir du plaisir anal n'est pas contre nature, c'est pour cela que précisément chaque homme doit être vigilant, et ne pas se laisser pénétrer car il risquerait d'y prendre plaisir et d'en devenir dépendant. C'est comme une maladie infectieuse, une fois infecté, il est difficile de s'en débarrasser"*.

Alors les autorités publiques (politiques) ont joué sur l'ignorance et/ou la médisance de la population. On a médité sur l'homosexuel et on a ignoré le sida. On a médité sur l'homosexuel en montrant que c'est quelque chose qui existe (contrairement aux ex-démocraties dites populaires où l'on niait l'homosexualité) tout en la présentant de façon caricaturale. Les Turcs sont très friands de séries télévisées. A 19 heures tout s'arrête pour regarder le grand feuilleton où l'homosexuel est toujours le personnage fantasque, mauvais et semant la zizanie. Il est l'objet de dérision, de haine, et bien évidemment rejeté par la population.

Quant au sida, le gouvernement fait preuve d'un grand silence. Selon les chiffres publiés à l'Office Mondial de la Santé, il n'y avait en 1999 que 7 cas de sida déclarés. Sur 70 millions d'habitants, cela me paraît peu. Lorsque la Turquie a accueilli en 1996 Habitat II (manifestation des Nations Unies sur l'habitat), le gouvernement turc a déporté dans une ville au centre du pays, puis interné dans des centres pénitenciers toute la population d'un quartier d'Istanbul (Taksim) qui héberge habituellement des gays, des lesbiennes et des trans. Ce quartier qui avait le tort d'être sur la trajectoire entre les hôtels où résidaient les délégations et les lieux de conférence. Beaucoup sont revenus malades (tuberculose), quand ils eurent la "chance" de revenir. Tête de turc nous disons, mais tête de gay turc, c'est encore pire.

Là-dessus se greffe un mouvement identitaire, impulsé par des jeunes, dans les grandes villes (Istanbul, Ankara...). Ils sont extrêmement actifs quant à la parution de revues. L'une s'appelle *Crins*, jeux de mots entre le jeans (501) et cins qui en arabe signifie genre sexuel. C'est une revue extrêmement politique, de gauche, avec des caricatures d'hommes politiques. Il y a aussi *Kaos*, revue qui reproduit de nombreux articles de la presse occidentale, notamment allemande. Enfin, un journal qui est un peu l'équivalent du *Nouvel Observateur*, où pour la première fois (en 1997) le terme gay fit son entrée dans le vocabulaire turc. Plus orienté société, ce journal, à titre d'exemple enquêta sur ces hommes qui ont une identité virile dans la journée et se travestissent la nuit. De

fait, il existe deux formes d'homosexualité en Turquie. Une homosexualité telle que l'on la conçoit en Occident qui est un phénomène essentiellement urbain (jeune et friqué), et une homosexualité rurale qui relève d'une appartenance à un genre. C'est-à-dire que si vous êtes un homme extrêmement efféminé et vous décidez de vous habiller en femme, cela ne pose pas de problème à la condition que vous acceptiez de jouer le rôle d'une femme pour le reste de votre vie.

Je me souviens de Mehmet lutteur de son état, chantre de la virilité vivant avec un homme extrêmement efféminé. "Il se comporte comme une femme, il me sert de femme, c'est une femme, nous sommes tout à fait hétérosexuels" me disait-il. Cette acceptation fait que l'on rentre dans l'identité de genre, tel qu'elle est conçue en Turquie et dans beaucoup de pays. A savoir actif/passif qui donne dominant/dominé, qui donne homme/femme. Et comme il y a concordance de genre dans cette relation à deux, il n'y a aucune raison qu'elle choque le village. Et on voit cet homme, parmi les femmes, puisqu'il est une femme socialement parlant. J'ai en tête l'exemple d'un couple de lesbiennes, dont l'une était peintre en bâtiment (métier réservé aux hommes) qui avait le privilège de pouvoir s'asseoir dans des cafés d'hommes, puisqu'elle était perçue comme un homme, qu'elle avait un rôle dominant dans le couple. Cette notion d'identité peut nous surprendre, tant elle ne correspond pas à nos schémas sociaux. Et puis il y a une version occidentale de l'homosexualité, plus fréquente parmi les populations urbanisées, bourgeoises votant plutôt à droite. C'est l'un des apports de l'Europe (et des Etats-Unis). Cette forme de sexualité est hypocritement acceptée, tolérée par les autorités turques, parce qu'elles y voient une forme d'identité et d'identification à l'union européenne, sphère économique, à laquelle le pays tente vainement d'adhérer.

Je pense que l'on s'oriente vers une Turquie à deux vitesses. Une Turquie rurale qui conservera ses schémas sociaux et une Turquie urbaine standardisée, uniformisée dans ses habits, ses formes d'expression. Juif roumain naturalisé canadien, je ne sais pas trop ce que cela peut donner, mais j'espère que nous serons là dans 20 ans et voir ce que cela a donné.

René LALEMENT : Bien, Philippe interviendra demain lors d'un atelier et nous y donnons rendez-vous à ceux qui ont des questions à poser.

X : Ayant occupé au sein d'un ministère, un poste qui m'obligeait à rencontrer d'autres civilisations, je voudrais témoigner en me référant à une coutume ancienne de l'Iran, celle de l'achéra. C'était l'ami de la famille, celui à qui le père confiait l'initiation sexuelle de son enfant. C'est une pratique qui de nos jours a perdu de sa vivacité. Dans la tradition iranienne telle que j'ai pu la vivre (25 ans d'expérience), il existe une distinction très nette entre deux catégories d'homosexuels, celui qui pénètre et celui qui est pénétré. Je ne me souviens plus du terme qui désigne celui qui pénètre, mais par contre je ne me souviens pas de celui qui désigne le pénétré, il s'agit du couï. C'est une distinction très profondément ancrée dans la culture, dans la civilisation iranienne. Et effectivement c'est une vision totalement différente de l'homosexualité de celle qui existe dans les pays dits européens, en cela différente des pays dits du Moyen-Orient.

René LALEMENT : Cette vision remet en cause nos propres politiques identitaires que nous pensons naturelles et sur lesquelles nous nous reposons. Autre situation, l'Amérique latine où la question des genres est différente de ce que nous connaissons (en Europe). Manuel, chilien qui vit actuellement aux Etats-Unis, a travaillé sur différents pays d'Amérique Latine, notamment le Honduras. Il va nous en parler.

Manuel FERNANDEZ-ALEMANY : Bonsoir. Je suis originaire du Chili et actuellement je vis aux Etats-Unis. J'ai travaillé sur le Honduras, pays dont je vais vous parler. J'y ai mené une étude d'anthropologie sur la question des identités sexuelles, un peu à la façon de mon collègue en Turquie.

Le Honduras a ceci de particulier d'être le pays de l'Amérique centrale le plus dominé par l'impérialisme américain. Ceci dit, là-bas comme dans presque toute l'Amérique centrale, la communauté gay et lesbienne a fait un effort très important pour se développer, à la différence du Brésil et de l'Argentine qui ont 25 ans d'expérience militante. Le militantisme homosexuel est quelque chose de très nouveau au Honduras. A la fin des années 70, il existait dans tout le pays un seul bar et aucun groupe militant travaillant pour les droits des homos. A partir de 1985, le gouvernement a fait fermer tous les établissements qui entre temps s'étaient ouverts. Et donc entre 1985 et début des années 90, il n'y eut absolument aucune visibilité homosexuelle. Mais en 1991 et en 1993, eu lieu deux conférences intercontinentales d'Amérique Centrale sur le droit des homosexuels. Et c'est à partir de là que s'est créée la première organisation du genre, *l'Association du Honduras pour le Droit des Homosexuels contre le Sida*. Et contrairement à d'autres organisations homosexuelles à travers le continent, cette association eu de grands problèmes de financement. Mais les bars, les gays et les lesbiennes ont travaillé ensemble. Les différentes associations sont en concurrence pour

obtenir des financements, et les associations qui ont gagné cette bataille économique sont celles qui ont réussi à donner une image des gays plus conforme. Ainsi l'image du gay du Honduras est celle du gay américain, c'est à dire un homme individualiste, d'un niveau économique assez élevé, capable de mener sa vie de façon indépendante sans s'occuper du reste de la société. Les femmes ont été marginalisées par cette image. L'image traditionnelle de l'identité sexuelle au Honduras est fondée sur des règles somme toute assez fixes. Ainsi le fait de sortir avec un autre homme n'est pas forcément perçu comme de l'homosexualité, l'homosexuel est en fait celui qui ne rentre pas dans le cadre actuel de la masculinité. De fait, seuls sont considérés comme homosexuels les hommes efféminés.

La question actuelle est de savoir comment travailler avec différentes organisations quand il y a de grosses différences quant aux possibilités d'accéder aux moyens financiers. La solution est de travailler avec tous pour éviter de rentrer dans une relation de paternalisme, tout en évitant l'imposition de modèles extérieurs à la sensibilité culturelle du Honduras.

X : Je voulais faire part d'un malaise, celui d'avoir ici la caricature de la vision par l'occident des pays du sud. A cette tribune il y a un homme blanc, éduqué, qui parle de civilisations autres comme objets d'étude. De même que l'intervention de ce monsieur qui habite aux Etats-Unis. Se pose ainsi la question de la diversité de parole et d'accès des populations dont nous parlons à une tribune telle que celle-ci, afin qu'elles viennent elles-mêmes nous parler de leur situation. A la tribune siège une minorité, que dans la salle se trouve un public qui entend ce qu'on lui dit sur les peuples dont il est question, bien qu'ils soient absents. J'espère que dans les années ou les jours à venir, il va y avoir une diversité de couleur et de parole, que les populations opprimées pourront s'exprimer elles-mêmes, en tant que sujet et non plus en tant qu'objet.

Innocenta : Bonsoir, je représente le mouvement des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* durant ces *Universités*, et à ce titre j'aimerais que nous ayons tous une pensée très émue pour mes sœurs de Colombie qui descendent régulièrement dans la rue pour des actions de prévention. Notamment certaines d'entre elles qui ont été assassinées par les milices de la drogue. Merci.

René LALLEMENT : Bien, nous allons maintenant laisser la parole aux européens d'Europe. On revient à des pays qui connaissent une forte visibilité homosexuelle, un mouvement fondé sur des identités classiques. Je pense à l'Autriche. Claus Pirschner est étudiant en sciences politiques. C'est d'avantage les pouvoirs politiques autrichiens, au sens actuel du terme, que nous allons maintenant interroger. Il y a eu une émotion considérable à la suite de l'élection de Jorg Haïder qui a déclenché un mouvement de solidarité (comme la pétition lancée par Christian de Leusse). Cela vaut la peine de parler de cette actualité politique.

Claus PIRSCHNER : En Autriche nous avons actuellement une situation politique quelque peu difficile, avec un gouvernement conservateur et d'extrême droite. Des partis qui dans le passé ont travaillé à maintenir dans le code pénal un article (Art. 209) qui discrimine les gays. Cet article précise que les relations sexuelles entre majeur et mineur sont interdites (la limite étant de 18 ans), quand pour les relations hétérosexuelles l'âge limite est fixé à 14 ans.

Aujourd'hui à cause de cet article de loi, il y a onze hommes en prison. Cette semaine, il y a eu le cas d'un garçon âgé de 19 ans qui a été surpris par un agent de police. Ce dernier a appris après interrogatoire que le garçon entretenait une relation suivie avec son ami de 16 ans. Il est maintenant passé au tribunal qui l'a condamné. Non pas à de la prison, mais à 2000 Frs d'amende. Les conservateurs sont pour le maintien de cette loi. Le parti d'extrême droite de Haïder a proposé, en 1996, un compromis en fixant l'âge de consentement pour les relations homosexuelles à 16 ans (et non plus 18 ans), mais cela reste quand même discriminatoire. Contre cet état de fait, il y a eu de nombreuses réactions de l'étranger. Notamment la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, qui a signifié au gouvernement autrichien qu'une telle discrimination étant contraire au droit européen, et qu'il lui fallait donc modifier en un sens plus favorable la loi. Mais pour l'instant la loi existe, et elle est appliquée.

Mais nous avons d'autres problèmes, du fait des forces politiques actuellement en présence. Ces forces sont animées par une idée assez, voire très, conservatrice de tout ce qui concerne la société. Pour eux, la société idéale est composée de familles hétérosexuelles. D'ailleurs le gouvernement actuel compte investir beaucoup d'argent en la matière, comme par exemple faire en sorte qu'un parent (surtout la mère) puisse rester à la maison s'occuper des enfants. Il ne s'agit pas de lois progressistes mais plutôt répressives. La rhétorique officielle parle bien de la femme qui travaille,

qui vit seule, qui n'a pas d'enfants, mais pour eux elle n'existe pas. Il faut aussi ajouter que les gouvernements passés n'ont pas eu de réelles politiques à propos des femmes. Même si les sociaux démocrates ont participé à des majorités durant lesquelles il fut voté des lois progressistes pour les femmes. Par exemple dans le domaine du secteur du travail public. Mais du fait de ce gouvernement conservateur, nous avons vu apparaître une nouvelle culture de protestation populaire. Les gays et les lesbiennes, les organisations de femmes (où sont présentes de nombreuses lesbiennes), tous participent à cette culture de résistance politique. Face à ce mouvement populaire, beaucoup de politiques ont brandi l'argument des subventions. C'est ainsi que des associations homosexuelles sont menacées d'être privées de financements publics. Le gouvernement dit hypocritement qu'il faut réduire le budget, alors qu'il y a toujours de l'argent pour subventionner les familles hétérosexuelles et les militaires. Les critères de Maastricht ne sont qu'une excuse, c'est avant tout une question d'idéologie.

Pour conclure, je dirais que l'Autriche n'est pas seulement un pays répressif pour les homos, il y a aussi des choses qui s'améliorent, qui progressent. Par exemple, à Vienne il y a des clubs avec Internet où des homos peuvent se connecter et dialoguer. Même dans les zones rurales, c'est possible. Mais je crois, vu le contexte politique du moment, que pour améliorer la situation des homosexuels autrichiens, une solidarité internationale est utile voire indispensable. La pétition de l'*Université* est quelque chose d'important. Il faut multiplier les démarches de ce style, au niveau du gouvernement autrichien, au niveau de la Communauté Européenne, et des organisations gays et lesbiennes françaises notamment. Il est nécessaire de nouer des contacts entre nos deux pays. Au niveau théorique, il faut réfléchir à un projet progressiste, la contribution à un tel projet des lesbiennes et des gays français comme européens est bienvenue.

René LALEMENT : Merci d'avoir fait ton intervention en français. Bien sûr, nous retenons ton appel à la solidarité et à la résistance. Nous allons maintenant en Espagne. Vous connaissez tous Jordi Petit. Pendant des années, il a été secrétaire général de l'*ILGA*. Et depuis 20 ans, il milite à travers de nombreuses organisations. Il est actuellement président d'honneur de la *Coordination Gay et Lesbienne Catalane*. Je lui passe la parole afin qu'il nous explique ce qu'il a contribué, à travers l'*ILGA*, à réaliser. Puisque nous parlons de pouvoir politique, il nous parlera de la situation espagnole qui (un peu comme la Russie) s'est réveillée du franquisme avec le mouvement de la *Movida*, maintenant passée. Il y a eu une évolution très rapide du pouvoir politique et de la société, ce qui a provoqué bien des changements sociaux et de modes de vie, c'est à dire une évolution des droits des gays et des lesbiennes.

Jordi PETIT : Merci de m'avoir invité. Je pense que c'est très intéressant quant le mouvement gay se développe avec ces "marches" homosexuelles massives, quand beaucoup de gens y participent (parfois pour la première fois). Je pense qu'il est important de développer la réflexion politique, idéologique de base. Parce que nous sommes maintenant beaucoup plus nombreux qu'il y a seulement 5 ans. Mais nous devons ne pas nous cantonner aux seules *Gays Prides*, nous devons pousser la réflexion et le débat vers d'autres directions. L'*ILGA* (créée en 1978) est une fédération mondiale d'associations, composée d'à peu près 400 membres et de 50 langues. Avec une forte participation de l'Europe (les Etats-Unis et la France sont les moins représentés). Durant les années 80, on comptait les *Gais pour les Libertés* et *Gai Pied*. Nous avons maintenant *David et Jonathan* et la *Lesbian and Gay Pride* de Paris, l'*Association des Parents Gays et Lesbiens* et *Lesbia Magazine*. Mais en tout cas, la participation française est limitée, et j'invite les Français à nous rejoindre. Bref, maintenant l'*ILGA* est une ONG (Organisation Non Gouvernementale) consultative du Conseil de l'Europe, dont le travail consiste à mener un travail de pression. Les campagnes les plus importantes ont été menées en direction de l'Organisation Mondiale de la Santé, comme au début des années 80 où on s'est occupé de faire que l'homosexualité disparaisse de la liste des maladies. Le même travail a été mené avec *Amnesty International* pour qu'elle reconnaisse les prisonniers emprisonnés parce qu'homosexuels.

La façon de travailler, quel que soit l'objet ou l'interlocuteur, est toujours identique. D'abord la définition d'un objectif commun, puis chaque délégation nationale de l'*ILGA* travaille avec ses députés nationaux (comme ceux siégeant aussi bien au Conseil de l'Europe qu'au Parlement européen). En plus de ce travail de coordination, l'*ILGA* s'occupe des actions de solidarité. Ainsi en 1980, nous avons mené des actions de protestation contre le gouvernement espagnol qui refusait de légaliser le mouvement homosexuel ou encore nous avons obtenu que la ville de Mexico ouvre ses archives sur les assassinats d'homosexuels (que la police oublie dans un coin). Ces dernières années, nous avons commencé à présenter des projets élaborés pour les membres d'un pays en particulier. Ainsi l'Union Européenne vient de recevoir un projet développé par l'antenne nationale du Guatemala qui concerne l'ensemble de l'Amérique Latine. Tout ce travail de pression à l'échelle internationale donne parfois des résultats très prometteurs. Par exemple, nous avons obtenu que le Conseil de l'Europe dénonce la situation de l'Autriche et de son gouvernement d'extrême droite, et mette comme préalable à l'adhésion de nouveaux membres de dépénaliser l'homosexualité (l'Albanie a répondu positivement, la Turquie a promis de le faire).

Il y a quelques semaines, à New York nous avons fait observer que le Vatican et les pays islamiques nous sont hostiles (ceci montre que la situation mondiale verse dans un sens qui ne nous est pas favorable), ce qui est grave. Ainsi, le sénat américain contrôlé par les républicains nous est hostile alors que les Etats-Unis ont une voix prépondérante dans toutes les grandes organisations internationales. Pour cette raison, il me semble important que les associations d'Europe n'oublient pas la solidarité internationale. Surtout que l'Amérique Latine a vu ces 10 dernières années une montée en puissance du militantisme homosexuel, que le sida continue à être le principal problème pour la plupart des gays à travers le monde, que la situation de nombreux gays à travers le monde n'est pas comparable à celle des gays du Marais : l'année dernière au Mexique nous avons dénombré 26 meurtres d'homosexuels et 169 au Brésil.

Cette année, nous avons fêté le 25^{ème} anniversaire du mouvement gay espagnol. De 1980 à 1990, ce fut une période très active pendant laquelle nous sommes arrivés à réformer la loi de "dangerosité sociale" qui nous menait dans des asiles où l'on nous "guérissait". C'est en 1980 que nous avons obtenu la légalisation du mouvement homosexuel. Ensuite, les homos exprimèrent leur refus des contrôles de police. A cette époque le mouvement était très politisé, très radical. En 1985/1986 le sida obligea à une rénovation du mouvement homo et impulsa un vaste mouvement de création de différents services associatifs et des premières associations mixtes. Et jusqu'en 1995, ce fut plus de dix années entièrement dévolues à la lutte contre l'épidémie. L'année 1995 marque aussi le vote d'une loi pénalisant les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle. En 1998 fut votée la première loi sur les couples homosexuels (d'abord en Catalogne, puis en Aragon et récemment en Navarre). Lorsque le gouvernement (de droite) nous proposa le PACS (alors que 67% de la population était d'accord pour officialiser les unions homos à égalité avec les unions hétéros) le mouvement gay a dit non, voulant une loi qui reconnaît les couples homos comme communauté maritale (à l'exemple les lois scandinaves ou hollandaises). Durant trois ans, ce fut un grand débat, maintenant nous réclamons le mariage.

Avec la venue de la démocratie, le mouvement homo a rencontré un grand écho dans les médias qui parlent avec naturel de l'homosexualité et du mouvement gay et lesbien. Peut être parce que nous étions interdits sous Franco. De plus, le mouvement homo entretient des relations étroites avec tous les autres mouvements sociaux (les syndicats, les jeunes, les antiracistes). En 1993, nous avons mené une vaste campagne sur le "vote rose" visant à demander aux candidats ce qu'ils comptaient faire au sujet des droits des gays et des lesbiennes. Ceci, combiné avec une grande présence dans les moyens de communication, nous a donné une grande capacité à influencer la politique. Finalement, ces 3 ou 4 dernières années nous avons connu une évolution assez rapide. Ainsi avec la collaboration de l'ensemble des associations et des commerces (homo et autres) la dernière *Gay Pride* à Madrid a connu une participation historique de 80 à 90 000 personnes ! Ceci dit, durant toutes ces années où nous avons lutté contre le sida et pour les droits civils, nous n'avons pas disposé de temps pour réellement dialoguer avec les lesbiennes. Face à une situation moins dramatique (du fait des trithérapies principalement) nous devons commencer à y réfléchir.

René LALEMENT : Merci. Malheureusement il se fait tard, aussi je passe la parole à Habib qui va, hélas, nous parler très brièvement du Maroc. Je terminerai en disant qu'au cours de cette semaine, l'Autriche, le Maroc, l'ILGA, le Honduras et *Amnesty International* animeront plusieurs débats afin d'approfondir les questions soulevées à cette tribune.

HABIB : Donc très brièvement, nous sommes trois marocains présents durant toute la semaine. Nous venons d'une association de lutte contre le sida, du fait qu'il n'existe pas d'associations homosexuelles. Car au Maroc, l'homosexualité est illégale et susceptible d'emprisonnement. Aussi, pour toucher la population homosexuelle nous avons trouvé ce moyen de programme de prévention auprès des prostitués. Ceux qui représentent un peu la visibilité homosexuelle au Maroc. Nous avons commencé en 1993, en collaboration avec la CEE. Aujourd'hui nous parlons d'hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, mais toujours pas d'homosexuels puisque c'est tout simplement impossible. Pourtant l'homosexualité est un fait culturel et historique. Déjà au 11^{ème} siècle on trouve des textes parlant d'homosexuels. Malgré tout, des gens se disent homosexuels (bien que l'actif soit valorisé par rapport au passif). A propos de l'homosexualité de circonstance, beaucoup d'hommes sont mariés et ont des relations homosexuelles, mais c'est un sujet sur lequel je reviendrais dans le courant de cette semaine.*

René LALEMENT : Alors effectivement, nous vous donnons rendez-vous tout au long de cette semaine pour approfondir toutes les questions soulevées à cette tribune. Merci à vous.

* Pages 58 à 60

Jacques FORTIN : Le débat de ce soir porte sur la famille ainsi que sur la question de l'homoparentalité. Au sein des *Universités d'Été Homosexuelles*, nous pensons que c'est un sujet d'actualité, et qu'à ce titre il y a des choses à dire. Mais il y a un certain nombre de débats que l'on veut occulter, voire étouffer, et il est bien évident qu'un tel débat par nature problématique mené entre nous, ici, n'aura pas la même figure que s'il était mené à l'extérieur. Pourquoi ?

D'une part, parce que nous sommes confrontés à un combat pour essayer d'obtenir que les droits de la citoyenneté générale qui existent dans ce pays nous soient appliqués, à nous autres gays et lesbiennes. Cela pouvant aller jusqu'au mariage, comme le demandent certains. Ensuite, ces luttes pour ces droits nous amènent en même temps sur des terrains que notre histoire, notre vécu, nos propres luttes contre l'homophobie nous a amenés à mettre en cause.

La famille, au sens général du terme, est un des lieux qu'en tant que gay et/ou lesbiennes nous avons eu à subir. Je dirais même que pour beaucoup d'entre nous ce fut un combat difficile. La famille, ce lieu de fabrication de garçons et de filles bien calibré-e-s, bien nommé-e-s. Il y a aussi le couple dont nous avons tant parlé à l'époque du débat sur le PACS, alors que nous aurions pu simplement parler de reconnaissance de nos relations de couple. Le couple justement est aussi une chose assez curieusement contradictoire à la vie courante, ne serait-ce que des homosexuels masculins. Ces derniers vivant souvent des familles recomposées avec le mari, l'ancien amant du mari, le nouveau qui passe, l'amant occasionnel qui passe... Néanmoins nous sommes confrontés à bien des contradictions du fait de lutter pour des droits liés à une citoyenneté entière, et de l'autre côté une histoire qui est liée à l'oppression du fait de la famille, à l'oppression des femmes, de l'enfance ou plus simplement sexuelle. Ces derniers aspects devraient nous amener à remettre en cause le contenu même des droits pour lesquels nous luttons.

Cette contradiction a été soulevée en son temps, ne serait-ce que par le *FHAR*. Contradiction qu'il résolvait en disant que demander ou obtenir des droits était en soi une attitude réformatrice. Comme les gays et les lesbiennes (d'alors) étaient révolutionnaires, ils décidèrent de faire table rase du passé, c'est à dire plus de couple, de famille et autre. Ensuite, vint l'émergence de la communauté homosexuelle, d'un mouvement homosexuel plus ou moins structuré qui nous a fait rentrer d'abord dans les droits démocratiques, c'est-à-dire la lutte pour le droit d'expression (avec l'abolition des lois condamnant le prosélytisme homosexuel), rentrant ainsi dans une demande de droits positifs, de droits de citoyenneté générale. Et cette question de citoyenneté générale nous entraîne dans les questions liées à la famille, au couple, et à des structures et des idéologies qui peuvent en fait être contradictoires à notre culture comme à notre histoire.

Voilà à peu près la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Il est important d'en discuter entre nous, entre gays et lesbiennes, entre jeunes et moins jeunes. Il est également important d'avoir un regard critique sur nos demandes, nos revendications de droits. Non pas pour cesser de demander ces droits, sachant comme Christine Delphy (qui était parmi nous hier soir) nous l'a longuement expliqué, que ces droits peuvent être aussi des pièges, que le PACS peut être une façon de normaliser un certain type de relation, qu'au final le PACS peut être une certaine norme sociale, que nous serions à nouveau enfermés quand nous pensions avoir des droits. Voilà donc la contradiction dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Toutes les discussions que nous pouvons avoir sur la famille, la parentalité (comme ce que nous appelons homoparentalité), doivent nous permettre de non seulement continuer à mener des combats militants en vue d'obtenir ces droits, mais en même temps d'avoir des questionnements entre nous afin que toutes ces questions ne soient pas pour nous tous et toutes un piège, mais bien au contraire un moyen d'avancer et d'évoluer vers d'autres positions tendant vers une libération sociale que sera pour finir un ralliement à l'ordre dominant, à l'ordre hétérosexuel et patriarcal.

Pour développer les différentes questions, le débat de ce soir sera animé par François Delor, Caroline Fourest et Dubreuil. Christine Delphy devait être présente parmi nous ce soir, mais malheureusement pour des raisons personnelles et familiales elle a dû s'absenter. Ceci dit, la parole est maintenant à François Delor. Juste une précision, nous avons prévu des interventions dans l'ensemble assez courtes, pour qu'en une demi-heure ceux et celles qui sont présent-e-s à la tribune exposent leurs points de vue et qu'ensuite nous prenions en compte quatre ou cinq interventions de la salle, suivies des éventuelles réponses des intervenants. Pour finalement clôturer cette soirée par un concert d'*Equivox* qui se produira ici même dans cette salle. Merci.

François DELOR : C'est un peu difficile d'introduire un débat comme celui-ci, d'autant que j'ai l'impression d'une redite par rapport à celui qui a eu lieu cet après-midi.* Ceci dit, je vais essayer de revenir sur certaines informations, sur certains points. Tout d'abord, un point de vue général par rapport au débat lui-même. Ce qui m'a frappé (vu de Belgique) dans le débat français sur le PACS, c'est l'influence massive des experts, des experts en sciences sociales pour donner un avis qui a été repris massivement par les politiques afin de légitimer des positions. A cette occasion nous avons assisté à un basculement de la politique vers l'expertise scientifique. Ce n'est pas la première fois que cela se produit, mais c'est certainement la fois où cela s'est produit de la façon la plus cruciale.

Nous avons notamment vu des anthropologues et des psychanalystes qui, main dans la main, se sont mis à parler de l'ordre symbolique menacé par la parentalité homosexuelle. Tout d'abord, j'aimerais savoir quelle est la légitimité des psychanalystes ou des anthropologues à se prononcer dans un débat politique, surtout lorsqu'ils ne se prononcent pas à partir d'un discours scientifique mais d'opinions (qu'ils habillent d'arguments pseudo-scientifiques). Ensuite, même si on considère que ce qu'ils disent à une réelle valeur scientifique, la question est de savoir quel est le projet civil que l'on peut avoir au regard d'un désordre symbolique. Dans le débat tel qu'il s'est passé, nous avons vu se dessiner deux grandes tendances qu'Irène Thèry a décrites de manière à pouvoir prendre une position qui paraissait être médiane, conciliatrice et neutre, mais en fait terriblement subjective.

La première position est différentialiste. C'est à dire qu'il y a une différence radicale entre un couple hétérosexuel et un couple homosexuel. Cette différence interdit un même ordre de filiation et un même ordre de parenté, à partir de ces deux entités cruciales. C'est aussi une position qui repose sur un argumentaire anthropologique qui voudrait trouver à l'origine de l'humanité l'hétérosexualité comme condition nécessaire à la fois à la procréation (cela peut se comprendre) et surtout de la perpétuation de la culture. C'est la position d'Irène Thèry. Il y a donc dans cet argumentaire l'idée que ce qui fait le propre de l'humain (le fait d'avoir un langage, une histoire, bref d'être culturel) tient à ce petit détail qu'est l'hétérosexualité. Notion fondamentale qui se révèle être une condition nécessaire et incontournable de toute éternité. Et vous retrouvez là l'argumentaire décliné par Irène Thèry. Mais qui, histoire de se démarquer, embrassa d'une main ce qu'elle rejeta de l'autre. Parce qu'en fait, elle est dans le camp d'un certain fondamentalisme différentialiste qui prétend, je le répète, qu'un couple hétérosexuel est fondamentalement différent d'un couple homosexuel. La deuxième position, radicalement différente, prétend que ce qui est essentiel ce n'est pas de constater les faits, mais d'avoir un horizon ludique. Un horizon ludique, c'est l'horizon de l'égalité. On ne s'intéresse pas à l'éventuelle différence entre un couple hétérosexuel et un couple homosexuel, mais on prétend que ces deux couples doivent avoir valeur égale en droit et en morale. Il s'agit donc véritablement d'une volonté éthique d'établir l'égalité, a priori.

On voit ce qui est inconciliable entre ces deux positions. Dès le moment où on établit que dans les grottes de l'antiquité l'hétérosexualité est une condition du couple procréateur, il est impossible de le considérer de manière égale avec un couple homosexuel. Les deux positions sont donc tout à fait inconciliables, et toutes les tentatives de réconciliation sont des tentatives comme on l'a vu se développer particulièrement au sein de la Gauche. Tentatives qui essaient de réconcilier la famille traditionnelle avec les mutations en cours, et aboutissent systématiquement à réduire l'espace des homosexuel-le-s à un espace inférieur dans lequel il leur serait accordé certains droits, mais en aucune façon ceux qui toucheraient à la parentalité.

Ce que pose la question de l'expertise. Je ne connais pas l'expertise anthropologique, mais ce qui concerne l'expertise psychanalytique les choses sont quelque peu différentes. La psychanalyse est fondée sur la question de la différence des sexes. En fait, le travail de Freud repose sur le travail clinique par rapport aux personnes qui venaient lui raconter leurs problèmes, au départ des problèmes liés à leurs rapports sexuels. La psychanalyse est fondée sur la difficulté de la rencontre sexuelle, sur la différence sexuelle. Pas de psychanalyse sans différence sexuelle.

A partir de là, s'est développé un courant psychanalytique majoritaire qui a voulu maintenir l'hétérosexualité comme horizon normatif auquel il fallait parvenir. Tous les échecs à cet idéal furent ressentis comme autant de formes de pathologie (de la psychose à la perversion, en passant par tout un tas de fixations névrotiques). Ainsi les homosexuels étaient *mal barrés*. Au sens lacanien du terme, car il s'agissait du sujet qui n'y arrivait pas, et qui pire que les autres y arrivait encore moins. La perspective analytique a toujours été une perspective de réadaptation à l'écoute des homosexuels, dans l'optique de leur rendre la capacité de rencontrer l'autre sexe.

En la matière, Lacan a apporté quelque chose d'un peu nouveau. En affirmant que le rapport sexuel entre deux êtres (de sexes différents ou de même sexe) était impossible, puisqu'il existait une distance entre les êtres humains qui était absolument irréductible quel que soit le type de rencontre. En cela, il a ouvert la voie à une nouvelle réalité de compréhension de l'homosexualité. Ce qui ne veut pas dire que lui-même a pris le parti de mieux comprendre l'homosexualité, il a ouvert la voie mais pas mal de ses disciples l'ont rapidement refermée dans un retour à Freud tout à fait radical. Et on voit maintenant cette alliance entre la psychanalyse et l'anthropologie conférer aux homosexuels (gays ou lesbiennes) un territoire un peu à part qui est un terrain de compassion et d'écoute, mais où en même temps il n'est pas question qu'ils puissent éduquer

* Pages 100 à 111

des enfants. Car d'après la psychanalyse, les homosexuels sont dans l'incapacité d'élever des enfants car il leur manquerait alors, d'une part la possibilité d'un tiers (ou autre sexe) qui viendrait barrer le rapport fusionnel entre le parent et lui-même, et d'autre part la possibilité d'identification ou capacité pour un petit garçon de s'identifier à son propre sexe s'il n'a que deux femmes en face de lui.

Ce qui est au cœur de l'affaire, c'est en fait la fonction paternelle dans les deux cas. Pourquoi la fonction paternelle ? Parce que tous les processus d'identification se trouvent dans le puzzle de l'inceste et du mythe d'Œdipe. La relecture freudienne et lacanienne du mythe d'Œdipe est le creuset et en même temps l'apologie de la fonction paternelle. Lacan relisant Freud n'a fait que renouveler le primat de la domination masculine sur les femmes, et surtout de la domination des pères au regard de la loi. Pour Lacan comme pour Freud, le père c'est la loi, et la loi c'est le père. Alors qu'en même temps lorsque l'on fait une lecture attentive et critique des écrits de Lacan et de Freud, il apparaît que cela ne tient pas la route, qu'il y a une différence entre le contexte culturel dans lequel ils ont énoncé cette fonction du père, et le texte de leur récit où cette fonction n'a pas de sexe. Ce que je voudrais dire ici, c'est que *le père* de Lacan (non pas biologique et encore moins géniteur) perd au rythme de ses écrits, son siège. Le père de Lacan, celui de la fonction paternelle parce qu'il n'est que fonction, n'a pas de sexe. C'est exactement comme un gendarme qui dans l'imaginaire est toujours un homme, mais ce n'est ni un homme ni une femme, c'est *une fonction*. Et qui va remplir la fonction ? Un homme ou une femme. On pourrait dire que l'évolution de la pensée féministe a veillé à ce que puisse être rempli par des femmes des fonctions qui jusqu'alors étaient l'apanage des hommes. Aujourd'hui, il en est de même de la fonction du père.

La question est de savoir si l'on est radicalement d'accord avec le fait que le père ne soit qu'une fonction. Si tel est le cas, toutes ses fonctions peuvent être remplies par un individu quel que soit son sexe. Pour le moment il faut encore un géniteur, la science nous apprendra peut-être un jour qu'il n'est plus nécessaire qu'il y en ait un, peut-être que nous pourrions aussi nous passer du copulateur, mais on ne se passera pas de la fonction du tiers. Celui qui au cœur de la relation entre un parent et un enfant vient induire le social. Ceci revient à dire que l'enfant n'est pas l'enfant d'un père ou d'une mère, il n'est pas une propriété, il est situé quelque part dans du social. Lorsque l'on parle de la fonction du tiers, quand on parle de lois fondatrices de la fonction de tiers, on ne parle de rien d'autre. On parle de la nécessité d'une instance qui rappelle qu'il y a du social. Cette fonction n'a pas de sexe.

Il y aurait d'une part les couples hétérosexuels, parentaux par nature parce que procréateurs, et d'autre part les couples homosexuels qui sont confrontés à diverses difficultés, dont la parentalité. Il me paraît impératif aujourd'hui de réfléchir autrement à ce que pourra être l'espace parental. Non pas en terme de couple, de nombre (trio, quatuors ou autres) mais simplement d'espaces. Quels sont les espaces sociaux dans lesquels demain les enfants vont être reconnus ? C'est à dire inscrits dans les généalogies à redécouvrir, à réécrire ? Par des pères qui vont les reconnaître comme enfants à part entière, en dehors de cette expérience du couple. Parce que comme l'a dit Jacques tout à l'heure, le modèle du couple hétérosexuel est double, celui de l'appropriation des femmes et des enfants par les hommes du fait de la procréation, et surtout celui (beaucoup plus important) de la continuation de la domination masculine en terme normatif, c'est à dire l'impossibilité à partir de la loi de modifier la loi. Il y a une version de la loi que l'on appelle pourtant aussi l'ordre symbolique, qui consiste à interdire la modification de la loi. Aujourd'hui ce qui me paraît important c'est de disqualifier radicalement toute personne qui vous parle de l'ordre symbolique. Il est impossible de concilier l'ordre et le symbolique. Car si on le prend au premier degré, le symbolique (celui où il existe véritablement dans l'usage) est l'usage de la langue qui est toujours une transgression par rapport à l'ordre. Le fait de parler est une transgression par rapport au dictionnaire. "*Le dictionnaire est le cimetière des métaphores mortes, la langue doit rester le mouvement vivant des métaphores vives*" est une formule que j'aime beaucoup. A nous, quels que soient nos choix, de maintenir la solidité métaphorique. Et c'est là que nos enfants pourront se retrouver en tant qu'êtres vivants. Merci

Caroline FOUREST : J'avais décidé de consacrer une petite partie de mon intervention aux chevaliers de l'ordre symbolique, mais ce qu'en a dit François Delor est très complet. Inutile donc d'y revenir. Lorsque je me suis intéressée aux questions liées à la famille et à homoparentalité, c'était dans une démarche un peu différente et qui rejoint le problème soulevé par Jacques Fortin. A savoir que je ne m'y suis pas intéressée parce qu'il ne s'agissait pas tant de dire que nous avons le désir de fonder une famille (quand bien même on s'aperçoit qu'il existe des barrières), mais plutôt que nous allons tout de même essayer dans un désir individuel de faire changer les choses.

Bien que *ProChoix* se revendique du féminisme radical des années 70, à l'instar de Colette Jovin ou Nicole Claude-Mathieu et d'autres qui ont beaucoup débattu sur la famille et la parentalité (j'en profite pour dire combien j'apprécie les écrits de Christine Delphy dont je regrette l'absence ce soir), il y a une différence fondamentale d'approche entre *ProChoix* et les féministes des années 70. A aucun moment, je n'ai envie de rentrer dans un débat où il faudrait se demander à titre individuel, si c'est bien, si c'est révolutionnaire ou

encore conforme à notre culture de vouloir ou ne pas vouloir fonder une famille, ou de se marier. Personnellement, j'ai un avis sur la question. Nous ne sommes plus tout à fait à l'époque (il y a 30 ans) où il s'agissait de chercher des réponses pour tout le monde, des réponses collectives, du style qu'il faudrait que le modèle soit ceci, plutôt par opposition à un modèle qui nous a opprimés et que nous avons largement déconstruit (et qui reste encore à déconstruire). Ce qui m'intéresse dans *ProChoix*, c'est de faire sauter les barrières qui empêchent toutes les variétés de choix individuels. C'est à dire que si l'on a envie d'intervenir sur le droit (lien collectif entre nous tous) qui ne permet pas toutes les options de vie souhaitables possibles, à ce moment là, on intervient dans le débat.

Et c'est pourquoi nous ne nous sommes pas intéressés au PACS quand certains essayaient de savoir si cette idée de s'unir (à la manière hétérosexuelle) était réellement intéressante. Par contre, lorsque les anti-PACS (qui nagent aussi du côté anti-IVG) s'en sont mêlés, cela nous a paru important de nous en occuper. Ce débat sur le PACS a montré que dans cette société, il y avait des gens qui avaient le choix d'être réactionnaires et des gens (les homosexuels) qui n'avaient pas le choix d'être conformes à un modèle de valeurs hétéros et de profiter de ses attributs. Cette différence nous a semblé insupportable, aussi nous avons voulu répondre à ceux qui nous empêchaient d'avoir ce choix. Quant à la famille, cela s'est passé à peu près pareil puisque les deux débats se sont très vite télescopés, malgré les efforts de la gauche. Mais si on aborde les questions de couple, on aborde très vite celles sur la famille. D'ailleurs c'est étonnant de voir Irène Théry (qui se définit comme féministe) expliquer que le mariage devait être interdit aux homosexuels parce qu'il est l'institution de la filiation. Propos intéressant quand on sait que l'un des apports du féminisme est justement cette dissociation entre couple et filiation, entre sexualité et reproduction. Dissociation qui permettait d'aborder des débats comme celui du PACS.

Nous avons entendu des propos assez violents sur homoparentalité. Il n'est pas inintéressant de passer en revue les allégations des adversaires à l'homoparentalité. Comme Renaud Muselier qui, avec 154 de ses camarades, a lancé il y a quelque mois un appel affirmant que de nombreux enfants étaient en danger, paniqué par la perspective que les couples homos puissent élever des enfants. Sans aller jusqu'à expliquer ce qui se passe dans la tête de ceux qui nous promettent au bâcher, il y a chez eux le fantasme (partagé par l'ensemble de la population et souvent associé aux couples gays), de pédophilie. Argument étonnant de la part de militants catholiques traditionalistes vrais chiens de garde d'un ordre moral qui depuis des siècles entretiennent l'hypocrisie sur la question de l'inceste, et qui se gardent bien de remettre en question ce qui se passe dans les familles hétérosexuelles. Si le viol d'un enfant par un adulte relève de la perversion, on ne peut pas l'amalgamer avec une sexualité différente. Il ne faudrait pas, en effet, perdre de vue que 99,99% des cas de pédophilie sont liées à l'inceste, dans un cadre parfaitement hétérosexuel. Ils feraient donc mieux d'enquêter sur leurs prétoires, sur leurs scouts avant de venir nous donner des leçons de morale et de vertu.

Il y a aussi le fantasme de la procréation médicalement assistée. On est ici dans "Star Trek le retour". Des gens se mettent à imaginer que l'on va se mettre à cloner à tout va. Encore une fois, il y a quelque chose d'assez injuste. Quand on nous disait que la seule justification possible qui permettait d'interdire le mariage aux homosexuels était le fait que les couples homos sont par nature inféconds, les moyens culturels que sont les procréations médicalement assistées permettent à des couples stériles de dépasser ce stade (et donc de devenir féconds) leurs sont interdits. Aux couples hétéros inféconds, on ne leur interdit pas le mariage. Alors il est tout de même amusant que sous l'argument d'infécondité, à l'inverse on interdise le mariage aux couples de même sexe qui pour la grande majorité d'entre eux, même s'ils ne le sont pas forcément, sont parfaitement féconds. Ce n'est pas parce que l'Etat refuse à certains ce qu'il accorde à d'autres, que les homos doivent continuer à être exclus des contrats de filiation et d'union.

Cette question de l'homoparentalité révèle un certain parallèle avec celle de l'avortement, en terme d'avancée sociale. Derrière la trouille de voir des enfants ne pas profiter de la mixité homme/femme se profile l'argument que cette mixité serait une valeur essentielle pour apporter de l'équilibre à un enfant. L'argument de la différence des sexes est une vieille lune régulièrement entendue. S'il faut que vous mettiez un homme et une femme, du masculin et du féminin, pour faire un enfant parfaitement équilibré, on le saurait. Que l'on ne nous fasse pas le coup des familles hétérosexuelles parfaites ! Il y a comme ça des mythes politiques qui passent dans la société. Comme celui de dire que si les homosexuels font des enfants, ils deviendront eux-mêmes homosexuels. Grande terreur de beaucoup de gens auxquels il faudrait rappeler que pour la plus grande partie d'entre nous, nous avons des parents hétérosexuels.

En fait, je crois que nous sommes en train d'ouvrir la voie à différents modèles d'identification, et j'espère quand même que nous allons enfin sortir de l'idée que les parents sont le modèle d'identification absolu d'un enfant. Les homosexuels (hommes et femmes) contrairement à certains hétérosexuels n'élèvent pas leurs enfants complètement dans des placards. Et comme ils ne sont pas enfermés dans des placards, ils sortent, vont à l'école, ont des camarades de classes, des amis, des parents, des cousins, des tantes, bref tout un univers (dans lequel nous évoluons tous) pour s'identifier à untel ou untel. Et c'est de là que vient ce tabou de penser que chacun d'entre nous, sans psychanalyse, ne s'identifie qu'à son papa et/ou sa maman.

Je termine sur Irène Théry. C'est pas pour dire, mais depuis deux ans, j'en ai marre et je suis ravie que d'autres s'en soient maintenant chargés. Et je passe la parole à Eric Dubreuil. Merci.

Eric DUBREUIL : Bonsoir, je suis président de l'APGL (*Association des Parents Gays et Lesbiens*), et j'interviens en tant que tel. Mon propos est d'expliquer les positions de l'association vis-à-vis du sujet de ce soir. Je n'ai pas grand chose d'autre à ajouter sur les fondements théoriques, après ce qu'ont dit François et Caroline. Aussi je vais vous parler davantage de la réalité du combat que nous menons au quotidien, en tant que parents homos. Actuellement, nous sommes environ 1000. Le nombre d'adhérents continue de croître, ce qui est pour nous une grande joie et aussi une responsabilité. Nous avons sept antennes en France. Nous sommes financièrement indépendants, point important pour nous parce que nos idées étaient un peu en avance sur l'époque. Elles le sont un peu moins maintenant, comme j'ai pu le constater avec les deux précédentes interventions. Je crois même que nous sommes quelque peu dépassés sur notre aile radicale, ce dont je suis ravi. Je précise que nous sommes une association mixte (il y a même une majorité de femmes). Depuis cette année nous sommes en co-présidence, je suis donc co-président avec Martine Gross.

Les deux principes pour lesquels nous militons sont, d'une part l'égalité des citoyens devant la loi et les usages sociaux, et d'autre part l'égalité de la protection des enfants. C'est-à-dire que nous luttons pour que les enfants n'aient pas à subir la forme familiale dans laquelle ils sont arrivés sur cette planète. Plusieurs modèles parentaux peuvent et doivent exister. A l'évidence, il y a un mouvement de libération qui doit se faire, qui est en train de se faire. Evidemment pas aussi rapidement que nous le souhaiterions, mais il se fait. Ce n'est pas un modèle contre un autre, mais plutôt une pluralité de modèles. C'est en cela que je ne me reconnais pas vraiment dans la dichotomie dont on parlait, il y a 20 ans, celle entre réformisme et esprit révolutionnaire. Il s'agit plus simplement d'être soi-même, avec une multitude de possibilités. Et c'est là qu'intervient la notion de droit. Le droit est une fonction d'identification importante dans la société, c'est une reconnaissance sociale qui permet des réalités de vie. Or ce droit est aujourd'hui très limitatif, très limité. Il y a des jurisprudences regrettables en matière de garde d'enfants après un divorce en cas d'homosexualité de l'un des parents, en matière d'adoption par les personnes célibataires qui déclarent ou ne cachent pas leur homosexualité. Des cas sont actuellement instruits auprès des tribunaux, au niveau du Conseil d'Etat et de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, en espérant que cette jurisprudence discriminatoire évolue. Et puis il y a la notion de droits positifs. Comme l'adoption par le second parent, le conjoint du père ou la compagne de la mère, lorsque l'enfant a une seule filiation légale, ce qui aujourd'hui encore n'est pas possible. Il y a également la question de l'adoption par un couple de même sexe ou l'égal accès à la procréation médicalement assistée. Et enfin, l'accès au mariage. Sur ce dernier point, l'APGL estime que le mariage est la manière d'assurer une meilleure stabilité de l'enfant, et c'est dans ce sens que nous avons été la première association (en 1993) à demander l'égalité d'accès au mariage pour les couples hétéros comme homos. Parce que nous pensons que l'enfant qui est dans la structure de personnes mariés peut avoir une plus grande stabilité, une plus grande protection pour lui-même en tant qu'individu.

Je terminerais en disant que notre projet d'adhérer à l'UNAF peut faire sourire. Nous nous sommes beaucoup interrogés à ce propos. J'entends des applaudissements, et j'en suis content. L'UNAF, c'est l'Union Nationale des Associations Familiales (institution étatique qui date de 1945), c'est donc une fédération d'associations familiales. Or ces associations sont très majoritairement de droite, et même d'extrême droite (catholiques pour la plupart, intégristes pour certaines). A ma connaissance, seulement deux ou trois sont progressistes. Vouloir entrer à l'UNAF, c'est un acte quelque peu révolutionnaire. On s'est dit que c'était là qu'il fallait aller, parce que c'est une reconnaissance sociale, et parce que cela représente des subsides qui sont aujourd'hui presque intégralement versés à des associations de droite. Bien sûr, cela signifie mener un combat difficile, avoir des entretiens non pas refusés (on ne vous refuse jamais un entretien) mais reportés. Donc, nous souhaitons très prochainement rentrer à l'UNAF. En fait, on compte sur tout le monde, sur le mouvement homo (gay et lesbien) dans son ensemble.

D'autre part, nous souhaitons beaucoup intervenir l'automne prochain à propos de la réforme des droits relatifs à la famille, puisque cette question devrait alors venir au Parlement. Je ne suis pas vraiment convaincu que ce soit vraiment en automne, mais en tout cas c'est ce que l'on nous a dit. Sachant que nous avons été auditionnés une seule fois, que l'on nous dit que certaines de nos propositions vont beaucoup trop loin et que d'autres sont peut-être acceptables. Enfin pour l'instant nous ne savons pas trop quoi faire, et on attend de votre part un avis. Enfin, c'est la réunion sur la bioéthique qui concerne particulièrement l'accès des couples ou des personnes à la procréation médicalement assistée. C'est un sujet sur lequel il n'est pas toujours très facile, très évident d'ouvrir les portes, au niveau des ministères comme des commissions.

Donc, voilà où nous en sommes. Je terminerai par cette histoire de frontière mouvante entre réforme et révolution. Très souvent on parle de subversion, mais les temps ont changé, et aujourd'hui il s'agit de faire dans la "surversion". C'est à dire vivre sa vie, de se trouver en cohérence avec soi-même, de lutter si cette cohérence n'est pas rendue possible par les pouvoirs publics, car c'est bien une responsabilité de nos députés et responsables politiques de faire que les citoyens se développent et qu'ils apportent aux autres dans un bon échange (je reçois, je donne). Cette "surversion" consiste donc à être soi-même, à vivre sa vie, à ne renoncer à aucun de ses désirs, ni sexuels, ni de responsabilité, ni de transmission de valeur ou de vie. Il me semble que c'est la voie dans laquelle nous devons nous engager. Merci.

X : Je suis un peu embêté. Irène Théry nous a dit que le couple hétéro est la base culturelle de la société (nous l'avons critiquée sur ce point) et aujourd'hui d'après l'APGL nous avons la famille comme base culturelle de la société. Je ne lui reproche pas cette position, ce que je reproche c'est que dans cette *Université* il n'y a plus d'alternative à la famille nucléaire. On a l'impression que les modes de vie à plus ou à moins que deux, que la question du comment vivre ensemble quel que soit notre sexe ou notre genre n'apparaît plus. Certes, il est évident que ce débat n'aurait certainement pas pu avoir lieu ailleurs qu'au sein de cette *Université*, mais pourquoi ne pas s'interroger davantage sur cette question de la famille nucléaire ?

François Delor : Quand on parle d'un espace dans lequel l'enfant peut venir s'inscrire, il ne s'agit pas de la famille nucléaire. Il est question de redéfinir les espaces dans lesquels l'enfant pourra s'inscrire, sans partir du principe qu'il faut reproduire la famille nucléaire. Même le mot de famille doit être remis en question. La question est de voir comment un enfant pourra naître de plusieurs affiliations, en tenant compte d'une généalogie qui va devoir être racontée, sans répéter la famille nucléaire. Je crois qu'en effet, il est ridicule de vouloir singer de quelque façon que ce soit le couple hétérosexuel, faire que le couple homosexuel aura pour tâche de faire la preuve qu'il a la même valeur que le couple hétéro. Certainement pas, il faut créer. Et accompagner la création. Là je suis entièrement d'accord.

Caroline Fourest : Je ne crois pas qu'il n'y ait pas d'alternative. Evidemment, c'est quelque chose d'important que de mener un combat militant visant à la création relative aux différentes formes d'alliance. Par exemple, on peut dire que l'on peut être en couple et ne pas faire d'enfant, que l'on a pas besoin d'en avoir pour être un homme ou une femme. Je crois que nous sommes d'accord sur ce point, sauf que personne ne nous interdit de ne pas faire d'enfant, personne ne nous empêche de coucher à trois ou à quatre. Là où il se pose des questions de droit, c'est quand il s'agit d'accompagner des choses concrètes comme les questions de droits de visite. Il y a quelque temps au CGL de Paris une femme est intervenue pour expliquer qu'elle avait eu avec une autre femme un projet d'enfant, qu'elles ont réussi à en avoir. Mais lorsqu'elles se sont séparées, l'une en tant que mère biologique a eu la garde des enfants, profitant de son statut. Elle avait la loi pour elle. Que sommes-nous, nous qui pouvons aujourd'hui faire des enfants dans le cadre de la loi de la jungle ? C'est la loi du plus fort qui prime. C'est le parent biologique, et seulement lui qui gagne. L'autre pouvant aller se faire foutre. Et c'est bien contre la loi de la jungle qu'il y a des choses à faire. Par contre, tout ce qui est de l'ordre de la création, ce dont il me semble nous n'en manquons pas. Quand il n'y a pas d'interdiction, nous n'avons qu'à le vivre.

X : Je voulais revenir sur cette histoire de la future adhésion à l'UNAF. Personnellement je pense que c'est une stratégie catastrophique. C'est un peu comme si les gays et les lesbiennes allaient monter une commission politique au Front National.

Eric Dubreuil : Il y a quand même une grande différence entre le FN et l'UNAF, le Front National est un groupe avec lequel il me semble complètement exclu d'échanger, en revanche l'UNAF est une institution étatique. C'est à dire que c'est le pouvoir politique qui en est responsable, et à ce titre il me semble que c'est un acte de citoyenneté que d'y être présent.

X : J'ai beaucoup apprécié l'intervention de François Delor, et notamment le passage qui évoquait la psychanalyse. Pour ma part, j'ai même envie d'aller un peu plus loin dans cette analyse. C'est bien de réhabiliter le père, ce que le mouvement psychanalytique a quelque peu oublié face au pouvoir tout puissant de la mère dans la famille classique (c'est à dire la famille hétérosexuelle). Il ne s'agit pas que du patriarcat, mais bien plutôt d'une énorme puissance de la mère. Mais cette critique ne me suffit pas, je crois que nous devons nous interroger très fortement sur le rôle de la fonction maternelle, et pas seulement paternelle. Et ceci à deux points de vue, d'abord au niveau de l'identité féminine (parce quand même on nous met la maternité comme le top du top de la réalisation féminine), ensuite sous l'angle de la relation mère/enfant. Pour ma part, j'ai des enfants et je me suis toujours sentie extrêmement limitée, frustrée dans cette image que l'on me collait, celle de ma fonction maternelle. Aussi, je me demande si ce ne serait pas la parentalité homosexuelle qui ferait réfléchir sur les deux fonctions ?

Les différentes formes de parentalités homosexuelles ne vont pas reproduire la famille nucléaire classique, avec une mère porteuse et un tiers (homme ou femme). Il y aura aussi des familles homosexuelles, composées par deux hommes ou deux femmes. Mais dans ce cas, quelle est la femme qui joue le rôle de mère dans le stéréotype classique psychanalytique, et quelle est celle qui va tenir le rôle de tiers ? C'est un schéma qui ne me convient pas. Pour moi un couple homosexuel de femmes, c'est différent d'un couple hétérosexuel parce qu'il a la chance de pouvoir évoluer dans les fonctions parentales. Il a la chance de pouvoir réinventer une relation qui n'est pas une prison où l'un est le masculin et l'autre le féminin. Il y a deux personnes du même sexe qui réinventent une relation avec l'enfant. J'ai envie de dire que si la parentalité est à réinventer, c'est au niveau de ce rôle (père/mère, masculin/féminin) qui tourne, qui évolue en fonction du moment, de la situation, de ce que l'on a envie de faire passer à l'enfant. De l'envie d'être plutôt le porteur d'une relation fusionnelle, d'être plutôt le porteur d'une relation sociale.

X : Bonsoir, je suis moi-même psychiatre et j'avoue être assez étonné que l'on parle des psychanalystes, parce que la psychanalyse n'a rien à voir ici, dans ce débat. En tant que gay, je m'offusque que la psychanalyse ait son mot à dire sur notre devenir quant à la parentalité homosexuelle. A la limite, ce qu'il faudrait faire c'est étudier de façon scientifique des homosexuels ou des couples homosexuels qui ont des enfants. Etudier et voir s'ils sont plus névrosés que d'autres. Examiner si par la suite peuvent survenir des problèmes. Et si oui, lesquels ? Mais en attendant, demander à une théorie ce que les autres doivent faire, c'est gonflé. J'ai des voisines qui ont eu des enfants, l'intérêt est de voir ce que cela va devenir d'ici quelques temps. C'est la preuve que l'on peut avoir des enfants. Mais demander à une théorie un argument afin d'avoir des enfants, ce n'est pas normal. Il faut peut-être y réfléchir.

Fiametta Venner : J'ai été assez surprise tout à l'heure des propos tenus par Eric Dubreuil sur l'opportunité de rentrer à l'UNAF. Oui, il faut rentrer à l'UNAF. C'est une évidence. Non pas parce qu'ils ont des sous ou pour une quelconque représentativité sociale, mais parce qu'il y a actuellement 500 000 tutelles qui sont gérées par l'UNAF, 500 000 tutelles c'est à dire un nombre important de gays et de lesbiennes qui sont mis en tutelle par l'UNAF. Aussi pour soustraire ces personnes des griffes de l'UNAF, il n'y a pas d'autres solutions que d'être dans la place.

D'autre part, il ne faut pas oublier que les gens de l'UNAF sont présents dans tous les secteurs qui concerne l'Education Nationale. Si on leur laisse la totalité de la société, il ne faut pas s'étonner d'une certaine censure, que l'on ne puisse pas aller voir certains films, qu'au niveau des manuels scolaires soit supprimées sans aucun problème les deux heures d'éducation sexuelle. Il ne faut pas s'étonner non plus (nous avons été présents tous les jours à l'Assemblée Nationale) que pendant les débats sur le PACS il a été rajouté en cours de lecture une motion sur les tuteurs précisant que ces derniers ont la possibilité de faire annuler un PACS. Les UNAF représentent le principal danger vis-à-vis de la démocratie et de la liberté de mœurs. Il faut être présent, et les combattre. J'espère que c'est le rôle que va avoir l'APGL, celui de surveiller, de vérifier. A *ProChoix*, nous avons mené une enquête sur la question des tutelles, et sur les 500 000 qui sont en cours (chiffres énorme), 40% seraient du à l'oisiveté, d'autres sont du à la prodigalité, la sénilité ne représente que 20%, la folie 34%. Il faut également savoir, c'est que l'UNAF se fait un fric fabuleux sur les comptes en banque des gens sous tutelle. Il y a un certain nombre d'homos qui nous appellent pour nous demander ce qu'ils peuvent faire. En fait, on ne peut pas faire grand chose. Mais il faut être présent.

François Delor : Je voudrais revenir sur la critique de la psychanalyse qui n'est pas une science. Tout à fait d'accord. Cependant, à l'entendre de la part de la psychiatrie, cela me pose un peu plus de problèmes. Surtout du fait de la catégorisation dont l'homosexualité a pu faire au départ les frais de la part de la psychiatrie, et non la psychanalyse. Je crois que simplement il y a des disciplines qui se prétendent plus ou moins scientifiques. Et la modernité c'est d'apprendre que la science n'a pas de modernité. La modernité critique de la modernité, c'est d'apprendre que la science est une volonté de patience, et que de se lancer à la figure la qualité ou la non qualité de scientifique, c'est toujours très limite comme approche scientifique. L'intérêt d'un débat n'est pas de savoir si c'est ou non de la science, l'important est de savoir quel est l'effet d'une parole dans le social, d'en savoir l'impact. Lacan a été utilisé comme argument dans un rapport de force. Donc lorsque j'entends des débats scientifiques, cela me rassure. C'est une chose. L'autre chose, c'est que j'ai pris la précaution justement de dire que ce que je démontrais c'était la capture par le politique du psychanalyste et de l'anthropologue en tant qu'expert et en tant que scientifique, ce qui leur permettait de se désapproprier de leur pouvoir (politique) au nom de la science. Ce n'est quand même pas le rôle du politique que de se déshabiller pour ensuite s'habiller des atours les plus prestigieux. Avant, c'étaient ceux de la religion, aujourd'hui ce sont ceux de la science.

En ce qui concerne la réflexion sur la fonction maternelle et paternelle, je suis entièrement d'accord avec ce qui vient d'être dit. Mais pour revenir à l'inceste, je dirais que la question est d'en connaître les fondements. C'est la lecture d'un mythe, celui d'Œdipe. Le jour où Œdipe retrouve sa mère, après avoir tué son père (il a été séparé de son père et de sa mère), il ne la reconnaît pas. Aujourd'hui nous ne sommes pas dans la même situation, nous sommes face à des familles qui durent de plus en plus longtemps de façon nucléaire, où les enfants ne quittent pas leurs parents, où cet *oubli* (de la mère) n'existe pas. Nous sommes obligés aujourd'hui de relire tous les mythes relatifs à l'inceste à partir de cela. L'oubli n'existe plus. Et toutes les théories de l'inceste sont aujourd'hui marquées de l'effet tronqué du mythe d'Œdipe. Ce qui veut dire aussi que la lecture des fonctions maternelles et des fonctions paternelles est marquée de cela. On nous a raconté l'histoire des mères dévorantes de phallus paternels. Nous n'en sommes aujourd'hui plus tout à fait là. Les mères continuent sans doute à être relativement dévorantes, les pères continuent à être relativement faibles. On a aussi des pères extrêmement phalliques, des mères extrêmement faibles. La question est de savoir comment sortir de cet imaginaire d'un père doté d'un phallus surpuissant et d'une mère dotée d'une mâchoire surpuissante. C'est de cela que nous sommes héritiers, et cet héritage nous vient du mythe d'Œdipe. Il faut donc sortir de cela, non pas en disant que cela nous dépasse, mais en faisant en sorte que les enfants qui dorénavant viendront puissent avoir un univers d'identification, un univers de sécurité qui soit pluriel. C'est à dire qu'il n'y ait pas qu'un seul phallus maintenu par un père, où il n'y aurait pas une seule mâchoire maintenue par une mère, mais pluralité non pas d'identification mais d'appartenance. Et à ce moment là, on pourra relire de manière critique que ce soit la psychiatrie, la psychanalyse ou les grands textes, pour voir ce qu'ils nous apprennent.

Jacques Fortin : A propos du PACS, je m'interroge sur la question d'un droit ouvert ou d'un droit fermé. Pour justement modifier ces réalités sociales dans lesquelles nous sommes enfermés, quels droits pouvons-nous demander ? Comment pouvons-nous avancer dans nos droits ? Ce qu'il y a d'extrêmement intéressant dans le PACS, c'est qu'il dit qu'à partir de deux ans on peut faire ceci, de trois ans on peut faire ça (ce qui est, de fait, une logique de défiance à l'égard de nos relations de couples). Nous sommes face à un droit fermé qui pose un certain nombre de conditions et de restrictions. Le droit auquel il faudrait que nous réfléchissions (d'autant que nous sommes bien placés pour, car nous avons une histoire derrière nous qui nous a appris des choses), c'est de demander un PACS ouvert.

De quoi s'agit-il ? A travers le PACS on retrouve à l'heure actuelle des réalités concrètes. Par exemple les jeunes. Beaucoup de jeunes commencent par vivre ensemble un certain nombre d'années, puis s'établissent ensemble, achètent des choses en commun, finissent par avoir un compte commun, et éventuellement un jour par avoir des enfants. Nous vivons aujourd'hui des réalités qui poussent à ce que les choses évoluent, que les pratiques sociales puissent se diversifier. Il y a une aspiration à la diversité des pratiques sociales dans le domaine des relations, et nous en faisons partie. Il faut que le droit rende compte de cette évolution, non pas en fermant mais en ouvrant. Un PACS (forme de relation reconnue par la loi) qui permettrait à nos relations d'évoluer. C'est à dire qu'à certains moments on vit ensemble et la loi le reconnaît (sécurité sociale commune, bail commun), au bout d'un certain temps les choses évoluent et on achète des choses ensemble, la loi devrait alors permettre que cette étape soit utile. A un autre moment on veut avoir un enfant, il faudrait alors que la loi s'adapte à cette situation. Il faudrait que l'on puisse passer aux impôts communs le jour où l'on souhaite.

Un droit ouvert, c'est un droit qui serait conçu de telle sorte qu'il permette aux pratiques sociales d'évoluer et aussi d'exprimer l'élément supplémentaire que le citoyen met dans sa relation. Un droit ouvert n'est pas une loi qui oblige à se pacser à tel stade de sa vie de couple. Ce n'est pas la loi qui doit imposer ses conditions, mais cela doit être les citoyens qui puissent se saisir d'un élément de plus de la loi, et ce de façon à ouvrir des lois. A l'heure actuelle les lois créent des institutions, elles ne permettent pas aux relations d'évoluer, de vivre, de se diversifier. J'ai le soupçon qu'il y a des lois (qui sont le résultat d'un certain nombre de combats que nous menons) qui en fait sont des lois qui tendent à figer nos combats, à les faire entrer dans des normes. De nouvelles lois qui n'entérinent pas les nouvelles pratiques sociales. Ce n'est pas des lois qui nous permettent d'évoluer dans notre pratique sociale, ce sont des lois qui tentent de nous abaisser. Je dis ceci à propos du PACS, parce que c'est frappant. Mais les lois concernant la famille et la parentalité devraient être complètement revues à la lumière de la réalité sociale que sont les familles monoparentales et les familles recomposées. Des familles où il y a deux papas ou deux mamans existent déjà. C'est une réalité. Il faut que ces nouvelles pratiques sociales nous permettent d'ouvrir de nouvelles possibilités, et donc d'avancer dans les choix de chacun. De même, sur le plan des relations de couple, la loi ne doit pas constater ou figer à un instant donné l'état des relations. La loi doit être ouverte pour que les relations puissent évoluer. Par rapport au PACS, il aurait été intéressant d'avoir un vrai débat d'élaboration et de travail communautaire (d'ailleurs, c'est bien ce que je reproche aux initiateurs du PACS, de ne pas avoir cherché ou voulu qu'il y ait un débat social) afin de voir comment créer une loi qui à la fois nous permette d'exister et par conséquent d'être reconnus, et en même temps de nous permettre d'exister dans la façon dont nous essayons de devenir. Alors qu'en l'état, on nous empêche de devenir.

Autre chose, quand *l'APGL* dit qu'elle veut rentrer (adhérer) à l'UNAF, cela m'apparaît être une excellente chose. Maintenant la question est de savoir quoi y faire. Et aussi de savoir ce à quoi nous nous engageons. Est-ce que c'est l'UNAF qui va nous absorber, ou bien est-ce nous qui allons tenter d'être ce qui va faire exploser l'UNAF ? Personnellement je pense que c'est très bien que *l'APGL* se batte pour y adhérer. Dans le monde dans lequel nous sommes aujourd'hui, c'est une chose importante. Même si je crains qu'une fois à l'intérieur nous nous fassions dévorer. Aujourd'hui on considère comme progressif beaucoup de choses qui se passent, je ne suis pas convaincu que ce soit toujours le cas. Malheureusement les lois successives sont les enfermements de nos devenirs.

Caroline Fourest : Je suis très intéressée par la question du droit ouvert. C'est typiquement sur quoi nous nous battons à *ProChoix*. Cependant, pour moi la notion de droit ouvert est plutôt quelque chose qui n'est pas obligatoire. Par exemple, contrairement à ce que disent les anti-IVG, ce n'est pas parce qu'il y a une loi qui autorise l'avortement que l'on oblige tout le monde à avorter, ce n'est pas parce qu'il y a le PACS que tout le monde est obligé de devenir homosexuel et de se pacser. Ceci dit, pour connaître assez bien le contenu du PACS (du texte de loi), je n'ai pas l'impression qu'il est si figé que ça. A l'exemple de cette histoire de convention qui peut à tout moment être changée (même si c'est compliqué parce qu'il vaut mieux le faire avec un notaire ou un avocat).

Je fais partie de ces gens qui sont très critiques sur la façon dont a été géré le débat à propos du PACS, mais malgré tout je reconnais que nous avons un instrument, certes imparfait, qui nous permet de faire des choses. Mais je crois quand même que nous n'y avons pas perdu notre identité, notre âme, même si nous y avons gagné un droit supplémentaire. Si nous ne sommes pas satisfaits, essayons de le faire évoluer. Il me semble qu'il a ouvert une voie médiane entre le concubinage qui n'offre rien et le mariage qui est très contraignant. Il permet une certaine garantie au niveau du droit, tout en étant souple. Sur cette question de l'imposition commune, la méthode nous oblige à y être soumis pour des raisons purement fiscales. Mais c'est à nous de faire des choses, avant d'être figés.

Oui *l'APGL* va adhérer à l'UNAF. J'en suis absolument ravie parce que cela fait un an et demi que nous attendions une telle chose. A la limite, nous avons fini par imaginer de monter nous-mêmes une association familiale pour y aller à leur place, tellement il nous était pénible de voir ce qui se passe au sein de cette institution prise d'assaut par les traditionalistes. Une fois adhérents, au pire ils seront dans la place ce qui permettra d'avoir des informations très précieuses pour dénoncer ce qui s'y passe (nous en avons déjà un aperçu assez effrayant, mais nous avons besoin de plus d'informations). Sans compter qu'il sera toujours temps de claquer la porte avec beaucoup d'éclats si *l'APGL* pensait qu'elle y perdait son âme. Au mieux, nous pouvons ainsi attaquer à la hache le rocher sur lequel toutes ces associations sont assises tranquillement en n'imaginant pas un instant que les associations de parents pédés et gouines viennent revendiquer une vie de famille, au même titre qu'eux. C'est de cette façon que l'on fait avancer la société. Je voulais juste ajouter en conclusion, que ce qui me paraît être révolutionnaire dans l'homosexualité, ce n'est pas de se contenter éternellement d'être une minorité (comme de prendre un plaisir un peu masochiste d'être à la marge de la société), non ce qui me plaît dans le fait d'être homo, c'est de coloniser l'hétérosexualité. Et je trouve que l'on est plutôt pas mal en la matière.

Eric Dubreuil : Je voudrais répondre à ceux qui se demandent si l'UNAF changerait de politique dans le cas où *l'APGL* y entrerait. Au final, il me semble que oui. En fait, c'est presque obligatoire dans le sens où l'UNAF est le reflet des associations qui la compose, puisqu'il s'agit de l'Union Nationale des Associations Familiales. Bien sûr, nous nous sommes posé la question de savoir qui allait changer l'autre. En tout cas, notre programme de propositions qui comprend tout ce que je vous ai dit tout à l'heure, a été adressé aux députés ainsi qu'aux ministères et autres intervenants concernés. De la sorte les quelques 1000 personnes qui aujourd'hui en France s'occupent de ces questions sont au courant de nos propositions et de notre point de vue. Et nous n'allons pas changer de direction. D'autre part, à propos de la question de l'adoption par des couples séropositifs ou sérodiscordants, il faut savoir que le statut sérologique est un élément qui n'est ni demandé, ni à fournir lors d'une enquête d'agrément. C'est un élément à déclaration non obligatoire. C'est à vous de voir si vous souhaitez ou pas en parler. J'ajoute qu'au sein de notre association, on se rend compte depuis un certain temps que des séropositifs ne font plus le deuil d'être parent biologique. Il existe des protocoles dans certains hôpitaux qui laissent espérer que le risque de transmission à l'enfant est minime. Nous sommes en train de mettre en place un groupe de réflexion sur cette question à laquelle certains sont aujourd'hui confrontés.

Pour finir, j'aurais voulu intervenir sur la créativité des familles de type homoparental et mettre en relation deux questions tout à fait intéressantes, bien que plus ou moins déjà abordées. D'abord la difficulté de s'échapper du modèle de la famille nucléaire, puis de cette question de la redéfinition de la fonction maternelle. J'appelle de mes vœux un maximum d'invention de la part de tous et de

toutes en matière de famille. La famille a ses qualités et ses défauts (c'est, il me semble, une évidence), elle ne correspond pas forcément à ce que nous avons envie de vivre. Le fait d'être créateur c'est quelque chose de très lourd à porter, c'est une très grande responsabilité. Il faut être capable de faire face à des critiques, à des incertitudes. Et aujourd'hui la famille est un lieu de création.

X : Depuis un petit moment je me demande dans quel débat nous sommes. Parce qu'il y a un débat semble-t-il entre une partie de la salle et une partie de la tribune sur quelque chose qui à mon avis n'est pas tout à fait ce qui était annoncé. Nous devons parler des aspects de la parentalité concernant le fait que les gays et les lesbiennes puissent ou non s'occuper d'enfants, élever des enfants, fonder ce qu'ils ont envie de fonder. On peut mettre tous les noms que l'on veut dessus, famille, groupe, duo peu importe, mais au moins qu'ils aient cette possibilité si ça leur chante. A la limite c'est de cela que l'on devrait parler, pas d'autre chose. Qu'est-ce que ça peut nous faire que telle ou telle association ait envie de rentrer dans un machin gouvernemental ? On verra. S'ils se plantent, ils seront redevables auprès de leurs adhérents de la folie qu'ils auront commise. Si au contraire cela marche bien, nous aurons l'occasion de nous apercevoir que l'on peut faire avancer un certain nombre de choses, et qu'ils auront servi de bélier pour rentrer dans un domaine qui effectivement est aujourd'hui fermé. Mais ce n'est pas le débat de ce soir.

La question est de savoir comment des homos (les gays et les lesbiennes) peuvent s'occuper d'enfants. Et c'est justement qu'ils s'occupent d'enfants qui leur est reproché. On ne se demande pas si des hétéros sont capables d'avoir des enfants puisque c'est déjà le cas. Donc le problème ne se pose pas. Le problème n'est donc pas de savoir s'il y a des homos (hommes ou femmes) qui ont des enfants, mais de prouver qu'ils sont capables de les élever, de leur offrir un rôle social, de leur transmettre un certain nombre de valeurs. Et quelles valeurs ? Comment ? C'est ça qui inquiète tant les réactionnaires. Est-ce que les enfants d'homos vont être eux aussi homos ? Ils ne se demandent pas s'ils pourraient être hétéros. Après tout, nous-mêmes nous avons bien des parents hétéros. Ils ont raté. Alors, est-ce que les homos vont réussir ou rater ? Et quel modèle ont-ils en tête pour s'occuper des enfants ? Et là, les rôles d'homme et de femme ayant été très largement défrichés par les femmes justement, la question est de savoir quelles difficultés les homos vont rencontrer. Existe-t-il un modèle, des recettes pour élever des enfants ? En ce moment il y a des tas de gens qui écrivent des tas de bouquins pour essayer de donner un modèle, c'est se foutre du monde. Il n'y a pas de modèle.

X : On nous a parlé des Etats Généraux de la Psychanalyse, et de l'extrait du discours d'ouverture d'Elisabeth Roudinesco (paru dans le *Monde*) qui portait sur certaines questions liées à ce colloque. La troisième concernait l'homosexualité, il s'agissait de savoir s'il n'était pas sain de s'interroger sur le fait que l'homosexualité n'était peut-être pas une perversion. Ensuite elle posait la question de l'homoparentalité. Je n'ai plus le texte en mémoire, mais toujours est-il qu'il y eut des interventions concernant l'homosexualité, l'homoparentalité, la perversion. J'espère que l'on en parlera jeudi soir.*

François Delor : Au-delà du fait de savoir si la psychanalyse est ou non une science, l'important c'est que sur la question de l'homosexualité cela évolue. Lentement, c'est le problème. L'idée que l'enfant doit être né d'un modèle parental spécifique où il faut sans cesse réadapter la famille pour faire le bien de l'enfant est très présente. De là viennent toutes les questions des déviations. L'homosexualité a été conçue dès le départ comme une déviance. Aujourd'hui la question est de savoir comment faire passer quelque chose qui été conçu comme déviant comme quelque chose qui ne l'est pas. Faire cela revient à c'est remettre en question la notion même de normalité, alors que la psychanalyse met en cause l'idée qu'il y aurait une normalité. Dans les textes fondateurs de la psychanalyse, que ce soit Freud ou Lacan, ce qui est le plus fondamental c'est la mise en cause de la normalité. Le postulat est qu'il n'y a pas de normalité. C'est ainsi qu'il y a un paradoxe, à la fois de parler de déviance, de perversion, de pathologie, et en même temps de remettre en cause l'idée même de normalité. La tendance la plus pathologique est de vouloir être normal. En cela, les homosexuels ont quelque chose à apporter. A condition qu'ils résistent à l'envie d'être normaux.

Jacques Fortin : Je pense que nous avons largement rempli le temps qui nous avons à remplir. L'année prochaine nous allons continuer sur cette lancée, en serrant un peu plus les questions abordées cette année. Nous allons maintenant laisser la place à *Equivox*.

* Pages 41 à 47

Pascale BERTAULT : L'intitulé du présent forum est "*Gays et lesbiennes, passé, présent et solidarités futures*". Tout au long de la semaine nous interrogerons l'opportunité, la réalité, les difficultés de la mixité et de la non mixité homme/femme dans les associations et autres lieux gays et lesbiens. Nous ferons également le point entre féminisme et lesbiennes, débat ancien s'il en est. Nous étudierons aussi les liens ou plutôt l'extrême faiblesse des liens entre gays et féminisme. Notre réflexion portera donc sur le triptyque gay/lesbienne/féminisme. Et parce qu'il est indispensable de s'emparer du passé pour débattre et agir sur le présent, nous mettrons en perspective les évolutions de cette dimension dans le temps. Travail très difficile, du fait de la faiblesse de traces matérielles, de la faiblesse de la transmission d'expériences militantes entre les différentes générations militantes. Ceci dit, il me semble que c'est dans le courant des années 90 qu'apparaît une évolution importante en la matière, avec l'arrivée de militants associatifs qui s'emparent, qui questionnent et font évoluer la pratique et les débats du mouvement homosexuel. Cette appréciation est personnelle et reste bien évidemment ouverte au débat. Ce forum est donc une tentative de faire le point. Non pas pour refermer le dossier de notre histoire et l'installer au musée, mais bien au contraire pour enrichir le futur de la force de ce passé.

Sommes-nous encore porteurs et porteuses de subversion ? Est-il vrai que nous nous suffisons d'une aspiration à l'intégration, genre devenir comme tout le monde avec un PACS et deux gosses ? S'agit-il du retour de la famille et du patriarcat ? Qu'avons-nous à faire ensemble, les hommes et les femmes, les transgenres, les gays, les lesbiennes, les bis ? Quelle doit être la solidarité des gays contre la lesbophobie ? Les gays ont-ils quelque chose à gagner à la lutte contre le sexisme ? Les lesbiennes féministes engagées de longue date dans les combats pour le droit à l'avortement et à la contraception notamment, n'ont-elles pas à attendre en retour une démarche positive de la part de tous les féministes concernant la valorisation et les difficultés des lesbiennes ? A quand un manifeste des 343 lesbiennes "je peux et je pourrais être lesbienne ?" Voilà quelques éléments d'introduction à ce forum. Forum dans lequel interviendront successivement Graziela (De Franzo) qui est italienne et membre d'une association de Florence, puis Raymonde Gérard de la *Coordination Nationale Lesbienne*, Alex Gevé de l'association *Mousse* (association des gays et lesbiennes de Sciences Po), Catherine Fabre de l'association *Tels Quels* de Bruxelles, et enfin Jean-Michel Rousseau connu sous le nom de Mélanie (son nom de guerre à l'époque du *CUARH*). Nous allons consacrer au maximum une heure à introduire le débat, que nous poursuivrons ensuite avec vous, avec la salle. Aussi, je passe la parole à Graziela.

Graziela De FRANZO : Mon intervention va concerner les rapports entre le Vatican et l'Etat italien. D'autant qu'avec la récente *Euro Pride* qui s'est déroulé à Rome, cette question a occupé le devant de la scène. La situation italienne est particulière du fait que l'Etat du Vatican se trouve enclavé dans le territoire italien. Il ne faut pas oublier qu'il y a encore moins d'un siècle, une grande partie de l'Etat italien dépendait du Vatican. Les rapports actuels entre l'Etat italien et le Vatican sont régis par un Concordat signé en 1928 par Mussolini, confirmé en 1984 par le gouvernement de Bettino Craxi. Ce Concordat fait que les Italiens se trouvent dans un état d'assujettissement par rapport au Vatican. Par exemple, la ville de Rome (qui avant 1928 était déclarée Ville Sacrée) a encore aujourd'hui un statut particulier.

L'Eglise catholique continue de s'allier avec la droite (quand en Autriche il y a Jorg Haïder), et qui plus est, à l'intérieur de l'Eglise l'extrémisme de droite est en train de prendre le dessus. A partir du début 1990, une des principales positions de l'Eglise catholique était d'attaquer le mouvement gay et lesbien. En 1994, on a pu pour la première fois contrer ces attaques avec la résolution de madame Claudia Roth du Parlement Européen, le Pape s'est alors officiellement exprimé en excommuniant madame Claudia Roth. C'est en 1995 que l'idée d'organiser une grande manifestation des gays et des lesbiennes à Rome en l'an 2000 commença à être discutée. Et c'est à cette époque là (en 1995) que les groupes extrémistes de droite commencèrent à attaquer ouvertement les gays et les lesbiennes. La "Colonne de Vérone" s'est particulièrement distinguée en émettant une motion qui repoussait cette résolution du Parlement Européen, au nom de la morale. En même temps, le Vatican a officiellement annoncé le Jubilé dont le thème devait être la réconciliation (théorie en vogue en ce moment). Et à l'occasion de l'*Euro Pride* qui coïncidait avec le Jubilé, l'Etat italien s'est trouvé dans une situation difficile du fait que pour la première fois dans l'histoire, l'Eglise catholique demandait officiellement à l'Etat d'interdire une manifestation. La consigne fut alors de ne pas faire attention à ce qui se passait ou du moins de faire semblant d'ignorer. Les seuls qui intervenaient étaient les cardinaux. L'Etat

italien a été mis en difficulté à tel point que le gouvernement de centre gauche s'est trouvé à la limite d'être dissout. C'est allé jusqu'au point où le plus grand parti du gouvernement (les Démocrates de Gauche) a finalement remis en question sa participation au gouvernement. Le mouvement gay et lesbien ayant porté le débat sur la place publique, et cette histoire a réveillé l'esprit civique des italiens parce que c'était la première fois qu'il était question (ce qui était inimaginable) d'interdire une manifestation. Je terminerai en précisant que l'Eglise catholique déteste aussi bien le mouvement lesbien que le mouvement gay. Merci.

Raymonde GERARD : Je vais parler ce soir au nom de la *Coordination Lesbienne Nationale*. Je rappelle qu'il s'agit d'un ensemble d'associations lesbiennes non-mixtes, féministes et lesbiennes, créée en 1997 après le constat de la non reconnaissance de l'existence des lesbiennes dans la plate-forme de Pékin (lors de la Conférence Internationale des Femmes). En plus des contacts enrichissants inter associations, les objectifs de la *Coordination* sont de renforcer la visibilité et la représentation des lesbiennes dans la société, de faire progresser leurs droits, et de favoriser les échanges entre les groupes de lesbiennes. Elle se veut également une force dans le champ politique et social, pour une affirmation de la citoyenneté des lesbiennes. Pour atteindre ces objectifs, la non mixité est voulue afin de révéler et affirmer notre identité lesbienne. Ce qui aujourd'hui nous paraît indispensable (comme d'avoir milité pour le *MLF* durant les années 70). Aujourd'hui encore cette non mixité nous paraît indispensable, car l'égalité entre les hommes et les femmes est toujours un leurre dans une société qui est gérée massivement par les hommes (tant sur le plan politique, économique que médiatique), même s'il y a un mouvement qui se dessine en faveur de la parité. Dans les faits, il y a encore beaucoup de progrès à faire. Il nous semble nécessaire de pouvoir en toute sérénité, en toute indépendance faire le point des discriminations qui nous frappent encore en tant que femmes et en tant que lesbiennes.

Ceci nous a amené à dégager des axes de luttes prioritaires. Nous sommes une association jeune, et nous avons choisi de porter nos efforts en premier lieu vers une coopération avec le mouvement féministe dans l'espoir d'une réciprocité, d'une solidarité entre femmes et lesbiennes. Le passé des relations entre féminisme et lesbiennes a été mouvementé. Il a été marqué par des ruptures douloureuses au début des années 80, après une coopération très fructueuse (les lesbiennes avaient été féministes au sein du *MLF*). Mais les choses étaient arrivées à un point où, peut-être dans la rage de n'être pas assez reconnues et aussi parce qu'elles avaient poussé très loin la réflexion sur la société patriarcale, elles furent amenées à marquer leur spécificité par rapport aux féministes (même les féministes révolutionnaires), ce qui n'allait pas jusqu'à la rupture complète avec ce qu'elles avaient défini comme "la classe des hommes".

La solidarité entre le féminisme et les lesbiennes revient de loin, si l'on peut dire. Le rapprochement n'a pas été facile, et même lors de la crise de 1997 il a fallu qu'il y ait un clash pour que les lesbiennes se fassent suffisamment entendre. Les féministes ont su faire amende honorable et nous accueillir en leur sein. Nous sommes solidaires des luttes de toutes les femmes, parce que nous partageons aujourd'hui encore la même oppression au plan politique et professionnel (notamment salarial), sans compter les violences machistes. Il est essentiel que nous travaillions ensemble à cette solidarité. Nous avons la joie et la satisfaction d'obtenir que les droits des lesbiennes apparaissent comme des droits de la personne dans toutes les plates-formes revendicatives du Collectif National pour le droit des femmes, où nous sommes présentes (deux personnes) en tant que représentantes de la *Coordination Lesbienne Nationale* au Secrétariat pour le Droit des Femmes. Nous sommes vraiment satisfaites de cette prise de conscience qu'il existe une discrimination lesbophobe, à travers cette solidarité militante. Et aujourd'hui, qu'en est-il de notre solidarité avec les gays ? C'est vrai que la priorité n'a pas été aussi spontanée et aussi évidente. Il faut être honnête. Mais elle est réelle puisque que la *Coordination Lesbienne* a apporté son appui lors des débats sur le PACS. Certes cela n'a pas fait l'unanimité parmi nous, parce que certaines d'entre nous sont encore très marquées par les images du mariage en tant qu'institution fondant l'oppression des femmes par les hommes, mais l'appui a été réel bien que tardif. Nous avons également apporté notre signature au manifeste pour une loi anti-homophobie, rédigé par un collectif d'associations (*Aides, Act Up, SOS Homophobie...*)

Ce que nous espérons comme retour, en terme de solidarité, c'est que soient prises en compte par le mouvement gay les revendications contenues dans notre plate-forme. A savoir la fin des discriminations liées au sexisme dans l'éducation, la culture et l'histoire, la fin des discriminations en ce qui concerne le sexe, le genre et la sexualité, la fin des discriminations sexistes et lesbophobes en matière d'économie et de carrière professionnelle comme en matière de santé et tout ce qui concerne le couple et la parentalité. Je crois que sur ce point, nous nous rejoignons largement. Maintenant en ce qui concerne la lesbophobie, nous avons une analyse qui nous est propre. En matière de discriminations homophobes, il y a évidemment quelques caractères communs, mais il y a tout de même des spécificités dont il faut tenir compte. Par exemple la moindre visibilité médiatique des lesbiennes. Si cette invisibilité offre quelques avantages, elle a aussi beaucoup d'inconvénients principalement pour les jeunes lesbiennes qui contrairement aux gays ont très peu de références identitaires. Ceci rejoint d'ailleurs la négation des relations entre femmes, et de la sexualité féminine en générale. Nous souhaitons également que soit pris en compte cet aspect de la lesbophobie qui se

trouve dans les représentations caricaturales des lesbiennes en tant que perverses lubriques qui sont là pour attiser le désir des hommes hétérosexuels. Nous aimerions que soit pris en compte notre étonnement vis-à-vis d'un récit d'occultation délibérée visant à nier l'existence d'une personne ou d'un corps social. Nous aimerions aussi que soit prise en compte notre demande de circonstances aggravantes en cas de viols conçus comme punitifs à l'égard des lesbiennes. Que soit punie l'agression faite aux femmes qui échappent à l'appropriation par les hommes, en aimant les femmes. Bien entendu nous partageons la revendication pour que la notion d'orientation sexuelle apparaisse dans tous les textes qui visent à pénaliser les discriminations.

Je terminerai sur la question de la mixité. Elle n'exclut pas que nous ayons des contacts avec les gays, même s'ils ne sont pas très fréquents. En fait, la non mixité deviendra moins nécessaire quand on ne nous la reprochera plus. Cela voudra dire qu'en face, l'autonomie des femmes et des lesbiennes est admise, que les hommes n'ont plus à contrôler ce que les femmes font de leur côté.

Alex CEVE : En entendant l'intervention précédente je me suis rendu compte que nous avons bien des choses à nous dire, mais que c'était plus compliqué que je ne le pensais. Je voulais témoigner ici de la difficulté de créer des réseaux de solidarités concrètes entre différentes associations qui ne partent pas du même point de départ. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les associations étudiantes récentes (celles qui se sont créés dans les années 90) ont eu tendance à cumuler le maximum de revendications, en niant la spécificité de certains types d'organisations politiques. C'est une rupture discutable, et qui mérite d'être discutée. Ces solidarités que l'on questionne au cours de ce forum, celles entre hommes et femmes, entre pédés et gouines, entre féminisme et mixité, ont été abordées par nous comme des évidences, alors que par le passé elles furent bien plus discutées. Evidences qui n'ont même pas donné lieu à un vote en Assemblée Générale. C'est, il me semble, une configuration qui nous est propre.

Le PACS fut le berceau de la création de notre association. L'important n'est pas de savoir si le PACS est bon ou mauvais, mais plutôt que nous soyons issus d'un contexte politique particulier, dans sa manière de poser le débat sur le couple homosexuel ainsi que des débats plus anciens (mixité, différence des sexes, nécessité de particulariser ou de faire émerger des identités). *Mousse* est une association gay et lesbienne anti-homophobe, c'est à dire mixte. Une mixité entre hommes et femmes, entre homos (et bis, et transgenres) et hétéros. J'ai remarqué depuis le début de la semaine, que l'on ne disait plus trop hétéro/homo, mais hétéro/homo, bi, trans et autres. Cela paraît anodin, mais c'est en fait assez significatif de notre socialisation militante. La mixité n'a jamais fait chez nous l'objet d'un débat, pas plus que la lutte contre le sexisme ou que la parité ou la possibilité de s'associer à différentes luttes apparemment opposées les unes aux autres. La différence entre les gays et les lesbiennes est une question que nous nous posons, mais pas en tant que problème. C'est peut-être ce qui a changé, cette manière de mettre en question ce qui a pu anciennement paraître comme un problème radical d'hétérogénéité pour lutter ensemble.

Que signifie le terme de solidarités militantes ? Que l'on ne peut pas se comprendre autrement que féministe, et luttant contre un ordre hétéro-sexiste. Ceci explique que nous participerons (j'emploie le futur parce qu'il nous reste à stabiliser nos ancrages et nos actions) à tous les combats des femmes. En tout cas, là où nous serons acceptés. Cela veut dire aussi que si nous nous faisons jeter de certains combats, ce sera pour nous difficile à vivre parce qu'il y aura quelque chose d'étrange à cela (même si rétrospectivement on peut en comprendre les raisons). De la même manière, nous avons prévu des commissions non-mixtes, parce que cela nous paraissait être une évidence, et un droit tout simplement. Beaucoup ont été étonnés que cela soit voté et admis. Pour l'instant, il n'y a aucune commission qui se soit réunie, mais le principe est acquis et nous attendons de voir ce qui va se passer d'ici la fin de l'année.

Lorsque nous avons eu à aborder la question de la parité comme projet de loi, nous avons été gênés par l'idée même de parité qui d'une certaine manière semblait avaliser la différence des sexes. Ce que nous avons vu dans le PACS, c'était qu'il fallait lutter contre la différence des sexes. La parité comme réduction à l'argument biologique du 50/50 nous gênait. Nous étions pour la parité d'un point de vue politique. Et paritaires au sens d'aider une population minoritaire (pas en terme de nombre de personne) mise socialement en minorité par les structures de pouvoir. A partir de là, l'argument des quotas nous gênait beaucoup moins que celui de parité. Mais en même temps, nous étions bien évidemment pour la parité parce que cela nous semblait être une obligation politique. Les problèmes de nos alliances militantes vont donc venir (s'ils ne viennent déjà) d'un mouvement qui refuse de séparer les combats, alors même que certaines séparations légitimes existent déjà. S'impliquer dans le débat autour du PACS rend pour nous nécessaire de penser ensemble les questions de genres et de sexe. Pour nous c'est la même chose, et je comprends que cela choque ou que cela puisse faire grincer les dents parce qu'il y a des gens qui ont combattu des formes de discrimination qu'ils vivaient directement et qui ne semblaient pas concerner d'autres personnes. De la même manière, toujours à travers les débats et critiques vis-à-vis du PACS, nous avons compris que la construction des termes "hétérosexualité" et "homosexualité" étaient des productions de la société homophobe. Nous avons mis cela en parallèle avec la construction homme/femme comme production de la société sexiste. Pour nous, il s'agit de deux choses qui vont

évidemment ensemble. D'un côté, nous avons un terme sur-problématisé qui n'est pas symétrique mais hiérarchique dans l'opposition, de l'autre un terme non problématisé qui représente la naturalité. Cela nous a fait travailler sur ces deux types de questions.

Parler de solidarité peut être très intéressant et très utile (je me fais l'avocat du diable), mais si cela reste à l'état d'une vague sympathie pour des combats qui sont pensés différemment, vous voyez bien que cela pose problème. Notamment lorsqu'une association milite pour un changement de la société, il lui est difficile d'être théoriquement solidaire d'un militantisme de la différence. Et c'est là une partie de la schizophrénie que marque une certaine différence de génération des associations qui nous ont précédé ici. Nous avons tendance à les ranger (et c'est une faute) dans nos archives. Non pas que nous les ayons oubliés, mais que nous les ayons pas lues. Et quand bien même nous ne sommes plus dans la même situation, nous avons encore des choses à apprendre.

La seule sortie possible pour créer des solidarités concrètes, c'est d'avoir une approche la plus politique possible. Nous avons beaucoup plus à conduire les politiques de l'homosexualité plutôt que des discours de vérité sur la sexualité. Et c'est justement ce qui nous gêne dans certains types de différenciations. Il existe évidemment des logiques culturelles de discrimination partout dans la société, et elles sont le produit d'une société hétéro-sexiste. C'est contre cet ordre, contre cette espèce d'anthropologie de l'obéissance qui nous empêche de nous révolter, qu'il faut allumer plusieurs foyers de résistance. C'est ce qui fait que toutes les associations sont bienvenues dans ce domaine. Un, deux, mille foyers de résistance, mais non contradictoires entre eux. Et cette solidarité passe par la mise en réseau de tous nos réseaux. C'est ce que nous avons essayé de faire, de créer un réseau d'associations étudiantes afin d'être à terme présent partout (au travail, dans les médias, dans le champ politique, et de créer de nouveaux espaces.

Même si le dialogue est difficile, il est possible. On va s'engueuler, on se fera traiter de jeunes cons. Mais afin d'être positif, il nous faut à terme créer le maximum de lieux de déviance, de résistance, de subversion. Cela est très important pour l'agrégation maximale de toutes les associations, dans le cadre d'une mise en réseau afin d'être les uns les autres sur les mêmes luttes, même si ponctuellement on travaille différemment. Ceci est la nature même du projet démocratique, qui consiste à allumer tous ces foyers. Une sorte de démocratie sauvage.

Catherine FABRE : Bonsoir, avant tout je tiens à préciser un point important, et je m'en voudrais de ne pas préciser ce point. Vous n'êtes pas sans savoir que la Belgique est divisée en deux parties, au nord vous avez les Flamands (qui sont néerlandophones) et au sud les Wallons (qui sont francophones). La Belgique dont je vais vous parler est la Belgique francophone (l'étant moi-même). Je tiens à le préciser parce que la situation au nord du pays est tout à fait différente de celle du sud du pays. Les lesbiennes et les gays flamands ont beaucoup plus de moyens humains et financiers. Ils sont mieux structurés et plus visibles. Néanmoins, il se passe des choses du côté francophone.

Je travaille dans une association qui s'appelle *Tels Quels* (domiciliée à Bruxelles) et pour avoir discuté avec quelques français et françaises dans les couloirs de cette *Université*, je sais que son fonctionnement est différent de celui des associations françaises. *Tels Quels* existe depuis plus ou moins 20 ans. C'est une association de gays et de lesbiennes (malheureusement pas encore de bis et de trans, mais cela viendra). Au départ elle portait le joli nom d'*Antenne Rose*, puis qu'en effet c'est une radio qui est à l'origine de sa création. L'association est structurée en différents secteurs, nous avons ainsi des groupes spécifiques pour jeunes, pour lesbiennes, pour parents gays et lesbiens, pour parents d'enfants homosexuels.... Nous avons aussi des secteurs plus ludiques comme une chorale, un bar et une bibliothèque. Autre spécificité de l'association, par rapport à ce que j'ai pu comprendre avec ce qui se passe en France, l'association *Tels Quels* reçoit des subventions du gouvernement. Ceci implique que tous les services de l'association sont gratuits, il n'y a donc par conséquent pour ceux et celles qui viennent nous voir, aucun besoin de carte d'adhésion. Le bar qui appartient à l'association (et qui est géré par elle) explique aussi cette gratuité.

Pour ma part, je suis employée à temps plein par l'association, en tant que travailleuse sociale. Mon poste consiste premièrement à accueillir les personnes qui se posent des questions quant à leur homosexualité ou celle d'un proche. Il peut aussi s'agir d'étudiants (d'ailleurs à leur demande je vais dans les écoles faire des interventions). Je reçois également des gays et des lesbiennes demandeurs d'asile que j'aide et conseille dans toutes leurs démarches administratives. J'ai aussi pour mission d'aider les jeunes qui, par exemple viennent de se faire virer par leurs parents. Je m'occupe aussi de répondre aux questions relatives à la protection légale, au chômage. Si je ne suis pas en mesure de répondre directement, je m'occupe d'orienter ceux et celles qui viennent me voir vers les personnes ou instances compétentes. Quant à la situation politique en Belgique à propos des couples homosexuels, certains pensent que nous avons l'équivalent de votre PACS. Il est vrai que depuis le 1^{er} janvier 2000 est entrée en vigueur la loi sur la cohabitation légale. Mais nous sommes loin du PACS. Ce contrat ne nous donne aucun avantage fiscal, social ou successoral.

Ce contrat est en fait, pour faire court et en caricaturant un peu, une sorte d'assurance logement. Le compagnon (ou la compagne) ne peut être mis à la porte par le propriétaire de l'appartement lors du décès du locataire. Ce contrat oblige aussi le partage des dettes (si ces dernières ne sont pas excessives). Notons que dans le texte, il est dit que les deux signataires doivent partager les frais d'éducation de l'enfant. En parlant de l'enfant, il est important de préciser que dernièrement un projet de loi a été déposé par notre chère ministre de la justice Marie Rodmber, stipulant que l'adoption d'enfant serait permise aux couples ayant signé le dit contrat de cohabitation légale, mais uniquement pour les couples hétérosexuels. Cela a fait grand bruit, un magazine gay avait même titré "parce que Marc Dutroux est hétéro, Marie Rodmber ne veut pas que nous puissions adopter d'enfant".

A *Tels Quels*, nous avons un groupe de jeunes qui se réunit tous les mercredis et samedis après-midi. Il est clair que ce n'est pas ce groupe qui fait évoluer les choses. Son objectif est d'accueillir les jeunes, d'organiser des activités ludiques. Les préoccupations de ces jeunes sont loin d'être celles des plus âgés. Néanmoins on peut dire que certains se revendiquent d'une certaine militance. La présence des jeunes lors de la *Gay Pride* est certaine, mais peu d'entre eux en connaissent l'origine. Et encore moins les revendications de celle-ci. Ils sont surtout là pour s'amuser.

A part le groupe de jeunes de *Tels Quels*, il existe à Bruxelles plusieurs autres groupes étudiants dans le style de *Mousse*. Ceux-ci ont à peu près les mêmes objectifs que *Tels Quels* (c'est à dire accueil des personnes et visibilité militante). En plus ils organisent des conférences sur l'homosexualité et la religion, ou encore sur la question de l'homoparentalité. La structure universitaire permet une meilleure visibilité, et de plus grandes possibilités d'action. L'année dernière un cercle étudiant a d'ailleurs été reconnu comme chef de file d'un projet visant à accueillir des homosexuels. Ce projet fut reconnu par l'Université catholique de Louvain. Ce qui en soit est un grand pas.

Ceux qui veulent réellement faire de la politique, s'impliquer, aller dans des groupes de réflexion, se dirigeront plutôt vers des groupes homos qui sont reconnus par les partis politiques. En Belgique francophone, il y a *Economie Pro Homo* et les *Gays et lesbiennes Socialistes*. Ces groupes se veulent militants au sein d'un parti, et c'est grâce à la pression de certains que le contrat de cohabitation légale est passé. Changé malgré tout, mais il est quand même passé.

Je terminerai en vous parlant du magazine *Tels Quels* qui a fêté cette année ses 18 ans. Son contenu varie d'année en année, de mois en mois. En effet, ce sont les membres de l'association qui écrivent les articles. Et selon leur humeur, le magazine est plutôt culturel, littéraire, informatif, politique. Certains critiquent cet état de fait, néanmoins le magazine est notre plus belle archive. Même si chaque magazine n'a pas la même qualité politique. En feuilletant des anciens numéros, on se souvient de ce qui se passait en Belgique il y a 2,5,10 ou 15 ans. Le magazine est ouvert à chacun et à chacune, cela implique donc des débats au sein même du magazine. Le dernier débat en date portait sur le fait de savoir si nous étions une communauté, deux communautés ou un mouvement. Les gays et les lesbiennes font-ils partie d'une même communauté avec son vécu, sa souffrance et sa culture ? Les gays sont-ils plutôt à part dans une autre communauté avec sa propre culture et habitudes. Notre position est que nous appartenons à un mouvement qui change, s'adapte, et qui n'est pas fixé comme une communauté. Le débat est toujours ouvert, si vous voulez rentrer dans la danse je vous invite à adresser votre texte au magazine. Merci de votre attention.

Jean-Michel ROUSSEAU : Je ne vais pas vous faire une communication savante sur la difficulté de la transmissibilité d'un corpus idéologique intergénérationnel entre les homos et tous les autres (les travestis, les bis, les transgenres), mais davantage dresser quelques constats pour essayer de lancer le débat en tant que dernier intervenant. Accessoirement je précise que je suis un ancien militant du *CUARH (Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle)*, association qui a vécu une expérience militante de la mixité, et dont au cours de cette *Université*, je vous parlerai.*

Donc j'en viens au problème des générations, des groupes homosexuels actuels, passés et futurs, et tous les problèmes de solidarités, entre gays et lesbiennes, entre jeunes et vieux. Je caricature, il y a d'un côté les vieux cons et de l'autre les jeunes cons, et aussi les jeunes connes et les vieilles connes. Les vieux cons sont tous ceux qui disent que c'était nettement mieux avant, qu'on l'a déjà fait, que finalement le débat est clos. Les jeunes cons sont ceux qui disent que l'on est plus au Moyen Age, qu'il faut savoir évoluer, que les problèmes ne sont plus les mêmes, que la société dont ils ont hérité n'est guère mieux que celle que les anciens ont connue. Les débats sur la solidarité ne sont pas définitivement clos, simplement parce que chaque période de l'histoire est porteuse de débats de société conjoncturels. Et les questions soulevées comme les réponses qui peuvent parfois y être apportées sont bien sûr liées à l'environnement politico-social du moment, sans compter les réminiscences de la période qui les a portés. Par exemple, poser la question de la faiblesse économique des femmes dans la société, et donc de ses conséquences organisationnelles reste d'actualité, même si cette question ne se pose pas de la même façon qu'à l'époque où les femmes ne pouvaient pas avoir de chéquier sans consentement marital.

Les débats ne sont jamais clos, nous ne sommes pas un mouvement biblique. C'est à dire que les textes des grands anciens, comme des grandes anciennes, ne sont pas des textes pieux et intouchables, gravés dans le marbre. C'est notre devoir de les remettre en cause, de relire différemment Guy Hocquenghem, Monique Wittig ou Michel Foucault. C'est notre devoir de les remettre en cause. Mais peut-on les ignorer ? Peut-on ignorer ce qui nous fonde lorsqu'on veut être un mouvement (au sens large) inscrit dans une continuité de revendications et d'émancipation ? N'oublions pas que les solidarités passées fondent les solidarités futures. Par exemple l'expérience, l'organisation, la gestion de la solidarité de la mixité ne peut passer par perte et profit. En ce sens, l'expérience acquise est un levier à de prochaines solidarités. Pourtant l'oubli existe, et il est facile. Il est facile parce que le corporatisme est quelque chose qui ne concerne pas seulement les mouvements politiques ou syndicaux, cela concerne aussi tous mouvements et associations. Le corporatisme consiste à voir ses propres problèmes et de les généraliser, de généraliser sa propre situation. C'est une pente facile, y compris au sein du mouvement homosexuel. La solidarité est un concept facile à énoncer, mais difficile à mettre en œuvre. Tout le monde est pour la solidarité, l'égalité, la fraternité, la liberté. Mais après, toute la question est de mettre en œuvre tous ces beaux principes que l'on voit parfois gravés sur les frontons de la presque totalité des établissements publics.

La solidarité entre gays et lesbiennes consiste à savoir s'unir dans un combat commun tout en respectant l'autre dans ses propres moments, dans ses propres périodes (même non-mixtes). La solidarité ne consiste pas à demander à l'autre d'apporter son soutien à soi-même ainsi qu'à ses propres combats. La solidarité consiste d'abord à appréhender les combats et les revendications de l'autre, et de savoir les porter. En ce sens, la mixité est une dynamique permanente. Et les expériences passées, comme celle du *CUARH*, montrent combien cette nécessité d'interroger ces attitudes est constante, et doit perdurer. Cela signifie que dans la mixité, on doit se réapproprier la dimension féministe et pas seulement la dimension homosexuelle. Techniquement on peut imaginer que tel ou tel groupe, que telle association mixte n'est pas féministe, mais alors comment développer plus largement un mouvement, une coordination, une *Université d'Été* sans la dimension féministe, sans que la dimension féministe soit intégrée ?

Et intégrer cette solidarité, c'est intégrer les problématiques comme celles du pouvoir en général et du pouvoir des hommes en particulier, c'est intégrer la question de l'oppression des femmes par les hommes et celle de l'identification hommes et femmes (les rôles masculins et les rôles féminins), ou bien toutes les images que nous véhiculons comme celles que nous consommons (celles de la pornographie). Pour autant, on ne peut pas se décréter féministe.

La mixité est aussi une mixité sociale. Elle n'est pas seulement homme/femme. L'intégration progressive d'une problématique homosexuelle dans les médias, dans les partis politiques, dans les syndicats. La montée en puissance d'un secteur commercial gay et parallèlement de consommateurs (et dans une moindre mesure de consommatrices), apporte des défis nouveaux inhérents à ces intégrations sociales progressives ou embryonnaires. L'équipage Paris/province, riche/pauvre, jeune/vieux, prend une acuité particulière. Le secteur commercial par sa logique particulière crée des césures. Ce n'est pas nouveau.

Ce qui est nouveau se sont les termes de solidarités futures qui sont posés par ces césures au sein du mouvement associatif homosexuel (gay et lesbien) dans son ensemble. Il ne s'agit pas de reproduire ou d'amplifier ces césures mais plutôt d'affirmer une solidarité générationnelle et économique. Cela n'oblige nullement une association homosexuelle à être universaliste ou transversale, elle peut se créer sur son propre fondement. Mais alors son devoir de solidarité est de s'inscrire à travers son action et sa réflexion dans quelque chose de plus large.

On peut rapprocher ceci de la *Lesbian and Gay Pride*, et de sa singularité du fait de l'apparition (cette année) de nombreux groupes originaires de grandes écoles. Il est heureux que de telles associations aient pu voir le jour, mais elles ne doivent pas masquer qu'il y a celles et ceux qui ont plus de difficultés pour émerger dans le milieu associatif. Par exemple, il est plus facile de créer un portail gay que de créer une association qui permet l'insertion de vieux homosexuels dans le Marais. Des associations comme *Aides* et *Act Up* ont porté et portent toujours l'idéal de solidarité entre malades et non-malades, dans un maximum de lieux qu'ils soient commerciaux, associatifs ou autres. La question que je pose est de savoir par quels biais passent les exigences d'autres solidarités, et comment les organiser. J'espère qu'au cours du débat de ce soir, il y aura un certain nombre de réponses montrant comment la solidarité peut être posée concrètement.

Je terminerai par un vœu qui concerne le lieu où nous sommes aujourd'hui. On ne se combat pas entre soi. On peut négocier les virgules comme les détails, on peut aussi affiner les concepts. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Les moments de rassemblement, les moments publics d'expression gay et lesbienne doivent être larges, même si cela n'est pas facile. L'organisation des *Lesbian and Gay Prides* soulèvent de très nombreuses questions, ici ou là. Tout le monde le sait. Mais c'est la rançon de l'ouverture. Les *Universités d'Été Homosexuelles* doivent être un moment comparable. Je fais un vœu, j'irai même mettre un cierge au couvent des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* pour qu'il se réalise, celui que les *UEEH* ne se complaisent pas dans leur propre radicalité, mais au contraire qu'elles s'ouvrent à celles et ceux qui participent de quelque manière que ce soit, à façonner la société dans laquelle nous allons vivre collectivement demain.

X : Pour commencer, je voudrais poser une question à Alex, et je lui demande de me répondre par un seul chiffre. Ensuite je continuerai mon intervention. J'aimerais savoir combien a coûté votre char lors de la dernière *Gay Pride* ?

Alex Gevé : 30 000 F.

X : Cette question pour illustrer que le fait que le commercial et l'associatif sont liés. Aussi, cette question des différences est complètement secondaire. Tout cela est submergé par une alliance globale avec le capital. Cela questionne l'avenir, et il faut vraiment y réfléchir. On se revoit dans cinq ans, histoire de voir comment les choses ont évolué. Je crois que l'évolution naturelle du milieu associatif est le lobbying communautariste (avec forcément une alliance entre capitalisme/associatif). Ma deuxième remarque s'adresse à la fille de *Tels Quels*. La loi belge sur la cohabitation légale offre des protections légales, mais contrairement au PACS français peu de possibilités. Ce que je critique dans le PACS, c'est de faire payer les avantages donnés aux couples par les célibataires. Je ne vois pas de justifications à cela. Ce qui m'inquiète à travers ça c'est la privatisation de la solidarité. Au lieu des solidarités nationales (retraite, sécurité sociale) nous sommes chacun solidaire de notre propre univers. Cette privatisation de la solidarité va dans le sens de l'ultralibéralisme actuel. Je ne suis pas intervenu pour être applaudi, mais pour amener cette réflexion. Et j'aimerais que l'on y réfléchisse au fil des années.

X : A propos de la *World Pride* et de l'homo-solidarité, les associations militantes devraient être plus présentes (à Rome, seuls la *Coordination Lesbienne*, *David et Jonathan* et les *Gaies Musettes* étaient présents). Ensuite, j'ai cru comprendre que solidarité avec les gays était envisagée, mais en contrepartie d'une solidarité des gays sur tel point. La solidarité ce n'est pas un marché. De plus parmi les points demandés à une éventuelle solidarité avec les gays, il y avait la participation pour la lutte pour le PACS. Le PACS n'est pas une mesure en faveur des gays, cela concerne aussi les lesbiennes.

X : Je regrette un peu le côté un peu abstrait de certaines interventions. Genre, il faut regarder le problème de la mixité et voir ce que cela devrait être dans l'absolu. L'atelier sur le néo-libéralisme avec d'abord un moment (non-mixte) pour les gays et en parallèle un autre (toujours non-mixte) pour les lesbiennes, avec l'objectif de se retrouver le lendemain histoire de voir les divergences et points communs, tout cela me semblait être une démarche intéressante, et on peut regretter qu'elle n'ait pas eu lieu pour d'autres débats. Comme par exemple la conjugalité, car cela aurait peut-être été intéressant de voir comment on envisage la conjugalité de même sexe, selon que l'on est un homme ou une femme. Et à propos du PACS, il aurait été intéressant de débattre de cette manière des différences d'approche entre les lesbiennes et les gays. Bref, lorsque nous nous sommes retrouvés pour le deuxième temps de cet atelier, alors que les débats avaient été de part et d'autre très vivants, comme d'habitude seulement des hommes sont intervenus. Et il a fallu l'autorité de l'animatrice pour que les femmes prennent enfin la parole. Cela veut dire que lorsque l'on est dans un groupe mixte, la parole n'est pas vraiment mixte. Aussi je proposerais que l'année prochaine il y ait d'autres ateliers qui fonctionnent sur ce modèle.

X : C'était pour répondre à la remarque sur la *Gay Pride* financée grâce à des financements privés. Je ne répondrais pas au niveau de la lutte contre le capital, mais plutôt de l'utilité de l'associatif. Une association sert à accueillir des gays qui éprouvent des difficultés vis-à-vis de leur homosexualité, ainsi qu'à leur offrir un lieu où ils peuvent se faire des amis, et par la suite de les intéresser à la culture homosexuelle, aux débats sur le féminisme et autres sujets. Faire la *Gay Pride*, c'est la chose qui à *Etudions Gayment* réunit le plus de monde. Si plusieurs personnes se réunissent pour participer à la marche, on peut ensuite leur parler d'autre chose. Tout le monde n'a pas envie de se prendre la tête avec les théories militantes. Quand on commence à parler de féminisme, ils pensent que c'est un gros mot. C'est après que l'on essaye de leur dire qu'au contraire c'est quelque chose d'intéressant. C'est la vision des choses qu'ils ont lorsqu'ils arrivent.

X : Peut-être que j'ai raté quelque chose, mais je voudrais excuser cette personne qui a parlé de la question de race, notion purement biologique. Ce qui ne veut pas dire grand-chose. Cela a un sens particulier pour chacun. La mixité et la non mixité pour moi traverse plusieurs réalités sociales. La question dépend en fait de ce que l'on a envie de faire, et comment on a envie de le faire. La mixité, la non mixité cela a un sens, mais dans un contexte particulier. Pour chacun d'entre nous.

Catherine Fabre : Effectivement, j'ai commis une erreur de vocabulaire. Je voulais simplement faire une mise au point parce que certains pensent que ce que nous avons en Belgique est identique à ce que vous avez en France, et certains Belges du fait de la médiatisation importante qu'il y a eu sur ce contrat de cohabitation légale pensent qu'il est possible pour les homosexuels de se marier, exactement comme les hétéros. Et dans ma mise au point j'ai utilisé ce terme, ce qui était une erreur. Je me suis laissé influencer par mon travail et ce que l'on entend en Belgique. Je voulais donc simplement exprimer cette mise au point, et non pas donner un avis par rapport au PACS ou au contrat de cohabitation légale.

Maïté Maillet : Bonsoir. Je suis également membre de la *Coordination Lesbienne*, et je souhaiterais m'exprimer sur cette question du racisme, soulevée lors d'une précédente intervention. Il ne viendrait jamais à l'idée d'une lesbienne de refuser la participation à un combat antiraciste. On se sentirait coupable, revenue à l'époque du colonialisme. Par contre, il existe bien un apartheid soft, et je reprends l'expression d'Elisabeth Alonzo qui vient de sortir "*Tous les hommes sont égaux, même les femmes*". Un apartheid soft (dont peu de gens ont vraiment conscience) intégré aussi bien par quantité d'hommes que par un certain nombre de femmes. A la *Coordination Lesbienne Nationale*, nous sommes lesbiennes et femmes, avec une réflexion sur notre place dans la société. Je vous citerai quelques titres du *Monde* qui a consacré un dossier à "*Homme/femme, la marche vers l'égalité*" : "*Les lettres pour les filles, les sciences et l'industrie pour les garçons*". Avons-nous intégré que c'est "normal" que les femmes soient secrétaires et que les hommes soient dans l'industrie (avec les différences de salaires qui vont avec) ? Autre thème : "*Autre exclusion des filières scientifiques, en 95 (en terminale) 41% des filles en section scientifique, mais plus de 80% en lettres*". Il faudrait comprendre pourquoi les femmes n'osent pas toujours prendre la parole ou intégrer des filières porteuses. Autre thème de l'article : "*La mixité profite davantage aux garçons et participe à la différence entre les sexes*". On pourra débattre sur ce que disait le représentant de *Mousse*, sur la déconstruction des genres. Dans la mesure où nous avons encore une situation de grave infériorité dans de nombreux domaines de la vie sociale, professionnelle, citoyenne.

X : Par rapport à ces questions de solidarité, afin d'alimenter le débat il faut se parler à ces moments très particuliers où l'on sent qu'il y a des clashes. Comme ceux qui par le passé ont pu opposer les gays et les lesbiennes. Ce qu'il y a de plus irritant pour les lesbiennes féministes, c'est de se rendre compte que les mecs sont d'une cécité totale à propos des rapports de genre et de sexe. Je crois que la base de la solidarité avec les lesbiennes est la reconnaissance par les gays des rapports historiques entre les hommes et les femmes. Dès que ce niveau de reconnaissance est établi, respecté et mis en œuvre, un véritable échange peut commencer. Pas avant. Il faut une prise de conscience minimale de la part des gays du fait qu'il y a domination des femmes par les hommes, et des conséquences que cela implique.

X : Lorsque les associations gays et lesbiennes rédigent un manifeste pour une loi anti-homophobe, cela s'appuie surtout sur des exemples d'homophobie masculine. S'il y a une solidarité dans les termes (et encore...) il faut qu'elle devienne plus évidente dans les faits. Les hommes ont l'habitude que les femmes les soutiennent dans leurs combats, quand la réciprocité ne va pas de soit. Par exemple, la lutte pour l'amélioration du sort des travailleurs devait bien évidemment bénéficier à tous, mais bizarrement les travailleurs sont toujours plus favorisés que les travailleuses. Beaucoup de lesbiennes ont rejoint les groupes mixtes de lutte contre le sida, alors qu'elles étaient beaucoup moins menacées par cette épidémie (d'ailleurs, on s'est peu occupé de mener des études sérieuses sur le risque encouru par les lesbiennes). Il faudrait réfléchir à cette situation, et s'interroger sur les motivations profondes. Nous devons maintenant exiger une réelle réciprocité (je n'irais pas jusqu'au donnant-donnant, trop simpliste), et une prise en compte de ce qui a de spécifique dans les discriminations qui frappent les lesbiennes. Je rajouterais un petit mot en ce qui concerne le racisme, j'estime que dans un lieu comme celui-ci, il serait souhaitable qu'il y ait une prise en compte de la parole des immigrés et des gens de couleur. Mais dans un premier temps la non mixité est aussi nécessaire, c'est à dire qu'il y ait des groupes de parole non-mixte, et qu'il y ait ensuite une écoute de la part de l'ensemble des partenaires. C'est aussi nécessaire pour les lesbiennes à certains moments.

Alex Gevé : Mon propos voulait souligner les difficultés qui existent pour certaines jeunes associations dans l'élaboration d'un projet. Mais je suis parfaitement d'accord avec les différentes représentantes de la *Coordination Lesbienne Nationale* sur le fait qu'on va nous dire que les femmes cela n'existe plus, pas plus que les hommes, que les hétéros ou les homos. On n'en sortira jamais de ce point de vue là. Il y a des urgences, et il est évident qu'il ne faut pas avoir une prise de conscience minimale mais maximale des rapports historiques et sociaux. Rapport qui effectivement, sont des rapports de domination. Il y a aussi un problème de génération, c'est évident. Et justement ce qui m'a fait faire mon coming-out et ce qui m'a fait voir que les processus de dominations existent, c'est mon passage à l'association féministe de Science Po (*les Sciences cocues se rebellent*) où j'ai milité durant trois ans. C'est là que l'on m'a montré comment les femmes étaient présentées dans la publicité.

Ce n'est pas parce que la mixité n'est pas dans les plates-formes des nouvelles associations qu'elle n'est pas une évidence dans certains autres endroits. C'est pour cela que je ne dirai jamais qu'il faut fondre les revendications, et je ne dirai pas non plus qu'il faut dire que certains combats sont dépassés. Ce n'est pas possible de penser une telle chose. D'autant qu'il peut y avoir des régressions sociales (comme avec l'avortement), et il faut que tout le monde puisse prendre part à la lutte, surtout que les associations ont une fonction de veille beaucoup plus forte dans ce domaine. Ce n'est pas contradictoire avec le fait de s'associer à d'autres types de luttes comme celles relatives au racisme.

Dernier point, simple question de transparence, notre char a été financé par moitié par *Anténitique* (association Internet) et l'autre moitié, chose étonnante, par la Fondation Nationale des Sciences Politiques, c'est à dire un financement public.

Jean-Michel Rousseau : En tant qu'ancien membre du *CUARH*, je voudrais dire qu'il n'est pas si naturel que ça de mettre des pédés et des lesbiennes ensemble pour parler de la mixité. La mixité est aussi une construction sociale, un combat. Ce fut un combat long, souvent difficile, qui parfois a demandé des écoutes auxquelles nous n'étions pas habitués. Il a fallu commencer par apprendre à s'écouter, parce que nous avons des sentiments de sympathie (à défaut de sentiments amoureux) les uns vis-à-vis des autres, mais aussi parce que nous avons des choses à faire ensemble. Pour commencer nous avons besoin de définir nos objectifs. Et comment les définir tout en respectant les différences ? Ceci pose la question de savoir si un groupe peut être de façon circonstanciée mixte ou non-mixte. L'important, c'est qu'il y a des formes d'oppressions qui nous sont communes, ce qui nous a amenés à travailler ensemble. Le jour où nous avons présenté des candidats homosexuels dans le 18^{ème} arrondissement, la première des choses était de savoir avec qui on allait travailler. Et avec qui nous avons travaillé ? Avec le PC local, quand le PC national nous faisait la gueule. Il s'agit de liens qui se sont créés très concrètement sur des objectifs communs. Il me semble que ces bagarres sont bien plus productives que certains débats parfois un peu trop théoriques.

X : La *Coordination Lesbienne Nationale* est adhérente au Collectif National pour les Droits des Femmes (c'est un grand ensemble de 150 associations, partis politiques et syndicats), et lorsque le 17 juin ce Collectif National a appelé à la marche française dans le cadre de la Marche Mondiale des Femmes de l'an 2000, sur le thème des violences et de la pauvreté, nous avons compté guère plus de 17 000 personnes dans les rues (alors qu'une semaine plus tard, lors de la *LGP*, c'est plus de 250 000 personnes qui ont défilé dans la rue). Nous aimerions que ce déséquilibre diminue, que commence à se construire une réelle solidarité. Il faut que les lesbiennes et les gays soient interpellés par la situation des femmes en France.

X : Je suis contre le fait que l'on ne puisse pas siffler et/ou applaudir. Que veut dire cette absence de réaction, le fait que l'on ne puisse pas réagir ? Cela se veut-il "politiquement correct" ? Lors d'un débat on a envie d'applaudir, parfois de siffler, bref de régir. C'est normal, c'est humain. Un débat, il faut que se soit animé. Sinon....

Pascale BERTAULT : Suite à la réunion non-mixte de l'année dernière, au cours de laquelle un certain nombre de femmes ont exprimé le fait qu'il leur était difficile d'intervenir dans la mesure où elles ne se sentaient pas capables de faire face à la salle (et aux applaudissements et sifflements), nous avons décidé de proscrire les applaudissements. Cela permet ceux et celles qui éprouvent des difficultés à prendre la parole de pouvoir s'exprimer. Là-dessus, je clôture ce forum.

Thierry RUIZ : Le thème du forum de ce soir est la psychanalyse. Nous avons demandé à plusieurs spécialistes en la matière d'intervenir, personne n'a accepté de venir. Les seuls qui ont répondu positivement à notre invitation sont ici présents. Je vais vous les présenter, puis leur donner à chacun la parole. Ensuite nous entamerons un débat avec vous, avec la salle. Je commence par Joël de Martino, docteur en psychologie clinique. Il vous présentera les différentes théories qui ont actuellement cours. Puis Jeanne Favret-Saada, anthropologue, qui nous parlera du travail qu'elle a mené sur le PACS. Je termine par Marie-Jo Taboada, psychiatre et psychanalyste de son état. Ceci dit, je leur laisse la parole.

Joël de MARTINO : Bonsoir. Avant toutes choses, il me semble important de dire que quelle que soit la lecture du monde que nous avons, elle se fait à travers le prisme d'un cadre de référence ou d'une théorie. Actuellement le champ des sciences humaines peut être schématisé de manière très caricaturale entre une tendance intrapsychique (qui explique tous les problèmes concernant l'humain par une dynamique pulsionnelle interne) et un champ audiste. Et selon la théorie pour laquelle nous optons, nous faisons notre propre lecture (psychanalytique, économique, politique, religieuse ...) du monde. Nous pouvons essayer de fonder l'explication de l'homosexualité par le biais de facteurs biologiques, à la lumière de ce débat récurrent sur le caractère inné ou acquis de l'homosexualité. Je pense à ces recherches qui mirent en évidence un taux de testostérone inférieur à la normale au cours de la grossesse, ou bien celles qui voulurent expliquer l'homosexualité par le fait que la mère aurait vécu un stress extrêmement important 9 à 12 mois avant la conception. Il y eut aussi un certain nombre de recherches menées sur les jumeaux afin de découvrir un quelconque déterminisme biologique. Mais en ce qui concerne la position de la psychanalyse (telle que l'a élaborée Freud) vis-à-vis de l'homosexualité, il faut regarder du côté de la théorie extrêmement intéressante des pulsions que son auteur a élaboré.

Les pulsions sont des manifestations internes, présentées comme des instincts. C'est à dire une action automatique innée et orientée vers un objet, afin d'accomplir une certaine action. A l'origine de ces pulsions, Freud distinguait quatre sources différentes qu'il définissait sous le concept de stade. D'abord le stade oral (la bouche), puis anal (l'anus), et phallique (les organes génitaux) où le pénis est érigé en valeur symbolique. Ensuite une période dite de latence (le silence des pulsions) durant de 5 à 10 ans. Puis surviennent les premières manifestations organiques (règle, éjaculation), c'est le stade génital. Ce quatrième et dernier stade étant une sorte de synthèse où toutes les pulsions précédentes (orale, anale, phallique) sont mises au service du désir et de la reproduction. Par là, Freud introduit le concept de libido. Libido narcissique (auto-érotique), phase où on apprend son corps comme objet de désir (ainsi la masturbation relève de la libido narcissique), puis une fois le corps suffisamment étayé, l'individu se tourne vers des objets. On parle alors de libido d'objet. L'origine de la pulsion est le premier paramètre, la poussée de la pulsion est le deuxième paramètre. Le troisième paramètre étant l'objet de la pulsion. Le but, toujours le même, le plaisir, est le quatrième paramètre. D'où le terme de libido.

Lorsque l'on regarde la notion d'objet de la libido, on s'aperçoit que dans le développement de l'enfant, puis après dans celui de l'adolescent et de l'adulte, il y aura des objets qui vont être particuliers. Et parmi eux, il peut avoir des objets hétérosexuels et des objets homosexuels. N'oublions pas que la libido peut s'encre sur n'importe quel type d'objet afin d'obtenir du plaisir. Elle peut se centrer sur des chaussures, un sous-vêtement, un animal... tout ce que la psychiatrie désigne sous le vocable de perversion. Il est important de montrer qu'après cette libido narcissique et cette libido d'objet, s'installe un équilibre dynamique entre les deux. Car suivant notre fonctionnement, nous sommes de temps à autres narcissiques ou érotiques. Mais n'oublions pas non plus qu'à la notion de sexualité est implicitement liée celle de la reproduction. La société (mais aussi les religions) voit dans la sexualité une garantie que l'espèce continue à se perpétuer. Et c'est pourquoi la masturbation, qui n'est pas liée au processus de la reproduction, est condamnée.

Parler d'homosexualité, notamment à un homophobe, provoque de fortes réactions principalement hostiles. Ceci signifie bien que cela relève dans son appréciation sociale de l'imaginaire. Ceci dit, l'autre élément est la valeur symbolique que l'on lui prête. L'homosexualité est symbolique de la sexualité, de la libido narcissique de l'individu. Et de ces deux éléments, imaginaire et symbolique, dépendent le concept réel (tout ce que notre corps a reçu comme trace, et dont nous n'avons plus souvenir conscient). C'est grâce à ce qui détermine l'imaginaire, le symbolique et aussi l'événement de la réalité que se construit l'homosexualité. La question

intéressante du point de vue psychanalytique est de savoir pourquoi à la sortie de l'œdipe (puisque Freud voit dans cette phase une condition à l'orientation homosexuelle) on peut s'orienter vers une voie homosexuelle ou hétérosexuelle. C'est en fonction des interactions que l'on a pu avoir que l'on va avoir une trace de plaisir qui va être inscrite dans le corps. C'est cette trace de plaisir que l'on va vouloir retrouver (le Désir). Suivant que vous êtes dans des positions religieuses ou théoriques de tel courant, vous aurez par rapport au fait de savoir ce que représente pour l'individu d'avoir telle orientation (comme d'en déterminer l'origine dans l'histoire de la personne) des réponses particulières.

Jeanne FAVRET-SAADA : Alors je vais prendre quelque peu le contre-pied de ces positions anthropologiques. Cela va vous soulager un peu. J'ai la casquette (que je n'utilise plus) de psychanalyste et d'anthropologue. Il m'a été demandé d'intervenir à propos de deux articles que j'avais écrits dans la revue *ProChoix* (N° 12 et 13) traitant de l'argument anthropologique des débats relatif au PACS et à l'homoparentalité. Ceux qui sont trop fatigués pour m'écouter n'ont qu'à lire ces deux magazines, et continuer à somnoler tranquillement.

Bon sérieusement, pendant les quelques 25 ans où j'ai été psychanalyste (étant née anthropologue) j'ai vu à l'œuvre la récupération par les lacaniens (dont j'ai fait parti avant d'en démissionner) de la pensée de Levis Strauss, bien avant que ces dernières années la gauche conservatrice ne s'en empare à propos du PACS et de l'homoparentalité. C'est pourquoi je savais de quoi on parlait quand des psychanalystes et des anthropologues se sont mis à brandir les structures élémentaires de la parenté. Durant les débats parlementaires Christine Boutin brandissait la Bible pour rappeler aux homosexuels qu'ils n'avaient aucun droit, et Elisabeth Guigou citait "*les structures élémentaires de la parenté*" de Levis Strauss pour marquer les limites de ce que les homosexuels pouvaient attendre de la loi sur le PACS. Mais si Boutin s'était rappelé de ce que disait la Bible à propos de ce à quoi ont droit les homosexuels, elle ne l'aurait certainement pas brandi à l'Assemblée. Elle essaye de se faire passer pour quelqu'un qui a des convictions fermes sans être pas fanatique. Je n'ai jamais compris à quoi ce bouquin pouvait servir à la garde des sceaux qui s'est auto-promue garante de l'ordre symbolique, puisque s'il exclut les homosexuels de l'ordre symbolique, alors pourquoi madame Guigou et le gouvernement socialiste les y font entrer par une petite porte avec le PACS ?

C'est en 1949 que paraît cet ouvrage ("*les structures élémentaires de la parenté*"), Levis Strauss venait de passer une partie de la guerre aux Etats-Unis afin de fuir la Shoah. Il voulait alors arracher la pensée anthropologique aux théories biologiques de la société. Il craignait que l'anthropologie devienne une sociobiologie. D'autant que l'on venait de voir de près les théories raciales du régime nazi. Levis Strauss était socialiste, ce qui à l'époque signifiait quelque chose. Il a donc monté une espèce de fiction philosophique dans laquelle ce qu'il appelle la culture (c'est à dire l'état de société) surgit d'un seul coup en s'arrachant à ce qu'il nommait la nature. C'était pour lui un moment non pas historique mais logique, où les groupes humains s'imposent mutuellement les uns aux autres d'échanger leurs femmes plutôt que de se les garder pour eux seuls. De là l'institution des règles de la parenté et celles relatives à l'alliance matrimoniale particulière à chaque groupe humain. Ayant constaté qu'à l'intérieur de tous les groupes il existait une interdiction des alliances entre certains degrés de parenté, il a appelé la règle de la prohibition de l'inceste (qui contrairement à ce que l'on croit, n'interdit pas que qui que ce soit copule avec qui que ce soit, mais qu'il l'épouse). Le système familial français convient tout à fait à cette définition.

Aujourd'hui pour les homos, ce genre d'idée sur la distance infinie entre nature et culture, produite par l'institution de règles de parentés et d'alliances matrimoniales, semble assez réactionnaire. Mais si aujourd'hui cela nous paraît tellement réactionnaire, c'est parce que d'autres ont fait le travail de critiquer la pensée de Levis Strauss. Notamment Viel Rubine (anthropologue américaine). Et depuis 25 ans la critique féministe américaine en particulier derrière Viel Rubine, a objecté qui pesait aux fondements de l'état de société deux inégalités très fortes. Une entre les sexualités, puisque le mariage ne se conçoit qu'hétérosexuel (sinon on est dans l'ordre de la barbarie, de l'animalité), et une autre inégalité entre les sexes, puisque l'alliance matrimoniale chez Levis Strauss consiste en ce que des groupes d'hommes échangent des femmes (les femmes n'étant que des objets que les hommes échangent). C'est ce qui crée du lien social, ce qui désigne cette humanité à peine sortie de l'animalité. Dans cette conception, les homosexuels et les femmes paient le prix fort pour l'accès de l'espèce humaine à la culture. Ils paient à travers la contrainte à l'hétérosexualité, au mariage et de la reproduction forcée pour les femmes. Levis Strauss ne s'est jamais défendu face à ces objections, sauf longtemps après pour dire qu'il en avait assez de répondre. Il expliqua par ailleurs qu'il regrettait d'avoir produit cette fiction du passage de l'état de nature à l'état de culture. Hélas pour Levis Strauss, l'introduction et la conclusion des "*structures élémentaires de la parenté*" (partie de l'ouvrage où se situent ses idées catastrophiques) sont les seuls passages qui sont passés dans la culture moyenne. Par exemple celle de Madame Guigou, garde des Sceaux. Les candidats à l'ENA connaissent tous le coup du passage de la nature à la culture (qui fait moins de six pages sur près de 700), et par la suite le ressort histoire de donner l'impression qu'ils sont cultivés. Pour les anthropologues, le livre de Levis Strauss,

c'est surtout toutes les autres pages, celle où il parle des systèmes d'alliance. L'autre malheur de Levis Strauss, c'est qu'il a fait élire pour lui succéder au Collège de France une de ses élèves qui s'est mis en tête d'influer sur les débats de société. Françoise Héritier est devenue membre du comité d'éthique, elle s'est battue contre le PACS. Elle pris position contre l'homoparentalité au nom de la science anthropologique, argumentant sur le fait (selon elle) qu'aucune société humaine n'ayant jamais accepté une chose de ce genre, il y aurait une impossibilité anthropologique, et ainsi l'égalité de droit de l'homosexualité avec les formes hétéro-sociales d'alliance et de parenté n'existe pas. Sur ce point elle a raison, dans le sens où ce que nous demandons sous cette forme n'existe pas dans l'herbier anthropologique. Mais ceci n'empêche pas d'y réfléchir, car il montre l'immense constante des sociétés humaines en matière de filiation, d'alliance et de parenté. Il montre que non seulement les sociétés proposent des solutions très variées à ces questions (traitant en fait de leur survie), mais qu'elles changent. Ainsi lorsqu'on nous oppose l'impossibilité anthropologique de nos revendications, qu'on nous accuse de vouloir ruiner les fondements de la culture occidentale, on peut au moins répondre que nous ne sommes pas face à une impossibilité anthropologique. Pour la simple raison que des couples homoparentaux, que des couples homosexuels (gays et/ou lesbiens) existent déjà. Même si la reconnaissance juridique leur est interdite, bien qu'ils disposent de certains genres de reconnaissance sociale.

Alors quelles conséquences cela peut avoir pour la discipline anthropologique ? Au lieu de partir d'idées générales (genre ordre symbolique), il faut partir du fait que plusieurs formes d'homoparentalité et autres formes de mariage homosexuel existent déjà dans des sociétés comme les nôtres. Que ce soit avec ou sans statut légal. C'est pourquoi la science anthropologique doit partir de ce qui se pratique et pas de ce qu'on pense d'une théorie fumeuse datant de 1949. Il faut donc refuser de débattre avec Françoise Héritier ou avec d'autres personnes sur la possibilité de ces nouvelles formes de parentés et d'alliances, puisqu'elles existent. Le problème est plutôt de celui de leur existence légale. Françoise Héritier travaille à frapper ces formes d'alliance d'inexistence juridique, pour ensuite dire l'impossibilité de la chose. C'est un peu comme les lois anti-juives qui interdisant aux juifs d'exercer telles professions, faisaient dire à certains que la seule chose qu'ils savaient faire c'est d'être banquier. Ceci dit, constater une inexistence juridique n'est pas la même chose que de constater une inexistence dans les faits. Et c'est bien ceci que l'anthropologie doit commencer par enregistrer.

Dans le cas du refus d'un statut légal au nom du fondement anthropologique de nos sociétés, les chercheurs de terrain vont avoir ou ont déjà (même si peu d'entre eux s'intéressent à ces questions, y compris les rares qui travaillent sur les couples homoparentaux) de nouveaux problèmes à traiter. Par exemple, l'ordre symbolique s'est-il effondré à Hawaii (patrie provisoire du mariage homosexuel) et en Hollande où l'homoparentalité est admise ? Ou encore de savoir à quoi cela se reconnaît quand l'ordre symbolique s'est effondré (et comment décrire un tel phénomène), ou encore de savoir s'il existe des différences entre la situation à Hawaii et celle de la France (où grâce à Dieu de telles choses sont interdites) ? La question n'est pas de savoir si l'homoparentalité ainsi que le mariage homosexuel peuvent ou non s'inscrire dans l'anthropologie ou la psychanalyse (telle qu'elles sont aujourd'hui), puisque bien évidemment ils ne le peuvent pas. Mais c'est un problème qui ne concerne qu'elles seules, et non pas les homosexuels (qui ont juste besoin de plus de justice). Elles doivent de toute urgence repenser leurs fondements théoriques.

Marie-Jo TABOADA : Contrairement à ma camarade, je ne vais pas m'intéresser aux fondements théoriques. Je vais me taire parce que je suis psychanalyste (j'en suis très heureuse, c'est un bien joli métier) et aussi parce que j'ai pris l'intitulé du forum au pied de la lettre : les théories psychanalytiques sur l'homosexualité. Ceci n'avait pas pour objectif de montrer comment un corps particulier (les psychanalystes) a essayé de créer un objet (l'homosexualité). Ils n'ont pas réussi. Les psychanalystes comme les mathématiciens, les plombiers et les menuisiers sont traversés par l'idéologie dominante. Et il n'y a aucune raison pour qu'ils ne soient pas eux aussi soumis à ces forces sociales, culturelles et politiques de l'instant. Si la psychanalyse a dit à ce sujet des choses parfois intéressantes, les psychanalystes ont été, je dois le dire à ma grande honte, beaucoup moins brillants. Si Freud a débattu sur la question, il fut très rapidement mis en minorité par ses petits camarades qui lui demandèrent de se taire, argumentant que les homosexuels n'étaient pas fréquentables (quand il ne disait absolument pas ça). Il s'est tu (il n'aurait pas du) et ainsi quelques 50 ans plus tard, la situation n'a pas beaucoup avancé. Jusqu'à l'arrivée de Monsieur Lacan. On peut être ou non d'accord avec lui, mais il faut reconnaître que c'est le premier psychanalyste qui, par exemple a reconnu le droit aux homosexuels d'être psychanalyste. On peut au moins lui rendre ça. Mais sur ses théories, le débat est ouvert. Nous avons le droit de critiquer ou de protester, d'autant que la parole des psychanalystes n'est pas inscrite dans le marbre. Après l'exposé que Jeanne nous a fait, je me dis que la vraie question est bien celle de l'intitulé de ce forum. La position d'expert pour un psychanalyste est extrêmement perverse. On ne peut pas être psychanalyste et expert, c'est quelque chose qui ne tient pas la route. Jeanne nous a aussi exposé la question du discours anthropologique. On peut avoir un discours psychanalytique, juridique, sociologique ou autre, mais la question qui m'intéresse est celle de la position de l'expert, de la validité de sa parole, et de l'utilisation par les politiques de cette parole.

Prenons le cas de Françoise Héritier qui écrit que l'on ne trouve pas d'exemple de mariage homosexuel et d'homoparentalité. Ce qui me turlupine, c'est l'utilisation que va faire le politique de la parole du psychologue. Car ce n'est pas parce qu'il n'y a jamais eu de mariage homosexuel dans les îles Machin ou ailleurs, qu'il ne faut pas décider qu'il y en aura jamais. Je dirais même que la question que l'on doit poser, c'est pourquoi le politique utilise comme cache-sexe le discours scientifique pour prendre ou ne pas prendre une décision. En tant que psychanalyste, je peux avoir des positions sur le caractère juste ou injuste de telle ou telle question, sur ce que moi Marie Jo Taboada j'en pense, mais je ne vois pas pourquoi les politiques devraient utiliser mon discours pour défendre leur propre position. Pourtant c'est ce que nous voyons, alternant les experts afin d'avoir des réponses et des avis en accord avec la politique qu'ils vont décider d'avoir.

Il se trouve que je travaille dans un domaine qui n'a pas grand-chose à voir avec vos soucis. Depuis maintenant près de 24 ans je m'occupe de toxicomanie (et de toxicomanes). En la matière il y a une loi (dite loi de 70) et quelle n'est pas ma perplexité quand les juristes font des rappels à la loi au nom de théories psychanalytiques. Tous les magistrats seraient donc devenus psychanalystes ? Quelle aubaine ! On confond la loi (avec un grand L) symbolique que nous utilisons comme outil de penser quelque chose, avec la petite loi qui est votée au Parlement. Je dois dire que je ne suis pas surprise de l'absence de mes collègues, parce que l'utilisation distordue ou pervertie des phrases que nous pouvons prononcer sont extrêmement désobligeantes. Mais sauf à être masochiste, ce n'est pas trop ce que l'on recherche.

Une question formulée précédemment m'a interpellée, m'a frappé l'oreille. Celle d'une jeune femme qui faisait appel à témoignage pour la question de l'expertise au sujet des tutelles. C'est une question qui m'intéresse, car en tant que psychiatre je peux être amené à rédiger un certificat de demande de tutelle. La question concernait des personnes homosexuelles ayant été mis abusivement sous tutelle principalement par les parents. Question extrêmement grave, au niveau juridique et au niveau éthique. Dans le cadre de mon exercice de psychiatre, il se trouve que j'ai eu à rencontrer une dame (maintenant d'un certain âge) un peu folle. Le travail avec elle a consisté à ce qu'elle ne finisse pas avec des neuroleptiques ou à l'asile, que sa folie ne soit qu'une sorte d'extravagance. Les fous ont aussi une place parmi nous, il faut qu'on leur fasse une petite place. Bref cette dame, extravagante, était amoureuse d'une autre dame.....

X : De la part d'une psychiatre dire totalement folle, je trouve cela d'une démagogie de première. Une psychiatrie à la mort-moi-l'noeud...

Je ne mords pas, ne vous inquiétez pas.

X : Dans le domaine de la psychiatrie, entendre dire quelqu'un est complètement folle....

Alors cette remarque tombe vraiment très bien. Il se trouve que ces personnes sont celles avec lesquelles je parle le plus, 8 heures par jour. Si je n'avais pas un minimum d'amitié pour ces personnes, et si je n'étais pas excédée par le fait que l'on est en train de faire des exclus parmi les exclus, cela me semblerait totalement insupportable. Cette dame était certes assez folle, mais tout à fait bien. Avoir des problèmes psychiques n'est pas un vice ou une tare, c'est une façon d'être dans le monde. Je continue l'histoire de cette dame. Il se trouve que suite à quelques événements familiaux elle a hérité d'une somme réellement considérable, alors qu'elle était titulaire d'une Allocation d'Adulte Handicapée (du fait de son incapacité sociale à travailler). Etant donné ses difficultés sociales, je me suis posé la question de la tutelle et je lui ai demandé son avis sur la question de la tutelle. Je lui ai demandé si elle se sentait en mesure de faire face et de gérer une somme importante. Passer de l'allocation d'Adulte Handicapé à plusieurs millions, ce n'est pas évident. Pour elle comme pour d'autres. Elle n'a pas voulu de cette tutelle. Mais par rapport à la question de l'expertise, la question est la manière dont on analyse une situation donnée. Dans le cas où elle aurait accepté, cette tutelle aurait-elle été interprétée comme étant abusive parce qu'elle était homosexuelle et qu'elle risquait de dépenser l'argent avec sa copine ou bien parce que du fait de son enclavement social elle risquait d'être dépouillée par d'autres personnes ?

Et quel est le sujet exact et précis de l'expertise que l'on vous demande ? Il faut définir très exactement ce que recouvre la question, de la part de celui qui pose la question, comme de la part de celui qui y répond. Il est important, et même nécessaire d'en définir précisément la teneur. En tant que psychanalyste, la position d'expert n'est pas tenable parce que ce que nous avons à entendre, et parfois ce que nous avons à dire est dans le meilleur des cas parfaitement dérisoire, en dehors du cabinet. Parce que le travail se fait sur des objets tellement banals, quotidiens, des objets qui n'ont de sens que pour celui qui est là, pour le patient, qu'il ne peut intéresser un débat d'envergure nationale. C'est pourquoi dans ce débat sur le PACS et sur l'homoparentalité, je trouve très intéressant le fait d'avoir appelé à la rescousse les psychanalystes (alors qu'à l'heure actuelle, ils ne sont pas très aimés). Je suis aussi très étonnée par la facilité avec laquelle ils ont répondu. Je suis également étonnée de l'utilisation qui est faite de concepts qui par ailleurs peuvent avoir leur intérêt, mais en aucun cas valeur de vérité sociale ou politique. Parce que les uns et les autres ne se situent pas dans le même registre de pensée. Merci.

X : Je voulais savoir ce qu'il en était de l'évolution de ces fameuses théories. Vous avez eu raison de dire qu'il y a eu des choses remarquables en la matière, que Freud a été pratiquement le seul, que depuis il n'y a plus rien, que nous avons utilisé leurs théories perverses pour écraser l'ensemble des homosexuels en les envoyant en psychanalyse ou vers des médecins. Là très bien, nous sommes en 1900, mais depuis que se passe-t-il ? Maintenant que les homosexuels sortent et disent un certain nombre de choses, que les femmes ont montré comment elles étaient capables d'interroger les rôles d'hommes et de femmes, on aimerait maintenant savoir ce qui se passe.

Joël de Martino : Lorsqu'on me demande qu'elle est la raison psychanalytique pour laquelle quelqu'un devient homosexuel, je dis que je n'en sais rien. L'intérêt de la théorie lacanienne (c'est pourquoi elle a provoqué bien des remous) c'est d'avoir porté le débat non pas sur la signification mais sur le sens des choses. L'homosexualité peut avoir une définition linguistique, politique, mais il ne peut pas y avoir de science du sujet. Le sujet, concept que Lacan a introduit dans le champ théorique, ne désigne pas le sujet au sens d'un sujet d'expérience, mais celui de l'émergence dans l'histoire individuelle de la personne de ce qui fait sens pour lui. Pour chacun et chacune, le rapport à l'homosexualité est absolument unique. Ramener le sens des choses est ce qui m'a plu dans sa théorie. J'ai envie de dire, en tout cas pour le courant lacanien (car ce n'est pas une idée totalement partagée) que l'homosexualité ne peut se comprendre que dans la trajectoire individuelle, émotionnelle, interactionnelle et sociale dans laquelle l'individu a plongé. D'où la nécessité d'une analyse au cours de laquelle l'analyste va retrouver toutes les traces qui apporteront la réponse du pourquoi de la nature de la personne.

Jeanne Favret-Saada : Vous avez déclaré que Lacan avait permis aux homosexuels d'être psychanalyste. Peut-être que sa théorie en principe le permet, mais en 1977 (au moment où j'ai viré ma cuti), alors que je faisais partie de la crème de la psychanalyse pensante lacanienne, j'ai questionné quelques têtes de l'école freudienne en leur demandant ce qu'il convenait de faire avec tous les homosexuels que nous avions en analyse si certains d'entre eux souhaitaient devenir thérapeute. Tous m'ont répondu que c'était impossible.

X : Il me semble qu'il y a non pas un rejet, mais une méfiance à l'égard de l'homosexualité dans l'inter-jugement psychanalytique et spécialement lacanien, même si les lacaniens ont opéré un retour à Freud. Pour le psychanalyste lacanien, au départ l'homosexuel n'est pas un sujet, c'est un pervers. Le pervers est quelqu'un qui n'assumant pas sa position de sujet préfère la position d'objet. L'homosexuel dans la psychanalyse lacanienne est quelqu'un qui résiste à la position de sujet. Aussi la psychanalyse s'occupera de transformer ce pervers en névrosé (la névrose étant la rencontre problématique de l'autre sexe). Arrêtons de croire qu'il y a massivement au sein du courant lacanien ou dans les écrits de Lacan quelque chose qui permet à l'homosexuel d'être un sujet à part entière, alors qu'il est pensé comme objet problématique. Il existe en filigrane de la pensée de Lacan une pensée plus ou moins subversive par rapport à l'homosexualité, notamment quand Lacan parlant du sujet homosexuel montre que tout sujet est le fruit du discours de l'autre. De cela l'homosexualité peut se nourrir pour trouver une pensée subversive.

X : Je voudrais d'abord remercier les deux dames en rose d'avoir parlé de la folie, et le monsieur d'avoir parlé de la pratique des objets. Mais je voudrais savoir ce que l'on attend pour s'interroger sur le lien entre homosexualité et folie dont on entend parfois parler.

Marie-Jo Taboada : Ce qui me turlupine de la part de mes collègues (quelles que soient les écoles et la richesse des conversations privées), c'est que personne ne veut discuter de l'homosexualité, comme si s'exposer à la réflexion voir à la contestation était tabou. On va élaborer des théories, des hypothèses (dont la validité est discutable), mais si on ne les confronte pas à celles du voisin, on n'avancera pas. Il y a chez les psychanalystes une sorte de terreur à affronter le fait homosexuel. Encore aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de publier un article traitant de ce sujet, plus personne n'a de stylo. Quel est donc le danger (j'imagine professionnel) à exposer des idées comme des réflexions sur la question de l'homosexualité ? Effectivement, cela n'a pas beaucoup avancé quelle que soit l'époque. Quant à la question de la folie, je ne me vois pas faire

un rapport d'identité, c'est à dire d'un rapport de conséquence de l'un à l'autre. Parce qu'ils ne se recouvrent pas. Il n'y a pas de lien organique, intrinsèque, structurel entre un événement et l'autre. Toutes les configurations sont possibles, mais je ne fais pas de lien entre les deux. Je reprends mon exemple de cette dame, ses problèmes psychiques n'avaient strictement rien à voir avec son homosexualité, et la raison pour laquelle je l'avais comme patiente relevait d'une toute autre histoire.

X : En Belgique quand une information sur l'homosexualité est publiée, cela se passe toujours bien. Sauf quand l'homoparentalité est abordée. On entend alors comment un enfant peut être élevé normalement s'il n'a pas un père et une mère, parce que Freud le dit... Personnellement je ne sais pas trop quoi répondre. Une fois, une psychanalyste m'est même rentrée dedans. Je n'ai pas très bien compris ce qu'elle me disait, mais il m'a semblé que Freud le disait. Enfin bref, je n'y comprenais rien parce que je ne connais pas vraiment Freud, et je n'ai pas envie de connaître.

X : Je voudrais revenir sur l'intervention relative à l'expertise. Ce recours aux experts dans les médias est quelque chose de dramatique pour la société en général. En quoi la question qui a été posée à la psychanalyse concerne l'expertise ? Les questions que nous vous adressons sont des questions que l'on vous adresse en tant qu'expert. Parce qu'au niveau de ce qui nous a été renvoyé, il me semble que nous avons tous une responsabilité individuelle dans ce que nous avons à inventer, à créer. On balance Freud, mais il n'a jamais rien dit que l'idée que nous avons quelque chose en nous que l'on ne connaît pas, que l'on soit hétéro ou homo. Et à propos de l'homoparentalité, nous avons là aussi à inventer des choses. Qu'est ce qui fait que nous soyons sans cesse proscrits d'emblée par cette dimension oppressive ? Je n'arrive pas à comprendre pourquoi on s'embête à questionner les psy comme des experts.

X : Certes, mais on devrait surtout s'interroger sur les discours psychanalytiques plutôt que sur la question de la théorie de Freud ou sur celle de Lacan. Tout à l'heure, à la tribune, il a été question du constructivisme et des nouvelles théories, pourquoi ne pas avoir parlé de ceux qui reprennent l'ensemble des théories psychanalytiques du point de vue critique ? On ne peut pas dire que la psychanalyse est indispensable, on peut dire que l'on peut la voir du point de vue de la perversion, du point de vue gay et lesbien.

X : D'après tout ce que j'ai entendu là, j'en déduis qu'il y a différents concepts comme celui de sujet. Mais est-ce que ceux qui s'en servent sont réellement animés d'un esprit de recherche ? Après tout, on vous dit voilà c'est comme ça, il y a le sujet, il y a l'objet, et puis c'est tout. Un peu comme en religion. Mais qu'en est-il de l'esprit de recherche ? Je ne sais pas, mais par exemple l'amour est-ce juste un objet, un sujet ?

Joël de Martino : A propos de la définition du sujet, Lacan affirme qu'il n'y a pas de science du sujet. Lorsqu'il utilise cette formule, il utilise le terme de science dans le sens d'une série d'observations différentes dans des contextes différents permettant de dégager une généralisation. De ce que dit Lacan à propos du sujet, on ne peut pas en tirer une science dans la mesure où pour chaque individu quel que soit le problème sur lequel il interroge aura une réponse unique. L'important est de savoir quel est le sens que le problème qu'il pose à l'autre a pour lui, à un moment donné. Mais la question de la science est bien là, et c'est ce qui m'a aussi séduit chez Lacan. Les successeurs de Freud avaient dit qu'il devrait avoir la même explication pour toute personne qui avait peur du loup, mais en fait le loup va avoir une fonction de code pour chacun, suivant l'histoire qui le lie à cela.

X : Je voudrais lire quelque chose. Je lis. *"Pouvons nous encore considérer l'homosexualité comme une perversion, et peut-on continuer contrairement à l'évolution des sociétés occidentales, à exclure les homosexuels du métier de psychanalyste comme cela se fait encore officieusement au sein de certaines associations ? Dans le même ordre d'idée, ne faudrait-il pas réfléchir à la manière dont la psychanalyse devrait prendre en compte le statut de l'enfant et les nouvelles formes d'organisations familiales qui existent d'or et déjà, et qui sont souvent réprouvées par bon nombre de praticiens (co-parentalité, homoparentalité, procréation artificielle) ?"*. C'est l'une des questions qui a été posée à l'ouverture des Etats Généraux de la psychanalyse qui ont eu lieu début juillet à Paris. Et c'est Elisabeth Roudinesco (lesbienne psychanalyste) qui, parmi les quatre propositions qu'elle posait en introduction, en a parlé. C'est étonnant d'entendre encore aujourd'hui que l'homosexualité peut être considérée comme une perversion. Je croyais qu'en Occident ce n'était plus considéré comme une maladie. Quant à la question de l'homoparentalité, il serait intéressant de savoir ce que la psychanalyse officielle en a dit durant ces Etats Généraux.

Marie-Jo Taboada : Je ne pourrais pas répondre avec précision parce que je n'ai pas assisté à ces Etats Généraux. La psychanalyse bien évidemment, et plus particulièrement les psychanalystes s'intéressent à tout ce que les personnes qui viennent les consulter leur racontent. Et parmi ces choses, il peut y avoir l'homosexualité, la question de la parentalité homosexuelle (multiple ou différente). Il se trouve que les psychanalystes, comme les autres, ont certaines lenteurs. C'est pareil pour ce qui concerne la question de la procréation médicalement assistée, c'est un sujet qui nous passionne. Simplement, le temps objectif de cette question est que le premier enfant né ainsi (une petite fille) a aujourd'hui seulement 20 ans. Je ne lui souhaite pas d'être sur un divan à 20 ans, c'est tôt. Personne n'a pu entendre cette jeune fille. Pour élaborer une théorie, il est nécessaire que des gens racontent des choses qui les concernent personnellement. Sans cela, nous faisons de la théorie abstraite, ce que justement vous reprochez aux psychanalystes.

Tant que ces personnes ne viennent pas apporter leurs questionnements, il ne peut y avoir de réel travail. La petite Amandine se porte peut-être comme un charme et n'ira jamais voir un psy (comme 80% de la population). Peut-être qu'elle ira en voir un, non pas parce qu'elle est un bébé éprouvette mais peut-être parce qu'elle a eu peur d'un loup lorsqu'elle avait cinq ans, ou peut-être parce qu'elle est un bébé éprouvette. Nous n'en savons rien à l'avance. On ne peut donc pas nous demander d'écrire la musique avant d'avoir les notes. Hors les notes, c'est vous qui nous les donnez. Tant que les personnes ne sont pas venues, nous ne faisons que des constructions abstraites qui courent alors le risque d'être traversées par l'idéologie dominante, à laquelle nous sommes soumis. Il faut que les gens viennent nous raconter des histoires pour que nous puissions questionner.

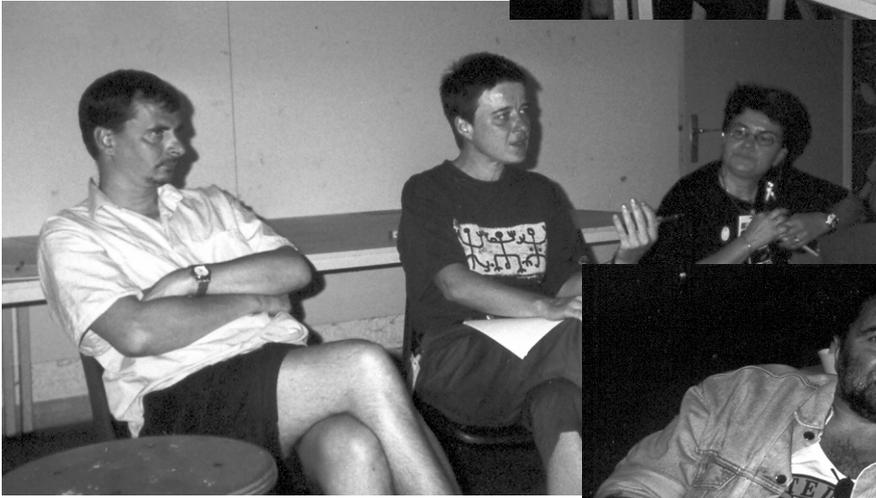
Jeanne Favret-Saada : Avant que je vire lesbienne, je ne pensais pas que l'homosexualité était une maladie ou une perversion, d'autant qu'il y en avait un certain nombre parmi mes patients. Puis lorsque je le suis devenue, évidemment je n'ai pas fait de déclaration à ce sujet. Néanmoins cela s'est su extrêmement vite. Et ce qui m'a littéralement stupéfaite, c'est qu'à partir du moment où mes patients pensaient que je pouvais l'entendre, ils me parlèrent de l'oppression dont ils étaient victimes. Avant ils me parlaient de papa et de maman. Et en moins de six mois, je n'ai pratiquement entendu parlé de ça. Alors quand j'entends qu'il faut que l'on leur donne du grain à moudre à ces braves psychanalystes, je suis un peu septique. Les psychanalystes peuvent toujours raconter qu'ils écoutent leur patient, mais on constate qu'ils ne parlent pas des gays et des lesbiennes.

X : Je voudrais savoir ce que vous pensez de l'hypothèse, souvent entendue, qui affirme que lorsque c'est le papa qui porte la culotte le petit garçon devient forcément hétérosexuel, alors que lorsque c'est maman qui représente l'autorité il devient forcément homosexuel. D'autre part, je voudrais que l'on explique pourquoi il y a plus d'hétérosexuels que d'homosexuels. Comme les féministes le font remarquer, c'est 50% d'hommes et 50% de femmes, alors après tout pourquoi il n'y aurait pas 50% d'homosexuels ?

Marie-Jo Taboada : Vous avez échappé au pire, à la perversion, à la toxicomanie, à la schizophrénie. Et à partir du moment où les mamans sont un petit peu plus solides que les papas, c'est fou ce qui peut arriver aux jeunes gens et jeunes filles. Vous avez eu du bol.

X : Aux Etats Généraux de la psychanalyse il y avait un nombre extraordinaire de contributions. Ceci montre que la psychanalyse n'est pas un terrain homogène. Loin de là. Il existe des psychanalystes qui ne sont pas homophobes, qui travaillent sur la question de l'homosexualité (pas en tant que maladie). La perversion ne veut pas dire que l'on est malade, c'est une façon de nommer les choses. Le problème, c'est qu'au niveau médiatique on a utilisé ce discours de façon homophobe. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, la psychanalyse est profondément subversive. Freud a été le premier à parler de l'homosexualité présente en tout à chacun. Au niveau de la psychanalyse, le discours officiel est un discours aux prises avec les idéologies au pouvoir, même si des psychanalystes continuent de travailler de façon subversive. Mais ceux là ne parlent pas, ils ne sont pas interrogés par le pouvoir médiatique ou politique. Il n'empêche que ces gens sont capables d'accueillir les gens dans toute leur pluralité, dans toute leur différence.

Thierry RUIZ : Nous allons clore ici ce débat, et on prend rendez-vous l'année prochaine pour voir comment cela évolue. Merci à tous et à toutes.



Pierre Seel : Contrairement à ce qui se passe maintenant, l'amour entre Jean et moi (en 1941) était un amour clandestin. Aujourd'hui les jeunes ont la chance de pouvoir crier leur amour, leur sexualité. Ce qui est radicalement différent des années d'avant-guerre. C'était alors très mal vu par la famille, la religion, l'entourage. Un jour, nous nous sommes rendu compte que nous étions surveillés depuis le lycée. Et lorsque la guerre est venue, c'est la police française qui nous surveilla. Aujourd'hui nous sommes peut-être fichés, mais tant que nous ne sommes pas des criminels nous ne risquons pas grand chose, ce qui n'était aucunement le cas en 1941 avec le code pénal allemand que subissait l'Alsace et la Moselle. Aujourd'hui, il existe des boîtes de nuit, des backrooms, à l'époque il n'y avait que les toilettes publiques.

Entre le domicile de mes parents et le lycée, il y avait une pissotière qui était un point de rencontre. Quand j'y repense maintenant j'ai un peu la nausée, c'était quand même un peu glauque. Est-ce parce que j'étais le plus faible parmi tous ces garçons (j'avais 17 ans), mais un de ceux que l'on appelait truqueurs, genre faux-pédés, bref un voyou m'a arraché ma montre de communion (offerte par une des mes tantes qui était également ma marraine) qui était donc un cadeau précieux. J'ai alors crié au secours, tout le monde s'est envolé. Je me suis retrouvé seul. Et quand je suis allé raconter cette histoire, le commissaire qui me connaissait très bien (ainsi que mes parents), après lui avoir expliqué où cela s'était passé, s'est exclamé "si papa savait". Je compris que je venais d'avouer mon homosexualité à la police française. Paradoxalement, cela m'a servi par la suite car quand les nazis tombèrent sur ma fiche, n'ayant rien à avouer, cela m'a valu moins de torture que d'autres. Il n'en reste pas moins que ce fut un moment terrible.

Les troupes nazies arrivèrent à Mulhouse, avec tout ce que cela comportait comme changements et comme terreur. Par exemple, je n'ai pas pu continuer mes études, ainsi que mon ami. Un soir que je rentrais chez moi, ma mère m'apprend que j'étais convoqué le lendemain à la Gestapo. Je n'étais pas seul dans ce cas, car le même jour nous étions au total 12 homosexuels (tous fichés) à être convoqués. Ce fut 13 jours de tortures. Par exemple nous étions à genoux et avec des règles en bois qu'ils avaient brisées en 3 ou 4, ils nous labourèrent l'anus. Il y avait du sang partout. Sur la liste (que détenait la Gestapo) de tous les homosexuels notables de Mulhouse figurait l'ensemble du cercle d'étudiants dont Jean et moi-même faisons partie, avec en tête l'aumônier. Sur cette liste était également marqué le nom de l'un de mes frères. Nous n'avons ni cédé aux tortures, ni parlé. Et c'est grâce à notre silence qu'ils purent continuer de vivre, qu'ils purent ne pas aller au camp de concentration. En somme, c'est Jean et moi qui avons payé pour les autres. Je le dis sans méchanceté, sans haine ni rancune.

Le douloureux problème de l'homophobie

En 1994, c'est la parution de mon livre, et c'est bien l'homophobie qui m'a encouragé à témoigner. J'aurais pu vivre tranquillement de ma retraite (je suis pensionné de guerre pour invalidité, et non pour déportation), ce qui représente dans les 5000 Frs par mois, mais en tant que victime (je n'aime pas ce mot) du nazisme, la peur d'un possible retour du fascisme m'a donné le courage nécessaire de témoigner. A chaque fois que je pose des fleurs à un monument aux morts, surtout le jour de la déportation, il y a toujours quelqu'un pour se moquer de la couronne et du triangle rose. Il y a du fascisme dans l'air. L'homophobie des fascistes d'aujourd'hui, il me semble qu'elle s'explique par le fait non pas que nous soyons homosexuels, mais plutôt parce qu'ils sont pareils à leurs prédécesseurs. Personnellement, j'aurais toujours du mal à comprendre qu'il y ait des gens qui nous détestent à ce point. Je dis "nous" parce que je me considère comme tel (même si on n'est jamais homo à plein temps). J'ai la chance d'être soutenu par mon ami qui depuis mon divorce s'occupe de mes affaires. Et je continue mon combat, je continue de témoigner parce qu'il m'arrive de penser que demain je pourrais à nouveau être emprisonné. Il suffit d'un renversement de régime. Nos gouvernants ont en leurs mains tous les pouvoirs, plus qu'ils n'en ont jamais eu. Et si demain, il leur prenait l'envie de devenir fasciste, les homosexuels seront les premiers visés.

Avec tout ce que j'ai vécu, je ne devrais pas avoir peur et être blindé, mais un de mes neveux quand il entendit que je commençais à parler de ma déportation a écrit *"être pédé c'est déjà une tare, ramener sa gueule c'est une connerie, réclamer un statut c'est de la folie, alors que faut-il faire me direz vous ? Et bien cela est fort simple, garder le silence et prier, lutter si possible contre ses pulsions sexuelles anormales, et demander l'aide du ciel"*. Un de mes frères m'a dernièrement écrit *"Au soir de la vie, à l'heure de l'espérance chrétienne, prière du troisième âge"* genre ferme ta gueule ou meurs. Ce sont des courriers atroces. C'est essayer de me décourager en me disant que je continue

de vivre dans le péché, d'autant plus que je vis avec un garçon. Et on m'envoie des images de St Michel. Il faut avoir présent à l'esprit le rôle d'une certaine église dans ce que nous vivons en terme d'homophobie. Toujours dans le même style, le 26 juin dernier, j'ai encore reçu un message disant "*La sainte Vierge te prendra dans ses bras maternels, car tu es son fils bien-aimé*". Lorsque je reçois des trucs pareils, cela ne me révolte pas, cela m'attriste, cela me fait mal. Mais plutôt que de déchirer ces lettres, j'ai choisi d'en parler parce qu'il est important et même nécessaire que cela se sache. D'autant que je suis persuadé de ne pas être le seul à subir un tel sort, à être victime de ces attaques fomentées par la religion.

L'ancien archevêque de Toulouse m'a déjà reçu officiellement, alors que l'évêque actuel refuse toujours de le faire. J'ai comme l'impression qu'il ne doit pas aimer les homosexuels. Les juifs par exemple m'ont déjà invité, l'un des membres de la communauté israélite de Strasbourg a organisé une cérémonie intense en invitant l'ensemble des rescapés du camp. Il y avait des juifs, des gitans et j'étais le seul homosexuel. Ce fut un moment important de souvenirs et de respect.

La première fois où je suis venu à Strasbourg c'est Catherine Trautmann qui m'a accueilli (à cette occasion je lui ai offert mon livre), la seconde fois alors que je venais en tant que déporté puisque je venais d'en avoir le titre, elle salua l'ensemble des déportés présents sauf qu'une fois arrivée à mon niveau, elle fit une pirouette et ne me serra pas la main. Invitée par *Aides* à Nancy, je racontais cette histoire qui naturellement fit un certain bruit. Entre temps, Catherine Trautmann était devenue ministre de la Culture, puis avait démissionné et repris la mairie. Ainsi, lors de la dernière journée nationale du Souvenir, elle était à ce titre présente parmi les officiels, et mes amis de Strasbourg ont fait pression en lui demandant d'effacer l'affront qu'elle m'avait fait, en me serrant la main. Ce qu'elle fit. Pour moi, ce geste avait valeur de reconnaissance officielle. D'autant que les journaux en parlèrent. Cependant à Nancy, lorsque j'ai raconté que Catherine Trautmann ne m'avait pas serré la main, j'ai ajouté ironiquement que l'on ne donne pas la main aux homos parce qu'il y a du sperme. C'était une boutade pour dire que malgré les circonstances, il faut toujours regarder les choses avec humour, il faut en rire. Cela aide beaucoup à supporter les choses.

L'homophobie est quelque chose qui existe, et c'est à nous qu'il appartient de faire attention. L'homophobie existe dans le travail et aussi au sein des familles. Par exemple, le père de mon ami ne le reçoit plus depuis qu'il vit avec moi. Quant au travail, mon ami est chef d'un laboratoire qui compte près de 25 employés; l'un d'eux pendant longtemps et régulièrement lui répondait "oui pédé". Lorsque je l'ai appris, j'ai pris mon bouquin sous le bras et je me suis rendu au laboratoire et j'ai demandé à voir le propriétaire. Face à lui, je lui mis le livre sous les yeux en lui demandant comment il pouvait autoriser de tels comportements injurieux. Dans le travail, combien d'homosexuels sont obligés de se cacher et de se taire ? J'ai lui ai donné mon livre à lire. Depuis l'employé homophobe a été licencié. Hier, juste avant de venir, j'ai reçu un appel téléphonique. Celui qui était au téléphone m'a dit "on n'a pas ta peau, on l'aura à Marseille". Quand je suis allé à Strasbourg, j'ai eu des croix gammées sur la porte de ma chambre. Lorsque je vois de telles choses, je suis blessé, démolé. Le pire, c'est que des pédés font parfois de telles choses, des pédés qui ne s'acceptent pas. Ils sont pires que les anti-pédés. Nous en connaissons tous. Je m'éloigne de l'objet de mon intervention, mais c'est un point qui me semble très important.

A l'occasion de mon prochain voyage à Cologne (je vais partout où il y a des mémoriaux), j'ai écrit à la mairie et à différents endroits. Je n'ai reçu de réponse que du seul du musée israélite, ils m'ont écrit "*Cher monsieur, nous vous remercions de nous avoir envoyé votre livre (je n'ai rien envoyé) qui est un témoignage très intéressant sur la condition trop souvent oubliée des homosexuels dans les camps d'extermination. Malheureusement le musée ne s'occupe que des juifs, mais nous sommes convaincus que toute forme de racisme doit être combattue*". L'homophobie peut prendre bien des formes.

Dernièrement, je suis allé à l'exposition consacrée à Anne Franck (à Toulouse). A cette occasion, le maire m'a présenté au grand rabbin en tant que victime de la déportation. Il y avait deux panneaux consacrés à la déportation homosexuelle, avec le triangle rose. Exprès, je me suis mis devant. Le grand rabbin a déclaré ne pas être au courant de la déportation homosexuelle. Maintenant des juifs m'écrivent. La roue tourne. Il faut lutter ensemble, créer des associations, militer.

Mon expérience de la déportation est quelque chose de très difficile à raconter, et longtemps cela m'a donné envie de pleurer. Aujourd'hui je suis fatigué des anti-pédés. Lorsque vous trouvez sur votre porte l'inscription "jude" ou la croix gammée, c'est un affront terrible, certainement le pire. Que cela s'adresse à mon voisin n'est déjà pas très élégant, mais à moi qui a vécu dans ma chair cette abomination, c'est carrément criminel. Même si ce n'est pas à moi en tant que personne que cela s'adresse, mais à ce que je représente. Justement, c'est cela qui me fait mal, très mal. Il faut faire très attention aux homophobes. C'est notre devoir. Aujourd'hui nous avons la liberté au niveau du sexe et de la parole, d'être ce que nous sommes. Mais il faut toujours faire attention, il y a des nostalgiques qui voudraient rouvrir les camps. Le respect, c'est tout ce que l'on demande. Alors que je voyage un peu partout en Europe, en France c'est quelque chose d'inhabituel. Peut être du fait d'une certaine ignorance. Par exemple, le triangle noir réservé aux lesbiennes fut longtemps ignoré (et continu de l'être). Mais aussi il y a un manque de communication entre les associations. Personnellement c'est quelque chose que je ne peux pas faire seul, c'est beaucoup de travail. A

Reims, alors que j'étais invité par l'association *Ex Aequo*, j'ai vécu une expérience assez instructive en la matière. La télévision était d'accord pour couvrir la cérémonie de dépôt d'une gerbe au monument aux morts (qui se trouve dans le jardin du siège de l'ancienne Gestapo). On constate, une fois arrivé sur place, que les grilles étaient fermées par ordre du maire. En plus il pleuvait. Les responsables de cette association ont immédiatement téléphoné à la Préfecture afin de demander l'autorisation de procéder au dépôt de gerbe devant la mairie, à défaut de le faire au monument aux morts. Le sous-préfet donna l'autorisation nécessaire. Vis-à-vis de la déportation et des déportés, cet incident était vexant. Ils ont porté plainte, le procès a duré 2 ans. Au final, la ville de Reims a perdu, et le maire a démissionné. Il ne faut pas accepter le manque de respect, de dialogue.

Tout ceci pour dire qu'il ne faut pas accepter l'homophobie. Kurt Krickler que j'ai rencontré lors de ma dernière visite à Berlin, m'a dit que tous les soirs il y a un groupe d'homos dans les rues de Vienne pour protester contre le gouvernement d'extrême droite. Tous les soirs des homos manifestent et montrent qu'ils existent. J'espère qu'en France nous n'en serons jamais là, mais il faut rester vigilant. La peur que nous inspirons n'est pas sexuelle mais politique. Ce sont les fascistes, les nouveaux nazis qui ne veulent pas nous souffrir. Et le fascisme se trouve dans tous les groupes extrêmes, qu'ils soient religieux ou politiques. Je ne parle même pas de Le Pen, pour ce qu'il vaut, mais ce sont ses idées qui sont dangereuses. D'autant qu'elles se sont installées dans la population. C'est pour cela qu'il y a des gens qui ne nous supportent pas. A travers ses discours haineux, il a réussi à faire admettre à beaucoup de personnes qu'il faut nous éliminer. En somme, le discours de Hitler. C'est un discours qui plaît aux intégristes, ceux qui vont à confesse tous les samedis, ceux qui veulent être "propres". Face à ce genre de discours, il faut être très vigilant.

Dans un autre registre, mais toujours sur le même sujet, il faut savoir que la pension de guerre qui m'est allouée ne l'est pas parce que j'ai été déporté homosexuel, mais parce que, suite aux blessures que m'ont infligées les nazis, j'ai le statut de "grand mutilé" et celle de "grand invalide". Ce qui représente dans les 5.000 Frs par mois. *C'est mon invalidité qui est reconnue, et pas le fait que j'ai été déporté pour homosexualité.* Par ailleurs, à travers mes différents voyages, j'ai constaté que la France est le pays où il n'existe aucun mémorial de la déportation homosexuelle. En 1996, j'ai écrit au Président de la République afin de lui demander la reconnaissance officielle de la déportation homosexuelle, par le biais d'un mémorial. Je n'ai jamais reçu la moindre réponse. A Cologne, j'ai été reçu par le maire tandis que la place de la mairie était couverte de monde qui m'applaudissaient. Cela n'a jamais été le cas en France. Ce n'est pas que je recherche les applaudissements, mais cela signifie que la déportation homosexuelle n'y est toujours pas officiellement reconnue. J'ai été très récemment (juste après la sortie de mon livre) reconnu comme déporté politique. Mais cette reconnaissance politique est le fait que sur la carte de déporté la raison de la déportation n'est pas précisée. Ainsi un juif est également un déporté politique. Durant 12 ans, le gouvernement français a refusé de sortir mon dossier, alors qu'il était en possession de tous les éléments. Et c'est par recoupement avec les investigations de Jean Le Bitoux, que je suis arrivé à avoir les documents de base nécessaires pour prouver mon histoire.

Je voudrais également vous parler rapidement du film *Paragraphe 175*.* La première mondiale a eu lieu en Amérique, la première européenne à Berlin. Par la suite j'ai demandé aux réalisateurs que ce film passe à Paris ou à Strasbourg. Aux dernières nouvelles, ils sont en discussion avec Arte. Ce film est à travers l'Europe l'interview de plusieurs déportés pour homosexualité (deux allemands, deux hollandais, deux polonais et moi-même).

Ma libération

Je cite un passage de mon livre : *"Novembre 41, le rythme infernal du camp est répétitif, ponctué de brimades incessantes. Il s'était installé depuis longtemps dans mon corps, dans ma tête. Rien ne se passait si ce n'était que le cycle quotidien d'atrocités tranquillement programmées par les SS. L'automne avait succédé à l'été, la forêt autour de nous s'était faite chatoyante. Nous regardions au-delà des barbelés et les miradors cette nature ostensiblement belle et généreuse. Il m'arrivait souvent en observant le col des Vosges qui commençait à s'enneiger de souhaiter que quelque chose se passe. N'importe quoi, même le pire, mais que cesse cet engrenage, cet avilissement. Comme d'autres détenus, je regardais parfois lorsque les brumes matinales se dissipaient, une statue de la Vierge sur l'une des tours du château de la vallée".* J'en ai vu qui ont pleuré en regardant cette Vierge. On vit d'espérance. *"Nous étions plusieurs dont les regards convergeaient dans cette direction. Nous ne disions rien, mais je savais quelle était notre unique pensée, et sans nul doute celle de mes compagnons, la seule qui avait encore un peu de cohérence, à savoir rentrer à la maison, retrouver ceux que nous aimions".* *"Un jour de novembre 41, j'entends mon nom dans les haut-parleurs. J'étais convoqué à la Kommandantur. Quelques jours auparavant, après avoir ratissé le gravier de l'entrée, j'avais dérobé quelques carottes. Est-ce qu'un nouveau préposé au nettoyage des clapiers m'avait dénoncé ?"* J'avais 17 ans, je souffrais énormément de la faim. *"Je risquais la pendaison. S'agissait-il d'un transfert vers un autre camp, d'un nouvel interrogatoire ?"* Les SS nous mettaient torse nu et nous lançaient dessus des fléchettes. Un copain est mort de la sorte juste à côté de moi. *"Ayant perdu depuis longtemps l'idée même d'une quelconque résistance à leurs décisions, je m'y rendis avec appréhension et avec un grand fatalisme."*

* Ce film de Roh Epstein et de Jeffrey Friedman a projeté en décembre 2000 lors du Festival Gai et Lesbien de Paris, et fut suivi d'un débat avec des historiens et Pierre Seel.

Dans cet enfer, l'espoir était devenu une idée aberrante. Le commandant était derrière son bureau. Il ne semblait pas particulièrement furieux, tout au plus soupçonneux. Contrairement à son habitude, il ne hurla point. Le discours fut cérémonieux et le ton grave. Après avoir fait observer mon attitude dans le camp, il en avait conclu que ma bonne conduite me permettait d'être libéré. Je pouvais désormais être un citoyen allemand à part entière. J'avais même le droit de quitter son bureau en le saluant d'un "Heil Hitler", salut réservé aux hommes convenables du Reich. Au garde à vous, devant lui, n'en croyant pas mes oreilles, je tentais de deviner le piège. Sur son bureau, devant moi un document frappé de l'aigle allemand attendait ma signature. Le commandant repris sur un ton menaçant "entendons-nous bien, si vous êtes tenté de raconter quoi que ce soit sur ce que vous avez vécu ou vu dans ce camp, si vous décevez les autorités du Reich, vous serez bien évidemment très vite de retour entre ces barbelés". Posément mais très fermement, il exigeait mon silence. J'étais éberlué". J'en tremble encore. "Je ne comprenais rien mais j'obtempérais et je signais sans lire. Le commandant reprit le document et le remit dans son coffre fort. Qu'avais-je signé ? Cette question m'a longtemps obsédé et terrorisé tout le temps où je fus citoyen et soldat allemand. Peut-être parce que me revenait en tête l'histoire de ce procès verbal au commissariat de Mulhouse, que j'avais signé deux ans plus tôt, là aussi sans réfléchir. Et cela avait été le commencement de mon drame. Mais cette fois il n'y avait pas d'autre issue que de signer, c'était un ordre. C'était aussi, peut-être une sinistre farce, peut-être que l'on allait m'abattre au moment de franchir la porte d'entrée.

Le document signé, le commandant resta le même. Et l'espoir fou que sa proposition soit honnête m'envahit soudain, tel une bouffée. Je saluais comme convenu et me dirigeais vers l'économat où l'on me remit mes vêtements civils. J'abandonnais mon uniforme de détenu ainsi que la terrible barrette bleue. On me remit de quoi prendre un billet de train pour Mulhouse, puis sans me retourner pour jeter un dernier regard vers mes compagnons d'infortune, je me dirigeais vers la grille d'entrée que je franchis hagard. La route jusqu'à la gare me parut immensément longue, avec ma tonsure et ma maigreur". Oui maintenant la mode est aux cheveux très courts, mais à cette époque cela signifiait avoir été déporté. Et une fois dehors, nous étions vite repérés. "Une heure plus tôt, non loin de la potence, je faisais encore des gestes d'automate au milieu des cris, des chiens et des mitraillettes".

Sur le front

Je n'ai pas été un "malgré nous" (je n'aime pas ce terme). J'ai été déporté dans l'armée allemande, puisque mon incorporation à immédiatement suivi ma libération (les rescapés des camps, surtout alsaciens, étaient automatiquement dirigés vers l'armée). J'ai d'abord été au service du travail allemand. D'ailleurs, la situation des alsaciens était assez particulière. Du côté de ma mère, un de ses frères était allemand et un autre français, et durant la guerre de 14/18 ils furent (sans le savoir) tous les deux dans le même secteur, au risque de s'entre-tuer. On ne pouvait pas vraiment se défilier, un ordre était un ordre. J'étais libéré sous condition, et tous les matins il me fallait aller à la Gestapo signer comme quoi j'étais encore vivant, et attendre l'ordre de départ. D'abord vers le RAU, puis attendre pour partir vers le front de l'Est. (j'ai fini la guerre à Odessa). A l'Est, parce que les allemands savaient très bien que nous avions fort peu de chance d'en revenir vivant. Sur le front, j'étais "ordonnance de l'officier" parce que j'avais été déporté pour homosexualité. Ainsi donc, sous la coupe directe d'un officier, j'étais d'autant mieux surveillé. Et 50 ans après, certains me traitent de privilégié, pire de collaborateur... C'est dur d'entendre des trucs pareils. Décidément, les gens ne rendent pas vraiment compte.

Le retour, mon silence

En 1945, une fois de retour, la vie reprit son cours normal. Grâce au concours de mes parents je retrouvais très vite du travail. Mais je restais silencieux, la déportation était un sujet dont on ne parlait pas. La loi du silence existe; tout le monde est au courant, mais personne ne parle. Je ne parlais pas aussi pour me protéger, les blessures étaient trop vives. Par la suite je me suis beaucoup investi dans la vie professionnelle et familiale, histoire d'essayer d'oublier. J'ai gardé le silence aussi parce que je n'avais aucune envie de retourner en prison. Après la guerre, il y avait toujours une loi qui réprimait l'homosexualité (loi qui n'a disparu qu'avec l'élection de François Mitterrand). Jusqu'en 1981, les homosexuels étaient également fichés. Je n'avais aucune envie d'être emprisonné pour prosélytisme. En Allemagne, même si les gens savaient ce qui s'était passé dans les camps de concentration, les quelques personnes qui ont demandé des indemnités ont été pourchassées en vertu du paragraphe 175. Mon histoire en soit est tellement inimaginable, tellement incroyable, que pendant plus de 40 ans je suis resté silencieux. C'est quelque chose de très difficile que de faire face à la vérité. Aujourd'hui encore, je passe des nuits entières à relire mon livre, tellement moi-même j'ai du mal à croire tout ce que j'ai écrit, tout ce que j'ai vécu. De plus, j'avais fondé une famille (j'ai donc été marié durant 28 ans) et mon épouse ignorait la véritable raison de ma déportation. Je ne pouvais pas parler, surtout que je craignais que cela remette en cause mon mariage. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé lorsque je lui ai montré le manuscrit de mon bouquin. Elle a immédiatement demandé le divorce.

Pourtant, durant ces 28 ans de mariage j'ai été fidèle au contrat puisque vis-à-vis de mes enfants je me sentais devoir respecter leur mère. De plus, j'espérais oublier mon homosexualité, mais c'était impossible parce que j'en avais beaucoup souffert (mon ami de l'époque bouffé vivant par des chiens, les tortures). Ce n'était pas une question de péché, mais de souffrance de ne pas être comme les autres. Aujourd'hui, les jeunes ont la chance de vivre au grand jour leur homosexualité. Pour moi c'est extraordinaire de voir tous ces jeunes défiler lors des *Gay Prides*.

A propos de mon ami, je n'ai jamais dit son nom véritable. Ce garçon est connu comme résistant et non comme déporté homosexuel. Je ne me reconnais pas le droit moral de dire la vérité, sans compter que cela n'aurait rien changé. Le véritable tombeau de ce garçon est mon cœur, peu de temps avant que ses bourreaux ne lui mettent un seau sur la tête, j'ai vu ses yeux, son ultime regard fut pour moi. Par respect, par amour, je tiens à préserver sa réputation de résistant. En cas de mort dans les camps, la Gestapo adressait un avis de décès qui ne faisait pas mention de la raison du dit décès. Ses parents présentèrent cet avis aux autorités françaises, et ainsi depuis 1945 perçoivent une pension.

L'affaire Elchinger

Au cours de la vie, il y a toujours un événement marquant qui décide de beaucoup de choses. Pour moi, ce fut l'affaire **Elchinger**. Elle me décida à sortir de mon silence et d'investir l'espace public afin de témoigner et de lutter contre l'homophobie dont j'avais été si cruellement victime. Il s'agissait d'une rencontre de l'ILGA qui devait avoir lieu à Strasbourg. Le maire avait interdit l'usage des locaux municipaux à cet effet, mais comme **Charles Hernu** était alors ministre de la Défense, l'armée mit des tentes à la disposition des organisateurs. Et au cours de la manifestation, l'évêque tint des propos tout simplement odieux.

Déjà séparé de ma femme, à cette époque je vivais avec un étudiant en médecine qui, après l'avoir entendu à la radio, attira mon attention sur cet individu (il nous traitait d'*infirmes*, me dit-il). Le lendemain, je lus l'ensemble de la presse, et outragé je lui ai écrit "*Je ne suis pas un infirme. Je ne suis atteint d'aucune infirmité. Je n'ai pas envie de retourner dans les infirmeries où l'on a "soigné" mon homosexualité, en un lieu qui se trouve non loin de la capitale alsacienne. C'était en 1941, je n'avais que 18 ans. Arrêté, torturé, emprisonné, frappé en dehors de toute juridiction, dans aucune défense ni aucun jugement. Je suis trop fatigué ce soir pour vous rappeler les tortures morales et physiques et les souffrances indescriptibles et indicibles que j'ai alors endurées. Depuis lors, toute ma vie a été vécue dans la terrible douleur partagée avec ma famille par suite de cette arrestation arbitraire. Votre déclaration du 8 avril 1982 a réveillé en moi, une foule de souvenirs atroces et j'ai décidé à 59 ans de sortir de l'anonymat. Jusqu'à ce jour, je n'avais connu la haine. C'est pourquoi j'ai décidé d'apporter mon soutien le plus total aux nombreuses voix de tous ceux et celles qui se sont sentis offensés par votre déclaration. Victime du nazisme, je dénonce publiquement avec toute ma force le fait que de tels discours ont favorisé et justifié l'extermination de millions de personnes pour des raisons politiques, religieuses ou de comportement sexuel*". Depuis, je me suis engagé dans ce combat, en témoignant de mon vécu de déporté homosexuel et dénonçant l'homophobie. Depuis ce jour, je n'ai pas changé de discours.

Et aujourd'hui

Aujourd'hui la situation est différente, mais malgré tout il y a encore des choses qui ne vont pas. Par exemple à Toulouse, il y a des gens qui mangent dans les poubelles. Aujourd'hui encore, il faut le savoir. L'année dernière, dans l'escalier de mon immeuble il y a eu 3 suicides (un jeune homme de 35 ans, une femme de 40 ans et un monsieur de 60 ans). J'ai téléphoné à l'adjointe du maire pour lui dire que je ne comprenais pas pourquoi les journaux restaient silencieux, elle me répondit de ne surtout pas en parler. Nous sommes aujourd'hui dans une situation de misère qui est à la veille d'une désagrégation sociale. Nous sommes dans la même situation que l'Allemagne en 1933. On dit que la France est un pays magnifique, riche. Ce n'est pas vrai. Dans le quartier où habite mon ami, tous les soirs brûle une voiture. Est-ce normal ? Je suis peut-être atteint de paranoïa, mais cette misère, cette situation me fait peur. Il faut rester très vigilant. Face à l'homophobie, face à la remontée d'un fascisme genre *Front National*, face à la misère. J'espère vraiment que mon témoignage, mon livre et mes multiples voyages peuvent vous aider à rester vigilant. *Il faut* par exemple *qu'il y ait un Mémorial de la Déportation* dans le camp même, parce qu'il faut que l'on se souvienne. Comme cela s'est fait à **Mathausen**.

Ce silence a favorisé chez moi la survenue du syndrome du survivant. Nous nous sentions tous coupables d'avoir survécu, d'en être revenu. Moi-même, je me suis souvent posé la question de savoir pourquoi. Et aujourd'hui encore, souffrant de cette culpabilité commune aux survivants, je suis obligé de consulter régulièrement un psychiatre. Mais si j'ai survécu, c'est pour voir, puis parler et témoigner. Mais jusqu'à ma mort, je suis et je resterai un déporté. Et malgré près de 40 ans passés, 40 ans de silence, je me considère comme tel. C'est pour moi un devoir de témoigner, c'est aussi un devoir de mémoire.

Christian de Leusse : Nous allons commencer ce débat sur les différentes situations des gays et des lesbiennes à travers le monde par Jordi Petit qui nous parlera de l'ILGA. Puis nous écouterons Habib ainsi que deux de ses collègues qui nous parleront de la difficile situation des homosexuels au Maroc. Ensuite, Bernard Scholl d'*Amnesty*. Nous concluons avec Kurt Krickler qui nous parlera de la situation politique actuelle en Autriche. La parole est maintenant à Jordi Petit

Jordi Petit : Je commencerais en disant que le travail mené à l'ILGA consiste à dire qu'il est de la responsabilité de chacun, de chaque association de travailler pour l'égalité des droits entre homosexuels et hétérosexuels. Si les gays délaissent la gym durant deux heures chaque semaine pour aller militer, le mouvement gay avancerait davantage. Souvent on nous demande quelle est l'utilité d'une fédération mondiale d'associations homosexuelles. Je répondrais en disant que l'ILGA est un instrument permettant de coordonner le travail de différents groupes nationaux en vue d'objectifs communs à tous, au niveau international. La façon dont l'ILGA est organisée permet de regrouper les associations locales, régionales ou nationales en vue de combat commun. L'union fait la force. C'est surtout pour cette raison que l'ILGA n'a pas beaucoup de membres individuels. L'association ne dispose pas de la même visibilité qu'*Amnesty* ou *Greenpeace*, ces dernières étant constituées de membres individuels. Mais cette moindre visibilité est parfois un avantage, surtout quand il s'agit de travailler en tant que groupe de pression.

Le travail de l'ILGA peut s'illustrer par l'envoi à chaque eurodéputé ainsi qu'aux grandes organisations internationales d'un texte de revendication, suivi par l'organisation d'une réunion à Bruxelles avec quelques représentants de la commission qui avait pris en charge la déclaration sur l'égalité entre couples homos et couples mariés. Le deuxième axe de notre travail consiste à canaliser les actions de protestation et de solidarité parfois menées par certains de nos membres comme *Eagle ruf* ou *Amnesty*. En cas de violence ou de répression, il est important de pouvoir s'organiser et d'aller manifester auprès d'un consulat ou d'une ambassade avec la liste de personnalités signataires de telle ou telle lettre et/ou pétition. Par exemple à Barcelone (à l'époque de Margaret Thatcher) nous avons réuni dix députés qui ont rendu visite au Consul du Royaume-Uni de Barcelone, avec la presse, afin de protester contre les lois que Thatcher venait de promulguer. Le troisième axe de notre travail consiste à présenter des projets pour les régions ou les groupes intéressés. Ainsi, il y a cinq ans nous avons travaillé avec l'Union Européenne pour la démocratisation de l'Europe de l'Est, dans l'optique de développer les groupes de St Petesbourg, de Moscou et des pays baltiques. L'ensemble a bien fonctionné (sauf à St Petesbourg pour des raisons techniques). Actuellement nous sommes sur un projet en collaboration avec l'Amérique Latine, qui sera directement administré sur place. Cela signifie que lorsqu'il y a une conférence internationale sur le sida, les femmes ou autres sujets, l'ILGA malgré ses faibles capacités financières essaie de travailler avec ses bureaux régionaux compétents afin d'être présent, par exemple à Pékin. Dans ce cas là, tous les copains et les copines se sont réunis et coordonnés pour savoir comment y aller, comment obtenir des financements et comment y travailler.

La reconnaissance internationale de l'ILGA a progressé ces deux dernières années, l'ILGA Europe a acquis le statut d'organisation consultative auprès du Conseil de l'Europe. Tandis qu'il y a une grande opposition notamment du sénat américain et d'un certain nombre de pays. Nous avons été reçus dans le bureau de Mary Robinson, responsable des Droits de l'homme au sein des Nations Unies. Ce fut surtout une reconnaissance de notre travail. Elle nous alors expliqué qu'il lui était impossible (à son niveau) de changer les lois nationales, mais qu'elle s'engageait à introduire les questions d'orientation sexuelle dans chacun des prochains séminaires. Moi-même, je vais demain à Genève pour une session de travail sur une campagne anti-discriminatoire, et montrer l'exemple d'une campagne que nous avons menée en Espagne en la matière. Maintenant, il me semble important que la France, grande absente, nous rejoigne. Les lois espagnoles sur les couples sont un point de référence pour l'ensemble de l'Amérique Latine, de la sorte la France peut exercer une grande influence sur l'ensemble des pays francophones (ce qui est d'une certaine façon le cas avec le PACS). Disposant d'un tissu associatif et d'un mouvement homosexuel important, les français doivent se servir de l'Internet pour diffuser le plus possible la problématique de la solidarité internationale (comme la pétition sur l'Autriche). Ensuite, de la même façon que la presse espagnole publie de temps à autre les lettres d'*Amnesty*, vous pouvez inviter la presse gay française à publier les lettres, textes et pétitions qui circulent afin de signifier aux français qu'il se passe des choses hors des frontières. En France, pays qui a une grande tradition de la défense des droits de l'homme, les associations doivent prendre, en cas de graves

problèmes, l'initiative de faire signer aux personnalités les plus en vue un texte, une pétition et de la faire publier dans la presse nationale. Par exemple, je suis content d'avoir informé la presse espagnole des assassinats d'homos à Mexico. Nous avons invité des habitants de la ville à venir témoigner en Espagne. La presse espagnole a très bien relayé l'information (sans compter l'aide de la Commission Européenne que nous avons alertée) et de ce fait à Mexico ces assassinats n'ont pu rester sous silence. Vous pouvez, en France, travailler ainsi dans votre sphère d'influence, c'est-à-dire l'espace francophone. L'ILGA n'est pas le "gouvernement rose" du monde, bien au contraire. C'est un réseau, un bâtiment que les associations meublent avec leurs initiatives ou leur travail.

Chaque année, nous tenons une conférence européenne (la prochaine, en octobre 2000 aura lieu à Bucarest). N'assistent à ces conférences que les membres européens qui ensemble discutent de la politique pour l'Europe et élisent le bureau européen. Les conférences mondiales obéissent au même schéma. Elles ont lieu chaque année (la dernière à eu lieu à Rome). Elles permettent surtout de confronter points de vue et expériences, et de coordonner des actions au niveau régional comme national. Elles comptent de façon générale de 150 à 250 participants. Nous avons alors la grande richesse de réunir pendant 4 ou 5 jours les principaux animateurs des principales associations (à l'exception des grandes associations américaines). L'année prochaine nous serons à Oakland, nous aurons alors peut-être l'occasion de rallier des associations nord-américaines. Au cours de ces conférences se tiennent différents ateliers sur tout un éventail de questions (cuir, queen, jeune, race, religion et autre) et des discussions ouvertes sur les grandes lignes du travail mené par l'ILGA. Le nouveau secrétaire général entend développer dans les prochaines années une stratégie autour des Nations Unies afin d'obtenir à terme une convention internationale des droits des minorités sexuelles (homos, transsexuels ...). Objectif aujourd'hui utopique, mais après la convention des Nations Unies sur la femme, les enfants, les minorités culturelles et ethniques, il faut que nous commençons à nous occuper de la différence sexuelle. Nous essayons qu'elles soient largement soutenues par des subventions publiques, point extrêmement important pour nous puisque cela nous permet d'inviter des gens originaires de pays pauvres.

Notre financement provient en partie des cotisations de nos membres. La cotisation annuelle pour une association est de 1000 Frs et de 300 Frs pour les adhésions individuelles. Mais bien évidemment nous acceptons l'adhésion de membres qui ne peuvent pas payer leur adhésion. Un tiers de notre budget est directement financé par une fondation gouvernementale hollandaise (IVOS), sous la réserve de projets concernant les actions hors de l'Europe (puisque'il considère que l'Europe de l'Ouest ainsi que le Canada, les Etats-Unis et l'Australie sont suffisamment développés en ce qui concerne les droits des homosexuels). C'est un apport financier très appréciable, d'autant que de nombreux membres ont des capacités financières limitées. A chaque conférence mondiale, il est possible d'organiser tous les débats utiles. Nous avons organisé des débats sur jeunes et couleur, les personnes atteintes du sida, les syndicalistes.... De là sortent des propositions, et alors les gens demandent les subventions que le comité exécutif décide (sous sa responsabilité) d'attribuer à untel ou untel (dans le respect de la diversité, homme/femme, minorité culturelle et/ou ethnique, personnes malades du sida ou non ...).

Les membres individuels ainsi que les membres associés (comme la ville d'Amsterdam) ne peuvent pas voter puisque l'ILGA est une fédération d'associations. C'est pourquoi seules votent les organisations et associations homosexuelles adhérentes. Chacune disposant de 2 voix. Si c'est une organisation mixte, un homme et une femme, et dans le cas où il n'y a que des hommes, ces derniers doivent avoir la permission écrite de leurs adhérentes pour pouvoir voter sinon il n'y a qu'un vote masculin. Une association qui compte 50 membres et une autre qui en compte 5000, ont lors de l'Assemblée Générale l'une comme l'autre deux voix. La représentation d'un membre n'est donc pas proportionnelle au nombre de ses adhérents. Toutes les décisions sont prises avec la majorité de 80% des votants, sinon il n'y a pas d'accord.

Je termine en précisant que les délégués représentent leur association (ou groupe d'associations) et non leur pays. Mais il est possible de faire des regroupements nationaux, comme le regroupement francophone qui s'est créé lors de la conférence de Rome. Notre politique pour accentuer la représentation de certains membres lors des conférences consiste à diffuser l'information à l'ensemble des participants, afin d'essayer qu'eux soient en mesure de solliciter auprès de leurs gouvernements des subventions.

Christian de Leusse : Merci Jordi pour cet éclairage militant. Nous allons maintenant écouter Habib ainsi que deux de ses collègues qui vont nous parler de la situation des homosexuels au Maroc.

Habib : Bonjour, pour ma part je m'occupe d'une association de lutte contre le sida, les associations purement homosexuelles comme vous en avez en France ne pouvant pas exister. La lutte contre la maladie est pour nous un biais permettant de travailler auprès d'une population trop souvent ignorée. Je précise juste que nous sommes trois volontaires ici présents parmi vous, comme nous avons chacun un emploi notre engagement au sein de l'association est purement bénévole. C'est cet emploi qui nous a permis d'obtenir assez facilement un visa pour venir ici.

Ceci dit, nous menons des actions de prévention sur le terrain, dans les cafés et autres lieux de rencontre. Notre principale difficulté tient au fait que lorsque nous donnons des préservatifs, beaucoup les refusent au prétexte que cela constitue aux yeux de la police un motif de prostitution (ce qui est susceptible d'emprisonnement). Ainsi donc nous travaillons toujours en cachette, faute d'autorisation officielle même si les autorités connaissent notre existence et notre travail. La situation est effectivement quelque peu contradictoire. L'autre problème auquel nous sommes confrontés tient au fait que lorsque les jeunes dont nous nous occupons sont emprisonnés, ils sont mis à l'écart et subissent un régime spécial (parce qu'homosexuels). De plus, ils sont seulement maltraités mais surtout leur homosexualité arrive sur la place publique, ce qui leur rend très difficile leur sortie de prison. Sans compter qu'il est tout à fait possible (et cela arrive même souvent) qu'une fois arrêté le jeune se trouve obligé par la police de dénoncer ses amis, ces derniers étant alors arrêtés. On voit qu'ainsi la situation n'est pas très facile. L'autre grand problème auquel nous sommes confrontés c'est la non-gratuité de la trithérapie. Le SMIC est à 1 110 dirhams (soit 1 800 Frs) quand la trithérapie coûte 6 310 dirhams.

Amine : Pour ma part je vais essayer de vous parler du concept d'homosexualité tel qu'il est vécu aujourd'hui au Maroc. Contrairement à ce que vous vivez en France et en Europe (en Occident), les choses ne sont pas chez nous aussi évidentes. La notion d'homosexualité dans les pays arabomusulmans de façon générale n'existe pas (pas plus qu'il existe une notion d'hétérosexualité). Dans notre vocabulaire ne figure aucun mot pour désigner, pour définir ce que vous appelez habituellement " homosexualité " (et également " hétérosexualité "). Certes, il existe le terme de *gins* qui désigne le sexe (masculin ou féminin), la sexualité au sens général, et qui de fait sous-entend hétérosexualité. Tout ce qui ne correspond pas à cette définition sommaire (comme l'homosexualité) est tout simplement qualifié de déviation sexuelle.

Ainsi les gens ne s'identifient pas en tant qu'homosexuels ou en tant que bisexuels, par contre on peut retrouver une forme d'identification par rapport au rôle joué pendant l'acte sexuel (actif/passif). L'homosexualité est donc abordée sous l'angle pénétré/pénétrant. Le pénétré, l'homosexuel, étant assimilé à une femme tandis que l'actif est reconnu comme hétérosexuel. Il faut avoir présent à l'esprit que nous évoluons dans un contexte où la société, la religion et la famille ont une grande présence (une très grande importance), et où la notion même d'individu est quelque chose d'extrêmement nouveau. Très peu de gens s'identifient en tant que personne. Avant tout on appartient à une famille (avant, on appartenait à une tribu), à une religion, à une nation. Le nationalisme n'a pas ici une connotation négative comme cela commence à être le cas ici ou là. Au Maroc, appartenir à une nation, à une famille ou à une religion est synonyme de fierté. De ce fait l'individu est comme écrasé, même si les gens commencent petit à petit à s'identifier en tant qu'individu. C'est pourquoi les gens, bien avant la question de s'identifier ou non comme homosexuel, ont d'abord un problème à régler vis-à-vis de leur propre individualité.

Ainsi donc dans le cadre des relations entre hommes, il y en a un qui est identifié comme faisant l'homme (le pénétrant) et l'autre qui fait la femme (le pénétré). Cependant ce schéma quoique très répandu mérite d'être quelque peu nuancé. Certains (et de plus en plus) vivent leur homosexualité de la même façon que les européens. Reste que pour la majorité des gens, le fait d'être homosexuel est quelque chose de vraiment très difficile à vivre. Par exemple, beaucoup sont confrontés au problème du mariage plus ou moins forcé. Certains faisant alors le choix de se marier afin de brouiller les pistes, d'autres étant obligés par leur famille (parce qu'un homme ou une femme c'est fait pour se marier et avoir des enfants).

Othman : Il me semble que l'on parle davantage de pratiques homosexuelles que d'homosexualité. Car à partir du moment où l'on ne s'identifie pas en tant que groupe, les pratiques sexuelles deviennent relativement moins difficiles. Il est plus facile d'avoir une relation sexuelle entre deux hommes que d'avoir une relation sexuelle hors mariage. A condition de rester sur le champ de la pure pratique sexuelle. Une personne qui est identifiée comme étant active peut se permettre d'avoir des rapports sexuels avec des hommes, du moment qu'il garde tous les attributs de la virilité. Il est un homme, il continue à assumer son rôle d'homme, la personne en face n'ayant pas vraiment d'importance (que ce soit un homme ou une femme). C'est celui qui choisit la position, le rôle de femme (c'est-à-dire dans un rôle inférieur) qui est socialement méprisable. Toutes les périphrases qui existent pour parler d'homosexualité ne désignent que ces personnes qui sont considérées comme malades ou comme erreurs de la nature.

Le problème se pose à partir du moment où on n'est pas forcément une personne qui correspond au schéma de l'homosexuel type (c'est-à-dire efféminé), et que l'on décide d'assumer et même d'afficher son homosexualité. Dans ce cas, de la part des gens les réactions d'hostilité sont les plus violentes que dans le cas d'une personne qui d'une certaine façon assume sa nature efféminée. Ce dernier, parce qu'il assume sa nature véritable et le rôle social qui en découle, est mieux accepté que celui qui (viril, masculin) rentre en contradiction avec sa condition naturelle. Simplement parce que ce cas de figure déstabilise un ordre établi, un code des valeurs sociales. Ces réactions violentes peuvent se traduire par la volonté de "guérir" cette personne de son homosexualité, parce qu'elle est ressentie comme malade ou parce qu'on se dit que cette personne est en train de vivre une crise de jeunesse. Ainsi il y a énormément de réactions punitives. Et chez

beaucoup de familles, au moindre soupçon d'homosexualité le mariage devient la solution miracle. De la sorte, énormément de femmes et d'hommes furent obligés ou se sont sentis obligés de se marier dans l'espoir de retrouver le " droit chemin ".

Habib : Cette distinction entre l'actif et le passif est quelque chose de culturellement très fort. Cette distinction entre celui qui est viril (c'est à dire l'actif) et celui qui fait la femme (celui qui est passif) est une réalité que vivent tous les homosexuels marocains. Celui qui a vécu à l'étranger a pu voir et vivre d'autres réalités, aussi lorsqu'il rentre au pays il a une attitude critique alors que pour celui qui a toujours vécu au pays le schéma actif/passif est toujours d'actualité. Dans le cadre de mon action sur le terrain, je rencontre très souvent (tout le temps en fait) des gens qui pensaient être seuls au monde à avoir des penchants homosexuels (ce qui renforce leur difficulté à vivre). Mais malgré tout, ces dernières années nous voyons de plus en plus d'hommes qui nous disent être homosexuels. Même si c'est une personne sur 100, mais cela montre que les choses évoluent, car avant c'était quelque chose de tout simplement impensable, impossible. Personnellement je vis très loin d'où habitent mes parents afin de ne pas leur faire de la peine. Ceux qui en ont la possibilité choisissent de partir à l'étranger, tandis que ceux qui (pour de multiples raisons) ne peuvent faire autrement restent au pays et vivent leur homosexualité dans la clandestinité. Ce qui est une source de souffrance continue et quotidienne. Je connais le cas de certains qui se sont suicidés parce que le frère ou la sœur n'arrêtaient pas de les insulter.

Ce phénomène concerne toutes les classes sociales tant le poids des traditions, de la religion et de la famille est extrêmement important. Le fait de ne pas être marié quand on est jeune n'est guère important, en revanche dès que la personne atteint un certain âge (30/35 ans) où tout le monde est traditionnellement marié, rester célibataire pose problème. Cette pression sociale et familiale est un fardeau très lourd. C'est pourquoi la seule solution pour couper court à toutes les rumeurs et avoir la paix est de se marier. Et ce d'autant plus que la famille elle-même est harcelée par les voisins, les amis. Ainsi donc beaucoup cèdent et se marient. Avant de venir aux *Universités d'Eté*, j'ai contacté quelques personnes afin de recueillir leur témoignage sur cette question. Une d'entre elles (40 ans, cadre, deux filles) m'a dit qu'il se sentait en sécurité avec une femme et des enfants. Par ailleurs, le fait de faire ses prières calmait un peu la famille (comme l'entourage), puisque selon elle il était impossible de prier en étant homosexuel. Au cours de notre entretien, il me dit que si jamais il rencontrait un garçon avec lequel il était possible d'établir une relation durable, une relation de confiance, il partirait à l'étranger ou très loin ailleurs. Reste que bien qu'il soit marié, il continue (bien évidemment dans le plus grand secret) à fréquenter d'autres hommes. La majorité du temps il loue les services d'un gigolo (solution à bien des égards commode), tout en ressentant un certain mal-être. C'est une situation difficile qui lui est imposée, et qu'il doit assumer. J'ai aussi le cas d'une femme qui connaissait dès le début l'homosexualité de son futur époux. Ils étaient assez libres l'un vis-à-vis de l'autre, elle lui interdisait seulement de regarder les hommes quand il était avec elle. En fait, elle croyait qu'un jour il finirait par ne plus être homosexuel. Bref, après avoir vécu 2 ans ensemble ils se sont mariés, et dès lors elle changea radicalement d'attitude, le traitant sans cesse de "pédé". Ces témoignages montrent que le mariage forcé des homosexuels marocains est une réalité quotidienne.

Othman : Juste une petite remarque. Il faut savoir que les mariages forcés ne sont pas spécifiques aux seuls homosexuels (hommes et femmes). Il y a aussi beaucoup d'hétérosexuels qui refusent de se marier parce que tout simplement ils n'ont pas encore rencontré la bonne personne. Ce que les parents ne comprennent pas, puisqu'à partir du moment où on atteint la trentaine et que l'on a un travail, bref que l'on est en situation d'assumer une famille, on est plus ou moins obligé de se marier sans trop attendre. C'est pourquoi la famille présente une cousine, une voisine à marier. Il est possible pour l'homme de refuser une ou deux fois, mais vraiment pas davantage. De plus, au Maroc (et dans l'ensemble des pays arabo-musulmans), les enfants ne sont pas indépendants vis-à-vis de leurs parents (de la famille) tant qu'ils ne sont pas mariés ou qu'ils n'ont pas trouvé un emploi géographiquement éloigné. Il faut savoir que plus de la majorité des marocains vivent en milieu rural où certes les mentalités évoluent quelque peu, mais restent tout de même assez traditionnelles. Le poids des traditions et surtout de la famille est réellement très important. Les parents élèvent les enfants jusqu'à leur mariage, à charge pour ces derniers, une fois mariés, de veiller sur eux. Souvent lorsque la maison est grande, le fils se marie puis reste sur place. Pour ma part, il a fallu que je bataille dur avec mes parents (pourtant assez libéraux), que je me fâche pendant 6 mois avec ma mère, pour que réussisse au final à m'installer à quelques 200 mètres de chez eux. Pour beaucoup, c'est tout simplement impensable, impossible.

Amine : Dans le cadre des actions que nous menons, nous croisons énormément de gens qui ont été identifiés comme homosexuels par un frère ou par les gens du quartier et qui ainsi se retrouvent totalement rejetés et donc dans le circuit de la prostitution. Lorsque nous avons commencé notre action envers les prostitués, on entendait souvent qu'il s'agissait d'un phénomène assez marginal qui n'existe que dans les pays touristiques, que c'était les blancs qui ramenaient cette perversion. Cependant nous avons compris très tôt que les prostitués avaient, en fait, une clientèle surtout locale. Au Maroc comme partout ailleurs, il y a

énormément de rapports tarifés. Presque tous les rapports entre hommes sont des rapports d'argent. Ce n'est pas forcément parce que les gens sont pauvres, mais c'est plutôt un moyen de se justifier vis-à-vis de soi-même et de l'entourage ("je le fais parce que j'ai besoin d'argent, pas parce que je suis pédé"). Il est plus facile de dire que l'on a couché avec un pédé qui vous a donné 100 balles que de dire avoir couché avec un mec et avoir pris son pied. C'est pourquoi les rapports entre hommes sont souvent des rapports d'argent, car il faut pouvoir se justifier. Il est donc pratiquement impossible d'avoir des relations sentimentales, puisque l'on ne parle que de relations purement sexuelles (et payantes).

Et effectivement le problème des homosexuels (comme celui de la condition des femmes) ne peut être résolu qu'à travers une réflexion sur la laïcité. La monarchie ainsi que l'ensemble du système est fondé (repose) sur la religion. Le Roi avant d'être chef d'Etat est le Commandeur des Croyants. De fait, il légitime tout le système dont il est le garant. C'est pourquoi des changements me semblent très difficiles. La laïcité est un sujet extrêmement tabou, des associations progressistes ou même avant-gardistes n'abordent pas publiquement cette question. Ce sujet est discuté, mais toujours dans un cadre strictement privé entre amis. La laïcité, le Sud Sahara et la sexualité sont les trois sujets tabous de la société marocaine.

X : Depuis quelques années, en Afrique du Nord comme en Afrique Noire, l'identité gay à l'occidentale (qui de fait interdit le mariage hétérosexuel) pose problème. Et alors que la pratique de l'intimité entre hommes est quelque chose d'extrêmement présent, toute la question est de savoir quels sont les outils militants nous avons pour ouvrir des espaces de liberté et de respect, sans pour autant utiliser l'outil identitaire gay et lesbien à l'occidentale (ou identité homosexuelle exclusive). Là-dessus j'aimerais avoir votre avis, d'autant que vous nous avez présenté le mariage comme une solution.

Othman : Il est important de noter qu'aujourd'hui la majorité des homosexuels marocains (hommes et femmes) ne revendiquent rien du tout (PACS ou mariage). Ceci s'explique par le fait qu'ils se voient mal dans une relation affective, et aussi parce que leur homosexualité se limite en fait à de simples rapports sexuels (souvent anonymes, voire clandestins). Il y a des gens qui n'étant jamais sortis du Maroc sont sincèrement persuadés qu'un homme doit se marier et faire des gosses. Beaucoup n'ont pas de modèles ou de références (genre grande figure homosexuelle) sur lesquels appuyer une quelconque revendication militante. Le seul modèle dont disposent les homosexuels marocains est le mariage associé à des rencontres furtives. Mais avant tout, je crois que c'est surtout à nous de trouver notre propre solution, et nous la trouverons au moment voulu. Aujourd'hui nous en sommes encore assez loin. Il faut déjà que les gens prennent conscience de l'utilité de militer. Cela commence à venir, mais nous en sommes qu'au début. Actuellement il existe une élite composée de personnes qui vivent bien leur homosexualité (comme vous en France), et qui à la limite n'éprouvent pas vraiment le besoin de faire changer les choses. Personnellement je vis bien mon homosexualité, je n'ai pas besoin de l'afficher (je ne serais pas intéressé par un PACS ou un mariage homo). Je n'ai pas de problème de vivre au Maroc.

Amine : Je ne crois pas qu'il s'agisse de modèle occidental. C'est surtout une question de changement de mode de vie. Nous y arriverons, non pas parce que nous aurons calqué le modèle occidental, mais parce que le poids de la famille sera moindre (ce qui commence à être le cas), que nous n'aurons plus ces grandes tribus vivant dans la même maison, que nous pourrons avoir notre propre appartement. Et c'est à partir de ce moment que nous aurons envie de vivre pleinement, et de revendiquer un certain espace de liberté. Actuellement les gens sont très fatalistes, ils se disent que c'est ainsi. Mais plus l'urbanisation se développera et plus les gens seront moins fatalistes. Aujourd'hui dans les grandes villes, les gens parce qu'ils sont économiquement indépendants, parce qu'ils ont un niveau intellectuel suffisant, peuvent se permettre de vivre plus ou moins ouvertement leur homosexualité.

Christian de Leusse : Merci pour cet aperçu de la situation marocaine. Nous allons maintenant écouter Bernard Scholl d'Amnesty qui est responsable du groupe Homosexualité et Droits Humains.

Bernard Scholl : Effectivement je m'occupe de la commission Homosexualité et Droits Humains. Le terme homosexualités est volontairement au pluriel. La diversité des méthodes que les sociétés et les politiques utilisent pour nous exclure est grande, que ce soit les soviétiques selon lesquels l'homosexualité était une maladie bourgeoise, Hitler qui nous envoya dans les camps, le président du Zimbabwe qui nous traite de porcs, le président de l'Ouganda qui voulait arrêter tous les homosexuels parce que selon lui contaminés par une maladie occidentale contraire à la bible, les églises qui font front contre l'homosexualité (et n'oublions pas en la matière l'église Orthodoxe qui sévit dans les pays de l'Est). L'exclusion prend bien des formes, essayant de nous marginaliser le plus possible.

Nous sommes des gays et des lesbiennes pluriel-le-s. Il y a différentes façons d'être homo, que ce soit l'homme qui est femme ou la femme qui est homme. Pénétré ou être pénétré, telle est la question j'ai envie de dire. Ceci dit, à *Amnesty* nous sommes quelque peu différents des autres organisations s'occupant des droits humains, comme l'*ILGA*, dans le sens où nous sommes une association qui s'occupe des lesbiennes et/ou des gays parce que ils et elles sont ce qu'ils et qu'elles sont. Et nous les défendons dans plusieurs domaines. Par exemple, nous avons parlé ce soir de législation et de la situation politique actuelle en Autriche, mais Chypre vient de changer sa législation qui avant indiquait que l'âge du consentement pour les relations hétéros était de 16 ans et de 18 ans pour les relations homos. Maintenant la législation chypriote indique que l'âge de consentement pour les relations homos et hétéros est de 18 ans. Il y a aussi l'exemple du Royaume Uni avec sa fameuse clause 28. Ou encore le cas de l'Arabie Saoudite où ont été arrêtés neuf sodomites (pour cause de "déviance sexuelle"), chacun étant condamné à 2 500 coups de fouet (séparés en sessions de 50 coups tous les 15 jours. Toujours dans le même pays, nous avons appris le cas de six personnes exécutées pour sodomie et (accusation purement politique) viol de jeunes garçons. Je pourrais vous citer bien d'autres cas, au Guatemala, au Salvador, en Argentine, au Brésil, en Californie (les cellules des prisonniers connus pour être gays sont ouvertes afin que les autres détenus puissent se défouler, sans parler du viol des prisonnières par les gardiens), l'Etat de la Louisiane (tous les détenus séropositifs sont dotés d'une ceinture électrocutante après avoir été obligés de signer un document signifiant leur "accord" faute de quoi ils étaient privés de leurs médicaments). Nous voyons ainsi que le niveau d'oppression et les problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés sont importants. Pour conclure, je dirais que nous sommes *Amnesty France*, et nous faisons parti du réseau LGBT au sein d'*Amnesty International*. Nous sommes au total 25 pays représentés, communiquant en permanence. Pendant les marches des homosexuel-le-s sur Washington le slogan était "we are here, we are queer" (nous sommes ici, nous sommes queer). J'ai envie d'ajouter "we can to stay" (on va y rester).

Jordi Petit : Je voudrais d'abord dire une chose sur *Amnesty*. Malgré qu'en 1991 elle ait accepté de s'occuper des prisonniers homosexuels comme prisonniers de conscience (dans le cas présent nous soutenons le réseau LGBT d'*Amnesty*), elle ne prend pas suffisamment en compte la question des droits des personnes homosexuelles. Ainsi lors de la conférence en Afrique du Sud de l'année dernière, nous n'avons pas réussi à ce que la lutte en faveur des personnes emprisonnées pour orientation sexuelle arrive sur le devant de la scène. C'est pourquoi nous devons continuer à faire en sorte qu'*Amnesty* s'intéresse davantage à cette question. Il y a deux ans, à Barcelone, je me suis entretenu avec Pierre Sanet pour lui dire combien nous étions à l'*ILGA* mécontents qu'*Amnesty* ne s'occupe pas suffisamment et nettement de la question des gays et des lesbiennes. Ce à quoi il m'a répondu qu'il existait une certaine réticence due au fait que dans diverses cultures (sans compter les tabous) comme dans de nombreux pays l'homosexualité est mal vue. Je lui ai alors rétorqué d'une part que les prisonniers sont également quelque chose de mal vu dans beaucoup de pays, et d'autre part que l'argument culturel n'était pas une raison suffisante pour oublier les prisonniers homosexuels. Actuellement, il y a une pression de l'*ILGA* et des activistes homos au sein d'*Amnesty* pour accentuer et pérenniser les actions sur les droits des gays et des lesbiennes à travers le monde. Je pense que la création d'une commission homo dans un parti politique et/ou un syndicat dédouane ce dernier de s'occuper vraiment des questions homosexuelles,* la commission lui servant en quelque sorte d'excuse (sauf si la commission a la capacité réelle de s'imposer).

Il est important que les membres d'*Amnesty* qui sont homosexuels (et qui participent à cette commission sur les droits des homosexuels) se fassent davantage entendre afin de pousser encore plus loin la réflexion sur la question des droits des gays et des lesbiennes au sein de l'association. Effectivement, il est important que l'*ILGA* de son côté fasse des choses, mais *Amnesty* qui dispose d'une plus grande reconnaissance internationale a de ce fait un poids beaucoup plus important sur la scène internationale. C'est pourquoi il est primordial qu'il n'y ait pas qu'une seule association qui s'occupe des droits des homos. Il faut travailler ensemble, et se servir des forces de chacun. C'est pourquoi il me semble très important de continuer ce travail de pression à l'intérieur même d'*Amnesty* afin que dans les objectifs de la prochaine Assemblée Générale, l'association discute des droits des gays et des lesbiennes. Pour autant, la bataille pour nos droits ne doit pas se mener avec seulement le concours d'*Amnesty*. Dans chaque pays, chaque organisation et/ou association doit interroger son gouvernement sur le fait d'accorder l'asile à une personne homosexuelle, sur la question du droit de réunir les familles qui ne concerne pas que les couples hétéros.

X : A ce propos il faut savoir que le Conseil de l'Europe a adopté le 30 juin dernier une Recommandation sur la situation des gays et des lesbiennes en matière d'émigration demandant qu'ils soient reconnus comme un groupe social au sens de la Convention de Genève. Point sur lequel *ILGA* Europe avait particulièrement travaillé. Par ailleurs, je voudrais aussi témoigner du travail en réseau avec les autres sections d'*Amnesty* mais également avec les associations gays et lesbiennes. Par exemple au conseil de la *Lesbian and Gay Pride* d'Ile-de-France, *Amnesty* collabore et travaille avec une trentaine d'associations (majoritairement gays et lesbiennes).

* Pages 119 à 127

Quant au droit d'asile, c'est un sujet différemment traité selon la section d'*Amnesty*. Ici en France, nous avons des demandeurs d'asile que nous accompagnons, d'autant plus s'ils sont déboutés par l'OFPRA. On ne sait pas s'ils sont réellement homosexuels ou simplement demandeurs d'asile qui utilisent l'homosexualité comme un plus, à nous de juger de la réalité de la situation et d'agir en conséquence. En cas de refus final, le service LGBT prend alors le relais. Voilà.

Christian de Leusse : Nous allons maintenant passer à la situation politique actuelle en Autriche. Nous avons, ici à Marseille pris l'initiative d'une pétition de soutien aux gays et aux lesbiennes d'Autriche (elle figure dans le cahier de l'inscrit). Mais pour l'instant la parole est à Kurt.

Kurt Krickler : Pour comprendre le phénomène Haïder il faut connaître la situation politique de l'Autriche, afin de passer au-dessus des catégorisations politiques simplistes (genre néo-nazis). Le parti politique dont Haïder est le chef existe depuis la fin de la guerre, il n'est donc pas un phénomène nouveau. Depuis 1986 (date à laquelle Haïder fut élu à la tête du parti), il en a accentué le côté extrême droite alors qu'avant c'était un parti surtout libéral. A cette époque, le parti s'est retrouvé faire partie d'une coalition comprenant les sociaux-démocrates, coalition dont le chancelier de l'époque mis immédiatement un terme, argumentant qu'il lui était impossible de collaborer avec des gens comme Jorg Haïder. La majorité au Parlement a toujours été de droite. Seulement pendant l'ère Kreiski il y a eu une majorité socialiste (de 1970 à 1983). La droite est donc une vieille habitude en Autriche. Autre vieille habitude autrichienne, les termes populistes qui scandalisent partout ailleurs mais qui en Autriche sont habituels. Voilà les deux fondements du succès d'Haïder, ce sur quoi il repose son assise électorale. Le grand danger qu'il représente tient au fait qu'il peut maximiser, exacerber cette réalité politique. Avant l'élection de Haïder la population était raciste et antisémite (mais pas au grand jour) et depuis la campagne électorale, il est devenu plutôt normal d'utiliser des termes racistes. Dans les rues de Vienne, des juifs furent même verbalement agressés. Ceux qui ont voté pour Haïder ne sont pas tous nazis, presque deux millions de ceux qui avaient précédemment voté pour les socialistes ont cette fois voté pour lui. Une grande partie de son électorat est constitué des jeunes qui de façon générale ne s'intéressent pas à la politique. L'électorat de Haïder est très divers, on ne peut pas seulement invoquer la mentalité étroite et rétro des gens. Et si avant il était presque impensable de dire que l'on votait pour Haïder, ce n'est plus le cas aujourd'hui, bien au contraire. Toute cette radicalisation droitiste s'est développée quand l'Autriche n'était pas en crise (c'est la 7^{ème} puissance mondiale).

La mentalité des autrichiens se caractérise aussi par le fait de ne pas prendre au sérieux ce que disent les partis politiques. C'est pourquoi ils ne sont pas tellement choqués par la situation actuelle. Aussi, entre certains médias et Haïder il existe une réelle symbiose. Par exemple, les grands magazines qui devraient être critiques le mettent en couverture (ce qui entraîne une hausse de 20% du tirage) et ainsi lui sert de caisse de résonance. Une semaine c'est une femme nue, l'autre semaine c'est Haïder. Il existe de très fortes rumeurs sur l'homosexualité de Haïder (j'en suis convaincu), mais la presse n'a pas fait de outing, ne voulant pas tuer la vache à lait médiatique qu'il représente.

Les Sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates qui depuis 50 ans se sont partagé le pouvoir, ont suscité un très fort mécontentement du fait d'un manque de réel changement politique. Le principal slogan que l'on a pu entendre durant la campagne électorale fut celui du changement. Et Haïder promettait le changement. Face à ce système politique figé, Haïder représente un espoir. Dans les länders dirigés par les chrétiens-démocrates ou ceux dirigés par les Sociaux-démocrates, il était nécessaire d'être membre du parti pour obtenir une subvention, un emploi ou une faveur quelconque. Pareil au niveau fédéral, Haïder a toujours combattu cet état de fait, il s'est présenté avec une image de jeune cadre dynamique.

Quant à la situation des homos en Autriche, il faut savoir que leur plus grand ennemi est en fait le parti chrétien-démocrate. Parti fanatique et dogmatique, il empêche systématiquement que soient abolies les lois anti-homosexuelles. Dans le code pénal autrichien, nous trouvons plusieurs articles de loi qui interdisent la création de toute association homo, ou toute information positive sur l'homosexualité. En 1996, lors du débat au Parlement sur la réforme de ces articles, le parti chrétien-démocrate a voté contre, quand le parti de Haïder a voté pour. L'exemple caractéristique fut la question de l'âge de consentement, alors que Haïder proposa de le ramener à 16 ans pour les homosexuels (comme pour les hétérosexuels) les chrétiens-démocrates s'y opposèrent. Haïder s'est presque excusé par lettre auprès des associations homosexuelles de ne pas avoir réussi à faire passer cette réforme. Merci.

Christian de Leusse : Après ce tour d'horizon international, je propose de conclure. Merci à toutes et à tous.

Susie Joli : Bonjour, avant de venir étudier en Angleterre (en institut de coopération et de développement) j'ai vécu six ans en Chine où je travaillais dans le cadre de la coopération et du développement tout en participant en tant que militante au mouvement lesbien et gay de Pékin. Je terminerai mon intervention en parlant du séminaire "queer and development" que nous avons organisé au sein de l'institut Sussex University (où je suis étudiante comme Gilles), le contenu de ce séminaire étant proche des questions que je me suis posées au sujet de mon séjour en Chine.

En Chine, bien que les homosexuels ont parfois été arrêtés et/ou harcelés sous le motif de différentes lois comme celle contre le bigamisme, le mouvement homosexuel n'a jamais été illégal. Durant les années 70, les gens pouvaient disparaître sous n'importe quels motifs. Et alors que pendant la Révolution Culturelle il était extrêmement grave d'être accusé d'homosexualité (vice bourgeois), les années 80 virent l'émergence de lieux de drague. Depuis le début des années 90, il est possible d'organiser des espaces militants homos. Le militantisme chinois est plutôt sous le mode du "camarade" (puisque c'est le mot que l'on utilise habituellement à Pékin comme dans les centres urbains), mais plus tout à fait au sens communiste du terme, comme le mot "queer" auquel ils ont donné un autre sens.

En 1992 (à Pékin) fut organisée une soirée "le monde des hommes" par des chercheurs soi-disant hétéros qui effectuaient des recherches sur les homosexuels. Dans la lancée, ils organisèrent plusieurs soirées au cours desquelles plein d'hommes venaient et s'amusèrent. Mais au bout d'un moment, ils ne purent continuer à les organiser, puisque plus ou moins interdites par le pouvoir politique. Après, ces mêmes chercheurs organisèrent une ligne téléphonique d'information sur le sida. Aujourd'hui ce n'est plus quelque chose de controversé, dans le sens où de telles lignes d'informations existent, parfois organisées avec l'appui des autorités locales. En fait cela se passe souvent ainsi, les choses sont faites à la limite de ce qui est autorisé de faire jusqu'à ce que le gouvernement mette son veto. Je ne dirais pas que le régime politique est dictatorial, je dirais plutôt qu'il est autoritaire. Puisque malgré tout il est possible de s'exprimer, même difficilement. Aujourd'hui il est possible de lire dans les journaux des articles traitant des homosexuels ou critiquant le projet de l'énorme barrage hydroélectrique en cours de construction. Malgré tout, la critique est possible. Bref, parmi ces chercheurs il y avait un couple marié qui avait écrit un ouvrage sur les homosexuels en Chine où ils affirmaient que ces derniers ne sont pas des malades. Suite à cela des homos ont écrit à l'éditeur du livre afin de demander comment il était possible de rencontrer d'autres homosexuels. Et à une fille (qui avait alors 16/17 ans et qui avait écrit), les auteurs lui répondirent en lui envoyant tous les documents qu'ils recevaient. Avec cela, elle constitua un début de réseau de correspondance lesbienne comprenant une quarantaine de femmes à travers tout le pays.

En 1995, un an après mon arrivée à Pékin, alors que des bars commençaient à s'ouvrir ici et là, j'ai pensé ouvrir un bar gay. Près de chez moi il y avait un bar presque désert, et avec un copain chinois on a fait courir le bruit d'y venir le mercredi. Le premier soir nous devions être 15 personnes, puis 30, 60 et très vite c'est devenu à part entière un bar gay et pas seulement le mercredi. La femme qui gérait le bar était contente de cette nouvelle (et nombreuse) clientèle, aussi elle engagea un serveur homo. Ceci fonctionna très bien jusqu'au moment où elle vendit le bar. Les nouveaux propriétaires demandèrent à ceux qui venaient (et qui selon eux avaient "l'air pédé"), des tarifs très importants (comme 100 Frs pour une bière). Du coup on ne fréquenta plus ce bar. Cependant, le bar une fois fermé, moi-même ainsi que deux copains nous sommes mis à la recherche d'un autre endroit. Nous avons alors trouvé un lieu très peu fréquenté, et nous avons à nouveau fait courir le bruit qu'il fallait venir. Un de ces copains a dit qu'il ne pensait pas que nous devions faire dans le militantisme pur et dur avec de grands discours sur les droits des homos, mais plutôt travailler de façon plus subtile (genre organiser des jeux où ceux qui donnaient la bonne réponse se voyaient remettre un préservatif, de la sorte l'information passait mieux). D'ailleurs un des serveurs qui était lui-même homo, devant tout le monde a déclaré son homosexualité, ce qui a beaucoup fait pour l'ambiance générale. Et pendant des années le bar a continué à être un lieu de ralliement pour nombre de gays et de lesbiennes, bien que les propriétaires étaient très homophobes.

En septembre 1995, lors de la quatrième Conférence Mondiale des femmes de Pékin un grand nombre de lesbiennes arrivèrent dans la capitale chinoise (quand le groupe lesbien chinois le plus important ne comptait pas plus de 20 personnes). Les contacts étaient quelque peu limités du fait que pour les femmes chinoises assister à cette conférence ce n'était pas très évident. Pourtant, à cette occasion un certain nombre de contacts personnels qui s'étaient établis purent déboucher sur un plan plus professionnel (militant et/ou politique). Par exemple, des femmes de Taiwan et des gays de différents pays d'Asie communiquèrent à la population locale les coordonnées de personnes et/ou d'organisations à contacter. Pourtant, durant cette

conférence les autorités arrêtaient les prostituées et les sans-abri, il y avait une ambiance assez tendue en fait. Pour y assister, on devait faire parti d'une organisation plus ou moins gouvernementale, sauf qu'il y avait des tas d'exceptions. Par exemple il y avait quelques militantes féministes complètement hors du système qui grâce à la coopération de l'organisation nationale des femmes (à moitié gouvernementale) purent assister aux débats. Après la Conférence la situation est devenue un peu plus normale, moins tendue. Et pour la première fois nous avons pu organiser différentes activités, comme une exposition à l'occasion de la journée mondiale du sida.

En 1997, la situation avait quelque peu évolué avec l'ouverture de nombreux bars à travers la ville (sans compter des réseaux téléphoniques). A partir de ce moment, il était désormais possible d'avoir au grand jour des conversations entre nous, d'organiser des manifestations (politique et/ou militantes). En 1998 des gens de Hongkong s'occupèrent, avec la collaboration d'habitants de Pékin, d'organiser une conférence nationale des camarades à laquelle assistèrent de nombreuses personnes. Suite à cela un comité de femmes chinoises organisa une conférence lesbienne. Puis elles ouvrirent une ligne téléphonique spécifiquement lesbienne. Malheureusement des conflits d'argent firent leur apparition, ce qui porta préjudice au développement des lieux gays et lesbiens. Ceci dit, actuellement il n'y a vraiment pas ou peu de choses organisées au niveau politique (militant) à Pékin, contrairement au secteur commercial. Les personnes qui fréquentaient le bar étaient majoritairement jeunes. Et majoritairement riches (ou du moins d'un revenu supérieur) puisque le prix d'une bière est l'équivalent de 2 repas pris dans la rue. Et parmi les femmes, c'était surtout des jeunes célibataires et quelques femmes mariées. La fréquentation de ces bars était donc une question d'argent (vu les tarifs) mais aussi une question de culture, puisque l'idée même de bar homo était quelque chose de tout à fait nouveau. Souvent les filles n'allaient pas dans les bars, elles organisaient des sorties en groupe (au resto ou chez moi, parce que j'avais une maison contrairement à beaucoup). En fait, il n'existait pas de lieux lesbiens parce qu'il n'y avait pas suffisamment de femmes pour le fréquenter.

Ceci dit, durant mon séjour à Pékin, consciente du fait qu'il était inutile d'organiser seule des choses, je me suis contentée de proposer des idées. Mais je n'avais pas vraiment réfléchi au fait que proposant ceci ou cela j'importais mes propres schémas culturels de femme occidentale, mes propres conceptions de la sexualité au détriment des schémas locaux (comme par exemple le bar, concept typiquement américain/commercial, qui était pour moi quelque chose de naturel et d'évident). Mais cette façon d'appréhender l'homosexualité n'est pas forcément celle des chinois. Aussi, à propos des identités lesbiennes, gays et bisexuelles, j'avais des idées qui ne correspondaient pas à ce que les gens entendaient par *camarades* ou par leur propre façon de se définir. Je me souviens d'une fille qui me disait ne pas être lesbienne mais homme. Sans vouloir être opérée, dans sa tête elle se pensait comme étant un homme. C'est quelque chose auquel je n'avais pas vraiment réfléchi. L'autre grand problème auquel j'ai été confrontée c'est l'argent. Dans le cadre de toutes coopérations, l'argent peut aider à faire des choses mais peut aussi détruire. Lorsque je suis revenue pour faire mes études en Angleterre, on a initié un séminaire sur "queer and devolpment" pour justement réfléchir à ces questions. Bref, ce séminaire qui portait sur "la blanche attitude" remettait en question nos positions et attitudes culturelles en tant que blanc. D'une certaine façon partir étudier les autres c'est aussi s'étudier soi-même, voir comment nous fonctionnons, le tout devant permettre de déconstruire le racisme. Lors d'entretien que j'ai pu mener avec des femmes blanches de la classe moyenne qui disent être contre le racisme, j'ai pu constater que malgré tout dans leur façon de s'exprimer elles avaient des attitudes et des propos que l'on pourrait qualifier de racistes. La sexualité comme les genres sont des constructions intellectuelles. La notion de race est une construction par catégorisation des personnes (il est blanc, elle est noire ...), et ces catégories sont en fait des catégories politiques. Ceci m'a aidé à réfléchir sur mon attitude lors de mon séjour en Chine en tant que militante homosexuelle, cela m'a aidé à réfléchir sur la manière d'aider les habitants de pays en voie de développement.

Gilles Kleitz : Bonjour, avant de démarrer ma thèse j'ai travaillé pendant une dizaine d'année en Afrique, essentiellement en Afrique Australe où j'ai travaillé comme volontaire, puis pour le gouvernement du Zimbabwe au ministère de l'Environnement. Ce qui m'intéresse de montrer aujourd'hui au cours de cette intervention, c'est une expérience très subjective de la situation au Zimbabwe. Nous avons tous entendu des descriptions de l'homophobie nationale de ce pays, d'une société très conservatrice où il n'y a aucune place pour ceux et celles qui vivent une sexualité différente. On a l'impression qu'il y a des choses inamovibles (en Chine, au Zimbabwe ou ailleurs), des choses devant lesquelles les individus n'ont aucun recours, pourtant j'ai l'impression que le témoignage subjectif de gens impliqués dans ces situations montre en fait le contraire, montre qu'il ne s'agit pas de blocs immuables mais bien au contraire qu'il y a énormément de failles où les individus selon leur position ou leur histoire vont exploiter toutes leurs ressources pour construire peu à peu des histoires qui leur permettent de vivre légèrement mieux la construction d'une intimité avec d'autres. Ma position (ma perspective) au Zimbabwe était celle d'un français, blanc, dans un pays au Nord de l'Afrique du sud, qui a été très marqué par l'histoire coloniale, qui a vécu une forme d'apartheid très dure (il y avait une certaine similitude entre la Rhodésie du Sud et l'Algérie française, c'était une colonisation d'installation avec des colons, une minorité blanche, et un apartheid dans les terres et la législation).

Aussi plutôt que de raconter à quel point la vie au Zimbabwe est horrible, je voudrais parler du "Jack and Drag Queen Competition". Depuis les années 70, chaque année en septembre a lieu un rassemblement assez exubérant d'hommes qui viennent participer à une compétition de mode féminine. C'est en fait une compétition de drag-queen qui dispose d'une visibilité publique énorme (c'est quelque chose de relativement installé, d'institutionnalisé et d'accepté) qui permet à une population de quelques centaines de sympathisants homos de se rassembler et de vivre ensemble une expérience assez forte. Au départ il s'agissait d'une institution urbaine et blanche, mais à l'indépendance du pays (en 1980) la fréquentation de cette fête a beaucoup changé avec l'arrivée d'une population de jeunes noirs ruraux assez peu urbains, sans trop de ressources et exclus par leurs familles, venus vivre en ville et embrasser un certain nombre d'éléments identitaires en se retrouvant sur scène en mini-short ou en robe de mariée. A Harare, il existait donc déjà une visibilité de quelque chose de différent en terme de sexualité.

Tout cela contraste quelque peu avec ce que l'on connaît sur la scène internationale du Zimbabwe, à savoir des violences homophobes extrêmes et des discours du Président qui, en 1995, il déclara que les homosexuels sont pires que les animaux. Le tout dans un contexte structurellement homophobe (la loi rend illégaux la sodomie et les "comportements indécents", ne faisant aucune distinction entre viol et acte sexuel librement consenti) et de dimension raciale extrêmement forte (les gens qui sont condamnés forment des couples inter-raciaux, alors que les pratiques homosexuelles entre hommes mariés et noirs font l'objet d'une bien moindre persécution). En fait, les discours homophobes de Mugabe sont des prétextes à l'existence d'une chaîne de répression partant d'indicateurs ou d'agitateurs publics, relayés par un certain nombre de commissaires de police rentrant dans des mécanismes de chantages et/ou d'harcèlement et de rafles sur les lieux de travail, dans les bars, dans les lieux de drague, et qui forcent les individus à faire des dépositions afin d'aller jusqu'au tribunal. Face à cela, il y eut un certain nombre de stratégies déployées par les organisations de défense des droits de l'homme, de GALZ (association nationale gay et lesbienne) qui dans l'ensemble ont assez bien marché. Mais ce qui est intéressant d'observer c'est qu'il y a une véritable stratégie de harcèlement orchestrée par le gouvernement au pouvoir, et qui pour ce faire a instrumentalisé la police pourtant animée d'une certaine tradition de respect du droit. Et alors que Mugabe racontait que l'homosexualité est quelque chose de blanc et d'occidental, une maladie importée qui n'avait rien d'africain, on découvre que l'ancien Président Banana aurait abusé, violé ses subalternes. Ce qui était intéressant dans cette histoire c'est que l'on avait subitement un africain, un zimbabwéen qui était montré du doigt comme homosexuel, ce qui a obligé Mugabe à réviser quelque peu son discours sur le caractère occidental de l'homosexualité.

On peut véritablement parler d'exploitation politique de l'homophobie, alors que les gens sont d'accords pour dire que le pays dans son ensemble n'est pas culturellement et socialement si fortement homophobe. Face à la stratégie (qui fonctionnait assez bien) du GALZ de contrer les persécutions, il y a eu un raidissement de la police qui a multiplié les rafles. C'est à dire une pression policière contre laquelle nous ne pouvions légalement pas faire grand-chose, quand on n'avait pas la chance d'avoir un boulot et/ou d'être blanc. Depuis près d'un an le pays traverse une révolution, une crise politique assez importante qui a poussé l'homosexualité et l'homophobie à la marge de l'actualité et des préoccupations politiques du moment. En fait, plus il y eut des discours homophobes et plus la communauté homosexuelle s'est soudée, ce qui a permis de nouer et de multiplier les liens avec la communauté internationale, et de générer un discours politique de lutte et de résistance. C'était quelque peu comique de voir que d'un côté il y avait des discours extrêmement haineux des pouvoirs publics et du Président, et de l'autre une présence (souvent négative mais réelle) de l'homosexualité dans la presse. Du coup, même sous des auspices peu favorables, eu lieu un réel débat public, jusqu'au point où, en 1999 lors de la consultation pour la refonte de la Constitution, eu lieu une audience parlementaire de GALZ où plusieurs membres de l'association s'exprimèrent devant les parlementaires, ce qui était complètement inimaginable il y a seulement 5 ans.

Depuis le début des années 80, un groupe de gays et de lesbiennes s'est organisé en association. Sans rentrer dans les détails de cette histoire je dirais qu'elle est suffisamment instructive de la situation de l'homosexualité au Zimbabwe, dans le sens où les membres de cette organisation qui était relativement blanche, urbaine et de culture plutôt anglaise/coloniale, a connu dans le courant des années 80 un changement politique quand les gens eurent subitement beaucoup plus de liberté de mouvement. Beaucoup de gays et de lesbiennes qui sont venus s'installer en ville et qui avaient besoin d'une base communautaire pas forcément pour militer mais pour vivre leur vie, se sont trouvés face à une organisation dans laquelle ils ne se reconnaissaient absolument pas. Cela a pris du temps, il y eut de nombreuses réticences, de nombreux conflits (culturels et raciaux) pour au final lors d'une Assemblée Générale une nouvelle équipe fut élue, face à un besoin très fort d'appui auquel l'ancienne équipe refusait de répondre. Quelques individus firent le relais, mais dans l'ensemble ce fut une véritable rupture. Depuis, malgré les hauts et les bas, le GALZ est un lieu identitaire fort qui en particulier a réussi à acheter une maison. Il existe donc désormais un lieu sûr où les gens peuvent se rassembler, un lieu très vivant qui permet à beaucoup d'explorer leur identité. Tout cela se passe dans un climat fait de descentes de rafles policières qui lorsque l'on vient de l'extérieur semble totalement ahurissant. Mais encore une fois, les gens avec beaucoup de créativité, de ressources et de courage, arrivent à monter une dynamique communautaire qui fonctionne assez bien.

Depuis près de 4 ou 5 ans l'association avec la collaboration d'un réseau d'avocats bien implanté et une visibilité politique sans cesse renouvelée sur des thèmes qui ne sont pas forcément liés à l'homosexualité (comme la revendication d'une pluralité au sein de la société) est maintenant très présente et très bien implantée. La difficulté se situe surtout au niveau d'un manque d'individus qui s'engagent. Il faut comprendre que s'engager et militer signifie de très grands sacrifices en terme de vie sociale, de travail, de famille. Si GALZ a assez bien marché c'est parce qu'il s'agissait de personnes qui étaient en rupture totale avec leur famille, et ayant tout perdu ils pensaient qu'ils avaient tout à gagner avec l'association en s'y investissant. En terme sociologique, cette organisation est quelque chose d'assez intéressant.

Il me semble que ce qui est aussi intéressant, c'est d'écouter les histoires de chacun et chacune en évitant de penser constamment en terme de structure (que ce soit au niveau économique, racial, identitaire ou autres), plutôt que de raconter comment les gens naviguent tant bien que mal autour de leur façon de voir et d'être, tout en acceptant une très grande fluidité des choses avec des gens qui réussissent finalement à instaurer, à construire une communauté homosexuelle, à se positionner socialement de façon à peu près fonctionnelle. D'autant qu'il s'agit d'un pays pauvre où les gens disposent de moyens financiers extrêmement limités, en rupture familiale. Ce qui signifie ne plus profiter d'un système d'entraide et d'appui, ce qui d'une certaine façon contribue à jouer le jeu de l'homophobie (puisqu'ils se disent être dans l'incapacité d'être en rupture familiale faute de quoi ils se retrouvent à la rue sans rien ni secours possible). Pour ce faire, il convient de naviguer entre ces réalités et les nouveaux réseaux de solidarité qui se montent autour de cultures essentiellement urbaines (avec effectivement un réseau lesbien et gay dans Harare qui marche pour un certain nombre de gens).

Je fais l'amalgame entre gays et lesbiennes, bien qu'il y ait sur le terrain des différences énormes. Il y a des lesbiennes qui effectivement se sont impliquées (au sein de GALZ) de façon forte et affichée, beaucoup quand il s'agissait d'anglaises blanches, peu quand il s'agissait de noires. Certains ont fait l'histoire de l'association par leur engagement et/ou leur témoignage, et maintenant grâce à eux (à elles) nous pouvons commencer à entendre des histoires de lesbiennes et de gays qui ont fait le choix courageux d'explorer leur sexualité et tout ce qui peut graviter autour. Aujourd'hui toutes ces histoires ressortent à travers l'association et le magazine qu'elle édite tous les mois et qui se fait ainsi l'écho de grande variété de choses, de vécu et de prises de parole (ce qui est assez phénoménal). Il s'agit de témoignages sur la vie rurale, sur l'expérience de désirs homosexuels dans le cadre du mariage (il s'avère que les pratiques homosexuelles se passent surtout, sauf pour les jeunes non mariés, entre hommes mariés). Ce qui en terme identitaire pose pas mal de questions. Donc derrière la description quelque peu catastrophique d'un régime autoritaire, violent, homophobe qui corrompt la police afin d'harcéler les homosexuels, je crois qu'il y a quand même un mais. En fait, les individus sont pleins de ressources, ils réussissent à monter des choses, pour preuve l'existence de GALZ, qui existe très fortement au plan national et aussi de plus en plus au niveau international (ce qui est d'assez extraordinaire).

Pour conclure, je dirais que l'axe de discussion entre Susie, moi-même et quelques autres personnes de l'Université de Sussex fut de se demander pourquoi la culture de la coopération était encore relativement silencieuse sur les questions d'identités, pourquoi finalement toutes ces théories sociales et économiques étaient si hétéro-centrées, et comment et pourquoi les remettre en cause. C'est au cours d'une série de séminaires que nous avons essayé d'y répondre (que ce soit sur les questions de race ou d'identités sexuelles vécues de façon différente selon les contextes culturels), et de comprendre ce qui se passe chez ceux qui, riches d'un héritage culturel non occidental, arrivant en ville afin d'exprimer leur sexualité adoptent certains éléments des identités gays et lesbiennes occidentales (en fait, il ne s'agit pas d'une imposition de modèles culturels puisque les individus avec tactique choisissent tel ou tel élément). Il était intéressant de voir comment les gens se construisent (de façon très inventive) vis-à-vis des identités occidentales. Il existe une grande capacité des individus à piocher, à inventer. Sans compter qu'il nous semble qu'il faut absolument qu'une dynamique sociale homosexuelle profite également de l'aide au développement (après tout il n'y a aucune raison à cette espèce d'une marginalisation très forte des gays et des lesbiennes en la matière). S'il n'y a pas un minimum de pluralité des identités à travers cette politique humanitaire occidentale, dominée par l'Occident, on a vraiment un problème.

Depuis 5, 6 ans des ONG ont monté un discours d'appui à des organisations gays et lesbiennes de pays en développement. Il serait intéressant d'observer les discours qui actuellement s'élaborent (pourquoi on fait cela et sur quels principes) surtout vu la variété des discours et des pratiques. Durant les séminaires nous avons étudié un certain nombre de thèmes transversaux (sur les identités, sur comment les pratiques sexuelles se construisent et se vivent en terme identitaire ou non), et nous nous sommes rendu compte très vite d'une extrême variété. Nous nous sommes également interrogés sur les formes de résistances militantes dans leurs contextes politiques et culturels, sans compter toute la question de l'articulation entre société civile, organisation homo et l'international, de la façon dont cela s'articule (et avec quels outils, quel vocabulaire) sachant que l'aide internationale même la mieux intentionnée produit des effets parfois négatifs. Effectivement il y a un rôle à jouer de la part des sociétés du Nord et des organisations, vers l'enrichissement mutuel avec le sud. Le tout est de savoir comment procéder. Merci à tous et à toutes.

X : Au cours de ce séminaire, nous allons entendre différentes personnes qui chacune va nous donner un éclairage sur la question qui nous occupe. Nous allons entendre Elena Goussiantinskaïa qui vient de Russie, puis Ouria Mekhrelouf originaire d'Algérie, ensuite nous entendrons Elisabeth Loichot représentante des Verts, et Isabelle Cruette de l'ILGA. La première à prendre la parole est Nathalie Aroyos, membre de l'association *Les Biens Nées* et co-responsable de la commission Marche Mondiale des Femmes de l'an 2000 au sein de la *Coordination Lesbienne Nationale*.

Nathalie Aroyos : Effectivement je suis membre de la *Coordination Lesbienne Nationale* depuis 1998, dans le cadre de la Marche Mondiale des Femmes. C'est une marche qui a eu lieu suite à l'initiative des femmes canadiennes qui de retour de la grande réunion de Pékin (en 1995) ont décidé d'organiser une marche à l'échelle de la planète, mais aussi à toutes les échelles (continent par continent, pays par pays). Nous nous sommes donc retrouvées en Europe en coordinations (française et européenne) avec des plateaux de revendications communs à la France et à l'Europe, en parallèle à des revendications internationales. Ensuite l'organisation de cette marche s'est faite pays par pays, la France a organisé sa marche le 17 juin à Paris, marche dont les thèmes furent la violence faite aux femmes et la pauvreté des femmes à travers le monde. Et dans le cadre de cette marche, la *Coordination Lesbienne Nationale* a demandé à ce que les revendications lesbiennes soient désormais prises en compte. Par ailleurs, cette marche nous a permis d'évaluer de façon assez précise où en était les relations entre les lesbiennes et les féministes, et de voir quels pas en avant, quels progrès ont été faits durant l'organisation de cette marche nationale.

Cette histoire de marche est quelque chose que j'ai pris en route, en novembre 98. Un an auparavant un grand travail avait été accompli par Gisèle Marie qui s'est rendu à la première réunion internationale de Montréal, dont l'objectif était de mettre en place une plate-forme de revendications internationales. Ce qui n'était pas simple. Tous les continents étaient représentés et beaucoup de femmes des continents africain, asiatique et d'Amérique du Sud ne voulaient pas intégrer dans cette plate-forme les revendications lesbiennes. Gisèle Marie s'est vraiment battue et presque seule (les canadiennes ne l'ayant pratiquement pas soutenue). Aussi l'ensemble de la délégation française a menacé de se retirer de cette marche si les revendications lesbiennes n'étaient pas prises en compte. Ainsi un compromis au niveau international fut établi : à savoir que les pays qui ne voulaient pas des revendications lesbiennes dans la plate-forme internationale pouvaient signifier leur opposition et dire qu'elles ne les reconnaissaient pas. Mais il a fallu se battre. Gisèle a pris la parole (alors qu'on la lui refusait) pour dire qu'il était inadmissible alors que l'un des thèmes était justement la violence faite aux femmes que les revendications lesbiennes n'apparaissent pas. Certaines femmes originaires des pays en voie de développement affirmèrent qu'elles ne pouvaient pas revenir dans leur pays après avoir avalisé de telles revendications. Cependant ce compromis a permis de faire apparaître nos revendications. Et à partir de ce moment, Jocelyn Fildard m'a rejoint alors qu'elle était déjà déléguée de la *Coordination Lesbienne* à l'intérieur du Collectif National des Femmes de France. Elle s'est rendu à la deuxième réunion à Bruxelles (moi-même je me suis rendu à la troisième qui eut lieu à Genève). Ainsi, à chaque réunion, une représentante de la *Coordination Lesbienne* était présente au sein de la délégation française de la coordination internationale de la marche.

Au départ ce n'était pas si évident. Déjà avec Gisèle Marie pour se rendre à Montréal où était très fortement demandée une représentation lesbienne. Mais il est vrai qu'en l'espace de trois ans, elles le reconnaissent elles-mêmes d'ailleurs, les féministes ont fini par réaliser les problèmes que nous avons, notamment en terme de violence. J'ai été très étonnée de voir que beaucoup n'imaginaient pas les difficultés auxquelles nous sommes confrontées au quotidien. Nous entendions parler d'homophobie mais absolument jamais de lesbophobie. Et le travail mené durant ces trois ans de préparation leur a vraiment ouvert les yeux. Elles le reconnaissent d'ailleurs, beaucoup nous ont dit qu'elles leur ont beaucoup apporté, et la réciproque n'en est pas moins vraie. Aujourd'hui la lesbophobie fait partie intégrante de toutes les revendications féministes du Collectif National pour le droit des femmes et de la coordination de la Marche. Nous avons maintenant de façon systématique une déléguée présente aux grandes réunions internationales où pour rencontrer les différents ministères et autres secrétariats d'Etat français. On nous écoute, on commence même à prendre en compte nos revendications au sein du mouvement féministe, mouvement qui est par nature très varié. Le bilan est très positif. Actuellement de la part des féministes nous profitons d'une bonne écoute. Nous travaillons ensemble, presque en symbiose. Ce qui a joué, c'est la création de la *Coordination Lesbienne*

Nationale. En ce sens que les féministes se sont retrouvées peut-être pour la première fois devant une force politique qu'elles ne pouvaient pas mettre de côté, ignorer. Il est évident que le fait d'être organisées a joué en notre faveur. Je finirai en disant que nous avons beaucoup insisté sur la lesbophobie. On demande qu'au niveau européen soit votée une loi anti-lesbophobie, que le terme de lesbophobie apparaisse. Nous demandons aussi la prise en compte des discriminations faites aux lesbiennes dans tous les domaines de la société. Et c'est un point qui figure dans la plateforme française, européenne et internationale (avec les bémols de certains pays). Mais c'est surtout dans le domaine des violences que sont concentrées les revendications lesbiennes.

Quant au fait que certains pays européens se sont montrés assez réticents, je dirais qu'en 1997 lors de la première réunion, il n'y avait que deux pays européens représentés, la France et la Belgique. Et c'est vraiment la délégation française qui est montée au créneau pour que les revendications lesbiennes soient prises en compte. Pour ce qui est des pays d'Europe de l'Ouest, nous avons été soutenues à l'avant-dernière réunion par les lesbiennes italiennes, les allemandes sont arrivées très tard de même que les anglaises. C'est donc vraiment à la fin que les pays de l'union européenne se sont joints à nous (la Suisse est venue avec un mouvement lesbien assez organisé). Si réticence il y avait, elle venait de pays de l'Europe de l'Est. Mais à Genève nous n'avons pas vraiment ressenti d'hostilité. Lorsque nous avons demandé si les participantes étaient d'accord pour intégrer les revendications lesbiennes, nous avons eu un grand silence, puis nous sommes passés à autre chose. Ceci dit j'ai l'impression que le mouvement lesbien est très bien organisé au niveau fédéral, moins au niveau national. Dans beaucoup de pays il n'y a pas d'équivalent à la *Coordination Lesbienne*, ce qui pose parfois problème pour contacter une association, une personne, une interlocutrice.

Maïté Maillet : Juste une petite précision, lorsque tout à l'heure Nathalie racontait que Gisèle de la *Coordination Lesbienne Nationale* qui s'était rendue à Montréal pour la première réunion internationale (qui réunissait tous les continents) demanda un soutien pour que les revendications lesbiennes apparaissent, les lesbiennes canadiennes ne l'avaient pas soutenue comme nous aurions pu nous y attendre. Ceci s'explique par le fait que les organisations associatives comme nous avons en France sont subventionnées, et au Québec elles le sont particulièrement par l'Église. Et donc, dans la perspective de l'année du Jubilé, elles ne pouvaient pas prendre fait et cause pour soutenir le mouvement lesbien. Cette histoire de subvention marque une certaine limite à la liberté d'action.

Grazia Di Fronzo : Le plus important des problèmes en ce qui concerne les rapports entre les lesbiennes et le féminisme est que le mouvement féministe italien n'existe pas. Il n'est pas visible. Il existe seulement quelques endroits très ponctuels comme la Librairie des Femmes de Milan où était diffusée l'*Ardis* revue historique féministe qui parlait pour les femmes durant les années 1950 à 1980 (à une époque où le mouvement féministe est très présent, très fort). Cette revue où il arrivait que des hommes écrivent n'existe plus depuis maintenant deux ans, et depuis sa disparition il n'existe plus rien d'équivalent. Cependant depuis près de dix ans, à l'intérieur des partis politiques et des associations se sont constitués diverses structures spécifiquement féministes. A l'exemple de la parole féministe au sein du PC avec lequel il est possible pour les lesbiennes de travailler. Ainsi l'année dernière Nathalie fut invitée à venir à Milan.

En Italie, les rapports entre féminisme et lesbianisme date de plusieurs années, le mouvement lesbien étant issu du mouvement féministe (entre les années 50 et le début des années 80). De fait, il y a toujours eu une tradition de dialogue. Par exemple notre association (mixte) maintient une étroite collaboration avec la librairie des femmes de Florence, avec les *Domínéro* (groupes de femmes figures emblématiques du panorama italien du féminisme actuel). Aujourd'hui il est difficile de faire la distinction entre un travail mené par des femmes et par le féminisme proprement dit. Je crois que l'une des raisons qui rend possible cette collaboration entre lesbiennes et féministes tient au fait qu'actuellement le mouvement des lesbiennes est plus visible que le mouvement féministe, et qu'il s'occupe du rôle des femmes dans la société. Je crois que cette collaboration (dans un langage commun) entre lesbiennes et féministes est davantage possible avec les femmes des partis politiques, sur l'angle de leurs rapports quotidiens avec les hommes. De la sorte, ces derniers découvrent l'être féminin et le féminisme, à travers la vie politique et la difficulté d'être une femme en politique. En ce qui concerne les lesbiennes non séparatistes, la collaboration avec les gays est quelque chose d'utile parce que les rapports établis par le mouvement gay avec le monde politique peuvent être utilisés afin d'établir des relations entre lesbiennes et politiques. Les lesbiennes non séparatistes (mouvement né au début des années 90) ont connu un parcours assez similaire à ceux des groupes de femmes aux seins des partis et associations.

Actuellement, quatre grandes questions se posent au mouvement gay et lesbien. D'abord la question de la survivance du mouvement homosexuel, faute de financement. Il y avait des associations dans les villes plus importantes contrairement aux villes plus petites. Depuis notre objectif est l'application du traité d'Amsterdam, à savoir une loi contre les discriminations. L'autre grande question est la situation actuelle de l'école publique qui est l'objet de nombreuses attaques. Une école qui devrait être un espace exempt des

interventions de l'Eglise (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui). Car le risque que seule l'Eglise gère l'école privatisée, c'est d'y transmettre une vision tronquée de la culture. La troisième grande question est une proposition de loi toujours en discussion au Parlement qui concerne les techniques de reproduction médicalement assistée. Cette question est particulièrement importante parce qu'au-delà de la possibilité offerte aux lesbiennes de connaître la maternité (aspect finalement secondaire) ce qui importe avant tout est l'auto-détermination de la femme, le retour d'une situation où la femme serait vue seulement sous l'angle de la reproduction. Cette idée de lier sexualité et reproduction est une victoire de l'Eglise catholique en Italie. Et il est possible que l'objectif commun du mouvement féministe et du mouvement lesbien soit de lutter contre toute proposition de loi relative à la morale publique. Actuellement il existe un mouvement mixte (gay/lesbien) pas équilibré, et l'absence de formation féministe risque de donner des lesbiennes une image publique erronée, genre une lesbienne qui veut se vivre comme une lesbienne mais pas comme gay. C'est un point qu'il est important de surveiller.

La quatrième question, et je terminerais là-dessus, c'est celle de la *World Pride* qui a eu lieu dernièrement à Rome. La position du pape (l'Eglise ne reconnaît pas l'homosexualité) et des politiques vis-à-vis de la portée politique et symbolique de cette marche a été des plus claires. Il s'agissait d'une position contre la femme et contre son autodétermination, contre une sexualité positive. J'espère que dans le futur cette opposition sera un motif pour intensifier la collaboration entre les femmes historiquement et/ou actuellement féministes et les lesbiennes, et se trouver un objectif commun.

Elena Goussiantinskaïa : Ma présence à cette *Université d'Eté* est pour moi quelque chose de vraiment très utile, elle me permet d'apprendre à la lumière des expériences et des témoignages des autres, beaucoup de choses sur la lutte homosexuelle et le mouvement homosexuel tel qu'il existe dans les pays européens et méditerranéens. Par ailleurs, et c'est un point extrêmement important pour moi, c'est au cours de cette semaine que je commence à comprendre ce que c'est que le féminisme. Pour vous qui depuis des années luttez dans un tel mouvement, de tels propos doivent vous paraître quelque peu étranges, voir bizarres.

Je ne voudrais pas dire par là que j'ai toujours été indifférente aux problèmes des femmes, mais cela s'explique surtout pas la situation politique et sociale de la Russie. Actuellement les rapports entre les lesbiennes et les féministes sont illustrés par la réaction de rejet d'une lesbienne que vous auriez interrogé sur ses rapports avec le féminisme, rejet qui s'explique par le fait que le mouvement des femmes a toujours été, a toujours évolué dans le cadre de l'idéologie officielle. Autour de l'idée de l'oppression des femmes, il était primordial de soutenir la politique d'Etat. Seulement, aujourd'hui l'Etat russe (comme hier l'Etat communiste) est un Etat profondément masculin et macho. Même si après la révolution les femmes soviétiques ont reçu les droits pour lesquelles vous en France vous avez si longuement lutté. Lorsque je parle à mes étudiants de l'histoire de France, que je dis que les françaises n'ont eu le droit de vote qu'en 1945, on ne me croit pas et on me dit que la France, berceau de la démocratie, n'a pas pu accorder ce droit si tardivement (quand la femme soviétique a eu le droit de vote en 1917 et fut proclamée égale aux hommes, c'est à dire bénéficiant du même accès à l'enseignement, qu'elles reçoivent quelques privilèges dans le sens où l'âge de la retraite est pour les femmes est de 55 ans au lieu de 60 ans pour les hommes). La femme a donc le droit de travailler au même titre que l'homme, et une fois de retour chez elle doit assumer tous les travaux ménagers (très durs du fait du niveau de vie et de l'absence des appareils ménagers que les femmes françaises connaissent). Mais par ailleurs, les problèmes spécifiques concernant les femmes n'étaient jamais discutés, comme la quasi-impossibilité d'accéder aux niveaux supérieurs de la société. Autre question importante, le droit à l'avortement. Il y eut une période où celui-ci fut interdit, puis sans que les femmes luttent, il devint légal (mais du fait de conditions sanitaires déplorables, il reste une avancée sociale relative). La femme russe a un droit d'accès à la vie politique, mais surtout imaginaire. Sa situation consiste à avoir un double travail (le professionnel et le ménager), ce qui explique que les femmes de ma génération disaient vouloir rester au foyer tandis que leur mari gagne assez d'argent, pour ne pas avoir à travailler. C'est pourquoi le féminisme est considéré par les femmes comme un double esclavage, et donc rejeté. Mais pour leur part, les femmes commencent à comprendre que dépendre de l'homme, du mari n'est pas si bien que ça. Cette prise de conscience doit donner une nouvelle impulsion au mouvement féministe.

Quant aux rapports entre lesbiennes et féministes, ces dernières rejettent catégoriquement les lesbiennes, ainsi que les femmes qui sont dans la politique. J'ai collaboré au *Centre Gay et Lesbien* de Moscou, et si on voulait interroger une femme politique à propos des droits des minorités sexuelles, sur n'importe quel prétexte, même futile, l'entretien était annulé. C'était un rejet absolu parce qu'en Russie la sexualité est un sujet tabou. Ce n'est que depuis peu et petit à petit que l'on commence à discuter de ces sujets.

X : Quelle est la nature des relations associatives et individuelles entre gays et lesbiennes ?

Elena Goussiantinskaïa : Comme nous sommes au début d'une nouvelle période de notre histoire et étant donné la situation sociale, politique, économique actuelle, nous avons pleinement conscience que nous sommes trop faibles pour être séparés. L'association des *Archives Gays et Lesbiennes* dont je m'occupe est mixte (il y a même plus de femmes que d'hommes), mais je dis toujours que n'importe qui est bienvenu parce que nous sommes trop faibles pour créer ici et là des associations. Bien sûr, il y a des difficultés entre les deux. Les garçons se sentent mieux quand ils sont seulement entre eux, et les filles préfèrent être entre elles, mais malgré tout, ceci n'empêche pas d'avoir des rapports amicaux entre nous. Psychologiquement, c'est mieux lorsque c'est séparé, mais c'est actuellement impossible. Chacun dans son coin est trop faible.

X : Je voudrais savoir si actuellement les gays et les lesbiennes sont engagés dans la lutte pour les droits humains ou contre la guerre en Tchétchénie, et si dans le cas d'actions communes ce ne serait pas un moyen de contourner cette exclusion sociale en faisant le lien entre les discriminations faites aux homosexuels et celles faites à d'autres groupes sociaux.

Elena Goussiantinskaïa : Il faut avoir conscience de notre situation pour comprendre que le mouvement féministe, comme le mouvement lesbien ou le mouvement gay, n'existent pas. Ce n'est pas un mouvement politique. Par exemple, si nous parlons de la Tchétchénie ou d'autres problèmes cruciaux de la société, je peux citer à titre d'exemple ce qu'ont pu dire certains à propos d'un candidat libéral "il est soutenu par les occidentaux, les juifs et les homosexuels". Libéral, au sens capitaliste du terme, et contre la guerre en Tchétchénie.

Houria Mekrelouf : Bonjour, je suis membre du *Rassemblement pour l'Algérie des Femmes démocrates (RAFD)* et par ailleurs très active au sein de différents mouvements antiracistes. Ceci dit, je commencerai par dire qu'en Algérie le combat pour le droit à l'homosexualité est un combat "supérieur" dans le sens où les femmes se battent pour simplement être égales aux hommes. Le constat est effrayant, la société est construite sur la haine de l'autre et notamment sur la haine de la femme. "Les hommes vont au paradis à dos de femme" écrit Farda Mesaoudi, féministe algérienne.

Depuis 8 ans, nous comptons près de 100 000 morts (1 200 morts depuis la concorde civile du 13 juillet 1999). La violence contre les femmes comme à l'encontre de toute une partie de la population s'explique par le fait qu'au sein du FLN il y eut dès le départ collusion entre les islamistes et les conservateurs. Il faut se souvenir que la première constitution algérienne (promulguée au lendemain de la révolution) indique dans son article 2 que l'Islam est religion d'Etat. Donc dès 1963, le code de la nationalité fonde l'algérianité sur le droit du sol et de l'appartenance à l'Islam. Même si dans la Constitution il est écrit que l'égalité des droits entre les hommes et les femmes est avérée, l'article 9 (juste celui qui suit) rajoute qu'il ne faut rien faire qui soit contraire à la loi islamique, et notamment contraire à la Charria (ensemble de règles qui régit la vie des individus au quotidien). Ainsi, la première violence faite aux personnes est une violence d'Etat, une violence institutionnelle. Et c'est le point de départ de toutes les autres violences qui contrairement à ce qui est souvent dit n'ont pas commencé en 1992 après l'annulation du processus électoral.

Les groupes islamistes (je devrais plutôt dire fascistes) ont toujours existé et d'ailleurs ont toujours fait bon ménage avec l'ancien (et actuel) pouvoir. Cette alliance qui date du lendemain de la Révolution s'illustre par le fait qu'ils constituaient une force capable, toujours par la violence, de faire la sale besogne. Ainsi ces milices fascistes, ces groupuscules islamistes agissaient en véritables complices du pouvoir en place, en interdisant au sein des universités la tenue de comités autonomes d'étudiants, en interdisant aussi les activités culturelles, en brisant les grèves, bref en interdisant toutes expressions des forces de progrès. A la tête de ces groupuscules, on trouvait Marmou Norma. Celui-là même que les scènes européennes présentent comme l'incarnation d'un islam modéré, celui qui a recruté des jeunes volontaires puis s'est occupé de leur départ vers l'Afghanistan. Il n'y a pas d'islam modéré, il n'y a pas d'islamistes qui serviraient la démocratie.

Vers la fin des années 70, l'exécution au sabre d'un jeune militant de la cause libérale marque le début des exactions de ces groupes que l'on peut qualifier de fascistes. La surveillance nuit et jour ou parfois même le vitriolage de jeunes filles considérées comme étant trop occidentalisées ou soupçonnées d'avoir des mœurs trop légères n'avait rien d'extraordinaire. L'incendie de la maison d'une femme (dont le seul "crime" était de vivre seule avec ses enfants) au cours duquel ses enfants périrent illustre le régime de terreur que faisaient régner les islamistes. A cette époque, l'expression des déshérités, des intellectuels de gauche, des syndicalistes, de tous ceux qui aspiraient à plus de justice sociale étaient systématiquement réprimés par le parti unique (le FLN), ainsi que par les services de sécurité militaires et leurs complices, et les groupes islamistes. Dans le même temps, au sein de nombreuses mosquées du pays la voix de ceux qui formèrent les égorgés d'aujourd'hui s'élevait tous les vendredis. Ils fustigeaient une société occidentalisée qui s'était éloigné de Dieu. Fustigeant les femmes, les communistes et les gens de progrès, affirmant que les communistes avaient envoyé Satan sur terre, appelant un rejoindre l'islam, un islam politique radicalement

différent de celui que les gens vivaient au quotidien, non violent. L'Etat et le FLN ont laissé faire les associations intégristes fondées sur la violence, le racisme et la haine des femmes. Associations interdisant l'exercice politique à toute personne qui justement aurait pu porter un contre-discours. Par ailleurs, depuis l'Indépendance l'école a été donnée aux islamistes originaires principalement d'Egypte (le Moyen-Orient s'étant débarrassé de tous ces perturbateurs) que le pouvoir algérien a accueilli. De la sorte se produisit une retraditionalisation (qui n'avait pas lieu d'être) de la société basée sur une arabisation médiocre et démagogique en opposition aux tenants de la modernité et du savoir universel. Le primaire et le secondaire entièrement investis par les fondamentalistes furent transformés en quelque chose ressemblant à des écoles coraniques où était servi un véritable matraquage idéologique.

L'année 1984 marque une nouvelle étape dans cette violence faite à la société et plus particulièrement aux femmes, avec la promulgation du code de la famille. La pression grandissante des islamistes a fait que le Président de l'époque a donné en cadeau aux islamistes ce code directement inspiré de la Charria (qui sévit en Arabie Saoudite, en Iran et les pays du Golfe). De fait, ce code institue la supériorité totale et absolue de l'homme sur la femme. Il institue la polygamie, la répudiation de l'épouse ainsi que l'inégalité des sexes dans le régime de la succession. La conclusion du mariage incombe au tuteur de la future épouse, ce qui signifie que la femme est considérée comme étant mineure à vie. Ainsi, la femme algérienne dépend toute sa vie de son père ou de son frère, puis de son mari, et en l'absence d'homme dans son entourage immédiat d'un juge. Cela signifie également qu'elle ne peut en aucune façon être responsable légale de ses propres enfants, le père (même divorcé) étant le seul à avoir autorité. Ensuite elle ne peut divorcer que dans des conditions humiliantes et difficiles à réunir puisque lorsqu'une femme demande le divorce, elle peut le faire, elle doit en réalité racheter sa liberté. Elle doit en effet verser une somme bien trop importante puisque même le fait de travailler est conditionné à l'accord du mari. Une femme ne peut travailler que si elle a l'aval de son mari. Ce code a entraîné la mise à la rue des femmes répudiées avec leurs enfants, puisque le domicile conjugal est dans l'écrasante majorité des cas octroyé au mari. L'article 19 de ce code de la Famille stipule que l'épouse est tenue d'obéir à son mari, l'article 31 fixe l'interdit absolu du mariage d'une musulmane avec un non musulman, alors que le mariage mixte est autorisé pour l'homme. L'adoption est également interdite par l'article 46. Les articles 126 à 182, relatifs au régime de succession, présente une conception théologique de la famille dans laquelle un homme vaut deux femmes. Le code ignore le cas des femmes non musulmanes pour lesquelles aucune part d'héritage n'est prévue.

La femme algérienne n'a en fait aucun droit. Et la lutte des femmes porte sur le droit le plus élémentaire qui soit, à savoir l'égalité de droit entre hommes et femmes. C'est une lutte menée comme un combat politique, une lutte acharnée contre une société rétrograde, une lutte contre l'Etat, contre le pouvoir, mais aussi contre les intégristes qui sont maintenant dans la rue puisque relâchés à l'occasion de la *concorde civile* initiée par Bouteflika. Il faut savoir que dans les maquis tenus par le GIA, des femmes et des jeunes filles ont été enlevées puis séquestrées, servant d'esclaves domestiques et sexuels, qui une fois enceintes étaient exécutées. Voilà ce que vivent aujourd'hui les algériennes. Suite à tous ces viols, tout ce qui s'est passé dans les villages, les femmes se sont constituées en associations de victimes et ont demandé à être reconnues comme victime de guerre. Ce à quoi l'Etat a répondu par la négative, argumentant qu'une femme qui a été violée l'a été par un musulman, il n'y avait donc pas de délit majeur (une fatwa a déclaré que les femmes bosniaques violées par des chrétiens pouvaient avorter et être considérées comme victime de guerre), alors que les islamistes qui ont participé aux exactions sont aujourd'hui indemnisés, ainsi que leurs familles.

X : Dans le cadre de cette violence subie par les femmes (en général), comment les lesbiennes peuvent apparaître ?

Houria Mekrelouf : Quant on parle aux militantes féministes ou aux femmes algériennes des lesbiennes et du droit à l'homosexualité, les réactions montrent que nous sommes bien loin de ces préoccupations. La situation de la femme algérienne est actuellement celle-ci, et lorsque l'égalité des droits sera une réalité (car tel est l'objectif des démocrates et des femmes qui sont à la pointe du combat démocratique), nous pourrons voir des femmes homosexuelles se constituer en association. Ce combat pourra faire évoluer la cause d'autres combats.

X : Dans cette lignée, je voudrais parler de Malika, lesbienne algérienne qui est arrivée en France en mai dernier. Elle a été séquestrée pendant des mois par sa famille qui connaissait son homosexualité, qui refusait le fait qu'elle aime une autre femme. Grâce à un réseau d'entraide, elle a réussi à avoir un visa qui lui permette de venir en France. Elle était invitée à intervenir durant cette *Université*, ce qu'elle n'a pu faire puisque ses frères sont à sa poursuite.

Houria Mekrelouf : Nous rencontrons très peu de femmes vivant sous la Charria qui viennent témoigner, en fait les seules que nous entendons sont les algériennes. C'est seulement quand il y a des massacres qui sont perpétrés que l'on parle de la situation actuelle de l'Algérie, et accessoirement de la condition des femmes algériennes. Les féministes nous disent que puisqu'elles

n'ont rien à perdre, elles parlent même au risque d'être assassinées. C'est ainsi qu'elles sont partie prenante de la Marche Mondiale des Femmes. Elles étaient présentes à Pékin.* Il y avait également des iraniennes. Il y avait aussi des femmes islamistes algériennes disant que le code de la Famille n'est rien, qu'il devrait être bien plus dur. A Pékin, ces femmes sont venues en force, et en collusion avec les chrétiennes américaines. Si elles peuvent difficilement assister à des colloques, nous en rencontrons souvent lors de leur venue à Marseille. Et c'est important que nous puissions ici témoigner de leur situation et porter leur combat.

X : A Paris comme à Marseille il y a des associations qui s'occupent de ces femmes algériennes et les aident à obtenir l'asile. Leur expérience montre que ces femmes ne peuvent obtenir l'asile politique que si elles arrivent à prouver les persécutions dont elles disent avoir été victimes, mais il est difficile de faire valoir son cas particulier dans le cadre d'une persécution institutionnalisée et générale vis-à-vis des femmes en tant que groupe social. D'autant que les autorités françaises interprètent de façon extrêmement restrictive la Convention de Genève. Il manque un éclairage qui explique la spécificité de la situation des femmes algériennes. La grande question qui nous est aujourd'hui posée est celle d'unir l'ensemble des forces nécessaires (militantes, politiques et sociales) afin d'arriver à l'amélioration de la condition de la femme algérienne par la prise en compte de son oppression.

Elisabeth Loichot : Bonjour, je suis la représentante de la Commission gay et lesbienne des Verts. Ceci dit, je suis féministe et en tant que telle j'arrive dans une commission intitulée gay et lesbienne mais dont le responsable était seulement un homme. Mais chez les Verts lorsque l'on propose quelque chose de féministe, c'est immédiatement repris. Encore faut-il qu'il y ait quelqu'un qui propose, qui dise que la parité ici ou là serait nécessaire. Il n'y a en la matière aucune résistance, mais si une femme n'est pas là pour porter une parole féministe pour dire qu'ici c'est masculin et féminin, se sera toujours au masculin.

La parité a été portée par les femmes politiques. Elles ont pris cette histoire à bras-le-corps dans leur parti respectif. Ceci illustre la nécessité que la parole féministe soit portée par les femmes, quel que soit le lieu ou le moment. A la *LGP Ile-de-France*, il y a de nombreux débats sur, par exemple, s'il faut ou non choisir l'homophobie comme thème de la marche. A cette occasion, nous nous servons de notre expérience féministe sur le sexisme pour porter notre parole. En revenant à notre expérience des années 70, c'est comme si nous piochions dans un capital militant, qui nous sert toujours et encore. Et depuis Mitterrand, depuis la deuxième phase du féminisme (c'est à dire durant les années 80), culturellement il n'y a pas grand chose de subversif. A la rigueur, ce serait les gays et les lesbiennes qui ont repris le côté subversif et festif. En tout cas, je me sers constamment de mon expérience féministe.

Lors du débat sur la parité à l'Assemblée nationale (auquel j'ai personnellement assisté) j'en ai presque pleuré d'émotion en voyant Madame Guigou déclarer vouloir expliquer ce que c'est le féminisme, et donner pendant une heure un cours d'histoire. Durant les années 70, je n'avais jamais osé imaginer que la Gardienne des Sceaux inflige à l'ensemble des députés une telle leçon d'histoire. Mais en même temps, cette page d'histoire n'est pas quelque chose que l'on peut reprendre telle quelle. Les choses ont évolué. La Commission gay et lesbienne des Verts a participé à la Marche des Femmes de Paris, de nombreux gays y ont également participé. Au niveau de la solidarité homosexuelle, il y a des liens très forts, seulement je ne comprends pas très bien où est aujourd'hui le côté subversif du féminisme.

Isabelle Cruette : Le sigle "*ILGA*" signifie "*International Lesbian and Gay Association*". C'est un réseau d'associations mixtes et non-mixtes, d'associations de gays, de lesbiennes, de transsexuels, de transgenres et de bisexuels. En entendant les interventions précédentes, deux réflexions me viennent à l'esprit. En premier lieu, nous considérons (et nous y travaillons) que l'avancée d'une minorité peut aider une autre. C'est un peu l'histoire du coin dans la bille de bois. Nous travaillons sur ce concept, notamment par rapport à l'article 13 du Traité d'Amsterdam qui confère à la Communauté Européenne le droit de prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toutes les discriminations fondées sur le sexe (ce qui nous réunit aujourd'hui), la race, l'origine ethnique, la religion, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle (ce qui nous concerne également). Nous travaillons avec les immigrants, les handicapés et les homosexuels. Déjà pour se connaître, se comprendre, mais aussi pour voir comment au lieu de tirer la couverture chacun de notre côté nous pourrions avancer ensemble. C'est une expérience que je trouve très enrichissante. Ne serait-ce que parce qu'ainsi on s'aperçoit qu'à l'intérieur d'une minorité sévit une certaine intolérance. Ce que l'on retrouve chez les féministes vis-à-vis des lesbiennes. Si au sein des minorités nous avons du mal à nous respecter mutuellement et à créer un minimum de solidarité, cela me semble difficile d'avancer.

A propos de la Marche Mondiale des Femmes, j'ai lu dans le cahier de revendications de la Plateforme internationale les deux paragraphes traitant des revendications lesbiennes, et je me suis aperçu que le mot "lesbien" n'apparaît pas, il apparaît seulement le terme "d'orientation sexuelle". Il est question du droit d'asile par rapport à l'orientation sexuelle (les gays sont invités à venir marcher avec nous) et la mise en place de lois contre toutes discriminations basées sur l'orientation sexuelle, mais pas sur le fait d'être lesbienne. La question est de savoir comment les femmes peuvent influencer ou faire gagner les homosexuels dans leur ensemble.

Je finirai en parlant de la position de l'*ILGA Europe* quant à la parité et la représentation des femmes ou la nécessité que des femmes soient présentes. Il y a actuellement très peu de femmes qui participent activement au réseau *ILGA Europe* et *ILGA Monde*. Il est difficile de représenter les femmes quand elles sont absentes. Certes il y a une certaine réceptivité par rapport aux sujets que nous pouvons amener, à l'angle de vue qui est le nôtre, à notre richesse, encore faut-il qu'il y ait quelqu'un pour l'exprimer.

Maité Maillet : Bonjour, je suis membre du *CEL* de Marseille ainsi que de la *Coordination Lesbienne Nationale* où je suis responsable de la commission des relations avec le mouvement gay mixte. Ceci dit, pour revenir sur les relations entre lesbiennes et féministes durant les années 70/80 puis au début des années 90, il est évident que les féministes hétérosexuelles perdaient énormément de crédibilité à tout point de vue si elles étaient associées à l'image des lesbiennes. Elles ont donc essayé de gommer le plus possible cette image. N'empêche que cette image a été reprise, les médias se sont régalés de déformer l'image globale des féministes en les assimilant systématiquement à la lesbienne masculine qui avait perdu tout contact avec la féminité. Et il est vrai que beaucoup de nos alliées féministes n'avaient pas envie de cette association qui leur faisait perdre des entrées et une crédibilité au niveau institutionnel. Ceci a eu de lourdes et durables conséquences. D'autant que les lesbiennes n'étaient alors pas un mouvement organisé et fort, et n'avaient donc pas la force de se visibiliser comme elles le font aujourd'hui. Les féministes hétérosexuelles ne leur ont pas tendu la perche à ce moment, ne les ont pas aidé à se visibiliser. Ce fut une époque, une situation que nous avons alors vécue difficilement. Cependant tout progresse, même si nous devons encore dire que nous existons au sein de différentes coordinations, d'associations, d'institutions et de collectifs régionaux des droits des femmes. Par exemple à Marseille, il a fallu rappeler notre existence pendant un certain temps. Et si maintenant tout va beaucoup mieux, l'histoire nous montre qu'il faut être toujours très vigilantes.

Le deuxième point est la question de savoir comment faire le lien entre la situation des femmes et la situation des gays et des lesbiennes, et plus particulièrement des gays qui sont peu présents voir absents dans les luttes des femmes et qui dans le passé ont été extrêmement discrets. Le film que nous avons vu cette après-midi (*Debout*) est exceptionnel dans la mesure où il fait des parallèles très évidents entre l'oppression des femmes (tout le chemin qu'elles ont eu à parcourir) et l'oppression qu'ont vécu et continuent de vivre les homosexuels (hommes et femmes). Tout au long du film nous retrouvons les différents aspects de cette oppression. Nous autres les lesbiennes nous ne souhaitons pas systématiquement jouer le rôle de mère que la société nous attribue, les féministes de cette époque voulaient être dans la liberté des rôles tout comme les gays et les lesbiennes n'ont pas envie d'être astreints à un modèle et à un genre.

En ce qui concerne les violences que les femmes ont subies et continuent de subir, les gays eux aussi les subissent. Pas de la même manière puisqu'ils sont des hommes dans cette société patriarcale. Comme disait une femme au cours de ce film, lorsqu'on sort dans la rue immédiatement la crainte nous assaille, parce que nous n'avons pas envie de se faire mettre la main aux fesses ou de se faire violer, les gays non plus n'ont pas envie de se faire agresser sur leurs lieux de dragage. Il y a des parallèles constants dans ce film entre le vécu des femmes (ayant une réflexion féministe) et les gays et les lesbiennes qui vivent encore maintenant des tas de discriminations, des tas de difficultés de vie.

J'espérais qu'à l'instar des mouvements féministes récents, comme *MixCité*, que soient présents parmi nous dans cette salle davantage de gays qui se sentent concernés par ce thème. Il y a des hommes qui se sentent concernés, qui ont fait le lien entre les différentes oppressions, qui jouent la carte de la solidarité dont nous avons besoin. J'espère que dans un avenir très proche, les gays seront aux côtés des féministes et des lesbiennes pour que ces discriminations cessent. Il y a quantité de droits que nous avons à obtenir ensemble, et que cela puisse profiter à tous, que l'on ne tire pas la couverture à soi, que les gains obtenus rejaillissent sur la qualité de vie de tous. Je serai heureuse le jour où quand il y aura une autre Marche Mondiale des Femmes il n'y ait pas 15 ou 17 000 personnes, mais 200 000 comme à Paris lors de la *Gay Pride*. Le mot important, fondamental, est solidarité.

X : Bien, je vous remercie pour ces différentes interventions. Merci pour ces différents éclairages et pistes de discussion. En espérant que ces souhaits de solidarité se réalisent.

Guillermo Rodriguez : Bonjour à tous, nous sommes l'association ARDHIS. Vous avez déjà eu l'occasion de nous rencontrer durant la semaine aux côtés d'*Amnesty International*, lors de la présentation de nos actions et de nos objectifs. L'objet du présent débat est une présentation plus en détail de l'association ainsi qu'un bilan des actions menées et un exposé de nos perspectives.

Lionel Povert : Je commencerai en parlant de Guillermo. Il est le troisième président de l'association, ce qui veut dire que nous sommes dans notre troisième année d'existence. L'association a été fondée en juillet 1998, soit quelques mois après la création du *Collectif des Homos sans-papiers* (en Mars 1998). Dans la série "small is beautiful", le *Collectif* s'est créé un vendredi, fin mars avec un français (moi-même) et un étranger sans-papier (mon ami Asmir). Nous avons écrit le manifeste du *Collectif des Homos sans-papiers* que nous avons faxé et adressé à un certain nombre d'interlocuteurs potentiels (au sein de la communauté lesbienne et gay de Paris et en Province, de la presse écrite, gay ou pas, et du milieu associatif et politique). Suite à cela, quelques semaines après nous nous sommes réunis pour la première fois au *Centre Gay et Lesbien de Paris*. Nous étions une dizaine, principalement des couples gays binationaux et un sans-papier célibataire.

En juin 1997, suite à l'arrivée de Jospin, le Ministre de l'Intérieur Chevènement a sorti une circulaire exceptionnelle de régularisation dont les critères avaient été discutés avec certaines grosses associations représentatives de la défense des droits de l'homme, des droits des étrangers qui de fait ont cautionné le caractère restrictif de ces critères de régularisation. A l'époque, on a privilégié la régularisation des étrangers et étrangères qui étaient depuis longtemps en France, mais surtout des personnes qui pouvaient justifier d'une vie familiale stable. C'est à dire de préférence des couples hétérosexuels avec des enfants. Pour les couples ou les célibataires homosexuels, il n'y avait rien de prévu. Aussi, en juillet 1997 quand avec Asmir je suis allé au MRAP (dont nous étions adhérents) on nous a dit que nous ne rentrions pas dans le cadre des critères de cette circulaire, et donc qu'ils ne pouvaient pas soutenir notre dossier. Ce refus est à l'origine du *Collectif des Homos Sans-papier* devenu par la suite l'association ARDHIS. Tant que l'on est convaincu en tant qu'homosexuel et en tant que sans-papier on peut faire valoir ses droits et les faire défendre par des associations qui existent déjà, il n'y a aucune raison de créer une association comme ARDHIS. Mais nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas si évident.

Il y avait d'abord le fait que dans les critères de régularisation les célibataires étaient les moins bien servis, puis le fait plus ou moins inconscient qu'au MRAP comme dans d'autres grandes associations nous fûmes considérés comme des zozos. Aussi, nous avons continué à cheminer de notre côté à travers tous les dossiers que nous avons pu voir arriver. Par la suite, nous nous sommes rendu compte que le travail que l'on pouvait faire avec les autres collectifs de sans-papiers pouvait se faire en participant à des manifestations ou en signant des pétitions, mais cela restait très limité. D'une part, parce que nous n'avions peut-être pas suffisamment d'énergie et de ressources humaines, et d'autre part les autres collectifs étaient fixés sur leurs objectifs, avec leurs propres problèmes internes et autres problèmes humains à gérer. Et donc lorsque avec Asmir nous sommes allés rue Pajol (au Collectif de Saint Bernard), après avoir annoncé notre venue par courrier et par fax (tout juste si on ne leur a pas envoyé des pigeons voyageurs) nous sommes arrivés un peu comme des cheveux sur la soupe. Se dire homosexuels et sans-papiers ne présentait aucun caractère de lisibilité pour les personnes qui participaient à ce Collectif, tout simplement parce que pour eux cela n'avait pas de sens. Pour eux, on est sans-papier africain, colombien ou autres, mais aussi et surtout hétérosexuels, et le fait que quelqu'un puisse mettre en avant sa sexualité afin de d'obtenir comme les autres un titre de séjour leur paraissait aberrant et relevait quasiment de l'agression culturelle. On ne s'est pas fait envoyer sur les roses, on a été très gentils avec nous, mais nous ne sommes pas allés très loin.

Cela a changé à partir du moment où le *Collectif des Homos sans-papiers* ayant commencé à exister. Nous avons alors bénéficié d'un gros coup de pub grâce à un article d'une page dans Libération "L'amour sans-papiers" qui relatait notre histoire (celle de Asmir et de moi-même) tout en annonçant la création du *Collectif* (et en publiant ses coordonnées). Merci à Mathieu Lindon et à Elisabeth Lebovici à l'initiative de cet article, parce que suite à cela nous avons reçu plein d'appels et de nombreux célibataires et/ou couples nous ont rejoint. Nous avons créé un site Web, nous avons continué à écrire des communiqués de presse, à rencontrer des gens, à voir des élus. Aussi, entre mars et juin, la visibilité des homosexuels sans-papiers est

devenue beaucoup plus forte, beaucoup plus importante. Avant la création du *Collectif des Homos sans-papiers* et de l'ARDHIS la question des homos sans-papiers existait déjà. Lorsque nous sommes allés voir le *Centre Gay et Lesbien* (de Paris), nous nous sommes rendu compte que c'était une question qu'ils avaient déjà abordée, parce que concrètement vécue. Même chose à *Nées Up. A Droit Devant*, un certain nombre de personnes s'intéressaient à ces questions. Sauf que toutes ces personnes n'ont eu à aucun moment l'idée d'essayer de créer un espace collectif afin d'obtenir ensemble un titre de séjour, et faire que l'existence des personnes que nous sommes (étrangers, homosexuels, sans-papiers, compagnes ou compagnons de sans-papiers...) soyons reconnues et donner plus rapidement aux questions que notre situation pose des éléments de réponses. Cela s'est fait à travers nous, mais cela aurait pu se faire à travers n'importe qui d'autres.

En juin 1997 sort la circulaire de régularisation exceptionnelle. Mais le temps que les gens déposent leur dossier, les quatre mois de délais implicites étaient passés. Sans compter de la part des Préfectures les nombreux refus opposés à ceux qui avaient présenté un dossier. C'est à ce moment que l'on commence à parler dans les médias gays et la presse généraliste de la création du *Collectif*. Nous sommes alors allés voir des associations avec lesquelles nous avions de plus grandes facilités de dialogue (parce que plus techniques et parce qu'elles avaient le désir que les homos se prennent en charge sur ces questions). Tout cela conjugué a produit une espèce d'effet de masse, et d'une dizaine d'adhérents au départ, deux ou trois mois après nous étions une quarantaine. Aujourd'hui nous sommes 450 (des couples, des célibataires, des sympathisants, des parents, des amis). Des dizaines et des dizaines de personnes ont rejoint l'association pensant qu'elle pouvait leur permettre d'aboutir plus rapidement à une solution efficace. Là où le calendrier a encore joué en notre faveur, c'est qu'après la saison du refus il y a eu la saison du PACS. En mars/avril/mai 1998 les gens reçurent leur confirmation de refus, et en octobre 1998 eu lieu la première lecture du PACS à l'Assemblée. Et alors que l'ont parlait régulièrement dans les médias de la possibilité d'un statut légal pour les couples homosexuels, nous pouvions essayer de placer la question des partenaires étrangers, comme celle des demandeurs du droit d'asile en tant qu'homosexuels persécutés dans leur pays d'origine en raison de leur appartenance à ce groupe social.

Dans un premier temps, suite à une intervention très politique, nous avons bénéficié d'un certain nombre de régularisations. Mais très vite nous avons compris que cette petite vaguelette de régularisation (entre 15 et 20 cas) a été faite seulement pour répondre à des situations humaines qui présentaient un certain degré de détresse, mais aussi parce que le gouvernement se retrouvait pris entre deux chaises puisqu'il ne pouvait pas dire à la communauté homosexuelle qu'il allait leur accorder un peu plus de droits et en même temps mettre au grand jour le fait qu'il y avait des homosexuels qui ont moins de droits que les autres. Le gouvernement a donc lâché quelques régularisations pour qu'il y ait un peu moins de pression, en se disant (ce qui a été assez efficace avec un certain nombre de personnes) qu'une fois régularisés les gens se désinvestiraient du *Collectif* et que le problème serait réglé. Je me souviens très bien que Jan Paul Pouliquen (qui m'a permis de discuter directement avec le député Autexier) m'a clairement dit qu'il était temps désormais que tout le monde rentre à la maison regarder la télévision, qu'il n'était pas question de revenir sur le scénario construit à partir de la loi Chevènement qui venait d'être promulguée. C'était en fait une sorte de dialogue sur fond de chantage. Nous avons alors essayé d'inverser le chantage (avec plus ou moins de succès) en disant que nous aussi nous étions pragmatiques et que nous voulions bien des régularisations mais que l'état actuel de la loi ne nous satisfaisait pas. De concert avec d'autres associations, la CNAFAM (coordination nationale d'associations laïques) a mis en place une Coordination du droit à vivre en famille que nous avons rejoint l'an dernier après un dialogue fructueux. Et cette Coordination pour le droit à vivre en famille, dans le cadre d'une réflexion pour le PACS (qui n'était pas encore voté) et avec notre concours a posé un certain nombre de questions auxquelles elles apporta certains éléments de réponse que nous avons transmis à l'ensemble de nos interlocuteurs (c'est à dire l'ensemble des députés et des sénateurs), puis nous avons patiemment attendu une réponse. Nous en avons eu, pas toujours positives mais cela a permis de faire comprendre que l'association existait et qu'elle n'était pas toute seule à défendre certaines choses puisqu'il y avait aussi des associations plus classiques sur la même longueur d'onde.

En amont du PACS nous avons essayé de dire un certain nombre de choses. Notamment que la vie privée des partenaires étrangers et des couples binationaux devait être clairement respectée, et que sur cette base nous voulions un alignement en terme d'obtention de titre de séjour pour les partenaires étrangers sur les droits de ceux qui sont déjà installés en France, c'est à dire obtention immédiate d'un titre de séjour. J'ai apporté un document que nous avons rédigé avec la Coordination du droit à vivre en famille, "PACS ne pas s'arrêter en chemin, pour une modification de l'ordonnance de 1945 sur les étrangers", éléments de réflexion que nous avons déjà fait valoir mais qui n'ont pas été retenus par les députés. Alors si on veut rentrer dans les histoires d'arrière-cuisine (j'adore ça, je trouve cela très intéressant), il est clair qu'au sein de l'Assemblée nationale, aussi bien chez les Verts que chez les Communistes (je les cite en premier parce qu'il m'a semblé que leur sensibilité d'oreille et d'écoute était plus grande que celle du PS) mais aussi au parti socialiste il y avait un certain nombre de députés qui ont clairement compris quels étaient les enjeux de notre demande que ce que nous demandions n'était pas fou, qu'il ne s'agissait pas d'une demande de droit spécifique, que ce n'était pas quelque chose que l'on demandait pour tirer vers une vision communautariste du droit en France, mais que l'on demandait tout simplement une égalité des droits.

Nous demandions que l'article 12bis, alinéa 7 de l'ordonnance de 1945 soit complété de sorte que l'étranger lié par un PACS à un français (ou un étranger résidant en France) ou que l'étranger vivant en concubinage stable (qu'il soit hétérosexuel ou homosexuel) avec un français ou un étranger résidant en France même s'il n'a pas conclu de PACS obtienne de plein droit une carte de séjour temporaire. D'ailleurs, c'est pour cela que nous trouvions une écoute auprès des autres associations qui jusqu'à présent ne s'intéressaient qu'aux couples hétérosexuels. Dans le cadre de la loi Chevènement, la circulaire d'application de l'article 12bis, alinéa 7 stipulait que pour obtenir un titre de séjour il valait mieux être non seulement hétérosexuel (même si ce n'était pas explicitement écrit) mais de surcroît avoir un ou plusieurs enfants. Sur cette base, des associations comme la *CNAFAM* ou le *Collectif du droit à vivre en famille* ont tout de suite vu l'intérêt de notre réflexion et de nos revendications, se disant que la loi sur le PACS pourrait être l'occasion de permettre aux politiques (et en aval aux législateurs) d'être un peu plus intelligents en desserrant le nœud gordien dans lequel se retrouvent bien des gens. Si vous vivez en couple hétérosexuel depuis 5 ans, vous n'avez pas droit à un titre de séjour sauf si vous faites un bébé. C'est aberrant. Là-dessus nous sommes pointés en disant que nous étions des couples gays et/ou lesbiens et que nous avons 3, 4, 10 ans de vie commune, qu'à ce titre après avoir signé un PACS nous aimerions obtenir un titre de séjour sans aucun délai.

Si vous aviez une vie commune avant la signature du PACS, vous pouvez obtenir un titre de séjour à condition que vous puissiez prouver, par tous moyens, cette vie commune. Pour cela vous allez rassembler tous les documents que vous pourrez, sauf que quand on est un couple homosexuel, de surcroît composé d'un étranger en situation irrégulière, la première chose à laquelle on pense ce n'est pas d'accumuler les preuves de sa vie commune. Cette histoire de délais frappe de suspicion certains couples par rapport à des couples mieux disant (hétéros et mariés). De surcroît cela signifie que les Préfectures ont toute latitude pour refuser le titre de séjour en argumentant que les preuves qui ont été apportées sont insuffisantes. Et cela peut aller vraiment très loin dans le délire, par exemple Youri et Patrick qui ont enfin obtenu un titre de séjour après un parcours du combattant que le petit reportage diffusé sur M6 (diffusé récemment juste après la *Gay Pride*) a quelque peu édulcoré. C'est peu dire, ils étaient les premiers à s'en plaindre. Dès le début de leur relation ils ont fait des démarches pour obtenir un titre de séjour, ce à quoi on leur a répondu toujours et encore non. Ils ont refait une demande en 1997 qui s'est soldé par un refus, ils ont fait la navette entre la Préfecture (qui répondait toujours "non"), le Tribunal Administratif (qui répondait "atteinte à la vie privée") pour finalement faire appel devant le Conseil d'Etat (qui a répondu "atteinte à la vie privée" et invita la Préfecture à régulariser). Au final, la Préfecture a répondu positivement mais en prenant de très longues semaines pour simplement donner à Youri un récépissé puis une carte de séjour.

Je ne vais vous multiplier les cas concrets, mais il se trouve qu'à l'*ARDHIS* bien que l'on s'intéresse beaucoup à tout ce qui est texte de loi et réflexions intellectuelles ou juridiques, on s'intéresse d'abord à du concret. Parce que c'est cela que nous traitons au quotidien. Guillermo qui assume la présidence de l'association depuis le début de cette année le sait encore mieux que moi aujourd'hui, puisque c'est lui qui désormais s'occupe directement de toutes ces questions. Cela signifie que faute d'obtenir immédiatement un titre de séjour, nous sommes confrontés à une espèce de parcours du combattant parsemé d'inégalités. Soit vous êtes socio-culturellement et économiquement suffisamment forts pour vous battre et vous connaissez vos droits, soit vous êtes quelqu'un de tout à fait ordinaire mais vous avez envie de vous battre et de gagner. Patrick n'est pas riche, il vit en province dans un petit village, et durant des années il s'est battu avec acharnement pour obtenir que son mec obtienne des papiers. Les gays et les lesbiennes ne sont pas meilleurs que les autres, et si demain vous rencontrez une femme (ou un homme) qui est sans-papier, si l'on vous dit que vous allez devoir vous battre pendant de longs mois, de longues années pour qu'elle obtienne un titre de séjour, allez-vous spontanément faire le pari de rester avec elle et de se battre à ses côtés jusqu'au bout ? Il y en a un certain nombre qui sont restés sur le bord de la route, il y a plusieurs sans-papiers qui n'ont jamais trouvé personne. A l'association nous avons plusieurs célibataires, certains il est vrai n'ont pas forcément vocation à vivre en couple, mais qui sont parfois pour certains d'entre eux tombés sur des gens qui leur ont dit au bout d'un certain nombre de mois ou d'années qu'ils n'en pouvaient plus.

Les revendications de l'*ARDHIS*, avec d'autres associations (je le répète), portent sur l'obtention immédiate d'un titre de séjour. Ce qui n'est pas utopique. Je me souviens des débuts du *Collectif* et de l'association, nous avions alors des discussions acharnées sur le fait que l'on s'occupait des couples mais qu'il ne fallait pas non plus sur valoriser l'idée de couple, qu'être homosexuel ne signifie pas obligatoirement de vivre à deux, que les célibataires ont droit à autant d'intérêt... Nous étions alors en plein débat sur le PACS, c'est à dire dans un contexte idéologiquement marqué où les médias comme les politiques s'intéressaient beaucoup (et surtout) aux couples homosexuels. Par ailleurs, à un moment donné nous nous sommes demandés si nous n'étions pas d'une certaine façon en train de faire le tri entre les bons couples et les mauvais célibataires, tout en nous demandant si au final un couple homosexuel tient vraiment la route, si un couple homo est quelque chose de légitime, si les politiques n'ont pas raison de vouloir nous demander de faire nos preuves en tant que couple. Lorsque vous demandez votre naturalisation, vous devez avoir fait un stage minimum de 5 ans, c'est à dire que vous devez résider en France depuis au moins cinq ans tout en étant en situation régulière. Cette idée est quelque chose qui m'a beaucoup frappé, parce qu'en fait avec cette histoire de délais, cela revient à demander aux gens d'accepter le principe de faire un stage. Il faut bien comprendre

que le PACS c'est la tyrannie de l'inégalité et la hiérarchie du mépris, car selon qu'un étranger pacse avec un français, un étranger communautaire ou un étranger non-communautaire, les délais ne sont pas les mêmes. Cela signifie que le droit à la vie privée n'est pas respecté de la même façon selon l'identité des deux partenaires. En soi, c'est quelque chose de totalement inacceptable. D'autant plus que durant trois ou cinq ans, que fait-on ? Je prends l'exemple du copain malgache de Didier avec lequel il vit depuis un an et demi, ils se sont pacés dernièrement et seraient très curieux de savoir quand est-ce qu'il aura ses papiers. Dans le pire des cas, le copain en question aura ses papiers dans un an ou deux, si la Préfecture accepte les preuves de leur vie commune (si tant est qu'ils en aient). Et en attendant, que va-t-il faire ? Il va attendre. Quand je parlais de culpabilité tout à l'heure, il y a des moments où on intègre (et c'est important de le dire) les critères (comme le faisait le MRAP et les autres) demandés par l'administration et les pouvoirs politiques, tous les gens qui nous appellent (que se soit des hommes ou des femmes) nous racontent qu'ils ont pacé avec leur compagnon (qu'ils ont rencontré il y a peu), que cela ne faisait que six mois qu'ils étaient ensemble, et finalement nous demandaient si cela allait suffire. En fait, on leur répondait quelque chose du style que s'ils étaient tombés amoureux il y a seulement pas très longtemps leur histoire était du pipi-de-chat, elle ne tenait pas la route, et on leur conseillait presque de revenir nous voir lorsque l'on pourra raisonnablement penser qu'ils formaient un vrai couple.

Ce délai de trois ans est en fait un moyen de rendre fou le citoyen moyen. C'est la logique de la double contrainte (un truc également utilisé dans le domaine de la psychanalyse). Cela consiste concrètement à dire que si vous voulez obtenir un titre de séjour (alors que vous êtes gay ou lesbienne) vous devez pacser (article 1) puisque si vous ne vous pacés et donc demeurez concubin, vous n'avez en fait aucune chance d'obtenir satisfaction. Une fois pacés, si vous voulez respecter la loi, il vous faut attendre trois ans (article 2). En attendant vous allez violer la loi en restant en situation irrégulière (article 3). A ma gauche, il y a Pascal qui est militaire de carrière, comme moi fonctionnaire (je suis enseignant) et qui pourrait vous dire aussi bien et peut-être mieux que moi (l'Education Nationale c'est pas le pied mais la Grande Muette avec ce droit de réserve et une pression morale importante est loin d'être le paradis). La loi dit à Pascal que s'il veut respecter la loi, il doit en fait l'enfreindre pendant trois ans. Vous avez toute une série de lois qui évoquent la notion " d'aide à séjour irrégulier ". A travers un certain nombre de cas qui ont été médiatisés nous nous sommes rendu compte que le fait d'aider (que ce soit par solidarité ou par amour) quelqu'un qui est sans-papier est non seulement illégal mais surtout passible d'amende et de prison. Que se passerait-il demain si les supérieurs de Pascal lui dit qu'ils ont eu connaissance de la situation qu'il vit (pourtant privée) et qu'en conséquence ils comptent mettre en place certaines mesures disciplinaires, et lui demande de justifier le fait qu'il commet un délit ? Il n'y a pas besoin d'être militaire ou instituteur, la plupart des gens qui viennent nous voir à l'association sont de bons citoyens généralement respectueux de la loi. C'est affreux, il n'y en a pas un qui se dit "chouette pendant trois ans je vais joyeusement transgresser la loi".

Le pouvoir politique dans son ensemble (c'est à dire Matignon, Monsieur Jospin et l'ensemble de son équipe ministérielle avec la cohorte des conseillers) ne nous sont pas inconnus, bien au contraire. Nous les connaissons tous, nous leur avons écrit et/ou téléphoné, nous les avons rencontrés (Guillermo était en même temps que le représentant de la *Lesbienne and Gay Pride* chez Madame Guigou), nous leur avons dit tout ce que l'on voulait. On leur a dit que nous n'étions pas des mickeys, que nous ne sortions pas d'Eurodisney, que nous n'étions pas des fantaisistes, mais que l'on parlait de situations humaines, concrètes, des situations insupportables. Ils n'ont rien entendu. Pourquoi ? Le Libé du jeudi 12 juillet dans un article sur la gauche coincée évoque très précisément un certain nombre de situations dans lesquelles Monsieur Jospin s'est montré un courageux prudent, en précisant que sur les sujets sensibles il attendait l'opinion publique. Dans les exemples cités, on trouve les sans-papiers et le PACS. A la lecture de cet édifiant article on s'aperçoit qu'il a fallu à Jospin de longs mois pour comprendre que l'homosexualité n'était plus tabou mais que cela correspondait à un vrai problème de société, qu'il avait aussi découvert que grâce à cela il pouvait ringardiser la droite. Soyons clairs, c'est surtout ce dernier aspect qui a décidé Jospin de donner l'ordre à ses troupes, le petit doigt sur la couture du pantalon, d'aller voter correctement le texte du PACS. Texte duquel, entre temps, a été chassé tout ce qui pouvait correspondre à nos attentes. Ainsi on s'est retrouvé avec un PACS sans obtention immédiate de titre de séjour (ce qui figurait dans le texte du CUS), sans accès à la naturalisation. Suite à l'intervention écrite d'un député, Madame Guigou a fait savoir qu'il serait tenu compte de la signature d'un PACS pour les demandes de naturalisation, mais nous attendons toujours la circulaire d'application (d'ailleurs nous ne savons pas quand est-ce que nous allons l'avoir).

Quant au bilan de notre association, je dirai bien que nous ayons obtenu de nombreuses régularisations (ce dont nous sommes très contents) nous sommes en fait très fâchés. Personnellement, je suis en colère, une colère qui est à peu près similaire à celle que *Act Up* (dont je me sens proche sur beaucoup de points) ressentait durant les premières années de son combat (et qu'il ressent toujours depuis). A l'ARDHIS nous sommes en colère parce qu'on nous prend pour des andouilles, parce qu'on nous méprise. Quand je dis "nous", c'est au-delà de l'association ARDHIS, je parle de l'ensemble des personnes dont nous défendons la situation. On nous méprise, parce que si nous sommes sages et gentils, si on fait là où on nous dit de faire, alors on obtient quelques régularisations. Et après des semaines, des mois de tractations, des heures et des

heures de travail sur chaque dossier, des contacts écrits, faxés et e-mailés avec certains députés et conseillers, après avoir bien pleuré, après avoir bien crié, on obtient quelques régularisations. Et on essaye d'acheter notre silence avec. On passe son temps à nous dire des trucs du style que m'a sorti Frédéric Martel (le fameux auteur, devenu un petit conseiller technique chez Martine Aubry au ministère des Affaires Sociales) en me racontant qu'Autexier nous faisait la gueule parce que nous avons ouvertement demandé le changement de la loi (non seulement la loi Résidat mais aussi la loi sur le PACS) puisqu'elle ne nous semblait pas bonne. D'après lui, on crachait dans la soupe, on n'était pas gentil, et à cause de ça on se fait taper sur les doigts et que certains dossiers mettent plus de temps à être régularisés que prévu. En d'autres termes, c'était du chantage. Non, nous ne sommes pas contents, parce que les textes de loi, tels qu'ils sont, ne permettent pas à n'importe quel citoyen d'obtenir un titre de séjour pour son ami (qu'il soit un homme ou une femme, homo ou non). Nous voulons qu'à partir du moment où des gens nous disent vivre ensemble qu'ils obtiennent leurs papiers. Dans le cas d'un mariage, ils font bien des enquêtes de police (en se rendant au domicile des intéressés, en faisant une enquête de voisinage) afin de vérifier la véracité de la vie commune, ils font la même chose pour la naturalisation, pourquoi ne le font-ils pas quand des concubins ou des pacés (hétérosexuels comme homosexuels) demandent l'obtention immédiate d'un titre de séjour ?

Pourquoi ne le font-ils pas ? Je reviens à l'article de Libé, en courageux prudent Jospin a considéré que cette quantité négligeable qui correspond à la partie de la population qui est homosexuelle devait être traitée avec circonspection. C'est à dire qu'il ne fallait pas se fâcher avec elle, qu'il fallait lâcher juste ce qu'il faut mais pas plus. En cela, il était aidé par nos amis membres du parti Socialiste (je vais faire du outing, j'adore ça) comme René Lalement (de la *Lesbienne and Gay Pride*) qui est adhérent à *Homosexualité et Socialisme*, le *MAG* et toutes ces associations qui ne crachent pas dans la soupe parce qu'elle les nourrit. Ils obtiennent des subventions et un peu de pouvoir personnel, ils font leur petite carrière au sein du PS, du PC ou des Verts (mais en l'état actuel des choses c'est surtout au sein du PS) et on est prêt à jeter le bébé avec l'eau du bain quand c'est possible. Je vous donne un exemple, nous avons adhéré à la nouvelle association de la *Lesbian and Gay Pride* en automne dernier, aussi j'ai assisté à quelques réunions jusqu'au moment où j'ai dit que je ne voulais plus y aller pensant que j'allais passer mon temps à les insulter. D'autant que j'avais le sentiment que l'on voulait bien que l'*ARDHIS* soit à la *Gay Pride* pour lui servir de caution, mais surtout dans l'espoir de calmer à défaut d'étouffer nos ardeurs revendicatives. Nous nous en sommes rendus compte lorsque nous avons appris, après coup, que les représentants de la *LGP* avaient été reçus par Matignon, alors que nous n'avions même pas été conviés à la préparation de ladite réunion. On s'en fout d'aller dans les ministères (nous y sommes déjà allés) par contre ce qui nous dérange c'est d'entendre René Lalement ou Vauglin (même s'ils se sont par la suite contredits) nous dire, avec un culot certain, qu'ils avaient oublié de parler de la question des partenaires étrangers, qu'ils avaient oublié de dire que sur cette question les choses coïncident, que nous (l'*ARDHIS*) n'étions pas satisfaits du texte de loi et de son application comme de la circulaire d'application du PACS.

A propos des perspectives de l'*ARDHIS*, je le dis à titre personnel mais aussi collectif, nous allons continuer à surfer sur la fenêtre politique qui s'ouvre à nous. C'est à dire qu'on se prépare une chaude rentrée avec les élections municipales puis les législatives et pour finir la présidentielle, nous allons continuer à dire (ce que nous avons commencé à dire lors de la dernière *Gay Pride*) qu'en 2002 nous voterons nul, que nous ne voterons pas Monsieur Jospin. Parce qu'il se fout de nous, parce que nous en avons marre de servir de médiateurs chaque fois que les gens viennent à l'*ARDHIS*, parce que nous devenons d'une certaine façon des complices de la situation actuelle. Des gens commencent à nous agresser en nous demandant ce que nous avons foutu, pourquoi ce texte est si mal fichu, pourquoi la circulaire d'application exige d'attendre 3 ans (alors qu'ils vivent ensemble depuis déjà plusieurs années). D'ailleurs, comment se fait-il que l'on continue à nous dire que le célibataire qui vient nous voir ne peut pas obtenir le droit d'asile, alors que la commission de recours de l'OFPRA elle-même a commencé à entrouvrir la porte en accordant en juin 1998 à un algérien homosexuel la possibilité d'obtenir le droit d'asile en raison de son appartenance à un groupe social (parce qu'en continuant à vivre en Algérie il encourait des brimades de la part des personnes publiques et/ou privées puisqu'il était visiblement homosexuel et aussi parce qu'il participait à une association de lutte contre le sida homosexuelle ?) Malgré cette décision, au ministère de l'Intérieur on continue à traîner des pieds.

Monsieur Chevènement s'est félicité d'avoir inventé l'asile territorial, ce dont à l'*ARDHIS* nous étions très contents (nous en avons parlé avec le *GISTI* en septembre dernier). Reste que sur l'ensemble des demandes d'asile territoriales, 95 % ont été rejetées, 2 ou 3% qui ont été accordées (ce qui représente moins d'une dizaine de titre de séjour, dont deux ou trois qui venait de l'*ARDHIS*). En rigolant, on s'est dit que nous faisons 50% et que donc nous devrions être très contents. Mais il faut voir dans quelles conditions nous avons obtenu ces titres de séjour. Nous les avons obtenus d'abord pour des personnes vivant en couple et pour lesquelles le Ministère de l'Intérieur (et la Préfecture) n'envisageait pas de régularisation au motif que, par exemple le partenaire étranger était algérien et que les algériens "bénéficient" d'un statut dérogatoire. En clair, ce sont les accords franco-algériens relookés depuis Evian bien des fois (et pas toujours dans le bon sens) qui font qu'un algérien a moins de possibilité de régularisation sur la base de sa vie privée avec un français ou un résident étranger, qu'un étranger qui n'est pas algérien.

En résumé, nous ne sommes pas contents parce que toute cette histoire n'est qu'une mascarade. On peut dresser le bilan de presque quatre ans de gouvernement socialiste, on nous avait promis l'abrogation des lois Pasqua-Debré, elles n'ont pas été abrogées même si quelques petites fenêtres ont été ouvertes. Des fenêtres pour laisser en fait aux Préfectures la possibilité de régulariser selon leur bon vouloir ou quand le Ministère de l'Intérieur leur en donne la consigne (si elles veulent en suivre les consignes)

X : Tu as bien rappelé qu'en France il existe une loi qui sanctionne l'aide au séjour irrégulier (c'est à dire si tu apportes ton aide ou si tu vis en couple avec une personne elle-même en situation irrégulière). Mais lorsque tu vas entreprendre les démarches afin d'obtenir cette régularisation, il te faut dire aussi par conséquent que tu as violé la loi durant trois ans. N'y a t-il jamais eu de poursuites pénales suite à ce type de déclaration ? Ensuite par rapport à cette régularisation qui s'est faite après un aller-retour entre Tribunal Administratif, Préfecture et Conseil d'Etat, j'aimerais savoir quels sont les critères qui ont été finalement retenus pour justifier l'argumentation qu'il y avait bien violation de la vie privée ? Quels sont les critères à partir desquels les instances judiciaires considèrent qu'il y a effectivement violation de la vie privée ?

Lionel Povert : Alors, en ce qui concerne la procédure de recours devant le Tribunal Administratif, ce dernier lorsqu'il a étudié la situation de Youri et de Patrick, a estimé qu'il y avait atteinte à la vie privée d'une part parce qu'ils étaient en mesure de prouver matériellement la réalité de leur vie commune, éléments probants à l'appui (éléments qui attestaient de la présence de Youri en France aux côtés de Patrick depuis longtemps), et que d'autres part ils avaient produit de nombreuses attestations (d'amis, du voisinage) prouvant la réalité quotidienne de leur vie de couple et aussi qu'ils étaient connus et appréciés comme deux personnes vivant ensemble, et pour finir le fait que Patrick en tant que titulaire d'une pension d'invalidité avait besoin de la présence et de l'aide matérielle de Youri pour tenir et gérer une sorte de centre équestre qu'il avait créé au début de sa vie commune avec Youri. C'est donc l'ensemble de ces éléments qui ont prouvé la vie commune, la stabilité et la continuité de cette relation, le fait que matériellement ils étaient solidaires (dans la presque totalité des situations que nous rencontrons c'est plutôt le cas de figure inverse qui se produit) et également la durée de leur relation (puisqu'au moment où le Tribunal s'est prononcé des éléments pertinents versés au dossier permettaient de témoigner d'une vie commune de sept années). Malgré tout, la Préfecture a décidé de ne pas prendre en compte l'avis du Tribunal Administratif et fit appel devant le Conseil d'Etat. Quand l'an dernier Youri et Patrick nous ont contactés, l'association ayant moins de cinq ans nous avons demandé au GISTI s'il voulait bien se substituer à nous pour faire une intervention d'association auprès du Conseil d'Etat. Donc le Conseil d'Etat (j'en suis très fier et très content même si j'aurais préféré que ce soit un arrêté du Conseil d'Etat labellisé ARDHIS plutôt que GISTI) s'est favorablement prononcé le 29 mars 2000.

Guillermo Rodriguez : Ce n'est pas tout à fait exact en ce sens où la participation de l'association a été prise en compte puisque nous avons reçu du Préfet des Alpes Maritimes un courrier disant que tel membre de l'association ARDHIS a été régularisé, courrier que concluait une petite phrase assez sympathique "on s'est battu et vous avez gagné".

Lionel Povert : Donc, concernant la décision du Conseil d'Etat, je lis *"considérant que le Groupement d'Information et de Soutien des Travailleurs Immigrés a intérêt au maintien du jugement attaqué (c'est à dire le jugement du Tribunal Administratif) qu'ainsi son intervention en défense est recevable. Et considérant qu'il ressort des pièces du dossier que Monsieur Youri Maroussich est rentré régulièrement en France en mai 1997, qu'il s'est maintenu sur le territoire plus d'un mois après avoir reçu notification de la décision du 7 avril 1998 par laquelle le Préfet a refusé de lui délivrer un titre de séjour, que sur le fondement des dispositions de l'article 3 à l'article 22 de l'ordonnance du 9 novembre 1945, le Préfet des Alpes Maritimes a par une décision du 3 mai 1999, ordonné la reconduite à la frontière de Monsieur Youri Maroussich...."* En d'autres termes, la Préfecture s'est plantée, elle a non seulement fait appel de la décision du Tribunal Administratif mais en plus s'est empressée de formuler un nouvel arrêt de reconduite à la frontière dans l'espoir qu'ainsi elle pourrait valablement organiser l'expulsion de Youri avant que le Conseil d'Etat rende son avis. Quand ils ont entendu tout ce qu'ils se prenaient sur la figure, ils se sont empressés de reculer. Dès que Youri et Patrick apprirent l'existence de notre association, ils se sont empressés de nous contacter et de nous exposer leur cas. Nous nous sommes alors immédiatement penchés sur ce dossier en analysant la situation telle qu'elle se présentait pour en faire un résumé que nous avons faxé au GISTI. Ce dernier s'est tout de suite pourvu au Conseil d'Etat. Cependant il n'était pas à exclure, compte tenu d'autres expériences malheureuses, que la Préfecture sur la base de cet arrêté de reconduite à la frontière ait diligenté la reconduite à la frontière, prononcé l'expulsion, puis exécuté l'expulsion. A ce moment là, il aurait fallu ensuite ramer pour que Youri puisse revenir en France, dans l'hypothèse où l'avis du Conseil d'Etat lui aurait été favorable. Je reviens aux motivations de l'arrêt du Conseil d'Etat, *"il ressort que Monsieur Maroussich vit avec un ressortissant français atteint d'handicap physique exigeant une aide et un soutien indispensable à la vie quotidienne, que dans les circonstances de l'espèce eu égard notamment à l'ancienneté et à la stabilité de la relation (en fait le Conseil*

d'Etat a repris purement et simplement les conclusions du Tribunal Administratif) *entre monsieur Maroussich et son compagnon ainsi qu'au degré d'intégration de monsieur Maroussich vivant dans le village dans lequel il réside et où il a participé à la création d'une entreprise, la décision du Préfet des Alpes Maritimes a porté aux droits de ce dernier comme au respect de sa vie privée une atteinte disproportionnée et par la suite a méconnu les stipulations de l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales*". La conclusion de cette affaire sera le jour où nous arriverons à convaincre ce gouvernement (ou un autre) que dans le cadre de l'Europe qui est en train de se construire et dont Messieurs Jospin et Chevènement nous promettent d'aller au-delà des accords de Schengen, de faire en sorte que les règles du jeu en matière d'immigration soient partout les mêmes en Europe. Je ne suis pas contre qu'il existe un cadre européen pour gérer toutes les questions relatives à l'immigration, mais j'aimerais que cela se fasse dans le respect des lois et notamment de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Dans sa lâcheté, le gouvernement Jospin a été prévoyant. C'est à dire qu'il a tout fait pour éviter, dès l'instant où il a connaissance des situations, que soit engagées des mesures d'expulsion. Cependant je suis convaincu que cela ne le fâcherait pas tant que ça qu'une expulsion soit à la limite d'être prononcée et qu'il y ait alors une intervention de l'ARDHIS et des recours d'effectués, et qu'alors la jurisprudence interdise quasiment au Préfet de prononcer l'expulsion. En fait, le gouvernement a créé une espèce de zone d'instabilité avec cette histoire de stage de trois ans. J'ai lu ce qu'en dit le dictionnaire permanent du droit des étrangers à propos de la notion de vie privée, dans le contexte de la circulaire d'application du PACS, celui-ci indique que la notion de durée qui est retenue par cette circulaire ne tient pas la route. Il n'y a rien dans la loi sur le PACS qui en fasse mention, il n'y a rien dans l'ordonnance de 1945 concernant la vie privée qui leur permette d'agir ainsi. Il faut savoir que les circulaires ne sont pas souveraines, elles ont moins de valeur que les textes de loi et que la jurisprudence. D'un côté il y a une circulaire d'application extrêmement restrictive, et de l'autre côté il y a une situation qui sur le plan juridique fait que de toute façon si demain un couple se retrouve dans la situation de celui de Toulouse, il est tout à fait possible que le Tribunal Administratif tranche en leur faveur.

X : Hier soir des sans-papiers sont venus à la fête (à l'Alhambra). Etant justement sans-papiers, ils n'ont pu fournir un quelconque document attestant qu'ils étaient bien chômeurs et donc bénéficiaires de tarifs réduits. Il faut, si un référent se présente par rapport à ces personnes, que l'on accepte sa parole et que l'on n'aille pas lui dire qu'il faut qu'il produise un papier quelconque. Cela s'est passé hier soir, la personne de l'accueil voulait refuser la réduction faute de document. Cette attitude fut réellement blessante pour les sans-papiers au point qu'elles ont faillit repartir. Plein de sans-papiers travaillent au noir (bien évidemment) et sont donc dans la totale incapacité de prouver leur précarité sociale. Il faut trouver un moyen de sensibiliser les organisateurs sur cette question. Si jamais une personne de confiance qui affirme les connaître se présente, je crois qu'il faut les laisser en paix.

X : Et pourquoi ne pas faire confiance aux gens, plutôt que de demander des preuves ?

Lionel Povert : En soi, c'est quelque chose qui me semble évident. Ceci dit, ce point est extrêmement important aussi bien pour cette *Université* que pour celle de l'année prochaine. Nous allons demander à Jacques Fortin (et aux autres) d'y réfléchir. D'une manière générale, il faut bien se rendre compte que pour ceux qui ne vivent pas avec un homo étranger et sans-papier (en tant qu'amant, amante ou ami) le degré de politisation, de perception de ce que c'est que cette réalité sur le plan social (comme affectif) est à peu près aussi nul que le degré de perception par rapport à un malade du sida ou un séropositif pour ceux qui n'ont pas vécu de près la chose. Après deux ou trois ans d'existence nous commençons à être un peu moins frustrés et un peu moins en colère vis-à-vis de nos amis gays et lesbiennes qui ignorant ces situations ne visualisent pas ce que cela représente au quotidien. Je pense en particulier à notre ami Alain Piriou des Verts, chaque fois que j'ouvre la bouche il fond en larme parce qu'il ne comprend pourquoi je suis autant en colère. J'ai fini par lui dire qu'installé dans son confort, il ne pouvait pas comprendre que l'on ne défend pas des idées mais des personnes qui s'ouvrent concrètement de ce qu'il leur arrive, qui ont besoin de dignité, qui ont perdu cette idée et qui de fait sont continuellement en décalage.

X : Après cette histoire de fête, je voulais aussi m'exprimer sur l'aspect psychologique de cette question des sans-papiers. Un certain nombre d'entre eux voudraient pouvoir trouver un moyen de régulariser d'une manière ou d'une autre leur situation sans que cela se sache dans leur pays parce que cela les met en danger, et qu'à partir du moment où ils entament une procédure on sait que parfois les autorités françaises (ou parce que le cas est médiatisé) font savoir que telle personne est homosexuelle. Ce qui par rapport à son pays comme à sa famille représente pour elle un risque réellement important, voir mortel dans certain cas.

Ces personnes ne souhaitent pas être exposées mais être reconnues comme êtres humains vivant leur homosexualité (dans le cadre d'un couple ou non) sans être désignées du doigt comme homosexuelles parce que la répercussion de cette révélation dans leur pays peut s'avérer terrible. Sans compter qu'entamer toute une série de procédures (en vue de sa régularisation) génère une rupture psychologique par rapport à son identité d'origine puisque l'on accepte l'idée que l'on est en exil (ce qui signifie des ruptures à répétition avec sa famille et ses amis). Il me semble qu'il faut mener une réflexion politique, profonde, sur ce que cela déclenche affectivement et émotionnellement parlant, et sur tout ce que cela signifie d'entamer un tel rapport avec le juridique (qu'ils ne souhaitent pas forcément avoir). Par exemple, je connais une femme sans-papiers qui est ici depuis une dizaine d'années. Elle n'a absolument aucun papier, elle travaille donc dans des circonstances limites du style sur-exploitation (payée 1200 Frs par mois). Elle a fait une demande d'immigration au Canada, ce qui lui accorde quelques "libertés" vis-à-vis des autorités puisqu'elle est en instance de départ. Elle n'a aucune preuve de son séjour, si ce n'est des témoignages. En plus, si elle se déclare homosexuelle, sa famille au Maroc risque de la faire assassiner.

X : Obtenir un droit de séjour pour 10 ans de présence n'aurait rien à voir avec l'homosexualité.

X : Certes, mais comme elle ne peut pas rester en France, elle a fait une demande d'immigration officielle au Canada. Et c'est parce qu'elle a fait cette demande que la France lui permet plus ou moins de résider sur le territoire français, selon le bon vouloir des autorités. Des fois elle est contrôlée mais elle sait que cela va se passer. Elle n'a aucun papier, aucun document, rien.

Lionel Povert : Il y a la médiatisation mais aussi le fait que les autorités communiquent au pays d'origine. Sur le dossier que tu viens d'évoquer, il s'avère que cette personne peut très bien construire son dossier simplement (surtout si elle fait une demande de régularisation en tant que célibataire) sur le fait de la durée de sa présence en France. Elle n'a pas besoin de mettre en avant son homosexualité. Ceci dit, nous n'en sommes pas au stade en ce qui concerne nos contacts avec les autorités où nous pouvons systématiquement leur faire comprendre qu'il serait bien que ni le ministère des Affaires Etrangères, ni le Ministère de l'Intérieur ne prennent de contact avec le pays d'origine pour vérifier certaines informations. C'est vrai que c'est tentant, il y a de la police dans tous les pays du monde, on téléphone au copain du service équivalent dans le pays d'origine en disant "tu peux regarder si machin est fiché comme homosexuel ?" C'est clair que vu le comportement des autorités, nous n'en sommes pas encore au stade de connivence qui permettrait d'obtenir l'assurance absolue que les dossiers de régularisation soient traités de façon plus positive. C'est vrai que lorsque nous avons en face M. Autexier pour le dossier de Karim, on avait dit très clairement et comme il y avait un rapport de proximité (JP Pouliguen est un ami de M. Autexier) là M. Autexier a vraisemblablement fait ce qu'il fallait pour qu'en Algérie les gens ne sachent pas que Karim est homosexuel.

Sur la médiatisation, *l'ARDHIS* a une certaine expérience de la chose. A l'origine du *Collectif des Homos sans-papiers*, il y a un article dans *Libération* sur Nasir et moi-même. C'est pourquoi je peux en parler en toute connaissance de cause. C'est vraiment le cas de figure exemplaire, parce que nous avons alors fait toutes les erreurs qui ne fallait pas faire. Comme publier notre photo (en plus de nos prénoms, noms, date et lieu de naissance). Une semaine après la publication de l'article, c'était à la une de l'un des principaux quotidiens de l'île. Nasir a dû s'expliquer avec sa famille, les voisins de ses parents ont réagi très durement. Nous-mêmes, nous avons géré la situation de l'intérieur. Pour celui qui est directement concerné, cette médiatisation est une véritable catastrophe parce que cela le brutalise dans son travail d'intégration au pays d'accueil alors qu'il est désireux de pouvoir vivre comme tout le monde, en tant qu'homosexuel pas forcément affiché mais en tout cas assumé. Et là tout d'un coup on le viole dans son intimité. Dans le cas de Nasir, cette médiatisation n'a pas fait de dégât au sein de sa famille parce qu'ils ont été compréhensifs, contrairement au voisinage. Et à ce niveau la réaction des gens fut d'autant plus violente qu'il avait une histoire de pédophilie. En effet un de ses neveux avait été violé dans les mois qui avaient précédé l'article de Libé. J'étais personnellement intervenu pour que le bureau local de l'UNICEF mène une enquête, ils sont donc intervenus, des arrestations ont eu lieu et un procès est en cours. Après avoir appris que Nasir était d'une certaine façon l'instigateur de ce procès, Les voisins ont appris que Nasir était responsable de cette enquête, ils apprennent (4 mois après) qu'il est homosexuel. Ils sont presque arrivés avec des fourches et des bâtons chez ses parents en disant qu'ils ne voulaient pas de pédés chez eux. Bref cela a été extrêmement violent. Quant à la façon dont nous avons vécu tous les deux cette histoire, je dirais simplement que cela fut assez redoutable. Il nous a fallu des mois et des mois pour nous en remettre. D'une part, j'ai mis très longtemps à comprendre pourquoi Nasir réagissait ainsi, et d'autre part nous avons été obligés de faire un travail ensemble pour dépasser toute cette histoire. Aussi, à ceux et celles qui me disent "comme vous, on va mettre notre photo dans le journal et on sera régularisés" je leur conseille de surtout bien réfléchir avant. La médiatisation n'est pas le seul angle d'attaque, c'est une possibilité à utiliser seulement en désespoir de cause. Il est possible de trouver des formules intermédiaires, comme celle du papier publié dans le *Monde* du 26 avril dernier consacré aux petites ratées du PACS. La seconde moitié de cette page était consacrée à l'exemple d'un partenaire étranger sans-papier où le prénom du compagnon de Pascal a bien été gardé, ce qui permet au Ministère de l'Intérieur et à la Préfecture de l'identifier, alors que le prénom de Pascal n'a pas été conservé. Et il n'y a pas de photo.

X : Il y a des gens dont le pays d'origine est plongé dans la guerre civile (Algérie, Zaïre ...), ceux-là résident en Europe mais ne peuvent pas bénéficier de passeport afin de pouvoir circuler dans l'espace de Schengen. Qu'est-il possible de faire pour débloquer de telles situations ? Si par exemple ils ou elles désirent venir rendre visite à des amis en France, en Allemagne ou ailleurs ?

Guillermo Rodriguez : Dans ce cas, il convient de se déclarer apatride et d'entamer la procédure de naturalisation. Mais c'est surtout un schéma théorique.

X : Certes, mais sans verser dans un débat purement formel, théorique, j'aimerais savoir s'il existe au niveau européen un moyen qui permette à ces personnes de voyager au sein de l'espace Schengen.

Lionel Povert : Il existe un texte qui dit que le fait de ne pas pouvoir se faire délivrer un passeport de son pays d'origine ne peut pas permettre d'obtenir le statut d'apatride. Si vous êtes né dans un Etat qui a été partagé, le jour où vous demandez un passeport les deux parties de votre pays d'origine se renvoient la balle. Et malgré cela vous ne pouvez pas argumenter du fait qu'aucun des deux Etats qui correspondent à votre pays d'origine refusent de renouveler votre passeport, afin d'obtenir le statut d'apatride. Ce n'est donc pas une bonne piste. Maintenant sur cette histoire des juridictions européennes, récemment je me suis penché sur les textes qui régissent l'espace Schengen et je me suis aperçu que c'est l'imbroglio total, genre usine à gaz. Cet espace est un ensemble d'enchevêtrements de droits nationaux et de droits internationaux, avec en même temps une constitution de droits européens à l'état larvaire. Cet espace Schengen est tout et son contraire. Dans l'état actuel des choses je pense que malheureusement que ce soit l'Allemagne ou la France, il faut partir de la législation du pays dans lequel on réside pour essayer de démêler l'imbroglio personnel dans lequel on se trouve. C'est pourquoi il me semble que cette personne a tout intérêt à sortir de son isolement et aller vers les associations compétentes.

X : A propos des perspectives pour les prochaines années, je souhaiterais que l'ARDHIS et les groupes féministes et/ou lesbiens se contactent davantage parce qu'il y a de nombreux points communs entre la situation faite aux personnes en raison de leur homosexualité et celle faite aux femmes. Notamment dans la non reconnaissance d'un certain type de choix de vie, ou la non reconnaissance des relations privées et familiales lorsqu'elles ne sont pas strictement conjugales. Sans parler du cadre normatif très restrictif imposé par les lois, la négation du droit d'asile pour les femmes en tant que femme. C'est à dire une non reconnaissance du fait que la notion de groupe social incluse dans la Convention de Genève s'applique aux femmes en tant que femme. C'est là aussi un point commun.

Je crois que nous aurions intérêt, mais de façon rigoureuse en s'appuyant sur l'expérience de chacun et de chacune, en s'appuyant sur des témoignages, sur le récit de situations vécues, sur des textes et autres sources documentaires, à mener des campagnes politiques (et militantes) qui rassemble nos forces. Je pense notamment à la question du droit d'asile. Les problématiques ne sont guère différentes entre femmes et homos. Il est vrai qu'il y a eu quelques arrêts de la Commission des recours de l'OFPRA en faveur de personnes homosexuelles ou transsexuelles qui sont allés plus loin que des arrêts en faveur des femmes, mais justement au lieu de chacun faire avancer la cause de son groupe (parfois au détriment des autres) il conviendrait mieux d'essayer plutôt que les acquis des uns servent aux autres et réciproquement.

Et sur ces questions de groupe social, ainsi que toutes les questions sur la vie privée et familiale, il faudrait que l'on s'occupe de faire reconnaître autre chose que le couple (qu'il soit hétéro ou homo), autre chose que le couple légalisé par un PACS, par concubinage ou un mariage. Je prends l'exemple d'une assemblée de femmes sans-papiers vivant en union libre avec des hommes, qu'ils soient étrangers résidant, mariés ou non. Ces femmes n'ont strictement aucune possibilité de faire reconnaître leur concubinage. C'est un exemple parmi des tas d'autres d'oppression spécifique que subissent les femmes migrantes sans-papiers. Nous pourrions également parler du regroupement familial qui contraint ces femmes à rester dans la relation grâce à laquelle elles ont obtenu leurs papiers, puisque divorcer signifie risquer de perdre leur titre de séjour.

Enfin, il y a énormément de choses qu'il faudrait, qu'il serait vraiment intéressant de discuter ensemble au cours de réunions de travail en commun, réunions durant lesquelles nous pourrions échanger les expériences et les connaissances. De son côté l'ARDHIS a fait des choses, de notre côté nous avons, nous aussi, fait des études sur la base des témoignages sur la situation des femmes sans-papiers. Au cours de l'année qui vient, si l'ARDHIS envisage de mener une campagne sur le droit d'asile ou une campagne portant sur la modification des lois, qu'elle sache que notre côté nous autres les femmes, nous sommes tout à fait attentives parce nous ressentons la même oppression. Le fait que l'on entre dans le jeu du pouvoir, en s'occupant de la défense des gens au cas par cas (dans le cadre de la loi) fait que nous avons tendance à faire nous aussi le tri entre les personnes qui ont une chance de succès et ceux qui n'ont aucune chance. Pour les personnes pour lesquelles nous savons pertinemment qu'elles n'ont en fait pratiquement aucune chance

d'obtenir leur titre de séjour, je crois qu'il faudrait plus réfléchir à des solutions alternatives. Nous savons qu'il y aura des gens, qu'on le veuille ou non malheureusement, qui vivront là des années sans papiers. Pour elles, est-il possible de construire des réseaux pour qu'elles arrivent tout de même à vivre, à travailler (même s'il s'agit de travailler dans l'illégalité), à aimer, à circuler, mais aussi de les protéger des divers exploiteurs et escrocs qui prolifèrent sur le dos des sans-papiers (pas seulement les patrons mais aussi des tas d'autres exploiteurs qui profitent de la situation). C'est un point qui avait commencé à être abordé à l'ARDHIS, par rapport avec toutes ces personnes sans-papiers qui attendaient de l'association non seulement une aide juridique mais aussi une aide sur le plan matériel (où loger, comment avoir de l'argent ...). Bien sûr, l'ARDHIS n'a pas été capable d'y répondre, mais je pense quand même qu'il faudrait étudier, toujours ensemble, quelques pistes dans ce domaine. Je pense notamment qu'il existe des personnes qui ont acquis une certaine expérience de la survie entre les mailles du filet et qui peuvent en faire bénéficier d'autres. Il est fondamental de favoriser surtout les échanges, la coopération, la solidarité entre les personnes sans-papiers elles-mêmes, il faut pouvoir faire en sorte que ces personnes puissent s'aider mutuellement. C'est quelque chose d'extrêmement important. Je crois qu'on a des choix à faire et du travail à faire sur tout ça.

Guillermo Rodriguez : L'ARDHIS a commencé à préparer sa rentrée, et donc nous avons discuté avec différentes personnes. Nous avons décidé de faire notre rentrée sur la base de recommandations du Conseil de l'Europe. C'est à dire la reconnaissance et l'application du groupe social dans la législation française, et l'application des recommandations sur la situation des gays et des lesbiennes en matière d'asile politique en France. A l'occasion de la présidence française, nous allons marquer notre singularité sur ces deux chapitres. J'ai vraiment à cœur de faire participer les femmes à cette bataille, parce qu'effectivement nous avons beaucoup discuté durant cette semaine à l'UEEH sur le problème de classer les gens (pédé, lesbienne, hétéro...) et il s'avère qu'il y a des identités multiples et il faut le reconnaître. Il faut arrêter de classer les gens, et aller au-delà. Effectivement, il faudra privilégier les rencontres inter-associatives pour aboutir à quelque chose. L'ARDHIS est toute prête à travailler sur cette question, d'ailleurs je pense que nous allons même prendre l'initiative de contacter *Amnesty*, l'association du 6 Novembre et autres groupes militants.

Lionel Poverit : Je voulais revenir sur cette histoire du regroupement familial qui contraint les femmes à rester dans la relation qui a permis l'obtention du titre de séjour. Point extrêmement important, parce que c'est l'une de nos motivations à l'obtention immédiate d'un titre de séjour. La loi fonctionne de telle façon qu'elle pratique une intrusion, sous prétexte de respecter le droit à une vie privée (je vous livre l'état de notre réflexion en la matière, liée à notre pratique, notre expérience) le législateur, le pouvoir politique, les autorités administratives et consécutivement les associations comme la nôtre, légitiment l'intrusion dans la vie privée des intéressés, le contrôle et la surveillance permanente. On intériorise cette surveillance.

Lorsque vous êtes sous le régime d'une carte de séjour temporaire, vous ne pouvez pas faire l'impasse sur le fait que si demain vous décidez de vous séparer de votre compagnon ou de votre compagne, cela va avoir des implications directes sur votre statut ou sur son statut. Si vous décidez de mettre fin à votre vie de couple pour aller vivre avec un autre ou une autre, alors que vous êtes dans la position du français (ou du résident régulièrement en France) vous savez que son titre de séjour peut à n'importe quel moment être remis en cause, si par exemple cette personne dans les mois qui suivent, alors qu'il ou elle est toujours sur le régime de la carte de séjour temporaire perd son boulot. C'est une espèce d'épée de Damoclès qui est maintenue comme ça pendant des années. Nous avons mis un certain temps pour aboutir à cette réflexion, parce que cela nous interroge à l'endroit le plus sensible et le plus délicat de la réalité de nos couples qui est leur fragilité, leur précarité. Les couples hétérosexuels tiennent-ils aussi bien la route que les couples hétérosexuels ? Mais pour notre part nous avons dépassé ce stade, d'abord parce qu'il nous semble que les couples homos ne sont pas plus à l'abri que les couples hétéros de voir leur fin (ça naît, ça grandit et ça peut mourir) et donc sommes-nous obligés de maintenir une existence officielle rien qu'à cause des papiers ? C'est une dépendance terrible pour le sans-papier qui est contraint de rester avec l'autre même s'il ne l'aime plus.

Le paradoxe est là, qu'il s'agisse d'un couple homo ou d'un couple hétéro, il ne faudrait pas que l'on mette en avant pour obtenir des papiers la nature sexuelle du couple. Nous sommes à la croisée de plusieurs espaces politiques, juridiques, affectifs qui sont de l'ordre de l'intime et du privé. Je connais un certain nombre de personnes qui sont hétéros et mariés avec des personnes étrangères, certains continuent de vivre avec alors que d'autres qui ont fait l'expérience assez douloureuse de se rendre compte que si la relation avait duré un peu plus longtemps c'était simplement le temps nécessaire à ce que le mariage soit validé par la Préfecture et que la naturalisation soit prononcée. C'est un point essentiel. Notre propos est de dire qu'à partir du moment où on reconnaît aux couples mariés la possibilité d'obtenir un titre de séjour au bout d'un an, cela devrait être pour les couples non mariés (homos ou hétéros) la même chose, de sorte d'éviter cette espèce d'engrenage qui pourrait conduire un étranger à rester avec untel seulement pour obtenir ses papiers.

Bien, là-dessus je propose de clore le débat présent. Merci à tous.

Durant les années 70

- En 1971 eu lieu un dépôt de gerbe sur la tombe du soldat inconnu par un groupe de femmes (qui seront à l'origine du Mouvement de Libération des Femmes), à l'instar du *Manifeste des 343 salopes* (Nouvel Observateur du 5 avril 1971), appel pour le droit à l'avortement des femmes qui reconnaissaient publiquement avoir avorté (alors que c'était un délit). Ces deux événements marquèrent le véritable début de la lutte féministe militante.
- Toujours en 1971, naissance du *FHAR*. A l'origine fondé par des lesbiennes féministes, il est rapidement devenu un mouvement mixte, puis exclusivement masculin (disparu deux ans plus tard).
- En 1972, naissance du *MLF (Mouvement de Libération des Femmes)* par un groupe de féministes militantes.
- En 1973, d'importantes actions du *Mouvement pour la Liberté de l'Accouplement et de la Contraception (MLAC)* marquèrent une forte présence féministe autour des questions de contraception et de l'avortement.
- En 1975, naissance des *Groupes de Libération Homosexuelle (GLH)*. Groupes locaux mixtes, à majorité masculine qui serviront plus tard de modèle aux différents *Centres Gay et Lesbiens (CGL)*
- En 1976, grâce au courage de Madame Simone Veil (Ministre de la Santé d'alors) la loi sur l'avortement qui légalise l'interruption de grossesse est votée.
- En 1977 eut lieu, à Lyon, la première coordination nationale des *GLH*.
- En 1979, première *Université d'Été Homosexuelle* sur l'initiative du *GLH* de Marseille, suivi de la création du *Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle (CUARH)*. C'est aussi l'année de la création de *Masques* et de *Gai Pied*.

Durant les années 80

- Avril 1981 à l'initiative du *CUARH*, des milliers de personnes manifestèrent pour demander l'abolition des lois discriminatoires. Dans la foulée eut lieu la première marche homosexuelle, prémisse de ce qui allait devenir vers la fin des années 80 les *LGP*. 1981 est aussi l'année où *Fréquence Gaie* commence à émettre. C'est aussi l'année de la deuxième édition de *l'UEH* (en fait deux universités en parallèle: Lesbos et Mikonos) avec au cours de la semaine des points de convergence.
- 1982 marque les débuts de la parution du magazine *Lesbia*, la suppression des lois discriminatoires et des mentions "contre-nature" et "fléau social", et de l'interdiction de tout prosélytisme militant.
- En 1984, création de *Aides*. Dès cette époque, à l'initiative des *Gais Pour les Libertés* (association proche du PS) l'idée du partenariat civil apparaît.
- 1987, dernière édition de *l'UEH* première version.
- 1989, création de l'association *Act Up Paris*.

Durant les années 90

- Durant cette décennie, de nombreuses associations homosexuelles plutôt conviviales et/ou culturelles se créent un peu partout. C'est ainsi que se créent sur l'ensemble du territoire les *Centres Gays et Lesbiens (CGL)*. Par exemple le *CGL* de Paris est fondé en 1994. Durant cette même période, le secteur commercial (boîte, bar, sauna ...) connaît un grand essor, le *quartier du Marais* à Paris explose.
- En 1991 la *Sécurité Sociale* reconnaît le conjoint homosexuel.
- En 1995, grande manifestation féministe, qui marqua le *renouveau du mouvement féministe* avec notamment l'émergence de groupes plus jeunes comme les *Maries pas Claires* (créé à cette époque).
- 1996 voit la création de la *Coordination Lesbienne*, ainsi que de *l'Interpride*, (association qui fédère l'ensemble des *LGP* de France qui d'années en années connaissent un succès croissant).
- 1997, à Paris se tiennent les *Assises Nationales des droits des femmes*, suivies d'une *Coordination des Droits de Femmes*. Le tout suivi, en juin 2000 par la *Marche Mondiale des Femmes*.
- 1998, première *rencontre nationale des Centres Gays et Lesbiens de France* à Marseille.

Thomas LANCELOT* : *MixCité* est née au moment où le féminisme était l'objet d'un regain d'intérêt, dans le sillage de la manifestation unitaire pour les droits des femmes qui en novembre 1995 qui avait rassemblé 45 000 personnes, et des Assises Féministes de mars 1997. Devant l'absence de relève générationnelle, il est apparu aux membres fondateurs/trices absolument nécessaire de construire un féminisme mixte.

Avec une moyenne d'âge de 25 ans, l'association s'est donné pour objectif de prendre le relais du combat féministe par le changement de son image caricaturale auprès des médias, par le biais de la mixité. Nous avons consacré la première année de notre existence à explorer l'héritage du féminisme. Mais très vite, outre le terrain de la défense des droits des femmes, il nous est apparu indispensable de lutter plus globalement contre un système qui assigne aux femmes et aux hommes un rôle prédéterminé dans la société. L'association se veut autant féministe qu'anti-sexiste. A partir du moment où nous interrogeons les rôles imposés aux femmes et aux hommes, les discours naturalistes sur "l'éternel féminin" et "l'agressivité masculine", nous remettons en question l'existence d'identités intangibles au profit d'identités évolutives et complexes liées à l'histoire de chacun-e. Cette réflexion nous a conduit à *refuser les définitions cloisonnées d'hétérosexualité et d'homosexualité*, d'autant que nous avions le souci de toujours articuler la revendication d'égalité des sexes avec l'égalité des sexualités et la lutte contre le sexisme et l'homophobie. Le sexisme postule que le sexe biologique détermine l'appartenance à un genre social, et qu'à chaque genre correspondent des attributions (que l'on croit naturelles) dont on ne doit pas s'écarter sous peine de stigmatisations et d'oppression.

Suite à l'affaire des mannequins vivants dans les vitrines d'un grand magasin parisien, *MixCité* a lancé une pétition pour une loi anti-sexiste et anti-homophobe. Nous avons ensuite participé au projet "Génération PACS" dont la spécificité était de rassembler associations de jeunes féministes, de jeunes gays et lesbiennes, syndicats étudiants et organisations politiques de jeunesse. Le jour de la *Lesbian and Gay Pride* était publié le "Manifeste pour l'égalité sexuelle" dans *Le Monde*. Manifeste qui résume notre ligne politique, à savoir l'engagement pour l'égalité entre les sexes et les sexualités, et la volonté d'associer les revendications féministes à celles du mouvement homosexuel. La reconnaissance des couples homos et des familles homoparentales ne concerne pas seulement les homosexuel-le-s, l'égalité affectera notre ordre sexuel dans son entier, notre manière d'organiser à la fois les sexes et les sexualités. Ainsi, quand on ne définira plus le mariage et la famille par la différence des sexes, l'inégalité des sexes apparaîtra moins naturelle. L'égalité des sexualités aura un effet retour sur l'égalité des sexes.

La conquête des féministes (des années 70) est d'avoir dissocié la reproduction de la sexualité. La conquête des années à venir est d'achever cette dissociation en ouvrant le mariage aux homosexuel-le-s, en leur accordant le droit d'adopter des enfants. La revendication d'homoparentalité remet en question les notions de paternité et de maternité, et consécutivement de masculin et de féminin. Enfin, le fait de travailler avec les associations homos nous a amenés à constater que la réelle mixité et l'égalité des sexes était le point aveugle du mouvement homo. On peut multiplier les exemples sur l'invisibilisation des lesbiennes, c'est pourquoi la réflexion féministe doit interpeller les homos sur différents points. Si les gays et les lesbiennes subissent les mêmes discriminations en tant qu'homos (encore que), ils et elles ne subissent pas les mêmes discriminations en tant qu'hommes et femmes.

Pour résumer les malentendus entre ces deux mouvements, nous pouvons nous référer à l'article de Michèle Causse "*Pourquoi les gays ne peuvent-ils pas être les alliés objectifs des lesbiennes ?*". Selon elle, cela s'explique par le fait que les gays appartiennent à la classe dominante des hommes, qu'ayant le culte du pénis (le même que celui des hétéros) ils participent à l'infériorisation de la sexualité, et possédant déjà le pouvoir économique et politique (en tant qu'hommes) ils n'ont même pas besoin de composer avec des êtres dont ils n'ont pas besoin affectivement et qu'ils peuvent ignorer, et enfin parce qu'ils partagent le mépris des hommes pour les femmes. Aux gays de se désolidariser de leur classe de sexe, et aux homosexuels (gays et lesbiennes) de savoir s'ils sont prêts à considérer la question de l'égalité des sexes.

Le pari lancé il y a 3 ans par *MixCité* montre qu'un mouvement féministe et anti-sexiste peut succéder à la non mixité. Que s'est-il passé (ou plutôt que ne s'est-il pas passé) pour que la disparition du *CUARH* ait marqué la fin d'une expérience de mixité (certes problématique mais au moins réellement tentée) au sein des mouvements homosexuels ? Quel avenir y a-t-il pour des combats communs ? Si d'un point de vue théorique, l'émergence du mouvement *Queer* a introduit une perspective féministe chez les gays, à l'exception des *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*, une réelle convergence entre activisme gay et féminisme n'est pas nettement établie. Les alliances restent à construire.

* Propos tenus en collaboration avec Audrey Gelman, Laurence Peter, Marianne Clatin-Jacob

L'évidence de la non-mixité

Il y a trois ans lorsque nous avons créé *MixCité*, la mixité s'est imposée comme une évidence. Comme la non mixité s'était imposée lors de la création du *MLF*. La non mixité du mouvement des femmes s'est justifiée par des raisons conjoncturelles (genre étape provisoire indispensable à la prise de conscience de l'oppression des sexes) et comme nécessité théorique (les opprimées ne peuvent collaborer avec les oppresseurs). L'histoire de la non mixité du mouvement gay est en revanche plus problématique. Il faut rappeler que le *Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR)* est issu du *MLF*. Le mouvement homo à ses débuts est composé essentiellement de lesbiennes féministes. Par la suite, le *FHAR* sera exclusivement masculin. En fait, les intérêts sont diamétralement opposés : stratégie de transgression pour les hommes et stratégie de subversion pour les lesbiennes féministes. Pourtant dès 1971 les militant-e-s des deux mouvements agissent main dans la main. Même langage, même combats. Mais à l'exception du *Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuel (CUARH)*, on peut affirmer sans trop se tromper que le mouvement homo a été confisqué par les gays. Ce n'est donc pas tant la question homosexuelle qui pose problème aux féministes que la question féministe qui pose problème aux gays.

La question de la mixité chez les lesbiennes

Durant les années 80, un conflit sur la question de la mixité va opposer au sein du mouvement féministe les lesbiennes et les hétérosexuelles, mais aussi les lesbiennes entre elles. Revendiquant la non mixité du *MLF*, les lesbiennes radicales poussent la logique de la non mixité jusqu'à son terme (le refus absolu de tout rapport avec les hommes). Du terrain de la lutte politique féministe, la question de la non mixité se déplace sur le terrain de la sexualité. Or c'est précisément ce déplacement conceptuel que récusent les féministes hétérosexuelles ainsi que certaines lesbiennes (dont Christine Delphy) au nom des principes du féminisme radical et notamment de la centralité du concept d'oppression. Elles refusent de lier obligatoirement critique de l'hétérosexualité et condamnation des femmes hétérosexuelles.

Ce débat sur la prétendue incompatibilité entre hétérosexualité et féminisme reste d'actualité dans la mesure où subsiste un large fossé entre les lesbiennes radicales critiquant l'hétérosexualité et les féministes hétérosexuelles cherchant à défendre leurs pratiques sexuelles. La distinction de l'hétérosexualité en tant qu'institution et pratique est capitale puisqu'elle permet en effet de critiquer le rôle que joue l'hétérosexualité dans la subordination des femmes, tout en n'assimilant pas les féministes hétérosexuelles à des victimes ou complices du système hétéro-patriarcal. Cette distinction ne doit pas masquer non plus que le cadre hétérosexuel qui consacre la division des genres a aussi pour effet de dissimuler, même aux yeux des féministes, les mécanismes de l'appropriation par les hommes du corps et du travail des femmes.

L'opposition entre lesbiennes et féministes

En définitive, le conflit entre les lesbiennes et les féministes hétérosexuelles portait sur une divergence majeure d'analyse sur le sens et la portée de la mixité dans les luttes féministes. Héritant de l'analyse théorique qui distingue les oppresseurs (les hommes) des opprimées (les femmes), les lesbiennes en ont logiquement conclu à la non mixité sexuelle afin de ne pas collaborer avec l'opresseur. La non mixité du mouvement féministe qui n'était jusqu'alors qu'une contingence pratique nécessaire pour construire l'autonomie du mouvement de libération des femmes s'est convertie en nécessité théorique pour manifester la résistance à la logique hétérosexuelle de l'oppression patriarcale. Et plutôt que la question de la mixité c'est bien celle de l'oppression masculine et hétérosexuelle qui pose problème. D'ailleurs, essentialiser les catégories telles que "les hommes" ou "l'hétérosexualité" entre en contradiction avec les fondements du féminisme radical. Pour *MixCité*, *hommes et femmes ne peuvent plus apparaître comme deux classes aux intérêts antagonistes*, même si les hommes sont les premiers bénéficiaires du système.

La question que pose la mixité

La mixité rappelle que le féminisme est la question sociale et politique majeure d'aujourd'hui, que l'égalité est une valeur universelle susceptible d'être aussi défendue par les hommes. La mixité de notre féminisme traduit notre volonté d'inscrire les femmes dans l'espace public et les hommes dans l'espace privé, pour qu'enfin ils gèrent à égalité un monde commun mixte. Le féminisme mixte pose la question de la façon de vivre ensemble. Ensuite, on ne peut plus attribuer de façon définitive à l'acte hétérosexuel un sens qui n'en a que relativement à l'histoire dans laquelle il s'inscrit.

Jean-Michel Rousseau : Avant de parler de l'expérience de mixité à travers le *CUARH*, je voudrais resituer l'époque. C'est en 1979 que naquit le *CUARH* mais ses prémices datent d'une trentaine d'années. Il faut donc se resituer 30 ans en arrière pour comprendre l'expérience de mixité que fut celle du *CUARH*.

Une société ségréguée

Nous vivons dans une société où les gens ne sont pas naturellement mélangés entre eux. La mixité qui n'est pas seulement homme/femme mais aussi noir/blanc, riche/pauvre, citadin/rural n'est pas acquise. Car la société est coupée en multiples factions, en multiples noyaux. On est homme ou femme, noir ou blanc, sans compter les coupures d'affinités électives. On se rassemble en fonction d'origines socio-culturelles, d'affinités politiques ou sexuelles. Nous ne sommes jamais vraiment mélangés et perméables à l'autre. Nous pouvons le constater nous-mêmes aujourd'hui, à l'*Université d'Eté Homosexuelle* lieu de diversité et de mélange, mais limité. Nous sommes bien en un lieu d'affinités électives. Vouloir être mélangé ou séparé ne porte pas de valeur en soi, ce n'est pas forcément quelque chose de bien ou de mal. Pour aller vers les extrêmes, l'apartheid par exemple est une volonté très fortement excluante, c'est une majorité sociale qui cherche à conserver un certain nombre d'avantages et de pouvoirs face à une minorité sociale de fait dépourvue de droit. A l'inverse, la volonté de se rassembler des noirs américains du Mississippi est un mode d'organisation plus sympathique. Les moments où nous sommes mélangés, séparés ont une valeur différente selon le but poursuivi.

Ensuite, sur la définition de la notion de mixité et celle de non mixité. Tel endroit est non-mixte parce qu'il s'affirme comme tel, et on peut ainsi considérer que tout le reste est mixte puisqu'il ne se revendique pas non-mixte. Mais c'est une mixité qui n'est pas choisie. Il y a la non mixité de fait, un bar hétérosexuel sur la Canebière n'est pas forcément non-mixte, mais quand on pousse la porte on ne voit que des hommes. Lorsque je dis non-mixte, c'est dans le sens général du terme. Lorsque l'atelier jeune annonça sa volonté d'être fermé, cela provoqua une réaction dans la salle. Promouvoir l'entre-soi déclenche quelque chose qui n'est pas forcément réfléchi, qui relève de la volonté d'être partout même si l'on n'en a pas l'utilité ou l'usage. Cela procède de l'instinct. La façon que l'on a de vouloir être mélangé ou séparé n'a pas de valeur en soi, l'important c'est que l'on veut faire et pourquoi on veut le faire.

Les années 70

Ceci dit, j'en reviens à l'époque des années 70, celles qui vont aboutir au *CUARH*. Je passe rapidement sur le *FARH* qui fut une expérience assez brève, particulière parce que ciblée sur Paris et quelques rares villes de province (Marseille notamment). Je ne suis pas vraiment sûr que ce soit des lesbiennes qui aient créé le *FARH*, il y a tout un débat sur cette question. Mais cette parenthèse pour dire que ce fut une expérience particulière, chronologiquement rapide et très importante parce qu'elle marque le début du mouvement homosexuel moderne. Ensuite les *GLH* se sont développés dans l'ensemble des grandes villes de France. Ils étaient majoritairement non-mixtes, peu d'entre eux ayant une expérience réelle, voulue de la mixité (comme l'eut le *CUARH*). Marseille étant un contre exemple, puisque c'est volontairement que de *Groupe de Libération Homosexuel*, il devint *Groupe des Lesbiennes et Homosexuels*. Ce ne fut pas un choix délibéré de se séparer des femmes, mais plutôt un mode d'organisation découlant de réalités pratiques de l'époque.

Les années noires

Il y a 30 ans, c'était l'époque d'une répression policière très forte, d'un tissu commercial presque inexistant à forte connotation de clandestinité, de lieux de rencontre anonyme (genre pissotières). La situation des homosexuels, surtout en province était particulièrement dure, difficile. Ainsi les *GLH* furent d'abord un lieu de parole individuelle (parole qui nécessite une organisation non-mixte), puis de parole collective, c'est à dire non plus "je suis homo", mais "nous voulons quelque chose". Alors les homosexuels quittèrent la "béquille" qu'ont pu être au début du lancement des *GLH*, les mouvements féministes et d'extrême gauche qui apportèrent leur façon d'être, de parler, de s'organiser. Par la suite les *GLH* affirmèrent leur propre autonomie en tant que mouvements homosexuels.

On peut faire le parallèle avec les groupes lesbiens qui dans le même temps cherchaient à avoir une parole propre sur le féminisme, le lesbianisme et l'homosexualité (comment en tant que femme homosexuelle se situer vis-à-vis du féminisme et du mouvement homosexuel, et comment exprimer sa propre identité lesbienne ?). Les mouvements homosexuels de cette époque étaient très politisés et très polémiques, au sens joyeux du terme. Cela faisait parti de la nature du mouvement homosexuel que d'affirmer politiquement une identité, et de la confronter à celle des autres. Chaque *GLH* avait sa propre ligne politique (il y en eut même deux dans la même ville comme à Aix en Provence). Les militants d'alors sont issus d'une scolarité non-mixte, ce qui explique la façon de se concevoir et de s'exprimer. On peut dire par exemple que les femmes lorsqu'elles fondent un groupe mixte ont souvent besoin de hausser la voix pour se faire entendre, ce dont les femmes issues de la scolarité non-mixte n'ont pas l'habitude. Cette question n'est pas si anecdotique que ça, c'est un vrai problème de culture et d'habitude.

1979, année de la première Université d'Été Homosexuelle

A cette occasion, il est proposé de dépasser les clivages et de se consacrer uniquement à la lutte contre la répression envers les gays et les lesbiennes. Ils étaient face à des phénomènes de répression communs aux gays et aux lesbiennes, donc ensemble ils pensaient se mettre à travailler sur cette question. A l'époque le *CUARH* a pu exister assez facilement en laissant les groupes constituants (les *GLH*, les groupes lesbiens...) avoir leur propre opinion sur la cause de cette répression. Les avis divergeaient sur les notions de répression et d'oppression (la répression est le constat que l'on fait d'une situation, l'oppression est la source de la situation). Le *CUARH* s'attaque aux conséquences et laisse le soin aux groupes constituants d'en déterminer la cause. Par la suite, on s'apercevra que dans cette recherche des causes, il y a eu une espèce de dialogue impossible entre gays et lesbiennes. Mais l'idée de laisser l'aspect théorique de la question aux groupes constituants et de se focaliser sur l'action rapide et efficace a permis d'affirmer une mixité voulue et choisie. Même si en réalité, par la suite le *CUARH* a débordé le strict cadre de cette fédération de groupe sur un point très focalisé, en prenant une plus grande ampleur en tant que mouvement quasiment constitué. C'est-à-dire que l'on pouvait être membre du *CUARH* sans être membre d'un *GLH* local. Ainsi un comité de rédaction du journal *Homophonie* eut sa propre autonomie et s'est comporté comme un groupe militant à part entière.

La mixité du CUARH

La mixité des débuts du *CUARH* était quelque peu relative, parce que quelques femmes dans un groupe de mecs est-ce vraiment un groupe mixte ? Telle était la situation du *CUARH* à ses tous débuts, c'est à dire peu de femmes et beaucoup (une forte majorité) d'hommes. D'autant que les femmes présentes n'étaient représentatives que d'elles. Mais cette mixité relative était confortable pour les mecs parce qu'il n'y avait pas de remise en cause de leur discours du fait que les femmes étaient trop peu nombreuses pour cela, et les femmes étaient confortablement installées dans cette relative mixité parce que leur propre parole n'était pas remise en cause. Et par-là même, elles avaient une situation de pouvoir et d'aura qui était plus large, plus facile que si elles étaient confrontées au mouvement lesbien dont elles s'étaient extraites. La mixité vécue de cette façon aurait pu durer longtemps. Mais le *CUARH* cherchait à obtenir la reconnaissance des pouvoirs publics, voulant devenir l'interlocuteur des pouvoirs publics (pour dire qu'il fallait régler les problèmes de descente de police). Or pour ce faire, il fallait qu'il soit le plus représentatif possible (en ayant fédéré la majorité des groupes existants) et que sa mixité soit réelle et non pas purement formelle. Ainsi eut lieu une réelle réflexion sur la nécessité d'aller d'une mixité relative vers une mixité réelle. Pour ce faire, il fallait une parole collective et paritaire.

Parole collective

Le principe de la parole collective était que les femmes présentes au *CUARH* ne représentent pas seulement elles seules, mais que l'expression lesbienne au sein du *CUARH* soit une expression collective et réellement impliquée dans le mouvement lesbien. Il ne fallait pas qu'il y ait un double langage, mais que la parole soit la même à l'intérieur comme à l'extérieur du *CUARH*. Il fallait aussi que les polémiques que pouvait susciter une telle parole soient connues, et que cette parole puisse être mise en cause, y compris par les mecs. Cette parole collective est venue un travers un groupe de lesbienne, le *Mouvement d'Information et d'Expression des lesbiennes (MIEL)*. Ce groupe avait la particularité d'avoir réussi à avoir le triple ancrage sur le mouvement des femmes, le mouvement lesbien et le mouvement homosexuel. Le *MIEL* qui était résident à la Maison des Femmes de Paris (lieu du mouvement féministe) s'affirmait comme partie prenante du mouvement féministe en tant que tel. Et au sein de cette Maison des Femmes, le *MIEL* animait un lieu lesbien non-mixte (*l'Hydromel*), dans lequel il y avait une réflexion sur le fait d'être lesbienne.

En tant que l'un des constituants du *CUARH*, il apporta cette parole collective lesbienne, participant ainsi pleinement à la mixité au sein de l'association. Une parole qui posa parfois problème, car les mecs se sont retrouvés impliqués dans des débats où en général ils n'avaient pas l'habitude d'être partie prenante. Il n'y avait plus une parole unique, lesbienne, mais des paroles multiples, constituées qui faisaient référence, et des débats qui avaient lieu en même temps dans le mouvement lesbien et dans le mouvement féministe. En particulier, il y a eu des débats sur les violences faites aux femmes (comme le viol par inceste), débats dont le mouvement homosexuel masculin n'avait pas l'habitude de prendre en charge les revendications.

Le désir de parité

A l'époque, la parité était un concept ni vraiment débattu, ni vraiment connu. Pourtant il y eut un réel désir d'être paritaire. C'est pourquoi les lesbiennes ne comptaient pas pour le nombre de personnes ou de groupes qu'elles représentaient, mais pour la moitié des décisions à prendre. Détail important quand les lesbiennes impliquées dans le *CUARH* (comme dans le comité de rédaction d'*Homophonie*) ne représentèrent jamais plus d'un tiers des membres présents. On peut penser que s'il n'y avait pas eu la parité, il n'y aurait pas pu avoir pendant si longtemps quelque chose qui tienne malgré de violentes polémiques, malgré des crises à répétition.

L'exemple paritaire d'Homophonie

En particulier cette parité s'est ressentie au niveau du journal. Ce mode de fonctionnement n'est pas si daté que ça, quand lorsque l'on voit à cette *Université d'Eté* des réflexes identiques à ceux qui avaient cours à *Homophonie*.

D'abord la couverture était alternée, masculine/féminine. Quant au contenu, même si on parlait de pédés, on écrivait homosexuels masculins et non pas homosexuels tout court. Quand on parlait de femmes, on disait lesbiennes. On mettait le " e " féminin entre parenthèses. Aujourd'hui quand on relit le journal, on voit bien que ce mode d'écriture fut assez lourd. Bien exprimer le fait de savoir si on parle d'hommes ou de femmes, ou des deux, rend la lecture un peu difficile. Ceci dit, c'est une pratique (qui n'était pas spécifique au *CUARH*) qui permettait à chaque personne qui lisait le journal, homme ou femme, de s'identifier à ce qu'elle lisait. L'iconographie du journal était particulièrement soft, puisque la nudité posait problème. Nous avons fait un sondage pour savoir si les lecteurs souhaitaient qu'il y ait des nus. Les mecs répondirent majoritairement pour (à 62%), les femmes majoritairement contre (à 72%). A propos des petites annonces, certains craignirent qu'elles ouvrent un biais dans la mixité et opèrent une certaine dérive. Ce qui ne fut pas du tout le cas, puisqu'il y eut autant d'hommes que de femmes qui en passaient. La seule chose que nous avons imposé, fut de censurer les "s'abstenir", les annonces devant être formulées positivement et non pas négativement. Par ailleurs, pour qu'il y ait une réelle prise en compte de la mixité il fallait que les dossiers traités rencontrent les préoccupations des unes et des autres, ce qui amena à traiter des sujets pas très vendeurs. A l'époque il y avait *Gai Pied* ou *Samouraï*, qui titraient sur des thèmes assez généraux quand *Homophonie* titrait sur l'excision des femmes en Afrique.

De 79 à 85, la formule fonctionna malgré des débats très douloureux. *Homophonie* était alors en concurrence avec une presse homosexuelle plus large, et le mode de fonctionnement suscita quelques tiraillements au sein du comité de rédaction. Certains voulurent transiger avec la règle que l'on s'était fixée au début, ce qui eut un impact dans le dépérissement du *CUARH*. Les années 83/85 furent des années de régression du militantisme général. Certains partirent créer des journaux commerciaux, d'autres partirent à *Lesbia*. La génération qui avait porté cette mixité (et l'avait fait fonctionner durant des années), avait fini par abandonner le terrain militant.

Conclusion

Tout ceci pour montrer que la mixité est une dynamique qui ne va de soi. C'est un combat de tous les jours, on doit interroger sa propre pratique pour vérifier que l'on n'oublie pas l'autre. Nous vivons dans une société ségréguée, mais tous les jours nous sommes mélangés à l'autre. Cette mixité homme/femme pourrait être étendue à bien d'autres domaines. C'est une tendance naturelle de toujours penser le monde à travers soit. C'est une tendance à combattre si nous voulons nous ouvrir au monde et à une action qui prend en compte des générations différentes, des gens différents, des hommes et des femmes.

X : Oui, je voulais savoir si parmi les associations homosexuelles, il en existe au moins une qui arrive à vivre la mixité dans son fonctionnement.

Jean-Michel Rousseau : Il me semble que oui, sauf qu'il ne s'agit pas d'associations politiques, comme (par exemple) la chorale *Equivox* qui est un groupe mixte (pour des raisons de tessiture et d'organisation). Par contre au sein des groupes militants actuels, la problématique de la mixité est plus simple du fait que les blocages idéologiques sont moins forts aujourd'hui qu'il y a quelques trente ans. De même pour les problèmes iconographiques, même dans des revues non-mixtes. Je prends l'exemple de *Lesbia Magazine*, aujourd'hui il y a parfois des audaces photographiques hier impensables. Ceci étant, des malentendus existent encore. J'en veux pour preuve la *nuît gay* de Canal + de juin dernier où les lesbiennes représentèrent une part congrue. Symptomatiquement lors d'un interview (paru dans le *Monde*) donné par un garçon, le documentaire lesbien n'était pas cité. Cela ne signifie pas que l'on ne peut rien faire. La mixité est une dynamique qui exige à chaque instant, tous les jours de faire attention à ce qu'on fait, ce qu'on dit, à ce que l'on oublie d'entendre et de dire.

X : C'est quand même paradoxal, parce qu'à l'époque des groupes non-mixtes, le *CUARH* était finalement en avance sur son temps sur le terrain de la mixité.

Jean-Michel Rousseau : Certes, mais la mixité du *CUARH* n'était pas idéale. On parlait bien des problématiques des uns et des autres, on faisait attention à ce qu'il y ait autant de photos d'hommes que de femmes. Mais derrière cette façade, c'était une mixité construite dans la douleur, par des conflits permanents et des crises à répétition. Par exemple, le journal était construit au cours de 4 réunions, les deux ou trois premières étant consacrées à la critique du numéro précédent, ensuite chaque rédacteur (qui n'était pas propriétaire de son article) lisait sa prose devant une quinzaine de personnes qui ensuite disaient ce qu'elles en pensaient. Mais cette mixité douloureuse, difficile a quand même tenu 7, 8 ans. Ce qui montre que la dynamique existait, qu'on voulait le faire.

Quant à la question de la parité, c'est quelque chose dont nous ne parlions pas vraiment. Mais l'idée était de dire que, comme les lesbiennes constituent la moitié du genre humain, elles devaient avoir la moitié du pouvoir de décision. Ce qui faisait porter, proportionnellement parlant, sur les rares lesbiennes présentes parmi nous plus de responsabilités. Dans la plupart de ce type d'organisation, on retrouve des règles internes disant la nécessité qu'il y ait davantage de femmes qui accèdent aux postes de responsabilité, mais on arrive aussi à se demander si la femme qui est à cette place est réellement compétente ou bien si elle y est parce qu'elle traînait dans le couloir. Débat dépassé par le fait que dans l'exercice de l'activité du *CUARH*, les filles se sont montrées capables de porter le projet et de le faire vivre, sont restées alors que celles qui se sont avérées incompetentes avaient, d'elles-mêmes, quitté l'entreprise.

X : Si les femmes présentes (n'étaient représentatives que d'elles-mêmes, en quoi étaient-elles différentes des groupes lesbiens ? Il y avait une divergence marquée entre elles et les groupes ?

Jean-Michel Rousseau : Question épineuse. Lorsque quelqu'un parle, il le fait toujours pour lui-même, mais il parle aussi à travers ce qu'il fait, à travers ce à quoi il appartient. C'est la question de savoir ce qui fonde le discours militant. Quand je parle ici, maintenant, c'est moi qui m'exprime et non le *CUARH*. Je le dis en connaissance de cause puisque durant 8 années (au sein du *CUARH*) j'ai vécu l'expérience de la parole collective et de la parole individuelle confrontées à celle des autres. A propos des filles, les premières présentes parmi nous au sein de l'association portaient une parole qui alors était purement, strictement individuelle. C'est à dire qu'elles ne parlaient qu'en leur propre nom. Leur vision de l'homosexualité féminine était leur propre vision, et non pas une vision qu'elles avaient confrontée avec d'autres lesbiennes. Pour autant elles n'étaient pas isolées dans un bocal, mais elles n'avaient pas de pratique collective militante.

X : Les femmes étaient nombreuses ?

Jean-Michel Rousseau : Elles étaient 3. Une qui n'avait aucun contact avec le milieu lesbien et qui dans son activité militante homosexuelle n'était que sa propre expression. Une autre qui sans être membre à part entière du *CUARH* était souvent présente (une véritable figure historique que les hommes pensent être

lesbienne mais qui ne l'est pas). Et une troisième personne plus connue pour son activité d'écriture que son activité militante. Quand je parle de 3 filles, je parle de celles au comité de rédaction (du début d'*Homophonie*. Le *CUARH* était rythmé par des coordinations nationales, et à ce niveau il y avait très peu de groupes lesbiens constitués. Il y avait quelques femmes noyées au milieu des mecs. Là encore le *MIEL* est intervenu. Les groupes lesbiens ne sont apparus que quelques années après, et c'est au moment de leur apparition que le nombre de femmes présentes est devenu véritablement important. Le comité de rédaction du journal comptait une vingtaine de personnes, dont 5 ou 6 femmes. Mais elles représentaient des groupes, ainsi que ce qui se passait à la Maison des Femmes. C'est à dire les actions et les débats menés que ce soit sur la question du viol par inceste ou toutes questions qui n'auraient pas été portées par le *CUARH* si elles n'avaient pas été présentes pour porter ces débats au sein de l'association. Il y avait des problèmes de choix entre les actions que l'on pouvait faire (comme par exemple réagir à propos du sauna de telle ville qui avait été fermé par la police, ou un problème de viol par inceste qui fallait gérer. Ce qui en soi n'avait rien de très évident puisque ces deux problèmes ne se gèrent pas au niveau militant de la même façon).

Christian de Leusse : A propos de la non mixité naturelle des groupes, au *GLH* de Marseille ce n'était pas tout à fait le cas, même s'il y avait deux groupes et donc deux lieux différents (*Douce Amère* et la *Boulangerie*), mais il y avait quand même dès le départ, une volonté au sein des *UEH* et dans la gestion du local du *GLH*, d'être mixte. C'était une volonté assumée, affirmée. Et aujourd'hui encore nous continuons avec les *UEEH*, puisque depuis un an nous cherchons à aller vers une réelle mixité, au sein du *CA* comme au niveau du déroulement de la semaine. Je ne sais pas si cette volonté au sein d'un groupe du sud n'est pas celle de l'influence du Sud et de la Méditerranée. Cette volonté, cette conscience me plaît, mais elle n'est pas spontanée. Au départ, on ne sait pas pourquoi il faut travailler ensemble. On peut bien sûr comprendre assez vite que nous avons intérêt à nous connaître, à nous trouver, et profiter de ce que nous avons de commun. Ceci dit, il y a des mixités qui ne se gagnent pas facilement, par exemple les gens pacés et ceux qui ne le sont pas. C'est un autre cloisonnement de la société. Mais dans ce cas, on ne cherche pas à savoir quelle communauté de travail il est possible de construire sur les modes de vie différents.

X : Si selon vous la présence des femmes faisait que certaines problématiques s'imposaient, encore que l'on puisse voir ceci en sens inverse, c'est parce que vous êtes un garçon ?

Jean-Michel Rousseau : Certes. Au début la méconnaissance des lesbiennes par les gays (et réciproquement) était très grande. Avec 20 ans de recul, il apparaît que cette mixité fut le lieu d'un dialogue (plus que d'un mélange) plus ou moins réussi entre deux mondes qui apprenaient à se connaître et à travailler ensemble. Comme avec l'apparition du sida, où nous fûmes confrontés à quelque chose de grave qui prenait de l'ampleur et qui nécessitait une réflexion forte. Ainsi, les femmes présentes au sein du *CUARH*, à travers le biais de la lutte contre cette maladie ou la perte d'amis proches furent confrontées d'une manière plus rapide, plus violente à la question de la sexualité gay. Au final, vingt ans après, on se dit que la mixité fut une difficile expérience, mais qui permit de comprendre une problématique qui n'aurait pas pu être abordée dans un environnement et un moment non-mixte (sans la mixité, je n'aurais pas eu de débat sur la question des violences faites aux femmes). Mais parfois cela n'a pas fonctionné, principalement du fait d'une divergence profonde sur l'aspect répression/oppression. Les lesbiennes présentes parmi nous ont porté les débats sur les sources de l'oppression (le patriarcat, l'hétérosexisme, les rapports de domination hommes/femmes) quand ces questions n'étaient pas soulevées par nos soins. Le commerce homo florissant posa bien des problèmes théoriques, entre un discours le condamnant (il nous prend nos sous), et l'idée que le fait d'être dans une société de consommation, la libération homosexuelle allait générer un commerce homosexuel de plus en plus grand, et construit (d'une certaine façon nous étions contents de voir émerger ce commerce nouveau, et mécontent de l'autre parce qu'il prenait un espace vital, celui que l'on remplissait).

X : La question centrale du *CUARH* fut celle de la répression contre les homosexuels, et du fait de la mixité a amené les débats propres aux féministes à l'intérieur de l'association. Je n'étais pas membre du *CUARH* même si je le fréquentais, j'étais membre du *GLH PQ (politique et quotidien)* plus festif. Je me rappelle qu'il y avait une très bonne ambiance entre gays et lesbiennes. Comment ce fait-il que les gays puissent penser se libérer en faisant une impasse presque totale sur les questions que pose le féminisme ? D'autant que le féminisme, la problématique de l'oppression des femmes, est un sujet qui concerne les hommes. Trente ans

après, dans le monde hétéro les hommes continuent de faire l'impasse sur ce débat et de ne pas s'interroger sur leur positionnement par rapport aux femmes. Il n'y a pas eu un groupe d'hommes porteur disant qu'il fallait qu'ils s'interrogent entre eux, sur le pourquoi d'une telle situation. Certes, il y a les débats animés par le ZOO et les *Queers*, Simone de Beauvoir avec son "on ne naît pas femme, on le devient" ou encore cette l'histoire qu'une lesbienne ne serait pas vraiment une femme, mais il semble que pour les gays ces débats sont inutiles. Pourtant l'identité homosexuelle n'est-elle pas contradictoire avec l'identité d'homme ? En tous cas, les femmes se sont posé ce genre de questions.

Jean-Michel Rousseau : Réflexion intéressante dans le sens où elle répond à la question de la mixité, et je suis tout à fait d'accord avec ce constat. Il y a des moments où l'on est mixtes et d'autres non-mixtes. Cela n'a pas de valeur en soi, mais il est évident que chaque état est porteur de quelque chose. Autant un moment non-mixte peut permettre l'émergence d'une parole autonome, autant c'est une forme d'enfermement qui fait que l'on ne se remet pas en question par rapport à des questions qui sont portées par d'autres. A propos des questions que le féminisme apporte, je ne pense pas qu'un groupe de gays non-mixtes soit spontanément amené à se les poser s'il n'est pas stimulé par l'extérieur.

x : Par rapport au fait que l'homosexuel était perçu par les hétéros comme quelqu'un qui ne tenait pas sa place d'opresseur, n'y avait-il pas un lien idéologique entre les gays et les féministes ? Je pose cette question du fait que je n'ai pas connu cette époque. Mais il me semble que les mouvements homos ont une histoire très parallèle avec le mouvement féministe. C'est visible, évident. S'il n'y avait pas forcément de mixité structurelle au sein des groupes à l'époque du FARH et des GLH, je pense qu'il y a eu alors une réelle dynamique, une perméabilité entre les deux mouvements. Par ailleurs, je participe à *Equivox*. Expérience très différente, car il s'agit d'une chorale mixte (parce que c'est une chorale à quatre voix). Mais de part la volonté des femmes, il fut d'office institué dans les statuts de l'association des règles extrêmement précises à propos de la gestion politique de la chorale. Ainsi toutes les instances sont paritaires. Année après année, il y a alternance président/présidente. Cette dynamique a fait qu'on ne prend les femmes pas parce qu'il en faut une, mais on en prend une qui est compétente. Dans un cadre culturel, la mixité est assez facile. A *Equivox*, elle s'est mise en place sans difficulté. L'important c'est de savoir ce que nous avons à faire ensemble. C'est seulement ainsi que nous pourrions savoir si nous avons des enjeux communs, si le patriarcat est notre ennemi commun, s'il y a des combats lesbiens et des combats gays. Je fais partie du CA des UEEH, dans un cadre de volonté d'ouverture aux femmes. Nous sommes arrivées à être relativement nombreuses (par rapport à zéro). C'est un cadre qui est proposé d'où émerge un certain nombre de réflexions. Les UEEH sont une boîte, et il faut qu'elle soit aménagée pour. A cette condition, la mixité est possible, vivable. Sauf que du fait de ses origines, elle est malgré tout une initiative masculine, même si les femmes y prennent leur place.

X : L'exemple du PACS montre que nous avons des intérêts communs. Mais si nous interrogeons la famille traditionnelle, pouvons-nous aller au-delà ? Sommes-nous aujourd'hui en mesure de s'interroger, d'élaborer des revendications sur ces questions ? Si la famille n'est pas notre truc, au-delà des droits civiques et ceux concernant le droit à la parentalité, il nous faut un autre cadre. Toute la question est sur quoi nous avons à faire, ensemble et séparés. D'autre part, je voudrais approfondir cette question de la douleur, le fait que cela se soit construit dans la douleur. Comment avez vous fait pour tenir huit ans ?

Jean-Michel Rousseau : Le terme de douleur est quelque peu excessif. Le CUARH a vécu des crises violentes (comme tout groupe), la mixité n'allait pas forcément de soi. Et pour durer huit ans, il a fallu surmonter des débats difficiles, trancher. Le bateau tanguait souvent.

X : Je pense que c'est bien la problématique spécifique aux lesbiennes à trois branches (féminisme, femme, homosexualité) qui différencie les gays des lesbiennes. Les mecs avaient l'économie d'une, voir deux branches, quand les femmes ne pouvaient faire cette économie.

Jean-Michel Rousseau : Pour nous le combat homosexuel était central alors que pour les femmes ce n'était qu'un élément. Elles étaient porteuses d'autres questions qui venaient du combat féministe. Ainsi, la question économique est une question qui est souvent revenue, parce qu'elle se traduit au niveau de la vie privée par une césure qu'il fallait voir et comprendre. Ce qui au départ ne fut pas trop évident. A la fin les mecs sont partis vers le commercial, quand les filles partaient vers le militantisme associatif (comme *Lesbia*).

Bien, sur ce je propose de clore ce débat. Merci à toutes et à tous.

Jacques Fortin : Avec Christine Delphy nous allons nous interroger sur la question du féminisme et du militantisme, mais en attendant qu'elle arrive je vous propose de profiter de la présence d'Elena Goussiantinskaïa parmi nous pour avoir un aperçu de la situation des homosexuel-le-s en Russie à travers son expérience militante des *Archives Gays et lesbiennes de Moscou*. Ensuite nous entamerons un tour de table sur la parole féministe. Mais pour l'instant la parole est à Elena Goussiantinskaïa.

Elena Goussiantinskaïa : Il y a 5 ans quand le mouvement homosexuel a vraiment pris forme en Russie, il existait un centre d'études gay et lesbien, le *Triangle* (créé grâce à l'aide d'une association pour les droits des homosexuels située à San Francisco) qui permettait, outre de trouver des informations, de mettre sur la place publique le fait que les gays et les lesbiennes existaient, quand l'homosexualité était un sujet dont personne (les gens comme les autorités) ne parlait. Dans les bibliothèques, il n'existait pas de rubrique "homosexualité". Au début des années 90, on commença à parler de la sexualité et aussi de l'homosexualité. C'est alors que je me suis intéressée de savoir comment la question était traitée par la presse, d'autant qu'au début le ton général des articles était assez favorable car ils se situaient dans la mouvance de la lutte pour les droits de l'homme (il faut se rappeler du contexte politique de l'époque). Cependant l'émergence d'un mouvement homosexuel comme mouvement politique n'a pas eu lieu, du fait qu'en Russie les gens sont de façon assez générale allergiques à toute idéologie. Par ailleurs les homophobes ne cessent d'affirmer que l'homosexualité est quelque chose que les occidentaux ont importé en Russie, alors que les russes sont à l'origine un peuple pur et moral. Ce qui s'additionne avec tous les problèmes que nous pose l'Eglise Orthodoxe (qui n'est pas vraiment libérale).

Quand la société s'ouvrit sur l'étranger, il devint possible de recevoir journaux, livres et autres publications. Et lorsque le *Triangle* a fermé, avec l'aide de quelques amis j'ai réussi à louer un petit studio où j'ai entreposé toutes les archives. J'y ai installé une bibliothèque avec salle de lecture ouverte tous les jeudis. C'est surtout par le bouche-à-oreille que les gens apprennent notre existence, faute d'enregistrement officiel de l'association, car si les autorités apprennent notre existence et pensent que sommes une organisation dissidente, nous risquons de subir une descente de police avec destruction de nos archives. A Moscou, nous sommes le seul endroit où il est possible de trouver de l'information sur l'homosexualité. Tout ce qui est resté de l'émergence d'une visibilité homosexuelle du début des années 90, c'est les boîtes et autres lieux commerciaux.

Actuellement, la situation sociale comme politique en Russie est quelque peu incertaine. Nous ne savons pas vraiment ce qui nous attend du fait d'importants changements politiques. Il me semble que les années de transparence (la perestroïka) sont terminées, les réformes économiques ont échoué. La censure réapparaît. Par exemple, le président de l'association *Most* (spécialisée dans les médias qui est également une chaîne de télévision) fut arrêté sous prétexte de ne pas faire la propagande pour Poutine, et de critiquer la guerre en Tchétchénie. S'il fut libéré quelques jours après, cet exemple illustre combien la situation politique actuelle est loin d'être idéale.

X : Je suis dans le mouvement féministe depuis 1973, et je travaille au sein d'une structure qui s'occupe de mettre en place des politiques en direction des droits des femmes. Mais il s'agit de structures étatiques avec leurs limites. J'ai donc créé un groupe de travail (sur Marseille) avec trois associations féministes afin de commencer à diffuser une culture, une interrogation sur les rapports sociaux de sexes et les rapports sociaux de genre. J'ai pu constater qu'il existe une très grande coupure entre chercheurs et mouvement féministe, les femmes ne sont pas informées sur l'histoire du mouvement féministe. Nous sommes face à un retard qui ne permet pas à celles qui souhaiteraient être des actrices militantes dans la bagarre féministe de réellement faire entendre leur voix. Ceci dit, je me suis aperçu que ce groupe de réflexion avait ses limites. Je proposais un groupe de travail où nous nous serions chacune investie sur un sujet pour ensuite en faire profiter l'ensemble du collectif, alors que j'ai eu en face des personnes qui se sont posé en situation de formation. Seul 2 personnes (dont moi-même) ont travaillé. J'ai donc dressé le bilan, en collaboration avec les autres femmes (et un homme puisque c'est un groupe mixte) histoire de savoir pourquoi cela s'est passé ainsi, et savoir également ce que signifie de réintroduire une réflexion sur la différence. C'est cet aspect qui bloque les féministes qui en France sont majoritairement égalitaristes. Je ne veux pas dire que je suis une

différentialiste, mais je crois qu'il y a de la différence. Cette question est à travailler. J'aurais très envie qu'un groupe associant féministes, gays, lesbiennes et queers, travaille sur l'utilisation de cette notion de genre, sur cette idée de culture commune. Chacun a le droit de travailler de son côté, de se fermer, mais où à certains moments il est important, voir indispensable que les gens se croisent et se mettent à échanger, à se "confronter" (c'est à dire savoir comment chacun est interpellé, comment chacun interpelle les autres), et que nos réflexions se fassent sur la déconstruction du masculin et du féminin (l'un ne va pas sans l'autre). C'est la raison pour laquelle il me semble qu'à l'intérieur du mouvement gay, l'interpellation du masculin est à faire. Aussi, j'aurais vraiment envie qu'un tel groupe voit le jour, avec pourquoi pas un point marseillais. Ce à quoi je participerai très volontiers.

X : Je suis tout à fait d'accord sur la nécessité, l'importance de coordonner différents qui travaillent chacun de leur côté. D'autant que la demande de créer un département d'étude gay et lesbienne est forte. J'ignore de quelle façon cela doit se faire, si cela doit être calqué sur le modèle des études féministes (en France cela a été un échec), mais je suis certaine que cela doit se faire. Et si le réseau Inter-universitaire, qui cette année n'a pas du tout fonctionné, devient opérationnel, il pourra impulser une dynamique en ce sens.

Marie-Hélène Bourcier : Pour ceux et celles qui ne connaissent pas le Zoo, je dirais que nous avons monté cette association avec un positionnement queer, en ce sens où dès le départ il était question de travailler avec tout le monde (pédés, gouines.....), avec pour objectif d'intervenir dans le champ universitaire en produisant de la visibilité homo (dans un pays où il existe une réelle résistance vis-à-vis de toute politique identitaire, l'échec patent des études féministes s'explique par une tradition universaliste). Ainsi nous avons organisé des séminaires sur des objets marginalisés comme la culture dite populaire. Des publications nous racontant l'histoire de l'homosexualité à travers les grandes momies du Panthéon homosexuel (Gide, Proust, Colette qui n'a pas dit grand chose mais qui est toujours là quand on parle des lesbiennes). Notre propos est de réfléchir notamment à cette histoire, car la façon dont on écrit l'histoire des lesbiennes est directement liée au mépris vis-à-vis de la culture populaire. Nous avons aussi travaillé sur les références françaises de la théorie queer car nous avons le sentiment qu'elles avaient été efficacement trafiquées et politisées. Puis nous avons orienté nos travaux vers une critique concurrente de l'hétérosexualité et de l'homosexualité, l'une construisant l'autre. Cela nous a amené à organiser l'année dernière toute une série de séminaires sur "l'hétérosexualité, ce douloureux problème", il nous paraissait intéressant d'inverser les perspectives. Mais aujourd'hui nous sommes arrivés à un stade où nous sommes très fatiguées, où nous en avons assez, nous sommes arrivées à un point où il n'est plus possible (même si nous intervenons dans le cadre de la Sorbonne), de travailler gratuitement et de ne pas exiger une inscription universitaire patente.

On a toujours dit qu'il fallait ce genre d'espace de réflexion, et c'est encore plus urgent maintenant. Il y a actuellement une profusion de discours sur les homosexualités, il y a un renouveau du discours psychanalytique (peu critiqué, les gens trouvant normal que les analystes s'intéressent aux gouines et aux pédés), de discours sociologisant fonctionnant davantage sur un mode politique, là aussi très français (genre intellectuel porte-parole qui vient dire ce qu'il convient de faire). Ainsi nous voyons émerger une histoire de l'homosexualité qui n'a rien à voir avec le cautionnement historiographique spécifique gay et lesbien. Je ne parle même pas des transsexuels, car le jour où ils pourront aller à la fac nous serons contents. Je suis donc un peu énervée, et même inquiète, parce que s'il est inexact de dire qu'il ne se passe rien, il faut savoir être vigilant et critique. J'en veux pour preuve la thèse de Florence Tamagne ("*Histoire de l'homosexualité en Europe*"), très caractéristique de ce qu'il ne faut pas faire en matière d'histoire des minorités. Surtout quand c'est fait par quelqu'un qui n'y connaît absolument rien et qui continue de lire de la haute littérature pour traiter des homosexuels. C'est ce livre qui sera diffusé dans les universités et pas les savoirs que nous pouvons nous-mêmes produire ou à défaut critiquer.

Catherine Violet : Pour ma part, j'essaie d'intégrer dans le cadre de recherches institutionnelles les recherches qui m'intéressent, à savoir l'histoire littéraire du lesbianisme. Et si je trouvais des choses dans la littérature populaire, j'en serai très contente. Mais malheureusement elles ne laissent pas de traces en matière d'archives. Il existe très peu d'archives de femmes écrivains, elles sont perdues ou détruites faute d'attention. Par exemple, dans le laboratoire du CNRS où je travaille, sur 120 personnes je suis la seule à travailler sur des textes écrits par des femmes. Ce qui est quelque peu symptomatique.

Marie-Hélène Bourcier : Loin de moi l'idée qu'il est inintéressant d'aller consulter les manuscrits de Simone de Beauvoir. Ce n'est pas la culture contre la haute culture. Mais c'est le fait que certaines personnes fassent usage des références de la haute culture qui m'amène à tenir de tels propos.

Jacques Fortin : Bien, Christine Delphy vient d'arriver parmi nous. Et après avoir fait un tour du côté des *Archives Gays et Lesbiennes de Moscou*, après avoir discuté des questions relatives aux recherches universitaires comme au réseau Inter-universitaire à développer, nous allons maintenant entendre Christine Delphy qui va nous parler du duo militantisme/féminisme. La parole est toi.

Christine Delphy : J'ai été contactée par Jacques afin que je m'exprime sur la vision féministe de la famille et du mariage (bref de toutes formes de vie en couple, avec ou sans enfants), question qui n'a pas vraiment été abordée lors des débats sur le PACS. Il faut ici prendre le terme de mariage au sens large, c'est à dire concubinage, union libre et autres formules de vie à deux. Pour moi le mariage est toute espèce d'association de vie en commun entre un homme et une femme, avec ou sans enfants, consacrée ou non par le passage devant le maire ou l'église.

Je pense plus particulièrement au mariage tel qu'il existe depuis pas mal de temps, à savoir le mariage hétérosexuel. Parce que c'est sur cette question que l'analyse féministe a porté, puisqu'il n'existait pas de modèle homosexuel. Et donc depuis les années 70, quand le mouvement féministe est à nouveau présent sur la scène publique, beaucoup d'entre nous (dont moi-même) se sont intéressées à la famille et au mariage. Si le mariage en tant que tel a énormément d'aspects (entre autre affectifs, c'est du moins ce que l'on dit), c'est surtout à l'aspect économique que je me suis intéressée. Question qui à l'époque n'était absolument pas étudiée puisque la famille n'était pas regardée par les sociologues (ma discipline) comme une institution ayant une fonction économique. La "famille" comme le "mariage" sont des termes interchangeables à un certain niveau d'analyse, puisque l'on entend par là un ensemble de personnes vivant dans un même foyer et unis par des liens plus ou moins sexuels, avec ou sans enfants. Alors la famille (quelle soit ou non contractée par le mariage), dans le sens d'une communauté de vie avec éventuellement élevage en commun d'enfants, est quelque chose dans la pensée occidentale (et même dans la sociologie) de considérée comme étant l'unité de base de la société. Vous avez du entendre très souvent que la famille est la base de la société. Idée qui remonte à très longtemps, comme au 18ème siècle où la monarchie est pensée sur le modèle pyramidal des familles qui délèguent leur pouvoir au chef de famille, qui eux-mêmes délèguent à quelqu'un d'autre, et ainsi de suite. Le rôle du Roi est pensé comme chef de famille, c'est à dire comme une autorité de droit divin, absolue, œuvrant pour le bien de la tribu. Parallèle qui fut fait dans la littérature de science politique à cette époque (et certainement avant), et aussi par des féministes plus spécialistes que moi de la philosophie des Lumières et dans l'étude des textes politiques de l'époque. En tout cas il y a une espèce d'homologie entre la structure politique et la structure familiale. Dans l'imagerie collective, la famille est le légo avec lequel se construit la société. La communauté est un ensemble de familles, et cet ensemble territorial est lui-même inclus dans un ensemble plus important, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'on arrive à l'Etat. Vivre en société c'est vivre chez soi, dans sa famille. Et c'est à partir de ces unités que se construisent les autres liens sociaux.

Mais la famille est considérée ni par les sociologues ni par les penseurs (avant que la sociologie apparaisse, à la fin du siècle dernier) comme une institution et pas comme une institution. Dans le sens où elle est pensée comme quelque chose de quasiment naturel. Aujourd'hui encore les chercheurs essaient de retrouver la famille partout. Il y a des études d'éthologistes (souvent liés à des sociobiologistes) qui essaient de montrer que tous nos comportements sociaux sont innés. En d'autres termes, ces gens ne croient pas à l'existence autonome de la culture, et partant du postulat que nous sommes une sorte de singe, ils étudient le comportement (en particulier de domination et de reproduction) de certains d'entre eux, pour au final s'apercevoir que cela ne mène à rien puisqu'ils constatent que les grands primates ont des comportements "familiaux" très différents les uns des autres. Il n'y a pas deux espèces qui se conduisent exactement de la même manière. Malgré tout, ils continuent de chercher, histoire de voir si tout ce que nous faisons ne serait pas de l'ordre de l'instinct. Dans le genre, les sociobiologistes (américains) vont beaucoup plus loin en affirmant que nous serions déterminés par nos seuls gènes, ceux des hommes n'ayant pour seul objet que de se perpétuer en cherchant les femelles les plus appétissantes. C'est le genre de pensée dont il faut se méfier, les gens qui les professent n'étant malheureusement pas en voie d'extinction. Il y a toujours des tendances réductionnistes essayant de réduire les comportements humains à des facteurs naturels et pas culturels.

La famille est donc le point d'ancrage à la fois des théories les plus réactionnaires des sociobiologistes et d'autres pour qui la famille (entité sociale) est une espèce de groupe naturel utilisé par la société. En d'autres termes, selon ces personnes la société pour se construire se servirait d'éléments (de légo) qui lui sont donnés par la nature. Les couples ainsi que les familles se forment spontanément, suivant en cela leur instinct de reproduction. Si la démonstration de l'inexactitude de ce raisonnement est loin d'être faite, nous avons quelques petits éclairages qui nous permettent d'observer que l'état de présupposé est erroné. L'un de ces éclairages est justement l'homosexualité dont toutes ces théories n'en tiennent jamais compte, alors que les gays et les lesbiennes existent. Justement, l'une des façons de récuser ces théories est de dire que ces théories qui basent l'association de vie sur une attirance entre sexes différents ne tiennent pas compte du fait que l'attirance sexuelle n'est pas déterminée par la (soi-disante) différence des sexes.

Contrairement à Murdoch qui avait décrété que la famille est un fait universel, la plupart des ethnologues pensent que cette universalité implique de réduire les différentes formes de vie familiale à des détails sans trop de sens. Ceci vaut aussi pour la famille occidentale comme pour le mariage occidental. Et c'est le modèle sur lequel a été pensée la forme de vie commune qu'ont souhaité les gays et les lesbiennes. Lors des discussions sur le CUS, puis celles sur le PACS, je n'ai jamais entendu de critiques féministes de la famille. De critiques plus spécifiquement orientées sur l'aspect économique de cette structure de vie commune. Dans les analyses sociologiques, l'aspect économique de la famille était lié à une question purement relationnelle ou de consommation. Mon travail a consisté à montrer que la famille est aussi un lieu de production, quand on voyait la seule famille paysanne comme un lieu de production. Je me suis attachée non seulement à l'aspect économique de la famille, mais aussi au travail domestique fourni par les femmes, y trouvant une des sources de leur asservissement. Dans le sens non pas d'une causalité ultime, mais bien plutôt d'un mécanisme facilitant la situation seconde des femmes dans la société.

Effectivement, si on ne prend en compte que le travail pour le marché, il y a très peu de familles qui restent productives. Encore qu'il y en ait pas mal, comme toutes les familles d'agriculteurs, d'artisans et de profession libérale (famille où l'unité de production est aussi unité de vie). Je prends l'exemple d'un garagiste vendant ses produits sur le marché (au sens général du terme), dans la valeur qu'il reçoit est incorporée non seulement la valeur de son travail mais aussi celle des gens de sa famille (enfants, parents, frères et sœurs, de moins en moins les descendants et/ou ascendants, mais toujours la femme). Le travail domestique est un travail à part entière, un travail consommé par la famille. On parle alors de production pour l'auto-consommation des ménages. Concept très bien connu des économistes qu'ils incorporent au Produit National Brut. Cette production pour auto-consommation dans les années 70 était déjà prise en compte et incluse dans le Produit National. Par exemple, un ménage qui a produit dans l'année 4 600 laitues, des cochons ou je ne sais quoi, produits qu'il a consommé plutôt que de les vendre, a par conséquent économisé quelque chose générant ainsi un manque à dépenser (ce qui se rajoute à ses revenus). Mais on ne considérerait pas comme production pour l'auto-consommation tout le travail de transformation de ces produits en aliments effectivement consommables, somme de travail effectué par les femmes qui ne sont pas rémunérées. Si la femme d'agriculteur lave la salade puis la fait manger à son mari, elle n'est pas davantage rémunérée que si le même mari vend la salade. Dans les deux cas elle a travaillé pour cette salade, dans le deuxième cas elle a travaillé encore plus (préparation et conditionnement) mais l'argent va dans la poche de son mari.

La famille est donc un lieu d'exploitation, dans le sens où les femmes y accomplissent un travail non rémunéré. Aujourd'hui encore (les femmes en sont à trois heures de travail domestique contre une heure pour les hommes). Sans compter le travail salarié (qu'elles quittent parfois pour de longues périodes, souvent pour élever les enfants) où elles sont victimes de discriminations (salaire, promotion, carrière). Bien plus que les hommes elles connaissent le chômage, les emplois précaires et/ou partiels (80% de femmes). Le résultat de cet état de chose est que peu de femmes disposent d'un revenu satisfaisant leur permettant de vivre de façon indépendante. A mon sens, l'exploitation des femmes au travail (c'est également valable pour les ouvriers) ne réside pas dans la quantité d'argent qui leur est ainsi volé (puisqu'en fait cet argent est virtuel) mais bien dans le fait qu'elles effectuent un travail non rémunéré. Imaginons que l'on calcule la plus-value (ce que le patron empoche), la question alors est de savoir s'il s'agit bien d'exploitation. La réponse est non, car si on donnait à l'ouvrière cette plus-value, elle subirait toujours l'aliénation de son travail. Dire qu'il suffirait de rendre la plus-value au prolétaire, pour qu'il ne le soit plus, est totalement absurde. D'ailleurs on s'en rend compte en remarquant que même si le niveau de vie de la classe ouvrière a augmenté, ils ne sont pas moins encore ouvriers. C'est la même chose pour les femmes. Si on donnait aux femmes la valeur de leur travail, elles ne seraient pas pour autant libres et indépendantes. Il me semble que le plus grand facteur de cette exploitation est justement la dépendance. Ce que l'on appelle la lutte des sexes est en fait très lié à cet état de fait de dépendance économique. C'est plus particulièrement vrai dans le monde de l'agriculture (j'ai interrogé de nombreuses femmes d'agriculteurs), comme dans tous les autres milieux producteurs indépendants (plombiers, garagistes, boulangers) où c'est madame qui gratuitement tape les factures, fixe les rendez-vous... Entretien par son mari, elle est considérée par les statistiques comme étant femme au foyer. Pour les femmes salariées la situation n'est pas vraiment mieux puisqu'en moyenne leur contribution aux dépenses globales du ménage n'atteint pas la moitié.

D'autant que si depuis des décennies les femmes sont salariées, la différence de revenu entre hommes et femmes existe encore. La raison principale pour laquelle il n'y a pas de changement en la matière, c'est parce que cet état de fait permet aux hommes (mariés avec ces femmes) de se retrouver en situation de pouvoir (de domination) à l'intérieur de leur couple. L'exploitation des femmes dans le marché du travail est dirigée en amont par les nécessités de l'exploitation patriarcale, c'est à dire la nécessité que les femmes n'aient pas un salaire suffisant pour vivre de façon indépendante et soient ainsi obligées - pour avoir un niveau de vie de vie correct - de se marier. Et à l'exception des postes "logement" et "alimentation", ces différences entre hommes et femmes continuent de se voir. La voiture étant un exemple tout à fait caractéristique de consommation différenciée, puisque dans le cas où il n'y a qu'une seule voiture c'est surtout le mari qui l'utilise, et quand il y en a deux, celle du mari est bien plus grande, plus chère que celle de la femme. Et en

quoi cela nous regarde, nous autres gays et lesbiennes, nous qui sommes si bien, si égaux puisque nous sommes des hommes avec des hommes et des femmes avec des femmes ? Après tout, dans le cadre d'un couple homosexuel, les deux personnes étant dans la même situation, il ne peut y avoir d'inégalité économique. Quelle règle de vie en commun pourrions nous établir, dans une société où à travers l'exemple des couples hétérosexuels, le mariage et la famille sont l'instrument principal (et premier) de l'exploitation des femmes ? Si j'étais anti-CUS (après avoir réfléchi) il me semble que le PACS amène une certaine visibilité. Le PACS est bien pour donner une image de l'homosexualité, mais cela donne un certain modèle de vie en commun, un modèle de vie au quotidien. Je ne voudrais pas faire ancienne combattante, mais dans les années 70 on pensait qu'il était possible de vivre à moins de 2, à plus de 2. Et maintenant on s'est rabattu sur le chiffre 2, c'est le chiffre magique. Deux ou rien du tout. La poussée vers le couple homosexuel est un renforcement de l'idéologie conjugaliste dominante. On entend dire que vivre à deux permet de profiter de réductions sur ceci ou cela.

Alors bien sûr, on peut très vite dévier jusqu'à la question du troisième, c'est à dire la question de l'enfant, de l'homoparentalité. Mais pour l'instant je m'en tiens à cette histoire du chiffre 2, à cette histoire du couple érigé en valeur de base. Même si bien évidemment la question de la reproduction se pose également à l'intérieur des couples homos. Cependant il me semble assez clair que dans la demande du PACS, l'enfant n'était pas forcément la première motivation. L'une d'elles était tous les problèmes que suscitait le sida à l'intérieur des couples homos, et principalement gays. L'idée était d'étendre les droits sociaux, en particulier la Sécurité Sociale, au partenaire de vie. Ce qui me choquait profondément, non pas parce que j'étais contre le fait que les gens soient pris en charge par la Sécurité Sociale, mais c'était davantage l'idée qu'ils soient pris en charge à travers quelqu'un d'autre et ce dans une situation de dépendance (comme le sont toutes les femmes au foyer). Je trouvais cette question fondamentalement immorale. Il y a deux catégories de personnes qui ont la Sécurité Sociale, ceux qui cotisent et les ayant droits, c'est à dire les femmes et les enfants. Et la question qui se pose c'est de savoir pourquoi nous n'avons pas alors cherché à ce que tout le monde ait des droits en son nom propre, et non plus par l'intermédiaire de quelqu'un. Je me souviens que lorsque j'ai entendu cette histoire d'ayant-droit à la Sécu pour le concubin homo (il y a dix ans lors du début des débats sur le CUS), je me suis dit que c'était en fait assez terrible comme perspective. Genre alors que le type est en train de mourir, si son copain l'abandonne il n'aura plus de Sécurité Sociale. Avoir la Sécu ne devrait rien avoir à faire avec le fait que l'on soit ou non en couple, l'idée de faire dépendre les droits sociaux, les droits de citoyenneté au fait que quelqu'un vous trouve baisable et quelque chose qui me semble fondamentalement immoral et en aucun cas progressiste. Il y a d'autres moyens. Très curieusement en même temps que le PACS a été voté, le principe de la Couverture Maladie Universelle fut adopté. Dans ce cas, la couverture maladie dépend des cotisations et pas des relations de parenté ou d'affiliation (comme le mariage), elle ne dépend pas du fait que quelqu'un vous aime ou ne vous aime pas. Il me semble important que la société nous aime tous également, et nous soigne tous également (que l'on ait été ou pas choisi par quelqu'un). Il me semble que nous avons le droit de vivre seul, bien que les célibataires subissent un certain nombre de pénalités. Dans l'argumentation en faveur du PACS, il y avait aussi la revendication du droit au logement (droit du bail). Il faut tout de même avoir présent à l'esprit qu'à partir du moment où vous vivez à deux dans le même appartement vous faites des économies par rapport aux célibataires, dans la mesure où il s'avère qu'un couple dépense 50 % de ce que dépensent deux célibataires. Et à cela la société ajoute des bénéfices, le foyer ne reçoit pas l'équivalent de deux RMI mais l'équivalent de 1,5 RMI. Nous avons ici deux visions du couple, une réaliste disant que puisque deux personnes qui vivent ensemble font des économies il est normal que la société s'adapte à ce niveau de dépenses et d'économies, une autre qui attribue des primes au fait de vivre à deux. Dans ce cas, la grande question est de savoir à quoi exactement la société attribue ses primes. Des primes données au mariage, et en la matière l'éventail est réellement des plus large. Enfin il serait plus exact de dire que ces primes au mariage sont données aux hommes mariés de façon à ce qu'ils puissent bénéficier gratuitement des services de leurs chères épouses.

Et c'est du mariage, modèle de référence que nous sommes partis pour revendiquer un statut pour nos couples. Souvent j'entendais qu'il n'était pas normal que les hétéros aient des droits que nous autres homos nous n'avions pas. Le terme hétéro m'a choqué parce qu'en fait les femmes ne bénéficient pas du mariage hétéro. C'est un aspect que l'analyse féministe a complètement occulté. Que l'on essaie de transposer ce modèle en créant un lien où il n'y ait pas d'inégalité structurelle en soit peut être une bonne idée, mais que l'on ne dise pas que ce modèle bénéficie aux deux membres du couple. Il faut regarder attentivement le mariage hétéro (le seul qui existe pour l'instant) ainsi que la famille hétéro avant de commencer de tirer des plans sur la comète. Il ne suffit de dire que l'on veut ce qu'ont les hétéros, en pensant qu'ils forment une population homogène. C'est une population composée de femmes opprimées et d'hommes opprimants.

Jacques Fortin : Bien merci à toi, merci à vous tous et toutes.

Jacques Fortin : Nous allons, principalement en compagnie de François Delor, nous intéresser aux questions tournant autour de la famille et de l'enfant. Discussion que viendra par la suite compléter le forum sur le thème de la famille et de son rapport à l'enfant, et donc l'homoparentalité.* Tout au long de la semaine, des séminaires et autres débats auront pour objet d'approfondir nos interrogations en la matière. La question de l'homoparentalité est une question qui au sein du CA a suscité une très forte interrogation, pris que nous sommes entre l'exigence d'accéder aux droits citoyens de ce pays (même s'il s'agit de droits stupides). Si les hétéros peuvent se marier en robe blanche, je ne vois pas pourquoi on interdirait aux homosexuels de faire de même (avec une choucroute sur la tête). Nous avons toutes les raisons pour que l'on se batte pour ce droit, ce qui ne veut pas dire que nous le légitimons.

Nous sommes dans une situation sociale qui nous place en position d'être critiques vis-à-vis de cette société. Nous sommes pris entre cette exigence d'accéder aux droits, ce qui signifie de rentrer en pleine citoyenneté (pour le pire comme pour le meilleur), et en même temps l'exigence de réactiver un regard critique envers les institutions et aussi envers nos propres désirs de couples, nos désirs de légitimation de nos couples, et autres désirs d'enfant (ce dernier point nous menant à nous interroger sur notre propre enfance). Bref une critique sur notre propre cheminement. Ce n'est pas parce que nous réclamons des droits que nous avons raisons d'exercer ces droits. Mais il faut que nous puissions les exercer. Pour autant, faut-il se faire bouffer par l'exercice de ces droits ? A l'heure actuelle c'est un problème qui est posé un peu partout, mais de façon bien moins virulente qu'il y a 30 ans au sein des *GLH*. Au sein des *Groupes Homosexuels* des années 70, parce qu'ils ne voulaient pas rentrer dans le conformisme de loi, les gens se foutaient de la loi. Et dans la foulée fondèrent le *Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR)*, dont le propos était de révolutionner la famille, le droit, la société, tout en affirmant ne pas vouloir de famille et de droits. Ceci a eu comme grande qualité (et comme avantage), de lancer de façon saisissante la visibilité ainsi que l'affirmation homosexuelle. Ce qui a permis par la suite de faire bouger les choses. Je vous invite à relire le petit texte fondateur du *FHAR*, on y trouve des choses assez fabuleuses.

Ce débat, en fait, n'est pas propre aux seuls homosexuel-le-s. Actuellement il y a une perte de critique à l'égard de la famille et du mariage, il y a une perte de solidarité à l'égard des luttes féministes (pour ne pas dire quelque fois une incompréhension assez radicale chez les gays de ces luttes féministes). Il me semble que règne aujourd'hui un certain conformisme, tranquille et sans mauvaise conscience. Il n'est pas mauvais qu'il soit quelque peu secoué. On sait que la misogynie chez les gays est quelque chose d'assez naturel, et on est étonné quand les filles nous le font remarquer. A propos du PACS, j'étais désolé de lire des textes disant que l'on voulait que soient reconnus nos couples (alors que l'on aurait pu parler de nos relations, ce qui aurait eu une autre signification surtout pour nous les hommes) quand la critique de la famille était totalement absente. Je le redis, ce n'est parce que l'on demande à bénéficier d'un droit que l'on ne doit pas être critique à l'égard de ce qu'il véhicule.

L'utilité des *Universités* est justement de se réapproprier toutes ces questions. Que l'on reprenne tous ces débats, et que l'on en crée de nouveaux. Voilà pourquoi ce cycle a commencé cette année. Il continuera l'an prochain, pour finalement continuer sous des angles différents durant les prochaines années. Mais pour l'instant la parole est à François Delor, qui va nous proposer quelques éléments de réflexion. Ensuite, nous passerons à un dialogue entre la salle et la tribune. Sachant que le forum sur les questions relatives à la parentalité sera l'occasion d'un exposé plus complet et plus divers (du fait de la présence d'autres orateurs, comme Eric Dubreuil et Caroline Fourest).

François Delor : Sur cette question de la parentalité homosexuelle, il y a beaucoup de communications mais peu de retours. C'est pourquoi cet espace que sont les *Universités* devrait être surtout investi par les questions. Ceci dit, je vais reprendre un certain nombre de points qui me semblent être cruciaux dans le débat sur l'homoparentalité, et voir avec vous comment réagir. Pour ma part, c'est à partir des questions que je m'interroge, et non pas à partir des réponses. Je précise que je travaille à Bruxelles comme sociologue aux facultés universitaires St Louis, dans des programmes de recherche sur le sida et sur la discrimination en matière d'orientation sexuelle, et je suis psychanalyste (dans le cadre d'une pratique privée). Aussi j'essaie de cumuler, de façon critique, ces deux éclairages. Je commencerai par dire que le terme "homoparentalité" comme définition et comme concept, me gêne. Il comprend 2 notions qui me posent chacune problème.

D'abord le vocable "homo" créé pour faire pendant à l'hétérosexualité (qui se pose comme seul ayant-droit à la parentalité). Nous aurions pu parler tout simplement de la parentalité et de l'accroissement de l'espace de la parentalité, sans y adjoindre ce petit préfixe "homo" qui dérange et fait la gorge chaude de pas mal de psychanalystes. J'éprouve quelques problèmes vis-à-vis de ce préfixe "homo", me demandant s'il ne va pas falloir prévoir un accroissement des modes de parentalités systématiquement précisés dans leur définition par un préfixe (la "négro-parentalité", la "mono-parentalité" et bien d'autres). La gêne que représentent ces préfixes peut s'illustrer par le vocable de "mère-célibataire". Nous sommes d'accord sur le terme de "mère", mais sur celui de célibataire ? Le célibat est le fait de ne pas être marié, mais je ne connais pas de mères célibataires qui ne sont pas célibataires de fait. Et que cela signifie-t-il lorsque l'on emploie ces mots ? On voit bien qu'à chaque fois que ces mots sont employés pour désigner des situations, ils comportent des manières d'exclure. La désignation "d'homoparentalité" va dans ce sens. En employant ce terme on crée une catégorie à la suite d'autres, alors qu'en fait le terme de "parentalité" se suffit à lui-même.

Le terme de "parentalité" me pose également problème. La parentalité est une réalité, c'est une manière de désigner le statut de parent. Mais la question est bien de savoir s'il est possible de former un couple parental quand on est gay et/ou lesbienne. De fait, il convient de repenser à la fonction parentale avant ou en même temps que l'on pense à la revendication de la parentalité. Ce qui pose aussi la question fondamentale de la nature de la fonction éducative. On sait plus ou moins ce que c'est que d'avoir des enfants, on sait comment il est possible d'en avoir (quoique cela devient de plus en plus complexe avec les nouvelles technologies), mais c'est quoi être parent ? Du côté de la critique psychanalytique, tout ce qu'on peut en dire c'est qu'une des conséquences d'être parent est l'apparition de pas mal de pathologies chez l'enfant. Revendiquer le fait d'être parent ce n'est pas rien, c'est revendiquer une position particulière par rapport à des enfants dont rien ne permet de dire à l'avance qu'elle sera une bonne position. Chez l'espèce humaine, le rapport entre parents et enfants est hautement problématique. Il y a quand même quelque chose dans la parentalité qui mérite d'être remis en question, avant ou en tout cas en même temps que de faire l'objet d'une revendication. Avant de dire que nous sommes d'accord de revendiquer le droit à l'homoparentalité, il me semble important de bien faire attention aux termes utilisés et de voir tout ce qu'il y a derrière, comme répétition de choses déjà entendues.

Quant à l'enfant, je me souviens d'un débat quelque peu houleux organisé en Belgique par Ecolo (le parti écologiste belge est spécialiste de l'organisation de débat). Ce débat s'est structuré autour de la question de savoir si on a le droit à l'enfant ou si c'est l'enfant qui a un droit. La plupart des intervenants affirmèrent que nous avons absolument aucun droit à l'enfant, mais que c'est bien l'enfant qui a des droits. Seulement l'apparition historique de la notion des droits de l'enfant n'est pas très éloignée de l'apparition des droits des animaux. Je veux bien que l'on parle des droits de l'enfant, si on dit que les droits de l'enfant c'est d'avoir des parents. Et comment va-t-on faire pour ceux qui n'en ont pas ? On va leur en imposer ? Lorsque l'on pose la question en terme droit, le débat est vraiment biaisé. Nous sommes d'accord sur le fait que les enfants ont des droits, mais nous savons qu'à partir du moment où les enfants ont effectivement des droits ce seront les adultes qui s'en occuperont, ce qui de fait enlève à l'enfant le droit de s'exprimer lui-même quant à ses droits. Ce qui en soi n'est complètement fou, on imagine mal un bébé de deux ans plaider lui-même sa cause auprès d'un tribunal. Un certain nombre de mécanismes sont mis en place afin de garantir un minimum de droit, sans pour autant dire que l'enfant est pleinement sujet de droit. Il est sujet si un ensemble de personnes prend cette subjectivité en charge.

Maintenant, l'autre question est de savoir si les gays et les lesbiennes ont effectivement le droit d'avoir des enfants. Non, l'enfant n'est pas un droit. En fait la question n'est pas là, il importe plutôt de savoir si l'on a le droit d'interdire à des homosexuels d'avoir des enfants. La question doit être posée à l'envers.

X : Il me semble que si nous posons les choses dans l'absolu nous aurons des gens qui resteront muets, alors que si on relativise notre réflexion nous pourrions avoir quelques avis. En tant que sociologue ou chercheur on peut se servir de grands schémas, mais il y a la réalité des vécus. Peut être parce que je ne suis pas parent (et totalement coupé de ma famille), mais il me semble qu'il est préférable de s'intéresser au concret plutôt qu'aux seules grandes théories.

François Delor : Je veux bien, mais si on légifère à partir du seul vécu on arrive à une situation où une femme députée en Belgique affirme qu'il vaut mieux qu'il y ait un père et une mère, puisqu'elle est elle-même une mère. Ce n'est pas de la politique. Il n'est pas possible de faire de la sociologie de cette façon. Ce que j'essaie de faire ici, c'est de poser un certain nombre de questions qui me semble absentes du débat. Le côté revendicatif à partir de situations particulières fait qu'on a l'impression que les principes sont du côté de l'oppression. Il faut des principes aussi pour des logiques de libération. Maintenant, il y a un tas de choses qui se disent, des situations particulières (qui ne sont pas des principes). Il ne faut pas faire des principes des particularités, et ne pas faire des particularités des principes. Il faut essayer d'articuler les deux.

X : Je voudrais revenir à cette question du droit. Il me semble que le droit renvoie davantage aux problèmes de la cité. Cela renvoie à la façon dont des individus (qu'ils soient ou non homosexuels) sont dans la cité. Effectivement, il est nécessaire qu'il existe des règles (respectées par chacun) mises en place de façon collective afin que chacun puisse vivre dans la cité. Ceci fait parti des droits et des devoirs. Il faut au moins se mettre d'accord là-dessus, sinon je ne sais pas trop bien de quoi nous allons parler. Notre propos n'est pas l'être dans la cité, mais davantage ceux qui ont des droits dans la cité. Cette distinction permet de dire qu'il y a depuis toujours des parents homosexuels qui ont des enfants, même si actuellement on semble découvrir que des homosexuels pourraient avoir des enfants. Et l'on s'interroge sur le fait de savoir s'ils en ont le droit. C'est totalement stupide, ils en ont.

François Delor : Je me fais l'avocat du Diable, mais le droit est toujours dans une distance par rapport aux faits. Il y a des gens qui volent (le vol est quotidien) alors arrêtons de dire que l'on n'a pas le droit de voler. Pourtant le droit a quelque chose à dire sur le vol. C'est un fait qu'il y a des gays et des lesbiennes qui ont des enfants, et aujourd'hui le droit est interpellé. Il lui est demandé de dire quelque chose. Mais il est dans une situation qui jusqu'à présent lui semblait être une situation de transgression par rapport à la norme. Et toute la question que le droit se pose alors est de savoir s'il lui est possible de modifier la norme. La norme n'est pas questionnée sur le fait que des gays et/ou des lesbiennes soient des individus. Qu'un individu soit parent ne pose pas trop de problème (sauf s'il est trop vieux ou handicapé, car dans ce cas sous couvert de certains droits on les stérilise). En général on n'interdit pas aux gens d'avoir des enfants. Mais le problème est la reconnaissance, au-delà du fait d'être parent, qu'une entité en plus d'une personne puisse avoir le droit d'avoir l'autorité parentale. C'est une question hautement politique, hautement juridique. Jusqu'à présent le fait que les homos aient des enfants n'a pas dérangé grand monde, quand tout cela se faisait dans le cadre des institutions parentales habituelles. Puisqu'il restait une famille hétérosexuelle, même mono-décomposée. Alors qu'aujourd'hui on demande qu'il y ait une autre institution sociale qui ait l'autorité parentale. Que cela ne soit plus un couple hétérosexuel, une femme seule, un homme seul, mais une nouvelle entité sociale comme un couple homosexuel. Et c'est bien ceci qui pose question.

X : Je crois que le problème il est double. Il y a celui de l'autorité parentale, et celui de la conception de l'enfant. Il n'y pas seulement le problème de l'autorité parentale, il y a aussi le problème de la possibilité physique d'être parent.

François Delor : C'est toute l'histoire des arguments logiques, du style " la nature n'est pas faite pour cela, alors on ne voit pas pourquoi il faudrait aller contre ". En Belgique la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes est quelque chose de tolérée (et de largement pratiquée), et donc les femmes belges peuvent avoir assez couramment des enfants. Bien évidemment les femmes peuvent avoir des enfants autrement (je n'ai pas trop besoin de le rappeler) et c'est ce qui fait une très grande différence par rapport aux gays qui doivent nécessairement à un moment ou un autre passer par une femme. Ce qui n'est pas rien comme situation différente, parce que lorsque l'on parle d'homoparentalité et que l'on met les gays et les lesbiennes ensemble on oublie notamment que cette différence pousse un certain nombre de gays (vivant en couple) à des solutions ou des tentatives de solution qui sont parfois problématique et se révèlent particulièrement difficiles dans la durée. Par exemple on fait appel à un couple de lesbiennes parce que se sont de bonnes copines, mais quand la mère met au monde l'enfant, celui-ci n'est plus tout à fait l'enfant du couple de copains. Il y a une histoire qui s'est passée, qui a modifié la femme dans son identité. Nous avons des témoignages de mères porteuses en ce sens.

Nous sommes ici dans une espèce de bricolage auquel la technologie participe. Il me semble qu'il faut déjà réfléchir au jour où se seront les pères gays qui seront porteurs, ce qui en soi n'est pas du tout inimaginable. Pour autant il est important de s'interroger sur ce que peut induire cette histoire de mère porteuse. Je pense plus particulièrement au cas de figure (déjà existant) de gays friqués allant aux Philippines et payant plus ou moins cher des mères qui porteront leurs enfants. Situation qui participe à la domination masculine sur les femmes.

X : Personnellement je ne suis pas trop favorable à certains progrès relatifs à la procréation médicalement assistée. Surtout par rapport à cette question de l'argent. Cette histoire d'acheter la vie me gêne vraiment. Toutes ces manipulations me semblent contraires à l'ordre naturel, à une certaine éthique, à une certaine déontologie. Les enfants c'est un peu comme le pain que l'on jette à la poubelle, il y a beaucoup d'enfants des rues, et si les couples homos ou hétéros (ou autres) veulent avoir des enfants, en tant qu'écologiste il me semble que l'on pourrait recycler ceux qui existent déjà. Je suis pour le tri sélectif des déchets. Je parle aussi de la vie humaine, ce qui peut paraître choquant. Il y a des enfants qui ont besoin de notre affection, je souhaiterais que par des projets de loi ou par un travail de pression intelligent que l'on arrive à recycler des gosses qui sont perdus (je l'ai été aussi). Ce sont des vies en potentiel qui ont besoin d'amour. L'amour n'est pas l'apanage des hétéros ou des homos, il est l'apanage des personnes humaines.

X : A propos de cette histoire sur les droits des enfants et les droits des animaux, il y a effectivement une concordance dans le temps. A l'inverse il n'existe pas de concordance (en tout cas directe) sur le contenu. Et ceci interroge sur la place de l'enfant et la façon dont il se construit. Il y a eu énormément de progrès de fait dans les 50 voir 70 dernières années sur la connaissance de la façon dont l'enfant se construit lui-même et la façon dont il revendique dès le début de sa conception la place qu'il aura à l'intérieur du futur couple, groupe ou autre cas de figure dans lequel il arrivera. C'est une question qu'il ne faut pas oublier, sinon nous allons avoir un autre débat sur le fait qu'il faille ou non que les homosexuels aient pour enfant la chair de leur chair, sur l'aspect nécessaire de la chose, quand il pourrait exister d'autres possibilités relatives aux questions d'adoption (ce qui permet, dans un premier temps de répondre à certaines demandes). Il faudra que tout le monde s'interroge sur la façon dont les enfants qui vont venir, qui sont déjà là, qui sont dans une "fabrication" tout à fait particulière et inattendue que l'humanité n'avait pas encore envisagé, vont revendiquer leur place. Ce qui est tout à fait normal. Comment allons-nous nous situer par rapport à cela ? D'ailleurs, les gays ont quelque chose à dire à ce propos, dans leur marginalité, dans leur difficulté à être.

François Delor : Sur tous ces sujets, j'avoue que les choses à mon goût vont trop vite pour que l'on puisse avoir des opinions tranchées. Laissons les opinions à ceux qui en ont, il y en a suffisamment dans les hémicycles politiques. Sur la place de l'enfant, on voit que dans les sociétés industrialisées et urbanisées les personnes seules (pas toutes, mais beaucoup) ont des animaux domestiques. On retrouve le même phénomène dans les milieux marginalisés et pauvres, c'est à dire dans lesquels l'isolement social est très grand. On peut dire, de façon quelque peu simplifiée (parce qu'il y a d'autres mobiles) que l'animal domestique à l'exception du Pitbull (réel complément phallique) vient combler quelque chose qui est de l'ordre de la solitude de plus en plus importante dans nos sociétés. Et la question de la place de l'enfant se pose ici. Je suis personnellement critique par rapport aux discours qui font de plus en plus de place à l'enfant. J'ai l'impression que ce discours proliférant ne produit pas nécessairement dans les faits une reconnaissance accrue des droits de l'enfant. De plus en plus on nous dit qu'il faut respecter les enfants, mais dans la pratique l'enfant n'a pas plus de voix qu'avant. Il est là sans pour autant être davantage pris en compte, si ce n'est qu'il est devenu (phénomène également massif) un magnifique objet mercantile. Lorsque l'on voit les publicités pour la nourriture animale suivies de pubs pour les couches culottes, on se demande qu'elle est cette place de l'enfant. Quand on me dit que la place de l'enfant est aujourd'hui dans nos sociétés meilleure que jamais, je n'en suis pas certain. Ce dont je suis sûr, c'est que l'affectivité, l'attachement à l'enfant, tout ce que l'on pourrait nommer logique d'appropriation de l'enfant est de plus en plus grande. C'est quelque chose qu'il faudrait interroger. C'est peut-être de l'affection, c'est surtout des logiques d'assujettissement, d'appropriation réciproque des rôles parentaux et d'enfants qui n'arrivent pas à se décoller. Certes il faut faire place à l'enfant, mais à un moment il faut pouvoir faire place à l'enfant en dehors de l'espace familial. Et donc rompre avec l'idée que l'enfant et la famille ne font qu'un, qu'une famille sans enfant n'est pas une famille, qu'un enfant sans famille n'est pas un véritable enfant. Il y a quelque chose qui procède de l'autonomie de l'individu qui ne peut être garantie que par une intervention de l'Etat. Quand aujourd'hui l'Etat intervient dans la sphère familiale à coups de psychologues, de thérapeutes, de conseils et autres pour réparer les familles et les rendre encore plus adéquate à s'occuper d'un enfant, quand en parallèle le même Etat ferme à coup de coupes budgétaires les institutions qui auparavant prenaient en charge les enfants, cela pose question.

Je crois que d'une certaine façon nous assistons à une nouvelle privatisation du lien parental, soi-disant pour le bien de l'enfant. Je ne suis pas certain que pour un jeune de 25 ans de se retrouver plus ou moins captif d'une famille extrêmement possessive soit bénéfique. Ce sont les modalités d'affection qui se jouent très tôt, qui peuvent se jouer avec le soutien des parents. Françoise Dolto en faisant de l'enfant un enfant-roi, obligea la famille à être à l'écoute de l'enfant. Mais alors, quand est-ce que l'enfant va pouvoir quitter sa famille ? Et donc, à quel moment l'enfant devient-il citoyen ? Par exemple, en Belgique le service militaire à été supprimé et tout le monde en fut très content (moi le premier), mais le fait que tous les garçons soient obligés de quitter le milieu familial me semblait être quelque chose de pas mauvais. Je ne dis pas que c'était juste ou bon, mais utile. Certes il y a l'université, mais avec les téléphones portables le cordon avec maman n'est toujours pas coupé. On croit qu'il y a eu une révolution sexuelle (elle a été très courte), on croit qu'il y a eu une modalité d'autominosation et d'individualisation, mais dans les faits, la révolution bourgeoise (révolution capitaliste) est encore en cours. C'est dur d'imaginer que le capitalisme soit florissant quand la bourgeoisie est en perte de vitesse. Non, les valeurs bourgeoises continuent leur chemin, un chemin puissant. Le téléphone portable et la famille vont très bien ensemble.

X : Pour en revenir à la place de l'enfant au sein de la famille, loin de moi l'idée que l'enfant-roi est quelque chose de très bien. Cela existe, et il a été remarquablement expliqué les raisons économiques de cette situation, sur la façon dont est exploité ce magnifique filon, ce magnifique marché. Et où cela devient étonnant c'est qu'il y a eu une prise de conscience de la façon dont lui-même (je parle de l'individu et non

pas de sa place dans la société en tant que petit tyran domestique) il a quelque chose à dire sur la relation qu'il a avec les adultes qui sont autour de lui. Les adultes renvoient une certaine image, une image de stabilisation, de compréhension (genre il ne faut pas le brusquer). On voit bien qu'il y a une compréhension sans doute bien meilleure sur la façon dont se construisent les petits hommes, et en même temps le désarroi des hommes de façon assez générale, et à plus forte raison de la société, devant ce qui se met en place. Devant justement cette absence de compréhension. On a de la connaissance, et en même temps de la difficulté de compréhension.

François Delor : On avance dans la connaissance de la façon dont se construit ce petit homme, mais avec les critères de cette société et avec les outils que l'on lui donne. En temps qu'homos, nous savons ce que c'est que d'avoir été élevés par un couple hétéro, de ce fait nous ne pouvons pas ne pas nous interroger de façon critique sur toutes ces questions relatives à l'enfant et à la parentalité. Sinon nous allons être des singes, des clones d'hétéros sans même nous en rendre compte. Quand je vois les photos (surtout américaines) qui représentent des couples gays avec leurs enfants, j'éprouve un sentiment d'horreur, j'ai le sentiment d'étouffer. Cette appropriation, cette façon de faire de l'enfant une image idéale, est finalement une bonne partie de ce que nous avons souffert durant notre enfance. Nous n'avons pas le droit, par rapport à notre histoire et à ce que nous vécu et à ce que des générations ont vécu avant nous, de ne pas nous interroger de façon approfondie et critique sur les modalités de la parentalité. En général, et de l'exercice de la notre après. C'est bien pour cette raison que ce débat est important, extrêmement important.

X : Je crois que tout le monde devrait avoir cette réflexion critique. Nous devrions tenir le même discours aux hétérosexuels. La famille, la parentalité n'est pas et ne doit pas être un débat exclusivement homosexuel.

Jacques Fortin : Tout à fait d'accord. Moi-même j'ai un fils, je suis même grand-père. Je me suis donc promené dans toutes ces histoires de parentalité et de famille avec les heurts et les malheurs que l'on peut connaître dans ce genre de choses. Ce qui me révolte, c'est l'absence de critique mais aussi l'absence de souvenir de nous-mêmes (de ce que nous avons vécu en terme de famille). Je prends le cas de l'APGL (même si ce sont des gens épatants), au niveau du discours il faut vraiment qu'on les secoue. Ils vont jusqu'à proposer d'être suivi par un psychologue. D'accord, mais alors toutes les familles (homos et hétéros) doivent être suivies par un psychologue. Avec ce genre de propos, nous risquons d'être entraînés encore plus loin que la famille existante. Il est évident que nous devons avoir une réflexion de fond sur cette histoire de famille, et dans le même temps mener un combat pour l'égalité de droit.

X : Tout à fait, mais en même temps je me demande si ce n'est pour faire accepter par la société nos désirs et notre façon d'être que l'on essaie d'être les gentils homosexuels qui ne dérangent pas. Notamment en ce qui concerne la parentalité.

Jacques Fortin : Effectivement, pour autant je ne dis pas de mal de l'APGL. Ce sont des gens qui se battent. Je dis simplement qu'il faut faire attention au niveau du discours. A propos du PACS que nous ayons eu l'irresponsabilité de mettre cette notion de couple tout le temps cela me paraît invraisemblable par rapport à notre histoire, et pas par rapport à des valeurs morales. Il est évident que nous autres les garçons, nous vivons quelque chose qui tout sauf de l'ordre d'un couple. Il faut reconnaître que nos relations sont assez souvent pas vraiment traditionnelles. Combien parmi nous ont un mari actuel, l'amant d'hier, l'amant du mari, l'amant des deux ?

X : On s'interroge toujours sur cette notion d'enfant-roi, sur le rôle de l'enfant. C'est un discours qui me hérisse. Il faut poser toutes les questions au niveau des parents, car dès que l'on a fait ou adopté un enfant (à certains égards l'adoption me semble être préférable du fait d'une différence entre l'enfant et les parents) cette production de l'enfant fait que le parent le restera toujours. C'est pénible de voir des parents courir sans cesse derrière la culpabilité d'être des bons ou mauvais parents, et qui ne se sortent jamais du fait d'être un père ou une mère. Dans le cas du divorce de mes parents (dont je suis partiellement le résultat), j'ai toujours regretté que mon père ne réussisse pas à rattraper sa culpabilité d'avoir été juridiquement viré pour homosexualité. C'est très important qu'un enfant voit grandir ses parents, et qu'ils aient une vie après les enfants. Et même pendant.

X : Je suis trois fois père. J'ai attendu pour faire le premier parce qu'en étant homosexuel je me disais que rencontrer une femme sans lui dire mon homosexualité me semblait impossible. Rencontrer une femme qui des années plus tard n'accepterait plus mon homosexualité reviendrait à courir le risque de me faire évincer de tous les droits liés à ma paternité. Ce fut donc une lente et longue réflexion. Mais à posteriori, j'ai trouvé

tout ce travail de réflexion extrêmement important. Et si j'avais fait des enfants à 23 ans (j'ai failli me marier à cet âge là), cela aurait été catastrophique. C'est vrai qu'il y a comme un paradoxe à être physiquement capable d'avoir des enfants dès l'âge de 12 ans alors que nous ne sommes pas capables, psychologiquement parlant, de s'occuper d'un être sans avoir fait tout un travail de réflexion. Face à la demande des couples gays et/ou lesbiens qui se sentent prêts à accueillir un enfant, il y a le fait de se dire que d'être parent ce n'est pas rien. On ne prend pas un enfant comme on prend un chien, histoire de meubler sa solitude. J'ai une copine qui s'est fait faire un enfant en mai 68, par un américain de passage, et la gamine n'est pas vraiment bien dans sa peau. Je n'ai pas de solution à proposer, je n'ai que des questions auxquelles je crois qu'il n'y a en fait aucune solution. Mais finalement pourquoi est-ce que l'on interdirait à un couple homo de faire les mêmes choses qu'un couple hétéro, c'est à dire de faire un enfant au hasard ?

François Delor : Par rapport à la question (récurrente) d'être ou non de bons parents, je dirais tout simplement qu'il faut éviter les mauvais traitements et les mauvais comportements. Il y a des choses à ne pas faire. Quant à savoir ce qu'il faut faire, personne n'en sait rien. Vraiment personne. On a un certain nombre de conseils à donner sur ce qui va être a priori nocif, parce qu'on le sait. On sait que frapper un enfant ou le séparer de ses parents sans explication, c'est nocif. Par contre personne ne sait ce qui est bon pour l'enfant. Parce qu'en fait, l'enfant lui-même n'en sait rien. Et c'est évident, car lorsqu'on laisse un enfant (un nourrisson) seul, il hurle mais n'identifie pas sa peur. A ce moment s'installe le mythe du bon parent qui doit trouver la réponse. Position intenable puisqu'il n'y a pas de bonnes réponses. Il ne peut y avoir de réponses à ce qui n'est pas une question. Il faut faire son possible, ce qui en général réussit pas trop mal. Vouloir toujours faire le bien est souvent le pire.

X : Il y a le droit à l'éducation, il y a le droit à l'autonomie, à un père, à une mère, à la parole. Mais derrière tout cela il y a l'enfant qui pleure et les réponses que l'on doit y apporter. On ne pleure jamais par hasard, même à 10 ans. Les parents doivent avoir un grand rôle d'écoute.

François Delor : Certes, mais il est important (indispensable même) de se dégager d'un idéal du bien faire. Quand je lis des bouquins genre "bien éduquer son enfant", je suis quelque peu dubitatif. Donner une éducation à ses enfants est évident (leur refuser l'accès à l'école fait parti des mauvais traitements), mais par nature je me méfie viscéralement des discours au nom du bien. Je pense plus particulièrement à la génération de ceux qui avaient connu 68, ils étaient convaincus de faire pour le mieux avec énormément d'interventions directives habillées des meilleurs sentiments.

X : De la même façon que la critique du modèle bourgeois faite par les gays, le débat sur la qualité de l'éducation doit être universel et pas seulement réservé aux seuls homosexuels. Dans le cadre de mon propre projet de parentalité, et aussi dans mon entourage, je crois percevoir une sorte de complexe et de surinvestissement de la démarche des gays pour avoir un enfant. Comme si nous devions avoir réglé le problème du modèle familial et de bon éducateur avant d'être nous-mêmes parents, un peu comme si nous devions passer des diplômes. C'est quelque chose qui me gêne beaucoup. Et pourquoi une lesbienne ne ferait pas à la va-vite un enfant avec un américain de passage, comme d'autres hétéros l'ont fait avec d'autres américains ? Il n'y a pas de modèle à donner.

X : Autour de l'homoparentalité il y a des enjeux politiques. Et avant tout, la parentalité est quelque chose qui relève du désir personnel, intime. Résoudre collectivement la question de la parentalité me paraît compliqué. Les grilles politiques sont importantes à intégrer, mais si on ne se pose pas intimement la question de ce que l'on fait, on agit en fonction d'une norme extérieure.

François Delor : Le gros problème avec la parentalité c'est la connivence possible entre les désirs individuels (désirs qui ne sont plus tout à fait individuels puisqu'ils se fondent à un moment donné à deux, le désir d'un couple) et la reconnaissance par un Etat de ce désir, dans ce qu'il a produit. Le statut de l'enfant est assez particulier. Est-ce que c'est l'enfant d'un couple ou de l'Etat ? Ce n'est pas si simple. Les politiques sur la natalité sont-elles aussi une forme de désir collectif ? Mais dans ce cas on veut de bons petits français bien sages, bien polis. Il y a vraiment connivence entre multiplicité de désirs. Et ce qui m'intéresse, c'est de voir la place qui historiquement est celle de chacun de ces désirs. On voit bien que dans un couple lorsqu'il y a le désir d'un qui n'est pas accompagné par le désir de l'autre cela pose problème. Si le désir arrive à poser une temporalité commune, les deux parents se reconnaissant un désir simultané d'enfant, et quand en plus ce désir peut être reconnu par un Etat (qui lui reconnaît une valeur) en disant qu'il y a quelque chose

de légitime et qu'au-delà de ça nous sommes prêts à assumer une responsabilité, nous sommes alors dans une situation qui a des chances de fournir à l'enfant un environnement pas forcément bon mais relativement sécurisé. Ce qui demande de dépasser la notion du couple, de voir quelles sont les multiplicités de désirs qui sont à l'œuvre, et les temporalités par lesquelles les désirs vont pouvoir s'exprimer. A l'intérieur des couples gays comme des couples lesbiens, j'entends une surenchère du côté du désir et du côté de la conviction d'être de bons parents. Arrêtons, il n'existe pas de preuve, de diplôme ou de garantie. Calmons-nous, et travaillons sur la question de notre désir d'être parent.

Jacques Fortin : Je viens de finir d'écrire un bouquin et toute l'argumentation que j'y développe sur la parentalité, sur le droit d'être parent comme les autres, sur l'égalité des droits, est très proche de ce que je viens d'entendre. J'avais envie d'exprimer des critiques sur notre désir d'être parent ou notre façon de nous exprimer, mais je ne l'ai pas fait. Je sais bien que si je j'écrivais le moindre mot critique sur ce sujet, il serait utilisé contre notre désir d'être parent. Mais ici aux UEEH, je suis pour que nous ayons un tel débat. D'autant que nous sommes pris entre deux feux, d'une part l'exigence d'une citoyenneté à part entière (dans le cadre de l'Etat tel qu'il est) et celui de savoir porter un regard critique au nom de notre histoire (compte tenu de notre spécificité).

Ma génération (j'ai 50 ans) a fabriqué des enfants qui à la limite ne savent pas trop ce qui se passe hors de chez eux, qui sont dénoués de toute critique à l'égard des parents. Je m'interroge sur la capacité à être autonome que nous leur avons donné, sur ce que l'histoire entre eux et nous a produit. Je prends l'exemple d'une copine (ex-soixantuitar) dont le gamin (qui a 21 ans) connaît actuellement quelques difficultés qui se demande ce qu'elle n'a pas fait. C'est lui qui a fait, depuis 21 ans. L'acteur principal c'est lui, contrairement à ce que notre génération a pensé, professant que l'acteur principal de l'élevage de l'enfant était bien le couple parental. Position qui est une négation profonde de l'enfant. L'idée que l'enfant soit lui-même (et ce dès le premier jour) doit être au cœur de notre réflexion. Il faut savoir que l'on a faire à quelqu'un de radicalement autre, de radicalement différent, même s'il sort de votre ventre ou de vos couilles. Il est loin de vous, et on essaie de s'en approcher quand on peut ou quand on croit que c'est opportun. Ce qui n'est pas du tout ce qui a été développé depuis 30 ans.

X : Quand on a parlé de pédophilie (en Belgique ou en France), on a oublié que certains pédophilies ne sont pas si pervers, si tueurs ou violeurs mais que se sont des gens qui considèrent l'enfant non pas comme simple objet de consommation mais davantage comme une personne à part entière. Les pédophilies ne sont pas simplement des détourneurs de gosses. Ceci dit, à propos de la mainmise des parents sur leurs gosses, je me rappelle d'avoir un jour demandé dans un Mac-do quelconque une part de ketchup à quelqu'un qui avait 12/13 ans, alors que sa mère était présente. Celle-ci m'a répondu de me débrouiller moi-même, que c'était son gosse, et surtout que je devais le laisser tranquille. Ce à quoi je lui ai répondu qu'il n'était pas sa propriété. Je pense avoir eu raison.

François Delor : Je suis tout à fait d'accord avec cette dernière remarque.

X : A propos de la grande interrogation d'être père, d'être mère ou de se sentir prêt à être un bon parent, je rencontre quotidiennement (du fait de mon travail) des gens qui viennent me consulter inquiets qu'ils sont quant à leur qualité de parent, cherchant des recettes pour élever leurs enfants, me demandant si je pensais qu'ils avaient vraiment tout fait comme il faut. Ces gens viennent me voir parce qu'ils ne sont pas bien, surtout par rapport à ceux qui leur posent un certain nombre de questions, par rapport à des structures qui elles-mêmes ne se sentent pas bien face à ces enfants ou ces adultes qui leur posent également des problèmes. D'une manière générale cela a toujours existé, ce n'est pas nouveau, ce n'est pas quelque chose qui vient de se déclencher. Nous avons peut-être tout simplement réfléchi davantage à la place qu'occupe cet individu très particulier qu'est l'enfant, à la façon dont il se développe et dont il se construit sa propre autonomie, et de la façon dont on peut y répondre. Jacques a très bien expliqué la situation en montrant qu'à un moment donné (je dirais à tous les moments) l'enfant à sa part de responsabilité qui est loin d'être négligeable. Effectivement, quand un psychologue ou un psychanalyste s'adresse à un enfant, il s'adresse à un individu. On parle à l'enfant, on parle au nouveau-né, on lui dit quelque chose de lui-même, on lui dit ce que l'on ressent. Françoise Dolto a été extraordinaire parce qu'elle fut la première à dire un telle chose, elle nous a ainsi montré d'un point de vue clinique quelque chose de vrai, que l'enfant se construit par lui-même. Que l'enfant soit né avec des parents gays (ou lesbiens) ou pas, il fera avec. Nous devons nous faire à cette idée, nous allons faire avec. Et effectivement, attention à la surenchère. Nous sommes dans une société qui ne reconnaît pas ou très difficilement les homosexuels (hommes et femmes), nous sommes dans une société qui se pose bien des questions sur le couple et la famille, dans une société qui se remet en cause à propos de

grandes valeurs générales (la religion, Dieu, notre devenir...), nous sommes maintenant face à une technique éblouissante, extraordinaire qui permet de faire des choses inimaginables il y a encore 10 ans, 6 mois (à la limite nous allons devenir Dieu). Cette perspective signifie que les homosexuels (les gays comme les lesbiennes) se posent de la même façon la question de savoir s'ils doivent être non pas de bons parents, mais de parfaits parents. La société est ravie de nous dire d'être tout spécialement des parents parfaits, absolument parfaits (justement parce que nous sommes homosexuels, donc a priori incapable d'être parents). Tellement parfaits, qu'à la limite nous ne le soyons pas. Je dis non, nous avons à revendiquer le fait d'être parent comme les autres, comme les hétéros. Avec les mêmes bêtises, les mêmes excès, les mêmes manques. Il faut que les gays et les lesbiennes puissent revendiquer le fait d'être des parents absolument comme les autres, y compris au niveau des erreurs. Maintenant, nous connaissons les choses mauvaises (en tous cas nous en avons repéré un certain nombre), mais nous ne savons pas du tout comment élever correctement des enfants. C'est plus qu'évident.

X : Un jour ma fille m'a fait toute une série de récriminations. Je lui ai répondu qu'elle avait raison mais qu'il fallait qu'elle fasse avec, que j'avais essayé de faire le mieux que je pouvais, qu'il lui fallait donc faire le reste. Elle a compris, et a donc pris la situation en main. En tant qu'homosexuels, en tant que parents homosexuels, nous sommes des cibles auxquelles de toute façon on va chercher des noises, auxquelles on reprochera de ne pas être parfaits. Mais en fait, nous n'avons pas à être parfaits puisque la perfection est quelque chose qui n'existe pas. Cependant d'un autre côté, il me semble important que nous réfléchissions ensemble (gays et lesbiennes) sur ce que c'est qu'être un bon parent. Même si nous sommes conscients que de toute façon la perfection est impossible à atteindre, on peut quand même se poser des questions. Lorsque tu sors de la clinique et que tu te retrouves avec ton bébé dans les bras, que tu sois homo ou hétéro tu n'as pas de mode d'emploi. Ces "recettes" manquent au niveau de l'accompagnement des mères et des pères (et d'autant plus des pères qui sont souvent absents dans ce genre de recherche) des premiers mois de l'enfant.

X : D'accord on a peur, on n'a pas de mode d'emploi (de "recettes"), mais malgré tout on y va. Il faut se dire Banco.

X : L'enfant a sa place, le parent a sa place, tout comme le lien de filiation. Dans un couple d'individus de même sexe il y en a un pour qui ce lien n'existe pas. C'est un point qui me semble important, et dont j'aimerais que l'on débattenne.

François Delor : C'est une question que je comptais aborder ce soir pendant le forum, aussi je ne rentrerai donc pas trop dans les détails. Je dirais tout de même que ce débat sur la filiation est complètement pourri par les interventions de Legendre et de toute cette clique, interventions qui ont fait de la filiation et de la généalogie un principe naturel. C'est à dire qu'ils ont voulu que l'histoire de la filiation soit rattachée biologiquement (on pourrait presque dire d'une façon historico-chromosomique) afin que l'on puisse aller rechercher l'arrière-arrière-petit pour retrouver Adam, la côte d'Adam et éventuellement le cracha de Jésus. Legendre contribue à dire qu'il faut que nous racontions aux enfants l'histoire de leur généalogie, que cette histoire soit vraie et qu'il soit possible de la prouver. Ce qui me paraît être une dérive complète par rapport à ce que l'on peut considérer comme étant une filiation. La filiation est un discours essentiel, c'est clair qu'un enfant (comme un adulte) ne peut pas se passer d'une inscription dans une histoire (et pas seulement son histoire à lui tout seul), mélange d'événements qui se sont passés et d'éléments de fiction. L'américain de passage est devenu un superbe GI aux cheveux blonds (ou bruns) qui fumait des Malboros, alors que c'était un horrible petit nabot. Il faut bien que l'on s'invente quelque chose, et cela fait partie de l'histoire, de cette histoire. Toutes les histoires généalogiques sont bourrées de trous, les arbres généalogiques sont bourrés de cases vides et de légendes. C'est avec tous ces éléments que l'enfant construit son propre mythe. Sa généalogie est une manière de s'inscrire comme mythe à l'intérieur d'un mythe. Ce qui en soit ne pose pas de problèmes si les parents (homos comme hétéros) continuent d'inventer des mythes. La filiation est une histoire, mais l'ennui (le problème) est que les filiations modernes ont été codifiées, notées, inscrites, articulées, et que l'on prétend aujourd'hui que l'on ne peut pas s'en passer. A travers la planète il y a des tas d'endroits où ce n'est pas inscrit, où cela se raconte, s'invente, se modifie. On raconte une histoire qui de générations en générations change, et comme la génération précédente n'est pas là pour vérifier la copie cela continue ainsi. Et je crois qu'il va falloir faire ainsi, inventer de nouvelles généalogies, faire exister ou ne pas faire exister des géniteurs, et faire en sorte que des cases vides aient du sens. Une case vide a du sens, du moment qu'elle est là. Une enquête menée en Belgique a montré que dans les couples lesbiens et les couples hétérosexuels ayant eu recours à l'insémination artificielle (avec donneur anonyme), il y a plus de problèmes chez les couples hétéros que lesbiens en terme de généalogie. Ce qui est logique puisque les couples hétéros ne parlent pas de cette histoire d'insémination artificielle et font croire à un processus naturel, ce qui à terme ne tient pas. Le secret fini toujours par faire surface. Alors que dans les couples lesbiens les parents parlent de case vide (le père est une éprouvette) et cela marche. Si nous sommes capables d'inventer et si nous ne demandons pas à la science d'inventer à notre place.

Et par rapport à cette histoire d'être de bons parents, nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est meilleur pour un enfant d'avoir des parents pas trop mauvais (qui sont donc de bons parents). Le désaccord est sur cette imposition normative de plus en plus généralisée d'être un bon parent qui conduit à la culpabilisation des parents. La culpabilité est le prix qu'il faut payer pour être puissant. Je lis des choses dans les revues pour parent qui me laisse pantois, je me dis que si les parents les lisent avec sérieux (surtout au sein des classes sociales pas trop favorisées où le niveau de critique est moins grand) cela risque d'être assez grave. Indépendamment du fait que cela coûte très cher d'acheter tout ce qui est conseillé, que dire du tords que l'on peut causer à un enfant en lui laissant un pampers anti-fuite durant une journée ? Sérieusement, arrêtons de culpabiliser en lisant de telles choses. Personnellement je trouve que les parents sont de manière générale assez sérieux. Quand je vois dans un village de 95 habitants (où l'école communale est distante de moins de 100 mètres de toutes les habitations) que tous les parents conduisent leurs enfants à l'école en voiture par crainte qu'il leur arrive quelque chose, je me demande où nous sommes. Quelle culpabilité ! Durant tout le trajet les enfants sont seuls avec les parents, ils ne rencontrent donc pas les copains et ne font plus de conneries dans le village. Il faut diminuer la pression du côté des parents afin que l'enfant puisse trouver un peu plus d'espace (et faire ses conneries, ses apprentissages). On peut faire l'hypothèse que la Belgique est traumatisée par l'affaire Dutroux, mais il me semble plutôt qu'elle est tombée à un moment clef. Lorsqu'une affaire comme celle-ci connaît un tel retentissement, c'est qu'elle est survenue au moment favorable pour mettre en place quelque chose qui était déjà plus ou moins en place, comme la peur pour nos enfants. L'affaire Dutroux a touché la zone de pouvoir tout à fait légitime, en dehors de la sphère de l'affaire de l'intervention de l'Etat dans lequel on peut jouer la toute puissance, qu'est la famille. Dutroux est venu dire que la famille est menacée dans cette sphère d'autonomie et de toute puissance.

X : Je pense être le plus âgé dans cette salle, ce qui me fait dire au regard de mon expérience que la parentalité a toujours été un acte de foi. On sait que l'enfant est bien sorti du ventre de la mère, mais en ce qui concerne le père l'incertitude demeure. Mais actuellement, du fait de ces nouvelles techniques on peut être sûr de sa paternité, ce qui change les données du problème. Avant on racontait une histoire, on inventait une filiation. Est-ce que cette possibilité d'être sûr ne va-t-elle pas bouleverser les choses ?

François Delor : Le mythe est toujours quelque chose qui se construit à l'égard du savoir. Le mythe est un savoir particulier qui vient combler une absence de savoir, que l'on pourrait appeler savoir scientifique quand on parle du mythe des origines. Du côté de la paternité, il est vrai que c'est un acte de foi qui n'en sera plus un. Le problème c'est que cela reste un acte de foi. Un spermatozoïde n'est pas un père, un père est éventuellement une personne (quand il y en a une), c'est éventuellement une fonction (quand il n'y a pas de personne), cela peut être aussi une fonction remplie par une personne. On s'en rend très bien compte avec les enfants adoptés, car s'il y a alors secret sur le fait de l'adoption il y a une recherche des origines qui va s'inscrire de manière très violente. S'il n'y a pas eu de secret, cette recherche des origines va pouvoir être parlée, exprimée et cela se passe alors de façon radicalement différente puisque les parents sont partenaires (ils comprennent, ils aident). L'enfant auquel dès le départ on lui apprend qu'il a été adopté comprend très bien, plus ou moins rapidement, que le père est celui qui en a rempli la fonction, que la mère est celle qui en a rempli la fonction. La parole remplace la biologie la plus part du temps. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas de biologie, puisque jusqu'à preuve du contraire la parole ne guéri pas le cancer. Mais il faut qu'il y ait une parole qui permette de donner du sens à quelque chose qui au départ n'en a pas forcément.

X : L'important il me semble est que les deux parents (adoptifs ou non) soient capables de mettre les mots sur la situation de l'enfant. Les problèmes pour l'enfant peuvent émerger à partir du moment où il fait la découverte que son père n'est pas son père, et c'est bien ici qu'il y a des dégâts. Souvent un adulte va mentir à l'enfant en s'imaginant que la révélation de l'adoption va le traumatiser. Il me semble qu'il y a nettement plus de dégâts quand la vérité est cachée, dissimulée et immanquablement révélée. Lorsque l'enfant fait la découverte de son adoption et du mensonge parental, il perd alors tous ses repères, tout ce qui lui permettait de se construire en tant que personne. Je prends un exemple dont j'ai eu connaissance dernièrement, celui d'un jeune garçon (5, 6 ans) qui est venu consulter avec ses deux parents alors qu'il souffrait de différents troubles (eczéma, asthme...) quand jusqu'à présent il jouissait d'une très bonne santé. L'analyste au cours de la première séance a passé du temps à discuter avec les parents, leur demandant ce qu'il se passe, si eux-mêmes allaient bien. A la deuxième séance il n'a vu que les parents et apprend qu'un cancer du sein est diagnostiqué chez la mère, ce qui génère une grande inquiétude chez les deux parents. Durant toute la séance le sujet est discuté pour finalement décider les parents d'informer leur enfant de la situation. A la troisième séance, l'enfant qui était venu avec ses parents se portait très bien. L'analyste n'allait pas guérir le cancer, mais la parole. Le secret à terme n'est jamais secret, il y a toujours quelque chose qui transparait. Il est nécessaire de dire les choses, sans verser dans la brutalité brute de la révélation, il faut trouver les mots. Etre un bon parent, c'est dire plutôt que de cacher.

X : Il me semble qu'en matière d'adoption la grosse difficulté tient au fait que le désir d'enfant est quelque chose qui vient des tripes. Le couple homosexuel qui désire avoir un enfant n'a pas forcément comme objectif de revaloriser son image sociale, de correspondre à ce que demandaient les parents et tout ce que l'on ne pouvait pas leur donner du fait de notre homosexualité.

François Delor : La distinction entre le désir individuel qui vient des tripes et le désir de reconnaissance sociale est quelque chose qui me semble de plus en plus difficile à faire. Est-ce que l'envie de rencontrer quelqu'un est une construction sociale ? N'est-ce pas un besoin de reconnaissance sociale ? Je suis frappé par ce besoin, quand on est amoureux, de téléphoner à quelqu'un pour le dire. Etre amoureux est un besoin de reconnaissance sociale, sur le mode du "je ne suis plus seul, j'existe". Ce qui n'est pas fondamentalement indissociable. Le sentiment amoureux nous saisit profondément, en parti du fait de notre besoin de reconnaissance sociale, de notre désir d'être citoyen à part entière.

X : Le fait d'être parent est quelque chose que l'on est obligé de ramener (en tant qu'homo) à la question de la culpabilité, à quelque chose d'intériorisé du côté d'une désignation sociale. Il y a forcément une inquiétude quant aux risques et aux conséquences que cela signifie d'être parent. On a intériorisé tout un modèle qui nous désigne comme des dégénérés qui ne peuvent prétendre à avoir des enfants. Ce besoin d'avoir des recettes est vraiment en balance avec toute cette intériorisation.

François Delor : Il est intéressant de voir que l'enjeu de la procréation (qui est un enjeu individuel animé par un désir personnel) est porté par une communauté, par un groupe social, par une société, par une nation avec en filigrane l'idée que la génération que l'on est en train de produire soit de bonne qualité. On pourrait presque parler d'un désir eugénique quasi-permanent. Et c'est à partir de là que se joue la question de la sexualité (jusqu'à maintenant procréation et sexualité allaient de pair). Aujourd'hui la situation des homosexuels est très proche de celle des handicapés mentaux. Dans les débats sur la parentalité et la filiation des handicapés mentaux on retrouve le même style de propos à l'égard de ce que l'on a entendu (et entend encore) au sujet de l'homoparentalité. Un trisomique peut-il avoir un enfant ? Un traumatisé crânien ? En Belgique dans les institutions spécialisées on procède à des stérilisations massives (de sorte qu'ils puissent continuer à baiser sans se reproduire) et à des pseudo-mariages histoire de donner le change. Et dans le cas de mises en autonomie, on veille à ce que les traitements de stérilité ne soient pas interrompus, parce qu'on a tout fait pour qu'ils aillent bien mais pas jusqu'au point où ils se reproduisent. Les handicapés ont donc droit à la sexualité, mais pas aux enfants. En ce qui concerne les vieux, les choses sont quelque peu différentes. Ils n'ont plus la possibilité biologique d'avoir des enfants et n'ont pas le droit à la sexualité. Il suffit de rentrer dans un hospice pour constater que les portes des chambres (à 1 ou 4 lits) sont ouvertes, rendant toute intimité impossible. Il semblerait donc quelque peu scandaleux que des vieux continuent d'avoir une sexualité. Les homosexuels cumulent, c'est scandaleux qu'ils aient une sexualité et c'est scandaleux qu'ils puissent en plus avoir des enfants.

X : Toute la question est de savoir pourquoi on intériorise le fait que les homosexuels ne devraient pas avoir d'enfants. Qu'est ce qui fait que nous avons le sentiment que nous pourrions être de mauvais parents sous prétexte que nous sommes homosexuels ? C'est pourquoi je pense qu'il est extrêmement important que l'on s'interroge sur cet aspect de la parentalité homosexuelle. Quels outils pourrions nous construire (de façon collective) pour ce faire ?

X : On peut être homosexuel, avoir des enfants, et être tout à fait équilibrés. C'est je crois une question de problématique strictement personnelle.

François Delor : Bien sûr. Pour moi la parentalité n'est pas le fait d'avoir un enfant, cela relève de la filiation. La parentalité est le fait qu'une entité puisse être reconnue comme parentale. On peut aller vers une individualisation ou vers une pluralité du rapport parental, mais il est important de procéder à une individualisation au niveau des droits. Il faut éviter que les droits soient dépendants d'une situation de couple, et en même temps qu'une personne puisse avoir une fonction parentale par rapport à un enfant me paraît quelque chose de tout à fait légitime. A condition que l'Etat participe de cette reconnaissance. Car dans le cas contraire on demeure dans les parentalités clandestines, c'est à dire des parentalités qui ne tiennent que le temps où les partenaires sont présents.

X : Il me semble que seul un petit groupe de personnes revendique le fait d'être parent, et de la sorte singer les hétéros. Je ne suis vraiment pas persuadé qu'il existe une majorité de personnes homosexuelles qui désirent avoir des enfants.

François Delor : Le droit et le besoin ne sont pas du même ordre. Ce que le droit doit garantir dans un Etat démocratique c'est l'accès de tous les citoyens aux droits existants. Si une seule personne dit qu'il n'y a pas accès, il faut réviser le droit. Il n'a pas à représenter une majorité, il se représente seul parce qu'il est citoyen à part entière. Par contre on peut faire des analyses sociologiques pour voir quelle est l'importance de la demande sociale, voir si cela vaut la peine de réviser l'ensemble de la constitution pour une seule personne. On peut prendre la décision politique d'attendre qu'elle meure, mais on ne peut en aucun cas dire que sa demande n'est pas fondée en droit. Et ce qui me frappe dans le débat (surtout français) sur l'accès au mariage, c'est que l'on mélange tout. On se demande pourquoi les homosexuels veulent se marier quand plus personne ne souhaite le faire. J'ai envie de pouvoir prendre le bus, et du fait que l'on me l'interdit je dis que je veux pouvoir prendre le bus (malgré que je possède une voiture et un vélo, et que je ne prends jamais le bus), mais je ne peux pas accepter que l'on m'interdise l'accès aux bus.

Il y a deux types de discriminations. Une discrimination sociale qui consiste à établir une différence entre les catégories de population et à leur infliger un traitement inégal. La discrimination en droit relève du fait d'infliger un traitement inégal quand les situations sociales des populations sont inégales. Il y a en droit une analyse de la situation de base, et en droit on dit (jusqu'à présent) qu'un couple hétérosexuel et un couple homosexuel sont suffisamment différents pour légitimer un traitement inégal. La discrimination est ici non pas positive, elle est simplement légitime. En droit la discrimination légitime existe, alors qu'au niveau de l'analyse sociale, d'une critique sociale, la discrimination est une description d'une situation donnée où on voit non pas la légitimité mais les effets sociaux de cette discrimination. Il y a en l'espèce un parti pris qui est de se dire si oui ou non la situation d'un couple homosexuel et d'un couple hétérosexuel est différente. Mon sentiment personnel est de dire que la situation entre les deux types de couples est différente, mais pas au point de justifier d'un traitement inégal. Jusqu'à présent les législateurs ont dit que c'est différent et que cette différence légitime un traitement inégal. Quant à la discrimination positive, c'est le constat que pour lutter contre les effets sociaux d'une discrimination (les jeunes dans les banlieues qui n'ont pas accès à l'instruction) il faut donner des moyens supplémentaires (créer des zones d'éducation prioritaires) afin de réduire les discriminations existantes. La justification politique de la discrimination positive est de lutter contre les effets des discriminations. Et en ce qui concerne l'accès au mariage des homosexuels, ou bien on dit qu'il s'agit d'une discrimination ou on dit qu'il ne s'agit pas d'une discrimination. On dit que c'est une discrimination illégitime parce que non fondée sur une différence suffisante, ou bien on dit que c'est une discrimination non illégitime parce qu'en fait les situations de base sont trop différentes.

X : Il y a 50 ans, le terme de discrimination positive n'était pas employé. Le concept même n'existait pas vraiment. A cette époque on parlait davantage de solidarité. Cette différence de terminologie fait que l'on ne voit pas les choses de la même façon, que l'on ne parle pas des mêmes choses. Parler de discrimination positive revient à mélanger 2 termes contraires.

X : Pour en revenir à cette question de la parentalité, le terme de désir (que l'on a beaucoup employé ici) me gêne. Désir pris dans le sens de l'expression de la parentalité. Dans mon projet personnel de parentalité, ce n'est pas la question du désir qui est rentrée en fonction mais bien plutôt celle d'engagement. Au niveau de la responsabilité vis-à-vis de l'enfant, au niveau du relationnel que je vais avoir avec lui. Dans cette société plutôt libérale et consommatrice, le "désir d'enfant" est quelque chose qui en soi me gêne. Le fait de désirer quelque chose justifie à lui seul le fait de l'obtenir, un peu comme le désir d'un objet qu'un simple crédit permet d'acquérir. De cela je ne veux pas dans ma réflexion sur le fait d'être parent. Ce qui compte pour moi c'est de savoir si mon engagement fait suffisamment le poids pour passer à l'acte. Je crains que parfois le discours de certaines filles sur la notion de désir d'enfant ne soit pas exprimé clairement par rapport au désir de faire un enfant, d'élever un enfant. Je crois qu'il n'existe pas dans le discours des hommes le désir de faire un enfant pour faire un enfant.

X: Certes, mais l'intérêt d'être homosexuel c'est justement d'aller plus loin sur la question de l'engagement vis-à-vis de l'enfant. Je pense que si j'avais été hétérosexuelle, comme tout le monde à 27 ans j'aurais fait un enfant et c'est seulement après que j'y aurais réfléchi.

X : Je suis père de trois filles, et jusqu'à présent j'étais considéré comme une sorte de beaux-parents, plutôt que de parent. Mon homosexualité n'était pas dite. Depuis que j'ai dit mon homosexualité je suis confronté quotidiennement à des difficultés. Ma famille ne considère plus que je suis le beau-parent que j'étais jusqu'alors. Pour moi rien n'a changé, mes filles sont toujours les mêmes. Il ne faut perdre de vue qu'il existe une version pessimiste de l'homoparentalité. Il faut que nous soyons solidaires face aux difficultés que nous pouvons rencontrer. Il ne faut pas nier qu'il peut exister des difficultés. J'ai pu être un bon parent, on verra par la suite, mais il y a aussi l'image que l'on renvoie. Image qui n'est pas toujours facile à vivre.

François Delor : Je suis très content de cette intervention parce qu'en arrière fond de cette réflexion sur l'homoparentalité il y a toujours la question de la représentation sociale. On est passé d'une modalité de reconnaissance sociale en droit à une reconnaissance sociale de l'ordre moral (non seulement nous sommes tous des citoyens mais en plus nous partageons les mêmes valeurs). Maintenant nous sommes dans une demande de reconnaissance sociale relevant de la sphère affective. C'est particulièrement visible dans le monde du travail. On ne demande plus seulement le droit au travail ainsi qu'une reconnaissance en tant que bon travailleur, on demande en plus d'avoir le droit d'être estimé. Mais si donner le droit est possible, en revanche la reconnaissance égale au niveau moral est déjà plus problématique. Reconnaître que des homosexuels (gays et/ou lesbiennes) sont capables de donner autant à leurs enfants que les hétéros sera très problématique. Je ne suis pas du tout d'accord avec cette histoire de suivi thérapeutique des couples gays et lesbiens, mais je suis impatient que se mettent en place des mécanismes d'observations (par les gays et les lesbiennes eux-mêmes) afin d'engranger des informations non pas sur la manière dont eux-mêmes fonctionnent en tant que parents, mais sur la façon dont la société fonctionne par rapport à eux. Il faut que toutes ces expériences de discrimination au quotidien puissent faire partie d'une mémoire qui permette à d'autres (et notamment à ses enfants) de s'y retrouver dans l'histoire qui a été la leur. Il faut engranger pour sortir des simples discours de discriminations en droit. On se bat pour des droits, mais quels droits ? Le droit d'être reconnu comme des citoyens capables d'aimer. C'est quand même quelque chose d'assez nouveau dans l'histoire, et il faut que l'on y participe.

X : J'aimerais savoir ce qu'il en est de la réflexion sur la façon dont les enfants assumeront par la suite l'homosexualité de leurs parents (je pense surtout aux parents qui ne vivent leur homosexualité dans le non-dit ou la culpabilité). De quelle façon les enfants d'homosexuel-le-s arriveront à parler de l'homosexualité de leurs parents ? Non pas vis-à-vis de la famille, mais vis-à-vis de la société ?

X : Et comment, dans le genre, des parents homosexuels vont intégrer le fait que leurs enfants soient eux-mêmes homosexuel, puisqu'après tout ce cas de figure est tout à fait possible ?

X : Peut importe que nos enfants soient homos ou hétéros, puisque cela sera leur choix de vie. Je suis homosexuel et père d'une fille qui m'a demandé s'il existait un lieu où les enfants dans sa situation pouvaient s'exprimer et rencontrer d'autres personnes dans la même situation.

François Delor : Pourquoi pas, c'est à eux de le faire. Si j'étais africain du sud (il y a 30 ans) devrais-je me demander si je peux mettre au monde un enfant alors que je risque de lui faire subir l'apartheid dont moi-même j'ai été victime ? C'est effectivement important de se poser cette question, mais n'apportons pas à cette question la réponse que nous impose le discours dominant qui est de dire qu'il ne faut surtout pas faire courir un tel risque à l'enfant. Dire une telle chose revient à dire que les choses ne changeront pas, alors qu'en faisant courir ce risque à l'enfant (tout en l'accompagnant) les choses bougent. Tous les discours politiques de la Gauche tiède nous disent d'être prudent, d'être audacieux, mais prudent. Non, il faut parfois oser.

Toute petite dernière chose sur cette histoire que nous avons le droit de demander des droits. Habitant sous un régime d'apartheid, d'une couleur particulière (disons que je suis bleu) je revendique de prendre le bus. Mais je vais prendre le bus pour les blancs ou celui pour les noirs ? Si je prends le bus pour les noirs je suis discriminé par rapport aux blancs, et je ne peux pas oublier en entrant dans le bus réservé aux blancs qu'il est interdit aux noirs. Lorsque nous revendiquons des droits, nous oublions les personnes qui sont exclues des droits que nous obtenons. Le droit universel n'existe pas. Avons-nous une vision au-delà de nos frontières des droits que nous revendiquons ? La citoyenneté et le droit ne s'arrêtent pas à nos frontières. Nous sommes dans un particularisme revendicateur qui oublie les gens qui n'auront pas accès à ces droits. Nous allons beaucoup avancer mais en laissant derrière nous des gens qui n'auront pas bénéficié de nos luttes.

X : Certes, mais qu'un certain nombre de gens revendiquent un certain type de droit permet de monter à d'autres le chemin. C'est tout un travail politique à mener, vers non pas un droit de la cité mais vers un droit que l'on pourrait qualifier d'universel. Dans ce cas là nous sommes en pleine solidarité politique et militante, et on peut alors parler plus qu'une revendication de droit, d'une revendication politique.

Jacques Fortin : Bien, sûr ce je propose de clôturer ce séminaire. Merci à tous et à toutes.

Thierry RUIZ : Quand au niveau des *Universités* il a été décidé que dans le cadre du cycle "vie quotidienne et sexualité" serait abordée la question des nouvelles formes de conjugalité homosexuelle, j'ai cherché des intervenants. Pour ce faire, j'ai écrit à plusieurs personnes, beaucoup n'ont même pas daigné me répondre. Les seuls qui m'ont répondu positivement sont à mes côtés. Ils m'ont dit que sur ce sujet, jusqu'à présent ils n'avaient pas vraiment réfléchi mais qu'ils voulaient bien venir, histoire de participer à cette réflexion. Je vous les présente : Nicole Roussel, Marie-Jo Taboada et Joël de Martino. Je leur passe maintenant la parole et leur laisse le soin de se présenter, de nous dire ce que la conjugalité homosexuelle leur inspire comme réflexion (sachant qu'il est bien évident qu'ils n'ont pas de réponse, de solution à cette question). Ensuite nous entamerons un débat avec l'assistance.

Nicole Roussel : La première chose que je me suis demandé c'était de savoir pourquoi il y aurait des spécificités aux couples homo par rapport aux autres couples. Ensuite, et c'est un sujet que j'aimerais que l'on traite au cours de ce débat, c'est la notion de genre. Non pas parce que c'est à la mode mais plutôt pour trouver des spécificités (s'il y en a), et également réfléchir à d'autres formes de conjugalité. Pour ma part, je ne sais pas trop ce que l'on met derrière ce terme de conjugalité. S'agit-il du couple ? Ou plus ?

Marie-Jo Taboada : Je ne travaille pas du tout sur ce sujet puisque depuis quelques années je m'occupe de la parentalité (j'ai envie de dire la parentalité française), mais il se trouve que je m'étais intéressée à cette question à l'époque où je travaillais à la division sida de la DGS, et donc beaucoup sur la question de la prévention. Et j'ai répondu positivement à cette invitation parce que j'aime beaucoup venir à Marseille, mais aussi parce que Thierry m'avait dit que cela se présentait sous forme de discussion, ce qui me convenait, puisque je n'avais pas trop réfléchi à cette question. Vu mon indécision totale par rapport au sujet, j'ai regardé dans le dictionnaire. Le terme de conjugalité est un mot qui n'existe pas. Ce qui m'a finalement beaucoup arrangée, parce que la conjugalité qu'elle soit hétéro ou homo m'ennuie à un niveau difficilement imaginable. C'est une construction sociale et culturelle, mais il se trouve que je ne suis pas juriste mais psychanalyste. Le couple évoque pour moi les courses au supermarché (ce qui est d'un anti-érotisme furieux). En revanche ce qui fonde le désir, cela m'intéresse. La question que je me pose depuis un certain temps, c'est s'il y aurait des plaisirs différents selon que les couples sont formés de personnes de même sexe ou de sexe différent. C'est surtout de cela que j'ai envie de discuter avec vous. Ce qui fait le lien, à travers le désir, entre deux personnes. Tout cela n'est qu'hypothèse que je n'ai pas vérifiée et que je lance comme élément de discussion, de réflexion.

Donc, est-ce que la spécificité (s'il y en a une) ne serait pas dans la rencontre de quelqu'un qui est du même sexe que soit, car ce qu'on va y jouer au niveau du désir n'est évidemment pas la même chose que lorsque l'on va rencontrer quelqu'un de l'autre sexe ? En général un peu plus complexe car cet autre qui est d'un sexe différent est assez incompréhensible. C'est vrai que cela marche majoritairement, mais au prix de pas mal de contorsions. Je me suis demandé s'il n'y avait pas une liberté supplémentaire de situation du désir au sein des couples homo, quelque chose qui ferait que l'autre dans cette similitude sexuelle comprendrait plus évidemment le désir ou le plaisir de l'autre. Cela ne veut pas dire pour autant que cela serait l'idéal, c'est peut-être aussi que le prix à payer de cette simplicité (ou évidence) serait des choses à étudier pour que cette rencontre de deux femmes (ou de deux hommes) forme une entité. Voici où en sont mes réflexions sur cette question.

Joël de Martino : J'ai parcouru un peu le même itinéraire que mes deux collègues, en se sens que j'ai commencé par faire une espèce de retour autobiographique sur les couples que j'avais construit moi-même. J'étais également arrivé à la conclusion que je ne voyais pas tellement de différence entre les couples homos et hétéros, en dehors des banalités sur l'impossibilité d'avoir d'enfants ou la question de l'attribution des rôles masculins et féminins. Mais une fois que l'on a balayé tout cela, on en vient à la question fondamentale sur la nature même de la conjugalité. Dans l'idée de la conjugalité il y a effectivement cette histoire d'être sous le même je ne sais pas quoi (et peut être que nous en discuterons ensemble).

Le deuxième élément sur lequel j'ai gambé, résidu d'avoir été prof de français, c'est le terme de "conjugaison". En conjugaison il y a les verbes du premier, du deuxième et du troisième groupe, et je me demandais si mon couple habituel était un couple du premier groupe, du deuxième ou du troisième. Question assez passionnante. De plus, on ne peut pas conjuguer un verbe du premier groupe de n'importe quelle manière, tout est déjà très codifié (sans compter les verbes irréguliers). Il y a aussi les verbes d'effectif qui sont les plus intéressants car ils ne peuvent se conjuguer qu'à certains modes, certains temps, certaines personnes. Finalement quand on regarde ça, qu'est ce qu'on va conjuguer, quel est le verbe que l'on va conjuguer ? On est automatiquement dans de la parole, dans du discours. Et n'oublions pas que nous avons besoin du discours pour qualifier notre relation avec. Et à partir de quel moment ce lien devient-il le joug des deux personnes ?

La véritable question est de savoir ce qui fait que l'autre vient prendre sa place à un moment donné dans ma vie. Et là je reprends ma bible freudienne, et je constate qu'au niveau de la formation des couples d'après Freud vous avez plusieurs choix. D'abord le mode dit narcissique (c'est à dire choisir quelqu'un de ressemblant), ce qui donne des couples où l'un est de reflet de l'autre (comme habillé pareil). Et je m'étais dit de manière un peu rapide que tous les couples homos reposent sur ce modèle narcissique. Puis j'ai commencé à en observer, pour m'apercevoir que ce n'était pas tellement le cas. Donc j'ai invalidé cette hypothèse. Ensuite le deuxième choix est celui de la complémentarité. Par exemple le bavard avec le muet, ou l'extraverti intempestif de type italien avec l'introverti de la basse Bretagne profonde. L'autre représentant l'idéal qu'il n'est pas. Enfin troisième hypothèse énoncée par Freud, on va choisir quelqu'un qui va nous servir de parent. C'est le cas de mon couple, j'adore être pris en charge. J'ai trouvé une personne qui est dans le don total et permanent, dont le seul désir est de choyer l'autre, de le prendre en charge totalement. Je me suis dit que dans un couple on peut être tout ça à la fois, on peut avoir choisi l'autre parce qu'il me ressemble, parce qu'il a des capacités ou des potentialités que je n'ai pas, ou parce que j'ai envie d'être choyé ou de le choyer. Ce qui revient à de demander ce que l'autre représente pour moi, et c'est à partir de ça qu'on va peut-être pourvoir bâtir un lien de conjugalité. En ce sens, j'ai fait la même démarche que ma consœur Marie-Jo.

Et dans ce dispositif de la représentation, dans le cadre d'un couple homo ou hétéro, il convient de se demander ce que représente l'autre pour moi, qu'est-ce qui fait que j'ai besoin d'être avec lui (ou elle) de manière permanente. Et là, je suis renvoyé à mes désirs, mes fantasmes. Il y a aussi la question du plaisir sexuel, toutes les modalités que l'on peut mettre en place pour se procurer de la jouissance sexuelle. Derrière cette jouissance sexuelle, il y a un fonctionnement de type neuro-hormonal (pour déromantiser un peu le propos), c'est à dire des potentiels d'actions nerveuses, des neurones, des substances qui se sécrètent, qui s'éjaculent, qui s'échange. Je me disais qu'est ce qui joue le tour de la semence.

Marie-Jo Taboada : Lorsque je suis venue à Marseille, il y a deux ou trois ans, le PACS commençait à être débattu. Il y avait toute une série d'articles sur la question de l'altérité. J'ai d'ailleurs continué à travailler sur la question de la possibilité d'adoption par les couples homos. Il se trouve qu'à cette époque je travaillais beaucoup sur la prévention en milieu hétérosexuel, et donc sur la question de la sexualité féminine et masculine. Et effectivement dans la question de la prévention, la question de l'altérité était effectivement centrale puisque comment travailler cette question de la prévention quand un homme et une femme ont à se rencontrer alors qu'ils ne se comprennent pas. Et je m'étais beaucoup interrogée sur ce qui permettait de traverser le sexe, de traverser la différence. Qui fait que quelque chose était possible, au niveau de la rencontre, du plaisir sexuel, et du sentiment amoureux. Il y avait quelque chose qui permettait aux couples hétéros de dépasser cette altérité, de s'inscrire dans le quotidien. Plus on est proche et plus l'altérité est moindre. Quand on est proche (y compris corporellement) et plus on se rend compte que l'on est différent, puisque la jouissance de l'autre nous est à tout jamais inconnue.

Maintenant en regardant autour de moi, je me dis que quand même que le modèle narcissique n'a pas l'air si pertinent. L'avantage de l'être humain c'est d'être un être de culture. Ce qui induit que la finalité de la rencontre n'est pas seulement la perpétuation de l'espèce. Et probablement que nombre de personnes homosexuelles, que j'ai envie d'appeler psycho-normales (lambda) ainsi que les couples hétérosexuels devaient travailler quelque chose au niveau du langage pour traverser l'altérité. Aussi pourquoi ne pas imaginer que dans les couples homos, le névro-psycho normal et banal puisse avancer l'altérité pour pouvoir traverser l'identité. C'est à dire faire d'une certaine façon le chemin inverse, qui est de rencontrer du différent apparemment identique pour retrouver quelque chose de cette différence qui nous fait marcher. C'est vrai que dans l'identité stricte, le couple narcissique n'est pas très dynamique. Et parce que nous sommes des êtres humains doués de langage, de culture et d'intelligence, il avait donc probabilité, quel que soit le couple, que nous formions, nous étions capables d'inventer psychiquement des choses. C'est à dire de retrouver de l'altérité, de la différence, quelque chose qui fait que le couple est vivant, mobile. Voir après comment il fonctionne, chacun inventant sa machine, ce qui est de l'ordre de l'intimité du couple. Et donc j'étais partie de cette hypothèse en me disant qu'il y avait bien de l'altérité, et de la différence, qui fonctionne malgré tout.

Nicole Roussel : Je ne conteste absolument pas ce qui vient d'être dit, mais mon sentiment est que tout cela se situe au niveau individuel. Si on considère les choses d'un point de vue social (nous sommes des êtres de culture et de langage), nous sommes beaucoup moins libres dans notre désir. Si on considère les choses non pas du point de vue du sexe mais du genre, il n'y a pas plus d'altérité dans un couple hétéro que dans un couple homo. Le couple modèle, c'est le couple hétéro où l'un des deux représente le masculin (qui n'est pas forcément l'homme) et l'autre le féminin (schéma que l'on peut aussi bien retrouver dans un couple homosexuel qu'hétérosexuel). Ce modèle de couple est un modèle qui nous est donné par la société, où notre liberté (je ne veux pas avoir l'air d'être complètement pessimiste) est quand même très limitée par la culture, l'histoire, l'éducation, bref tout ce qui fait que nous sommes des produits de notre histoire et de notre société. Aussi, il me semble qu'il y a deux choses à discuter, d'abord la question du désir qui se situe à un niveau individuel (même si on est des produits de la société), ensuite la question sociale que moi en tant que militante (dans une association militante et je viens ici en tant que militante), je dirais la question politique.

X : Vivre à deux est de fait un défi permanent entre deux aspirations identiques. La spécificité du couple homosexuel, c'est que dans le cadre d'un couple hétérosexuel l'un des deux (la femme) aura un rôle social particulier par rapport à l'autre, alors que dans un couple de garçons les deux sont normalement dans le même rôle. Même si l'un des deux perd forcément quelque chose. C'est une spécificité des couples homos que l'on ne retrouve pas chez les hétéros, en tout cas pas de la même façon. Il y a aussi le fait que dans le cadre du couple, nous avons à faire à des comportements sexuels, à un comportement compulsif par rapport à un comportement opposé. Encore une fois c'est une question de négociation. Et dans un couple homo, comment se négocie cette sexualité entre deux ? Quel impact elle a sur le couple (qui est en évolution permanente), sur la stabilité de la relation ? Il me semble qu'en la matière, il y a une spécificité extrêmement criante (et même hurlante) des couples homos.

Nicole Roussel : Dire que deux garçons cela va faire deux même sexualités, deux même attentes, revient à assimiler sexe et genre (les deux garçons se référant au masculin). Dans la majorité des cas c'est effectivement possible, mais on peut imaginer qu'un garçon (une fille) ne se réfère pas spécifiquement dans ses désirs et dans sa vie sociale à ce qui lui est assigné par le genre. On pourrait imaginer quatre formes de couples (homos ou hétéros). La première serait celle où 2 personnes qui pour la majorité de leurs comportements se référeraient au masculin, ce qui donnerait un couple conflictuel puisque le masculin c'est le désir d'avoir du pouvoir, d'être fort et de gagner. Ensuite on peut imaginer un couple (homo ou hétéro) où les deux personnes auraient des références plutôt féminines, ce qui donnerait certainement un couple avec quelque chose qui ressemblerait plus à ce l'on appelle le maternage que la relation de couple habituelle. Troisièmement, un couple classique tel que l'idéal familial que Monsieur de Villier nous le présente, c'est à dire un qui se réfère au masculin, l'autre féminin. Il paraît que cela s'emboîte très bien, bien que nous comptons de très nombreux divorces (qui s'expliquent par le fait que les femmes collent de moins en moins au genre féminin, depuis qu'elles ont accès à plus d'autonomie). Et enfin le quatrième type de couple serait celui où les gens questionneraient les références masculines et féminines en cherchant un autre mode de fonctionnement. Les couples homos parce qu'ils sont rejetés, questionnés socialement, sont à même d'en débattre. Les féministes ont beaucoup débattu à ce propos, et j'espère qu'elle continue à le faire. Je pense que c'est plutôt des genres qui se situent en marge qui vont questionner le couple.

Marie-Jo Taboada : En dehors de la question du à exister comme on veut, ce n'est pas parce que l'on va être tous pareils, que les couples homos sont comme les couples hétéros, que le droit va avancer d'un poil. Même si nous sommes différents, même si ce n'est pas pareil, ce n'est pas pour autant que l'on a pas les mêmes droits. C'est comme dire que le racisme est idiot parce que sur le plan génétique il n'y a pas de différence. Très bien, mais alors s'il y en avait une, le racisme se justifierait ? C'est très dangereux comme argument. Il ne faut pas être discriminant surtout si on est différent. On n'est pas pareil, on est pas d'accord avec tout le monde, et pour autant le droits d'exister.

Sur le couple formé de deux garçons, nous sommes dans une situation masculine dominante. Nous sommes dans une civilisation phallocratique dominante. Ce qui est dominant c'est le mâle à sexe érigé, le mec qui bande. Et le problème de cette société phallocratique c'est que les hommes sont eux aussi dominés par cette image phallocratique dominante puisqu'ils ne sont pas en érection permanente. Cette société exploite les femmes, et les hommes puisqu'ils ne sont pas toujours à la hauteur de cette espérance phallocratique. Dans le couple homo, il y en un qui perd forcément quelque chose, c'est à dire qu'il ne peut plus être lui-même, il ne peut même plus faire semblant d'être un mâle dominant au sexe érigé. Et effectivement dans une société qui est aussi contraignante pour les hommes quel qu'ils soient, si un homme n'en est plus un, il perd tout. C'est un point extrêmement important à discuter dans notre projet qui est d'avancer sur les droits et les libertés des hommes et des femmes, quel que soit leur projet de vie par ailleurs. Je suis assez d'accord pour

dire que les couples homos ne fonctionnent pas de la même façon que les couples hétéros, que la négociation autour de l'enjeu du sexe est tout à fait importante. Le couple hétéro par essence est un couple de compromis, le féminin et le masculin n'ayant pas le même fonctionnement. D'ailleurs les couples gays et les couples lesbiens n'ont pas l'air de fonctionner tout à fait selon les mêmes modalités. Il y a donc quelque chose du féminin qui s'exprime dans les couples féminins, et du masculin dans les couples masculins. Et finalement on patauge dans le nougat depuis papa Freud, depuis un siècle que l'on patauge dans le continent noir, et peut-être que de mieux comprendre comment fonctionne l'homosexualité et féminine nous permettrait de mieux comprendre l'hétérosexualité masculine et féminine. Ce serait un outil de compréhension appréciable plutôt que d'être toujours empêché par la question du social.

X : En partant du principe qu'en chacun de nous il y a du masculin et du féminin, il faut aller chercher en nous ce masculin et ce féminin, et ne pas le figer comme dans un couple hétéro (où la femme connaît bien des difficultés à sortir de son rôle). Partant de l'expérience de mon couple (elle est très grande et moi toute petite), les gens se disent qu'elle est l'homme et moi la femme. Il y a des conventions sociales que nous sommes obligés d'aller interroger, tout en cherchant autre chose afin de faire vivre le désir. A un moment il faut agir, il faut montrer à l'autre que l'on désire, et c'est dans une puissance. Si on est simplement dans une attente que l'autre montre du désir, rien ne se passe.

X : Comment faire une articulation entre ce que l'on est au niveau politique et ce que nous sommes ? Entre ce que l'on vit intérieurement par rapport à nos fantasmes, et ce que l'on est socialement. En tant que femme je suis assez interpellée en voyant comment cela fonctionne sur des stéréotypes (bien qu'il semblerait que l'étalon-homme est quelque chose qui ne fonctionne plus). Avez- vous avez une réponse à ce propos ?

Marie-Jo Taboada : Pour les plus vieux d'entre nous cela fait quelques 30 années que l'on essaie de travailler sur les articulations entre ce qui est de l'ordre de l'intime et de ce qui relève du politique. Et pas que sur ce sujet. J'ai été invitée parce que je suis psychanalyste, et j'ai du mal à me sortir de cette position dans laquelle on m'a mise où effectivement consiste à travailler sur de l'intime et l'individuel.

Joël de Martino : Je réponds en tant que sexologue, parce que nous sommes souvent confrontés à cette question lors de nos consultations. Est-il normal ce que l'on fait ou pense, pendant que l'on fait ou pendant que l'on est en train de penser, alors que l'on est en train de faire ? La réponse du sexologue est relativement claire, on va dire que tout peut être accepté dans le couple (quelle que soit sa nature) pour obtenir du plaisir à partir du moment où l'un et l'autre sont d'accord pour les pratiques qui sont proposées par l'un ou l'autre. Quand je dis "tout", il s'agit de la réponse du pulsionnel, de ce qui peut être lié au fantasme. Mais la société a mis des restrictions à cela, c'est-à-dire pratiquez tout ce que vous voulez à condition qu'il n'y ait pas de blessures irréversibles entre les partenaires, pas de mort et tout ce qui est interdit comme objet incestueux (toutes les relations d'ordre sexuel qui se trouvent liées à l'intérieur d'une famille soit nucléaire ou élargie). Tout le reste est possible. Et au niveau de la jurisprudence on a élargi cela à d'autres situations où il y a une relation de pouvoir de l'un sur l'autre. Le mari de la mère dit qu'il peut se taper la fille, il applique de façon très restrictive la notion de l'inceste en argumentant qu'il n'en est pas le géniteur. Et bien on élargit le chant à cela.

Et tout le problème, on le voit avec le film "*Baise moi*", c'est de savoir à partir de quand je vais sentir qu'il y a chez l'autre une certaine désolidarisation au moment où je lui expose mes fantasmes. Un peu comme si l'autre me dit que je vais trop loin, mais que veut dire aller trop loin ? Que signifie cette idée de limite, en dehors de celle que j'ai énoncée précédemment (pas de blessures irréversibles, pas de mort et d'objets incestueux) données par le culturel ? Il y a quelque temps, j'ai invité les participants d'un groupe à parler de leurs fantasmes les plus originaux. Et bien évidemment, à un moment donné il y a eu des tollés au sein de ce groupe parce que c'était irrecevable. Les gens se trouvaient confrontés à une limite qui est la limite individuelle de ce que chacun peut supporter, rêver, fantasmer ou penser, et qui est toujours en relation interne avec ce que le social autorise. C'est un problème ancestral, les choses avancent (on le voit avec le PACS ou l'IVG), mais pour ce faire il faut que des gens militent et risquent leur vie ou aillent en prison pour que des idées qui étaient considérées comme aberrantes (ou perverses, comme on disait autrefois) puissent être acceptées et faire partie du champ de la normalité.

X : Il me semble que le désir, la sexualité n'ont rien à voir avec le fantasme. Il est évident que le social est un frein. C'est cette limite du social, cette notion de normalité, qu'en tant que féministe que je remets en question depuis pas mal d'années faute de quoi je serais complètement conforme à ce que le social me demande d'être. Au niveau personnel comme dans le domaine du sexuel.

Marie-Jo Taboada : Je suis assez turlupinée par les frontières. Le droit, c'est ce qui définit tout ce qui est permis. Dans un état de droit, le droit est le protecteur des faibles. C'est parce que nous sommes un état de droit que notamment nous protégeons les enfants. On peut avoir tous les fantasmes possibles, mais il appartient au droit de poser les limites en protégeant les enfants. Il s'agit en l'espèce d'interdits de droits, qui sont aussi des interdits sociaux par la même occasion. Un état de droit permet ceci et pas cela. Il s'agit du droit avec un grand D. Après les lois sont perfectibles. Quant à la question du "ça avance", c'est vrai que plus ou moins les choses avancent socialement parlant, même si parfois aussi les choses reculent. Et effectivement le PACS comme l'IVG sont des avancés (lois que le corps social a par la suite accepté, bien que votée contre son avis). Lorsque l'on parle de l'histoire des fantasmes, je suis quelque peu interrogative, car je ne vois pas trop ce que les gens imaginent au niveau du fantasme. C'est peut-être la mauvaise habitude d'avoir lu beaucoup de magazines féminins. A priori le fantasme est tout ce que notre imaginaire nous permet de créer, des situations les plus banales aux plus invraisemblables. Il y a une sorte de confusion entre "vivez vos fantasmes, vivez libres" et quelque chose qui est comment on créait (alors là pour le coup politiquement) un mode de relations sociales les uns avec les autres qui nous permettrait d'avoir la richesse fantasmagorique la plus grande possible, quel que soit le mode de vie que l'on a décidé de vivre. On peut avoir une richesse fantasmagorique d'une richesse inouïe et vivre dans une chasteté totale. C'est plutôt le contraire qui pose problème, une pratique mécanique avec une totale pauvreté imaginative. Et effectivement c'est cette contrainte sociale, éducative, scolaire, familiale.... qui ne permet pas cette richesse imaginative, cette création personnelle qui fait que la vie est amusante. Je crois qu'il faut dissocier l'exercice et l'imagination, ce n'est pas toujours lié et ce n'est pas forcément une bonne idée que cela le soit.

X : Au-delà du désir sexuel, j'avais une question sur le désir de conjugalité. La lutte pour le PACS, même si nous ne sommes pas d'accord sur la loi telle qu'elle est faite, montre qu'il y a un certain nombre de gays et de lesbiennes qui désirent vivre en couple, et qui désirent que cette situation soit reconnue. Je pensais que l'on pourrait éventuellement parler de ce désir de vivre en couple.

Nicole Roussel : Personnellement j'ai milité pour le PACS, non pas pour répondre à un désir de vivre en couple mais davantage pour faire reconnaître (au niveau social) le droit à tout le monde de vivre en couple, même si le couple en question met la merde. Après, chacun faisant ce qu'il veut. Il s'agissait de se battre pour que tout le monde ait le même droit. Il me semble que le travail que nous avons à faire politiquement à ce propos doit se nourrir d'une parole de l'ordre de l'individuel, parce que si on ne sait pas que des gens ont un désir et qu'ils ont du mal à le vivre à cause d'une oppression sociale on ne peut pas se battre contre cette oppression. Après les gens font ce qu'ils veulent avec leur désir, ce n'est pas le problème des politiques. Quant au désir de conjugalité, je n'ai aucune opinion.

Joël de Martino : En mai 68, les homos avaient le désir du multi-partenariat, et puis petit à petit, il y a eu celui de vivre en couple. Il y a eu de tout temps des gens vivant en couple, mais sans le dire, pour les filles notamment. J'ai connu beaucoup de femmes qui vivaient ensemble, qui étaient officiellement la marraine et la filleule. Certains ont milité parce qu'ils avaient ce désir de couple et de voir cette situation officialisée.

Nicole Roussel : En mai 68 il n'y avait pas que les homos qui souhaitaient vivre dans le multi-partenariat, sans mariage ni entrave. C'était assez général. Il y a dans notre société une chape sur le désir sexuel qui bride tout le monde (homme, femme, homo, hétéro) et que 68 a été quand même un essai d'ouvrir la porte sur ces questions. Un des éléments déclenchants fut l'histoire des cités U où les garçons ne pouvaient entrer dans les quartiers réservés aux filles, ce qui montre combien l'aspect sexuel de la chape de plomb était important. Il y eut du désir qui est passé dans le social.

X : Les couples homo ne fonctionnent pas parce que l'on a pas compris les spécificités de ces couples. Et si on ne les prend pas en compte, on se prend tout ça dans la gueule. C'est parce que justement on ne prend pas en compte cette différence. Quant à la question de l'existence d'un modèle, et bien justement le problème c'est peut-être qu'il n'y a pas de modèle. On a passé 10, 20, 40 ans pour se dire pédés, on ne va pas passer encore 50 années à pour savoir comment vivre en couple.

Bruno : Durant cinq ans j'ai formé un couple hétéro, et aujourd'hui je forme un couple homo. Aussi, il me semble que par rapport aux modèles sociaux du couple, dans le couple hétéro d'aujourd'hui il y a nécessairement de la négociation sur tout un tas de choses. On n'est plus nécessairement dans la souffrance par rapport à un modèle social imposé. Il est sûrement sous-jacent, il est encore très présent. Mon expérience du couple hétéro était celle d'un couple négociable. Je crois que l'une des chances du couple

homosexuel c'est justement d'être un couple négociant, dans le cadre d'une sexualité différente. Même si c'est quelque chose de difficile, puisqu'il n'y a pas de modèles. Mais en tant qu'homosexuel je n'ai aucune envie d'un modèle. Par contre dans ma vie personnelle, dans mon histoire, dans mon éducation, je n'ai pas appris à négocier. Alors que c'est quelque chose de difficile. C'est difficile d'apprendre à partager, d'apprendre à reconnaître l'autre, de lui laisser la place, d'accepter de perdre un peu de sa toute puissance.

Marie-Jo Taboada : A travers les différents questionnements que je viens d'entendre, il me semble que les gens sont dans leur ensemble d'accord pour dire que le mariage est quelque chose qui foire. Je n'ai pas vraiment cette impression. Les gens ont toujours envie de se marier, et que le couple ne soit pas éternel c'est une autre paire de manche. Ce n'est pas parce que les gens divorcent que le couple ne marche pas. Tel couple à un moment donné a foiré, mais le mariage en lui-même fonctionne très bien. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'à titre individuel nous ne soyons pas soumis à des ruptures. Dire que c'est pour la vie, nous savons que c'est faux. Pour la vie, c'est trop long. L'amour, le couple est basé sur une certaine incertitude. Et malgré ça, j'espère à chaque fois.

Nicole Roussel : Le mariage est entouré de tout un rituel social (qui ne disparaît pas avec le mariage laïque). Tu fais la fête, tu invites la famille, la belle-famille, les amis. Tu ne maries pas dans l'intimité, mais devant la société, quelle que soit la forme de mariage que tu choisis, même si tu fais cela dans une charrette avec des copains en bermuda. Il est évident que dans le mariage il y a un aspect contrat qui renforce et qui rend ensuite plus difficile la séparation du couple. Je ne suis pas sûre que cela n'a que des aspects positifs. Maintenant derrière le désir d'être en couple, il peut avoir des choses très positives, et d'autres très négatives (du genre j'ai peur d'être seule). A l'instant quelqu'un disait qu'il n'avait pas appris à négocier, pour ma part j'ai l'impression que ce n'est pas la négociation qui me manque mais davantage le fait que je n'ai pas appris à être moi. C'est à dire que, par exemple, alors que j'avais 5 ans on m'a dit que comme je suis une fille je ne devais pas grimper aux arbres sinon on voyait ma petite culotte. Et cela m'a empêché de savoir qui j'étais, de quoi j'avais envie ou besoin. On m'a mise dans un moule. Et c'est bien ceci qui nous gêne pour inventer un couple, qu'il soit homosexuel ou pas. On ne sait qui on est, on est enfermé dans des rôles, des personnages que nous avons du mal à négocier avec nos désirs. Déjà qu'à titre personnel nous avons du mal à négocier, alors quand il faut négocier avec quelqu'un d'autre, les choses deviennent vraiment problématiques.

Joël de Martino : A propos de cette histoire de savoir négocier, il y a un concept du "quiproquo conjugal" que l'on peut traduire par l'adage "quelque chose pour quelque chose". C'est à dire le principe d'un échange librement accepté. Et le chercheur américain Don Jackson dit qu'un couple fonctionne seulement quand ce quiproquo fonctionne de manière régulière. Ainsi le couple tient parce que l'un accepte aujourd'hui de l'autre telle chose, parce qu'il sait qu'à un autre moment lorsqu'il lui demandera quelque chose avec lequel l'autre n'est forcément d'accord, toujours d'après la règle du quiproquo, il acceptera. Et tant que cette négociation fonctionne, le couple dure. Le couple casse à partir du moment où l'un des deux s'aperçoit que c'est toujours lui qui accepte ce que l'autre propose, au détriment de lui-même. Le couple cesse aussi à partir du moment où l'un n'a plus envie de négocier avec l'autre. Je trouve ce concept extrêmement intéressant. A propos de la pérennité des couples, qu'ils soient homos ou hétéros, les gens vous expliquent que finalement la rupture trouve ses sources dans les mille petites choses du quotidien, de la vie ordinaire, de la vie sexuelle, l'un ayant demandé à l'autre telle ou telle chose, ce à quoi l'autre lui a répondu non alors que jusqu'à présent il avait toujours plus ou moins dit oui.

X : Toute ma vie j'ai fonctionné en ayant peur du jugement des autres, ayant suivi une éducation assez "droite". Et depuis que je suis une psychothérapie, j'arrive à mieux discerner qui je suis. Par conséquent, j'arrive à mieux me positionner par rapport à l'autre, ce qui peut me permettre de sortir de tous ces schémas sociaux qui m'ont réellement encombré durant quelques 40 ans. Je n'attends pas d'aide extérieure, mais je me situe dans une démarche personnelle d'introspection et de critique.

X : Cette séparation que l'on fait entre le couple hétéro qui serait ainsi et le couple homo qui serait comme ça, me semble être davantage le résultat de représentations sociales que chacun peut avoir de ce que devrait être un couple (homo ou hétéro). D'autant que la finalité de ces deux sortes de couple me semble fondamentalement différente. Le désir de vivre en couple est un désir singulier dont il est difficile de parler de manière générale. J'ai l'impression que l'on ne peut pas avancer dans la réflexion sur la spécificité du couple homosexuel, si on ne sort pas de cette manie d'opposer homo et hétéro, comme de vouloir mélanger la reconnaissance sociale (point important) et qui ce qui est de l'intime, du désir personnel. Le couple est du domaine singulier, même si le social compte puisqu'un couple homosexuel est isolé.

Marie-Jo Taboada : Je rassure tout le monde, dans la famille il n'y a pas que du chiant. Il est vrai que lorsque l'on se marie, on entre dans la grande famille qui va permettre de perpétuer le nom, et bla-bla-bla. Tout cela fonctionne encore, et en impressionne certains. Les parents et beaux-parents se rencontrent afin de préparer ensemble un magnifique mariage avec tout le tralala, et tout le monde est très content. Sauf que le mariage est un mythe absolument contre-nature puisque vous avez les trois sortes de familles qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Bref le mariage est célébré, et vous avez un joli couple installé dans la dignité de la société des gens mariés qui vont avoir des enfants. C'est vrai que jusqu'à présent, bien qu'il y a des différences selon les familles, il n'y a eu aucune annonce de mariage grandiose de deux hommes ou de deux femmes, où les deux familles ravies de se rencontrer ensemble vont faire la fête. Mais je ne désespère pas.....

X : Sauf que dans les pages du *Monde* vous avez des couples qui annoncent leur PACS.

Marie-Jo Taboada : Quand on lira " Monsieur et Madame Machin sont heureux de vous annoncer le mariage de leur fils avec Robert ", il y aura eu une grande avancée. La grande difficulté est la banalité de la famille (comme ces terrifiants repas dominicaux). C'est bien de cela que le couple homosexuel peut souffrir. D'autant plus que si les parents pensent le bonheur de leur fils ou de leur fille, il faut que les beaux-parents travaillent la question. Mais comme il y a les grands-parents et tante Ursule, le fils vient sans Robert. Il a le choix entre aller voir ses parents seul (faute de devoir comme à chaque fois recommencer les discussions), soit vous provoquez un clash avec la famille. C'est bien ce qui peut fragiliser le couple, car à un moment donné il se trouve écartelé entre l'amour pour sa famille et son amour pour Robert. Ne pas pouvoir banaliser son couple avec Robert l'oblige à ne pas pouvoir se reposer sur une espèce de pratique routinière de la famille. Toutes les familles ne peuvent pas fonctionner dans la totale reconnaissance du couple homo en leur sein, cela demande trop d'effort. Et comme on préfère ne pas le penser, on préfère ne pas les voir.

Thierry Ruiz : C'est bien la question du rapport à la visibilité. Il y a des couples où l'un des deux quand il rend visite à sa propre famille, il le fait seul, ou pire ne le dit pas à son compagnon. Il reste dans le non-dit. Ce qui à terme fini par poser des problèmes au sein du couple, parce qu'être présenté comme simplement un copain, un ami est le type même de la situation qui fini par brouiller tous les rapports. Dans un couple hétéro, quand Robert amène une fille c'est évident qu'ils couchent ensemble.

Marie-Jo Taboada : Supposons un couple où l'un des deux aurait parlé à sa famille contrairement à l'autre. Nous avançons tous, mais pas à la même vitesse. Et celui qui a parlé de son couple à sa famille n'a de cesse d'obtenir de son compagnon qu'il fasse la même chose. Avec une sorte d'intolérance épouvantable, alors que l'autre ne peut pas le dire. Il y a la théorie (ce qu'il faut faire) et la réalité des choses (ce que l'on fait ou ce que l'on peut faire). Cette situation peut à terme provoqué un clash. Tous les couples ont des moments difficiles. D'ailleurs aujourd'hui nous vivons trop vieux pour que les couples durent toute une vie.

Thierry Ruiz : Lorsqu'un couple hétéro clash, il dispose de l'aide de conseillers conjugaux. Mais dans le cas d'un problème personnel comme celui-ci, ce n'est pas un conseiller conjugal qui

Nicole Roussel : Personne ne va voir un conseiller conjugal. Les gens se tapent sur la gueule, puis ils divorcent ou se réconcilient. Des gens qui se disent thérapeutes de couples, racontent les gens qui viennent les consulter, viennent les 2 ou 3 premières fois en couples, puis après un des deux continue à venir en thérapie. C'est un moyen de savoir où on en est dans son couple, de savoir ce qui va et ce qui ne va pas. Très peu de ces thérapeutes arrivent à sauver des couples. Très peu de gens disent avoir tel problème, en général ils cherchent un moyen d'exprimer ce qui ne va plus, et de se le dire à eux-mêmes. Et une fois où cela a été formulé, soit cela va mieux (et j'ai l'impression que le conseiller n'y est pas pour grand-chose), soit le plus souvent le couple finalement se sépare.

Marie-Jo Taboada : Souvent se sont des situations, des gens quelque peu tordus, des "tu vas voir, le docteur va dire que j'ai raison". Et se pose au docteur la question de savoir comment se taire pour que ces propos ne soient pas mal utilisés. En général les gens cherchent chez le professionnel la confirmation de ce que l'on essaie désespérément de prouver à l'autre. Et comme ce n'est pas ce qui se passe, ils sont donc frustrés dans leur attente et ne reviennent pas. Ou peut-être, ils se disent que finalement il y a comme une sorte de miroir qui renvoie la balle, et qui fait que quelque chose peut se passer, se résoudre. Mais généralement c'est des histoires assez tordues.

Thierry Ruiz : Bien, là-dessus je propose de clôturer ce débat. Merci à toutes et à tous.

Daniel Welzer-Lang : Si la clef de ce débat est bien la question de l'homoparentalité, il me semble intéressant d'examiner l'histoire de chacune des commissions politiques ici présentes. Etudier comment elles sont apparues, et pourquoi. Ensuite, nous verrons quels angles d'attaque chacune ont choisi pour aborder différents problèmes comme l'homophobie, l'égalité des droits ou l'homoparentalité. Ainsi que de la façon dont en interne ces questions ont été et sont abordées.

Catherine Lebrun : Bonsoir, je représente aujourd'hui la Ligue Communiste Révolutionnaire. Dans l'effervescence de l'époque (en 1977) s'était créé une commission homosexuelle. Puis pendant 15 ans il n'y eut absolument aucune réflexion sur ces questions. Et il y a environ trois ans, nous avons remis sur pied une commission nationale des homosexualités. Cela signifiait non pas de partir de zéro puisqu'il y avait l'acquis de 1977, mais il y avait une perte de mémoire. Nous devons faire à nouveau travailler la Ligue sur ces sujets comme de la faire participer à différents événements, notamment les débats sur le PACS. Nous avons commencé modestement (nous ne sommes pas très nombreux) en faisant en sorte que la Ligue participe aux *LGP*, puis nous avons essayé de réamorcer un travail de réflexion sous forme de critique sociale (droits à conquérir, ordre hétérosexuel, lutte homosexuelle/féminisme). Nous allons essayer de produire une réflexion, y compris en puisant dans celles des autres formations politiques qui y ont travaillé.

Il faut avoir conscience que dans les formations d'extrême gauche (et de gauche aussi, j'imagine) la tradition de la pensée révolutionnaire c'est, malheureusement, d'avoir comme unique fil conducteur la lutte contre le capitalisme. La lutte contre les oppressions est souvent considérée comme un terrain secondaire. C'est aussi valable pour le combat des femmes. Il importe de faire comprendre aux militants que tout combat est d'égale valeur, que ce soit contre le capitalisme ou contre toutes les formes d'oppressions.

Michaela Frigiolini : Bonjour, je suis membre de la commission homo du Parti Communiste. Au PC, nous ne sommes pas très éloignés de ces préoccupations. Certes dans les années 70, le Parti est passé à coté du mouvement des femmes. On avait alors Duclos qui jetait les gouines et les pédés dehors. Le cheminement a été long, très long. Mais depuis trois ans, il existe au sein du PC une commission homosexualité.

La façon dont elle a vu le jour est l'aspect le plus intéressant de l'histoire. Au milieu des structures qui après la chute du Mur de Berlin (tout en n'abandonnant pas cette mythique question de l'exploitation capitaliste) certains se sont évertués à trouver d'autres axes de réflexion. Et c'est cette recherche qui a permis que des questions portées par des individus se fassent jour. C'est donc la recherche de quelques membres du Parti, et non pas un quelconque comité central qui fit que la question homosexuelle fut reprise au niveau des instances nationales. La bataille sur le PACS nous a aidé (et l'ensemble de la Gauche) en posant la question de l'utilité d'un parti politique, quand le PC croyait être le détenteur de cette avant-garde révolutionnaire qui sur son passage aurait fait terre brûlée de tous les malheurs du monde.

Notre réflexion s'est tout de suite attachée à cette question de la famille et plus particulièrement sur la question de savoir si la Gauche (et pas seulement le Parti Communiste) est en mesure, aujourd'hui, de réellement penser la société. Et bien sûr pour tout ce qui est domination et discrimination. Une des grandes polémiques que nous avons eu à propos du PACS fut de savoir si les couples homosexuels pouvaient rentrer dans le concept même de famille. C'est un travail qui n'est pas facile, il y a des réticences. Néanmoins on arrive aujourd'hui à affirmer, sans trop de problèmes, c'est que si nous nous posons la question de l'égalité des droits, on se pose inévitablement la question de l'égalité sexuelle. Est-ce que l'hétérosexualité n'est pas une forme de structuration sociale dominante, et comment s'y prendre pour s'attaquer à cette forme dominante ? Et pour le coup, la famille rentre en ligne de compte, pas en tant que question séparée mais en tant que question qui interroge l'ensemble de la problématique de l'égalité. A ce jour notre réflexion en est là. Evidemment sur tout ce qui concerne la lutte contre l'homophobie, tous les partis ont fait des propositions de lois, tous sont aujourd'hui assez d'accord pour dire que se serait bien s'il y avait quelque chose. Cependant, nous pensons que l'on ne peut pas lutter contre l'homophobie si dans le même temps nous n'avons pas une analyse de déconstruction des modes de fonctionnement sociaux dominants, et notamment la famille et le modèle de production socioculturel hétérosexuel, le modèle hétéro normé.

Pierre Serne : La commission gay et lesbienne des Verts est une problématique assez inverse de par son histoire à ce qu'il vient d'être dit, en ce sens où durant les années 70 les Verts n'existaient pas. Les Verts se sont créés par agrégation d'un certain nombre de petits mouvements ou d'individus qui durant ces années s'étaient structurés autour de luttes très diverses et notamment des luttes féministes ou de revendications homosexuelles. Ainsi se sont retrouvés un certain nombre d'hommes et de femmes, d'homos, d'hétéros très sensibilisés sur ces questions d'oppression et plus particulièrement contre les formes d'oppression hétérosexuelle. La commission nationale sur les questions homosexuelles date de 1989 (les Verts se sont créés en 1984) et relancée dans sa forme actuelle en 1995. Chez les Verts, les commissions nationales sont des organes statutaires du parti extrêmement importants qui ont un rôle (défini par statut) de production programmatique et argumentaire pour l'ensemble du mouvement. Il existe une quinzaine de commissions nationales, la commission gay et lesbienne à la même importance que la commission économique, santé ou autre. Sa création fut validée par le "parlement" du parti. Chaque année, cette commission a un rapport à remettre devant ce "parlement", sans compter qu'elle est systématiquement sollicitée lorsque les Verts doivent produire un programme. Par exemple, nous avons beaucoup travaillé lors des élections européennes sur un certain nombre de propositions qui firent l'objet de plusieurs chapitres du programme des Verts. De la même façon nous travaillons actuellement sur un certain nombre de propositions à introduire au niveau local (dans les programmes municipaux) des différents candidats Verts.

Chez les Verts il n'y a jamais eu de problème d'insertion de revendications homosexuelles au sein d'un programme politique. Là encore, la situation est inverse, puisque chez nous il est plus difficile de faire prendre conscience de l'importance de la lutte contre le capitalisme que de la lutte contre les discriminations ou autres formes d'oppressions. De ce point de vue, le combat des gays et des lesbiennes va de soi. A tel point que certains considèrent qu'il n'y aurait en fait pas besoin d'une commission homo, puisque cela fait partie de choses plus vastes qui tournent autour de la lutte contre les différentes formes d'oppression, comme de la lutte pour les droits des minorités. Nous avons l'habitude de dire et d'entendre que le projet global (l'écologie politique) est finalement quelque chose que l'on peut résumer par la formule "La diversité et le pluralisme plutôt que le conformisme et l'uniformité". Bien évidemment, c'est un refrain plus connu en matière d'environnement (pour la biodiversité contre l'uniformisation des cultures....), mais de la même façon nous sommes aussi pour la plus grande diversité, la plus grande pluralité culturelle comme des modes de vie. Là encore nous n'avons pas de difficulté à s'insérer dans ce projet global qu'est l'écologie politique.

Nous ne sommes pas aussi nombreux qu'on aimerait l'être, notamment au niveau régional. Cependant nous travaillons quand doit être produit des programmes politiques, sans compter tout un travail de sensibilisation aux questions homosexuelles au sein des Verts, et faire que nos députés défendent un certain nombre d'amendements que nous souhaitons voir adoptés rapidement. Par exemple, en dehors du projet de loi déposé par Noël Mamère sur l'homophobie, nous avons fait porter par Yves Cochet (lors de la discussion de la loi de reprogrammation budgétaire 2000) plusieurs amendements afin de revenir sur les délais imposés par Bercy à propos du PACS, amendements qui n'ont pas passé le cap de la Commission à l'Assemblée.

Actuellement, à l'intérieur de la commission nationale et des Verts en général, les questions sur la lutte contre l'homophobie et sur la pénalisation de l'homophobie, ainsi que les questions traitant l'homoparentalité, toutes ces questions qui interrogent la société sont discutées. C'est un sujet qui est probablement l'un des plus difficile à faire endosser par le mouvement et à porter sur le devant de la scène du fait que cela touche à des choses qui suscitent de nombreuses réticences chez les hétéros, voir chez certains homosexuels. Au sein des Verts, le débat loin d'être tranché est aujourd'hui lancé. Il est en bonne voie sur les questions d'adoption, moins sur des questions comme la procréation médicalement assistée.

A l'heure actuelle, la position des Verts se rapproche des déclarations de Daniel Cohn-Bendit, c'est à dire qu'on ne peut qu'être pour l'égalité des droits et qu'en conséquence il se battra au Parlement Européen afin d'avancer les choses en matière d'égalité des droits pour les questions d'adoption et globalement celles traitant de l'homoparentalité. Même si, à titre personnel, il s'interrogeait sur le fait de savoir si c'était la meilleure chose pour un enfant, dans la société où aujourd'hui nous vivons et où demeure une certaine homophobie chez les jeunes et notamment les enfants, que d'avoir deux papas ou deux mamans. C'est son point de vue, mais c'est aussi une attitude assez classique chez nous.

Et c'est l'un des gros travaux de la commission homo pour les mois et les années qui viennent, que de mettre sur la table le débat sur l'homoparentalité, et proposer que soit prise en compte cette nouvelle forme de parentalité dont la société actuelle, celle d'aujourd'hui, fournit bien des exemples. L'homoparentalité est déjà une réalité sociale, à nous de participer à ce que cela soit mis sur la place publique puis devienne une réalité débattue et enfin acceptée. Nos porte-paroles se sont fait l'écho d'un certain nombre de positions de la commission, ce qui n'avait pas été vraiment validé par l'ensemble du mouvement. De ce point de vue là, on peut dire nous avons une oreille plus ouverte que ce que nous pourrions faire globalement valider par le mouvement. Pareil sur les questions d'homophobie et celles relatives aux suites à donner au PACS, puisque nous étions de ceux qui étant pour le PACS n'en étaient pas moins critiques à son sujet.

X : Je voudrais connaître les positions des différentes commissions ici présentes vis-à-vis du PACS, ainsi que la façon dont elles comptaient l'aborder. Je voudrais également savoir si le texte de loi en l'état les satisfaisait, quelles sont les principales critiques qu'elles formulent. Pareil vis-à-vis d'une loi criminalisant l'homophobie et le sexisme.

Catherine Lebrun : Je dirais que nous sommes face à un double défi. D'abord, la bataille sur l'égalité des droits est une bagarre élémentaire, normale qui ne porte pas seulement sur les questions purement homosexuelles. Le deuxième défi est de redessiner un projet de société. Il me semble que l'ensemble des mouvements sociaux sont confrontés au problème d'être en manque de définition d'une société libérée des oppressions. Par exemple, lorsque nous avons parlé du PACS, à plusieurs reprises nous avons évoqué la nécessité de se bagarrer pour les droits individuels et non pas des droits liés au fait de vivre en couple, ainsi qu'une critique sociale des institutions telles qu'elles sont (comme le mariage). A ce niveau, nous avons les uns et les autres du chemin à parcourir, un chemin difficile et complexe. Nous ne devons pas nous enfermer dans la simple demande d'une égalité de droit, mais aller plus loin en remettant en question l'ordre hétérosexuel et patriarcal. Ceci doit être pour nous une réelle préoccupation, un combat réellement fondamental à mener et important d'avoir en tête. Une fois que les droits seront acquis, nous nous apercevrons que cela ne sera pas suffisant et qu'il y aura encore beaucoup de chose à changer. La question des droits n'est pas la solution universelle.

A l'époque, nous avons eu des débats sur le PACS tel qu'il était alors proposé. Le PACS est certes une réelle avancée puisqu'il permet une reconnaissance sociale des couples homosexuels, mais par ailleurs il suscite des critiques et aussi des réserves, comme la question des délais (cette histoire de trois ans pour l'imposition commune). Nous avons également débattu de l'utilité de créer le PACS plutôt que de donner l'accès au mariage aux couples homosexuels. Car, en fait, il n'y a aucune raison valable qui justifie une telle inégalité d'accès pour toute une catégorie de la population à un droit donné, même si le mariage n'est pas la panacée. C'est pourquoi, tout en se battant pour l'égalité de droit (entre homos et hétéros), il faut avoir en parallèle une attitude critique vis-à-vis du mariage. Et à propos de la loi contre l'homophobie, cela paraît élémentaire qu'il y ait une telle loi, comme il y a une loi contre le racisme. Mais elle serait loin d'être suffisante, sachant qu'au sein des institutions il y a aussi des bagarres nécessaires à mener comme le séminaire sur l'enseignement⁰ nous a montré que la norme hétérosexuelle règne en maître à l'école. Nous faisons partie des mouvements sociaux et des organisations syndicales, à ce titre il faudrait mener (indépendamment de notre appartenance politique) au sein des institutions des bagarres afin que ces questions soient reprises en charge par ces mêmes institutions. Il existe plein de terrains en friche qu'il nous faudrait investir.

Je termine sur la question du mouvement des femmes, du lien entre féminisme et combat homosexuel, il est évident que les lesbiennes se sont beaucoup investies dans le combat féministe alors qu'il n'y a pas vraiment eu de retour d'ascenseur (de la part des femmes féministes). Et encore aujourd'hui, même si cela est un peu moins conflictuel, et là aussi ce sont les mouvements au sein desquels il faut mener une bagarre commune pour le droit des lesbiennes. Ceci pour dire qu'il y a une lutte permanente, transversale, partout où nous sommes, à quelque niveau que ce soit. Une lutte pour l'égalité des droits assortie d'une critique sociale des institutions hétérosexistes, normatives et donc par nature oppressives.

Michaela Frigiolini : Une éventuelle loi contre l'homophobie ne permettrait d'éviter que les dérapages les plus grossiers. Encore une fois, on se retrouve face à un choix fondamental au sein de notre démocratie représentative tel que nous la vivons aujourd'hui, à savoir utiliser l'arme juridique (ce qui signifie utiliser la puissance symbolique de la loi, ce qui n'est pas rien) comme nous l'avons fait avec le PACS, ou bien de faire autre chose. Aujourd'hui, aucun homosexuel ne peut se porter partie civile lorsque les homosexuels dans leur ensemble sont insultés. Avoir une loi qui sanctionne de tel propos est important, car dans le cadre public la prise de parole est une prise de pouvoir. Et dans ce type de situation, il faut avoir une réponse de même hauteur.

En ce qui concerne le sexisme, ce n'est toujours pas le cas. C'est bien évident que cela doit l'être. Mais une loi ne suffit pas, il y a toute la question de la prévention qui rentre en ligne de compte. Prévention que l'on peut aborder par le biais social avec les syndicats et autres organisations, ou bien en mettant en place une sorte d'organe indépendant de prévention sur les questions de discrimination pouvant proposer des campagnes de prévention (à condition qu'elles soient intelligemment faites et fréquentes). Il existe des gens qui disent que l'on ne va pas porter plainte contre un enfant qui dit "sale pédé". Nous savons pertinemment que là n'est pas le problème, contrairement au cas de cet évêque de Strasbourg qui à l'inverse des militants qui avaient protesté contre ses propos homophobes ne fut pas sanctionné.

⁰ Pages 132 à 144

L'homosexualité est un révélateur d'une situation d'inégalité sociale. Mais comment arriver à définir ce que l'on entend par une société sans oppression si on ne combat pas les différentes formes de discriminations et d'oppressions ? La grande justification des partis de gauche (comme du mien) fut de dire que la parité est légitime parce que les femmes représentent la moitié de l'humanité. Si encore une fois on se contente de prendre par le petit bout de la lorgnette ce genre de question, toute la portée progressiste et égalitaire de la chose est complètement minée. Nous avons intérêt à avoir une pensée critique très poussée sur ces systèmes sociaux qui se reproduisent. La réaction de Daniel Cohn-Bendit est certes personnelle, mais en aucun cas épidermique. C'est une réaction suffisamment théorisée pour qu'aujourd'hui nous puissions dire que la société, l'humanité est basée sur le principe masculin et féminin. Ce n'est pas une réaction épidermique parce qu'avoir comme préalable de réflexion ce genre de structure sociale en tête signifie assez clairement une volonté de rechercher des rails, des normes.

Ce n'est pas un hasard si la position des femmes dans cette société est encore mise à mal. Et il me semble assez évident où nous mènent ces théories pseudo anthropologiques. Il est important de réfléchir de façon à faire avancer la société. C'est pourquoi il est intéressant que nous arrivions les uns et les autres à ne pas éviter les questions, à ne pas les segmenter. La question d'une solution économique différente ne se pose pas juste en tant que critique du capitalisme (cela fait 50 ans que ce refrain est connu) mais en terme de domination. Comment cette société utilise, voir conforte l'ensemble des dominations ? Au PC on ne peut pas faire l'impasse sur ce genre de question. La réflexion n'est pas au point, mais personne ni aucun parti ne peut aujourd'hui aller vraiment vers une société révolutionnaire ou différente. C'est une question de choix. On ne peut pas envisager la question de l'égalité des droits et se désintéresser de la façon dont la société actuelle reproduit ces différentes formes de dominations.

Sur les questions de l'après-PACS, le PC avait déposé toute une série d'amendements. Certains sont passés, comme celui relatif à la spécification du fait que le PACS soit ouvert aux couples de même sexe ou de sexe différent. Cet aspect nous tenait très à cœur, parce qu'encore une fois soit le cadre législatif était suffisamment précis, soit on interrogeait la Cours de Cassation sur la notion de concubinage et de couple. Les questions de précision sémantique sont importantes, et bien évidemment la question sur laquelle nous continuons à nous battre aujourd'hui (avec tous les moyens à notre disposition) c'est celle des contractants étrangers. Si l'on considère le PACS tel qu'il est, nous ne pouvons que penser qu'il est pire qu'insatisfaisant parce qu'on voit bien qu'il introduit un certain nombre d'inégalités. Finalement toute la question était d'éviter à tout prix que l'on puisse confondre PACS et mariage. Du coup on ne parle même pas des questions d'imposition fiscale, des ressortissants étrangers, ou d'adoption puisqu'elles sortent un peu du cadre. Mais le fait que les hétérosexuels aujourd'hui ont droit au mariage, au concubinage et au PACS indique que le PACS nous permet malgré tout à terme de nous amener jusqu'à l'égalité des droits. Cependant le PACS en l'état peut se révéler dangereux. D'où l'idée d'une rapide proposition de loi contre l'homophobie. Nous avons toute une série de batailles communes à mener sur des améliorations nécessaires, sur la fiscalité notamment (ce qui ne devrait pas être trop dur à obtenir). Mais on constate que tant que l'on ne touche pas aux questions symboliques on peut à la rigueur obtenir quelque chose, mais dès l'instant où on touche au socle de cette société nous sommes face à de sérieuses réticences. Tout à l'heure a été prononcé le terme d'utopie, j'ignore si c'en est une, mais dans les faits, et bien que le calendrier électoral soit ce qu'il est, on compte arriver à pouvoir parler de cette question de famille et d'adoption à la rentrée prochaine.

X : les Verts, la LCR et le Parti Communiste se rendent-ils compte que lorsque dans la rue deux femmes se tiennent par la main il y a une acceptation implicite de l'homosexualité féminine, alors que deux mecs qui s'embrassent posent problème ? Avez-vous une réflexion, politique, sur ceci ? Vous parlez de la lutte pour les homosexuels et les féministes, mais il me semble qu'en certains endroits, qu'en certaines circonstances, les femmes sont privilégiées par rapports aux mecs.

Michaela Frigiolini : Sur cette question d'une soi-disante tolérance, c'est affligeant de voir comment cette tolérance en fait est une sorte de silence, de non-dit, plutôt qu'une réelle visibilité, qu'une réelle tolérance. C'est encore plus frustrant d'être avec sa copine, de la tenir par la main quand les gens ne te voient pas. Le problème de cette "tolérance", telle que moi en tant que femme je la vis, est bien celle du silence, d'une certaine optique dans laquelle les femmes ne sont pas vues. Je prends un exemple facile, le film "*Baise-moi*" pose problème parce que pour une fois c'est le désir féminin et la confrontation entre la violence et le sexe qui est vu par une femme. Et c'est bien cela qui pose problème. Le désir masculin, quel qu'il soit, est visible alors que celui d'une femme n'existe pas. "*Baise-moi*" n'a été classé "X" que pour cette raison. Quant à la qualité même du film, peut importe, ce qui est réellement important c'est que le film dérangeait parce que les femmes étaient actrices d'une histoire. Il y a de nombreuses lesbiennes qui aujourd'hui souhaitent que l'on parle de "lesbophobie", qui se plaignent que la scène homosexuelle soit surtout masculine, gay. La problématique de la visibilité et du silence est très liée aux femmes, et encore plus aux lesbiennes. Demandez aux hétéros (aux mecs hétéros) l'idée qu'ils ont de la sexualité lesbienne, la plupart vous dirons qu'elle n'existe pas.

X : Depuis le début de la semaine, nous avons beaucoup parlé d'éducation. Actuellement en France, c'est le flou le plus total en ce qui concerne l'information sur la réalité homosexuelle en milieu scolaire. Nous avons vu "Tout le monde est différent," film italien très intéressant parce que le gouvernement de la région de Milan fut contacté par des associations homos et aussi par une association de parents homosexuels qui ensemble dirent qu'il était anormal qu'il n'existe pas d'information sur le fait d'être homosexuel, et qu'ils voudraient que les parents d'enfants homos puissent se sentir soutenus, puissent être aidés. Alors, on aimerait que ce genre d'initiative ait lieu en France, et que selon le principal de collège il n'y ait pas de blocage. Ceci passe par des mesures au niveau de l'Education Nationale, des ministères, des députés. Il faut qu'il y ait une véritable information sur ce sujet.

Pierre Serne : Nous sommes bien évidemment pour que l'homosexualité et la diversité des orientations sexuelles et familiales soit abordée à l'école. Au début de l'année, Ségolène Royale à la surprise générale a sorti une circulaire demandant aux établissements scolaires d'inclure dans le programme relatif à l'éducation sexuelle, une véritable information sur l'homosexualité et l'homophobie. Mais on sait très bien que tout cela dépend du chef d'établissement et de chaque enseignant. Pour ce faire, nous demandons l'aide des associations. Dans le cadre des élections européennes, nous avons réussi à imposer tout un paragraphe sur l'éducation aux différentes formes de sexualité et de vie familiale. Et à nouveau pour les élections cantonales et municipales, nous demandons à travers l'ensemble de nos candidats, qu'aussi bien les mairies dont dépendent un certain nombre d'établissements scolaires que les Conseils Généraux dont dépendent une autre sorte d'établissements certainement encore plus concernés par ce type de question, que ces administrations rentrent en contact avec les associations (souvent mieux qualifiées) afin de mener des actions à visée éducative dans les collèges et les lycées sur ces questions autour des sexualités différentes et modes de vie familiale différents. Encore une fois, c'est au niveau local que cela sera ou non appliqué, mais nous espérons tout de même que ce sera porté par le plus grand nombre, et qu'à terme cela finira par rentrer dans les mentalités. Que cela ne sera plus quelque chose d'extraordinaire qu'une association homosexuelle, et pas forcément sur la question de la prévention du sida (puisque c'est bien souvent le seul biais par lequel les associations gays et lesbiennes entrent en contact avec les institutions) s'exprime au sein de l'institution éducative. C'est ce que l'on disait tout à l'heure, une loi c'est très bien mais tant que de telles initiatives ne seront pas relayées au niveau local, nous serons loin d'avoir gagné la partie.

Je voudrais rapidement revenir à ce que j'ai dit tout à l'heure, je crains de ne pas avoir été compris. Daniel Cohn-Bendit ne disait pas qu'il faille des normes masculin/féminin, mais plus simplement que c'est un discours, un cliché tellement diffus, commun, malgré tout encore dans la société qu'il craignait que pour un enfant ce soit difficile à porter d'être l'enfant d'une famille homoparentale. Il ne reprenait pas ce discours à son compte, mais constatait qu'en l'état actuel des choses il était de l'intérêt de l'enfant de s'interroger sur cette question.

Michaela Frigolini : Il me semble qu'il y a une part de responsabilité de la part des acteurs sociaux. On ne peut pas non plus tout renvoyer à l'Etat. Il faut faire attention à cet aspect, parce qu'une telle attitude déresponsabilise ceux et celles qui devraient être porteurs, acteurs. Je pense aux enseignants, car comme les organisations syndicales ils doivent être novateurs et ne pas tout attendre de l'Etat. Je voulais vraiment attirer notre attention sur cette question qui me semble en fait primordiale.

Et par rapport aux propos de Cohn-Bendit, c'est quelque chose que l'on entend souvent. Je renvoie à un interview remarquable d'Eric Fassin dans le dernier numéro des *Inrockuptibles*, où il dit qu'au nom d'une discrimination sociale on perpétue des discriminations légales. Il me semble qu'il est important de faire très attention à cette question, d'autant qu'il convient d'y réfléchir. Nous y travaillons avec les syndicats, plus particulièrement la CGT, parce qu'ils sont eux aussi dans une démarche d'interrogation de la société. Je me permets une petite parenthèse avec l'exemple italien qui je crois devrait nous éclairer. Là-bas, la politique se vit différemment, vu l'atomisation de l'Etat italien. De ce fait, il y a un régionalisme très important (encore plus qu'en France). Aussi certaines régions travaillent beaucoup avec les associations, pas du tout avec l'Etat, peu avec les syndicats. Ainsi, le Ministère des Egales Opportunités (telle est l'appellation officielle) a signé il y a maintenant près de deux ans une convention qui permet sur de telles questions l'intervention des associations homos dans l'enceinte des écoles. Mais c'est un cas particulier. Les syndicats, le corps enseignant doivent être parti-prenante dans cette histoire, parce qu'il en va de la qualité même de l'école. Aujourd'hui c'est l'ensemble du système qui pose problème, et c'est pourquoi il me semble qu'il est fondamental de donner la possibilité à des interventions extérieures d'avoir lieu. Même s'il ne faut pas non plus que l'enseignant soit considéré comme celui qui a et qui doit avoir réponse à tout. Il est nécessaire de travailler sur l'axe syndicat/association.

Si l'Etat n'intervient pas directement dans les écoles, il faut qu'il existe une force plus qu'incitative, carrément coercitive pour que chaque établissement scolaire profite du même traitement. Nous avons vu avec le sida combien cet aspect est important. Et encore une fois, travaillons en direction des proviseurs et des programmes. On ne peut pas traiter les questions de la sexualité comme une forme d'épanouissement personnel, et éviter de remettre à plat les programmes qui comportent de graves lacunes en la matière.

X : Nous pouvons regarder l'expérience des 15 dernières années durant lesquelles le sida a été abordé à l'école, pour voir comment aujourd'hui aborder toutes ces questions relatives à la sexualité et à l'homosexualité en particulier. Que les politiques se déchargent sur les associations revient à ne pas prendre en compte sa propre responsabilité politique. Il y a sur ce point toute une réflexion à avoir, car en fait il y a peu d'associations homosexuelles capables de mener un tel travail. La stratégie politique pour faire avancer toutes les questions liées à l'homosexualité doit d'abord passer par la lutte contre l'homophobie. Un peu comme se donner les armes contre d'éventuelles attaques lors de futures discussions à propos de l'amélioration du PACS, de l'homoparentalité et autres sujets.

Aussi, quelle stratégie comptez-vous adopter afin de mener ces futurs combats politiques ? Pourquoi ne pas demander aux maires de pouvoir signer des PACS en mairie ou travailler à l'éventuelle adoption par des gays et/ou des lesbiennes ? Il me semble qu'il y a comme une frilosité (style : on va se retaper la Boutin) que le monde politique n'a pas envie de mener d'autres batailles. A travers tout le discours que l'on entend aujourd'hui, on pourrait oublier que les politiques ont trouvé l'argument de l'homophobie et qu'ils ne veulent plus parler que de ça, tant qu'ils n'auront pas réglé ce problème, comme si finalement ils avaient eux-mêmes besoin d'une loi pour tenir un discours vis-à-vis de leur électorat notamment.

Pierre Serne : Personnellement je ne sais pas quoi répondre. Je n'y avais jamais pensé en ces termes. Je ne suis pas persuadé qu'une loi pénalisant l'homophobie permettrait d'avancer sur les questions de l'après-PACS. Maintenir le délai de 3 ans ne serait pas taxable d'homophobie. Quant à la signature en mairie, cela ne dépend pas des maires. Ceci dit, nous continuons à réclamer en attendant que la loi évolue que les maires organisent des cérémonies symboliques comme cela se fait pour les reconnaissances officielles de concubinage. A mon sens, la dernière chose qui sera obtenue sera justement cette question de la signature en mairie. Parce que c'est la mesure la plus symbolique, celle qui fait hurler tous ceux qui disent et redisent que le PACS met à mal l'institution du mariage. C'est bien évidemment la mesure que l'on obtiendra parmi les dernières, sinon la dernière, mais en attendant nous continuons à réclamer un certain nombre de choses.

Si en ce moment nous militons pour une loi contre l'homophobie, c'est parce que l'idée d'une telle loi est en train d'être débattue au Parlement Européen, et que nous nous sommes dit que c'était une excellente occasion (puisqu'il va falloir harmoniser les législations des différents pays européens) que la France en profite pour prendre les devants avant que rentre en application le fameux article 13 du traité de Maastricht et un certain nombre de textes anti-discriminatoires prenant en compte l'orientation sexuelle. C'est pourquoi notre proposition de loi, nous l'avons travaillé avec nos députés nationaux et européens, pour qu'il y ait harmonisation, afin que l'on ne soit pas obligé d'y revenir dans un an ou deux parce qu'il faudrait les réadapter au droit européen. Et notamment tout ce qui concerne le droit du travail, nous demandons un complet toilettage de la législation française (qui de toute façon devra être fait quand la législation européenne sera passée). Et relativement à toutes les questions liées aux discriminations, mêmes quand il existe des lois la question est la charge de la preuve. Aussi nous demandons sur ce point précis que dans le droit du travail (où une telle chose est particulièrement difficile à prouver) que la charge de la preuve ne soit pas pour l'employé, mais que ce soit l'employeur qui doive prouver qu'il n'a pas discriminé son employé en fonction de son orientation sexuelle.

Tout ceci pour dire que cette question est l'un des éléments de notre démarche militante, et qu'en même temps nous continuons de travailler en interne et en externe sur plein d'autres questions. En fait, c'est plutôt une question d'opportunité, de calendrier. Il me semble que de toute façon, depuis la brèche ouverte malgré tout dans l'agenda politique par le PACS, il est évident que c'est une question qui ne quittera désormais plus l'espace politique. N'oublions pas que tous les partis politiques disposent de *niches* où il est possible d'amener à la discussion parlementaire des projets de lois qui ne sont pas présentées par le gouvernement. Cependant étant donné que nous faisons parti d'un groupe parlementaire (nous sommes trois mouvements dans le même groupe), cela diminue d'autant l'espace dont nous autres les Verts nous disposons, mais nous avons tout de même réussi en tant que commission gay et lesbienne des Verts à faire que la *niche* parlementaire des Verts soit cette année occupé par cette proposition de loi relative à l'homophobie.

X : Par rapport à l'idée d'intervenir justement lors des municipales, j'aurais pour ma part d'autres idées d'intervention. Intervenir dans les écoles c'est quelque chose de très intéressant, mais une fois que c'est fait il faut regarder ce qui se passe. Notamment, quels sont les moyens dont disposent les associations pour accueillir les gens ? Parce que c'est bien beau de dire à un jeune qu'il n'y a pas de honte à être homosexuel (c'est d'ailleurs fondamental) encore faut-il pouvoir lui indiquer des associations auxquelles s'adresser, si besoin. Je constate qu'aujourd'hui encore il y a beaucoup de villes qui ne disposent pas de lieu d'accueil associatif homosexuel. Lorsque l'on est jeune et homosexuel, si on veut rencontrer d'autres jeunes homos, il y a souvent pas grand-chose d'autre que les bars, boîtes, backrooms et autres lieux de dragage. Pour les filles, il y a de temps en temps un bar lesbien, et encore. Il me semble que ce serait une idée à creuser.

X : Il y a déjà eu une expérience politique en ce sens, une fédération des lieux associatifs gays grâce à Jack Lang, en 1981 je crois. Ces lieux ont disparus non pas par volonté politique, mais du fait de la désertion des adhérents. Et puis, j'en profite pour dire qu'il faudrait arrêter d'utiliser l'argent du sida pour faire fonctionner les associations gays et/ou lesbiennes, il faut qu'elles soient clairement subventionnées en tant que telles, en tant qu'associations homosexuelles.

X : D'accord, c'est vrai. Mais à la limite je ne demande même pas de subventions. Quelque part je n'en veux pas. Si, vraiment.... L'association dont je fais partie fonctionne sans aucune subvention, et je crois que ça fonctionne assez bien. Même si on galère pour se réunir, pour avoir un local. Certes, subventionnés on pourrait mieux fonctionner, mais en fait je n'en vois pas trop l'utilité. Même si je ne cracherai pas sur un local. Mais aujourd'hui je n'ai pas envie de cet argent. Peut-être qu'au sein d'autres associations les choses sont différentes.

X : Au cours des différents ateliers auxquels j'ai participé, de nombreux participants ont soulevé la question de la prévention. Il y a des choses qui doivent se faire en amont, par exemple à l'adresse des jeunes de banlieues⁰. Même si chaque fois on en revient à l'école. Il est de la responsabilité du gouvernement et de l'Etat de s'occuper du contenu des programmes scolaires. Il y a un cocotier à secouer, la Commission des Programmes (assez conservatrice, pour ne pas dire réactionnaire) est l'institution qui peut permettre une évolution de la part des éditeurs scolaires. Ces derniers mettront l'homosexualité dans les manuels, si telle est la décision de la dite commission. La défunte association *Aglæe* avait proposé des exemples de cours et d'exposés à partir de textes et d'affiches. C'est quelque chose qui peut être fait dès l'enseignement primaire.

Il me semble qu'il est possible d'adapter le travail de Ségolène Royale (on va pas cracher dessus), à savoir l'idée d'instituer la mise en place d'une information à la sexualité en 4^{ème} et en 3^{ème}. On peut se demander pourquoi seulement à ce moment, surtout qu'après cela disparaît du cursus scolaire et que c'est lorsque les jeunes deviennent sexuellement actifs qu'il n'y a plus rien. Et comme c'est deux heures sans plus de détail, cela peut être 2 heures durant la dernière semaine de juin. Il y a donc bien en la matière une responsabilité de l'Etat sur le contenu des programmes et sur la formation des enseignants. Parce que là encore il y a des cocotiers à secouer. Au cours de leur formation, il leur est présenté une école idéale qui ne correspond pas à la réalité, et pour ceux qui sont nommés dans les ZEP, il y a comme un choc plus que violent avec la réalité (qui n'étaient pas exposée dans les IUFM). Et pas seulement dans ce domaine, car en la matière il y a plein d'autres secteurs où il y a encore matière à travailler. Par exemple les assistantes sociales et les infirmières scolaires, ces dernières sont parfois dans un dénuement total parce qu'elles voient arriver des tas de trucs alors qu'elles ne sont pas formées pour les gérer. Il y a également tout un travail à faire en direction des syndicats d'enseignants et des fédérations de parents d'élèves.

Catherine Lebrun : Bien, suite à ce qui vient d'être dit je voudrais faire quelques remarques. A chaque fois que l'on parle du PACS, on dit qu'il faut changer le délai d'imposition fiscale commune. Encore une fois, on présente ceci comme une marque d'égalité. Et quand on demande pour les homosexuels les mêmes droits, les mêmes privilèges auxquels les gens mariés ont droit, ce n'est pas que l'on supprime les discriminations mais plutôt que l'on dépasse la frontière. Mais supprimer les discriminations entre couples homosexuels et couples hétérosexuels revient à garder voir à aggraver les discriminations entre les couples et les célibataires.

Ensuite à propos de l'homoparentalité, lors d'un débat extérieur je comprends que l'on puisse dire que l'homoparentalité pour les familles hétérosexuelles n'est pas forcément quelque chose de problématique, mais comme nous sommes entre nous, je crois que c'est le moment où jamais de se poser des questions, s'il y en a. Et dès que quelqu'un pose une question, il y a tout de suite sur le tapis le côté homophobe de la société (ce qui me met mal à l'aise). D'autre part, il faut bien distinguer les problèmes des enfants qui sont déjà là, des problèmes relatifs aux enfants qui vont arriver. Les premiers sont déjà élevés par des homosexuels, c'est une réalité. Et une des premières choses fondamentales à faire, outre de donner des droits, c'est de reconnaître légalement le lien qui existe entre l'enfant et la personne qui l'élève (que cette personne soit un homme, une femme, un compagnon, une compagne, peu importe). C'est un aspect qui nous paraît vraiment fondamental.

L'autre point important, c'est la question de l'adoption. Mais là encore, il s'agit d'enfants qui existent déjà. Pour ceux qui disent que les enfants ne doivent pas être élevés par des homosexuels, c'est vrai qu'il y a en France beaucoup plus de demandes d'adoption que d'enfants adoptables, mais en dehors de ce problème très précis, il s'agit d'enfants qui seront certainement plus heureux auprès de quelqu'un qui va les aimer plutôt que de demeurer dans une institution. Pour la question de la procréation assistée, au risque de passer pour homophobe, je reconnais que cela me pose problème. Pour les homos comme pour les couples hétéros. Peut-être que lorsque ces enfants auront grandi, nous nous apercevrons qu'il n'y a pas de problèmes, mais alors que les enfants s'interrogent sur leurs origines, je ne suis pas sûr que l'insémination artificielle ne soit

⁰ Pages 145 à 157

pas quelque chose qui va poser de questions, que ce soit dans une famille homosexuelle ou hétérosexuelle. Et ce que j'aimerais, c'est qu'au cours de cette *Université* on puisse discuter de ces questions, entre nous, sans avoir l'épée non pas de Damoclès mais de Muselier.

Michaela Frigiolini : La question de la fiscalité est importante, mais le problème de la fiscalité, c'est qu'il soulève une certaine suspicion qui est que l'on ne peut plus approuver cette idée d'égalité fiscale sous des prétextes ridicules. Dans le style que ce n'est pas parce que le mariage est quelque chose de débile, qu'à partir du moment où il y a un contrat qui se fait, qu'il doit se faire dans d'autres conditions que le contrat actuel. Le problème est que si nous prenons les choses telles qu'elles sont aujourd'hui, je ne vois pas pourquoi nous devrions accepter cette suspicion, ce postulat, et encore moins pourquoi on devrait l'accepter sous prétexte que cela nous rapprocherait du mariage qui est un truc mal fait. D'ailleurs que par rapport au mariage, le PACS va permettre à ce qu'il y ait un minimum de réflexion sociale ou politique, car pour le coup on se retrouve avec un statut bancal qui n'offre pas tous les avantages du mariage. Mais nous savons aussi que le mariage est une grande institution républicaine prévue pour la fabrication de bons petits soldats.

Sinon sur les questions d'adoption, je crois que personne n'a véritablement parlé de la procréation médicalement assistée qui en effet ne concerne pas seulement les homosexuels. Parce que toute la question est de savoir s'il est question d'un droit à l'enfant ou s'il s'agit de s'interroger sur les droits de l'enfant. Personnellement, je penche davantage pour la seconde option. L'idée d'avoir droit à l'enfant me fait vomir. Et encore une fois, cette question de la procréation assistée n'a rien à voir avec la reconnaissance des enfants qui, de fait, se trouvent dans des situations discriminantes, et avec ces discours qui tendent à produire et, de fait, introduisent un système naturaliste. Parce qu'à partir du moment où on donne une image mythique de la famille, on milite pour des normes catégorielles de masculin et de féminin. Une famille idéale qui, en fait, n'a jamais existé parce que jusqu'à preuve du contraire la France fait partie de ces pays qui ont arrêté de faire la guerre depuis 50 ans, cela signifie que les familles monoparentales sont une réalité historique (et sociale) qui n'a rien de commun avec cette vision quelque peu idéalisée de la famille parfaite. L'existence de familles monoparentales remet en cause ces normes catégorielles. Il est bien évident que va se poser la question de la reconnaissance de fait de cette réalité sociale, avec tous ces débats, toutes ces discussions sur la famille et notamment la question sur la co-parentalité.

Effectivement il va y avoir des clivages. Et par rapport à ces clivages, je vais me définir. Il y a un discours qui affirme aujourd'hui que la famille est une réalité, une donnée qui existe en tant que telle et en dehors de toute réalité, en dehors de toute situation historique, que la famille est le nec plus ultra parce qu'elle permet la sauvegarde du masculin et du féminin. Pour moi, c'est un discours qui introduit l'homophobie, qui établit l'homophobie. Pour moi, le problème est d'arriver à déconstruire ce discours. Je me souviens que lorsqu'il y a eu la consultation de plusieurs experts par la Commission des Lois du Sénat, Eric Fassin s'est retrouvé seul au milieu de tous ces gens qui expertisaient sur cette famille sacrée, imaginaire même. Et aujourd'hui la bagarre politique se pose sur des questions très précises, mais aussi et surtout à ce niveau symbolique.

La lutte contre l'homophobie, signifie pour moi juste une chose : nous sommes partis du PACS qui était la reconnaissance sociale d'une circonstance de vie qui est la vie en couple. Il y a des gens qui peuvent vivre à deux, d'autres qui n'en ont pas envie pour telle ou telle raison. A partir de ce moment là, l'homophobie permet de se pencher sur le sort des individus en tant que citoyen. Et à partir de ce moment là, encore une fois quand l'Evêque de Strasbourg a pu dire ce qu'il a dit, c'est en tant qu'individu que je me sens concerné. C'était donc pour moi important de considérer que la reconnaissance des couples n'était pas un pis-aller. Il fallait poser un jalon. Mais maintenant que faisons-nous des individus ? La lutte contre l'homophobie permet de s'attaquer à ces questions. Après sur l'opportunisme politique de la chose, je n'ai pas vraiment d'avis parce que les diverses directives de la Communauté Européenne d'harmonisation sur les droits des homosexuels (le droit du travail et autres) sont finalisées depuis 1984. Pour l'instant nous avons un cheminement très traditionnel, très républicain. Pour moi qui me sent quelque peu étrangère, j'ai le sentiment que l'on est en plein dans cette idée de la République et de ses structures, et qu'il faut tout mettre avec. On peut décider que cela ne nous intéresse pas, mais à partir du moment où l'on choisit de se définir à travers le prisme du réalisme républicain, il n'y a pas une multitude de tactiques possibles. On pose des jalons. Et le premier circonstanciel opportuniste fut de s'occuper des couples. Pourquoi les couples ? Parce qu'il s'agit d'amour, et personne ne peut dire que les pédés c'est sale puisque les pédés s'aiment, puisqu'ils vivent en couple. Et si on se contentait de ça, on produirait une autre forme de discrimination qui serait de dire (mais on l'a déjà fait à différents moments) qu'il y aurait d'un côté les bons pédés (ceux qui se pacsent) et de l'autre les mauvais pédés qui folâtraient, qui baisent (comme on l'entend dire tous les jours). Oui, l'homophobie sert de jalons pour poser la question de l'individu, pour s'interroger sur le fait que la société a ou non la capacité d'intégrer sur un pied d'égalité un individu quel qu'il soit. L'homophobie permet aussi d'aborder cette question là. Au revoir.

X : Je suis très critique sur cette histoire de commission gay et lesbienne au sein des partis politiques. J'espère que dans les années à venir vous allez nous prouver qu'il ne s'agit pas d'une sorte de lobby politique auprès des gays et des lesbiennes, mais d'un lobby homo au cœur des partis politiques. En juin, j'ai participé à des réunions de préparation du programme municipal de la gauche plurielle (en tant que membre du PS) et je suis heureux d'avoir entendu dire un certain nombre de choses de la part de Pierre que je n'ai pas entendu de la part de son parti qui représente tout de même un pouvoir de nuisance certain vis-à-vis du parti dominant de cette gauche (le PS) ainsi qu'une force de proposition que l'on attendait plus imaginative.

Pierre Serne : A cela il y a une explication très simple. Au mois de juin, dans un mouvement politique qui respecte quelque peu certaines formes de débats internes tout n'était pas encore finalisé. Et à partir du moment où nous n'avons pas encore de programme municipal défini, on n'allait pas le communiquer à nos partenaires politiques éventuels. Effectivement, on avait déjà porté 13 propositions minimales pour pouvoir participer à cette Gauche Plurielle, et l'orientation sexuelle en était absente. Mais cette absence s'explique par le fait qu'au niveau municipal la question homosexuelle est rarement centrale. Cependant nous avons un certain nombre de propositions, au niveau des municipales, qui sont en train d'être diffusées dans les régions et auprès des élus du mouvement. Maintenant, nous avons effectivement un double rôle, un rôle envers l'extérieur et un rôle envers les gays et les lesbiennes. A mes yeux, nous ne remplissons pas suffisamment ce rôle, alors que l'on passe beaucoup plus de temps à porter les problématiques homosexuelles à l'intérieur du mouvement des Verts. En matière municipale, c'est aussi le cas. Nous sommes en train de diffuser nos propositions dans l'ensemble des régions. Il se trouve qu'en Bretagne la commission gay et lesbienne ne dispose que d'un correspondant, et donc là-bas ils n'ont pas encore nos propositions, puisqu'elles ne sont pas encore incluses dans un programme national qui sera envoyé dès la rentrée à l'ensemble de nos élus et de nos candidats.

Et si nous travaillons c'est pour que ces élus soient informés. Maintenant on sait qu'il existe une commission homosexuelle et on nous demande ces propositions afin de les inclure dans les programmes locaux. Nous avons commencé à les diffuser, dans un tract distribué lors de la *Gay Pride* de Paris, le 24 juin dernier. Mais jusque là ce n'était pas encore finalisé et donc pas encore utilisable par les responsables locaux. Mais c'est bien notre rôle que d'essayer de faire inclure ceci dans la majorité des programmes électoraux, moyennant quoi il ne faut pas non plus tout faire tourner autour de la lutte contre l'homophobie et des questions homosexuelles. Moi-même, dans la ville où je vais peut-être me retrouver tête de liste, je ne suis pas sûre que parmi mes propositions il y aura forcément toutes celles de la commission gay et lesbienne. Enfin, tant que les accords ne sont pas finalisés, on ne communique plus l'ensemble de nos programmes, ayant appris à nos dépens que l'on pouvait se retrouver avec des programmes pillés par d'éventuels partenaires.

Catherine Lebrun : Si notre préoccupation est l'égalité des droits (institutionnelle et juridique), la question de savoir comment reconstruire un mouvement social fort sur la question homosexuelle n'est pas abordée, alors que c'est un vrai problème. Il y a un émiettement des forces, et cela me paraît être une question majeure que de reconstruire un rapport de force. On ne peut pas se contenter de se bagarrer d'un point de vue juridique et institutionnel. C'est une responsabilité collective de savoir comment recréer ce rapport de force et ces solidarités transversales avec le mouvement féministe. Il est important que les deux soient liés, puisqu'ils remettent en cause l'ordre dominant. Et au-delà des *UEEH* qui sont désormais annuelles, s'il ne se passe rien, je crois que l'on avancera pas ou du moins de manière très limitée. Par rapport aux élections, même si on ne peut pas dire que l'électorat homo soit massif, il faut faire attention aux dérives électoralistes. Ceci dit, on a réfléchi au niveau des municipales sur le fait qu'il y ait des lieux qui soient donnés aux associations (sans compter le problème des subventions et de leur dépendance à leur égard).

Je voudrais finir sur la critique qui vient d'être formulée à l'encontre des commissions gays et lesbiennes, sur le fait qu'elles n'existent que pour être le bras armé du parti dans le mouvement social. Il y a eu un appel pour l'autonomie du mouvement social (et c'est une préoccupation importante). Par le passé, il y avait une conception du rapport des partis politiques et les mouvements sociaux qui était pour le moins plus que discutable, puisqu'il y avait effectivement cette idée que l'on allait apporter la bonne parole dans le mouvement, parce que l'on avait la parole juste et qu'on allait dérouler tout le fil de la société idéale. Cette conception, en tout cas chez nous, a disparue. Nous sommes assez préoccupés de l'indépendance du mouvement social dans son ensemble (homo ou autre), et nous concevons notre participation au mouvement social au même titre que les autres, afin de le construire avec les autres. Il me semble important de ne pas utiliser le mouvement social à ses propres fins.

Daniel Welzer-Lang : Bien, je propose que nous en restions là. Même si bien évidemment le débat est loin d'être clos. Merci à tous et à toutes.

Les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence (SPI)* ont été présentes tout au long des *Universités*.

En effet, nous sommes convaincues de l'extrême importance d'un rassemblement tel que les *Universités d'Eté Euroméditerranéennes des Homosexualités*. Outre l'échange de connaissances et de savoirs, elles sont également un lieu de convivialité (et plus si affinités ...) Dans ce contexte, nous avons souhaité organiser un atelier pour répondre aux éventuelles questions que les fidèles peuvent se poser. Enfin, un fidèle peut penser, les *SPI* ne les lobotomisent pas, elles

Nous voulions également nous assurer que les dits fidèles avaient bien perçu le divin message que nous véhiculons sur et sous nos magnifiques cornettes, derrière l'apparente hystérie et les trompeuses paillettes.

Les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence* étaient représentées par les Couvents d'Oc (Montpellier) et des Chênaies (Aix). Nous étions trois Soeurs et un Garde Cuisse :

Sœur Garde Cuissesses *Adrénaline, maréchale Tenancière* (Oc),
Sœur *Marie des Bégonias* (Oc),
Sœur *Marie Innocenta aux Mains Pleines* (Chênaies)
Garde Cuisse *Cybercocks.com* (Chênaies).

Toutes les trois dignement assises devant le mignon petit autel que nous avons dressé de nos mains et à la sueur de fronts peinturlurés, nous avons répondu avec beaucoup de bonheur aux questions que la quarantaine de fidèles ont bien voulu nous poser pendant que *Cybercocks.com* nous éventait sans nous épouvanter. Nous avons rappelé l'historique et les buts des *Sœurs*, regroupant l'ensemble des questions de nos fidèles sous une seule interrogation : qui êtes-vous mes Sœurs ?

Qui êtes-vous mes Soeurs ?

L'ordre des *Soeurs de la Perpétuelle Indulgence* est un ordre pauvre, agnostique et dérisoire de folles radicales. Nous avons vu le jour le samedi de Pâques de l'an 10 après Stonewall, à San Francisco. Trois copains enfilent d'authentiques robes de nonne, et armés de mitraillettes en plastique déboulent sur Castro street. Ce qui à l'origine n'était qu'une farce, a rencontré un engouement tel qu'à l'automne de l'an 10 A.S, révérend Mother Abyss, Sister Hysterectoria, Sister Vicious Poxer Hungry Bitch et Sister Missionary Position se rhabillent et finissent par créer le saint ordre des *Sisters of Perpetuel Indulgence*.

A l'origine, nous nous définissons comme un groupe de nonnes gaies masculines, dédiées à la propagation de la joie universelle et au rejet de la honte et adeptes de l'humour *camp*. Sister missionary Position voit "*Les Soeurs en mission de sainte hilarité, afin de dégonfler les ballons pompeux d'un clergé arrogant et patriarcal, qui voudrait soumettre à la culpabilité et à sa façon étroite de voir le monde*". Mais dès le début des années 80, les Soeurs font face aux débuts de la pandémie sida, à l'époque connue que sous le nom de cancer gay ou réduite au sarcome de Kaposi.

Les *Soeurs de la Perpétuelle Indulgence* sont les premières à tirer la sonnette d'alarme en éditant une plaquette faisant la promotion de Saint Latex. Elles commencent également à récolter des fonds pour les associations venant en aides aux malades.

En vue de la visite papale prévue les 17 et 18 août 1987, les *Soeurs* tiennent deux conférences de presse, l'une le 20 août et l'autre le 15 septembre de l'an 18 A.S. Elles demandent alors l'annulation du voyage eu égard aux prises de positions vaticanesques sur l'homosexualité, l'usage des préservatifs, le sida et à l'accroissement de la violence à l'encontre des gays et des lesbiennes. Le souverain poncif n'annule pas son voyage, mais il n'en reste pas moins terni par le mobilisation des Soeurs qui ce 17 août, organisent une messe (suivie par CNN) de protestation sur Union Square. Au cours de cette messe, Harvey Milk fut canonisé.

Depuis les *Soeurs de la Perpétuelle Indulgence* sont très solennellement classées sur la liste papale des hérétiques, et sont à ce titre excommuniées.

Quel est le but de notre habit ? Cherchons-nous à ridiculiser la religion ?

Ces questions récurrentes méritent une attention particulière. L'habit est un moyen presque aussi sûr que nous goûts vestimentaires d'attirer l'attention, de susciter la curiosité et ainsi de faciliter le dialogue. Ils nous faut aussi ajouter que les nonnes symbolisent dans l'inconscient collectif, la spiritualité et la charité. Nous veillons sur notre communauté avec amour et nous travaillons pour lui venir en aide. D'aucuns nous ont même décrites comme les "petites sœurs des gays et des lesbiennes". Nous ajoutons simplement "et des bixesuel-le-s et des transgenres" qui font également partie de la communauté, au service de laquelle nous œuvrons.

Nous respectons éminemment la foi de chacun et chacune, mais nous refusons qu'une église quelle qu'elle soit, nous dicte une façon de vivre et nous dise que la notre est pécheresse et contre-nature. Nous nous battons contre les intégrismes religieux et les totalitarismes politiques de toutes couleurs parce que nous reconnaissons la grandeur et la beauté de tout être humain. Nos actions sont guidées par nos vœux qui sont les mêmes pour toutes les *Soeurs de la Perpétuelle Indulgence* du monde entier, à savoir :

- Visibilité homosexuelle et rejet de la honte
- Paix entre les communautés
- Joie universelle et fête
- Charité
- Information et Prévention sida

Ou sommes-nous ?

Les *Soeurs* existent en couvents ou en missions dans les pays suivants : Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Australie, Nouvelle-Zélande, Thaïlande, Colombie. Les associations sont indépendantes les unes des autres mais partagent le même esprit. En 1990, à l'occasion d'une visite des *Soeurs* en Europe, le Couvent de Paris est créé, composé à l'origine par quatre *Soeurs* fondatrices : *Soeurs Plat du Jour Tous nos Prix sont Nets*, *Sœur Thérèse Ravière de Cul et Lard*, *Sœur Rita du Calvaire de Marie Madeleine car Elle aussi a Beaucoup Souffert*, et *Sœur Marie Mongolita des Fientes*. Aujourd'hui il existe en France 9 couvents :

- Couvent de Paris (juin 1991)
- Couvent d'Oc, Montpellier (mai 1994)
- Couvent d'Atlantique Sud (AS), Bordeaux (mai 1995)
- Couvent d'Ouest Intérieur et Littoral (OUIL), Nantes et Angers (octobre 1995)
- Couvent des Aubépines, Marseille (décembre 1995)
- Couvent de Paname, Paris (mars 1996)
- Couvent d'Alsace et Lorraine (AL□LOR) (mai 1997)
- Couvent du Nord, Lille (juin 1998)
- Couvent des Chênaies, Aix en Provence (juin 2000)

Comment devient-on Sœur ?

Vaste question La crise des vocations n'est pas en marche. Pour devenir Sœur, il faut le demander, tout simplement. La personne, quel que soit son sexe, écrit une lettre au Couvent le plus proche de chez elle, pour faire simple, où elle exprime son souhait de devenir Sœur. Elle peut expliquer comment elle nous a rencontrés, pourquoi elle rêve de devenir Sœur, ce qu'elle pense apporter aux Sœurs et ce qu'elle pense que les Sœurs peuvent lui apporter. Attention, nous ne sommes en aucun cas une secte. N'espérez donc pas trouver auprès de nous le secret de la beauté éternelle.

Suite à sa lettre, la personne est reçue en entretien par la *Sœur* qui sera sa marraine tout au long de son éventuelle vie de Sœur. Elle est alors postulante. Elle observe les *Soeurs* en action, discute avec elles de leur travail et apprend à connaître leur mode de fonctionnement. Ensuite elle est élevée au rang de Novice. Elle peut participer à toutes les activités de l'association comme une Sœur, excepté représenter officiellement le Couvent auprès des médias et du public.

La novice est finalement élevée au rang de Sœur au terme de son parcours initiatique, court ou long selon l'individu. Elle confirme alors les vœux qu'elles a prononcés lors de son élévation au rang de Novice.

Les *Sœurs de la Perpétuelle Indulgence*, accueillent dans leurs rangs d'autres personnages que ceux de nonnes. Outre les Sœurs, le saint ordre accueille également les Gardes-Cuisses, et selon les Couvents, les Saintes et les Saints, les Oblates et les Oblats, les Chanoinesses et les Chanoines

- Les Gardes-Cuisses assurent une pieuse fonction de protection et de logistique envers les *Sœurs*. Ils les accompagnent dans les actions, et veillent à ce qu'elles ne se trouvent jamais seules ou dépourvues de reliques (Saint Latex, Saint Gel à Queue). Par leur représentation masculine virilisée, ils rappellent également les origines californiennes cuir du mouvement. Ils prononcent les mêmes vœux que les Sœurs, et s'engagent à les servir dans la perpétuation du culte de la *Perpétuelle Indulgence*.
- Les Saintes et les Saints ainsi que les Oblates et Oblats sont des personnes en civil ou en tenue selon les Couvents, qui assurent la logistique de l'ensemble des membres du Couvent en action, tel que le transport de ces augustes personnes.
- Les Chanoinesses et Chanoines sont les bienfaiteurs des *Sœurs*. Ils permettent aux *Sœurs* de poursuivre l'évangélisation des fidèles sans qu'elles aient trop à se préoccuper des réalités basiquement matérielles de ce monde.

Notons que les quêtes réalisées par les Sœurs ne servent en aucun cas à acheter du maquillage, des accessoires, des robes, des chaussures ou autres accessoires vestimentaires. Ces frais annexes sont entièrement à la charge personnelle des *Sœurs*. Les fonds récoltés servent, outre les tracasseries administratives, à financer les séjours de ressourcement que les Sœurs organisent deux à trois fois par an, à destination des personnes touchées ou concernées par le VIH.

Ces séjours d'une semaine sont des moments de repos encadrés par les *Sœurs* elles-mêmes. Ils permettent à chacun de se mettre au vert pour faire le point. Les fonds qu'elles récoltent tout au long de l'année peuvent aider des personnes à participer à ces séjours ou sont proposés à des associations sur appel d'offre et dépôt de projet.

Que dire de plus ?

Vous pouvez nous rencontrer au quatre coins de France et dans de nombreux pays où nous propageons la bonne parole de *Sainte Tapiola*, patronne des garçons qui aiment les garçons, et de *Sainte Sapho*, patronne des filles qui aiment les filles.

Nous nous efforcerons de répondre ici et maintenant, ailleurs et plus tard, à toutes vos questions. En attendant l'édition 2001 des *Universités* où bien évidemment nous serons encore parmi vous dans la joie et la fierté, n'hésitez pas à nous interpeller au détour d'un parc, d'une aire d'autoroute, d'une backroom, d'un trottoir, d'un parking, d'une Marche de Visibilité, d'une manif contre l'homophobie ou la xénophobie, d'une discothèque, d'une bar, d'un sauna

N'hésitez pas à venir nous questionner, nous parler. Nous pouvons entendre vos confessions dans le secret de la parole. Nous pouvons écouter la parole de chacun et chacune d'entre vous. Les Sœurs sont là pour vous.

Bref, dans tout lieu où nous allons répandre l'Évangile de la vie : Sexe et Latex, Vie est Latex, Amour est Latex. Pêchez dans la joie et dans la Paix, mes chers enfants, mais toujours sous la très haute protection de *Saint Latex*, *Saint Gel à Queue*, *Saint Fémidon*, *sainte Digue Dentaire*, *sainte Seringue à Usage Unique*, *Saint Gant de Latex*

Que *Sainte Pouffe*, patronne de mon saint Couvent, vous enveloppe de sa bénéfique lumière, avec tout mon amour et toute mon innocence

**Sœur Maria Innocenta aux Mains Pleines
dites l'Ingénue - Couvent des Chênaies (Aix en Provence)**

Catherine Fabre : L'année passée j'étais aux *Universités d'Eté Homosexuelle* durant lesquelles j'ai assisté à plusieurs ateliers. Et c'était d'ailleurs assez frustrant parce que plein de choses s'en étaient délogées alors que la semaine était presque finie. Le présent atelier sur la visibilité homosexuelle dans l'enseignement (écoles et professeurs) vient donc en écho à un atelier qui s'est déroulé l'an dernier au cours duquel cette question a surgi. Et donc, un an après, je propose d'aborder plus en avant la question de la visibilité homosexuelle dans l'enseignement. Ceci dit, je travaille au sein d'une association belge (*Tels Quels*), et l'une de mes missions consiste à aller dans les écoles pour expliquer l'homosexualité. Il est très important d'aller sur le terrain afin de parler avec les jeunes. C'est pourquoi, au nom de mon expérience sur le terrain, j'avais proposé d'animer cet atelier. Je vais commencer par critiquer ce qui se passe en Belgique, après on pourra toujours faire de même pour la France.

Lorsque je vais dans les écoles, c'est toujours à la demande des étudiants (jamais à la demande des enseignants) qui ont de 15 ans à 25 ans. Parfois même 30 ans. Mes interventions ne répondent donc pas à un schéma type, parfois ce sont les étudiants qui préparent à l'avance un texte afin d'introduire la discussion, le débat (où je fais office de médiatrice). D'autres fois, c'est moi qui m'exprime en expliquant comment l'homosexualité se vit au quotidien (je parle aussi des objectifs de l'association). Parfois c'est le prof qui intervient un peu avant. La seule fois où je suis venue à la demande de l'enseignant, c'est quand un an auparavant un de ses élèves avait déclaré être homosexuel et peut après s'était suicidé, et suite à cela le prof s'était dit qu'il serait intéressant de faire une information sur l'homosexualité. En Belgique (comme je le disais hier) il y a le côté francophone et le côté néerlandophone.* Et de ce côté il y a de nombreux moyens avec un ministre de "l'égalité des chances" dont la mission est de s'occuper entre autre des femmes et des homosexuels, (et donc donne de l'argent pour ces personnes). Ainsi les structures néerlandophone dispose de nombreux moyens, pour notamment aller dans les écoles. Par exemple ils ont dernièrement édité un livret d'une centaine de pages qui a été adressé à toutes les écoles de la région flamande, avec livret pédagogique. Le fait que cela soit envoyé par le gouvernement a beaucoup de poids (quand nous ne sommes qu'une association). Quand du côté néerlandophone le ministère de "l'égalité des chances" fait un courrier avec en-tête, alors que de notre côté n'ayant pas ces moyens, nos interventions dans les écoles sont très ponctuelles (quand pour eux c'est quelque chose de courant). C'est assez frustrant.

Ceci dit, je propose que nous procédions à un tour de table afin que chacun présente ce qu'il fait et comment il vit la question de la visibilité homosexuelle dans l'enseignement.

X : Je ne suis pas enseignante, mais du fait de mon métier je travaille auprès de jeunes enfants. Par ailleurs je vis dans un petit village où je suis en contact avec des enfants et par conséquent avec leurs parents. Il y a eu des périodes où des enfants (âgés de 10/11 ans) m'ont demandé ce que cela voulait dire que d'être homosexuel. Bien sûr je n'avais de réponses types, et puis les choses ont fini par plus ou moins se calmer. Aujourd'hui mon homosexualité n'est plus un problème dans le village. Aujourd'hui je suis à l'aise pour parler avec les enfants de mon homosexualité, bien que je n'ai pas trop envie d'être l'homosexuelle type. D'autant que tout le monde sait que je vis avec une autre femme. J'ai un ami enseignant qui a adopté deux enfants, un noir et un malgache (ce qui a provoqué une sorte de mélange à l'école). Ainsi l'homosexualité, comme le racisme, se retrouve d'une certaine façon au cœur des discussions. Si jamais j'interviens auprès d'eux, je dis franchement les choses, d'autant que ce sont des enfants que je connais bien, leurs parents sont des amis. Et là il convient de trouver des formulations adéquates.

Nathalie : Je suis enseignante en économie BTS (Brevet de Technicien supérieur, deux ans après le bac (c'est à dire des étudiants entre 18 et 20/22 ans) au sein d'un lycée agricole, milieu quelque peu particulier. Je suis visible, identifiée comme homosexuelle auprès de mes collègues et de certains étudiants dont je suis particulièrement proche, étudiants qui en fait avaient deviné pour moi. Je parle de l'homosexualité dès que je peux (comme le féminisme et le racisme), de ce fait il y a des élèves qui sont venus m'en parler. Et cela s'est et se passe très bien. Je voulais dire aussi que j'ai fait partie de l'association *Aglaée*, association qui aujourd'hui n'existe plus ce qui est bien dommage parce qu'il y eut des initiatives et un travail assez intéressant. Pour ceux qui ne connaissent pas cette association, je dirais qu'*Aglaée* était une association

regroupant des personnes travaillant au sein de l'Education Nationale (principalement des enseignants) qui souhaitaient ensemble mettre en œuvre une façon différente de parler à l'école de l'homosexualité. L'association a disparu faute de moyens et d'énergie militante suffisants.

François : Je suis professeur d'histoire géographie, et j'ai réfléchi sur ce thème d'abord en amont parce qu'avec une amie j'avais travaillé sur la question de l'esclavage et de son abolition. Suite à tout un ensemble de commémorations sur ce thème, nous avons réfléchi avec d'autres autour de la notion même d'esclavage et de la manière dont elle était traitée dans les programmes scolaires. Il y a eu un très gros travail de sensibilisation auprès de l'Education Nationale qui a fait des efforts pour que cela soit plus ou moins restitué dans les programmes. D'autre part, je travaille dans un établissement privé sous contrat (cas de figure assez intéressant), c'est-à-dire un public quelque peu spécifique, traditionnel, peu ouvert à l'homosexualité. Je n'ai jamais pris la parole sur l'homosexualité dans l'absolu, mais je me suis efforcé de respecter les programmes et leurs thématiques, et à chaque fois que je pensais que l'évocation de l'homosexualité répondait à l'attente du programme, je me suis efforcé de le faire. J'ai quelques exemples en tête, je citerai les plus bateau, mais lorsque j'aborde l'Allemagne nazie et les camps de concentration, tout en détaillant la nomenclature des déportés je m'efforce de citer les homosexuels parmi les déportés. Cette année j'étais très content quand, alors que je commençais à faire la liste, l'un de mes élèves de première a levé la main pour demander "et les homosexuels ?".

Au-delà de cet exemple, il me semble que nous pourrions avoir une réflexion commune sur le contenu même de ces programmes scolaires afin de voir où est-ce qu'il nous est possible d'inscrire cette problématique, de faire en sorte qu'elle soit enfin traitée. Sous la réserve qu'à titre purement personnel, je ne souhaite pas subir d'attaques de la part de l'institution où je travaille (qui est à la fois l'Education Nationale et une institution privée) sous le prétexte que je ferai du prosélytisme. Dans le cadre de mon travail, je suis et je reste dans la ligne des programmes scolaires. Lorsque je parle d'homosexualité, c'est toujours dans le cadre des programmes scolaires. Je ne parle jamais de ma propre homosexualité, je ne parle pas des *Gays Prides*, je parle d'éducation civique, de tolérance et d'ouverture d'esprit.

Emmanuel : Je suis actuellement étudiant en thèse à la fac de science juste à côté, et c'est ainsi que j'encadre des TP et TD de DEUG (c'est-à-dire des étudiants âgés de 18 à 21 ans, ce qui représente une faible différence d'âge avec moi). Parce que je fais de la physique, les questions d'ordre personnel ne sont jamais abordées, et peut-être aussi parce que la différence d'âge étant faible j'ai tendance à mettre une certaine distance afin que ce ne soit pas trop le bordel, qu'ils voient que je suis le prof et pas le copain. Comme on n'évoque aucune question personnelle, l'homosexualité n'est jamais évoquée. Ils ne savent pas que je suis homosexuel, je ne les connais pas personnellement donc je ne sais pas si parmi eux il y a des gays ou des lesbiennes. Ce n'est pas qu'il y ait un tabou vis-à-vis de l'homosexualité mais davantage une absence de contacts personnels. Nous sommes ensemble pour faire des TP de physique, pour faire des expériences, sans plus. Même si parfois il y a quelques petites tentatives de contact, en ce sens que parfois certains me demandent ce que je fais en thèse, je leur demande ce qu'ils comptent faire en DEUG, mais c'est très superficiel. Cela vient à la fois de moi et aussi d'eux qui viennent consommer un enseignement et semblent ne pas vouloir réellement davantage.

Jackie : Je suis également dans l'enseignement, et plus particulièrement en collège. J'ai toujours eu des problèmes pour afficher mon identité sexuelle au sein des établissements au sein desquels j'ai travaillé. Au niveau des élèves (surtout dans les collèges), c'est bien évidemment hors de question parce qu'il y a déjà tellement de choses à gérer pendant les cours qu'aborder ce thème me semble presque de la provocation, surtout dans certains milieux, certaines zones difficiles. Avec les collègues, chaque fois où je suis restée dans un même établissement, j'ai essayé de parler de mon identité, tout du moins auprès des collègues avec lesquelles je sentais une certaine infinité et qu'ils pouvaient recevoir cette "information".

A un moment donné je suis momentanément sortie de l'Education Nationale afin d'ouvrir un atelier d'encadrement de tableau, et galerie de peinture. Et là très vite je me suis affichée en tant que personne marginale et vivant avec une femme. Par exemple, j'ai fait quelques expositions au profit du sida. Je me suis aperçu que c'était un milieu complètement différent, un milieu où je pouvais vivre et afficher mon homosexualité sans problème. En partie parce que j'étais mon propre patron, parce que je gérais ma propre entreprise, je n'avais de compte à rendre à personne et je n'avais aussi personne à craindre. Par contre au niveau des commerçants, les choses étaient plus difficiles pour la plupart d'entre eux. Dans les petites villes se sont surtout des gens de droite. Malgré cela, c'est dans ce milieu de l'artisanat, de l'entreprise (en tant que chef d'entreprise) que j'ai plus facilement assumé le fait d'être homo, contrairement au sein de l'Education

Nationale. Aujourd'hui je suis revenue à l'enseignement, mais en conservant une certaine distance. Et parfois j'entends des témoignages de personnes qui arrivent à aborder cette question, à dire comment ils vivent au travail leur propre homosexualité. Sous la réserve que le collège est un domaine sensible, probablement du fait de l'âge des élèves.

X : Je travaille dans une maison d'enfants à caractère social, je ne suis donc pas à proprement parler enseignant, mais je travaille tout de même au sein de l'Education Nationale. Dans le cadre de mon travail j'ai à faire à des enfants en difficultés, qui à certains moments peuvent ou non exprimer une homosexualité qui peut leur poser problème. Et à ce moment j'interviens au sein de l'équipe, mais jamais pour dire que je suis moi-même homosexuel. Dans mon esprit, cela est du domaine du privé et pas du domaine professionnel. Au niveau strictement professionnel, je me positionnerai donc davantage par rapport à l'histoire de tolérance et de discrimination, quelle que soit cette discrimination. C'est vrai que j'ai cette sensibilité homosexuelle, mais ce n'est pas à moi de leur raconter ma vie, ce n'est pas à moi de leur donner un modèle identificatoire. Je suis là pour les écouter, pour faire en sorte qu'ils se parlent (s'ils se parlent entre eux, c'est très bien), de les informer par rapport à d'autres choses qui peuvent se faire ailleurs. Il m'est arrivé une fois avec une fille que je connais individuellement (qui séjournait parfois en HP jusqu'à ce qu'elle arrive à dire quelle était lesbienne) de lui communiquer des informations pour quelle puisse aller dans une association gay. C'est la seule fois de ma carrière.

Philippe : J'enseigne les lettres classiques dans un collège à Tour, ville moyenne de province. Je ne revendique pas du tout mon homosexualité sur le lieu de travail, parce que cela relève du domaine privé, parce que j'en ai aucun besoin. Cela ne me définit pas. Cependant je suis un homo localement connu et médiatisé parce qu'il y a dix ans j'ai créé *la Maison des Homosexualités*. Et maintenant je m'occupe du festival du cinéma gay et lesbien de la ville (qui a lieu durant la deuxième quinzaine de janvier). Ainsi tous mes collègues et tous mes élèves savent que je suis homo, mais ils n'en parlent pas spécialement. Pour dire l'ambiance, je prends l'exemple des tables de classe (vous savez ce que sont capables d'écrire dessus les élèves), tous les profs masculins du collège sont traités de pédé sauf moi. L'année dernière j'avais invité le réalisateur canadien du film *l'Escorte* (Denis Langois), et à cette occasion M6-Tour avait fait un montage d'extraits du film et d'interview de moi et du réalisateur. Tous mes élèves de 5^{ème} et de 6^{ème} ont cru que je jouais dans un film où les garçons s'embrassaient. Le lendemain matin mes élèves m'ont dit "monsieur on vous a vu à la télévision dans un film où les garçons s'embrassent". Il y a eu un petit moment de silence dans la classe, et puis ils m'ont dit qu'ils trouvaient cela très bien, et il n'en a plus jamais été question.

Il est quand même arrivé une lettre au collège adressée à la directrice de l'aumônerie. La principale est venue me voir, elle m'a dit de venir dans son bureau pour m'entretenir d'une lettre dans laquelle je suis accusée de prosélytisme gay, et d'attitude quelque peu ambiguë avec les élèves. Depuis des années je suis dans le collège impliqué dans différents groupes pédagogiques, je fais des ateliers, je suis un prof reconnu, au hit-parade des enseignants j'ai plutôt la côte, aussi elle m'a dit de ne pas m'inquiéter, quelle me soutenait, quelle adorait les homosexuels. Elle comptait lire cette lettre le jour de l'assemblée plénière de tous les profs du collège, ce à quoi je ne tenais pas beaucoup du fait que certains de mes collègues connaissent mes engagements politiques dans le domaine de la prévention (j'ai passé des journées à distribuer des préservatifs). J'ai une collègue assez pratiquante qui a été assez choquée et qui m'a téléphoné pour me dire que les profs, à l'unanimité même ceux qui ne m'apprécient pas beaucoup ont dit que cette lettre était scandaleuse et donc me soutenaient. Je vous la lie, parce que dans le genre ça vaut le coup. *"Madame la directrice, en cette d'année scolaire qui est aussi la fin des séances d'aumônerie que j'anime avec mon groupe de jeunes de 5^{ème}, essentiellement issus du collège dont vous avez la responsabilité, je souhaite en toute discrétion (c'est souligné) attirer votre attention sur le retentissement que peut avoir le comportement d'un des professeurs de votre collège. Celui-ci est malheureusement un sujet récurrent des discussions spontanées au démarrage des séances de mon groupe au premier trimestre de l'année 2000, sujet lancé par le même jeune dont je tairais le nom qui rapportait les dernières réflexions ou agissements de ce professeur dans sa classe. Il est évident que ce jeune, par ailleurs au comportement perturbé difficile fait une fixation sur ce professeur, attirant la moquerie sur lui des autres jeunes et une certaine inquiétude de ma part sur ce sujet qui m'a obligé de parler d'homosexualité aux jeunes. J'ai exprimé mon sentiment personnel, à savoir que les préférences sexuelles ne regardent pas leurs élèves, que ces derniers doivent rapporter tous propos déplacés à leur égard car le respect existe et qu'un professeur ne peut pas abuser de son autorité pour faire n'importe quoi. Depuis j'ai eu la mère de ce jeune au téléphone et nous avons fait ensemble le point sur son évolution et ses problèmes psychologiques, et à cette occasion elle m'a rapporté un propos attribué par son fils au dit professeur qui m'a choqué et qui motive la présente démarche. Ce professeur aurait dit à ce jeune qu'il n'a jamais vu de garçon s'embrasser."* Il y a trois semaines, dans les escaliers en montant en classe, cet élève qui est effectivement assez perturbé pour lequel

je suis obligé de mettre une certaine distance (je n'aborde jamais la question de l'homosexualité car ce n'est pas mon rôle, ce n'est pas à moi de le faire) me dit qu'il m'avait vu à la télévision hier soir, et qu'il y avait encore des garçons qui s'embrassaient. Ce à quoi je lui ai répondu, quelque peu agacé, au milieu d'autres élèves "Oui et alors tu n'as jamais vu cela". *"Ce genre de propos que je prends entre pincettes (je remplacerai la phrase par "la bite de mon mari que je prends avec des pincettes) mais il faut aussi faire confiance à la parole des jeunes, ce type de situation est tout à fait inadmissible vu le public auquel il s'adresse, des jeunes au démarrage de leur adolescence et de leur puberté. D'autant que le jeune en question est déjà perturbé, est-il utile de le mettre encore plus mal à l'aise alors qu'il doit être au contraire rassuré par des propos tenus à son égard très étudiés ? Je tiens à préciser que ma démarche est tout à fait personnelle, je pense simplement que c'est mon devoir de citoyenne payant des impôts contribuant à assurer des traitements de cette personne chargée d'enseigner qui est homosexuelle et qui est d'une certaine façon en cause et que la personne incriminée (je dis bien "incriminée) ne devrait pas faire preuve de convocation gay à l'intérieur d'un établissement public auprès de jeunes adolescents."*

En fait c'est plutôt moi qui serais en position de porter plainte. J'ai voulu rencontrer cette dame, elle m'a systématiquement proposé des rendez-vous impossibles. En septembre je vais à nouveau lui proposer de se rencontrer, et essayer de m'expliquer avec elle. J'avoue que sur le moment où j'ai reçu cette lettre, j'ai été démoralisé parce que je suis incapable de me battre dans une telle affaire. Mon principal m'a dit que pour l'instant ce n'était pas remonté jusqu'au rectorat, mais beaucoup de principaux dans l'Education Nationale ont mis la lettre sous le coude. Même les enseignants qui sans condamner (tout en étant très gênés vis-à-vis de l'homosexualité) à la lecture de cette lettre ont dit qu'ils me soutenaient parce qu'ils me connaissaient.

Hélène : Je suis documentaliste dans un lycée à Marseille. Depuis 15 ans, je vis avec la même femme, je n'ai jamais dit spécialement que j'étais lesbienne bien que cela soit connu des collègues et de la hiérarchie (cela fait quand même depuis 15 ans que je suis dans le même établissement, et certains de mes collègues sont aujourd'hui des amis) puisque ma compagne participe souvent aux activités extra-scolaires du lycée. Mon homosexualité est donc connue, même si elle n'est absolument jamais évoquée par qui que ce soit. Par contre au niveau des élèves, je pense que personne n'est au courant. Surtout parce qu'il n'y a pas d'occasion d'en parler. Et ce qui m'étonne beaucoup, c'est justement que mes collègues ne me parlent pas d'élèves qui seraient homosexuels. En 15 ans, j'ai eu juste le cas d'une fille qui m'a parlé de relation avec une autre fille et ce de façon très provocatrice devant plein de gens. Je lui avais répondu que si elle désirait en reparler, elle pouvait revenir me voir. Je ne l'ai jamais revue. En ce qui concerne les garçons, il me semble qu'ils ont une attitude plus tranchée. Si un garçon est quelque peu efféminé, pour eux il est forcément homosexuel. Souvent j'ai pu constater que les garçons qui ont une extériorité féminine sont de façon générale extrêmement seuls. Je les vois seuls dans la cour, dans le centre de documentation.

J'ai rarement l'occasion d'en parler avec eux. D'ailleurs je ne me vois pas de but-en-blanc dire à un jeune que s'il veut parler d'homosexualité, il peut venir m'en parler. Et dans le cas où il serait en train de préparer un devoir de philo ou d'histoire/géo ou encore d'éducation civique (sujets qui peuvent être l'occasion d'en parler), sachant qu'il est assez difficile de parler de problèmes personnels dans l'enceinte d'un établissement public, je me contente de dire qu'il existe des institutions s'occupant de l'homosexualité et venant en aide aux homosexuels. C'est en fait la seule chose que je puisse faire. Ceci dit, sur un établissement qui compte au total près de 900 élèves, j'ai du mal à croire qu'il n'y a aucun adolescent ayant des problèmes. Au niveau de l'administration, de la direction, il faut voir comment se pose le problème de prévention. On fait des campagnes seulement sur ce qui dérange le plus (comme la violence, la drogue ou l'alcool). La violence est un sujet que j'aborde avec le chef d'établissement, parce que si je n'aborde pas mon homosexualité, en revanche je parle beaucoup du féminisme (je suis militante très engagée dans une association féministe, ce dont ils sont parfaitement au courant). Lorsque j'ai voulu parler de la prostitution chez les filles, il m'a répondu que comme cela ne se passe pas dans le cadre de l'établissement ce n'est pas un problème. Ce à quoi je lui ai répondu que j'étais certaine qu'il avait des élèves concernés par ce problème. En fait, j'ai vraiment l'impression que pour l'Education Nationale, l'homosexualité est un sujet qu'il est inutile d'aborder tant que cela ne l'a perturbe pas.

Marie : Je suis prof de français depuis sept ans, et depuis quatre ans je suis dans le même lycée où je suis à l'aise, appréciée (je m'entends bien avec le chef d'établissement). Aussi j'ai commencé à dire que j'étais lesbienne en fonction des activités que j'ai avec mes collègues, ce qui représente aujourd'hui une vingtaine de personnes. Mais en fait tout le monde est au courant. Cette année je suis allé à la *Gay Pride* où j'ai rencontré l'une de mes élèves de première scientifique (qui a hurlé en me voyant un très sonore "bonjour") alors qu'elle était avec des amis. Quelques minutes après j'ai croisé un collègue prof d'espagnol qui était avec son copain. Je lui ai dit que j'avais croisé cette élève, qu'elle m'avait donc vue, ce à quoi il me répondit "voilà,

C'est fait". D'ailleurs c'était elle qui tout au long de l'année toujours en classe était toujours avec la même amie, cela faisait un couple de jeunes amies se ressemblant beaucoup, dont les autres élèves se moquent (genre un cerveau pour deux, elles font tout ensemble), ce qui me fait dire que ce n'est pas si étonnant que ce soit elle que j'ai rencontrée à la *Gay Pride*. Jusqu'à présent je n'aime pas militer auprès des élèves, mais maintenant à la rentrée il est plus qu'évident que tout le monde va le savoir que je suis homosexuel, ce qui d'une certaine façon va changer les choses.

X : A propos de cette fille, j'habite et je travaille à la campagne, pas loin d'une boîte paumée dans la cambrousse où tous les gays du coin se retrouvent à un moment ou à un autre. C'est vrai qu'elle m'a vu, que nous nous sommes rencontré (ce qu'elle a nié). C'est moi qui suis allé lui en parler, avant tout parce qu'il me semble que le silence est quelque chose de sclérosant. Je suis donc allé lui en parler, en lui disant que c'était bien moi, sans pour autant rentrer dans les détails, afin de lui dire que ce n'était pas un délire de sa part.

Marie : Effectivement. Ceci dit, comme je suis prof de français, je suis souvent amenée à parler de littérature, et qui dit littérature dit un grand nombre d'homosexuels. Cette année nous avons fait tout un travail plus particulier sur la poésie du 19^{ème} siècle, et cette occasion j'ai notamment parlé du célèbre couple formé par Rimbaud et Verlaine, ainsi que de leurs rapports. A la fin du cours, un garçon m'a dit que la poésie du 19^{ème} siècle ce n'était que des histoires de pédés. J'ai l'impression que tous les élèves autour de moi se doutent de quelque chose à mon sujet, de temps en temps j'ai des questions. Il m'arrive d'avoir l'impression que certains élèves ne sentent pas à l'aise vis-à-vis d'une homosexualité qu'ils découvrent. Parfois certains viennent m'en parler. Dans le cadre d'une lecture en classe de seconde, je propose la lecture d'un livre de littérature de jeunesse qui raconte de manière comique l'expérience d'un coming-out, ce qui est une façon d'introduire le sujet de discussion. Je terminerai en disant que maintenant je commence à bien connaître les gens avec lesquels je travaille, je pense que nous sommes près d'une dizaine (homo ou bi) dans l'établissement, certains vivant en couple, d'autres pas. Cependant je note que quelque uns restent complètement silencieux quant à leur homosexualité auprès des autres enseignants. Dans le cadre d'une atmosphère de travail, que l'on ne puisse pas en parler c'est quelque chose qui me dérange un peu. Les hétéros qui vivent en couple parlent de leur famille, de leurs enfants. J'en ai un peu marre de cette différence de parole entre homos et hétéros.

Frédéric : J'ai 40 ans, je suis enseignant en chimie à l'université de Toulon depuis cinq ans (ville célèbre pour sa municipalité Front National). Cette année, beaucoup de choses se sont quelques peu précipitées. Notamment grâce à Internet, des étudiants se sont retrouvés sur un fournisseur d'accès et bien sûr se sont déclaré, et l'un de mes anciens étudiants qui savait que j'étais gay (je m'étais confié à lui) a rencontré sur le serveur l'un de mes élèves actuels. Et leur est venue l'idée de se réunir tous. Il me téléphone pour m'apprendre qu'il avait rencontré un de mes élèves, puis me demande s'il peut dire à ce dernier que je suis aussi homo. Je lui ai répondu que je ne voyais aucune raison pour ne pas le lui dire. Ainsi nous nous sommes retrouvés quelques-uns, et quelques jours après nous avons déposé les statuts de l'association (loi 1901 à but non lucratif) dont je suis le président. Non pas que dans ma tête j'en sois à me dire que je suis encore jeune étudiant, non je n'ai pas 40 ans, en fait j'en ai 18. C'est plutôt qu'ils ont eu un peu peur de se lancer dans un coming-out grand public au sein de l'université, craignant d'éventuelles représailles de la part d'un prof qui voudraient les virer. Pour ma part je n'ai pas de problèmes avec mes élèves, je suis assez bien côté et je me suis demandé ce qu'il pouvait m'arriver. Je n'ai pas à être schizophrène, aussi à la rentrée prochaine je compte adresser un courrier au président d'université (j'attends le papier de la préfecture) dans laquelle je lui écris qu'à l'image de ce qu'il se passe à l'université libre de Bruxelles (le cercle homosexuel étudiant), de ce qui vient de se passer avec l'association *Mousse* à Science-Po, on réclame peut-être pas l'hébergement de notre site sur celui de l'université mais au moins qu'il y ait un lien associatif partant du site de l'université jusqu'à nous. Je verrais la réponse du président, mais je pense qu'elle sera favorable parce qu'à l'exemple de l'université libre, je ne vois pas comment il pourrait justifier un refus. Et avec cela nous pensons contacter beaucoup de monde.

Pour rejoindre un peu ce qui ce dit à propos des collègues, dans le cadre des présentes *Universités* j'ai eu un rôle très important dans l'université où je travaille avec le personnel médical. L'infirmière à qui j'ai dit être homosexuel et que j'étais le président de cette association. Sur ce elle m'a dit qu'elle allait en parler à son supérieur des affaires sanitaires et sociales, sachant que tous les étudiants de première année passent obligatoirement la visite médicale (ils auront donc dans l'infirmerie la documentation nécessaire). Je compte beaucoup sur elle et sur ce travail de longue haleine que nous allons mener ensemble, pour que tout le monde sache au moins que nous (les homos) existons. Parce que tous ces jeunes qui à 18 ans n'ont pas encore osé parler de leur homosexualité auront au moins l'information. Il y a tout un tas de jeunes qui effectivement sont en détresse. Pourtant l'infirmière m'a dit qu'aucun des jeunes (filles et garçons) qu'elle a reçu en visite ne lui a dit être homo. Quant à la question de la visibilité personnelle, je reconnais que je suis trop resté dans l'omission. Beaucoup de collègues ont voulu me marier, pensant que telle fille devrait me

convenir. Je n'ai rien répondu. Mais maintenant c'est fini. J'ai dit à tout un tas de collègues au département chimie (à la fac c'est toujours plus ou moins cloisonné par départements), et suite à cela j'ai été invité à dîner chez certains d'entre eux. Ainsi, par exemple, j'ai demandé à une collègue qui m'avait dernièrement invité si le copain avec qui j'étais à l'époque pouvait venir, ce à quoi elle m'a répondu qu'il n'y avait aucun problème. Il ne faut pas oublier que les gens acceptent et comprennent à partir du moment où ils savent. C'est une force que de dire la vérité. Nous n'avons pas à avoir honte d'être homo, d'être gay ou d'être lesbienne. C'est clair et net, on n'en parle plus.

Marie : J'ai parfois l'impression qu'il y a des personnalités quelque peu opaques (dans le sens pas vraiment visibles, et même mystérieuses). Je pense en particulier à tous ces enseignants et autres personnels administratifs de l'Education Nationale qui n'osent pas aborder les questions de vie privée. C'est un petit peu bizarre de travailler avec quelqu'un qui dès l'instant où il sort du lycée on ne sait pas qui il est

X : C'est normal aussi qu'il puisse ne pas dire son intimité, qu'il puisse se préserver.

Frédéric : Je précise juste que l'association dont je suis le président s'appelle *Etudiante*. Ceci dit, il nous faut, nous autres membres de l'Education Nationale, faire l'information, relayer l'information. Il nous faut regarder avec attention ce qui se passe au collège, il nous faut donner aux plus jeunes les informations nécessaires (je pense en particulier à *Contact*, à *Ligne Azur* et d'autres encore ...). Nous avons des représentants au Parlement, et l'après-PACS va être de faire en sorte que cela soit institué le fait d'aborder le thème de l'homosexualité dans les programmes scolaires, de faire en sorte qu'on ne soit pas honteux de donner le numéro de la *Ligne Azur* comme de l'association *Contact*. Parce qu'il n'y a pas de honte à avoir. Il me semble que dans les semaines, dans les mois à venir c'est dans ce sens que nous devons aller.

Isabelle Cruette : Je suis membre de *David et Jonathan* et du bureau d'*ILGA Europe*. Je vends des codes barres de façon professionnelle (rarement pour mettre sur des élèves, mais ça arrive). Je suis arrivée assez récemment chez *David et Jonathan*, mais ce que j'ai compris c'est qu'il y avait eu plusieurs tentatives au niveau de l'Education Nationale pour dire qu'il est important de parler de l'homosexualité. A *David et Jonathan* (association nationale de chrétiens homos avec des groupes locaux dans toute la France) nous avons essayé de contacter l'Education Nationale, il y a eu plusieurs échanges mais jusqu'à présent nous n'avons pas réussi à avoir la moindre influence en matière de programme scolaire, même si avec tous les groupes locaux nous avons matière à proposer des interventions.

J'ai entendu parler (et je sais où trouver la documentation bien que je ne sache pas très bien en quoi cela consiste) d'un projet qui s'appelle *Glee Project*. Il s'agirait d'un projet d'envergure européenne, lancé au Danemark ou en Finlande (enfin l'un de ces pays nordiques) et alimenté par des financements venant de la Communauté Européenne. Le but de ce projet est, d'après ce que j'ai pu comprendre, de donner les moyens pédagogiques aux enseignants afin de leur permettre d'aborder la question des discriminations, et notamment celles liées à l'identité homosexuelle. Cela se passerait actuellement en Finlande, mais ce n'est pas grave puisque le voyage est payé par l'Union Européenne. Pour l'instant cela se passe seulement en anglais. Suite à une présentation en Autriche à laquelle j'ai pu assister, je me suis aperçu qu'il y a absolument personne en France qui relayer cette information. Personnellement c'est quelque chose qui m'intéresse, bien que je ne travaille pas au sein de l'Education Nationale. Il me semble que c'est réellement dommage qu'il n'y ait personne (ni responsables académiques, ni profs) pour en parler, pour en diffuser l'information. Il semblerait qu'il n'y a personne pour prendre en charge ce type de projet. Apparemment il semblerait que sur Internet il y aurait tout un tas d'outils pédagogiques mis à disposition des enseignants (ou à l'équipe enseignante), des proviseurs et autres responsables d'établissements scolaires. Non pas pour parler de l'homosexualité à l'école en tant que sujet du programme scolaire, mais davantage pour sensibiliser les gens sur l'homosexualité et les discriminations qui y sont liées. Ceci dit, l'information sur le *Glee Project* est disponible sur le site Internet de *ILGA Europe*.

X : Quant à la question des programmes scolaires, il faut savoir qu'à l'heure actuelle c'est Ségolène Royale qui a les cartes en main. Et toute la question est de savoir ce qu'elle va décider de faire. Mais il faut aussi prendre en compte le fait qu'elle va très certainement subir de très fortes pressions de la part d'associations plus ou moins intégristes, ou de la part des parents d'élèves. D'autant que cette réforme concernera les collèges et les lycées. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'un article publié dans le *Monde* fin mai/début juin.

Marie : En plus, c'est plus facile d'aborder ces questions lorsque l'élève est jeune. Car par la suite il va grandir avec cela en tête, et évoluer. C'est en fait bien plus difficile avec des élèves âgés de 16 à 24 ans. C'est une période où les individus sont en construction, confrontés souvent à des problèmes personnels. Lorsque l'on aborde la question de l'homosexualité en classe, on voit tout de suite les deux ou trois que cela gêne.

Frédéric : C'est exact qu'à l'école primaire, cela ne pose aucun problème aux élèves d'aborder cette question. Et puis de toute façon il y a tellement de familles recomposées avec des gens qui, après avoir été mariés et après avoir divorcé vivent aujourd'hui avec leur compagnon ou leur compagne. Ce sont les enfants qui, avec un très grand naturel, nous disent que leur papa vit avec un monsieur, que leur maman vit avec une dame. Il n'y a pas chez eux la moindre honte à dire de telles choses. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre que l'Education Nationale se mette au diapason, se mette en accord avec l'évolution de la société. Juste un truc, à New York comme à San Francisco, ceux qui parlent d'homosexualité dans les écoles sont des hétérosexuels, ce qui en soit est important.

François : Je suis tout simplement professeur, et jusqu'à présent j'ai effectué les 4/5^{ème} de ma carrière à l'étranger. Il m'est arrivé deux histoires assez significatives, la première au début de ma carrière. C'était dans les années fin 50/début 60, j'enseignais alors dans un collège, et en fin d'année les 3^{ème} que j'avais pris en main commençaient à se sentir un peu plus à l'aise et à s'intéresser à ce que je faisais. J'avais institué une demi-heure d'expression libre durant laquelle les élèves pouvaient poser des questions de façon anonyme (sur papiers), ce qui donnait les bases d'une sorte de débat. Ainsi j'ai eu toute une série de questions relatives à la puberté (qu'est ce que c'est que la puberté ? A partir de quand on est pubère?). Pour certaines questions, je renvoyais vers le professeur d'anatomie, pour d'autres j'essayais d'y répondre par moi-même. Et un jour un des élèves a demandé qu'est ce que c'est que l'homosexualité. Mon grand tort alors de dire que c'était un problème relativement privé, personnel, que c'était à la famille de répondre à ce genre de question. Bien entendu un des gosses en a parlé à ses parents, et l'histoire est montée jusqu'au rectorat. Finalement j'ai présenté des excuses publiques devant les parents d'élèves pour m'être occupé de choses qui ne me regardaient pas. J'avais eu préalablement un entretien avec un supérieur hiérarchique auquel je lui ai dit que j'étais éducateur, ce à quoi il me fut répondu que je n'étais pas éducateur mais un technicien du savoir. Puis la vie s'est écoulée, non sans difficulté selon les postes. Certains furent faciles, d'autres pas vraiment.

Puis pour des raisons y et x, je suis retourné à l'enseignement proprement dit, en fin de carrière professionnelle (ces six dernières années). J'ai eu à souffrir durant 6 ans, je dis bien souffrir. Les premières années furent très dures car ce qu'on fait là-bas tient du parfait néocolonialisme, ce qui me répugnait et que je n'arrivais pas à faire dans le cadre de mon métier. Les dernières années comme je faisais de la pub à la télévision, et qu'à un certain moment il y a eu une certaine équivoque, je suis devenu l'objet de la part de mes collègues de réflexions plus ou moins appuyées. Et le statut d'homosexuel a commencé à me coller à la peau. Les élèves sont beaucoup plus directs, ils vous disent carrément les choses. Au début c'est quelque chose qui m'a embarrassé, jusqu'à ce qu'au bout de trois ans je trouve une aide. A un élève (pas de ma classe, aucun d'entre eux ne se serait permis cela) qui abordait directement la question, j'ai répondu quelque chose comme "5 minutes, je te donne mon numéro de téléphone, et si cela t'intéresse tu m'appelles". De la sorte j'ai désamorcé les injures, qui malgré tout ont continué mais de manière moins forte. Voilà les deux aspects de l'Education Nationale que j'ai connus. Ceci dit, je me demande comment on peut arriver (mais mon expérience est courte) à intégrer une initiation, un semblant d'information à des élèves qui sont beaucoup plus avancés dans une démarche d'information que l'on pense, et qui de toute façon répondent à des stéréotypes familiaux indestructibles.

Jean-Pierre : Je ne suis pas enseignant, même si j'ai enseigné durant deux ans dans le cadre de la coopération en Afrique. C'est une expérience bien trop courte pour être significative. Par contre sur cette question, à titre purement personnel, je suis convaincu que le meilleur moyen de lutter à titre préventif (parce que c'est très bien de gérer les problèmes avant) consiste à informer les jeunes, c'est-à-dire les élèves du primaire et les collégiens. Il me semble que déjà au primaire il faut, cela me semble presque simple mais je ne parle pas seulement au niveau de l'Education Nationale, dire des choses sur les discriminations de manière générale. Certes l'homosexualité en fait partie, mais je pense à des choses beaucoup plus larges qui peuvent être assez facile à faire passer parce que cela renvoi moins à leur propre vécu de l'homosexualité (directe ou non). Dire qu'il ne faut pas être discriminatoire vis-à-vis de gens quelle que soit leur différence, c'est plus facile d'intégrer ce type de discours plutôt que de traiter directement de l'homosexualité. Et effectivement le film italien (*Personne n'est pareil*) qui a été diffusé cette semaine est une réponse, et sa diffusion pourrait nous être utile. Sauf que pour ma part je ne sais pas dans quelle mesure il est disponible.

Didier : Je suis prof dans le même lycée depuis 25 ans. Tout le monde est au courant de mon homosexualité. J'enseigne une matière qui permet d'en parler, à savoir les sciences économiques et sociales. En seconde, on aborde la question de la famille et de son évolution, et en première la question de la relation de l'individu avec la société (la culture, la socialisation). Tout un tas de moments où il est possible de parler assez tranquillement de l'homosexualité. Mais cela n'est possible que depuis le milieu des années 80. Je n'aurais jamais osé prononcer le mot "homosexualité" en classe avant la fin des années 70. Quand j'ai commencé à enseigner, on ne prononçait pas le mot "avortement". Un collègue à Strasbourg a failli se faire virer pour avoir osé parler en classe de relations sexuelles. Mais les choses ont tout de même bien changées, et aujourd'hui c'est quelque chose de possible.

Personnellement je n'ai jamais vraiment eu l'impression d'avoir de problèmes. Beaucoup d'anciens élèves qui sont devenus par la suite des amis m'ont dit qu'ils apprenaient mon homosexualité dès qu'ils rentraient dans la classe. Ceci dit, il me semble que je n'ai pas à parler de moi, mes collègues qui sont hétéros n'ont pas à rendre compte à leurs élèves de ceux avec qui ils couchent, de comment ils ont fait leur premier enfant, puis le deuxième, pourquoi ils ont adopté le troisième, etc Aussi je ne parle pas de moi, mais très souvent je donne des informations. Il existe un fond de consultation psychologique anonyme dans la ville, et il m'est très souvent arrivé d'en communiquer l'adresse. Cette année j'ai eu l'impression d'assister de la part de deux ou trois élèves à une certaine homophobie, notamment d'une fille qui allait très mal et qui a choisi un moment où nous parlions de l'homosexualité pour sortir un "c'est dégueulasse", puis tout au long de l'année dire que ceci ou cela était nul, inintéressant. Sur le coup j'ai beaucoup pleuré, mais lorsque je me suis dit que cette réaction venait de son mal-être, j'ai quelque peu relativiser les choses.

Catherine Fabre : Tout à l'heure a été évoquée la question de l'éducation à l'adresse des élèves peu âgés, à ce propos je voudrais apporter une expérience, un témoignage personnel qui va tout à fait en ce sens. J'ai grandi auprès de certains des amis de mes parents qui étaient homosexuels. Lorsque j'ai pris conscience de ma propre homosexualité, j'ai su que je n'étais pas seule puisque j'avais sous les yeux leur exemple. Et donc j'ai fait le chemin inverse à la grande majorité des gens, c'est-à-dire qu'à un moment donné il a fallu que je comprenne que l'homosexualité n'était pas la normalité, n'était pas si habituelle que ça.

X : J'enseigne l'histoire géographie au lycée, et j'ai été amenée à beaucoup travailler avec mes élèves notamment en cours d'éducation juridique et sociale sur les discriminations, plus particulièrement les discriminations sexistes (comme celles que l'on retrouve dans la publicité). Cette année ce fut assez facile puisque l'éducation juridique et sociale n'est pas encore quelque chose de très clair, de très défini dans les programmes scolaires (les instructions officielles sont réduites au minimum), ce qui permet de faire pas mal de choses (ce qui à mon avis sera plus difficile par la suite). Bref, j'ai donc beaucoup travaillé sur cette question (sachant que je suis également membre d'une organisation féministe). J'assiste à ce débat aussi pour savoir si des gens ont essayé de monter des projets pédagogiques de ce type dans le cadre institué des programmes de l'Education Nationale, sur les discriminations et non plus cette fois seulement sexiste, bien que je pense que l'on puisse facilement l'étendre aux discriminations homosexuelles.

X : L'éducation juridique et sociale est une nouvelle discipline qui a été instituée au lycée depuis cette année, avec des thèmes. C'est vrai qu'en seconde il y a eu un thème sur la famille et le renouveau de celle-ci. J'ai constaté que parmi tous les profs qui utilisent Internet, beaucoup ont utilisé dans leur classe les débats sur le PACS. Il me semble qu'il y a énormément de place si on veut travailler ces thèmes, que ce soit pour montrer le système de vote français, que ce soit pour montrer les débats ou justement les nouvelles évolutions de la famille. Beaucoup de choses se sont faites autour de ça. Il s'agit d'une ouverture.

Stéphane : Je fais partie de l'enseignement, et pendant trois ans j'ai travaillé (en tant que pion) en ZEP (c'est à dire en zone d'éducation prioritaire). Cela s'est à peu près bien passé sauf que pas mal de personnes m'ont trouvé très efféminé, mais quand ils m'ont vu avec une copine amie (il s'avère que je suis bisexuel), la rumeur s'est éteinte d'elle-même.

Didier : Et tu n'as pas préparé la prépa ?

Stéphane : Lorsque tu es en ZEP, faire une prépa est quelque chose de réellement très difficile. En tant que pion nous ne sommes pas tout à fait dans l'enseignement, on n'est pas pour autant élèves. Nous sommes en fait entre les deux, comme une espèce de pont. Ce qui n'est pas évident, surtout avec ce type de population.

François : Parce que l'on ne peut pas expliquer, ils se moquent. Si jamais nous voulons expliquer les choses, faire comprendre pourquoi on est ainsi et comment on se sent bien, le gars ou la fille se met à rire. Ce sont des moqueries.

X : C'est pourquoi il importe de décentraliser le débat, le porter sur autre chose que soi-même.

Catherine Fabre : Je savais que cet atelier allait être riche en témoignages, ils sont tous différents et c'est très bien. Les ateliers, c'est quelque chose de toujours frustrant parce qu'on commence un truc et il faut s'arrêter puisqu'il est l'heure. Aussi je me propose de résumer en quelques mots tout ce qui a été dit.

Alors, quand on est prof et homo, faut-il le dire ou pas ? Faut-il être un bon prof pour le dire ? Un peu comme s'il fallait être bon parent homo pour avoir des enfants. Mais alors, que penser de ceux qui ne le disent pas ? Est-ce bien ? Est-ce opaque ? Ont-ils le droit de ne pas le dire ? Ont-ils le droit d'avoir une vie publique à l'école et une vie privée chez eux, et de ne pas mélanger les deux (ce qui n'est pas facile). Il y a aussi toute la question des avantages à le dire ou à ne pas le dire. Quant à l'information sur l'homosexualité, il y a une information plutôt soft qui consiste à passer dans tous les cours d'histoire ou de français un peu d'homosexualité en abordant la question, et une information hard (que je fais dans le cadre de mon travail) qui consiste à aller dans les classes et de parler frontalement, directement de l'homosexualité. L'autre grande question est de savoir déterminer le moment de le dire. Tout le monde est d'accord pour dire que plus les élèves sont jeunes et mieux c'est, mais reste à savoir qui va le dire et comment il va le dire. Parce qu'il est évident qu'il ne faut pas que ce soit n'importe qui. Mais est-ce que les enseignants sont prêts à s'en charger ? Je prends l'exemple de celui qui nous a dit que lorsqu'il a parlé des camps de concentration il avait parlé des homosexuels, je suis certaine que la majorité des profs n'en parlent jamais.

François : C'est vrai que maintenant cela figure dans les manuels scolaires. Il y a eu un changement depuis cinq ans. Pas tous les manuels, mais cela représente tout de même près de la moitié. J'ai regardé ça de près.

Catherine Fabre : On a parlé d'intégrer l'homosexualité dans le cadre de cours sur le racisme. C'est bien de parler d'homosexualité quand on fait une leçon en primaire sur la question de la tolérance, mais comment le faire, comment pousser les profs à le faire ? Est-ce possible ? La collaboration du corps professoral et du corps médical est essentielle, surtout par rapport aux questions relatives à des témoignages.

Nathalie : Les programmes évoluent dans le bon sens. En BTS (deux ans après le BAC) il y a des thèmes qui sont traités en pluridisciplinarité comme le français, l'éducation socioculturelle et l'économie (matière que j'enseigne), et le thème de cette année (le masculin/féminin) est assez intéressant. C'est un thème complètement libre, les instructions du ministère tiennent sur une page avec quelques entrées, quelques pistes de réflexion. Libre à nous de faire ce que l'on veut. Ce qui m'a permis de parler du subjectif et notamment de l'homosexualité. Je travaille en collaboration avec d'autres enseignants, et ensemble nous avons proposé aux étudiants de faire des exposés sur des thèmes qu'ils choisissaient eux-mêmes. Deux filles de ma classe ont choisi le thème de l'homosexualité, ce dont j'étais ravie. Alors elles eurent quelques difficultés à trouver de la biblio, je leur ai dit de ne pas bouger, que j'allais les aider. Tout cela pour dire qu'en France que les choses évoluent, en tout cas au niveau du ministère de l'agriculture.

Par ailleurs, quand j'entends dans les cours de recrée ou les inter-cours des "pédés", je m'emploie presque systématiquement à intervenir, non pas en mettant en avant mais en demandant à celui qui l'a dit ce qu'il entendait par là, s'il pouvait m'expliquer ce que cela signifiait pour lui. Et ça marche très bien puisque cela les conduit à se poser des questions. Cela me paraît être quelque chose d'intéressant à fourguer chaque fois, de mettre le doigt là-dessus, de demander pourquoi celui qui l'a dit le pense comme une insulte.

X : Les gens ne pense pas forcément à l'homosexualité en tant que telle. Mais c'est une insulte facile, habituelle même.

X : Sur la question de le dire ou de ne pas le dire, il me semble que cela dépend de beaucoup de choses. C'est quelque chose de typiquement circonstanciel, cela dépend de l'endroit où on est, de la personnalité des protagonistes En fait, il n'y a aucun jugement à porter sur une attitude ou une autre. On est et on dit ce que l'on veut. Après avoir vu le film tourné en Italie, je suis vraiment convaincu que l'homosexualité est un fait social, au même titre que d'autres phénomènes sociaux discriminatoires. Les gays existent, ils sont dans la société, pourtant les enfants sont généralement dans l'ignorance de ce fait. Ceux qui sont concernés doivent se construire une identité qui n'est pas prévue dans cette société. La lutte ne peut venir qu'au niveau

élevé du ministère, et il faut que des associations fassent pression pour que cela rentre dans les programmes. En plus, c'est beaucoup plus difficile pour nous homosexuels (gays et lesbiennes) qui sommes directement concernés d'en parler. Parce qu'il ne faut pas se leurrer, dès que l'on parle d'homosexualité au sein de l'Education Nationale, et à plus forte raison devant les enfants, il y a une vaste majorité de parents (pour ne pas dire tous) qui y sont farouchement opposés. C'est clair. Et alors que les enfants vous traitent de "pédé", si vous les questionnez vous constaterez qu'ils agissent ainsi davantage par ignorance que par agressivité. L'insulte n'est pas forcément dirigée contre nous, c'est davantage leur propre peur, leur propre angoisse qui se manifeste, plutôt qu'une attitude forcément agressive à notre égard. C'est bien l'ignorance qui est à la base de tout.

Je pense que l'on ne peut intervenir que dans le cadre d'autorisations des autorités compétentes. Un enseignant peut difficilement parler de choses qui ne sont pas prévues au programme. En plus, la tendance actuelle est que les parents d'élèves mettent de plus en plus la pression afin d'avoir leur mot à dire sur le contenu même des programmes. Je suis absolument opposé à ce que les parents viennent se mêler de ce que l'on dit dans nos cours. Et si à l'heure actuelle, d'après ce que j'ai entendu, Ségolène Royale à la cassettes du film "*Personne n'est pareil*", il est tout à fait possible qu'elle subisse une pression d'un quelconque groupe de défense de la famille pour ne pas s'en servir. Même à l'école primaire les enfants ont entendu parler "d'homosexualité", de "pédé", et ils se construisent des représentations imaginaires qu'il faut absolument remplacer par d'autres constructions qui disent que c'est quelque chose de normal.

Catherine Fabre : Il semblerait que certains n'ont pas vu les deux films dont nous parlons, je me propose de les expliquer puisque je l'ai vu tous les deux. Alors, "*It's elementary*" est un film américain (que j'ai vu il y a deux ans au festival du film gay et lesbien de Bruxelles). Je l'avais alors trouvé vraiment très bien. Il y a deux versions, une courte et une longue. Brièvement, l'histoire se passe dans une école située à San Francisco où pendant une semaine on parle d'homosexualité aux enfants, on leur explique de quoi il est question

François : Le film est construit remarquablement, les enseignants y ont fait un travail réellement extraordinaire. Ils ont commencé par déconstruire l'image de l'homosexuel type en faisant verbaliser les enfants, en les faisant écrire au tableau les mots "gay", "lesbienne" et autres termes qui désignent les homosexuels. Puis chaque enfant les associait, les classait. Ce qui donnait une base de discussion. Suite à cela, les enfants parlaient entre eux, racontaient leur propre vécu (c'est ainsi que l'un d'entre eux raconta qu'il avait une tante lesbienne). Il y a même eu une lesbienne et un gay qui sont intervenus sur place. Après les enfants se sont dit qu'ils étaient comme eux. En France, aussi loin que je m'en souviens les interventions ne sont pas autorisées. Aux Etats-Unis, c'est selon la volonté des autorités des écoles (qui sont des autorités locales et élues par la communauté), il est donc possible d'y faire intervenir qui on veut.

X : Sauf que dans le cadre de la décentralisation et de l'autonomie des chefs d'établissement, un chef d'établissement peut tout à fait prendre l'initiative de faire venir une association ou d'organiser des projections, des débats.

Catherine Fabre : Et le film se termine par une immense fête style *Gay Pride* où tous les enfants s'amuse. En ce qui concerne le film italien "*Personne n'est pareil*", il ne se passe plus en école primaire mais en école secondaire

Didier : Avec l'accord des parents, ils ont réuni plusieurs élèves d'écoles et de lycée de Milan et de sa région, et ce sur plusieurs jours. Ils ont fait se rencontrer des adolescents qui s'étaient déclarés homosexuels et des ados plus ou moins homophobes. Et pendant ces quelques jours, tout le monde s'est parlé (cela ne s'est pas vu dans le film, mais je suppose qu'ils se sont donnés quelques consignes de non-agression et de respect obligatoires). Au fur et à mesure nous avons pu assister au processus de changement notamment des ados plus ou moins homophobes, ces derniers après avoir creusé la question ayant reconnu que leur répulsion de l'homosexualité venait principalement de leur ignorance. Les homophobes sont persuadés que les homosexuels c'est surtout le sexe, et en fait ils ont compris que c'était aussi et surtout des sentiments, et que donc il y avait aucune raison d'empêcher les gays d'exister. On voit tout le cheminement que font ces adolescents, à travers leurs différences. Les réalisateurs ont également filmé la manière dont certains des adolescents ont fait leur coming-out vis-à-vis de leurs parents, et le rejet qu'ils ont subi. En fait pour les enfants et les adolescents, l'obstacle principal c'est la famille.

François : D'après ce que j'ai compris, il y aurait eu avant ce film différentes initiatives prises par les homosexuels eux-mêmes, mais sans grand succès. Jusqu'à ce que les autorités milanaises donnent leurs accords, du fait qu'elles furent particulièrement sensibles à ce que ce soit des parents qui viennent dire que leurs enfants étaient ainsi et qu'il fallait faire quelque chose. A ce moment là, les autorités ont eu comme une révélation.

Hélène : A propos de la façon dont on pourrait faire parler les enseignants sur le thème de l'identité homosexuelle, je suis très septique à propos d'une bonne partie de mes collègues enseignants quand je vois que depuis 30 ans figure un module d'éducation sexuelle dans les programmes scolaires et qu'il n'est toujours pas traité. Alors en plus de parler d'homosexualité, j'ai des doutes. D'autant que dans son ensemble le corps enseignant est assez conservateur, et on lui demande de reproduire la société telle qu'elle est, c'est-à-dire très hétéro-centrée. L'homosexualité fait partie des choses dont ils ne peuvent, ne veulent pas parler. Par contre, il est possible de leur faire dire quelque chose en biaisant. Il y a un médiateur qui est extrêmement suivi par tout le monde, c'est la télévision. Y parler de l'homosexualité, la montrer, et ce à des heures de grande écoute, tout en ne le présentant pas comme quelque chose de ridicule (comme on l'a fait pendant longtemps), c'est déjà une première chose. La deuxième, c'est d'en parler aux élèves par des moyens détournés, comme la littérature. En tant que documentaliste, j'ai à ma disposition tout un tas d'ouvrages. Par exemple, *l'Amicale du Nid* a commandé 2 bandes dessinées à un dessinateur, une sur le sida (Jo) et une autre sur la prostitution (Pour toi Sandra). Je les ai toutes les deux. Alors qu'aujourd'hui le livre est un matériau très volatil sur les étagères, ces deux bandes dessinées qui sont à demeure sur les étagères sont lues par tout le monde. Ce qui est un signe, et s'il y avait quelque chose de similaire sur l'homosexualité ça pourrait être aider un certain nombre d'élèves. Ensuite à partir du moment où dans les programmes, en particulier l'éducation civique et les sciences économiques et sociales, les enseignants ont l'autorisation d'en parler (non pas forcément l'obligation mais au moins la possibilité), la demande viendra des élèves eux-mêmes. Et à partir de ce moment, on peut faire venir des gens de l'extérieur comme des associations. C'est ce genre d'intervention qui peut amener la discussion dans l'ensemble de l'établissement et faire avancer les choses.

X : Certes, mais si on ne prend en compte que la parole des élèves, on ne va pas avoir grand-chose parce que par définition ce que l'on enseigne beaucoup ne savent pas qu'ils ont besoin de cette information.

X : Je suis dans un lycée sensible, et mes élèves ne poseront jamais de questions si je n'aborde pas moi-même le sujet.

X : Il suffit d'attendre que quelqu'un sorte un "pédé". Ça va vite. Je prends l'exemple d'une collègue qui lorsqu'il y a des problèmes de vol ou des insultes, elle en parle dans sa classe. L'éducation civique c'est comme ça qu'elle la fait.

Isabelle Cruette : Dans l'association *David et Jonathan* on s'interdit de recevoir des mineurs (c'est d'ailleurs écrit dans le règlement). Alors, je me demande si on en parle dans les écoles et si on transmet des numéros de téléphone, quel téléphone se pourrait être ?

X : *Ligne Azur* par exemple. On a le droit, en tout cas je le fais depuis des années.

X : D'autant que derrière la *Ligne Azur*, il y a l'aval du gouvernement.

Isabelle Cruette : Ensuite, tout à l'heure a été évoquée l'idée qu'il fallait influencer au niveau du ministère de l'Education Nationale afin que cela soit pris en compte relativement tôt l'homosexualité dans les programmes scolaires, et il a même été question d'un accord entre associations. Idée intéressante, mais quelles associations ? Mais quelle pourrait être cette "organisation" ?

Marie : On risque d'être taxé de prosélytisme, notamment par les parents si une coordination d'associations gays et lesbiennes décide de presser l'Education Nationale de créer un outil pédagogique, comme en Italie. En fait c'est quelque chose qui doit passer par le biais des parents d'homosexuels. Je pense plus particulièrement à l'association *Contact* qui a maintenant partout en France des antennes locales et qui fonctionne bien. Que ce soit des parents d'élèves eux-mêmes, plutôt qu'une quelconque association homosexuelle, qui interviennent est quelque chose d'assez sécurisant pour les parents d'élèves.

X : Effectivement, en ce qui concerne l'outil pédagogique lui-même il me semble qu'il faut passer par là. En revanche pour tout ce qui concerne une réflexion sur les programmes c'est davantage de la compétence de ceux qui sont à l'intérieur, c'est-à-dire les enseignants

François : Et aussi les députés, les mêmes qui furent les promoteurs du PACS. L'après-PACS, c'est aussi leur poser ce genre de question, et en attendre autre chose que de belles paroles ou des promesses creuses. Je pense tout particulièrement à Jean-Pierre Michel, à Patrick Bloch, à tous ces députés

X : Reste qu'il faut un accord entre les associations sur de communes revendications.

Jean-Pierre : Par rapport au fait que certains n'étaient pas très sûrs qu'une partie des enseignants n'était pas capables de fournir la bonne information, je ne serais pas aussi inquiet. Face à un mauvais prof, il y aura toujours des gens pour réagir, pas directement mais simplement pour dire que ce qui a été dit durant le cours est complètement ringard, complètement faux. Ce qui fera de toute façon réagir les gens. Du moment qu'il y a du dialogue, que cela va au-delà des insultes.... Bien Evidemment je ne pense pas au primaire

X : Seulement le poids du prof est parfois écrasant. Je travaille au lycée, et j'ai vraiment de tout. Ce n'est pas possible pour un enfant de commencer à argumenter, de dévoiler une identité jusque là cachée. Et donc ils prennent tout dans la tronche pendant que les autres rigolent.

Philippe : Il faut avoir à l'esprit que toutes nos associations sont nées d'une oppression de la société parce que nous ne sommes pas dans la norme prévue par elle. Et la tendance, y compris dans cette homosexualité, c'est de regrouper par rapport à un type d'oppression précise, aussi à l'intérieur d'un groupe il y a des sous-groupes (ce qui, par exemple, pose le problème de la mixité). Personnellement c'est quelque chose que j'ai du mal à comprendre, j'entends tout à fait qu'à un moment donné un groupe souhaite se réunir parce qu'il y a des choses qui concernent les femmes à des titres divers et qu'elles ont envie d'avoir leur secret qui ne concerne pas les hommes, mais après, au niveau des luttes je serais sur la position (même s'il l'a dit d'une façon un peu compliquée hier soir) du président de *Mousse*.* La solidarité est de fait normale, puisqu'on subit tous le même type d'oppression. Personnellement j'ai abandonné les associations justement à cause du fait que chacun veut défendre son petit territoire. Mais lorsque l'on défend son petit territoire on ne peut pas prendre en charge la lutte contre l'oppression de ce territoire là. Cela ne peut être pris en charge que par un collectif.

Ceci dit, on ne parle jamais des hétérosexuels. Le festival que j'organise a cette particularité de se dérouler dans un cinéma normal, il n'a pas l'étiquette "gay et lesbien" même si ce sont des films homos. Des hétéros, des collègues viennent. De plus en plus, on a tendance à penser que l'on peut changer d'idée s'il y a un choc émotif, et il me semble que l'art et/ou la culture peuvent opérer ce changement. Il faut changer la vision que les hétéros ont de l'homosexualité (leur peur, leur angoisse), hors on intègre rarement les associations homosexuelles ou des homosexuels dans ce combat. Le festival est fréquenté au moins par un bon tiers d'hétéros. Je refuse l'idée "les homos se font leur cinéma". A quoi cela sert ?

X : Mettre dans les programmes scolaires le seul thème de l'homosexualité est une erreur. Il faut que l'on y parle des sexualités.

Philippe : A l'école, les hétérosexuels ouverts peuvent mieux parler que nous. De plus on ne les soupçonnera pas, on ne les accusera pas de parler pour leur propre chapelle.

Catherine Fabre : Par rapport à l'Education Nationale on a dit que cela passerait mieux si c'était les parents d'enfants homosexuels (comme en Italie) qui prenaient les devants. Paola qui est présidente de l'*Agedo* a contacté *Tels Quels*, l'association *Contact*, une association allemande et une autre anglaise (toutes des associations de parents de jeunes homosexuels) et ensemble ont créé un groupe qui s'appelle *Euroflag* dont l'objet est justement de faire avancer les choses au niveau de l'Education Nationale, et de proposer cette vidéo afin qu'elle soit diffusée. C'est comme ça, il me semble, que ça avancera le mieux. Si ce sont les parents qui ensemble vont dire que les enfants sont tous pareils, qu'ils ont un fils homo qui n'a pas la même vie, que ce dernier est désavantagé par rapport à un enfant hétéro. En Belgique, nous avons un journal (le *Ligueur*) qui depuis des années ne parle jamais d'homosexualité. Cela fait des années que nous nous battons pour qu'il en parle même un peu, et cette année nous y avons réussi grâce au groupe de parents d'enfants homosexuels qui a été les voir pour leur dire qu'ils étaient parents d'enfants gays ou lesbiens, que cela pouvait arriver à d'autres, qu'il fallait en parler.

X : Cela peut être un angle stratégique, mais il ne faut pas non plus trop se mettre dans la position de laisser les autres parler à notre place. Il y a des gens qui sont plein de bonne volonté, mais face à un auditoire il faut des compétences, un savoir, un peu de pédagogie. Tout le monde ne peut pas le faire.

X : Le film italien "*Personne n'est pareil*" est très bien parce qu'il montre que tous les enfants, quel qu'ils soient, ont un coming-out à faire. Pas seulement à propos de leur sexualité, par exemple une fille peut avoir besoin et envie d'affirmer que sa féminité est naissante. D'ailleurs l'un des coming-out est intéressant, puisque le jeune n'arrivait même pas à le faire, il ne savait même pas ce que c'était. Cela donne un côté assez universel. Cela veut dire que tout le monde est concerné.

* Pages 34 à 35

X : Je voulais intervenir sur la mixité, même si ce n'est pas trop le thème de ce débat, mais c'est quelque chose qui me semble très important. Pour moi la non mixité est importante. A certains moments, on a bien vu que les gays et les lesbiennes ont une vie commune qui est fondamentale, mais on sait aussi que dans le mouvement homosexuel les gays ont parfois des comportements qui sont parfois très misogynes, très sexistes. C'est pourquoi il faut que nous autres les lesbiennes nous apprenions à déconstruire, à comprendre ce phénomène et à pointer le doigt là-dessus. Même chose pour le racisme. Actuellement, au sein de la communauté lesbienne un gros travail est fait sur cette question, parce que nous avons en tant que lesbiennes blanches des comportements racistes sans le vouloir, sans même s'en apercevoir. Certaines d'entre nous sont actuellement en train de pointer ce problème, qui me semble est tout à fait intéressant. Pareil pour la non mixité entre filles et garçons et celle entre lesbiennes occidentales et non occidentales. C'est une réflexion légitime à mener, c'est un travail que nous devons mener

X : Si on est entre soit et tous pareils, il n'y a plus de possibilité d'entendre la différence des autres. Alors que nous sommes là justement pour appréhender la différence des autres.

X : Pour revenir à cette histoire de savoir qui va prendre la parole, personnellement je me moque bien de savoir qui va parler. Qui parle de la Révolution Française ? Aussi bien des royalistes que des républicains. Justement le principe de base de l'éducation et de la construction de la personnalité dans une société laïque, c'est d'être confronté à une pluralité de parole. C'est vrai que je fais partie d'une génération pour laquelle la laïcité est quelque chose de très important, de fondamental même, alors que pour beaucoup de collègues c'est une question qui ne se pose même pas. C'est un peu comme aujourd'hui les questions relatives au féminisme, questions qu'ont posées au mouvement homosexuel les jeunes gays et lesbiennes qui arrivent. Ces derniers nous disent que bien évidemment ils sont féministes, que c'est quelque chose de normal, d'évident, de naturel. Personnellement je m'en fiche de savoir qui va en parler, l'important c'est que l'homosexualité fasse partie des choses dont on parle, comme du reste. Après il y aura un débat, parce que, par exemple, il y aura un élève qui te dira "Monsieur, le prof nous a parlé de 1789 et il n'a pas dit les mêmes choses que vous". Et alors tout un débat s'installe.

X : Certes, mais je ne suis pas d'accord qu'il y ait un thème sur l'homosexualité. Je suis davantage pour sexualiser les programmes scolaires, comme introduire la notion de sensualité, s'interroger sur la nature de l'amour, la sensibilité, la sexualité Je n'ai pas envie que l'on me prenne seulement pour mon zizi. Nous sommes des personnes, des personnalités, des individus qui aimons plutôt telle ou telle chose. Durant l'été on se promène parce que c'est notre truc, on aime tel type de musique et de cinéma, on milite à *Sos Racisme* ou pas. Tout cela, c'est notre personnalité, tout autant que les envies sexuelles que l'on peut avoir. C'est dans ce sens là qu'il faut aller. C'est dans ce sens que le mouvement féministe avait essayé de pousser à la lutte contre le sexisme dans les programmes des représentations. Et toute la question est de savoir comment faire. Je crois que nous qui sommes concernés directement par nos associations, par nos clubs ou je ne sais quoi, par nos *Coordinations Lesbiennes*, il nous faut influencer le débat. Il ne faut pas que l'on se cache derrière les autres, nous avons envie qu'il y ait des choses, que des choses se passent. Et pour cela, nous avons des propositions à faire. Mais ces propositions, il faut que nous les fassions en collaboration avec tous les gens qui sont ouverts sur ces questions (les syndicats, les associations hétérosexuelles ou autres). Il nous faut faire naître un mouvement général pour le droit à changer les programmes scolaires et le reste. A ce sujet, nous avons notre mot à dire.

X : J'espère que cela va être évoqué à l'assemblée générale, l'assemblée de clôture, mais il faudrait qu'entre deux *Universités d'Eté* que nous puissions créer (principalement sur Internet, même si il est vrai que tout le monde n'est pas connecté) comme une liste d'usager. Et que du 1er août à l'année suivante, nous puissions avoir une rubrique "discussion libre" où chacun et chacune pourrait s'exprimer sur toute une série de sujets (par exemple sur l'école, sur comment sensibiliser les politiques à ce qu'il y ait des réformes en matière de programmes scolaires), ce qui pourrait être la base à de futur axes de débats lors de l'*Université d'Eté* suivante.

Catherine Fabre : Bien sûr ce, je vous propose de clore le présent débat. On se donne éventuellement rendez-vous l'année prochaine, histoire de voir comment les choses ont évolué.

Christian de Leusse : Dans un premier temps nous allons nous centrer sur la réalité marseillaise, mais je crois que nous pouvons élargir le débat après sur ces questions relatives aux jeunes issues de l'immigration face à l'homosexualité. Ce débat sera aussi l'occasion de rebondir sur ce qui se passe ailleurs, ce qui se fait ailleurs et de voir si la réflexion évolue, et si les modes d'intervention et de soutien peuvent également évoluer. Ceci dit, je donne la parole à Robert.

Robert Capomazza : Bien, je représente l'association du gymnase *Gaby* à Marseille (située en plein centre ville). Nous ne sommes pas spécialisés dans l'homosexualité, aussi en venant ici je me demandais ce que j'allais bien pouvoir dire. En fait, je me propose simplement de parler de notre expérience associative, ce que nous faisons depuis maintenant 6 ans.

Je suis prof de gym et éducateur spécialisé, et avec un ami j'ai repris un gymnase en plein centre ville de Marseille (près du lycée Thiers). Notre idée était de dire que pour réellement lutter contre les exclusions, il fallait cesser de faire des choses spécifiques à l'adresse des exclus mais bien au contraire les ouvrir sur le monde. D'où l'idée d'un lieu ouvert à tous, où nous allions faire de l'insertion de personnes en difficulté, avec toutes les difficultés cela peut comporter. Et pas seulement des jeunes, mais des gens de tout âge (jusqu'à 90 ans). C'est donc un gymnase avec une salle de musculation et un volet associatif où nous travaillons avec tout le tissu institutionnel, social et associatif de la ville. Si sur le papier l'idée semble séduisante, la grande difficulté est qu'un tel projet vive et dure. Dans la même salle se côtoient des salariés, des anciens détenus et des toxicomanes. On sait très bien que les souffrances de vie stigmatisent les corps, et lorsque quelqu'un paie ce n'est forcément pour être au milieu d'une telle population. Les gens vont surtout dans des salles où ils se retrouvent de préférence entre eux. Au gymnase *Gaby*, tout le monde est mélangé. La difficulté est donc de savoir comment faire pour qu'un public ne chasse pas l'autre.

Nous sommes ouverts de 9 à 20 heures (du lundi au samedi) avec une moyenne quotidienne de 120 personnes. Au début, alors que nous étions que deux, nous pensions jouer avant tout sur l'accueil, l'écoute et le dialogue. Notre ambition était aussi de mettre les corps en mouvement, ce qui n'est pas facile. Quand les associations de prostituées nous amènent des personnes, nous sommes confrontés de leur part à une grande difficulté de pousser une porte. Ce n'est pas toujours facile d'entrer, parce qu'il y a le regard des autres, parce qu'il y a des glaces qui vous renvoient votre image, celle de ce corps que l'on a laissé aller. Il y a toujours plein de raisons. Aussi, pour nous le premier accueil consistait à ouvrir cette porte, et de s'y sentir accueilli et surtout pas jugé. Telle est notre fonction principale. C'est pourquoi notre concept repose sur le triptyque un lieu, une équipe et des bases de travail.

Le lieu est pour nous un élément fondamental. Parce que lorsque l'on pousse une porte, il est important de s'y sentir bien d'entrée de jeu. Je suis de ceux qui disent que les lieux où l'on accueille les gens sont extrêmement importants. Qu'il y ait un bouquet de fleurs ou non, que les tables soient ou non en plastique, cela a son importance. C'est pourquoi à *Gaby* nous avons travaillé sur le lieu. Nous avons fait plus que décorer le lieu, nous y avons mis notre âme, nous l'avons habité. Nelly est la personne qui s'occupe spécialement de cette question. Nous avons joué sur les matériaux (bois), les couleurs. Mais au-delà du lieu en lui-même, il y a une équipe. Si au départ nous étions deux, aujourd'hui nous sommes huit. C'est une équipe composée de personnes issues du travail social que nous avons mené avec eux. Ils étaient venus chez nous pour des stades de remobilisation, pour se remettre. J'aimerais dire un mot de chacun d'entre eux. Nous avons deux hôtesses d'accueil. L'une d'elle est arrivée chez nous il y a maintenant quatre ans (pour un stage de remobilisation) envoyée par des référents sociaux. Elle était alors au plus mal Elle n'a pas de diplôme mais elle sait mettre du baume au cœur des gens, ce qui est extrêmement important. L'autre hôtesse est quelqu'un qui à 15 ans est partie de chez elle suite au décès de sa mère. Elle se retrouve en Inde, en Amérique du sud puis à New York. Il y a aussi Aldryx, prof de gym. Il est arrivé, il y a trois ans (pour un stage de remobilisation) alors qu'il était encore une fille. On le revoit il y a un an, les seins en moins, la barbe en plus. Ne trouvant pas de travail, on l'embauche. Il s'est révélé être un super prof de gym. Toute l'équipe est ainsi. Nelly, ma collaboratrice directe, ne vient pas du social. Elle était secrétaire de direction à l'OPAC, puis un jour se demandant ce qu'elle y faisait, elle démissionne. Elle se retrouve donc sans chômage, et prépare un diplôme d'éducatrice sportive. Son rêve était de s'occuper de femmes en difficulté. Et elle vient faire son stage pratique à *Gaby* où en guise de femmes en difficulté elle se retrouve face à des prostitués

masculins. Et là encore ce fut quelque chose de magique puisqu'elle s'est complètement découverte, qu'elle fait depuis 5 ans un travail remarquable. Personnellement je regarde tout cela avec un regard autre que professionnel. Tout cela dépasse le cadre du travail. Tous ceux qui sont venus, tous ceux qui passent peuvent témoigner des résultats obtenus.

Un jour une association "*l'Amicale du Nid*" qui travaille avec la DDASS, nous téléphone et nous demande si nous voulions nous occuper de prostitution masculine. C'est un sujet que nous ne connaissions pas, mais comme nous ne fermons jamais la porte à qui que ce soit, on répond que oui. La grande question fut alors de savoir comment nous allions faire dans ce lieu ouvert à tous. Lors de la première réunion préparatoire (organisée par l'administration qui montait l'action), 25 prostitués débarquent en tenue de travail. Ce fut un moment assez mémorable. La discussion a commencé par des questions comme quels étaient les vestiaires utilisés. En fait tout s'est passé naturellement, simplement, sachant qu'ils vinrent en survêtement. J'avoue que c'est eux qui nous ont beaucoup appris. Il n'y avait pas que des jeunes, certains avaient plus de 30, d'autres avaient jusqu'à 60 ans, dont certains fixés sur la rue Curial depuis 10 ou 20 ans. La rue, territoire connu, est quelque chose qui protège parce que l'on y vit, parce que toute incursion extérieure est une mise en danger. Tant que l'on est entre soit. Et déjà le fait de venir au gymnase était problématique. Le gymnase est composé de 2 salles. Une salle de musculation pleine de monde, et une salle de cours de gym où l'on travaillait avec eux. Durant la première année, ils traversaient en courant la salle de musculation pour s'enfermer dans la salle de gym, pour être entre eux. Notre objectif a été de travailler là-dessus. Au début se fut des plaisanteries graveleuses, mais il s'agissait d'une défense. Puis petit à petit les choses se sont calmé. Nous avons fini par retrouver ensemble une certaine douceur et le rire aussi, ils ont fini par occuper l'espace. Ils ne sont plus venus en groupe, ils entraient sans courir, pour finir sur des sorties extérieures.

Les travailleurs sociaux qui nous suivaient depuis longtemps nous ont dit que dans le cas présent, il s'était passé quelque chose d'unique. Ils ne savaient pas trop comment nous avions fait. En fait, comme d'ailleurs nous l'a dit une assistante sociale, nous avons réinventé un village. Nous avons réouvert des portes, nous avons créé de la communication. Le gymnase *Gaby* est un lieu ouvert où la parole entre les gens circule. Quand tout à l'heure j'ai dit que nous tablons sur l'accueil, sur l'écoute et le dialogue, c'est avec tout le monde et pas seulement les gens issu du social. Parce que le monsieur-tout-le-monde qui vient nous voir ne va pas forcément bien. Là aussi, il a besoin de parole et d'écoute. Et à partir du moment où il est regardé et écouté, il communique. Il voit l'autre à côté de lui, puis lui parle pour s'apercevoir finalement que cette différence n'est qu'une apparence. Derrière les masques, nous sommes tous pareils. Dire que l'on travaille sur de la cohésion sociale est tout à fait exact, puisqu'à partir du moment où mon regard sur l'autre change, mon regard sur moi-même a changé. Voilà, si vous êtes à Marseille la porte est grande ouverte.

X : Comme Hélène, je suis éducatrice spécialisée de formation. Nous travaillons toutes les deux à l'*Association pour la Réadaptation Sociale (l'ARS)*. Cette association qui existe depuis 1965 avait pour mission de départ de travailler uniquement auprès des jeunes filles, mineures ou majeures, prostituées ou en danger de prostitution. Dans les années 74/75, la municipalité a accepté d'imaginer que de jeunes garçons pouvaient aussi se prostituer. Ainsi, s'est ouvert un service spécifique pour eux. Seulement nous nous sommes très vite aperçu que cela ne pouvait pas fonctionner dans le même espace, les jeunes filles refusant tout contact avec les garçons. Sans compter que la directrice s'est retrouvée inculpé de proxénétisme hôtelier (du fait que nous hébergions dans nos locaux de jeunes prostitués). Nos bureaux étaient rue de Rome en face de l'hôtel de Police, et dans ce quartier notre activité était assez mal vue. Il faut reconnaître que souvent les jeunes prostitués arrivaient dans des tenues assez exhibitionnistes, sans compter les problèmes liés à la toxicomanie de beaucoup d'entre eux. C'est pourquoi nous avons décidé de séparer géographiquement les deux services, de la sorte le service garçon est parti s'installer rue Grignan (et après de multiples déménagements est revenu s'installer à nouveau rue Grignan). Il nous est apparu très vite qu'il ne fallait surtout pas créer de ghetto, de ne pas les recevoir seulement entre eux. C'est aussi pourquoi en 75/77 nous avons commencé avec des hôtels meublés et des studios. Puis nous avons travaillé avec tous les partenaires sociaux qui acceptaient de recevoir nos jeunes en contrat d'apprentissage ou en formation. Avant qu'existe le gymnase *Gaby*, il y avait rue St Jacques un gymnase avec lequel nous avons travaillé un temps, et qui nous aidait lorsqu'il s'agissait d'aider ces jeunes à se réconcilier avec leur propre corps.

Notre position à leur égard était aussi de leur dire que leur homosexualité était leur histoire personnelle mais en aucune façon leur carte d'identité, qu'ils étaient aussi des individus avec des possibilités de vivre autre chose que la prostitution. Même si ceux que nous recevions étaient souvent mis à la porte de chez eux parce que le père, le frère, bref la famille n'acceptait pas leur homosexualité, et se trouvaient ainsi en situation de rupture. D'autre part, nous nous sommes aperçu qu'entre les filles et les garçons, il existait une grande différence quant aux circonstances dans lesquels ils en arrivaient à se prostituer. Contrairement aux filles, les garçons y arrivaient doucement, progressivement, à coup de restaurants payés, de vêtements offerts, d'hébergements ponctuels. Jusqu'au jour où ils en arrivaient à se prostituer à temps complet.

Aussi nous nous sommes employés à leur dire que ce n'était pas parce qu'ils étaient homosexuels et parce qu'ils étaient dehors, qu'ils devaient systématiquement passer à la prostitution. Nous avons essayé de faire en sorte qu'ils puissent au moins avoir la possibilité de choisir ce qu'il voulait faire et de voir ce dont ils étaient capables. Il y a des jeunes que nous avons remis en formation professionnelle, d'autres que nous avons rescolarisés rue Curiol. J'en rencontre encore que j'ai connu à 14/15 ans. C'est leur choix, mais ils ont à un moment la possibilité de faire autre chose. L'autre jour, je croise un ancien de nos jeunes (qui est aujourd'hui une femme), il a dit à une de ses collègues "tu vois, ils nous ont toujours acceptés tel que nous étions, ils nous ont toujours respectés".

Il existe sur Marseille l'association *Autres Regards* qui s'occupe également des personnes prostituées. Mais *Autres Regards* est davantage une structure de type groupe de santé communautaire alors que nous sommes un service de réinsertion. *Autres Regards* est souvent dans la rue contrairement à nous. A une époque nous avons tenté d'être dans les bars, lieux de drague et autres lieux où nous étions susceptibles de les rencontrer, mais nous nous sommes rendu compte qu'après, lorsqu'ils venaient nous voir à notre local, nous avions avec eux un tout autre contact. Parce que le fait de savoir où ils se prostituent change radicalement les choses. Les voir en situation de prostitution (travestis ou pas) modifie le contact que l'on peut établir de part et d'autre. La parole est alors différente lorsqu'ils viennent nous voir. Entre la parole et la rue, il y a une grande marge. C'est pour cette raison que nous avons choisi de les recevoir et non pas d'aller à leur rencontre, même si nous pouvons aussi donner rendez-vous à l'extérieur. D'ailleurs à ce sujet, avant nous les recevions en groupe alors que maintenant c'est individuellement qu'ils sont reçus. Nous recevons des jeunes qui nous sont adressés par les juges ou d'autres qui viennent guidés par le bouche-à-oreille. Sans compter ceux qui viennent sous les conseils d'autres partenaires, comme l'association *Horizon*. Notre seule limite est l'âge de la personne (23 ans maximum). Il nous arrive aussi à l'occasion de nous occuper de personnes plus âgées que l'association *Autres Regards* nous adresse, mais dans ce cas là nous nous contentons de les orienter vers les services ou les interlocuteurs compétents. Actuellement sur Marseille il existe deux ou trois services qui même s'ils ne travaillent pas constamment ensemble et malgré les différences d'approche arrivent à se compléter. Dans le même ordre d'idée, nous travaillons aussi avec le gymnase *Gaby*.

Lorsque le sida est survenu, nous nous sommes malheureusement retrouvés aux premières loges. Car à cette époque nous avons perdu beaucoup de jeunes. Nous avons alors sollicité la DDASS pour monter un projet visant à recevoir des jeunes porteurs du VIH. Cela a quelque peu entraîné, et ce n'est qu'au moment où les trithérapies sont apparues que nous avons eu l'agrément. C'est à dire à un moment où de fait il y eut moins de dépenses engagées pour la création de structures d'accueil. Enfin bref, nous avons aujourd'hui un petit service d'accueil d'une capacité de 8 places. Et autant les toutes premières personnes malades étaient exclusivement homosexuelles (même si aujourd'hui encore nous en recevons) et/ou des prostitué-e-s, nous accueillons désormais également des toxicomanes. Nous accueillons aussi des personnes en situation irrégulière, la DDASS nous en ayant donné l'autorisation. Mais dans ce cas là, nous nous trouvons sans trop de moyens, nos possibilités d'intervention se limitant à leur offrir l'hébergement et les repas (les mineurs ne sont pas expulsables). Car à titre d'exemple, pour un stage il faut des papiers en règle. De plus, au-delà de la limite des 23 ans, se pose pour nous la question de savoir quoi en faire.

X : A Lyon, nous avons créé *Cabiria* qui est l'équivalent de l'association *Autres Regards*. Ce qui nous interrogeait, c'était comment l'homosexualité masculine était montrée ou vécue à travers la prostitution. C'est à dire comment les jeunes des cités lorsqu'ils découvraient leur attirance pour les hommes avaient comme alternative de se retrouver sur le trottoir. Et autant il y avait une prostitution traditionnelle, officielle même, avec des tarifs précis déterminant le paiement de l'acte sexuel au regard des prestations exécutées (nous sommes là dans un cadre de prestation de service), autant les jeunes prostitués (qui disposent d'une zone géographique délimitée) sont dans une prestation plus du style la nuit/le resto. Un certain nombre d'entre eux qui n'avaient pas encore réellement choisi la prostitution se retrouvaient sur le trottoir faute de mieux. Par ailleurs, à Lyon il a été compté près de 300 jeunes prostitués. 300 jeunes qui n'existaient pas, et pour lesquels les équipes éducatives ainsi que les services sociaux touchèrent des subventions. C'était un moyen pour les travailleurs sociaux d'avoir du chiffre et donc d'obtenir des financements publics. On avait aussi tendance à coller l'étiquette prostituée sur des minijupes ou des garçons ayant plusieurs amants. Il y avait une confusion entre morale judéo-chrétienne et catégorie sociale.

La question intéressante à poser, c'est celle de la nature du rapport entre le client et le prostitué. Nous avons constaté qu'au-delà des 22/23 ans beaucoup estimaient ne plus avoir un capital attractif suffisant et la seule solution pour ceux qui désiraient rester sur le trottoir était de devenir travesti ou transsexuel (opéré ou pas). Il s'agit là de catégories de sociologie qui varient beaucoup. Nous avons vu des hommes qui s'annonçaient comme femme, comme transsexuel opéré pour ensuite nous dire être non-opéré et finir par déclarer être simplement travesti. Il s'agit de catégories de présentation de soit qu'adoptent ceux qui restent sur le trottoir. Elles sont extrêmement variables et dépendent de la demande du client. Si nous voulons

comprendre la prostitution, il faut comprendre qu'il s'agit d'un commerce où comme pour le boulanger du coin, le service s'adapte à la clientèle. C'est ainsi que l'on voit apparaître des modes, que l'on voit des jeunes ou moins jeunes changer de discours parce que tout simplement ils s'adaptent à la demande du client.

Je ne connais pas trop l'ARS, en revanche je connais bien l'association l'*Amicale du Nid*, mouvement issu du christianisme social empreint de bonne volonté mais qui a du mal à appréhender l'homosexualité, et a encore plus de mal à aborder la transsexualité. Certains services continuent à appeler monsieur le transsexuel qui vient d'être opéré (peut être parce que le psychiatre a qualifié une telle chose de délire). Pour certains, il existe une difficulté mentale à penser d'autres formes de sexualité, à appréhender les difficultés spécifiques qui sont liées aux différentes homosexualités ou transsexualités. C'est pour cette raison qu'*Autres Regards*, que *Cabiria* se sont créés, qu'il y a des *bus* à Paris et à Nîmes, que l'association *Perle* travaille sur Montpellier, et que ces associations ont ensemble créé un collectif. L'important était de dire qu'au lieu que ce soit des professionnels qui travaillent sur les prostitué-e-s, il nous fallait monter des structures de santé communautaires composées pour moitié de personnel issu du travail social et pour l'autre moitié de personnes issues de la prostitution. C'est quelque chose qui au sein des structures elles-mêmes a généré des débats intéressants au cours desquels nous nous sommes rendu compte que les travailleurs sociaux étaient très peu au fait des questions relatives aux différentes identités sexuelles. Ceci s'explique surtout par l'absence de formation sur ces sujets. A la limite, on criminalise ce type de pratique car on ne comprend pas ce que les gens disent et vivent. Ceci dit, depuis deux ans nous avons enregistré une évolution très positive de la part de l'*Amicale du Nid* et d'autres associations qui reconnaissent maintenant qu'une personne puisse dire que son choix est de se prostituer sans y projeter leur propre morale ou façon de voir.

Je pense que dans cette salle il y a des personnes qui ont d'autres expériences de la prostitution, et cette diversité d'expérience peut permettre de parler de ce décalage entre le besoin de survivre (et donc pour certains jeunes de se prostituer) et le désir sexuel (comme celui de se prostituer). Elle peut aussi nous permettre de parler de cette ambiguïté qui existe en terme de contrainte économique ou politique (quand on n'a pas de papiers). N'oublions pas que le trottoir reste un lieu d'accueil, dur mais possible pour ceux qui n'ont pas d'autres types d'attache. Par ailleurs, nous connaissons les difficultés qui existent pour certaines formes de cultures maghrébines à accepter l'homosexualité comme pratique légitime. Même si parmi beaucoup de garçons maghrébins la sexualité entre hommes est vécue, soit comme substitution d'une sexualité hétérosexuelle qui ne peut pas se vivre avant le mariage, soit comme un mode de relation, de tendresse ou de sexualité, mais ne devant ou ne pouvant pas être dit. Il existe au sein de la communauté maghrébine, au sens large, un déni des pratiques homosexuelles. Ce qui en fait, à 20 ou 30 ans près n'est guère différent de ce que nous-mêmes nous avons vécu.

René Paul Leraton : C'est quelque chose dont je peux témoigner. La semaine dernière nous (*La Ligne Azur*) avons mené une campagne de communication. A cette occasion nous avons fait publier dans différents médias, plus particulièrement en direction des journaux gratuits dans les divers départements de la banlieue parisienne. Suite à cela nous avons eu des appels de la part de jeunes maghrébins et de jeunes maghrébines. C'était tout à fait hors de la problématique prostitutionnelle (c'est surtout sur le numéro de *Sida Info Service* que nous avons ce type d'appel). Ces appels nous parlaient de la difficulté de vivre son homosexualité dans une cité de banlieue. Il y a un effet village au sein de la cité qui fait que tout le monde connaît tout le monde (on est le petit Mohamed que tout le monde a vu grandir), ce qui explique qu'à partir du moment où l'on se découvre une attirance pour les autres garçons (ou pour les autres filles) on se trouve dans une quasi-impossibilité de le dire. C'est une situation extrêmement douloureuse à vivre. Certains appels étaient habités par une très grande, une extrême souffrance.

Je prends l'exemple d'un garçon qui nous disait que si on apprenait son homosexualité, il courait un risque physique réellement important. D'autant plus que dans sa cité il avait une image un peu prestigieuse du fait qu'il faisait du sport de compétition. C'était une situation qui lui pesait terriblement, au point qu'il lui arrivait d'envisager le suicide. Nous avons reçu l'appel d'un autre garçon qui culpabilisait énormément d'aller passer des nuits dans les boîtes de Paris. La proximité de la capitale riche de très nombreux lieux de consommation homosexuelle permet à ces jeunes de vivre une homosexualité, mais seulement lorsqu'ils sont sur Paris alors qu'une fois rentrés chez eux (dans la cité) ils sont confrontés à un terrible, à un pesant silence. Ce garçon culpabilisait parce qu'il avait le sentiment que ces parents s'étaient sacrifiés pour qu'il puisse faire des études et avoir une vie correcte, alors qu'il passait sa vie à aller baiser dans les backrooms. Pour résumer, ce qui revient très souvent dans ces appels, c'est le poids énorme de l'environnement qui rend impossible le fait d'être visible. C'est-à-dire la cité où tout le monde connaît tout le monde, la religion, la famille. Par exemple, nous avons reçu l'appel d'un garçon qui commençait à paniquer parce que le mariage était décidé et qu'il se demandait comment il allait pouvoir affronter cette situation puisqu'il n'avait strictement aucun désir pour la fille. Sans compter le poids (la responsabilité) que représente le fait d'être l'aîné, sans compter une totale absence de discours ou de parole sur la sexualité au sens le plus large. C'est

encore pire par rapport à des jeunes non migrants qui disent que le discours sur la sexualité dans les familles est un discours certes très normatif, mais qui a au moins le mérite d'évoquer la question. Et dans les appels venant des jeunes migrants de banlieue, cette absence de parole sur la sexualité était une thématique que l'on retrouvait très souvent.

Amine : Je suis membre d'une association marocaine de lutte contre le sida qui s'occupe de travailler en direction des prostitués masculins. Effectivement, dans les pays arabo-musulmans il est très difficile pour ces jeunes d'assumer leur homosexualité, aussi la rémunération de l'acte sexuel peut être une façon de justifier. Nous travaillons avec beaucoup de jeunes qui nous disent ne pas être homosexuels et qu'ils se prostituent par besoin d'argent. Nous avons des prostitués qui ont effectivement des tarifs plus ou moins mouvants. Il y en a beaucoup qui partent avec le client sans fixer un prix. Il suffit de leur donner un dirham pour qu'ils acceptent de partir avec le client. Il est exact de dire que la justification par l'argent, la rémunération de l'acte est un moyen de justifier, d'excuser leur homosexualité. Beaucoup la vivent malgré le poids de la société, de la famille, de la religion, et pour ce faire ont recours à la prostitution. Maintenant, une fois qu'ils sont sur place c'est vrai que l'argent facile rentre en ligne de compte. Argent qui entraîne certains vers une prostitution professionnelle et durable. Mais au début, le fait de se prostituer est surtout un moyen de se justifier, vis-à-vis de l'autre comme vis-à-vis de soi. C'est l'argent qui permet de se dédouaner, l'argent installant une certaine distance avec le client.

Daniel Welzer-lang : A propos de cette histoire de l'argent qui permet de se dédouaner et de rentrer dans le personnage d'homosexuel, je dirais (en tant que sociologue) qu'une personne homosexuelle est quelqu'un qui s'affirme comme tel ou qui est perçue comme tel. A partir de là, il y a beaucoup de gens qui ont des relations homosexuelles sans pour autant se reconnaître dans cette identité. Parce qu'elles ne se sentent pas correspondre au schéma de l'homosexuel type. D'autant qu'au départ c'est quelque chose de forcément caricatural, puisque c'est justement à travers le prisme du regard des autres que se construit cette identité. Et je me demande si le fait de dire que l'on n'est pas homo parce qu'on le fait pour l'argent, est ou non un déni, une façon de mentir à soi-même.

Stéphanie Warner : A *Sida Info Service* nous entendons beaucoup de la part des clients que le fait de payer permet de se dédouaner. L'acte reste cloisonné dans un champ bien particulier. On entend aussi que les prises de risques sont facturées plus chères, des jeunes nous racontant avoir baisé sans capote parce qu'ils avaient besoin d'argent. Je travaille avec le *FAST* à Paris (association d'homosexuels, travestis et toxico), et j'y ai dernièrement entendu une psy tenir un discours très virulent, choquée de recevoir dans son cabinet des jeunes travestis ou transsexuels affirmant qu'ils ne comptaient pas rester sur le trottoir toute leur vie, mais qu'au moment où ils parlaient ils étaient contents d'avoir des clients et d'être prostitués du fait de cet aspect séduction et d'avoir les hommes qu'ils voulaient. Elle tenait un discours de déni total de la transsexualité et des travestis.

Pour finir, je dirais que d'entendre Martine Aubry déclarer au cours d'un grand congrès sur la prostitution que la France a une position abolitionniste en la matière m'a particulièrement énervée. C'est une honte de dire de telles choses, c'est totalement ridicule. Cela revient à saper tout le boulot des travailleurs sociaux, des prostituées elles-mêmes au sein des associations d'auto-support. D'autant qu'il n'y a jamais eu de campagne de prévention en direction des clients. Et ce qui me frappe, ce sont les différences de politiques des campagnes de prévention, surtout par rapport aux pays en voie de développement. Là-bas, les premières cibles d'une campagne de prévention menées par les ONG sont les clients (et plus spécifiquement les militaires et les routiers). En France, une telle chose n'est tout simplement pas envisageable.

X : A Marseille, avec le *GIRAST* (Groupement de personnes homosexuelles faisant de la prévention sida et toxicomanie auprès des personnes prostituées) et *AIDES*, nous avons essayé d'informer le client. Ce fut quelque chose de difficile. C'est vrai que l'on avait tenté de faire passer l'information par le canal des personnes prostituées, mais celles-ci ne venaient pas nous voir pour entendre parler de prévention. Les bénévoles se trouvaient surtout face à des personnes toxicomanes avec des besoins importants et immédiats d'argent, ce qui relativisait grandement leur écoute en matière de prévention. Dernièrement j'ai assisté à un colloque sur la prévention (qui a eu lieu à Dijon) organisé par l'association *Client qui es-tu* (émanation du *Cri*). Après trois jours de travail nous sommes ressorti sans savoir qui était le client. Sur 500 à 1000 participants, on ne comptait aucun client. Dans ce cas là, il me semble qu'il est impossible de faire de la prévention puisque les clients n'existent pas.

X : Il faut savoir que suite à ce colloque, quelques associations abolitionnistes cathos (que l'on avait déjà vu sur la lutte contre l'avortement) ont communiqué et ont été entendues. Pour notre part, nous avons fait un communiqué commun (l'ensemble des bus de prostitution, les Verts, *Act Up*, *Aides* et bien d'autres). Sauf que de la part des médias, nous avons fait l'objet d'un silence total. Il fallait alors dire absolument que toute la France faisait la guerre à la prostitution, sous entendu aux prostitué-e-s. C'est à dire que les présupposés de la campagne de l'Unesco était de dire que pour faire la guerre à la prostitution, il faut supprimer la prostitution et criminaliser les clients. Ce qui se fait actuellement en Europe du Nord. Comme si la question des clients se résumait à une simple idée d'une minorité exceptionnelle que l'on pouvait arriver à réduire, voir à supprimer. Comme si la grande majorité des hommes, et des femmes aussi d'ailleurs, n'étaient pas clients des travailleurs sexuels.

Lionel Povert : Je suis membre de l'association *ARDHIS** qui s'occupe des questions relatives à l'immigration, c'est à dire des personnes étrangères et du droit d'asile. Soit parce que l'on vit soi-même avec un partenaire étranger ou parce qu'il s'agit d'étrangers célibataires arrivés depuis quelques années ou quelque mois en France. Et il est exact que les questions sur la prostitution soulevées durant ce débat sont des questions qui nous interrogent également au sein de l'association. Lorsque Mohamed arrive d'Algérie et se retrouve sans statut ni papier et à la rue, alors que là-bas était un brillant étudiant en chimie, la prostitution est effectivement pour lui un danger réel, un danger immédiat. Aussi quand il débarque à l'association, nous nous trouvons face au fait qu'il est sans papier avec tout ce que cela signifie comme problèmes. C'est la grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés. Comme nous sommes une association assez récente, nous n'avons pas encore de structure d'accueil très musclée (nous n'avons pas plus de lieux d'hébergement et pas de subventions). C'est pourquoi nous nous demandons très vite ce que nous pouvons faire, face à ce genre de situation.

Ce qui m'intéressait en venant ici, à ces *UEEH*, à ce débat, c'était effectivement de savoir sur la base des interrogations que nous pouvons avoir en commun, comment il est possible de renouveler les types de nos interventions que nous menons en tant que travailleurs sociaux ou associatifs en direction des pouvoirs publics, ainsi que de l'opinion publique. Car on se retrouve très souvent dans des situations qui sont impossibles à gérer, dans le sens où nous allons avoir des subventions alors que manifestement cela ne fait pas avancer les choses puisque l'on vous dit qu'à partir de telle date ou de tel âge on ne peut plus rien. Et dans la période où vous pouvez quelque chose parce que les individus concernés sont mineurs ou parce que votre champ d'intervention vous y autorise jusqu'à l'âge de 23 ans, mais comme ils sont en situation irrégulière il y a un certain type d'aide que vous ne pouvez pas mettre en œuvre. Par exemple, permettre à ces personnes de trouver un travail, une formation ou bien d'accéder à certains types de soins en cas de problèmes de santé. Je suis extrêmement frappé depuis que l'on s'intéresse, à travers *ARDHIS*, aux jeunes qui sont célibataires et arrivés depuis peu de temps en France, par toutes les questions, par tous les problèmes que ce type de situation peut engendrer, peut soulever. Ainsi, par exemple nous avons dressé la liste des centres d'hébergement qui éventuellement pouvaient accueillir ces jeunes, seulement nous nous sommes retrouvés face à des critères administratifs de ces diverses structures, comme à des critères d'appréciation de la part des jeunes eux-mêmes (principalement du fait qu'ils ne se sentaient pas d'être avec des toxicos, des malades du sida, des SDF). Je n'ai pas plus de réponse que vous, mais je pense qu'il va falloir trouver de nouvelles idées pour qu'au niveau associatif ou au niveau du secteur que couvrent les travailleurs sociaux, les types d'interpellation que l'on peut faire en direction des pouvoirs publics soient renouvelés et musclés. J'ai l'impression que dès l'instant que nous avons à faire à des jeunes d'immigration récente, nous nous trouvons face à une véritable surdité.

J'ai le sentiment que ce n'est le problème de l'abolition de la prostitution qu'il faudrait poser, mais plutôt la façon dont l'homosexualité est conçue (y compris dans notre pays) et comment en amont nous parlons des jeunes de banlieue issus de l'immigration, des jeunes qui sont citoyens français ou qui ont vocation à l'être, qui sont passé par tout un circuit qui s'appelle le système scolaire (dont j'ai une petite connaissance du fait que je suis enseignant dans le primaire). De l'école primaire (où j'ai pu en connaître certains alors qu'ils étaient enfants) ils sont allés au collège puis au lycée, et ils se retrouvent au final dans leur banlieue à se dire qu'ils sont tous seuls à assumer ou à ne pas pouvoir assumer leur orientation sexuelle, cette partie de leur identité qui est affective, culturelle et sociale. Parce que non seulement leur milieu d'origine (la famille, le quartier, le voisinage) est incapable d'assumer une telle chose, mais aussi parce que les institutions par lesquelles ils sont passé (et qui sont censées leur avoir donné des outils pour devenir adultes) n'ont pas fait leur travail. Elles ne l'ont pas fait non pas simplement parce qu'elles craignent après d'être éventuellement frappées par les stigmates classiques du jeune issu de l'immigration qui éventuellement se prostituera, mais bien plus d'être frappées par le stigmate global qui dépasse largement le cadre de ces jeunes et qui continue de frapper l'homosexualité, encore de nos jours. Nous n'allons pas revenir sur le débat consacré au PACS, mais en la matière il fut très éclairant. Tant qu'il n'aura pas au niveau du ministère de l'Education Nationale ainsi que des différents ministères concernés, une véritable volonté politique de visibilité de la question de

l'homosexualité (et donc des gays et des lesbiennes) dans les programmes d'éducation scolaire (et pas simplement de prévention quand il est à mon avis déjà trop tard), une véritable volonté non pas de promotion ou de publicité de l'homosexualité et des homosexuels (hommes et femmes) mais plus simplement que l'on puisse en parler en termes simples et clairs, et que l'on puisse faire comprendre à l'ensemble des jeunes ainsi qu'à ceux qui ne sont pas homosexuels, à l'ensemble des futurs adultes que l'homosexualité n'est pas ce qu'a priori on peut en penser quand on n'a pas d'autres messages que celui de la haine, nous ne sortirons pas du cercle vicieux dans lequel nous sommes aujourd'hui enfermés. C'est ainsi que des travailleurs sociaux sont confrontés à des jeunes issus de l'immigration qui se retrouvent sur le trottoir en partie parce qu'ils ont du mal à assumer leur homosexualité. Je dirais qu'en tant qu'éducateur d'école primaire, je me sens personnellement co-responsable de cette situation.

Jean-Louis Touton : Pour ma part, je suis conseiller d'éducation, et à la rentrée nommé dans les quartiers nord de Marseille. Jusqu'à présent j'étais dans un lycée technique pas vraiment des quartiers nord mais avec une population assez proche. Bref, lors de la dernière *Gay Pride* j'y ai vu certains d'entre eux. Lorsque je vais dans la salle des profs, j'ai vraiment l'impression d'une *Gay Pride* quotidienne parce qu'il s'y trouve un certain nombre de folles et de lesbiennes (identifiées comme tel), pourtant une fois hors de cette salle on joue un rôle fait de neutralité sexuelle, l'homosexualité n'est jamais abordée. Et à la fin de l'année, on se voit à la *Gay Pride*. C'est un vrai problème. Et je ne sais comment on va pouvoir faire pour que les choses évoluent au niveau de l'Education Nationale. Les rares discussions que j'ai pu avoir avec l'AFCEP de mon lycée montrent que c'est quelque chose qu'ils ne sont pas du tout prêts à supporter. Et si on n'essaye pas de déverrouiller la situation du côté des parents d'élèves, cela me paraît presque mission impossible. Cette année, à l'*Université d'été* est en train d'être produit un film mettant en scène trois jeunes gays et trois jeunes lesbiennes (entre 15 et 25 ans) cofinancé par la DDASS, le problème c'est qu'il s'agit de 6 jeunes blancs. Dans le collège où je suis, si je montre ce film (qui effectivement sera utile à certains) cela risque de faire croire à beaucoup que l'homosexualité est un truc, une sexualité de blancs. D'ailleurs il est assez parlant qu'il n'y ait pas eu de candidats beurs pour ce film. J'ai un ancien élève d'origine comorienne du collège où j'étais avant (c'est aujourd'hui un ami) qui ne sait absolument pas comment s'en sortir. Il y a un an (à l'âge de 16 ans) il m'expliquait être bisexuel, c'était sa manière de garder une distance par rapport à l'homosexualité. Aujourd'hui il s'en rend vraiment compte. Il faut savoir qu'au sein de la communauté comorienne il existe une solidarité, un contrôle social des membres très fort qui se traduit par une emprise sur l'individu extrêmement présente, extrêmement forte.

Et que pouvons nous faire, nous autres membres de l'Education Nationale ? Alors que je suis censé faire partie des gens qui font les éducations à la citoyenneté, comment puis-je intégrer cette question ? Certains d'entre nous bossent dans les banlieues, et nous avons pu constater que tant qu'ils sont dans l'endroit où ils sont nés et où ils ont toujours vécu, cela se passe bien. Il ne faut pas non plus délirer, tout le monde n'est pas très malheureux de vivre en banlieue. Il s'y passe des choses. Mais c'est au moment de dériver vers les centres urbains que l'on va les voir d'un point de vue misérabiliste et que l'on va se rendre compte que cela fait dix ans qu'ils ont des désirs homosexuels, et que cela fait dix ans que personne n'a pu leur donner un élément identificatoire. Cela m'inquiète beaucoup.

X : J'entends des éléments de réponse qui vont dans le sens de l'angle institutionnel, c'est à dire comment l'institution dans laquelle je suis va répondre à la question. Je crois qu'à un jeune de banlieue un tel discours lui échappe totalement. Il a des problèmes plus immédiats.

Par ailleurs, je n'ai pas du tout entendu parler de la prise en compte tout simplement de leur désir sexuel. Ils vont se trouver dans la situation d'avoir besoin de répondre à une intégration sociale, situation ce que nous connaissons en tant qu'adultes, mais qui est quelque chose qu'ils découvrent. J'entends par là, la possibilité d'avoir, de rencontrer des partenaires. C'est une chose que l'on ne peut pas passer sous silence. Bien évidemment, pour ma part je ne risquerais pas de parler de ça avec l'Education Nationale ou avec la DDASS, mais la réalité est là. Alors si on se censure en terme de discours en disant qu'il faut que cela coince au sein de telle ou telle institution, on ne touchera jamais au problème.

Je constate également que ces jeunes des banlieues, on ne les voit pas ou très rarement dans cette société gay aujourd'hui, assez structurée avec ses lieux et ses associations. Ils n'y viennent pas. Peut-être parce qu'ils ne le savent pas, peut-être qu'ils ne s'y reconnaissent pas, peut-être qu'ils ont peur d'y être vus, peut-être que cela ne correspond pas à ce qu'ils ont à l'intérieur d'eux-mêmes en matière de souffrance et d'isolement social, peut-être qu'ils n'ont pas les moyens financiers. En tous cas, ils n'y sont pas. Et c'est un aspect qui nous questionne de façon assez directe. C'est sûr, quelques fois ils y accèdent à travers la prostitution, tentative d'intégration à ce que nous sommes. Mais n'est-ce pas regrettable ? Que faut-il faire ? Si quelqu'un avait des éléments de réponse à cette question, je serais intéressé.

René Paul Leraton : Il y a une chose qui m'a particulièrement frappé dans le film italien de dimanche dernier, c'est que ces jeunes italiens disaient à la virgule près ce que l'on entend souvent, quotidiennement même sur *Ligne Azur*. D'accord, il y a des spécificités, mais en même temps ce que l'on entend de la part des jeunes des cités c'est aussi ce que l'on entend de la part des jeunes qui viennent d'un tout petit village au fin fond de la campagne. C'était les mêmes propos à propos de la solitude, à propos du poids du regard des autres. Je pense, qu'en effet il pourra avoir une réaction défensive du style "c'est un truc de blanc" en voyant ce film actuellement en préparation où il n'y a effectivement que des jeunes blancs, il n'empêche que si ce film peut ensuite passer dans des structures scolaires, il y aura tout de même des phrases dans lesquelles un jeune beur (ou un autre) pourra se reconnaître. Sur l'histoire de solitude, d'isolement (le sentiment d'être seul au monde "comme ça"), sur la façon de rencontrer les autres, il y a vraiment une espèce d'unicité qui m'a frappé en voyant des jeunes italiens.

Quant en ce qui concerne ce qui se passe au niveau de l'Education Nationale, nous savons très bien que c'est un enjeu énorme. Je ne suis pas du tout du genre à dire "tout va très bien Madame la marquise", je crois plutôt qu'il ne faut surtout pas s'endormir sur les choses qui se passent. Et il se passe actuellement des choses, les choses bougent. Nous avons maintenant des interlocuteurs au Ministère de la Jeunesse et des Sports, au Secrétariat d'Etat de la Famille avec Ségolène Royal, un collectif sur l'homophobie (*Sida Info Service, Aides, la Ligue des Droits de l'Homme, ProChoix* ...) s'est mis en place et a été contacté par le cabinet de Jack Lang. Il y a des choses qui se passent, mais c'est évident que l'on peut penser que ce n'est pas suffisant. Ceci dit nous avons tous ici conscience que l'enjeu se situe au niveau de l'Education Nationale. Et même s'il n'y a pas de beurs dans cette vidéo jeune, quand on voit avec le film italien que là-bas, en Italie pays méditerranéen et machiste, ce qui était dit était exactement ce que dit un jeune français (blanc ou non), ce que pourrait dire n'importe quel jeune homo au monde, on se dit que finalement un tel film est vraiment un outil formidable qui peut permettre de faire avancer les choses.

X : Par rapport à ce que viens de dire Jean-Louis, tous les bis ne sont pas des pédés qui n'osent pas le dire. C'est vrai que lorsqu'un garçon découvre qu'il est attiré par les hommes et par les femmes, ce n'est pas très évident. Nous avons à réfléchir en terme de pôles identificatoires sur le fait qu'il n'y ait pas d'émergence de parole bisexuelle* alors qu'il y émerge des milieux activistes gays et/ou lesbiens.

D'autre part, je reviens du Québec où le gouvernement mène une grande action dans l'ensemble des établissements sur l'homophobie, la biphobie, la transphobie, et qui a pris comme départ non pas les versions des activistes gays et lesbiens mais le taux de suicide des jeunes. Il vient d'être publié un article de Michel Dorais qui a fait une grosse enquête sur les jeunes et le suicide. C'est quelque chose d'important car cela permet de réfléchir. Lorsque j'ai interpellé une des responsables sur un taux inexplicable de suicide supérieur à 30%, je lui avais demandé si elle avait pensé à l'homosexualité, ce à quoi elle m'a répondu que non. Sans prendre un angle de vue victimologique ou misérabiliste, on doit poser la question du prix que paie une société en refusant l'idée de relations sexuelles différentes.

X : Un de nos principaux boulots à *Ligne Azur* n'est pas de les voir dans les lieux lesbiens et/ou gays officiels, mais plutôt d'essayer après avoir fait un travail d'écoute, d'arriver à orienter les jeunes vers des associations de proximité. Et je crois que c'est vraiment à la communauté homo qu'incombe la responsabilité d'avoir des associations implantées partout, efficaces et capables d'offrir un accueil de qualité. Le travail que nous faisons à l'accueil est extrêmement limité, et si nous n'avons pas cette possibilité de renvoyer sur l'associatif plus que sur le commercial, nous sommes en fait quelque peu faible. Et c'est pour cela que nous essayons de travailler sur le tissu associatif (formation des associations et formation à l'accueil) afin de pouvoir adresser ceux et celles qui nous appellent vers des lieux ou des structures de terrain à même de les aider. Sur ce point, la communauté homosexuelle dans son ensemble a une responsabilité énorme. Parce que c'est plus facile et demande moins de moyen d'aller vers une association que vers un commerce.

X : Je suis entièrement d'accord. D'autant que l'association sera toujours plus proche de l'endroit où ils habitent, parce que l'école pour des gens qui sont dans cette situation est une pression sociale forte. Sur le suicide des jeunes, je voulais signaler que cela avait été le dernier travail de la fédération *Gémini* avant de disparaître, parce que c'était à ses yeux un problème extrêmement important. D'autant qu'au sein même de la fédération nous avons eu des responsables d'associations de jeunes gays qui se sont suicidés. Nous avons mis le doigt dessus et nous n'avons pas pu aller au bout de la démarche, mais c'est bien que cela soit repris. Il est bien évident qu'un pourcentage considérable des suicides chez les jeunes (filles et garçons) n'est pas forcément en rapport avec l'homosexualité en tant que telle, mais avec des problèmes de sexualité en général.

René Paul Leraton : Pour ceux que cette question du suicide intéresse, je signale le bouquin que prépare Michel Dorais sortira cet automne, et vous avez un site Internet (Pierretremblay) où un nombre important d'informations est disponible.

Lionel : Par rapport à ce que je viens d'entendre, je tenais à souligner qu'il me paraît évident que le rôle de l'Education Nationale et de l'école n'est certainement pas d'assurer aux élèves l'entrée dans la vie, et encore moins de les aider à trouver des partenaires sexuels. Personnellement, je pense en tant qu'enseignant que si on arrivait par le biais du contenu et des rapports humains à leur permettre d'avoir une certaine estime de soi, en se disant qu'un certain nombre de leurs professeurs sont eux-mêmes homosexuels, cela pourrait les aider. D'autre part, s'il y avait effectivement un vrai discours avec un vrai contenu sur l'homosexualité à l'école, et ce dès l'âge le plus jeune possible, cela permettrait à l'ensemble de la population scolarisée d'arriver avec des préjugés (qui se forment à l'intérieur de la famille comme de la société) ou du moins une information en amont (ou en aval) des préjugés qui seraient peut-être un peu différents. Je suis convaincu que ce n'est pas l'école qui va leur apprendre à faire l'amour et à trouver des amants ou des amantes, en revanche que ce soit pour les jeunes gays et les jeunes lesbiennes comme pour les autres qui ne le sont pas, le regard porté sur l'homosexualité serait et sera vraisemblablement différent le jour où l'ensemble des partenaires éducatifs adultes (homosexuels ou hétérosexuels) témoignerons d'un regard différent sur l'homosexualité. Et ceux qui sont homosexuels pourront alors se positionner différemment.

Après 20 ans d'enseignement, je me trouve dans la position ni agréable ni facile d'être ouvertement homosexuel au niveau de l'Académie et du rectorat, mais pas vis-à-vis des élèves et de leurs parents. Et quand j'ai été obligé de médiatiser la situation que je vivais avec mon copain sans papier, nous nous sommes retrouvés dans une situation de porte-à-faux assez incroyable (difficile) à gérer. Cela m'a posé question, parce que j'étais au cœur de l'hypocrisie du système qui fait que pour des histoires de tradition on ne parle pas de la vie privée (ce qui nous évite la presse poubelle), mais d'un autre côté on s'interdit un certain nombre de discours et de pratiques culturelles et sociales. Et c'est clair que dans le cadre de cette institution qu'est l'Education Nationale, le poids de l'interdit continue à frapper lourdement tout le monde, et que pour des raisons qui ne sont plus tout à fait aussi implicites qu'avant, on continue à mettre le boisseau sur les équipes éducatives. Du coup, que ce soit à travers les programmes ou les pratiques, on continue à dire très peu de chose (et même rien) sur l'homosexualité. La seule chose que je n'ai jamais pu dire à mes élèves de CM2, c'est que dans les camps de concentration il y avait aussi des homosexuels. A propos des associations de parents d'élèves, le plus loin que je puisse aller, c'est de dire par exemple au président de la FCPE que je suis homo (de toute façon il le sait déjà) mais on n'en parlera pas directement avec les autres parents, parce qu'on travaille, parce que je travaille sur certains quartiers où les parents réagiront autrement.

Cela ne me met pas plus mal à l'aise que ça, mais pas plus à l'aise que ça. Savoir que sur dix représentants de parents d'élèves, trois vont le savoir et sept ne le sauront pas m'amène à penser qu'il y a effectivement un problème. Aussi bien à mon niveau qu'au niveau de l'institution. Les jeunes ont un problème de visibilité par rapport à leur voisinage, à leur quartier, leur famille, et s'ils avaient devant eux des adultes qui n'étaient plus obligés d'être à moitié vus et à moitié cachés, cela les aiderait certainement. J'en suis intimement persuadé, certain. Le fait de m'exhiber ne m'apporterait rien, le fait de me cacher ne m'apporte rien non plus. Quand on fait de l'éducation à la vie (dans la parole que j'ai à certains moments concernant l'homosexualité) où on parle alors du sida et des différentes formes d'amour de façon très sympa, très gentille même (à un moment donné on va dire qu'un garçon peut aimer un garçon et une fille aimer une fille), je les laisse alors causer entre eux en restant neutre.

Si les enfants de la fin du primaire, les près-adolescents du collège et les adolescents du lycée avaient en face d'eux un adulte qui pourrait témoigner du fait que cela les concerne également au lieu d'infirmier leur parole, les mômes se diraient que cet adulte, ce prof témoigne d'une certaine expérience de vie, d'un certain parcours et qu'il est donc valide puisqu'il parle de quelque chose qu'il connaît. Un prof qui fait de la photo va pouvoir en parler, un prof alpiniste va pouvoir le faire partager à ses élèves, pas un prof homo. Je n'aimerais pas être à la place d'un prof (niveau secondaire) de biologie, de philosophie ou de littérature qui à certains moments parce qu'il est obligé dans son domaine de parler de la sexualité et ce faisant parler de l'homosexualité sur un ton de neutralité qui est souhaitable à certains endroits, mais là particulièrement regrettable. Parce que s'il pouvait être reconnu socialement pour ce qu'il est, c'est à dire quelqu'un qui est homosexuel célibataire ou vivant en couple, cela changerait les choses. Quand tu es hétérosexuel que tu t'appelles monsieur Dupont et que tu vis avec madame Dupont, tous les deux étant professeurs de lettres, les mômes le savent. Généralement les informations sur la vie privée des profs hétéros sont plus étayées que sur celles des profs homos. Les profs homos même s'ils restent discrets sur leur vie privée, en terme d'affichage social n'éprouvent pas le besoin de se cacher. Arrêtons de nous demander pourquoi les jeunes assument si mal ce que les adultes, là où ils travaillent, assument si peu.

X : Récemment nous avons assisté à l'émergence d'associations concernant le thème du parcours des franco-maghrébins, et je serais assez curieux de savoir ce qu'elles disent, comment elles sont nées, qu'elles sont leurs stratégies. Sinon on risque de parler à leur place. Justement une partie des intéressées que nous avons évoqués jusqu'à présent manque à ce débat.

René Paul Leraton : Je vais donner un exemple qui n'a de valeur que celle d'exemple. J'ai encore quelques heures d'enseignement en lycée technique et professionnel de banlieue parisienne (assez bourgeoise en fait) et vu les diplômés que l'on prépare, la population est presque exclusivement composée de garçons blacks, blancs, beurs originaires de banlieue. Et l'année dernière, à l'occasion de la *Gay Pride* je vois arriver un de mes anciens élèves. Comme il y a de plus en plus d'hétéros qui viennent y faire la fête (parce que les pédés font si bien la fête, n'est-ce pas !) je n'étais pas surpris outre mesure de le voir. Il reste un moment à mes côtés sur le char de *Sida Info Service*, pour finir par m'inviter à prendre un pot au cours duquel il me fait son coming-out. Il me sort qu'il savait que j'étais homosexuel (tout le monde sait que je suis gay, même si je ne pointe pas avec le drapeau arc-en-ciel), ce à quoi je lui réponds que j'étais surpris et lui demande pourquoi il ne m'en avait jamais parlé auparavant. Et là, il m'explique que c'était quelque chose de tout simplement impossible. Lui que j'avais identifié comme le petit macho hétéro dans toute sa splendeur, il jouait en fait un rôle. Bien sûr, cette histoire n'a de valeur que celle d'exemple. Ceci dit, il m'a tout de même avoué que cela l'avait aidé de voir quelqu'un qui s'assumait. Mais de là à sauter le pas, compte tenu de l'énorme pression extérieure, c'était quelque chose d'impossible. Il ne l'a fait que deux ans après son départ du lycée.

Jean-Louis Touton : Certes chacun a sa vie privée, il n'empêche que nous sommes dans un monde hétérosexuel où tant que tu ne dis pas que tu es homosexuel, tu es considéré comme étant hétérosexuel. Mes parents étaient tout éberlués de savoir que le boucher est parti avec un autre boucher. Avant, il était bien évidemment hétérosexuel. Tout le monde est hétérosexuel. C'est bien cela le problème. Tu peux affirmer qu'il n'est pas nécessaire de le dire parce que les hétéros ne le disent pas, mais ils n'ont pas à le dire puisque c'est évident, logique. Tout le monde est présumé hétérosexuel. En tant qu'intervenants ou travailleurs sociaux, il me semble utile d'annoncer clairement ce que nous sommes. Je ne suis pas hétérosexuel, je ne vois pas pourquoi on continuerait à me penser dans mes rapports sociaux comme tel, puisque ce n'est pas vrai. Il va peut-être me falloir faire un coming-out professionnel.

X : Dernièrement dans le cadre de cours de sociologie, j'ai proposé que l'on rajoute un cours sur l'identité sexuelle. On m'a répondu que j'allais me planter et avoir des réactions négatives. En première année, il y a pas mal de beurs et de beurettes, et sur un amphi de 400/500 personnes je n'ai eu que une ou deux réactions négatives, pas plus. Nous nous sommes dit que nous avions par avance intériorisé des réactions que l'on pouvait avoir. J'ai des collègues qui m'ont dit que maintenant il existe des thèses, de la matière sur ce sujet, ils pensaient enfin pouvoir aborder et discuter la question. Il est de notre responsabilité de se dire qu'il est possible d'aller plus loin, de ne plus s'autocensurer.

X : Une des questions essentielles par rapport au suicide des adolescents est celle de l'émergence de la sexualité. Et la question de l'homosexualité est une fraction, une partie de cette question. Il me semble que l'on se construit un mythe communautaire qui est à questionner. Pour chaque adolescent, l'émergence de la sexualité est quelque chose d'absolument traumatique. C'est à dire que, homo ou hétéro, on se sent comme un extraterrestre. Ce que j'entends des adolescents qui viennent nous parler, c'est qu'ils se sentent alors tous anormaux ou bizarres. Malgré qu'ils soient dans un environnement hétéro-normé. J'ai l'impression que l'on se trompe de débat lorsque l'on parle de cette façon de la visibilité de l'homosexualité et des homosexuels. Je ne crois pas qu'être un modèle et s'assumer en tant que gay ou lesbienne soit ce qui compte. Ce qui est essentiellement en jeu, c'est de pouvoir faire en sorte que la sexualité puisse être une aventure absolument subjective sur laquelle on n'a pas à juger, chacun décidant pour son cul en fonction de ce qu'il est. Au fond, quand on a ce discours la question de la visibilité on est dans un modèle qui a de l'élan tout autant que le modèle de l'hétérosexualité. Se présenter comme modèle (en étant gay) est pour un gosse en train de se chercher est tout aussi aliénant que le modèle qu'il a reçu de ses parents. Par contre, je crois qu'il est beaucoup plus intéressant en tant que gay et/ou en tant que lesbienne, à partir du moment où on a ce vécu et cette expérience, de travailler individuellement ou collectivement à faire en sorte que ce soit quelque chose du domaine de la différence et de la reconnaissance. Personne n'a la même sexualité, il n'y a pas une façon d'être gay comme il n'y a pas une façon d'être lesbienne.

A prendre ce parti, nous sommes en train de répéter quelque chose qui fut tout autant dramatique dans l'autre sens, à savoir l'intériorisation de la position de victime (position à défendre, voir à assumer et même à mettre en avant). Cependant j'ai l'impression qu'il faudrait poser le problème d'une toute autre manière. Je ne sais pas trop comment, mais il me semble qu'il y a un aspect fondamentalement subversif à la sexualité hétérosexuelle comme homosexuelle, un aspect profondément individuel. Et c'est là-dessus que nous avons, nous autres homosexuels, des choses à dire. Mais pas en tant que communauté ou en tant que représentant de cette communauté.

X : Mon frère (qui est hétérosexuel et prof de biologie dans un lycée en Espagne) a décidé d'introduire dans son enseignement l'approche des différentes sexualités en se présentant comme étant lui-même homosexuel. Il a expliqué que la sexualité c'était ceci et cela, il a parlé des rapports affectifs et sexuels. Il a seulement eu un problème avec une fille qui parce qu'elle avait eu une éducation très religieuse, lui a répondu que sa mère lui avait dit ceci et pas cela. Malgré cela, tout c'est passé assez normalement. Personne ne lui a demandé s'il était vraiment homosexuel. En France les gens sont plus sensibles à la pression extérieure, même si cela dépend des quartiers.

X : Pour aller dans le sens de l'intervention précédente, je pense en effet que lorsque l'on produit un discours sur le terme "je suis homo" cela peut s'apparenter à un certain prosélytisme. Qui en tant que tel peut avoir une certaine nécessité d'exister, j'en conviens. Ceci dit, on a toujours l'impression de révéler quelque chose de très intime en soit alors qu'en fait on ne donne accès qu'à un stéréotype qui selon le regard de l'autre est plus ou moins caricatural. Selon la connaissance qu'a l'élève de ce qu'est l'homosexualité, s'il y a des amis qui le sont, il aura en face une caricature. Parce que la réalité ne dément jamais la caricature, on voit toujours un pédé qui ressemble à un pédé, et dans le pédé qui ne ressemble pas à un pédé on verra quand même tous les petits détails qui quand même font qu'il ressemble tout de même à un pédé. Ceci tient du fait que nous véhiculons des représentations, et c'est ce qui compte. Nous avons des clichés, des stéréotypes, sur tout ce que l'on véhicule, sur tout ce que l'on représente. L'a priori est le premier critère d'appréciation que l'on utilise pour rentrer en contact. Tu ne revois ton jugement que si tu rencontres des éléments qui viennent contrebalancer tes a priori. Nous fonctionnons tous à parti d'a priori, de préjugés.

René Paul Leraton : Je suis tout à fait d'accord sur l'histoire de la pression du corps et de la sexualité au moment de l'adolescence. On sait très bien qu'il y a des tas de gamines qui deviennent anorexiques parce que si elle ne ressemble à tel top model, c'est une horreur. Je pense tout de même qu'il existe une spécificité du jeune gay, de la jeune lesbienne. Pour vous donner un exemple, dans les témoignages que recueille Michel Dorais actuellement, un garçon expliquait qu'il s'était fait un parcours à l'intérieur de son lycée afin d'échapper aux coins où on pouvait le coincer et lui casser la tronche, qu'il avait trouvé une porte qui lui permettait de sortir par derrière afin ne pas sortir par l'entrée principale où on l'attendait souvent parce qu'il avait été repéré. C'est une spécificité de l'adolescent homosexuel, ce que ne connaît pas l'adolescent hétérosexuel. Je prends souvent l'exemple du jeune arabe se fait traiter de sale bougnoule, il pourra le dire à ses parents qui alors feront un scandale. Le jeune homo ferme sa gueule. C'est pourquoi il faut qu'il y ait la possibilité d'une parole.

X : Je trouve intéressant l'ensemble des interventions qui visent à dire que les profs, les éducateurs puissent faire leur coming-out et dire un certain nombre de choses sur la sexualité. Pourquoi pas, s'ils ont le courage ou l'inconscience de le faire. Mais le problème n'est pas tellement pour l'élève de savoir si son prof est pédé, parce que ce n'est pas là que va se situer l'identification, elle va beaucoup plus être à travers la façon dont un jeune peut parler, se parler et parler à d'autres de ses propres problèmes et de sa propre sexualité. Il faudrait que ces profs s'interrogent sur la manière dont ils vont pouvoir investir tout ce qui concerne la vie de l'école pour qu'effectivement soit présente la sexualité. Et pas uniquement l'homosexualité. Sûrement très réprimée et difficilement vécue, c'est évident. Mais ce n'est pas la seule. Si on élargit la question, cela ne veut pas dire que l'homosexualité soit évacuée, cela veut dire qu'elle soit intégrée dans un ensemble. Du coup on peut travailler beaucoup plus sur la façon dont les gens peuvent se situer par rapport à leur propre sexualité. Si on renvoie au film que nous ont montré les italiens, j'ai trouvé tout à fait remarquable l'idée de la présence d'adultes qui servent de catalyseur au discours des jeunes entre eux. Evidemment, ils ont créé une situation pratiquement expérimentale, parce qu'on voit bien que ce n'est pas si facile d'organiser ce genre de chose dans un lycée ou une école. Il n'empêche que la démarche en tant que telle est intéressante. C'est cette démarche qu'il faut développer, c'est à dire se demander comment les jeunes vont pouvoir parler en présence d'adultes qui peuvent servir de

médiateur. Démarche dans laquelle on ne demandera pas à l'adulte s'il est ou non homosexuel, mais on lui demandera que sa parole permette aux jeunes de parler entre eux, que sa parole permette de s'entendre et de pouvoir dire quelque chose d'eux. C'est un point qui me paraît extrêmement fondamental. Et c'est là qu'il faut s'investir, beaucoup plus que dans un coming-out qui renvoie à des individus. Il me semble qu'il faut vraiment être beaucoup ambitieux.

Donald : Effectivement l'émergence à la sexualité pour un jeune est traumatique, entre autre parce que c'est une classe sociale qui vit dans une sexualité confisquée. Il ne faut pas oublier que dans nos sociétés occidentales il est interdit d'aborder le corps de l'autre jusqu'à ce qu'il soit majeur ou au moins majeur sexuellement. Il existe des sociétés qui fonctionnent différemment, qui ont une fréquentation du corps très différente. Pour des raisons culturelles, on contribue à accentuer cette difficulté de l'approche de la sexualité. Mais même si ce n'était pas le cas, il est vrai que l'émergence de la sexualité, le partage du corps avec l'autre a une dimension initiatique. Pour n'importe lequel d'entre nous. Cela n'a rien à voir avec le classement hétéro, homo, bi ou autres. Le rôle des gays n'est pas d'accompagner des jeunes dans leur découverte de la sexualité homosexuelle, en fait nous sommes disqualifiés pour faire émerger les jeunes à la sexualité tout court. Notre rôle n'est pas de tirer la sonnette d'alarme ou de s'occuper de l'accompagnement et de l'accueil à la sexualité (sachant qu'il y a des structures plus neutres que nous) mais de lutter pour l'accès à la sexualité des mineurs.

X : Ce modèle hétéro-normé et hétéro-sexiste qui dit que l'homme doit être viril et que la femme se doit d'être soumise crée de nombreuses difficultés. Quand je dis que je souhaite que l'on parle de l'homosexualité ou de la bisexualité, j'ai envie que l'on parle des modèles hétéro-normés et comment les personnes qui sont attirés par les personnes de l'autre sexe le subissent aussi. L'initiation à la sexualité se passe dans la violence.

X : Sur cette question de la visibilité, il me semble qu'il y a un malentendu. Personnellement je ne souhaite pas être un modèle. Ce qui me pose question, ce qui m'interroge c'est de savoir si effectivement nous ne sommes disqualifiés, non pas en tant qu'homosexuels, mais en tant qu'adultes. C'est un avis personnel (et subjectif), qui repose sur le fait que j'ai été aussi un petit garçon, un adolescent puis un adulte, et le passage à la vie adulte avec une sexualité assumée d'adulte a été pour moi quelque chose de particulièrement difficile. Et en tant qu'adulte, en tant que citoyen et enseignant, je souhaiterais que la communauté des adultes sachant que c'est un passage traumatique (et pour certains tragique) se donne les moyens qu'à l'avenir cela se passe mieux. Cela passe, quel que soit le domaine d'intervention, par la formation des adultes, la formation des futurs professionnels pour que la problématique pédagogique de la sexualité soit construite. Que les futurs instits, profs et autres soient capables dans leur domaine d'intervention comme dans leur travail individuel et collectif d'apporter ce que normalement les adultes doivent apporter aux jeunes. Pas forcément des éléments de réponses, mais en tout cas une capacité à s'interroger, à formuler ses propres questions pour déboucher sur des expériences de vie de préférence positives. Et ce mur que représente pour les adolescents le passage à la sexualité est presque identique pour les hétéros que pour les homos. Même si en tant qu'homosexuels, nous disons les choses à notre façon. Personnellement je n'ai aucune envie de faire une déclaration publique à mes élèves au début d'année. Ce qui m'intéresse davantage c'est de pouvoir évoquer la sexualité avec un contenu qui ne relève pas du bricolage. J'ai le sentiment qu'actuellement ceux qui interviennent refusent de le faire parce qu'ils affirment leur incompétence (et ils ont tout à fait raison de le faire) et ils essaient de devenir compétents et au final bricolent. Dans ce cas, je préfère de beaucoup que l'on s'abstienne. Je ne me considère pas disqualifié en tant qu'homosexuel pour évoquer la sexualité y compris avec des jeunes de 10/11 ans, je me sens disqualifié parce que je m'estime mal formé puisque relevant plus de l'artisan personnel que de quelque chose de construit et d'élaboré. Le problème de la visibilité est celui de la visibilité de l'ensemble des adultes ayant vécu ce passage, et capables de transmettre cette histoire.

X : A propos de ces adolescents qui à certains moments de leur vie se retrouvent dans une situation où en échange d'un hébergement ponctuel ou d'un repas ont une relation sexuelle. Ce cas de figure pose la question de la responsabilité en tant qu'adulte homosexuel je peux avoir dans ma relation avec les adolescents que je peux croiser. Ma seule référence en la matière est ma propre adolescence, c'est à dire l'expérience que moi-même j'ai eu avec les adultes que j'ai rencontré alors. Ceci me permet aujourd'hui de savoir ce que je n'ai pas envie de faire vivre, et ainsi essayer de bricoler quelque chose avec un peu plus de respect. Mais parfois j'ai du mal à interpréter la demande réelle de l'adolescent qui vient vers moi.

X : On sait que l'initiation arrive par l'adulte. C'est normal. Cependant, ce que je trouve toujours regrettable dans une relation entre un jeune qui se cherche encore et un adulte qui s'identifie comme homosexuel, c'est de pouvoir faire imaginer à ce jeune que grâce à son corps il va pouvoir se vendre. Le problème n'est pas de lui offrir un disque, mais de lui faire comprendre que vous le respectez suffisamment. C'est une personne et non un objet que vous payez avec un disque ou un repas.

X : Je crois que l'on peut penser la question autrement qu'en des termes "nous sommes dans une société hétéro centrée, il faut lutter contre grâce à la visibilité". Le combat à mener est beaucoup plus complexe. Etant homo, nous avons une richesse de nous être questionné sur notre genre de vie, sur ce qui nous a fait choisir ce camp. Et il serait intéressant de s'en servir non pas pour lutter frontalement contre cette société hétéro centrée, mais pour pouvoir aborder une pensée subversive de la sexualité. Et ce n'est pas en brandissant notre drapeau que l'on peut y arriver. Au contraire. Je prends l'exemple d'une jeune adolescente, peut-être lesbienne, qui tenait un discours surfait. Ce qui était dramatique, c'est qu'elle avait adhéré à un discours sans avoir fait le chemin qui lui permettait de décider de son désir. Si on ne se transforme pas en une communauté homogène qui met tout sur le même front, on peut faire des choses réellement intéressantes, comme créer des structures et des associations qui permettent qu'une autre parole sur la sexualité soit possible. Ce qui change par rapport au fait de brandir son drapeau.

X : Je reviens sur cette histoire que l'homosexualité serait une raison importante de suicide chez les jeunes. J'ignore si ce n'est que par rapport à la question de l'homosexualité, mais il est certain que s'est lié au traumatisme de la sexualité. L'anorexique n'est pas forcément celle qui veut ressembler à la poupée Barbie, c'est aussi celle qui se fait violer par son père tous les soirs. Xavier Pomereau qui est le psychiatre qui écrit sur le suicide aborde peu ou pas du tout la question de l'homosexualité, mais commence à entendre la question des agressions sexuelles. Quant à la sexualité de l'adolescent, en étude de psycho on apprend que tout simplement au moment de l'adolescence il va falloir que le jeune fasse le deuil de la bisexualité. Nous pourrions tout à fait adhérer à la théorie de la bisexualité et dire qu'à partir du moment où il faut que le garçon soit attiré par l'autre sexe, il peut effectivement avoir violence quand il laisse parler son désir qui peut être d'aller aussi vers les garçons que vers les filles.

Ce discours surfait, je l'entends aussi de la part d'adolescents qui se sentent obligé d'être hétérosexuels, parce que la société est hétéro normée. Et je pose la question par rapport à ces jeunes qui font des tentatives de suicide ou qui se suicident, lorsqu'en plus du poids de devenir adulte avec tout ce que cela peut impliquer comme bouleversements et prise de conscience se retrouvent face à cette sexualité obligatoire qui peut les mettre dans une impasse. Et s'ils n'ont pas des outils et des aides extérieures (qui viennent des adultes pas seulement homosexuels), ils sont mal. Peut être que nous pourrions aider ces adolescents à entrer dans une vie sexuelle où encore une fois la bisexualité aura sa reconnaissance. Ce qui n'est pas le cas.

X : Tout à l'heure je suis intervenue à propos des jeunes immigrés ou de banlieue, j'ai parlé des jeunes que je connaissais qui pouvaient aussi bien être de banlieue que des jeunes fils de bourgeois ou de prolétaires. La population que nous recevons à l'ARS est vraiment hétérogène. Il se passe que les éducateurs ont leur responsabilité, cette histoire d'accepter ou non les homosexuels est une question de tolérance. Notre service a été obligé de s'ouvrir à d'autres catégories de jeunes, et dans la salle d'attente il n'y a jamais de problèmes entre homos et hétéros parce que les éducateurs ne le tolèrent pas. Les jeunes sont là avec les mêmes besoins, et qu'ils soient ou non homosexuels n'a aucune importance. Cela dépend des adultes à l'Education Nationale. Il est important que les hétéros participent, il faut que les deux communautés se connaissent davantage. Toujours dans cette salle d'attente, nous avons remarqué l'étonnement de certains garçons en découvrant que le garçon homo à côté d'eux était sympa, alors que s'ils l'avaient rencontré dans la rue ils lui auraient cassé la gueule. C'est le fait d'une méconnaissance. Je finirai en disant que souvent l'homosexuel est la caricature, la grande folle. Les homosexuels ne sont pas forcément sur le trottoir, il y a des médecins, des éducateurs. Il y a des homosexuels partout et pas forcément où on brandit le drapeau.

Christian de Leusse : Bien, je remercie toutes les personnes qui sont intervenu au cours de ce débat. Merci à tous et à toutes.

Aldryx : Je vais avoir 28 ans en septembre prochain. Et aussi loin que je me rappelle, j'ai eu le sentiment que l'on s'était trompé d'enveloppe. Quelqu'un s'était trompé dans la distribution. J'avais l'impression d'être un objet dans un mauvais paquet. Physiquement tout était là, mais l'intérieur ne correspondait pas à l'extérieur. J'étais alors toute petite. Je dis "petite" alors que je n'ai jamais parlé de moi au féminin, même enfant. J'ai toujours pensé être un petit garçon dans le corps d'une petite fille.

Depuis tout petit

Ma mère m'a raconté qu'elle se souvenait que très tôt je lui disais que j'étais un garçon. J'avais une grand-mère couturière qui jouait à la poupée avec moi (souliers vernis, collants blancs à petites fleurs, robe avec jupon) quand je ne rêvais que de grimper dans les arbres et mettre le nez dans un moteur. Du jour où j'ai dit à ma mère de ne plus m'habiller comme une fille, elle fit encore quelques tentatives puis renonça. Elle m'a raconté qu'à 18 mois le médecin est venu pour je ne sais quelle maladie infantile, et me demanda ce que je voulais pour Noël. Je lui aurais répondu que comme cette année j'ai été très sage, je voulais être un petit garçon. Et il a eu beau m'expliquer que ceci que cela, je n'en démordais pas. Ceci dit, j'avais une vie chaotique. J'ai été ce qu'on appelle un enfant battu, sans compter un grand-père violeur. De 6 ans jusqu'à 13 ans, j'ai été victime de l'inceste. Comme je ne supportais pas les parents qui me tapaient dessus, j'étais tout le temps malade et donc souvent chez mes grands-parents.

A l'école

Avec ma coupe au bol et le fait que je dégageais une masculinité très prononcée, aux yeux de tous, j'étais un garçon, jusqu'à ce que la prof m'appelle par mon prénom. A un moment, une psychologue scolaire convoque mes parents pour leur dire qu'il était préférable que j'aille en internat. Et ainsi donc en 6ème (à 11 ans) je me retrouve en internat dans un dortoir tout en longueur. J'étais impatient que mes parents s'en aillent, histoire d'avoir la paix. Une fois partis, alors que j'étais en train de déballer mes affaires passe un père de famille accompagné de la directrice, qui me voyant dit "*tiens cette année les garçons sont mélangés avec les filles*", et la directrice lui répond "*Non, c'est Astrid*". Et cela a été ainsi tout le temps. C'est à cette époque que je suis tombé amoureux d'une autre fille. C'était une de ces histoires de cœur qui durent sans qu'il se passe quoi que ce soit. Je lui écrivais des mots, on se prenait la main. C'était quelque chose de très joli, de gentil, par rapport à ce que j'avais vécu et ce que je vivais encore.

Mon grand-père

C'est une fois en internat que je me suis rendu compte que ce que je vivais avec mon grand-père n'était pas vraiment normal. Toutes les filles se posaient des questions à propos des garçons, alors que je ne m'en posais aucune. Mais, naïvement, je croyais que c'était normal de savoir. J'étais dans un internat tenue par des Soeurs à une époque où l'on commençait à parler de la sexualité, et chaque année il y avait des ateliers où on parlait de la reproduction, de sexualité, du sida aussi. Tout le monde alors se marrait, ricanait, ce qui est normal quand on est gosse, mais moi je ne ricanais pas du tout, c'était quelque chose que je vivais au quotidien depuis des années. Cela me perturbait de me rendre compte que tout le monde ne vivait pas la même chose que moi, et j'ai commencé à me dire qu'il y avait manifestement quelque chose qui clochait.

Mon grand-père a fait la même chose avec ma petite sœur (dont je suis l'aînée de trois ans), et je suis intimement persuadé que mon père a subi la même chose. Il a fait de même avec ses apprentis (il était artisan peintre). Alors que mes parents étaient jeunes mariés (il y a 28 ans) il s'est retrouvé en procès car il s'était attaqué à une Maison de Jeune, et un des gamins a porté plainte. Il n'a pas été cru bien que mon grand-père était fiché par la police. Plus tard, cette personne s'est suicidé. Et c'est à l'âge de 14 ans que j'en ai parlé à mes parents. Cela s'est passé en deux temps. D'abord, suite à une altercation avec ma mère (à l'occasion de la fête des mères). Puis à l'occasion de la visite de mes grands-parents en vue de se réconcilier avec mes parents, suite à une précédente dispute. Ma mère proposa que nous (moi et mes sœurs) passions les prochaines vacances scolaires chez eux. Ce à quoi je répondis que c'était hors de question, que si j'y étais

obligée, je tuais mes sœurs et après je me suicidais (c'est du moins ce que ma mère m'a raconté). Là-dessus elle me demande des explications et face à mon silence, comprend. Je n'ai jamais dit le moindre mot sur toute cette histoire. C'est ma petite sœur qui malgré son jeune âge a dit avec ses mots ce qui s'était passé. Lorsque ce fut à mon tour de déposer, je n'ai pas pu articuler le moindre mot. Les gendarmes ont relu la déposition de ma sœur, et je hochais de la tête pour dire oui. Suite à cela, ma mère décide d'en informer mon père. Il s'est alors rendu au poste de police de l'endroit où résidaient alors mes grands-parents, a expliqué aux forces de police la situation leur disant que maintenant qu'ils savaient, ils n'avaient aucune excuse pour ne pas agir. Je n'ai jamais fait d'analyse ou de thérapie. La parole n'étant pas mon fort, je ne me voyais pas parler de tout ça avec quelqu'un que je ne connaissais pas. Par contre j'ai fait de la musicothérapie.

La vie reprend son cours

Sur ce, je reprends l'année scolaire comme si tout était normal. Pendant un temps, la violence que je connaissais depuis toujours a cessé. Entre temps, le médecin de famille explique à ma mère que ce serait bien que mon autre sœur soit au courant (j'avais alors 14 ans, Alice 11 ans et Axelle 8 ans). Elle nous prend toutes les trois dans le salon, raconte ce qui s'était passé avec moi, et Alice s'effondre alors en larme. J'étais convaincue qu'il s'était passé la même chose avec elle. Et avec ses mots d'enfant, du haut de ses 11 ans raconte son histoire. Elle a été suivie par des associations, lesquelles à l'époque se contentaient de lui faire raconter son histoire et de voir si cela peut leur rapporter quelque chose. Bref, on vous balade. Mon père nous dit qu'il ne se sentait pas de mettre en route un procès pour nous (dans la mesure où cela pouvait intéresser un avocat), puisque c'était notre histoire, que si on voulait s'en occuper il fallait attendre d'être majeures. De sa part, j'attendais une autre réponse.

Donc la vie se passe, bon an mal an. Je vivais une jolie histoire d'amour, sans qu'il se passe quoi que ce soit. Mais cela me convenait, et d'une certaine façon me rassurait parce que je n'étais pas contraint à quoi que ce soit. Mais deux jours avant mes 18 ans, la gendarmerie appelle pour nous dire qu'une grand-mère a porté plainte contre mon grand-père, l'ayant surpris sur le fait avec son petit-fils (de cinq ans). Et me voici à me demander si je portais plainte ou non, ma petite sœur étant encore mineure. Donc convocation, déposition, expertises et contre-expertises. Ma première visite chez le gynécologue ne fut pas facile. Et une fois de plus, c'est ma petite sœur qui passe en premier. A la sortie de l'expertise, la gynécologue s'adressant à ma mère lui dit qu'elle ne peut pas dire ce qui n'est pas. Selon elle, toute cette histoire était inventée. Et une fois de plus, j'entends un discours du style "est-ce que c'est bien vrai ? Etes vous sûr que ce n'est pas un mensonge ?" J'étais complètement terrassée, on me disait que j'avais menti. Donc bien évidemment, grosse dépression. Ma mère communique les résultats au juge. Ce dernier explique qu'avec de tels éléments il est impossible d'aller en procès. Et donc re-expertises. On attend des heures et des heures. Je n'arrête pas de me dire que l'on va encore m'accuser de raconter n'importe quoi. Et là un mec vraiment très sympa qui visiblement avait l'habitude de ce genre d'affaire me sort "tu as de la chance, tu es en bonne santé. Des fois je vois des bébés de trois mois auquel on a fait la même chose qu'à toi. Trois mois". Bref, suite aux conclusions de ces expertises, le procès est relancé. C'était une histoire qui durait depuis longtemps, depuis mes 13 ans. Je ne savais plus s'il fallait que je continue, d'autant qu'à 18 ans, à l'occasion de la fête des mères, mes parents m'ont foutu dehors avec une trempe magistrale (la dernière), tout en espérant en leur fors intérieur que j'allais revenir. Je n'avais même pas 10 balles en poche et encore moins de compte en banque. Ceci dit, je suis revenu beaucoup plus tard, après avoir réglé beaucoup de choses.

le début de la vie active

En dehors de ça, je descends à Marseille afin d'y suivre des études d'éducateur sportif profitant du fait que l'on m'avait accordé un prêt étudiant. C'était pour moi évident que j'allais être enseignant, j'avais toujours fait du sport. Lorsque j'étais en internat, ne supportant pas les études, je passais mon temps à faire du sport. C'était ma thérapie. Et donc à 18 ans, me voilà prof. Et je me retrouve face à des femmes de 35 à 45 ans (l'âge de mes parents) qui m'identifiaient comme une fille. Ce qui m'embêtait beaucoup. Certes physiquement parlant j'en étais une (120 de poitrine) bien que je dégageais tout de même quelque chose de masculin en ce sens ou j'étais assez baraquée. De ce fait, je me retrouve en situation quelque peu conflictuelle avec la gent masculine, un homme étant assez réticent à recevoir des conseils de la part d'une fille. En tant que prof de musculation, la seule manière de s'imposer consistait à faire la même chose qu'eux. Dès qu'il y avait un gros bras qui passait la porte avec plein de muscle, j'allais directement vers lui. Et même si je n'ai pas fait pareil, je peux comprendre cette attitude, d'autant que j'ai moi-même été attiré par le côté volumineux de la personne. Mes 10 ans de métier qui m'amènent à penser qu'il y a une déficience du volume intérieur compensée par une forte croissance du volume extérieur. Donc j'étais en conflit avec la gent masculine par rapport à ceci. J'étais en conflit aussi parce que Astrid et Aldryx étaient la même personne, je n'ai jamais changé de coupe de cheveux. J'avais alors un visage un peu plus fin et la mâchoire un peu moins carrée (du moment où on prend de la testostérone, c'est d'abord la mâchoire inférieure qui prend. Ce qui permet d'identifier ceux qui en prennent).

Amoureux, mais pas lesbienne

Donc je me suis beaucoup battu par rapport à ça, jusqu'au moment où je me suis rendu compte que cela n'avait finalement pas trop d'intérêt que je me batte pour prouver qui j'étais. Je savais que j'étais un garçon. De plus, je vivais une histoire d'amour, comme tout le monde. J'étais tombé amoureux de la meilleure amie de ma mère (qui était son prof de danse), qui avait 14 ans d'écart avec moi. Et le côté drôle de la chose, c'est qu'elle débarque dans ma vie en me disant qu'elle a été mariée sans savoir ce que c'était l'homosexualité, et qu'elle retrouve homosexuelle avec un garçon. J'étais avec une femme tout en n'étant pas lesbienne. En aucun façon j'étais homosexuelle. Mais malgré tout, les gens me voyaient comme lesbienne, même si au niveau comportemental je faisais plutôt garçon. Et tant que j'avais la bouche fermée on me disait jeune homme, alors que dès que j'ouvrais la bouche c'était "oh pardon mademoiselle".

C'était quelque chose qui me rendait très agressive. Genre au restaurant on avait droit au "monsieur-dame" puis quand le serveur se rendait compte du truc, nous adressait tout fier en présentant l'addition un "mesdames". C'était le genre typique de situation qui me décidait à ne plus remettre les pieds dans ce restaurant. Je me suis beaucoup battu contre ça, parce que dans ma famille et autour de moi il était évident que j'étais homosexuelle. On m'avait toujours dit que j'étais un garçon manqué, qu'à l'adolescence tout allait changer, que lorsque l'on est une petite fille il faut jouer à la poupée Je voulais jouer non pas à la poupée mais aux voitures. A l'adolescence cela n'avait pas changé, et des années après je me retrouve prof de sport.

Je suis un garçon

La situation était assez rocambolesque, du fait que c'est un métier où il y a beaucoup de femmes (dès qu'un homme apparaît, il est le centre de tous les regards). En plus je ne me cachais pas, ma copine venait me chercher au boulot. Et avec mes parents (avec qui entre temps j'avais repris contacts) j'ai agité de la même façon, à savoir que je les ai mis au pied du mur. Mes papiers sont toujours au nom d'Astrid, ce qui provoque des fois des situations assez cocasses. Dans le genre, je suis allé faire mon passeport, et là grande animation dans les bureaux. La fille à l'accueil me dit que c'est impossible; je lui réponds qu'il n'y a pas d'erreur, chuchotements dans tous les coins, j'ai l'habitude.

Mais comme j'avais envie de construire quelque chose dans ma vie (sans pour autant fantasmer sur la voiture, la situation et les enfants), que j'en avais assez de vivre au jour le jour, je décide de m'engager dans l'armée. Ce à quoi je réfléchissais depuis longtemps. Donc je pose ma candidature, et me retrouve conducteur poids lourds au sein d'une unité de transport. C'est à dire une équipe de 30 hommes et pas les moindres (il n'y avait que 3 filles). Ceci dit, je fais l'école où durant deux mois tout le monde m'appelait Rambo, vu ma carrure. Puis j'arrive sur la base d'Istres, déguisée en jupe bleu marine avec un truc sur la tête comme les hôtesses, des talons. C'était carnaval. Pendant des mois je n'ai rien dit, cela faisait rire tout le monde. Dès que j'avais un moment de libre, j'allais en salle de musculation. Je n'étais jamais dans la salle de repos des chauffeurs qui ne savaient que fumer et boire. Bref au bout de 6 mois je me suis disputé avec le major, ne cessant dès lors de lui répondre dès que l'occasion se faisait sentir. De plus, en étant une femme et n'ayant que des hommes autour, j'étais ou homo ou salope. Donc bonjour l'ambiance, c'est pourquoi j'ai cassé mon contrat. C'était en mai.

La transformation

En janvier je pris la décision de changer de sexe, ne voulant plus continuer à être Astrid. Au sortir de l'armée je me suis dit que c'était le moment de mettre tout ça au clair. Il se trouve que un an auparavant j'avais rencontré une personne dans la même situation que moi, puis cette personne a resurgi dans ma vie, et je lui demande alors de m'expliquer comment cela se passe, les médecins, les traitements.... Depuis longtemps je savais que j'allais sauter le pas, même si je n'étais pas vraiment fixé sur la date. Je savais aussi que les techniques n'étaient pas vraiment au point, que le parcours était difficile, très dur. En fait cela dépend de la façon dont la personne le vit. Pour ma part je le vis bien. Ceci dit, une fois la décision prise, j'ai contacté un médecin sur Marseille spécialiste de la chose.

Là il m'explique que je dois d'abord suivre une analyse (pendant deux ans), ce à quoi je lui réponds que je ne me sentais pas malade. Mais comme cette étape est incontournable, tous les vendredis en sortant du boulot je consulte. Et le cirque dure pendant 3 mois, Et là j'explique que sachant très bien où j'en étais, et je passe directement aux tests psychologiques (alors que c'est normalement au bout d'un an). Mais là j'ai une altercation avec la personne qui devait me les faire passer (150 Frs la séance, non remboursé). Et dans la lancée, j'apprends de la part d'une amie qu'ils sont en fait sans réelle valeur. Comme par hasard, je n'ai plus jamais entendu parler de ces tests. Je lui explique que je ne voyais plus trop l'intérêt de poursuivre ces séances, qu'à part lui raconter mes recherches d'emploi, les problèmes de fric (j'avais le RMI), je n'avais pas grand chose à lui dire. Puis elle m'oriente directement sur le chirurgien qui s'occupe de ça. Suite à cela je le rencontre, j'insiste fortement pour qu'il m'opère le plus rapidement possible.

Et début septembre, je suis opéré. Cela s'est fait assez rapidement parce que pour chacune des personnes que j'ai dû rencontrer, la situation était dès plus évidente. Par exemple, au premier rendez-vous avec la thérapeute, elle m'a immédiatement rempli le formulaire de demande à la Sécurité Sociale. Bien sûr, pour la forme elle est allé chercher dans l'enfance les raisons ou le pourquoi de la chose. Contrairement à ce qui se fait habituellement, puisque normalement on doit suivre un traitement hormonal avant de subir l'ablation des seins. Je me réveille sans problème, je passe une semaine à l'hôpital le temps que cela cicatrise. Je me suis senti léger, conforme à l'image que j'avais toujours eu de moi.

Nouveau départ

Et au sortir de l'hôpital je reprends contact avec différentes personnes afin de trouver un emploi. Ainsi j'ai réussi à donner quelques cours, sans plus. Dans le même temps, je vois une annonce pour faire du théâtre. Je me dis pourquoi pas, après tout j'avais passé ma vie à jouer (à faire semblant), par obligation. Et surtout c'était aussi une façon de combattre ma timidité, de m'affirmer. C'était au gymnase Gaby (où je rencontre Robert Capomazza qui est aujourd'hui mon patron). Ainsi donc j'intègre le groupe avec une dizaine d'autres personnes. C'est une expérience qui m'a beaucoup apporté, j'y ai rencontré des gens vraiment intéressants, ouverts. Par ailleurs, durant l'année dernière je me suis amusé à être Astrid ou Aldryx, que ce soit au téléphone ou au travail, j'alternais entre ces deux personnages. Mais au fur et à mesure Aldryx prenait le dessus aidé en cela par le traitement hormonal que j'avais entrepris. Et à la rentrée 99 j'ai cherché du travail en tant qu'Aldryx (avec des papiers au nom d'Astrid). Sur la région, c'est en tant qu'Astrid que j'étais connue, puisque depuis 10 ans je formais des profs et j'aidais à la préparation des compétiteurs. Pour ma part je me sers du sport comme d'une thérapie, apprendre à être dans son corps, à se servir de son corps. Et il me semble que si l'on veut aller mieux, il faut d'abord s'occuper de l'intérieur. En tout cas c'est une attitude qui m'a permis de me soigner, de soigner ce corps qui avait été abîmé.

Ceci dit, j'ai presque l'impression d'avoir changé de corps. Tant entre celui d'Astrid et celui d'Aldryx, il y a une certaine différence. Astrid avait un corps de fille. Dans le genre, je faisais un 120 de poitrine il était donc difficile de me prendre pour un garçon, malgré la coupe de cheveux (dont je n'ai pas changé). Seulement, la projection que j'ai de moi est maintenant conforme à celle que j'ai toujours eu de moi. Et ce dès ma petite enfance. Jamais, à aucun moment je ne me suis pensé en fille. Même dans mes rêves, je me voyais en garçon, en homme. Et jusqu'à ce que je discute avec des homosexuels masculins, j'étais jaloux de ne pas avoir ce qu'ils avaient, du fait qu'ils étaient des mecs, et surtout je ne comprenais pas qu'alors qu'ils ont ce que je n'ai pas, qu'ils aillent chercher autre chose. Lorsque l'on me disait que j'avais un problème de libido, que je n'étais pas vraiment situé, je répondais que non. Là-dessus, j'étais très clair dans ma tête. Au-delà du changement de sexe, il est important de se poser des questions par rapport à sa sexualité. A un moment, j'ai été en balance vers l'identité lesbienne. J'avais un corps de femme et j'étais attiré par les femmes, mais je me sentais hétérosexuel. Depuis que je suis un homme, il m'arrive parfois de fantasmer sur les mecs, alors que cela ne m'était jamais arrivé auparavant. C'est quelque chose qui m'a beaucoup surpris, beaucoup interrogé. En tous cas, indépendamment de cet épisode, je me définis comme hétérosexuel.

La question de l'opération

C'est un peu à la tête du client. Le changement de femme en homme est très probant, extérieurement parlant alors que dans l'autre sens, vu l'âge, c'est souvent assez triste. Il y a quelque temps, j'ai assisté à une réunion, et malgré ma situation, j'ai été choqué. Tout était dans l'excès, la grossièreté. Pour un homme qui a vécu 35 ans dans un corps d'homme, ce n'est vraiment pas évident de passer de l'autre côté. Tu en retrouves les trois-quarts en train de se prostituer.

Quant au niveau chirurgical, il est plus facile de faire un vagin avec un pénis, que le contraire. Simplement parce que dans un cas il y a de la matière et que dans l'autre il faut l'inventer. Je ne serais plus jamais une femme (le processus est irréversible) et je ne serais jamais un homme. C'est une question de connexion nerveuse. Je ne pourrais pas avoir d'érection, ou alors de façon mécanique. Aussi, je suis assez critique sur l'idée de se faire opérer afin de parfaire le changement de sexe. S'il s'agit de se faire charcuter pour avoir un faux pénis, je ne vois pas trop l'intérêt de la chose. Parce qu'au final ce n'est pas un vrai même si cela y ressemble, c'est un bout du muscle de la jambe. Certes les techniques chirurgicales ont grandement évolué. Au Danemark, il y a une cellule de recherche qui n'a rien à voir avec ce qui se passe ici. En la matière, la France est le dernier des wagons. C'est une véritable mafia, que ce soit au niveau des médecins ou des avocats. En plus l'opération coûte 200 000 Frs. Bonjour. Ceci dit, je comprends que certains veuillent faire l'opération, d'autant que c'est pris en charge par la Sécurité Sociale. Enfin, le jour où je déciderais de sauter le pas, il est évident que je ne ferais pas opérer en France.

Beatriz Preciado : Aujourd'hui, je vais essayer de resituer la place du gode dans l'histoire de la prothèse et des appareils de répression/production de l'orgasme. Autrement dit, il s'agit de repenser la position piégée du corps lesbien entre artefact et nature, ce qui revient à écrire le premier chapitre de l'histoire synthétique du sexe. Je me suis attaquée à l'équation gode = pénis en me disant qu'elle était truquée. Le gode n'est pas un pénis, la première chose à faire était d'éviter la rhétorique psychanalytique du phallus et de commencer à regarder les objets de près d'une manière presque empirique voire infantile. Il m'intéressait de replacer le gode dans une généalogie des techniques sexuelles modernes. Et c'est en analysant les technologies de répression de la masturbation et les technologies de production de l'orgasme que le gode m'est apparu non pas comme étant une prothèse du pénis mais comme une véritable prothèse de la main lesbienne. Revenons sur quelques-unes des technologies qui entrent dans la production moderne de l'orgasme féminin. Il est important de comprendre ces technologies sexuelles non comme des systèmes totalitaires surdéterminants mais comme des structures faillibles dans lesquelles tout instrument de domination est susceptible de faire l'objet d'une réappropriation à l'intérieur d'une certaine technologie de résistance. Ainsi le gode est un cas particulier de court-circuitage de diverses technologies de domination.

les techniques de répression de la masturbation

Comme l'a montré l'analyse détaillée de Vern Bullough, on assiste à partir du 18^{ème} siècle à une très forte production d'appareils destinés à la prévention des "maladies produites par la masturbation". La construction de la masturbation comme maladie mentale commence avec un traité anglais *Onania, the Hainous Sin of Self-pollution* (publié en hollandais en 1710) qui stigmatise essentiellement la décadence morale et physique qu'entraîne "l'abus de soi". Quelques années plus tard, un médecin suisse, Samuel Auguste Tissot, publie *L'Onanisme, Dissertation sur les Maladies produites par la Masturbation* (1769) Selon sa théorie des humeurs, la masturbation va être considérée comme un gâchis d'énergie corporelle qui peut causer diverses maladies, voire la mort. Elle n'est pas une maladie en soi mais la cause possible de plusieurs maladies : capacité mentale réduite, acné, palpitations, anémie, mauvaise haleine, etc. Ces deux ouvrages sur la masturbation ont en commun de promouvoir une conception du corps comme système auto-régulé. Celui-ci devient une sorte de circuit fermé et fini d'énergie qui peut être prématurément déséquilibré en cas de perte de fluides corporels tels que l'eau, le sang, le sperme. Avec ce modèle, l'énergie sexuelle doit être utilisée pour un travail nécessitant une activité physique ou pour la reproduction sexuelle, également considérée comme un travail⁰ à part entière. Dans ce contexte, le plaisir est donc un sous-produit, une sorte de résidu de ce système énergétique.

Les théories relatives au gâchis de l'énergie corporelle vont être introduites en Amérique du Nord à la fin du 19^{ème} siècle avec les ouvrages de Benjamin Rush et d'Edward Bliss Foote. Pour eux, la masturbation empêchait les échanges de "magnétisme animal" entre les sexes. Sylvester Graham et John Harvey Kellogg, deux figures proéminentes de l'industrie américaine naissante vont s'employer à donner à la théorie de la masturbation sa traduction technologique en concevant par exemple des gants destinés à rendre impossibles les attouchements génitaux, des menottes pour immobiliser la main de la jeune dormante, des berceaux où il est impossible de se frotter les jambes ainsi que toute une série de harnais pour prévenir la masturbation chez les femmes mais aussi chez les hommes. Entre 1856 et 1917, Bullough a identifié plus de vingt appareils et instruments différents destinés à la prévention de la masturbation et qui furent tous brevetés en tant que ceinture de chasteté ou appareils chirurgicaux. Ces instruments et la manière dont ils marquent le corps vont désigner par la même occasion très précisément où est le sexe et ce qu'est un orgasme. Cet ensemble d'appareils ne peut être réduit à un dispositif de pouvoir fermé. Michel de Certeau a bien montré que toute technologie peut être considérée comme un système ouvert dans lequel les usages et les utilisateurs sont autant de facteurs de résistance et de détournement. Tout appareil peut à un moment donné fonctionner comme une "perruque", c'est à dire qu'il peut être coupé d'un ensemble de pratiques pour être greffé dans un contexte différent et faire l'objet d'une réappropriation par des corps et des utilisateurs différents. Il est curieux de voir que Michel de Certeau prend la perruque comme exemple pour expliquer le fonctionnement de la technologie comme système ouvert, sachant que la perruque

⁰ Le discours moderne sur la sexualité est inséparable de la rhétorique du travail et de la (re)production. Une analyse ergonomique de la sexualité remettrait en question la distinction habituelle entre prostitution (travail sexuel) et sexe (loisir). Analyse plus contra-sexuelle que poste-marxiste qui permettrait de resituer le corps qui baise par rapport aux autres formes de travail et aux moyens de production dans une société hétérocapitaliste.

est bien la première prothèse qui ait perdu son caractère de substitut imitatif d'un organe naturel (les cheveux) pour devenir un complément de l'identité corporelle plus esthétique que thérapeutique. Avec la perruque, de Certeau souligne le caractère prosthétique de toute technologie, loin des définitions mécanistes qui voudraient réduire la technologie à une application instrumentale d'un savoir scientifique. Il n'existe pas de technologie qui puisse être réduite à une utilisation externe et qui n'implique pas de transformation des performances ainsi qu'un moment d'incorporation. Ce qui est en jeu dans l'utilisation de la technologie, c'est la production/transformation de l'identité corporelle (effet de l'incorporation prosthétique) plutôt qu'une domination intentionnelle (et toujours plus importante) de la nature. Toute technologie est prothèse dénaturalisée et naturalisante qui vient reconfigurer les limites du corps ainsi que son contexte pratique. C'est d'ailleurs ce qui va se produire avec les techniques de répression de la masturbation. A partir de 1932, les théories sur la masturbation ont perdu de leur crédibilité scientifique et le nombre d'appareils anti-masturbation a radicalement baissé. On retrouvera plus tard certaines de ces techniques dans les subcultures gays et lesbiennes ainsi que dans les mouvements underground (les "urban primitives" et cultures S/M). Par exemple, la similarité structurelle entre les harnais anti-masturbation et les harnais porte-godes est frappante :

Diapo 1 (harnais porte gode contemporain avec gode vibromasseur)

Diapo 2 et 3 (harnais anti-masturbation du début du 20^{ème}) : Si l'on resitue le harnais dans la généalogie des ceintures de chasteté, on voit aussi très bien comment il a subi une double transformation. La ceinture de chasteté est d'abord destinée à empêcher les rapports sexuels femme/homme, puis à partir du 18^{ème} siècle, le harnais devient un appareil qui empêche la femme de se toucher. Il se produit alors un changement radical. Le corps entier de l'individu passe sous contrôle avant même que ne se produise un rapport sexuel avec une autre personne. Désormais, le corps doit être protégé contre un excès d'auto-affection. Dans un deuxième temps, le harnais fait l'objet d'une réappropriation en devenant un harnais porte-gode. Là où l'on avait un type de dispositif destiné à produire la douleur et empêcher l'excitation sexuelle, on a maintenant un objet destiné à la production de plaisir.

Diapo 4 (fille masturbatrice) : Mais le plus important est sans doute de constater comment la construction de la masturbation comme maladie a produit un nouvel organe sexuel qui n'était pas identifié comme tel auparavant : j'ai nommé la main. La main n'appartient pas au circuit fermé qui relie les organes de la reproduction sexuelle (le vagin, les seins, les testicules, le pénis). En y faisant irruption, elle ébranle l'équilibre énergétique du corps. En fait, l'une des fonctions premières des dispositifs anti-masturbation n'est pas tant d'éliminer l'activité sexuelle que d'empêcher l'introduction de la main dans le circuit sexuel.

Techniques de production de la crise hystérique

Parallèlement au développement des technologies de répression de la masturbation chez les jeunes filles et garçons, le nombre de femmes diagnostiquées comme "hystériques" explose à partir du 18^{ème} siècle, de même que le nombre de celles qui vont être "guéries" en ayant recours à des technologies de production de l'orgasme. Difficile de faire une présentation détaillée de l'hystérie en tant que maladie construite par le discours médical et le discours psychologique notamment, aussi je me contenterai d'évoquer quelques appareils qui ont été utilisés pour la production de "la crise hystérique", ce qui nous permettra par la suite de comprendre le rôle du gode dans ce type de technologie.

L'ouvrage récent de Rachel Maines est la première tentative de présentation exhaustive d'appareils, instruments et engins divers utilisés pour traiter le corps hystérique. Malheureusement, dû peut-être à sa perspective hétéro-centrée, cet essai ne tient pas compte de la place du gode dans les technologies de l'orgasme et de la relation qui existe entre les technologies de l'orgasme féminin et les pratiques sexuelles des communautés lesbiennes, SM, transsexuelles et transgenres. Maines distingue deux traditions thérapeutiques de l'hystérie : le massage pelvien et l'hydrothérapie. Le massage pelvien était déjà connu à l'époque d'Ambroise Paré mais il faut attendre le 19^{ème} siècle pour que la "titillation du clitoris" selon Pierre Briquet (*Traité Clinique et Thérapeutique de l'Hystérie*) devienne le moyen réputé le plus efficace pour produire la "crise hystérique". La précision et la durée des massages pelviens et clitoridiens vont s'améliorer avec l'apparition des appareils mécaniques. Suite à l'arrivée de la pile, certains vibromasseurs jusqu'alors mécaniques vont devenir électriques. A la fin du 19^{ème} siècle, les modèles Weiss ou Chattannoga sont toujours vendus aux institutions médicales. C'est avec l'apparition de petits vibromasseurs comme le "John Butler" que la pratique de la production de l'orgasme va connaître un changement radical. Peu coûteux, faciles à utiliser, ces petites machines vont échapper à la scène médicale pour faire irruption dans l'espace domestique camouflés en instruments destinés à améliorer la santé de toute la famille. Ainsi la femme se retrouve en position de s'administrer le massage et qui court-circuite la production médicale de la crise hystérique : les technologies de vibration viennent s'ajouter à la voie déjà ouverte par la main masturbatrice.

Le gode et les prothèses

Le gode est habituellement décrit comme une prothèse de pénis, un objet extérieur, artificiel qui vient combler l'absence d'un organe génital. Mais le gode lesbien ne peut pas être considéré comme le substitut artificiel d'un organe sexuel naturel. Le gode lesbien remet en cause la définition traditionnelle de la prothèse en s'écartant de trois manières de son référent soi-disant naturel. Un, décontextualisation : le gode constitue une opération de coupure et de déplacement d'un contexte supposé naturel (le corps masculin) vers un corps féminin. Avec un porte gode qui s'attache sur la cuisse ou le bras, ce déplacement se reproduit à l'intérieur du corps féminin.

Diapo 5 (harnais à porter sur la cuisse) : Deux, plasticité : le gode s'éloigne de plus en plus de son (supposé) référent anatomique (assujéti à la séquence érection/détumescence). Il devient mécanique, jamais défaillant, brillant, glissant, safe, ultra propre. Il dépasse le pénis et s'y substitue pour ce qui est de l'excellence sexuelle. Trois, incorporation : se situant à la limite entre le corps et l'objet inanimé, le gode soulève la question de savoir où et comment se produit la jouissance ? Pour vraiment comprendre le gode, il faut interroger l'évolution de la prothèse au 19^{ème} siècle plus particulièrement. D'autant que la période d'explosion de la fabrication de vibromasseurs, à partir du début du siècle, coïncide avec le moment où la médecine commence à s'investir dans la prothèse (plus particulièrement après la première guerre mondiale).

Diapo 6 (main prothétique) : La reconstruction prothétique du corps masculin marque le passage d'une économie de guerre à une économie de travail. Dans ce processus, c'est la prothèse de la main et non la prothèse du pénis qui est centrale dans la reconstruction de la masculinité. En France, Jules Amar, directeur du laboratoire de prothèse militaire et du travail professionnel est chargé du suivi professionnel et médical des amputés. Ses recherches sur la main prothétique vont le conduire à conceptualiser et à fabriquer des membres artificiels de plus en plus éloignées du modèle naturel et organique de la main, à évoluer vers un développement plus fonctionnel de la prothèse. Par exemple, ce que Jules Amar appelle "le bras travailleur" était construit comme une prothèse de base dotée de différents embouts dont "la main de parade", qui était une imitation de la main au repos, ainsi que diverses autres mains comme "la pince universelle". Si la main de parade répond à des critères esthétiques, les autres embouts répondent à des critères d'efficacité dans le travail à la chaîne. Les mains prothétiques servaient donc non seulement à la reconstruction du corps "naturel" mais permettaient aussi au corps masculin d'être rattaché à la machine en tant "qu'outil humain".

Diapo 7 (gode féministe : le "Pisces Pearl") : De manière similaire, l'on peut dire que le gode vibromasseur, après le mouvement féministe des années 60, a évolué comme une prothèse complexe de la main lesbienne plutôt que comme une imitation du pénis. Il suffit pour s'en convaincre de regarder de plus près un gode contemporain comme le "Pisces Pearl" (perles de poissons), best-seller chez Good Vibrations (sex shop pour femmes a ouvert à San Francisco en 1977) et SH. On voit bien comment celui-ci emprunte à la fois aux techniques de vibration datant du début du siècle pour la production de la crise hystérique et aux techniques prothétiques du gode réaliste. Utilisé comme une extension vibratoire de la main, il s'éloigne du modèle naturel du pénis et se rapproche de la forme d'une main dotée d'une précision vibratoire. Loin d'être limité à une seule pratique, ou à un effet psychologique ou fantasmatique, ce gadget prothétique qu'est le gode lesbien fabriqué par et pour les femmes ouvre sur des possibilités inédites d'incorporation et de décontextualisation.

Conclusion

Le caractère non sexuel de la main (désignée dans le discours anthropologique comme outil de travail qui marque la différence entre l'humain et l'animal) et du vibromasseur soulève la question de la prothèse dans la production de l'orgasme lesbien. L'électrification et la mécanisation vont procurer à la main masturbatrice l'efficacité qui lui avait été retirée avec les techniques de répression de la masturbation. La main masturbatrice et le vibromasseur de l'hystérique opèrent tous deux comme des "interrupteurs" externes par rapport au circuit sexuel reliant les organes génitaux. Ils déclenchent la production de l'orgasme hors d'un contexte thérapeutique et sans rapport hétérosexuel. D'un point de vue lesbien, s'il fallait donner un nouveau récit de l'histoire synthétique de la sexualité, on aurait d'un côté le spéculum et le pénis et de l'autre, la main et le gode-vibromasseur. De la même manière que le spéculum était l'objet par excellence de l'observation et de la représentation du corps de la femme dans l'espace médical, le pénis était le seul organe qui avait le privilège de la pénétration dans le lit conjugal. Dans un sens foucauldien, spéculum et pénis fonctionnent comme véritables dispositifs au service d'une technologie de biopouvoir au centre de laquelle se situe le corps féminin hétérosexuel. Par rapport à cette technologie de biopouvoir, la main et le vibromasseur, loin d'être des référents phallogocentriques, sont des points de fuite. Le gode vibromasseur peut donc être considéré comme une extension synthétique de la main. De la main masturbatrice qui a connu le gant et la corde. De la main lesbienne qui a connu le toucher et la pénétration. Merci.

Sandrine Pache : Le thème de ce débat est la bisexualité et les difficultés ou les facilités que peut générer cette double identité sexuelle. La discussion ne portera pas sur ce que certains ont pu entendre à propos de l'aspect identitaire de la bisexualité, mais davantage sur les différents aspects de la vie de tous les jours. Mon objectif (et celui de l'association *Bi'Cause* que je représente) est donc de soulever ici les questions. Par exemple où en est la connaissance du public du fait bisexuel ? Nous sommes venus à cette *Université* avec différentes questions relatives aux difficultés que rencontrent les bisexuels dans la société. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait un avant et un après, un avant avec le possible malaise de vivre au quotidien sa bisexualité et un après avec une recherche de bien-être. Sans compter les différentes possibilités pour sortir de cette situation, comme les sorties du placard ou plus simplement vivre sa bisexualité sans la montrer. Dans le cadre professionnel, on peut parfois être suspecté de mener une double vie (hier j'ai entendu parler de bisexualité et de schizophrénie), et être ainsi mal reçus. La sortie du placard dans le cadre de la famille n'est pas toujours évidente, facile. Ce sont donc toutes ces questions que je souhaiterais que nous traitions. Nous pourrions aussi aborder toutes les questions à propos de la fidélité (rendue problématique du fait d'une identité sexuelle double), aux questions sur l'enfant (y compris l'adoption), au rôle et la place de l'amour homo (lorsque l'on est dans le cadre d'un couple hétéro). Aussi je passe maintenant la parole à Marie.

Marie : Bonjour, je fais également partie de l'association *Bi'Cause*. En commençant ce débat je voudrais aborder la question des relations homosexuelles dans le cadre d'un couple hétérosexuel. A l'association, il existe une certaine parité entre couple hétéro et couple homo. Il n'est pas inutile de rappeler que la bisexualité ne concerne pas seulement des hétérosexuels ayant de temps en temps des relations homosexuelles.

Sandrine Pache : Je reviens sur les propos que j'ai entendu hier lors d'un débat, propos qui considèrerait les bisexuels comme étant des infidèles par nature. Il y a une sorte de figure mythique qui apparaît, celle du bi qui est naturellement un traître. Par rapport aux hétéros, par rapports aux gays, par rapport aux lesbiennes. Etre bisexuel reviendrait donc à être forcément infidèle.

Marie : Effectivement, il m'est arrivé une fois d'être accusée de trahison par une fille alors que je vivais avec un homme. J'avais commis la bêtise (que je ne fais plus) de ne pas lui dire ma bisexualité, de ne pas dire que pour moi les relations homosexuelles étaient importantes et même indispensables même si j'avais fait le choix de vivre avec un homme. Ce qui impliquait vis-à-vis de la fille que l'on allait se voir et dîner ensemble, mais de temps en temps. Tout simplement parce qu'il me semble impossible de mener parallèlement deux vies de couple. Ce qu'elle a très mal pris, elle m'a fait une crise de jalousie teintée de chantage affectif. Je me suis sentie alors en danger. On est accusé de trahison, quand au fond de soi on ne se sent pas du tout faux.

X : La sexualité est-elle abordée de la même façon dans le cadre de la bisexualité, selon que l'on est un homme ou une femme ? Quelle sont les divergences entre les filles et les garçons ?

Marie : Je pense que la question se situe plutôt au niveau de la génération. Il y a une grande différence entre ceux qui ont plus de 40 ans et les autres. Il y a entre eux une réelle et importante divergence. Au sein de l'association, nous voyons très bien que le clivage est surtout (et avant tout) d'ordre générationnel. Quant à la question de savoir comment les femmes et les hommes bisexuels sont perçus par les autres, nous notons une certaine différence par rapport au sexe de la personne interrogée. Et la différence entre les personnes est encore plus nette quand il s'agit de personnes homosexuelles. Ainsi, parmi les hétéros la bisexualité féminine est un fantasme classique, une sorte de jeu sexuel récréatif. Et à partir du moment où on leur explique que ce n'est ainsi que cela se passe, la fille est cataloguée comme lesbienne puisqu'elle refuse de se soumettre au pouvoir masculin (c'est à dire à la satisfaction du fantasme de la lesbienne récréative). Les hommes bisexuels par rapport aux hommes hétérosexuels sont perçus tout simplement comme étant homosexuels, et les bisexuels ne sont pas mieux perçus par les homosexuels. Pour s'en rendre compte il suffit, par exemple, de

lire les petites annonces de *Lesbia Magazine* où les femmes bisexuelles sont assimilées à des toxicomanes, à des alcooliques out à des camionneuses. En tant que bisexuelle je n'ai pas vraiment l'impression d'être alcoolique ou déséquilibrée. Cet exemple, du fait que *Lesbia* est le magazine de référence de la communauté lesbienne, est en soi assez révélateur de l'idée que les lesbiennes ont de la bisexualité. Les gens associent souvent à la bisexualité cette image discriminante et négative. Du côté des mecs, les choses ne sont pas radicalement différentes. Il suffit de lire l'ouvrage de Jean-Luc Laligue, livre assez thérapeutique pour ceux qui éprouvent de la haine à l'encontre des bisexuels, où durant 240 pages les bisexuels sont mis à terre, écrasés. Même si le ressentiment des gays vis-à-vis des bisexuels est moins fort que chez les lesbiennes (du fait du vieux fantasme de convertir un hétéro, ce qu'est surtout un bisexuel pour un gay, en parfait homosexuel), ils sont ressentis comme des gens qui n'assument pas leur homosexualité, qui se cachent, qui ne veulent surtout perdre les avantages qu'ils ont en étant intégrés à la société grâce au couple hétérosexuel qu'ils forment ou peuvent former.

X : Pour ma part, j'ai compris très tôt qu'en tant qu'homme il me fallait surtout ne pas en parler et même me cacher. Dans le sens où annoncer sa propre bisexualité à une femme est absolument dissuasif dans l'élaboration de projets communs, celle-ci ne voulant en aucun cas s'embarquer avec un homme qui peut également désirer d'autres hommes. Dans le cadre de mon travail (dans la médecine), alors que personne ne me savait bisexuel, j'ai participé à ces conversations au cours desquelles je me rendais compte que la plupart des hommes se seraient sentis humiliés d'être dirigés par un gay. Les hétéros ne font pas la distinction, pour eux un bisexuel est forcément un homo honteux. Ils n'ont aucune distance vis-à-vis de cette double identité sexuelle. A partir du moment où ils ont commencé à soupçonner que je pouvais avoir des orientations différentes, j'ai entendu tout un florilège d'expressions péjoratives (comme "à voile et à vapeur"). Mais ceci m'était quelque peu indifférent puisque j'étais en position d'autorité du fait que j'avais dorénavant la responsabilité financière du département, ce qui changea radicalement les rapports de travail vis-à-vis de mes différents collaborateurs. Et c'est bien parce que je n'ai pas avoué ma bisexualité (que cela n'est resté que des rumeurs) que j'ai continué malgré tout à être respecté, alors que si je m'étais présenté comme bisexuel (c'est à dire pour eux comme homosexuel), je n'aurais pas pu garder une certaine autorité. Lors d'une fête organisée dans le cadre du travail (riche en sous-entendus de la part de mes collègues) je me suis demandé si je devais faire où non un discours et donc en profiter pour faire ma sortie de placard, mais finalement le contenu des sketches et des chansons étant suffisamment éloquent cela m'a semblé totalement superflu.

Sandrine Pache : Sur la question des rapports entre les hétéros et les bis, il suffit d'entendre les multiples discours qui circulent sur la bisexualité pour comprendre ce qu'il en est. On n'a pas vu encore d'analyse sur les discours relatifs à la manière dont la bisexualité est analysée en terme de pouvoir et de genre et/ou en terme de pouvoir masculin sur le féminin. On identifie facilement les discours naturalistes (et essentialistes) du style "on est bi depuis la naissance", "on l'a été à 7 ans puis redécouvert à 45" Les gens, de façon générale ont une conscience collective de la bisexualité, ils ont conscience qu'il s'agit d'un groupe social, mais en même temps on entend très peu de discours sur le fait que la bisexualité est un moyen de foutre le bordel du côté du système hétérosexuel. On a l'impression que du groupe bi (qui est d'une certaine façon de tendance queer) émerge dans quelques paroles, mais pas en tant que parole constituée.

X : Dans le cadre de mon travail, je n'ai jamais joué sur le ressort du pouvoir si ce n'est durant les quelques années où nous étions contraints à l'équilibre financier. Je dois à ma bisexualité de ne m'être jamais senti le supérieur hiérarchique de tous ces hommes, en se sens où je me sentais proche de chacun d'entre eux. Chacun ayant son créneau, ses compétences, et personne ne marchant sur les plates-bandes de l'autre. Au niveau professionnel, je n'ai jamais eu l'impression d'user de pouvoir (d'ailleurs je ne suis pas du tout un homme de pouvoir). Dans le cadre de mes relations avec les femmes, je n'ai jamais eu l'impression d'être avec une femme que je dominais en quoi que ce soit. Il s'agissait pour moi d'une relation d'égal à égal. Ne pas vouloir dominer ma partenaire correspondait à une faillite de mon hétérosexualité. Dans les jeux sexuels, que ce soit avec les femmes ou les hommes, j'attends de voir ce que l'autre attend de moi.

Marie : Je suis tout à fait d'accord avec ça. Depuis maintenant trois ou quatre ans que je vis ma bisexualité de manière plus avouée, ma définition de la bisexualité dans la pratique serait justement le refus implicite du pouvoir, le refus d'un rôle passif/actif-masculin/féminin dans ma sexualité. En fait j'aime bien endosser les différents rôles. Quand je suis avec une femme ou un homme, c'est pour telle ou telle raison. Et je refuse que l'on me catégorise. Au final, derrière tout cela il y a une haine du pouvoir lié au sexe, du pouvoir implicite dont les gens se servent.

Sandrine Pache : Je voudrais rebondir sur cette histoire de pouvoir vivre sa bisexualité dans la vie professionnelle. Effectivement il est évident que le fait d'être bisexuel amène une certaine proximité avec les personnes des deux sexes, surtout lorsque l'on a un rôle de régulateur. Par contre, je ne suis pas d'accord sur le fait que dire sa bisexualité reviendrait à ne plus pouvoir faire face et à être écarté par le groupe. Il me semble que dans le cadre de la vie professionnelle il est possible de s'affirmer homo et/ou bi tout en conservant son statut et son autorité. Mais ce n'est qu'une impression personnelle qui peut s'expliquer par la différence de génération. Ces années de différence dans l'exercice de la vie professionnelle m'amènent à voir les choses autrement. J'irai même jusqu'à penser l'inverse (personnellement je n'ai pas testé), je suis persuadée qu'il est tout à fait possible de s'affirmer dans le milieu professionnel en tant que bisexuel quelle que soit la fonction que l'on occupe.

Frédéric : Du fait de ma bisexualité, j'ai eu une adolescence assez mouvementée. J'avais alors un comportement schizophrénique avec d'un côté mon hétérosexualité et de l'autre mon homosexualité, sans lien véritable entre les deux. Situation difficile qui faisait que j'étais vraiment pas très bien. Heureusement, en 1971 j'ai connu le *FHAR*. Et dès cette époque j'ai créé à Lille un groupe de parole sur la question. Il s'agissait d'un groupe où les sexes, les homos, les hétéros, bref tout le monde était présent. Par ailleurs, j'ai eu une révélation en lisant le roman de Christiane Rochefort "*Quand on est parti*" qui raconte l'histoire de deux garçons bien dans leur peau et qui un jour font l'amour ensemble. A partir de ce moment ils sortent dans la rue, regardent autour d'eux et se disent que maintenant ils sont pédés et que cela va se voir. A cette époque j'ai réalisé que l'image des autres était une réaction à ma propre image intérieure, à mon propre jugement. Et à partir de ce moment là, j'ai essayé ici et là de dire ma bisexualité aux gens les plus proches et/ou les plus sympas, ceux avec lesquels j'avais une bonne entente. Je suis hétéro comme tout le monde, mais j'aime aussi faire l'amour avec des mecs. Il se trouvait qu'à cette époque j'étais amoureux d'un garçon. Je me suis alors rattaché à mon boulot. Le fait de l'avoir dit à des collègues a institué un climat de confiance salubre puisque l'un est venu spontanément me dire qu'il était militant communiste, un autre m'a raconté ses problèmes familiaux. Tout cela a créé entre nous un lien. Dans le cadre familial, après le moment quelque peu compliqué des explications, l'annonce officielle de ma bisexualité a permis de renouer des liens avec ma mère et avec tout un entourage. En fait, lorsque l'on parle d'une chose avec son cœur, les choses se passent naturellement.

Marie : Je crois que nous sommes tous assez d'accord sur le fait que si on fait l'aveu, si on le dit, si on est transparent ...

Frédéric : Pour moi il ne s'agit pas d'un aveu. C'est tout simplement que je n'ai plus accepté de me culpabiliser d'avoir des rapports avec d'autres hommes. Il ne s'agit pas d'un aveu, mais d'une simple information que je peux faire passer avec des mots. Si je suis avec des collègues et que je n'ai pas envie de leur dire directement, mais comme ils s'en doutent un petit peu, je vais leur sortir qu'un bon câlin que ce soit avec un mec ou une femme c'est toujours un bon câlin. Mais sur le ton de la plaisanterie, les gens se disent alors qu'il y a du vrai et du faux, même s'ils ne savent plus trop quoi en penser. Si vous en parlez en premier, il est important de se sentir bien vis-à-vis de sa propre bisexualité car dans le cas contraire si vous avez une gêne quelconque vous donnez des verges à ceux qui ont envie de vous battre puisque vous vous mettez en porte-à-faux. Alors que si je me sens bien dans cette double identité sexuelle et si j'ai à faire à un collègue qui me sort que je suis pédé, je lui réponds quelque chose du style "oui et alors, intéressé ?". Je veux dire que je trouve toujours un moyen pour déculotter celui qui est venu me faire chier. Un jour un mec a sorti que je n'étais pas très viril du fait que je ne bois pas de vin, ce à quoi je lui ai répondu du tac au tac que ce n'était pas indispensable de mettre ses couilles dans un verre de vin pour être viril. Les mecs se sentent virils quand ils sont hommes, n'ayant ainsi pas besoin de prouver leur virilité. Si certains ne sentent pas suffisamment bien dans leur peau et se sentent obligés de prouver leur virilité, tant pis pour eux. Ce n'est pas mon cas.

Delphine : Il me semble que le problème de la bisexualité est surtout un problème de positionnement par rapport aux autres. Pour les homosexuels nous ne sommes non pas des traîtres mais des enclutés, et les hétéros ne comprennent pas que c'est quelque chose de multiple. Et justement on vit dans une société où on est obligé de se donner une étiquette, de se définir, de dire que l'on est bisexuel avant même de le vivre. La question qui revient le plus souvent, c'est de savoir si on préfère d'abord les hommes ou d'abord les femmes. Les gens ne comprennent pas que ce n'est pas un homme ou une femme que l'on va préférer, mais davantage la personne en soit avec qui on est à tel ou tel moment de notre vie. C'est bien un problème de définition, un problème de positionnement. Le fait que je me sente en proximité par rapport aux autres, signifie que je me sens plus apte à mieux comprendre à la fois les problèmes des hétéros et ceux des homos, tout en me sentant à la fois isolé et incompris chez l'un comme chez l'autre. Personnellement je ne me reconnais ni chez les hétéros, ni chez les homos. Bon cela ne m'empêche absolument pas de vivre.

Justement parce que je crois que donner des étiquettes ne suffit pas. Lorsque je me présente, je ne dis pas "bonjour-Delphine-bisexuelle" mais simplement "Delphine". Lorsque je vais voir quelqu'un, je ne m'occupe pas vraiment de savoir s'il est ou non bisexuel. Nous ne sommes pas seulement, et avant tout, une sexualité, la sexualité fait partie de la vie mais l'individu se développe et s'affirme dans autre chose que sa sexualité.

Sandrine Pache : Je voudrais revenir sur cette notion de schizophrénie, parce que je crois qu'il y a plein de mots et de choses dans cette espèce de boîte à outil. Dans la mienne il y a en premier lieu la domination masculine, c'est à dire leurs salaires plus importants ou le pouvoir qui est surtout dans leurs mains. Il existe une domination de l'ensemble des hommes, individuellement et collectivement. Maintenant ce n'est pas parce que l'on ne s'est jamais senti en position de dominant que l'on ne l'est pas. La différence c'est que si on veut accrocher l'analyse de la bisexualité aux analyses féministes, on va être confronté à certaines difficultés. Actuellement au niveau des études gays et lesbiennes ou transgenres, il se passe que l'on prend le même genre d'outil quand souvent on confond les outils d'analyse avec la morale. Nous sommes tous dominants, en tant que blancs par rapport aux noirs, en tant que jeunes par rapport aux vieux. Et parce que tu es dominant, tu es un salaud. A la limite cela n'a rien à voir avec ton sentiment d'utiliser ou non ton pouvoir résultant de ta position de dominant.

X : Mon instrument était un instrument de séduction et non d'autorité vis-à-vis de mon équipe.

Sandrine Pache : Oui, mais sommes-nous d'accord pour prendre des outils objectifs afin d'examiner la situation et après regarder subjectivement ce que les gens font de leur position sociale ? Mais ce n'est jamais en refusant l'analyse de la puissance sociale que l'on arrive à analyser l'ensemble de l'intervention des gens.

Marie : Tu es une personne sociale à partir du moment où tu joue ton rôle. Si jamais tu ne joue pas ton rôle d'homme ou de femme, tu es mis à l'écart. Ce n'est pas pour rien que les homos sont perçus comme assez féminins, que les femmes qui assument des rôles d'autorité le paient socialement assez cher. On nous demande à nous autres bisexuels de nous taire. Il faut être très clair sur ce point, parler de difficulté de parole est normal puisque la seule chose que l'on nous demande c'est de fermer notre gueule. Ainsi nous n'avons pas de langage qui nous appartienne, nous ne savons pas où sont les autres, nous n'avons pas de livres ou de documents bisexuels (traitant de la bisexualité). La création récente de sites Internet bisexuels, ainsi que ce débat, témoigne d'une prise de conscience, d'une prise de parole d'un certain nombre de personnes qui en ont assez d'être traité un peu n'importe comment. Je suis persuadée que nous sommes au tout début de quelque chose, même si nous avons vingt ans de retard par rapport au mouvement homosexuel. J'ai des amis qui me parlaient de ce qui se faisait, comme par exemple ce groupe qui donnait des conférences et allait voir la police en disant ce que c'était que d'être homo, ce groupe donnait de l'information sur ce que c'est que l'homosexualité. Ce que nous faisons aujourd'hui dans le cadre de notre groupe c'est exactement pareil, nous expliquons aux gens ce que c'est qu'être bi, on leur dit que leurs préjugés ne reflètent pas la réalité. D'autant plus qu'ils légitiment tellement leurs préjugés que lorsque nous leur disons quelque chose, à la limite nous ne sommes pas crus.

Par rapport au coming-out, quand les gens apprennent notre bisexualité nous entendons toujours les mêmes questions. Je bosse à l'Education Nationale (milieu pas vraiment terrible pour faire son coming-out), plus précisément dans une école sociale où si je dois prendre des positions publiques (au-delà de l'institution où je travaille, au-delà de l'école dans laquelle je suis) on me demande de me calmer, mais sinon cela se passe relativement bien. La réaction des autres est un aspect assez intéressant, du fait que d'un coup je donne une certaine visibilité à quelque chose dont on ne parle jamais. Il y a des gens qui viennent vers moi (des gens que je n'aurais jamais pensé qu'ils puissent être homos ou bis), et qui me parlent de ce qui les choque dans leur travail (alors qu'ils sont hétéros), qui me disent avoir été témoins de réactions homophobes qui les ont heurtés. Faire son coming-out (pas seulement en tant que personne et/ou sujet) provoque des réactions, matérialise une idée. Tout d'un coup quelque chose dont on parle avec des préjugés devient très réel, on en parle avec des gens qui sont proches de soi et qui sont concernés. C'est pourquoi je crois qu'il est très important que les gens qui peuvent se permettre de faire un coming-out, doivent le faire. Ceci a une utilité, même si on n'en a pas toujours conscience, on sert à beaucoup d'autres gens qui ne peuvent pas le faire.

Actuellement je suis en train de mener tout un travail par rapport aux éducateurs et éducatrices homosexuel-le-s, sur la façon dont ils vivent leur identité gay et/ou lesbienne sur leur lieu de travail. A l'Education Nationale nous sommes quotidiennement en contact avec des jeunes, des adolescents (bien que ce soit le métier où il y a le plus grand tabou par rapport à l'homosexualité). Face à cela, on est toujours coincé, même s'il y aurait un soi-disant esprit de tolérance affirmant que les gens différents sont acceptés quand en même temps nous avons extrêmement peur des parents d'élèves. En fait, au sein de l'Education

Nationale la première chose que l'on nous demande c'est de fermer notre gueule. Quand on est bisexuel, les gens nous disent que l'on ne dit jamais ce que l'on est vraiment ou que l'on ne sait jamais vraiment ce que l'on veut et autres conneries de ce style. Les autres n'ont pas à nous dire cela puisqu'ils nous demandent plutôt de la fermer. Aussi lorsque quelqu'un fait le choix de se taire, c'est surtout un choix de survie. Même si je ne vois pas trop pourquoi nous n'aurions pas le droit de parler.

X : Je voudrais ajouter que lorsque tu fais un coming-out, ton futur t'échappe. Déjà quand on est hétéro et que l'on fait sa petite carrière on ne gère pas vraiment, mais en plus lorsque l'on avoue son homosexualité ou sa bisexualité les décisions qui sont prises à ton sujet (promotion) prennent une autre tournure. Pour ma part j'ai sollicité dans l'hôpital où je travaille un autre poste, et vu ce coming-out plus ou moins officiel je ne sais plus du tout ce que cela va donner. Je pense que l'annonce officielle de ma bisexualité va peser dans la balance, genre on ne va pas donner une telle responsabilité à quelqu'un qui ne sait pas où il en est. Sortir du placard simplifie l'existence, certes, mais pour tout ce qui se passe hors de ta présence immédiate cela peut produire des effets que tu ne peux pas vraiment contrôler.

Laurence : Ce qui m'intéresse, c'est le coming-out. Pas tellement les conséquences (bien qu'elles soient importantes) mais davantage la notion même de coming-out. Les hétéros n'ont jamais à dire leur hétérosexualité (elle est "normale", "évidente"), les homos doivent toujours dire leur homosexualité (il ne leur suffit jamais de le vivre, il y a toujours un moment où ils doivent le dire). Mais qu'en est-il pour les bis ? Mais quel est le contenu de cette parole ? Tout à l'heure quelqu'un nous a raconté qu'en annonçant sa bisexualité il a dit être hétéro tout en aimant les garçons. Que devons nous dire ? Que sommes nous obligés de dire ?

X : Le langage des militants sur le pouvoir des hommes est un langage que j'ai entendu durant les années 70 dans les milieux féministes avec les gouines rouges (celles qui portaient des ciseaux). C'est un discours totalement et fondamentalement castrateur. Et cela a causé des dégâts parmi les mecs. Moi-même cela m'a perturbé, ce discours qui affirme qu'en tant qu'homme je n'ai plus droit à la parole puisqu'il faut que se soit d'abord les femmes. J'en suis maintenant à me dire que cela suffit, depuis le temps que l'on nous bassine avec l'égalité. Je vois que dans l'administration où je travaille, il y a presque autant de femmes chef de service que d'hommes. Alors qu'on arrête de nous casser les couilles. Si dans le métro il y a une place libre je m'assois, je ne laisse pas la place à une fille sous prétexte que c'est une fille. Il faut savoir où nous en sommes aujourd'hui, quelles sont les données du problème. Je ne veux plus que l'on m'emmerde avec ces histoires. Surtout qu'il y a certaines femmes qui en jouent et qui en profitent, car sous le prétexte que les hommes ont le pouvoir, elles s'arrangent pour prendre le pouvoir dans d'autres domaines. Je ne dis pas que toutes les femmes fonctionnent ainsi, certainement pas, il y en a qui sont respectueuses de l'autre. Mais si on en vient à une reconnaissance réciproque et à une co-fraternité, ce n'est plus les femmes d'abord parce que les femmes ont la priorité.

Ceci dit, pour en revenir à cette notion de coming-out, c'est quelque chose qui s'est imposé à moi lorsque j'ai pris conscience qu'il m'était impossible de vivre d'un côté mon hétérosexualité et de l'autre côté mon homosexualité, que pour moi la bisexualité ne consiste pas à passer de l'un à l'autre (à la limite je me moque de savoir avec qui je baise). A chaque rencontre, j'ai une connaissance nouvelle qui me permet d'aborder une relation durable et/ou un plan cul. Très rapidement, je me suis dit que j'aimais autant les femmes que les hommes, c'est pour moi quelque chose de très clair, d'évident. La plupart de mes amis et proches sont parfaitement au courant à mon sujet, ce qui m'a mis dans une situation privilégiée par exemple vis-à-vis d'un couple d'amis hétéros dont le fil a fait son coming-out. Ils sont venus me trouver parce qu'ils ne savaient pas trop comment réagir, pensant que comme je suis bisexuel j'étais bien placé pour comprendre. Mais cela ne se fait pas n'importe comment, il faut être capable d'assurer.

Jérémie : J'avoue pour ma part que je suis assez choqué par tes propos sur les gouines rouges et leurs paires de ciseaux. J'ai trouvé cela choquant, caricatural. Ton approche d'une espèce de renversement des rapports de pouvoirs où les femmes deviendraient d'un coup des mangeuses d'hommes castratrices me semble assez caricatural. Je te renvoie à une petite brochure qui est disponible à l'accueil sur l'égalité homme/femme qui en France est encore loin d'être acquise, et dans le monde n'en parlons pas. Sur la question des solidarités, j'ai entendu une sorte de symétrie entre l'oppression des bisexuels et celle des homos. C'est à dire qu'il y aurait une symétrie d'oppression. Pourtant il me semble tout de même que les solidarités vous les cherchez davantage auprès des homosexuels en participant aux *Gay Prides* plutôt qu'en participant à d'éventuelles *Hétéro Prides*. Ce qui est apparu aussi de façon récurrente, c'est la question du dépassement de cette oppression par des pratiques individuelles. A ce propos, il me semble important qu'il existe des groupes de parole où les gens puissent échanger, mais qu'il y ait aussi des intellectuels qui travaillent sur le fond des choses, et qu'il y ait un mélange des deux (chacun nourrissant l'autre). Mais c'est

quelque peu ambigu de rechercher des théorisations du vécu comme un remède global à des situations globales. Certes il est important de se reconnaître dans l'autre ou dans des pratiques, mais après ce n'est pas toujours possible, les situations ne sont pas tout le temps les mêmes. Il faut aussi savoir et reconnaître les rapports sociaux, les rapports de force comme les différences de classe et de sexe. Ce n'est pas le dépassement individuel, individualiste (pour ne pas dire libéral) qui fera avancer les choses. Je terminerai en disant que l'idée de valoriser la bisexualité dans le cadre du management professionnel est quelque chose qui me dérange un peu.

X : Je reste persuadé qu'en étant bisexuel j'ai une écoute différente de celle d'un hétéro. Cette écoute me permet de mieux comprendre les hommes et/ou les femmes fait que je suis à même de mieux utiliser les moyens humains. Mieux comprendre les moyens humains c'est les optimiser.

J'ai le sentiment qu'il n'y a pas de recettes miracles en matière de coming-out. Il y a des gens qui passent à l'association avec leur malaise (il y en a peu qui viennent pour dire qu'ils sont heureux). Le dialogue que l'on a alors avec eux consiste à déterminer (toujours avec eux) s'ils souhaitent vraiment dire leur bisexualité sachant que s'ils ne sont pas bien dans leur peau cela n'est pas vraiment indiqué (ils vont se prendre en pleine poire la pression sociale). C'est quand ils sont un peu plus forts, solides, et qu'ils expriment clairement leur désir de faire leur coming-out qu'il faut avoir conscience de ce qui se passe. A l'association ce n'est pas quelque chose que l'on encourage à dire brutalement, parce que même si au niveau des proches c'est assez facile, il faut faire attention au fait que cela peut se révéler positif comme négatif. Le dire d'un coup est une façon de faire, mais cela doit être le fait d'une volonté personnelle et affirmée. N'oublions pas que ce n'est pas tout le monde qui est capable de le faire. Ceci dit, nous encourageons à le montrer plutôt qu'à le dire. Le montrer en le vivant. Ce qui est une position de moindre mal, parce que ne pas le dire et de ne pas le montrer (le vivre) amène très vite à un mal de vivre certain. On voit ainsi des gens qui arrivent vraiment très mal, complètement intériorisés. Juste un truc, le militantisme avec les hétéros est pour moi quelque chose de quotidien.

X : Sur cette histoire du coming-out, c'est quelque chose qui est double avec un aspect hétéro et un aspect homo. Il est exact que nous avons en commun plus de pratiques associatives et militantes avec les associations homos. Entre les bis et les homos il y a des traits communs, une oppression commune de cette société hétéro-normée. Je crois vraiment que l'on se sent bien plus d'affinités avec les homos qu'avec les hétéros. Ceci dit, il me semble qu'il y a une différence entre dire sa bisexualité aux personnes de sexe opposé et celles de même sexe, bien qu'un coming-out doive se faire auprès des hétéros comme des homos. Dans mon cas cela s'est mieux passé avec les personnes hétérosexuelles (y compris mon conjoint) qu'avec les gays et/ou les lesbiennes. Au niveau professionnel, je suis prof en lycée, mes élèves m'ont vu à la *Gay Pride*, je l'ai dit à certains de mes collègues avec lesquels j'ai des relations plus amicales, puis cela a fait le tour du lycée. Que tout le monde le sache est pour moi important parce que cela me permet parfois d'extérioriser des choses que j'ai à dire sur les femmes ou dans le cadre de rapports de séduction. Par contre dans le cadre familial ma bisexualité est quelque chose qui n'a pas été verbalisé bien que tout le monde soit tout de même au courant. Je suis restée silencieuse parce que pour moi c'est encore trop difficile à dire à ma famille.

X : En matière de coming-out, il me semble que les bis ont le même problème que les gays et les lesbiennes. Si on ne dit pas que l'on est homo, les gens qui par la suite l'apprennent (car tout fini par se savoir) peuvent ressentir cette découverte comme une trahison. Même si on sait que dès le départ nous sommes discriminés, que quoi que l'on fasse ou dise on est dans la merde. Etre bisexuel, c'est exactement le même cas de figure, face aux hétéros nous avons les mêmes problèmes que les gays et les lesbiennes. Face aux homos la situation n'est guerre différente. Maintenant lorsque je rencontre une fille, je sais qu'il faut que je dise ma bisexualité tout de suite. Car si vous ne dites pas dès le début d'une relation que vous êtes bisexuel, lorsque vous l'annoncez cela est ressenti comme une trahison. Les gens ont tellement d'a priori sur la question que vous avez 9 chances sur 10 qu'ils vous discriminent dès le départ. C'est pourquoi cela demande beaucoup de courage que de le dire. Si je suis homo il existe bien des moyens pour le faire savoir à l'autre sans le dire explicitement. Par exemple les codes vestimentaires. Ces codes qui sont très importants et perçus (et compris) par l'ensemble de la population homosexuelle ou les sympathisants. Si je suis bisexuelle, je n'ai pas ces outils de reconnaissance. Alors, que puis-je faire ? Cette absence d'outils signifie que pour nous autres bisexuels faire notre coming-out revient à mettre des mots sur des choses de façon souvent brutale. De plus, comme les gens en général n'ont pas envie que nous soyons bisexuels, ils sont constamment en train de nous demander si nous ne serions pas tout simplement homo, si ce n'est qu'une période. Ils ont constamment envie de nous normaliser, de nous mettre dans leur groupe de référence. C'est pourquoi dire notre bisexualité est un combat permanent.

Dans le cadre de toutes relations, il y a des dominés et des dominants, et il y a des avantages à être dominant et à être dominé. Utiliser la position de victime pour y rester et obtenir certains avantages, même si cela permet de dire je suis une victime et je souffre, ce n'est pas une vie. En participant à plusieurs associations lesbiennes je me suis rendu compte qu'il y a des gens qui fonctionnent ainsi. On peut être victime, s'enfermer dans un monde de victime, mais on peut utiliser un rôle de victime d'une façon plus constructive pour soi-même comme pour ses relations avec les autres.

Daniel Welzer-Lang : Ce qui me semble important dans toute cette histoire, c'est que l'on puisse réfléchir aux stéréotypes véhiculés dans le cadre des luttes féministes. Durant cette semaine il y a tout un cycle de débats réunissant gays, lesbiennes, transgenres et queer, et cela se passe très bien. La question est d'accepter d'écouter l'autre lorsqu'il raconte qu'il vit telle ou telle oppression, plutôt que de lui dire immédiatement que ce n'est pas vrai. Il doit y avoir au départ une mise au point sur les principes du débat pour arriver ensuite à débattre. Mais c'est vrai qu'en France en matière de féminisme il y a l'image tutélaire de la femme castratrice. Aussi je pense que la question se pose en terme de solidarité, en terme d'alliance. Et avec qui ont fait alliance ? C'est évidemment les mouvements concernés par la sexualité qui sont opprimés avec lesquels nous allons être proches. D'abord parce que l'on sait tous que dans AIDES comme dans les CGL et autres associations gays et/ou lesbiennes il y a un certain nombre de bisexuels. Ils ne sont pas planqués, ils sont là par affinité militante. Mais le débat est compliqué, certains organismes gays et/ou lesbiens voudraient nous interdire d'avoir une identité bisexuelle. C'est un débat interne au sein d'un mouvement. A Toulouse, le débat a porté non pas tant sur la bisexualité mais davantage sur l'homosexualité masculine par rapport aux lesbiennes qui disaient vouloir travailler avec nous mais en acceptant qu'elles soient femmes et homosexuelles. A la fac, l'association *Jules et Jolies* a mis un an et demi avant d'accepter d'entendre ça. En cas d'alliances politiques ou sociales avec nos amis (avec ceux qui nous sommes proches) les critiques que nous allons formuler à propos de la biphobie de certains gays et de certaines lesbiennes, nous allons les formuler d'une façon particulière, on ne va pas mettre ça en parallèle avec les attaques de la norme hétérosexuelle contre tout ce qui émerge dans le domaine de la sexualité.

Sur le coming-out, je crois vraiment que toutes les stratégies sont possibles. Il n'y a pas de vérité ou de règles en la matière. De plus cela ne dépend pour beaucoup de la position sociale de la personne concernée. Avec ta position privilégiée tu ne risques pas grand chose, alors que ton voisin (simple ouvrier) va se retrouver foutu à la porte. Et plus que l'aveu (le terme d'aveu est trop lié à l'idée de péché, la faute avouée à Dieu dans le secret de la confession), il me semble bien plus intéressant de s'occuper de la façon dont dans le cadre de notre vie quotidienne on repère les réactions homophobes ou biphobes, et comment en tant que bis nous réagissons. Je dis rarement que je suis bisexuel, mais comme je me maquille les yeux et que je bosse sur l'homosexualité on m'a déjà traité de pédé. Il est intéressant de repérer dans leur discours comment les gens reproduisent l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie, et à partir de ces éléments pouvoir dire que tel ou tel propos est faux et/ou incorrect. Dire d'un mec qu'il est un enclulé c'est l'insulter, et face à ce genre d'attitude il est important de voir comment réagir. C'est un domaine où il y a tout un travail à mener.

X : Petite remarque, à Lisbonne l'année dernière eut lieu une *Hétéro Pride*. Il était marqué "Bienvenue et rendez-vous à l'*Hétéro Pride*" et on voyait hommes et femmes s'embrasser. C'était quelque chose d'assez rigolo. Ceci dit, à l'égard des bisexuel-le-s, il existe effectivement une double oppression, de la part des hétéros et de la part des homos. Par exemple, je me souviens d'une soirée où il n'y avait que des mecs. Je me suis présenté comme bisexuel, ce qui a suscité une certaine curiosité de la part de l'assistance. Durant toute la nuit j'en ai parlé, j'ai même dit que l'on pouvait parler d'autre chose. Souvent les mecs me demandaient si j'étais majoritairement homo ou majoritairement hétéro. C'est très important qu'ils me disaient. J'étais en fait assez opprimé. Quant à cette question du management, j'avais une collègue (à qui j'avais dit que j'aimais également les hommes) qui voulait ma place, qu'au final elle a obtenue. Et non contente d'avoir eu ce qu'elle voulait, elle a été répandre le bruit que j'étais pédé. C'était à trois ou quatre jours de mon départ, et durant ce temps la situation fut réellement invivable. Plusieurs collègues n'ont plus voulu me parler. Même lorsque je les ai revus ultérieurement ils n'ont jamais voulu me dire le pourquoi de leur attitude. Je ne sais pas ce qu'elle leur a dit, mais toujours est-il que c'est ce qui s'est passé.

Frédéric : Si on regarde ce qui se passe ici durant la semaine, on remarque qu'il y a des tas d'ateliers qui sont réservés aux femmes quand il y en a aucun qui soit interdit aux femmes. Pourtant en tant qu'homme je ressens la même oppression sociale qu'une femme, tant au niveau des sentiments qu'au niveau des émotions. Un homme doit effectivement dominer, diriger, il doit être fort. Mais avoir des besoins et des envies, avoir besoin de se sentir reconnu et avoir un lieu d'intimité avec des hommes cela n'existe pas.

Daniel Welzer-Lang : Pour répondre à l'intervention sur l'utilisation de l'ambivalence de la sexualité comme instrument de gestion, j'ai eu comme supérieurs hiérarchiques des hommes et des femmes pour qui cette gestion était très différente, et sans faire de généralisation, il y a pour les femmes des manières d'utiliser cette ambivalence sexuelle infiniment plus pratiques. Dans les cabinets politiques, à un ministre auquel on signale un problème, celui-ci répond par la préparation d'un texte de loi, alors qu'une femme ministre, toujours par rapport à ce même problème répondra en s'interrogeant sur la façon de le résoudre sur l'instant et avec les outils à sa disposition. Ceci m'a toujours paru assez emblématique de la gestion des femmes par rapport à celle des hommes. Les hommes sembleraient projeter la solution dans le futur tandis que les femmes s'en tiendraient à l'immédiateté et à un certain pragmatisme. Je crois que c'est bien l'un des rares domaines où l'ambivalence nous sert, en ce sens où nous pouvons décider de prendre des décisions à la manière dont le font les femmes, c'est à dire préférer convaincre par le dialogue, lier la réussite au dialogue et à la séduction plutôt qu'aux rapports d'autorité. Cette possibilité de choix, dont nous aurions bien tort de nous priver, est l'un des avantages de la bisexualité, de cette ambivalence dans l'approche des rôles sexuels. En ce qui concerne le chiffrage de la population bisexuelle, il s'avère que suivant l'enquête les chiffres sont très différents. En fait, il y a une sorte de continuité entre les comportements homosexuels et hétérosexuels. Il existe un certain (petit) nombre d'irréductibles homos comme il existe un certain nombre d'irréductibles hétéros, et qu'entre les deux se trouvent la grande masse des bis. Mais l'optique que nous en avons est déformée dans le sens où ces gens qui comprennent très bien l'homosexualité (tout en ne voulant pas en être) se situe dans le camp purement hétéro.

X : De toutes les études sur le sida et la sexualité des hommes homosexuels, les différents sondages et autres questionnaires montrent que les personnes qui se disent bisexuelles représentent entre 11 et 13% des personnes interrogées.

Marie : A propos de la difficile question de sexe et de genre, personnellement j'ai de plus en plus l'impression d'avoir une identité femme mais surtout très multiple, souple. Professionnellement on me reconnaît des qualités habituellement reconnues aux hommes. Et tant mieux. Quant à cette histoire de coming-out et au partage que l'on peut faire d'accusation ou d'oppression avec les personnes homosexuelles, je vois que dans ma propre histoire personnelle les choses ne sont pas toujours si compliquées. Lorsque j'ai dit ma bisexualité à mon conjoint (qui a un garçon de 14 ans) j'avais laissé toutes les portes ouvertes pour que Arthur (son gamin) soit lui aussi au courant. Et environ deux semaines après au cours d'une quelconque dispute il m'a traitée de "sale gouine", ce qui était assez drôle puisque nous n'en avons pas du tout parlé. En fait cela m'a fait plaisir parce que visiblement il avait compris, et en plus c'était la première fois que je partageais une insulte homophobe avec la communauté lesbienne, chez moi, dans ma cuisine. Je lui ai répondu par un "merci du compliment", il m'a répondu par un sourire.

X : C'est drôle que tu dises ça, tant le coming-out est concerné par l'homophobie et les insultes. Tu as employé le terme de biphobie, que je comprends et que je ne mets pas en question, mais de l'autre côté j'aimerais savoir s'il existe une insulte bisexuelle ? Spécifique aux bisexuel-le-s ?

Daniel Welzer-Lang : Ce n'est pas ce qui manque. Il existe de nombreuses expressions, il y a entre autre "à voile et à vapeur", "mi-chèvre, mi-choux", "à poil et à plume", "sucré-salé". Le vocabulaire en fait est assez riche.

Marie : A travers ces différentes expressions imagées, c'est surtout le refus d'un choix que l'on nous jette à la figure. Comme s'il y avait un choix à faire.

X : J'arrive un peu sur le tard, je ne connais pas trop le thème précis de ce débat, mais d'après ce que je viens d'entendre j'aimerais faire une remarque sur cette question de la différence entre les hommes et les femmes. Il me paraît assez nécessaire de dépasser cette bipolarité. Quant à cette question de la mixité, il suffit de regarder autour de soi pour comprendre que cette question ne se pose même pas pour les hommes. Si tu mets les pieds dans une boîte gay, tu constateras que la backroom est exclusivement masculine. La mixité est un grand débat.

Frédéric : Mon propos n'était pas de dire que c'est mal qu'il y ait des groupes de femmes, mais que c'est dommage qu'il n'y ait pas de groupes où les hommes décident de se retrouver entre eux, en intimité. Ce qui est important, parce que des groupes de mecs existent. Pendant 17 ans j'ai travaillé sur la réglementation sur les bateaux (domaine où il y a que des mecs), mais nous n'étions pas là pour parler de soi, nous étions là pour des raisons professionnelles. Bien sûr si tu fais un club "chasse et pêche" ou un club "foot" tu n'auras que des mecs. Mais il se trouve que je ne chasse pas et que je ne joue pas au foot, aussi lorsque j'ai envie de rencontrer des mecs, pour avoir avec eux des rapports d'intimité et pas forcément pour baiser, il n'y a rien.

Cette notion d'intimité chez l'homme n'existe presque pas. Nous avons assisté, fin des années 70 à la faculté de Vincennes, à l'émergence de groupe d'hommes (pendant un ou deux semestres) pour parler de vécus d'hommes. Quand les hommes se retrouvent entre hommes pour parler ensemble de leur vécu masculin, c'est quelque chose de fort, de dense. Ceci s'est terminé par un séminaire à l'extérieur où nous étions quelques 300, et pas que des gays. Des hommes qui avaient envie d'être entre hommes pour parler des problèmes d'hommes. Ce qui est quelque chose d'assez rare. Les gays et les lesbiennes d'une certaine façon ont de la chance en la matière, et avant cela le mouvement féministe où il y avait des réunions de femmes. Les féministes ont à ce sujet plusieurs décennies d'avance sur nous autres les mecs.

Sandrine Pache : Je précise qu'il existe actuellement quelques 400 réseaux nationaux de groupes d'hommes qui parlent de leur intimité. C'est vraiment l'homophobie qui nous apprend que l'on est un homme, et que de ce fait on ne parle pas de soi. On parle avec une nana, on parle de chasse ou de voiture mais pas de choses intimes. A l'occasion de rencontre universitaire en janvier dernier à Toulouse, il y a eu des groupes affinitaires, des groupes non-mixtes hommes, des groupes non-mixtes femmes, des groupes mixte hommes, des groupes de transgenres, chacun et chacune allant là où il avait envie. C'est un événement qui nous a apporté quelque chose en émotion mais aussi et surtout en terme d'échange. Sur l'homophobie et la biphobie, je crois que nous sommes dans une situation particulière puisque lorsque notre équipe a sorti en 1994 "*Le Conseil de l'homophobie*" nous nous sommes fait insulter par les gays parisiens qui nous ont sorti que ce n'était pas un concept, que cela n'existerait pas, que cela allait disparaître. Pourtant, nous assistons aujourd'hui au fait que les mouvements sociaux produisent de la terminologie. Après le terme "d'homophobie" est arrivé celui de "lesbophobie", puis en parallèle celui de "gayphobie", jusqu'à celui de "biphobie" et "transphobie". Sans que forcément les mouvements sociaux prennent le temps de les définir complètement. Et comme en France la recherche universitaire sur les sexualités est à un niveau réellement minime (pour ne pas dire presque inexistante) il y a peu de définitions précises de ces termes qui ont émergé.

Je crois qu'il y a un dictionnaire du féminisme à paraître en septembre prochain (au PUF) qui définira les termes "d'homophobie" et de "lesbophobie", et par ailleurs la sortie d'un dictionnaire de l'homophobie est prévue dans deux ans chez Stock. Aujourd'hui, nous en sommes là. Il est évident que l'insulte en soit n'est pas neutre, lorsque tu es quelque peu maniéré ou quand tu donnes des signes à l'extérieur que tu ne serais pas un homme réellement viril, on te sort l'insulte "pédé" et pas "bi." Ce qui extrêmement structurant dans les rapports entre garçons, c'est le fait d'entre être ou de ne pas en être. Il y a plein d'autres expressions dans ce style, je pense à "en avoir ou pas". Je me souviens de la parole de Le Pen sur le fait qu'au Front National il y a des homos mais pas de folles, propos très symptomatiques de cette façon d'être en position de femmes dans un rapport entre hommes. Personnellement je ne connais pas d'insulte spécifique au fait d'être bisexuel. S'il n'en existe pas, ou si peu, c'est que pour l'hétéro moyen, être bisexuel c'est en fait être pédé ou gouine.

X : La manière dont la bisexualité est opprimée au niveau du langage s'illustre justement par ce que tu viens de dire. Tu n'existes pas en tant que bisexuel, en fait tu es pédé ou tu es gouine. D'une certaine façon tout le monde est bisexuel, et à la fois personne ne l'est. De toute façon les gens ne savent pas ce que c'est, et ils n'en parlent pas. D'autre part il y a le vieux fantasme de l'hermaphrodite. Une fois, alors que dans une petite annonce j'avais marqué "androgyné", un mec me téléphone pour me demander de quel sexe j'étais.

X : Par rapport à la biphobie, j'ai l'impression que toute la question est de savoir de quel côté nous nous situons nous-mêmes par rapport aux hétéros et leur homophobie vis-à-vis des bisexuels. Inversement je pense que la biphobie au sein de la communauté homosexuelle (gay et lesbienne) procède d'une certaine façon de l'hétérophobie.

Marie : Si on dit que l'homophobie est la peur des hétéros de ne pas être suffisamment virils, ou que c'est une manière de lutter contre l'angoisse de l'aspect obligatoire de l'identité virile, il me semble que la biphobie est une façon pour les homos de lutter contre l'angoisse de ne pas être complètement homo. Sans compter qu'au niveau social, quand on voit ce que les homos peuvent avoir comme déni en tant que communauté. C'est vraiment quelque chose qui structure l'agressivité et la discrimination qui existe envers les bisexuels. La communauté homosexuelle est quelque chose de très simple, c'est quelque chose pour lequel tous ceux de plus de 35 ans se sont tués à la tâche, ont souffert dans leur existence et leur chair, c'est aussi quelque chose qui reste à consolider car toujours remis en question par la société actuelle. Les homos ont besoin de se sécuriser par le biais d'une communauté, alors que les bisexuels par le simple fait que la bisexualité existe, procèdent à leur manière à une remise en question des identités et rôles sexuels. C'est un aspect à ne surtout pas oublier, d'autant que lorsque l'on reconnaît la faiblesse de l'autre et que chacun se sent respectivement respecté, on peut alors dialoguer posément.

Frédéric : Durant les années 70, nous étions contents de dire que tout le monde était bisexuel, qu'au final on choisissait des pratiques hétéros ou homos parce qu'on ne peut pas constamment passer de l'un à l'autre, bien qu'au départ tout le monde est plus ou moins bisexuel. Je partage assez cette idée, à l'image de cette philosophie orientale du ying et du yang. Dans toute personne cohabitent un peu d'hétérosexualité et un peu d'homosexualité. Quand je parle du coming-out, j'essaie de toucher l'hétérosexuel qui est dans l'autre personne. C'est à dire voir quel est son sentiment vis-à-vis de l'homosexualité. En fait la biphobie et/ou l'homophobie c'est plutôt le refus de voir sa propre part d'homosexualité. C'est à ce niveau qu'il est important d'établir un contact.

L'autre problème relatif à la révélation de soi, se situe par rapport aux enfants. Je suis moi-même père, j'ai une image de père, mais pourtant il va bien falloir qu'un jour je dise à mes enfants que leur père n'est pas tout à fait ce qu'ils ont inventé dans leur tête, qu'il leur faut le voir tel qu'il est. A ce niveau j'ai personnellement besoin de m'affirmer, il me faut pour ce faire trouver les moyens de communication nécessaires.

Sandrine Pache : L'affirmation de soi ne se pense pas en termes individuels puisqu'il y a des enjeux politiques. Dans le groupe de recherche sur les bis que nous avons initié, nous avons le témoignage de copains gays identitaires qui se battent depuis plus de vingt ans pour que l'identité gay existe et qui nous ont dit qu'on les faisait chier avec nos bis. On s'est rendu compte qu'ils avaient la trouille du fait que travailler sur la bisexualité remette en cause les acquis des gays et des lesbiennes. Il a fallu se battre contre l'hétérosexisme, tisser les identités sexuelles des gays et des lesbiennes, de la même manière que les femmes se sont situées comme femmes face au pouvoir masculin. Aujourd'hui nous sommes plus dans la mobilité des genres (comment des femmes deviennent chefs d'entreprise en utilisant la main-d'œuvre d'autres femmes, comment des hommes perdent une grande partie des privilèges qui leur étaient accordés). Pareil entre les homos et les bis. On se rend compte que les catégories sont finalement poreuses, il y a plein de gens qui se déclare homo quant des années auparavant ils étaient avec des personnes de l'autre sexe. Au niveau politique, il y a eu un besoin de s'affirmer très fort comme gay ou comme lesbienne. C'est vraiment la trouille d'une génération qui voit arriver autre chose. De la même manière quand à la fac on voit arriver de nouvelles générations qui nous disent êtres bi ou autre, des collègues de ma génération ne le supportent pas. C'est comme en matière d'intégration sociale, on accepte qu'il y ait une différence intergénérationnelle, que l'histoire soit datée, qu'à un moment ou à un autre la division du monde soit remise en cause. Il est évident que les acquis des gays et des lesbiennes peuvent être remis en question. Et cela m'intéressait de voir du côté des échangistes, parce que c'est une autre entrée, une entrée hétéro-multi-partenaires. Quand tu fais le tour des bis et autres groupes bis, ils n'aiment pas trop le terme de militant. C'est à dire que ceux qui viendraient du mouvement gay aurait comme une virginité de départ leur permettant d'assumer leur bisexualité, ceux qui viennent du milieu échangiste.

X : Tout le monde n'est pas ambivalent, il y a un certain nombre de personnes qui n'ont aucune compréhension de la notion d'ambivalence, qui n'ont aucune envie d'être ambivalent. Il faut surtout dissocier ce qui tient du fait culturel de ce qui tient du chromosome x ou y. Effectivement, on a constaté des différences. Du côté français les choses ne sont pas si tranchées (n'oublions pas le mot de Simone de Beauvoir "on ne naît pas femme, on le devient"), quand les anglo-saxons sont en train de sortir des études sur la différence entre les intelligences masculines et féminines. C'est un point qui m'interroge. Il y a une autre source de recherche sur les zones du cerveau qui sont le siège de la pensée. On constate que chez les hommes cela se situe surtout dans l'hémisphère droit du cerveau comme chez les femmes, sauf qu'elles ont en plus une activité dans les régions occipitales (activité dont on ne connaît pas la fonction exacte). Ceci dit, il existe une activité différente dans les cerveaux des hommes et des femmes. Je ne sais pas ce que cela donne dans le cas d'un homo ou d'un bi.

Marie : Je suis navrée par ce discours biologisant parce ce qui m'intéresse dans la bisexualité c'est ce potentiel à remettre en question les catégories de genre. Les études sur la bisexualité peuvent permettre une remise en question transversale du genre masculin et du genre féminin.

X : Encore une fois, il me semble que ce n'est pas parce que nous sommes ambivalents qu'il faut nier notre identité masculine ou féminine.

Sandrine Pache : Bien, là-dessus je propose de clôturer ce débat sur l'identité bisexuelle, sur le fait d'être bisexuel. Merci à toutes et à tous.



Marylou : Bienvenu à cette Assemblée Générale de Clôture. Nous sommes désolés que certaines personnes aient cru qu'elle était fermée. Non, bien au contraire elle a pour objet de dresser avec vous un premier bilan de cette semaine. Et donc merci à vous tous et à vous toutes d'être venus. Je vais maintenant passer la parole à Gérard Goyet.

Gérard GOYET : Je suis exténué parce que j'ai préparé la fameuse kermesse érotique de ce soir. Je vous donne cependant quelques dernières et ultimes précisions, parce qu'il paraît que des gens ignorent encore comment cela va se passer. Il faut le dire à tous vos amis, même s'ils ne sont pas là. Donc après la bouffe dégueulasse, nous aurons droit sur le campus à la revisitation des contes d'Hoffmann par Jean-Michel Dariossecq, ensuite on vous emmène dans les patios (au-dessus des Beaux-arts), c'est à dire en face de l'amphithéâtre des Beaux-arts, où vous aurez plein de surprises (même si vous en connaissez un certain nombre puisque vous y avez participé). Et pour finir, tout le monde redescend pour un bal glamour qui sera donné dans le hall d'entrée. Pour ceux et celles que ça intéresse, la cafétéria sera encore ouverte et ce jusqu'à une heure tardive. Merci.

Marylou : Je propose qu'à la fin de cette assemblée nous consacrons du temps à toutes les questions relatives au départ (comment rendre les clefs, accompagnement en voiture et autres questions). En attendant, je passe la parole à Jacques Fortin.

Jacques FORTIN : Jusqu'ici nous n'avons pas publié de compte, mais maintenant que nous avons un comptable nous enverrons les comptes à tous ceux et celles qui sont venus à l'*Université* cette année ainsi que l'année dernière. Pour l'instant je vais vous présenter le bilan financier de l'année dernière, un budget récapitulatif.

Pour l'année 1999, le budget consolidé avec les valorisations est au total de 757 550 Frs. Un budget avec valorisations, c'est un budget avec une partie de finance proprement dit et une autre partie constituée des prestations de chacun. Par exemple ce qu'a dépensé l'association *Aides* (les subventions versées à l'association pour le financement du séjour de certaines personnes) nous l'avons mis en entrée et en sortie. Ceci dit, le coût réel des *Universités* n'est donc pas loin des 800 000 Frs.

En ce qui concerne les inscriptions, le coût d'une semaine (ce que cela coûte à l'*Université*) est de 1430 Frs. Cela comprend la chambre ainsi que les délicieux repas. Il vous suffit de compter, au regard de ce que vous avez payé, pour savoir si vous êtes subventionneurs ou subventionnés. Sachant que nous-mêmes nous sommes subventionnés, faute de quoi bien évidemment nous ne tiendrions pas le budget. Au niveau de l'administration à proprement parler, le budget valorisé de l'année dernière donne un total de 150 154 Frs. Cela comprend l'emploi jeune que nous avons obtenu en mars 1999, à la veille des *Universités* (de ce fait Jérémie a été rémunéré par l'*Université* durant 6 mois avant que nous ayons la confirmation officielle de son emploi. Et ceci est valable pour toutes les subventions). Il faut savoir que lorsque nous commençons une *UEEH* nous ne savons pas ce qu'il en sera des subventions. Nous sommes donc dans une impasse de l'ordre de 250 000 Frs, et nous sommes dans l'ignorance jusqu'à la veille, voir le lendemain de l'*Université*. Le poste communication a représenté une dépense de 117 000 Frs. Cela comprend la cassette vidéo pour 10 000 Frs, les Cahiers pour 14 000 Frs, la carte postale pour 34 000 Frs, plus une série d'autres éléments, sachant que *Connexion* nous a donné 17 500 Frs. Le poste fêtes et spectacles (c'est à dire le feu d'artifice, les ateliers, la croisière....) a représenté une dépense de 103 222 Frs. En ce qui concerne les ateliers et les forums, les *Universités* ont dépensé 91 000 Frs. Cette année dans la partie intellectuelle du budget nous avons réintégré les Cahiers, parce que ce poste fait partie du budget "atelier et forum". Il faut donc rajouter 15 000 Frs ce qui donne un total de près de 100 000 Frs. Ce qui donne un équilibre entre fêtes et partie intellectuelle autour des 100 000 Frs chacune. Nous avons eu pour 17 596 Frs de taxes et autres divers de ce style. Les séjours (chambre, restauration) représentent 169.000 Frs. Ceci vous donne une idée générale assez précise, dans les grandes lignes de notre budget.

Pour cette année, nous avons eu en recette 100 000 Frs de la région et 80 000 Frs du département des Bouches du Rhône. Plus ce qu'a versé *Equivox* et *Aides*, ce qui représente autour des 50 000 Frs, au titre de l'inscription de plusieurs personnes pour les ateliers. Nous avons à nouveau sollicité des

subventions pour l'exercice de cette année. Nous nous sommes directement adressé au Président de la Région M. Vauzelle. Néanmoins lorsque nous sommes allés discuter avec lui (le 18 juin dernier) nous avons appris que notre dossier était passé en dessous de la pile. Autrement dit que la subvention promise était devenue incertaine et au mieux d'un montant réduit, à savoir 60 000 Frs. Bien évidemment nous avons réagit, et nous avons été entendus. Au niveau du département, il a fallu qu'en mai dernier que nous envoyons un fax assez vigoureux au Président du Conseil Général. Par ailleurs, pour la première fois cette année le maire de Marseille a annoncé lors d'un conseil municipal que la ville mettait à notre disposition tous les moyens techniques nécessaires. Parce qu'un mois avant, le comité des fêtes a dit que bien qu'ayant à disposition l'Ecole des Beaux-arts, il était impossible d'y faire des spectacles faute d'alimentation électrique. Pour ce faire il fallait tirer une ligne sur 70 mètres, ce qui revenait à près de 50 000 Frs. Nous avons donc protesté auprès de la mairie, lui demandant de nous donner les moyens nécessaires. Ainsi donc, la ville nous a donné environ 150.000 Frs en moyens techniques et services. Sans compter une annonce, un soutien officiel du Maire. D'autre part nous avons obtenu une subvention de la DDASS pour la cassette vidéo jeune d'un montant de 25 000 Frs. C'est un premier pas. Toujours au niveau des jeunes, nous avons rencontré le représentant de Jeunesse et Sport qui nous a dit qu'il n'avait pas d'argent pour ce genre d'extravagance (en parlant de la cassette vidéo jeune). C'est remonté jusqu'au ministère, et nous avons donc rendez-vous avec le chargé de mission (qui se trouve être également chargé de mission des dossiers Europe, en septembre afin de monter avec lui un dossier d'échange jeunes européens qui nous permettra de financer entre 30 et 60 séjours. Nous avons d'autres pistes, et nous attendons de voir ce que vont donner nos prochains rendez-vous avec différentes personnes (Guigou, Tasca ...).

Les frais de fonctionnement représentent cette année une somme de 206 000 Frs, dont 115 000 Frs d'emploi jeune. Le reste se compose de téléphone, photocopies, courriers divers, et de la comptabilité. Nous avons un budget de 114 000 Frs prévu pour les festivités. Pour les animations culturelles, notre budget prévisionnel est autour des 100 000 Frs, sans participation valorisée. Ce poste comprend les forums et les séminaires (avec un budget de 10 000 Frs pour chacun afin de financer la venue des intervenants). Mais nous avons décidé en CA que les intervenants paient au moins leurs repas et éventuellement participent à leur hébergement, voir à leur voyage. Nous ne considérons pas que les gens (intervenants et autres) sont de simples consommateurs, mais des gens qui apportent quelque chose. A cela s'ajoute la vidéo jeune pour 25 000 Frs, 40 000 Frs pour les séminaires, 15 000 Frs de Cahiers, 5 000 Frs pour le cahier de l'inscrit, 15 000 Frs pour la programmation cinéma. Au niveau des festivités nous avons prévu 14 000 Frs pour les ateliers, 90 000 Frs pour les animations et spectacles, et 10.000 Frs pour la coordination du tout. C'est à dire à l'association *Verte Fontaine* dont Gogo et Pépito sont les animateurs, en rémunération de deux à trois mois de travail. Au niveau des séjours, nous avons prévu 220 000 Frs, quitte à voir après ce que cela nous aura exactement coûté. Pour l'emploi jeune, le Cnasea nous a versé 93 000 Frs (plus 10 000 Frs de la région PACA). Connexion nous a versé 5 000 Frs, la DDASS nous a versé 25 000 Frs pour la vidéo. Pour l'instant nous avons un budget provisionnel de 637 000 Frs, sans que ce soit intégré toutes les valorisations. Lorsque le budget sera bouclé, nous vous l'enverrons et vous pourrez alors juger sur pièce.

D'autre part, cet automne nous allons entamer une réflexion sur la structure des *Universités*. Jusqu'ici elles ont fonctionné avec un nombre restreint de personnes qui se sont réciproquement choisies. Mais nous allons réfléchir à la manière de communautariser davantage ces *UUEH*, savoir comment des participant-e-s peuvent être adhérent-e-s, comment les associations peuvent participer. Et l'année prochaine nous vous ferons des propositions. Je pense aussi qu'il faut rendre hommage à Jérémie qui fait un gros travail même s'il est bordélique. Mais durant cette semaine il a été remarquable de disponibilité et d'efficacité.

J'ajoute que le CA se réunit une fois par mois. Il y règne une très bonne ambiance, malgré le stress qui nous saisi les dernières semaines avant l'*Université*. Nous avons alors peur de ne pas réussir. Et maintenant c'est à vous de nous dire ce que vous en avez pensé de cette semaine. Vous avez à votre disposition des petites feuilles, genre sondage que nous vous demandons de remplir. Vos critiques, vos idées sont bienvenues et surtout nous aident à nous améliorer.

Marylou : Alors bien sûr, ce n'est pas très évident de dresser le bilan d'une telle semaine. Vous l'avez certainement constaté au sein de chaque atelier et séminaire. Alors sur le travail du CA et la façon que nous avons d'analyser cette semaine, il nous manque des chiffres et autres éléments d'appréciation. Par contre nous avons déjà effectué une petite étude des chiffres de la fréquentation de cette année. Par rapport à la question de l'ouverture des *Universités* aux personnes qui sont en difficulté économique, hors des contraintes financières qui sont les nôtres, nous nous sommes employés à faire en sorte que l'argent ne soit pas un obstacle. Si cette année nous avons montré que les *Universités* sont viables, nous nous emploierons l'année prochaine à proposer des tarifs d'inscriptions encore plus réduits.

En ce qui concerne le désir d'élargir les *Universités* vers l'intervention de personnes originaires de pays du bassin méditerranéen et d'autres pays, il est certain que nous avons le sentiment que ces gens ne sont pas encore suffisamment présents parmi nous. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous ceux qui sont là pour faire en sorte que les *Universités* s'ouvrent encore plus. Pas seulement faire venir des intervenant-e-s, mais aussi des gens qui pourraient venir témoigner.

L'hétérogénéité des *UEEH* est voulue, et c'est ce qui fait sa richesse. Même si c'est quelque chose qui a posé problème entre militants et non militants, entre femmes et hommes, entre ceux qui sont en difficulté financière et ceux qui ne le sont pas. Mais nous continuerons à avoir plaisir à être ensemble, à cette concorde, à cet échange. Si le CA a initialisé les différents cycles et thèmes de débat, il s'est institué autour de cette trame une réelle spontanéité de la part des gens qui ont travaillé (et qui se sont éclatés) durant cette semaine à la réussite de cette *Université*. Les *UEEH* sont une structure, mais sont aussi et surtout une auberge espagnole où chacun y apporte ce qu'il a et ce qu'il veut. C'est un aspect très intéressant.

Par ailleurs, la mémoire est quelque chose qui nous interpelle énormément. Parce que notre mouvement est important, parce que les gays et les lesbiennes sont importants, parce que nous sommes une partie de la société. Pascal va nous parler de cet effort d'enregistrement et de mise en forme de notre mémoire.

Pascal JANVIER : Bonsoir, certains et certaines d'entre vous m'ont certainement vu courir dans tous les sens avec dans les mains ces jolis petits enregistreurs. Christian et moi-même, nous nous sommes employés à enregistrer le plus que nous pouvions de ces *Universités*, de la matière intellectuelle de cette semaine. Dès la rentrée je me collerai à la retranscription des ces enregistrements. Gros boulot, mais passionnant. Nous vous tiendrons au courant quant à la forme sous laquelle cette mémoire sera disponible. D'autre part, je vous invite à vous procurer les Cahiers des *Universités* 1999, car cela nous permet de dégager les fonds nécessaires pour pérenniser cet effort de mémoire. Je termine en remerciant toutes les personnes à qui j'ai mis dans les mains un de ces magnétophones, et qui ont fait le travail d'enregistrement à ma place.

Christian de LEUSSE : J'ajouterai que les Cahiers forment un ouvrage très intéressant à lire. Il y a des textes assez forts. Sans compter les retranscriptions qui montrent toute la richesse de la précédente *UEEH*. N'oubliez pas la cassette vidéo qui image à l'appui témoigne de ce qu'ont été ces *Universités*, de l'ambiance et des gens.

Pascal JANVIER : J'ai oublié de préciser un détail. A l'adresse des différents intervenants, je me propose avec Christian de centraliser l'ensemble des textes de vos interventions et autres travaux en vue d'une éventuelle et ultérieure publication, à l'image des Cahiers 1999. Pour ce faire je serais à votre disposition à l'accueil, et j'espère vous y rencontrer. Car l'année dernière nous avons passé beaucoup de temps à courir après les textes, certains ayant été très probablement oubliés, ce que personnellement je regrette beaucoup.

Marylou : Bien, nous allons maintenant laisser la parole à Christian à propos de la pétition Muselier.

Christian de LEUSSE : Actuellement cette pétition initiée par les associations marseillaises compte 115 signatures, 115 personnes qui ont manifesté leur désaccord vis-à-vis de Muselier et de la cohorte des parlementaires qui se sont mis derrière lui. La presse nous a annoncé qu'il y a actuellement près de 22 000 personnes qui au niveau national ont déjà signé cette pétition. Nos 115 signatures marseillaises peuvent sembler modestes, mais c'est un début. Aussi je vous invite à la signer, à la faire signer. Merci.

Marylou : Nous allons maintenant passer aux bilans des séminaires proposés au cours de ces *Universités*, ensuite nous nous occuperons de dresser un bilan des différents cycles, puis des ateliers. Est-ce qu'une personne de *Aides* voudrait prendre la parole ? Thierry ?

Thierry RUIZ : Cette semaine a eu lieu la rencontre nationale, sur deux jours, des volontaires travaillant à la réduction des risques en milieu gay.⁰ Les représentants des différents comités nationaux de *Aides* qui se rencontraient pour la deuxième fois cette année, ont vu ce que c'était l'*Université d'Été Homosexuelle* de Marseille. Chacun a regretté d'être obligé de rentrer, mais ils reviendront l'année prochaine parce qu'ils ont vu ce qui s'y passait et combien c'est important.

Marylou : Autre "hébergement", Christian va nous parler du réseau Inter-universitaire.

Christian de LEUSSE : Oui, le réseau Inter-universitaire avait commencé à se former durant la précédente *Université*. Un certain nombre d'universitaires ont ensemble contribué à en jeter les bases. L'objectif de ce réseau était qu'y participent non seulement des universitaires, mais aussi des associations intéressées par cette dimension de recherche et de documentation, afin qu'au niveau national s'opère dans le milieu universitaire tout un travail de recherche. Au début de cette année, il y a eu (à Toulouse) une réunion qui sera suivi d'autres rencontres afin d'asseoir la mise en place de ce réseau. Ceux et celles qui sont intéressés par le sujet sont invités à prendre contact avec Marie-Hélène Boursier ou moi-même.

Marylou : Nous allons maintenant dresser le bilan des différents cycles de réflexion initialisés par les *UEEH*. Qui souhaiterait intervenir sur le cycle A ?

Pascale BERTAULT : Le CA des *Universités d'Été Homosexuelles* voulait cette année une présence du féminisme et des féministes. C'est un acquis de l'édition 99 largement repris et discuté dès le début des premières réunions du CA (en septembre) que de vouloir réserver un cycle de travail sur les questions liées au féminisme. C'est pourquoi nous nous sommes orientés cette année vers les questions liées aux solidarités hommes/femmes ainsi que les questions liées à la transmission de savoirs et d'expériences entre générations militantes. Du point de vue de la transmission entre les générations de militants, j'ai le sentiment qu'au cours de cette semaine nous avons initié un processus prometteur, dans le sens où des expériences et des avis ont été échangés entre militants de différentes générations. Entre militant du *CUARH* et ceux de *MixCité*, entre jeunes lesbiennes et lesbiennes militantes féministes de longue date. Nous sommes au début de cette réflexion, au début de l'écoute et de la reconnaissance de chacun et de chacune. Il nous reste encore beaucoup à dire et à faire, et à lutter ensemble. Déjà le sujet de réflexion pour l'année prochaine est en cour d'élaboration, les discussions ont commencé et continueront pendant l'année qui nous sépare des prochaines *UEEH* et pendant l'édition 2001 des ces mêmes *Universités*.

Ceci dit, lors de chaque débat il y avait entre 20 et 30 personnes présentes. Très majoritairement des femmes, très majoritairement des personnes qui sont venu à un séminaire mais n'ont pas suivi le cycle dans sa totalité. Il est vrai qu'il fut pensé comme un ensemble de contributions formulées d'une séance à une autre, jusqu'à une synthèse faite au cours du forum. Je pense aussi qu'en terme de présentation, nous avons failli à redonner quotidiennement le cadre du séminaire afin que chaque personne présente puisse se déterminer non pas sur un nom (connu ou inconnu) mais par rapport au thème du débat en cours. Sur ce point nous avons un effort à faire.

Je finirai par le film de Dubout. Nous avons voulu faire une programmation cinéma en collaboration avec le *Festival du Film Gay et Lesbien de Paris*, directement liée au thème des séminaires. Ce qui est tout à fait le cas de ce film, et étant donné les échos de ceux et celles qui l'ont vu il nous paraît tout à fait intéressant d'éventuellement le reprogrammer l'année prochaine et d'accompagner cette rediffusion d'éléments de réflexion sur ce qu'est, ce qu'a été le mouvement féministe, de façon à connaître encore mieux l'histoire de ce mouvement. Et donc j'espère que ce travail de réflexion entamé cette année continue, n'hésitez surtout pas à faire part de vos idées et avis. Les *UEEH* sont aussi ce que vous en faite. Les *Universités 2001* seront d'autant plus réussies que vous y aurez contribué. Aussi, dès maintenant je vous invite à réfléchir sur ce que vous voudriez pour l'année à venir. Merci.

Marylou : Christian veux-tu présenter le cycle international ?

Christian de LEUSSE : Je dirais que cela a été un cycle de débat très riche, et que diverses propositions ont été faites pour le futur. Il y a ce que nous avons apporté en tant qu'organisateur et ce qu'on apporté tous ceux qui ont participé aux débats. Cela a donné une grande richesse de parole. Il y a eu le grand forum qui a inauguré cette semaine, cette attention particulière porté sur l'Autriche, ce que nous ont exprimé les représentants de l'*ILGA*, ce débat animé par des femmes originaires de divers pays (en particulier Elena Goussiantinskaïa), le témoignage de Pierre Seel qui nous a parlé de son expérience de la déportation⁰, ce débat sur les jeunes issus de l'émigration. A cela s'ajoute la contribution d'*Amnesty International* à travers des exemples précis d'actions de sensibilisation menées dans plusieurs pays, *ARDHIS* qui a animé différents ateliers sur la question des sans-papiers.

Malgré tout cela nous avons noté plusieurs déceptions du fait que les séminaires et surtout le forum n'étaient pas suffisamment structurés, que nous ne nous sommes pas suffisamment tenus au thème retenu. Il nous faut reconnaître que nous ne sommes pas encore en mesure de structurer l'intervention de ceux qui vont venir. Et se pose la question de notre capacité à travailler avec des réseaux internationaux comme celui

de l'ILGA, celui du mouvement des femmes qui se construit et avec lequel nous devons encore plus travailler, et bien d'autres. Pour conclure, je voudrais laisser la place à Claudie Letelier afin qu'elle nous présente un projet de communiqué sur lequel nous avons travaillé hier soir, lié à ce thème de l'international.

Claudie LETELIER : Je vous le lis : *“A l'occasion du sommet de l'Union Européenne qui se tient à Marseille et qui doit traiter des politiques d'immigration à l'échelle européenne, les participants et participantes à l'Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités font remarquer que le droit d'asile est encore le plus souvent refusé à des gays et des lesbiennes persécutés dans leur pays en raison de leur orientation sexuelle et qui de ce fait cherchent refuge en France; que l'étranger ou l'étrangère ayant signé un PACS avec une personne de nationalité française ou résidant en France ne peut obtenir le droit de séjour qu'après trois ans de vie commune et continue sur le territoire français, ce qui est discriminatoire par rapport aux personnes mariées; que les visas sont attribués de façon arbitraire aux ressortissants et ressortissantes des pays du Sud et de l'Est comme en témoigne le refus qui a été opposé aux albanais invités par l'UEEH. L'Université déplore par ailleurs le refus des Etats membres du Conseil de l'Europe d'inclure l'orientation sexuelle comme motif de discrimination illégitime. Nous souhaitons, en France comme à l'échelle européenne que soit mise en œuvre les principes d'égalité, de respect des grands textes internationaux (Convention de Genève, Convention européenne des Droits de l'Homme) ainsi que la libre circulation des personnes y compris étrangères dans l'ensemble de l'Union Européenne. L'UEEH s'associe également à la revendication de la régularisation des sans-papiers qui vivent en France”.* Voici donc le texte sur lequel nous avons ensemble travaillé, texte que nous nous proposons d'adresser à la presse ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur et au Ministère de la Justice. C'est-à-dire à Madame Guigou et à Monsieur Chevènement qui est actuellement présent à Marseille pour ce sommet européen.

Christian de LEUSSE : Vos applaudissements valent approbation, nous nous occuperons d'adresser ce communiqué aux personnes concernées. Je rajoute simplement que grâce au travail de traduction opéré par quelques personnes au sein de l'Université d'Eté, la lettre de l'ILGA est désormais traduite en français. Je conclurai en disant que de ce groupe de travail il est apparu que deux personnes sont disposées à se mobiliser durant l'année afin d'aider Isabelle Cruette (une des représentantes françaises de l'ILGA) pour l'aider à traduire la lettre de l'association à chacune de ses parutions.

Marylou : La parole est à Thierry Ruiz, à propos du cycle “vie quotidienne”.

Thierry RUIZ : Alors, le cycle a commencé lundi avec la projection du film *“Personne n'est pareil”* à laquelle 110 personnes ont assisté. On a retenu l'intervention de René Paul Leraton qui nous a parlé des questions spécifiques qui se posent aux jeunes gays et aux jeunes lesbiennes, à travers tout ce que les écoutant de la *Ligne Azur* entendent. On retiendra aussi la prise de parole de Poala di Fronzo qui a créé à Palerme une association de parents homosexuels (*Euroflag*) originaires de Belgique, d'Allemagne, de France et d'Italie. L'objectif de cette association consiste à demander des comptes à la Cour Européenne des droits de l'homme pour toutes les violences qui sont faites à leurs enfants. Poala fut grandement applaudi, parce que grâce à cette initiative des barrières vont être franchies que nous gays et lesbiennes sommes parfois dans l'incapacité de franchir. Après visionnage du film italien, la vidéo jeune fut également invoquée, on espère que cette vidéo jeune sera l'équivalent français, voir (soyons ambitieux) francophone de l'exemple italien, qu'enfin nous allons pouvoir entendre de jeunes homos parler d'eux-mêmes.

Toujours lundi, le débat porta sur la pornographie gay. Débat animé par Pascal Dutertre, ancien président de la *LGP Film* (auteur de *“L'amour est à réinventer”*), et Joseph Maret, chargé de la programmation pornographie de la chaîne câblée le Kiosque. 70 personnes s'étaient réunies autour d'une table ronde, majoritairement des hommes. Les axes de discussion tournèrent autour de la difficulté de lier l'amour et les sentiments avec l'image pornographique par nature violente et imaginaire. Les aspects commerciaux de l'industrie pornographique furent également abordés, de même que la question de l'exploitation des acteurs (aux Etats-Unis comme dans les pays de l'Est) et de la violence autant morale que physique qu'ils subissent. Il a été également exprimé le fait que pour certains jeunes gays le porno est leur première expérience (ou visualisations) de la sexualité entre hommes. Ceci a démontré l'absence de film d'information sexuelle pouvant être présentés aux plus jeunes. La question de la classification X fut également soulevée, cette classification faisant du porno la poubelle du cinéma, ce qui autorise tous les tournages (décor de prisons ou de camps de concentration). Il a été aussi remarqué qu'avec l'âge, l'effet d'excitation sur le spectateur s'amenuise puisque d'un film à l'autre c'est souvent la même chose. Pour finir, il est apparu un accord assez net pour condamner l'interdiction de ce type de film, mais plutôt de s'en servir pour offrir aux plus jeunes des outils de décodages.

A cette fin, un participant proposa un autre type de classification que le X, une classification X, Y, Z. Les X seraient les films éducatifs subventionnés par l'Etat, les Z seraient des pornos d'auteur avec des caresses et de l'amour. Classement qui permettrait d'avoir le choix entre divers degrés de pornographie.

Mardi 25 juillet fut abordé la sexualité et la santé gay, domaines qui avaient bien changé ces dernières années. Débat animé par Bruno Spire qui revenait de Durban (nous avons donc eu des informations fraîches de la dernière conférence internationale sur la lutte contre le sida) et Julian Soviéti qui est le rédacteur en chef de la revue *Remaides*. Nous nous sommes tous (nous étions 33) mis sur une ligne, puis si nous étions d'accords avec le propos énoncé, nous allions à gauche (et à droite en cas de désaccord). Bien évident les affirmations proposées étaient volontairement ambiguës, c'est à dire que chacun entendant quelque chose qui lui était propre, il n'existe pas de réponse vraie ou fausse. L'intérêt de la chose était de provoquer la parole. De cette expérience nous avons retenu qu'aujourd'hui encore, après 15 ans d'épidémie et de diffusion de l'information, il faut revenir aux questions basiques. Les personnes présentes ont formulé les mêmes questions sur les modes de contamination, notamment sur la fellation. L'autre question abordée fut celle du traitement d'urgence.

On s'est rendu compte qu'il y avait des gens qui étaient sous traitement depuis 5 ans tout en ignorant la possibilité de se faire prescrire une trithérapie dans les 48 heures suivant une prise de risque. Toujours au chapitre des méconnaissances, la question de la sur-contamination fut abordée. Là aussi, malgré les incertitudes scientifiques (un seul cas prouvé) c'est un point qui pose problème car potentiellement risqué. Ce qui n'est pas une bonne nouvelle, pour nous tous comme pour ceux qui évitaient d'aller avec des séropositifs (et au premier chef les couples de séropositifs n'utilisant pas de préservatif). Je dirais que la conclusion de cet atelier est que s'il y a eu de notables avancées scientifiques, en revanche en ce qui concerne les outils de prévention nous en sommes toujours aux capotes (quelles soient masculines ou féminines), toujours à cette même contrainte dans le rapport sexuel. L'idée est de militer pour une avancée en terme d'outil de prévention, comme l'espoir que représentent les crèmes virucides (qui permettraient de tuer le virus sans utiliser de préservatif).

Mercredi après l'adolescence, la question du fantasme porno et de la sexualité, fut abordé la conjugalité.⁰ Ce fut au cours d'une table ronde où étaient présents autant d'hommes que de femmes (50 personnes au total). Personne n'était là pour trouver des solutions, mais bien pour mettre en commun les idées. Ce débat fut animé par trois experts de cette question dont leur objectif ne fut pas de servir du prêt-à-penser mais pour nous renvoyer nos questionnements. Ainsi fut abordé le couple à l'intérieur de la famille et la fidélité. Il est apparu que la fidélité est un sujet dont on parle pour facilement chez les homos, et qu'il n'y a pas de différence notable entre homos et hétéros. Les multiples formes de couples ont été aussi discutées, comme les narcissiques (ceux qui se ressemblent) ou les complémentaires (ceux qui se complètent). L'idée du recours aux conseillers conjugaux a été totalement rejetée (s'adresser aux conseillers ne sert qu'à réussir son divorce). Finalement, la spécificité des couples gays et/ou lesbiens qui est de ne pas avoir de modèles d'identification, a été ressenti comme un avantage puisque cela nous permet d'inventer.

Ensuite il y a eu l'atelier sur la brochure prévention. C'est le bide de l'année (2 personnes). Nous avons donc conclu avec la *Ligne Azur* et *l'ASSIS* que nous travaillerons sur la suite des chroniques de Pierre, le roman photo paru l'an dernier.

Et en ce qui concerne le forum, comme vous y étiez tous je n'y reviens pas. Merci.

Marylou : Je voudrais maintenant donner la parole à Nicolas pour un petit retour en arrière sur les statistiques relatives à la fréquentation de cette *Université*.

Nicolas : Bonjour, alors cela sera assez approximatif puisque nous nous sommes servis des informations actuellement à notre disposition. Ceci dit, et à titre purement indicatif, nous avons relevé 32% de moins de 30 ans, 36% dans la tranche des 30-40 ans, 23% entre 40 et 50 ans, et 11% de plus de 50 ans. C'est à dire des gens de tous les âges. Mais ce qui nous a marqué cette année, c'est que nous avons compté parmi nous 42% de femmes (à comparer aux 30% de l'année dernière). Ensuite, nous avons eu la visite d'une dizaine de suisses, d'une quinzaine de belges, une dizaine originaires du Royaume Uni, quatre Espagnols, cinq Italiens, quatre Allemands, un Algérien, un Marocain, un Autrichien, un Luxembourgeois et deux Américains. Nous avons noté 450 inscrit-e-s cette année (330 l'année dernière). Voilà.

Marylou : Nous ne sommes pas encore à la complète parité, mais nous nous en approchons. Bien, il semblerait que notre trésorier souhaite dire un mot

Jean Pierre LEONNETI : Oui je voudrais intervenir à propos des 4 salariés de la semaine, en écho à ce qu'a dit Jacques tout à l'heure. L'intervention de Nicolas montre le travail qu'ils ont fait tous les 4. Ils ont autant travaillé pour les inscriptions le premier jour que tout le long de la semaine.

Marylou : Alors concernant le quatrième cycle, portant sur l'homoparentalité, quelqu'un peut-il venir nous en parler ... ? Il semblerait qu'il n'y a pas eu de bilan de fait, nous le ferons donc par la suite. Je demanderais maintenant l'intervention, à propos des ateliers, des différentes personnes qui souhaiteraient venir nous en parler.

Yves : Bonsoir, nous allons vous faire un petit compte-rendu, Sandrine de l'association bi de Lausanne et moi-même Yves, membre de l'association *BiCause*. J'ai cru comprendre que cette année c'est la première fois que la question de la bisexualité était ici abordée. Alors, cet atelier fut organisé par nous-mêmes et par un groupe de recherche de l'Université de Toulouse le Miral, avec notamment Daniel Welzer-Lang.

Nous avons été heureux de participer aux *UEEH*, et nous remercions les gens de nous avoir offert cet espace de parole. Nous avons été touchés par l'accueil qui a été réservé à notre atelier, malgré les défauts d'animation que nous avons eu. Malgré tout, nous avons essayé de parler de notre identité, de nos difficultés d'intégration sociale. Nous avons essayé de mettre en place une cellule de discussion bi, et nous souhaiterions donc pouvoir continuer sur notre lancée, et revenir. Je vais maintenant laisser la parole à Sandrine qui va vous dresser un bilan plus précis, et vous parler des directions que nous souhaitons prendre à l'avenir.

Sandrine : A propos de la bisexualité, Catherine Deschamp est en train d'écrire une thèse de doctorat en sociologie sur la fondation de l'association *BiCause* et ses trois premières années. Actuellement Catherine cherche à publier cette thèse. Sous la direction de Daniel Welzer-Lang, l'université Toulouse Lautrec est en train de faire une recherche sur les hommes bisexuels et sur leur façon de vivre. Nous sommes en train de mettre sur pied un réseau francophone bisexuel qui fonctionne déjà sur Internet (avec le Québec), et parallèlement nous essayons de mettre sur pied un réseau de personnes. Aussi nous allons essayer d'organiser (à Paris) l'année prochaine des Etats Généraux sur la bisexualité. Les choses bougent. Nous sommes très contents d'avoir été accueillis, et on espère que les travaux sur la diversité des sexualités pourront ici se poursuivre.

X : J'ai remarqué que les interlocuteurs qui sont intervenu jusqu'à présent ont beaucoup parlé d'Internet. C'est à croire que les homos communiquent et baisent avec Internet. Personnellement je me demande comment on peut parler d'Internet comme d'un grand et magnifique réseau alors que les gens ne sont pas forcément connectés. Par ailleurs j'ai trouvé que durant cette semaine qu'il manquait beaucoup de solidarité entre les gays et les lesbiennes. Il y a eu quelques-uns très bons contacts, puis des déchirements. C'est quelque chose que j'ai vraiment, et très mal ressenti. Je suis venu ici en tant que participant, pour la première fois, je n'y ai pas entendu réellement parler de la sexualité des personnes malades du sida. Et pourquoi ne pas profiter des heures qui nous restent pour en parler ? Je suis malade, je suis un individu, je suis prêt à écouter. C'est tout ce que je voulais dire.

Marylou : Mélanie disait au cours d'un atelier que c'est quelque chose à construire en permanence. Bien, je pense que nous allons se recentrer sur le bilan des ateliers, et donc qui veut prendre la parole ?

Pierre LEONAR : Bonsoir, je suis membre de l'association des *Gays et lesbiennes branchés*. Durant cette semaine nous sommes intervenus à trois niveaux. D'abord, nous avons organisé le point Internet qui a connu un grand succès, malgré que nous avions qu'une seule machine. Et si l'*UEEH* veut bien renouveler l'année prochaine ce partenariat afin que tout le monde puisse continuer à dialoguer, que les journalistes puissent continuer à envoyer leurs articles à leur rédaction, ce serait très bien. En ce qui nous concerne, nous pourrions assurer la maintenance technique de la chose. Notre deuxième intervention a porté sur le reportage que nous faisons tous les jours, et aujourd'hui nous comptons 6 pages. Bien sûr, ceci n'est pas représentatif de tout ce qui s'est passé, nous ne pouvons pas être partout (même en étant trois). Enfin, troisième point, l'animation d'un atelier Internet n'a pas connu un grand succès. Seulement six personnes étaient présentes. Sinon, nous sommes très satisfaits de cette expérience tout au long de la semaine, et sommes tout à fait disposés à renouveler ce partenariat avec l'*UEEH*.

Marielle : Bonsoir, je parlerai d'*Equivox*. Nous avons animé durant la semaine trois ateliers en plus du concert de lundi soir. En ce qui concerne les ateliers, nous avons compté à chacun d'entre eux une dizaine de personnes. La tenue des ateliers comme du concert a été rendue possible grâce à la cafétéria (que nous avons tenu à trois reprises en soirée). Les bénéficiaires nous ont permis de participer aux frais d'hébergement et de voyage de ceux et celles qui ont animé ces ateliers et ce concert. Il me semble que cette solution devrait être offerte à d'autres associations qui n'ont pas toujours les moyens de financer la tenue d'atelier ou tout simplement leur venue. C'est quelque chose qui nous semblait important à dire.

Mais indépendamment de cette question, et là je me fais la voix de tous les choristes, notre venue aux *Universités* était pour nous le fait d'un engagement militant consécutif à l'année dernière. Nous avons tous ressenti, en allant à la découverte des autres, le sentiment d'appartenir à un groupe. Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire.

Jean-Pierre LEONNETI : Je voudrais brièvement revenir sur cette question du site Internet des *Universités d'Été Homosexuelles*, site créé depuis plusieurs mois par un copain, Bibi. De nombreuses personnes ont visité ce site, et grâce à lui plusieurs se sont inscrits. Son adresse qui au départ était à rallonge, est aujourd'hui bien plus courte, à savoir www.ueeh.org. Et il serait intéressant que ceux qui ont l'habitude de consulter ce site se manifestent et, s'ils le souhaitent, travaillent à ce qu'il fonctionne encore mieux. Au début des *Universités*, il est rentré en sommeil du fait de la quantité de travail que représente pour nous l'organisation et la maintenance de cette semaine.

Marylou : Je voudrais au nom du CA, et je pense de l'ensemble des *UEEH*, remercier Jacques Fortin pour son dynamisme et sa présence. Présence qui malheureusement ne fut pas totale pour des raisons strictement personnelles. Mais pour autant, tout le travail qu'il a fourni mérite un grand bravo. On voudrait remercier aussi tous les bénévoles qui ont travaillé à la cafétéria. Merci également aux femmes qui ont organisé la soirée de mardi, à l'Alhambra (Muriel et moi-même) ainsi que les bénévoles masculins. Merci à vous tous et toutes qui ont apporté la preuve qu'il est possible de faire une soirée à 50 balles l'entrée. Ceci dit, je laisse la parole à Jean-Michel.

Jean-Michel DARIOSECQ : Je vais d'abord vous dire deux mots avec Irène sur l'atelier consacré au libéralisme que nous avons animé chacun de notre côté, puis ensemble. Je remercie l'*UEEH* d'avoir accepté la tenue de cet atelier, malgré le matraquage permanent des valeurs libérales y compris au sein du mouvement gay. Nous avons été, tous les deux, surpris par le nombre de personnes présentes. 30 le premier jour dans l'atelier garçon et 30 dans l'atelier fille. De cela, j'espère, il va naître un réseau de personnes et de réflexions pour l'instant seulement sur Internet, du fait que les gens sont géographiquement dispersés. Ce qui était plus particulièrement intéressant lors du deuxième atelier, l'atelier mixte, ce fut de voir les différences entre les gays et les lesbiennes sur cette question.

Irène KAUFFER : Je voulais signaler l'intérêt d'organiser un atelier en deux parties, pour réaliser à la fois la non mixité et la mixité des débats. Nous avons beaucoup parlé de mixité durant ces *Universités*, et cette histoire de deux ateliers en parallèle est une bonne chose en la matière. Au cours de ces ateliers, notre axe de discussion et de réflexion tourna autour de la question du consumérisme, du conjugalisme et du communautarisme.

Au cours de ces deux ateliers, il est apparu pour l'ensemble des participants qu'il existait une grande différence entre les hommes et les femmes, une différence qui s'explique par deux facteurs. Premièrement la différence qui existe entre hommes et femmes hétéros existe également entre gays et lesbiennes, c'est-à-dire que les femmes ont moins de moyens économiques (ce qui se ressent dans leur fréquentation du milieu commercial homosexuel, aussi bien dans la consommation que dans la création). Ensuite, il est très clairement apparu que les lesbiennes vivent simultanément deux oppressions, une en tant que personne homosexuelle et l'autre en tant que femme. Ceci oblige à davantage de créativité. C'est un point que nous avons très bien senti dans la mise en cause de la famille qui est une question beaucoup plus présente dans le mouvement lesbien que dans le milieu gay. Je finirai en disant que suite à cet atelier, j'ai eu des discussions très intéressantes pendant les heures de repas qui m'ont amené à penser qu'il y avait une très grande frustration chez beaucoup de personnes que l'on parle du couple et pas de la vie des célibataires. Je ne parle pas ici des désavantages des célibataires par rapport aux droits donnés aux couples, mais plus simplement du célibat comme forme de vie, comme choix de vie. Alors peut-être que cela intéresserait des personnes d'animer l'année prochaine un atelier sur cette question, atelier dont le titre pourrait être "le couple, il n'y a pas que ça dans la vie". Voilà.

Jean-Michel DARIOSECQ : En ce qui concerne l'atelier des Contes d'Hoffmann, atelier de création scénique collectif, je dirais que je suis assez content. Ce n'est pas la première fois que j'anime un tel atelier, et cette fois encore cela s'est bien passé. Nous avons fini par surmonter les difficultés. Cependant je crois que l'année prochaine nous demanderons un soutien plus important du côté de l'organisation, puisque pour les participants cela fut parfois un peu difficile d'être régulièrement présent, de s'investir. Enfin bref, nous adapterons régulièrement en fonction du choix du prochain spectacle. Bref, si vous voulez voir le résultat, il faut venir voir sur place tout à l'heure.

Marylou : Une autre intervention ?

X : Je voulais vous parler de l'espace lesbien et des débats qui y ont eu lieu. Il s'agissait davantage de rencontres qui étaient intercalées entre les autres ateliers, ce qui fut assez difficile. D'autant plus que le temps comme la richesse du programme ne nous était pas très favorable. Cependant nous avons eu un débat très intéressant sur la violence au sein des couples lesbiens, sujet pourtant a priori pas très évident. Et au cours de ce débat où nous avons parlé du pouvoir nous nous sommes aperçus que c'était un thème difficile et même douloureux à aborder, mais néanmoins nécessaire à approcher, et qu'il fallait aussi que les gays eux aussi abordent cette question.

Marylou : Quelqu'un souhaite prendre la parole ?

Bruno POMMIER : Bonsoir, à propos de l'atelier vidéo jeune, tout c'est bien passé. Nous avons noté une très bonne ambiance à l'intérieur du groupe, et une extrême qualité des échanges entre chacun des membres (surtout si on considère que la plupart d'entre eux ne se connaissaient pas avant de venir). Vu le sujet abordé, ce n'était pas si évident que s'instaure un réel et sincère dialogue. En tous cas il y a eu des moments très forts émotionnellement parlant, ce qui nous pousse à ne pas trop en parler pour l'instant. Ceci dit, il nous reste un très gros travail de montage à faire, puisque nous avons entre 12 et 14 heures d'enregistrement. Merci.

Marylou : L'atelier *ProChoix* ?

Stéphane : Oui, bonsoir. Je vais faire un petit bilan de l'atelier *ProChoix* qui s'est tenu durant toute la semaine. Avant tout, il a permis aux militants et militantes de l'association de se retrouver, on s'est un peu approprié les *Universités*. Et pour cela on remercie vivement les *UEEH* d'avoir permis la tenue de nos premières "Assises Nationales". Durant les différents ateliers nous avons profité de ces rencontres pour présenter l'association ainsi que les actions menées en France. Cela nous a également permis de mieux formaliser nos actions et structurer davantage notre réseau. Pour finir, je dirais qu'aujourd'hui est née officiellement l'antenne Toulouse et l'antenne Marseille de *ProChoix*, avec une charte commune. L'année prochaine *ProChoix* sera présent toute la semaine pour proposer un nouvel atelier, un séminaire sur lequel nous allons dès maintenant travailler de notre côté.

Marylou : Les *Soeurs*.

INNOCENTA : Au nom des *Soeurs de la Perpétuelle Indulgence* qui furent présentes tout au long de la semaine, je tenais à vous remercier de votre participation à notre atelier au cours duquel nous vous avons expliqué que derrière les paillettes il y avait une démarche militante. Et au nom des frangines je voudrais remercier de tout cœur les *Bouchères de la Vilette* qui à travers leur demande de rançon pour cette (très chère) Madame H, ont permis de récolter grâce à vous tous et toutes 2681,05 Frs. Somme qui sera versée au Couvent d'Ouille qui organise tout plein de choses. J'ai eu ce matin la mère supérieure de ce pieu couvent, la mère d'Ouilles, elle est toute ravie et elle vous remercie tous et toutes de tout cœur. Merci encore à vous.

Marylou : Il est inutile de rappeler que cet argent va directement au séjour de ressourcement que les *Soeurs* organisent. Et je vous rassure, Madame H a bien été libérée, nous pourrons même la voir ce soir durant la soirée. Oui....

X : Je voulais remercier Philippe de Vultrich pour ces trois annulations de l'atelier de relaxation auxquels nous n'étions certes pas très nombreux. Mais c'était tout de même pas très agréable, et professionnellement pas très au point. Je voulais aussi dire que j'ai proposé d'animer en fin de semaine un atelier d'écoute réciproque dans lequel nous étions 13 personnes (dont 2 femmes). Atelier qui a permis à certaines personnes isolées, n'ayant eu aucun contact de la semaine, d'arriver à rencontrer d'autres personnes. J'ai trouvé cela magnifique. Je remercie donc les gens d'avoir participé et de m'avoir fait confiance.

Marylou : Est-ce que d'autres personnes souhaitent prendre la parole ? Est-ce que certaines personnes veulent exprimer leur ressenti particulier ?

Vladimir : Bonsoir, je m'exprime en mon nom et au nom de François Delor. Il est quelque peu difficile de s'exprimer maintenant, après avoir entendu tant de merci. Mes propos sont motivés par notre vécu de la semaine (François comme intervenant et moi comme participant) mais aussi par les contacts que nous avons eu (dans les couloirs, dans les calanques ou ailleurs). Nous avons constaté que les gens avaient quelques difficultés à adhérer à l'organisation de cette semaine. Je ne vais m'étaler sur tout ce qui a déjà été dit. Cependant j'insisterai en premier sur le manque de liant entre les activités. On avait l'impression que la mayonnaise ne prenait tout à fait, qu'il y avait du vide entre les activités de fin de soirée notamment. Et il serait intéressant de structurer les intervalles. Ensuite, par rapport à l'organisation et au déroulement du programme lui-même nous avons noté une série de problèmes, comme des intervenants de dernière minute, sans compter les annulations ou les imprévus. Ce qui était quand même assez frustrant. Ce n'est pas du tout pour remettre en cause le travail des bénévoles qui ont fait un boulot énorme, mais il me semble important de leur donner les ressources minimales pour assurer leur service.

Au niveau des contacts humain, il y a peut-être eu moins de tension que l'année passée, notamment entre gays et lesbiennes. Et il serait intéressant de voir comment organiser une parole où chacun puisse dire ce qui lui est insupportable dans la mixité ou la non mixité, ceci afin d'aller plus loin.

La question de l'organisation des interventions pose la question de savoir comment organiser notre militance par rapport à l'oppression. Car il faut un minimum de rigueur, dans le choix des intervenants. Je conclurai sur l'ensemble de l'organisation, il est indispensable de veiller à être attentif au bien-être des gens, savoir comment les accueillir, créer l'ambiance, leur donner des repères, comment expliquer d'éventuelles décisions (le brunch modifié en déjeuner). Et donc envisager une certaine dose de participation des usagés. Ceci dit, vu comment cela s'est passé en 99 et cette année, l'année prochaine soit on ne revient pas ou alors on est beaucoup plus actif dans l'organisation. Merci.

Christian de LEUSSE : C'est quelque chose pour nous de central. C'est vrai que l'année dernière nous étions à la fois très contents mais aussi paniqués, se demandant comment être sûr de maintenir le cap l'année prochaine. C'est quelque chose que nous avons voulu résoudre en nous repliant sur nous-mêmes, en comptant se débrouiller par nous-mêmes, sans aides extérieures. Nous avons donc désigné 4 administrateurs pour organiser les 4 cycles. Et chacun s'est trouvé dans une situation difficile, ne sachant pas trop comment s'en sortir. Aussi cette proposition est tout à fait bienvenue. Cela souligne bien la nécessité de se brancher sur tous les réseaux existant, et de travailler avec vous. C'est pourquoi nous vous invitons dès maintenant à vous manifester, afin de réfléchir ensemble à ce que sera la prochaine UEEH. Afin que vous soyez plus actifs, plus présents, plus impliqués, et que vous puissiez vérifier la qualité de ce qui aura lieu. Aussi il faudrait qu'un membre du CA soit responsable d'un thème, mais en collaboration avec une ou deux personnes extérieures, afin que nous puissions ensemble construire un projet de qualité.

X : Je suis assez contente des statistiques de Nicolas, et du fait qu'il y a beaucoup de pays qui soit représenté parmi nous. Dans le cadre d'une collaboration internationale, je crois que les anglais, les hollandais, les norvégiens et les autres ont beaucoup à nous apprendre. Le titre "euroméditerranéen" pourrait être remplacé par "européen", ce qui attirerait beaucoup plus de personnes. En tant que belge le côté euroméditerranéen est intéressant mais pas suffisant. L'important est de ne pas rester trop franco/français, mais davantage européen.

Christian de LEUSSE : Je donnerai un exemple, celui d'Habib ici présent et qui était parmi nous l'année dernière. Il est revenu avec d'autres amis, tout en nous proposant de travailler, de collaborer avec nous. Ce qui tout à fait dans le sens de ces *Universités*.

Marylou : J'ajouterai qu'il nous a dit que d'autres personnes au Maroc souhaitaient venir. Ce qui nous intéresse vivement. Ceci dit, nous sommes victimes de notre succès. Nous attendions comme l'année dernière 350 personnes, nous en comptons 450, ce qui nous pose des problèmes de logistique. Mais nous faisons face. Enfin pour ceux et celles qui ont des critiques, des avis à formuler, mais qui n'osent ou non pas osé prendre la parole, à l'accueil il y a un cahier de doléance à leur disposition. Surtout n'hésitez pas à le remplir, vos remarques nous aiderons à nous perfectionner. Nous avons besoin de toutes les aides.

X : Je voulais revenir sur cette histoire d'euroméditerranéen, parce que c'est quelque chose d'extrêmement important. Ce n'est pas une simple question de vocabulaire, car au-delà du côté méditerranéen il y a toute la solidarité Nord/Sud à ne pas oublier. C'est il me semble, quelque chose de capital. Dans le terme de solidarité il y a une interrogation de la mondialisation.

X : C'est quand même très clair qu'ici l'inégalité économique, sociale, politique qui sévit à l'échelle mondiale est tout de même abordée. Sûrement pas suffisamment, mais bien évidemment tous nos efforts doivent porter vers une ouverture en direction des personnes originaires d'Afrique, et de bien d'autres coins du globe. Mais aussi une ouverture vers des réalités que nous n'appréhendons pas, comme par exemple le fait que le terme homosexuel, largement admis en Europe de l'Ouest est extrêmement stigmatisant dans des pays où l'homosexualité est illégale et réprimée (et où les personnes ne se reconnaissent pas forcément dans ce concept occidental). Lors du bilan du cycle international, nous avons posé la question de l'opportunité de changer le nom de *l'Université d'Eté*, par delà l'ouverture au monde de l'émigration, aux gens issus du colonialisme. Ce qui modifierait notre façon de s'organiser, afin qu'il y ait une présence égale de tous et toutes.

Marylou : Les *Universités* peuvent devenir encore plus internationales, mais toute la question est de savoir si nous en aurons la force. Oui ... ?

René Paul LERATON : Il y a eu un atelier consacré aux jeunes de banlieue où nous avons tous remarqué l'extrême importance d'intervenir au niveau de l'éducation (école et lycée). Mon souhait est de m'investir encore plus dans les *UEEH* en la matière. Cette année, échéance électorale oblige, je ne pense pas que nos chers politiques montrent un courage extraordinaire, mais il serait intéressant que l'année prochaine aux *UEEH* nous travaillions au cours d'un atelier sur une brochure à destination des élèves, des parents et des éducateurs afin d'apporter un autre discours en matière de différence d'orientation sexuelle. Enfin, malgré un bilan globalement positif, je remarque que les ateliers sur le sida furent assez peu fréquentés. Je suis d'une génération qui a été presque totalement fauchée par le sida, et si nous-mêmes nous n'en parlons pas, avec ce qui aujourd'hui se passe (genre "c'est plus très grave"), nous nous plaçons dans la même position que le Ministère de la Santé, c'est-à-dire que l'on gère, on traite et tout va très bien madame la Marquise. Il faudrait réfléchir sur d'autres façons de travailler sur l'épidémie VIH. Ce point concernant aussi bien les gays que les lesbiennes. Merci.

Marylou : Encore un petit mot ?

X : J'ai pu constater au cours de cette *UEEH* qu'il y avait des gens très isolés, et que sur ce plan il y a eu un grand manque. Quelqu'un a parlé d'un atelier de communication sur les sentiments, mais de fait je regrette qu'il n'y ait pas eu comme l'an dernier des initiatives comme les petites annonces. Il me semble qu'il y a eu des gens qui ont été déçus, ils sont arrivés seuls et vont repartir de la même façon. Aussi, il faudra l'année prochaine se soucier de créer de la chaleur humaine, pas forcément structurée, comme dans le cadre d'un atelier. A ce propos je tenais à remercier les gens qui ont aménagé sur le parking un espace convivial.

Marylou : Ceci dit, je vous propose afin de clôturer dans la joie cette assemblée de chanter tous et toutes ensemble l'hymne des femmes⁰

Une semaine de débats, de réflexion et de fêtes. Une semaine riche, diverse. Petit rappel (succinct) de cette semaine et quelques chiffres histoire de se rappeler combien cette semaine fut

Demandez l'programme

- L'incidence des politiques sur les droits des homosexuels (R. Lalement, J. Petit)
- Famille, Parentalité (C. Delphy, F Delor)
- lesbiennes et gays, passés, présent et solidarités futures (R. Gérard, C. Fabre, J M. Rousseau)
- Théories psychanalytiques sur l'homosexualité, pour quelles fins ? (M.J Taboada, J. de Martino)

- Pierre Seel et la déportation des homosexuels (C. de Leusse)
- Conférence de presse de l'ILGA - Rapport 1999 (J. Petit)
- Comment développer le réseau international des gays et des lesbiennes ? (I. Cruette, J. Petit)
- Comment l'avancée des droits des femmes fera-t-elle progresser les droits des homos ? (I. Cruette, M. Maillet, E. Goussiantinskaïa, E. Loichot, N. Arroyas, H. Mekrelouf)
- Jeunes de banlieue, entre besoins et désirs (Autres regards, ARS, Ardhis, Gymnase Gaby)

- Féminisme, famille (C. Delphy)
- Enfant, famille (F. Delor)
- Parentalité gay et lesbienne (APGL)
- Homophobie/lesbophilie et parentalité : propositions de loi (C. Girard)

- Les lesbiennes et le mouvement des femmes
- Féminisme et mouvement gay et lesbien
- La non mixité pourquoi faire ?

- Adolescence : éveil de la sexualité (Ageco, C. Gréco - Contact, R.P. Leraton)
- Sexualité et imaginaire : la pornographie (P. Dutertre, J.M. Hulewicz)
- Incidence du sida sur la sexualité des gays (B. Spire, J. Soletti)
- Conjugalité, quelles spécificités pour les couples homo ? (N. Roussel)

- Féminisme, genre et identités sexuelles (MH. Boursier)
- Les questions du transgendérisme, du transsexualisme (MH Boursier)
- Les queers, encore et toujours (J. Del VAL)
- Les études gaies, lesbiennes, bi, transgenres en France (MH. Boursier)

- Quelle brochure de prévention gay et lesbienne pour l'an 2000 ? (*Aides*)
- Réflexion autour des couples binationaux et des demandeurs d'asile homosexuels (*Hardis*)
- Tous les gays prêts à tomber dans les panneaux du libéralisme ? (JM Dariosecq, Irène Kaufert)
- Commerce homo, facteur de visibilité ? (Pascal)
- *ProChoix*, méthodes d'action (C. Forest)
- Qu'est-ce que le militantisme devenu ? (E. Garcia - *Etudions Gayment*)
- Bisexualité ? (Groupe bi de Lausanne, Université Toulouse le Mirail)
- La croisière des dégoutANTES - rencontre annuelle de pédales anarchistes
- Initier un réseau de recherche "igbt" au niveau européen (*Sluss*)

- Commission homo d'Amnesty (B. Scholl)
- Les gays au Pays Bas (G. Hekma)
- Situation des homos en Turquie, et en Asie (P. Bacher)
- Commission gay et lesbienne des Verts (E. Loichot)
- Montée des inégalités entre mouvements gays et lesbiens d'Amérique Latine (M. Fernandez)

- Création scénique collective, les Contes d'Hoffmann (JM. Dariosecq), danse à deux (*Gais Musettes*)
- Visite de Marseille (Jean Marie)
- Préparation de la kermesse érotique (Gogo, Pépito)
- Œnologie, et dégustation de vins (J. Fortin)

VOUS ETIEZ

Cette semaine universitaire ne se résumait pas seulement à une suite de débats (aussi intéressants soient-ils) puisque derrière la réflexion il y avait aussi et surtout des personnes. Et à ce niveau les chiffres de cette année montrent combien la principale richesse des *Universités d'Eté Homosexuelle* fut son public. Un public multiple, divers et nombreux. A savoir :

- En comptant ceux et celles qui ne restèrent que deux ou trois jours, vous étiez un peu plus de 470 gays et lesbiennes à passer la semaine avec nous. Joli chiffre, au regard de celui de l'année dernière (330). C'est dire que la formule d'une année sur l'autre a séduit. D'autant que parmi ces quelques 470 personnes une proportion non négligeable était déjà avec nous en 1999 (sans compter ceux et celles qui eurent la chance de participer aux toutes premières *Universités* et qui revenaient histoire de voir comment les choses avaient évolué).
- Autre grand progrès, le rapport homme/femme. Cette année nous avons compté 58 % d'hommes et donc 42 % de femmes (contre 30% l'année dernière). Un grand pas de parcouru vers une réelle parité. Tendances qui méritent d'être confortées, mais qui surtout montre que les gays et les lesbiennes peuvent se réunir, se parler, échanger
- Ce fut également un public joyeusement hétéroclite, divers. Tous les styles et tous les genres étaient présents. Hommes, femmes, trans, fonctionnaires, libéraux, employés, chômeurs, étudiant(e)s, homos, bis, (quelques) hétéros
- Tous les horizons étaient également représentés. De Marseille, de Paris et de l'ensemble de la province. Et aussi de l'étranger de Belgique, du Maroc, d'Italie, de Suisse, d'Espagne, d'Algérie, des Etats-Unis.

Bref un échantillon assez représentatif de la population en général. Echantillon qui démontre combien la communauté homosexuelle est riche de ses différences.

CA VOUS A PLUS

Au-delà des personnes et des débats, les *Universités Homosexuelles* sont aussi un espace, un lieu, un cadre où durant une semaine les gens évoluent, bougent et vivent. Quelques petites remarques :

- En premier lieu, l'idée de *vacances pas connes*, cette année encore à séduit une très forte majorité d'entre vous (90% d'enthousiastes). D'ailleurs à la question " pensez vous revenir l'année prochaine " le taux de réponses positives est largement majoritaire (75%).
- Vient ensuite le site de Luminy. Comme l'année dernière, cet oasis de verdure au pied des Calanques, la proximité de la mer a retenu tous les suffrages (ce qui pardonnait, pour certains, les délicieux repas servis midi et soirs)
- Cette impression de totale liberté d'être entre nous, d'aller et venir, cette liberté d'être fut pour un grand nombre d'entre vous un des aspects les plus intéressants de cette *Université*. Un moment, un espace de liberté totale.
- L'accueil de l'équipe organisatrice a retenu tous vos suffrages. De même pour l'ambiance générale. Rayon programme, outre les critiques sur une trop grande profusion de forums, ateliers, et débats qui rendait le choix difficile, l'ensemble vous a réjoui.

Et donc

Fort de l'expérience de cette année, de vos remarques et critiques, nous vous donnons rendez-vous en juillet 2002 pour une autre semaine de *vacances pas connes*, histoire de ne pas bronzer idiot.
A plus

Catherine, travailleuse sociale à *Tels Quels* s'est rendue pour la deuxième fois aux *UEEH* de Marseille. L'année passée, elle nous proposait un compte-rendu au rythme de l'alphabet, cette année c'est sous la forme de notations que vous saurez ce qui s'est passé.

10/10 : La présence des lesbiennes. On a frôlé les 50%. Les *UEEH* vraiment mixtes, le rêve devient enfin réalité.

09/10 : Les filles ont demandé un espace non-mixte pour se retrouver entre elles. Certains étaient choqués, d'autres trouvaient ça normal. Le petit plus, c'est que ce projet a été accepté. Merci les gays. Pour ma part je préfère la mixité, je n'y ai donc pas mis les pieds.

08/10 : L'atelier sur la bisexualité animé par l'association bi de Lausanne et l'association parisienne *Bi-Cause*. Mené de main de maître par Sandrine, Marie, Patrizia et Daniel, cet atelier a attiré beaucoup de monde. La bisexualité, il faut en parler ! Le témoignage de Pierre Seel, ancien déporté était parait-il très bien. Mais je n'ai malheureusement pas pu y assister.

07/10 : Les organisateurs étaient ouverts à toutes les propositions. Si on désirait aborder un thème absent dans le programme, il suffisait de le proposer. J'ai d'ailleurs animé un atelier sur l'homosexualité et l'enseignement qui a réuni pas mal de monde.

06/10 : La présence des belges. Une quinzaine en tout. Je pensais quand même qu'il y aurait plus de représentants de notre petits pays. Merci à ceux qui ont fait le déplacement. Parlez-en autour de vous.

05/10 : Les débats franco/français sur le PACS. On a évité l'overdose comme l'année passée. Les dérapages étaient rapidement contrôlés.

04/10 : La kermesse érotique, le dernier jour. Ah cet érotisme que les gays adorent Un stand body-paint, un baptême bi, un stand piercing, un coiffeur un peu spéc, des courts métrages érotiques.

03/10 : Les activités sur le campus, le soir. Presque rien, sauf les *Gays Musettes* mettant l'ambiance comme d'habitude. Pas une soirée sur place, il fallait descendre en ville.

02/10 : L'absence imprévue de certains conférenciers. On les attend, et rien. Ils ne viennent pas. On s'agite, on les remplace vite fait. Chapeau aux organisateurs, mais quelle déception !

01/10 : Je pensais que l'organisation serait plus rigoureuse que la dernière fois. Peut-être que le tempérament méditerranéen est incorrigiblement "zen".

00/10 : La nourriture, immangeable. Mon pire souvenir. L'année passée, c'était correct mais cette année, catastrophique ! J'avais l'impression d'avoir 5 ans et d'être obligé de manger une nourriture dont j'avais horreur sous peine de la manger à la cave !! (C'est une image ...).

01/10 : On a volé les *Tels Quels* que j'avais amenés. Je l'ai signalé lors du forum, en souhaitant bonne lecture à celui que les avait dérobé.

02/10 : Les gens monopolisant le micro pendant un temps toujours trop long et en utilisant des mots hypersupracompliqués.

03/10 : Le forum sur la psychanalyse dont le manque de rigueur et les mauvaises informations ont suscité un agacement chez notre cher François Delor.

04/10 : L'absence de Francesco qui pour des raisons personnelles n'a pu venir cette année. Son absence a été regrettée plus d'une fois.

05/10 : Madame H, Fidèle au poste, qui a fait moins d'interventions que l'année passée mais toujours avec autant de finesse et de charme.

06/10 : Le salon de l'homosocialité où l'on pouvait rencontrer d'autres associations et consulter leur documentation.

07/10 : La présence d'*Amnesty International*, également fidèle au poste !

08/10 : La kermesse érotique. Ah cet érotisme que les lesbiennes adorent... aussi. Un stand avec une exposition de photos de fofoues ... en gros plan. Impressionnantes ! Un autre stand plus soft où deux danseurs évoluaient charnellement. C'était splendide.

09/10 : Jérémie, incontournable pierre d'angle de cet événement. Permanent hors pair, il s'est plié en quatre pour que tout se passe pour le mieux du monde, le tout avec gentillesse et discrétion. Merci.

10/10 : Le site de Luminy, ainsi que les chambres où on logeait. Agréables, fonctionnelles, bref le vrai confort. Un paysage superbe, à longueur de journée, à perte de vue.

11/10 : Pendant une semaine, gays et lesbiennes ont pu librement se tenir la main et s'embrasser sans contrainte ou peur des reproches, des regards qui déshabillent (comme le font les hétéros tous les jours, bande de veinards). Une semaine pendant laquelle on a pu être soi-même, bien dans sa peau.

J'ai vécu cette édition 2000 des *UEEH*, à double titre, donc de façon doublement intense.....

Sœur Maria-Innocenta-aux-Mains-Pleines de l'Ordre des *Soeurs de la Perpétuelle Indulgence* (accompagnée de son fidèle Garde-Cuisse Cybercoks.com) a été présente toute la semaine. Avec la sublime Orgia Maxima, elle a accueilli en leur terres provençales, les montpelliéraines Adréraline et Marie des Bégonias. Ensemble elles propagèrent le message de sainte hilarité de l'ordre : combattre la honte que les régimes asservis à des morales d'autres temps veulent nous imposer. Face à un public mixte et multiculturel, elles ont propagé sans grande difficulté, la bonne parole des Saints Protectors. La semaine d'Innocenta a été rythmée par différentes actions :

- D'abord la bénédiction solennelle d'ouverture avec Orgia, et la bénédiction du soir à la fin du sublime concert d'*Equivox* où Innocenta a frissonné de bonheur en entendant le Gloria des *Soeurs* interprété tel qu'il ne l'a jamais été.
- La soirée des filles le mardi soir, où après un passage chez nos amies des 3G, Bégonias, Adréraline et Innocenta sont allées répandre la bonne parole sur les terrasses de la Plaine avant de rejoindre l'Alhambra. Elles y retrouvèrent avec un immense plaisir les *Belladonna*.
- Le lendemain, l'atelier des *Soeurs* destiné à présenter nos actions a permis de réunir une quarantaine de personnes. Il a été expliqué que derrière l'hystérie et les faux-cils, un engagement profond habite chaque Sœur au service de notre chère communauté. Le soir, les Bouchères Ecarisseuses de la Villette libéraient Madame H et reversaient les quelques 2600 Frs de rançon aux *Soeurs* pour le financement de leurs prochains ressourcement.
- Le vendredi soir Innocenta a retrouvé une Orgia surdynamisée pour la soirée de clôture et la Kermesse Erotique. Les magiciens de cette soirée, Pépito et Gogo, avaient préparé le plus bel autel que nous n'ayons jamais eu, au centre du patio central. Les Nuptiales de cette soirée ont permis d'unir une dizaine de couples à deux, trois couples à trois et un couple à cinq. Le tout dans un déferlement de musique, de lumière, de danse, de rires et de joie. Madame H, libre, planait telle une déesse sur cette soirée délicieusement décadente.

Mais Innocenta a parfois laissé tomber la cornette et Guillaume a pu profiter des *UEEH*

La rencontre avec Pierre SEEL est sans doute un des souvenirs les plus forts de cette semaine. La force et le rayonnement de ce grand monsieur trouvent un écho qui me dit que le dialogue inter-génération est plus que jamais nécessaire dans notre communauté. Le devoir de mémoire que je développe chez les *Soeurs* est encore plus nécessaire. Caroline Greco (de *Contact Provence*) m'a donné ma force, avec son sourire de réaliser mon coming-out familial, un mois après les *Universités*. Merci Caroline. Je me suis rapproché de mes parents. IL y a encore beaucoup de chemin à parcourir mais pour la première fois j'ai parlé avec eux. La découverte de *ProChoix* m'a permis de prendre un engagement militant au service de la liberté de choix. Caroline Fourest et Fiammetta Venner sont devenues des amies.

Soyons sincères, je n'ai pas fait qu'ouvrir mon esprit. Venus de toute l'Europe, du bassin méditerranéen et de Marseille, j'ai eu plaisir à connaître (bibliquement mais pas seulement) des garçons de toutes origines. De ces rencontres sont nées des amitiés sincères, facilitées par le Net et les déplacements d'Innocenta.

Cette année, lors de ses nombreux déplacements avec les différents couvents de France, Sœur innocenta eu l'immense joie de retrouver nombre de personnes et de couples béni-e-s ou rencontré-e-s durant les *Universités*. Par exemple j'ai passé l'hiver en stage professionnel à Paris où j'ai retrouvé Sophie. Nous avons échangé nos souvenirs d'été. Cette complicité m'a permis de passer 2 mois agréables au sein d'une administration centrale, avec le souvenir de Marseille

Merci à toutes et à tous ceux qui travaillent tout au long de l'année sur ce projet.
A très bientôt à MARSEILLE.

Guillaume et
Sœur Maria INNOCENTA aux Mains Pleines dites l'Ingénue
Ambassadrice du Couvent des Chénaies (Aix en Provence)
Ordre des Soeurs de la Perpétuelle Indulgence

L'HYMNE DES FEMMES

1
 5
 9
 13

Nous qui sommes sans pas - sé les fem - mes Nous qui n'a - vous pas d'his - toire
 De - puis la nuit des temps les fem - mes Nous sommes le Con - ti - nent noir De -
 bout fem - mes es - cla - ves Et bri - sons nos en -
 tra - ves De bout de - bout de - bout

Nous qui sommes sans passé, les femmes
 Nous qui n'avons pas d'histoire,
 Depuis la nuit des temps les femmes
 Nous sommes le Continent Noir

*Debout femmes esclaves
 Et brisons nos entraves
 Debout, debout, debout*

Asservies, humiliées, les femmes
 Achetées, vendues, violées
 Dans toutes les maisons les femmes
 Hors du monde reléguées

*Debout femmes esclaves
 Et brisons nos entraves
 Debout, debout, debout*

Seules dans notre malheur, les femmes,
 L'une de l'autre ignorée,
 ils nous ont divisé, les femmes,
 et de nos sœurs séparé

*Debout femmes esclaves
 Et brisons nos entraves
 Debout, debout, debout*

Reconnaissons-nous, les femmes,
 Parlons-nous, regardons-nous
 Ensemble on nous opprime les femmes
 Ensemble révoltons-nous

*Debout femmes esclaves
 Et brisons nos entraves
 Debout, debout, debout*

Le temps de la colère, les femmes
 Notre temps est arrivé.
 Connaissions notre force, les femmes,
 Découvrons-nous des milliers

*Debout, debout, debout
 Debout femmes esclaves
 Et brisons nos entraves*

Les contes d'Hoffmann revisités

Pour renouer avec la tradition des *UEH* des années 80,
et surtout pour le plaisir,
j'ai proposé à l'UEEH 2000 un "atelier de création scénique collective",
au cours duquel cette année, nous avons monté (en six jours)
une version gay et lesbienne en play-back du célèbre opéra d'Offenbach.

L'atelier a eu lieu tous les jours de l'UEEH, avec répétitions dans une
salle séparée (pour les duos, trios) et sur le grand escalier (pour les chœurs).

L'atelier costumes et décors a été comme jadis brillamment animé
par Jean-Luc Hazebrouck.

Le matériel technique a été mis à notre disposition et installé par Pépito et Gérard.

Le spectacle final, d'une durée totale de 47 minutes, a eu lieu le vendredi 28 juillet
à la tombée de la nuit,
sur le grand escalier de la faculté des Beaux-arts de Luminy.

Résumé de l'intrigue revisitée

Hoffmann, poète mais macho parmi une bande de machos, est successivement amoureux
de trois femmes, au cours de trois actes successifs :

Julietta la courtisane se révélera un travesti,
Antonia la sentimentale une lesbienne,
et Olympia la soumise une poupée gonflable.

Après ces trois échecs, Hoffmann comprend enfin que les femmes ne sont pas
pour lui et pourquoi son fidèle ami Nicklaus (incarnation de la poésie)
veille sur lui depuis le début.

Et tout finit par une valse,
les garçons avec les garçons,
les filles avec les filles

Un divertissement donc, mais aussi un message !
Et pour les participant-e-s, une occasion d'expression, de création, d'échanges
et de découvertes mutuelles.

Les filles se sont révélées comme d'habitude hyper-consciencieuses,
et les garçons parfois plus sexuels qu'il ne faut

Finalement, même en si peu de temps et bien que certaines entrées en scène aient été ratées,
ça a marché !

J'espère que les spectateur-trice-s se sont amusé-e-s
et surtout que les participant-e-s auront envie, comme moi,
de recommencer l'année prochaine !

Nous sommes sans cesse à la recherche d'une "qualité de vie" où l'érotisme est essentiel.

L'érotisme est la façon la plus douce que nous avons pour exprimer nos goûts. Qu'il nous enivre ou qu'il nous charme simplement, nous aimons le partager comme nous aimons partager le plaisir. Il ne révèle pas une misère sexuelle, mais alimente la beauté de nos désirs.

En ces périodes où l'on nous assène que la consommation passive et les rapports de force sont les seuls moyens dont nous disposons pour tout gagner, il nous paraît important de mettre dans nos échanges et notre convivialité une caresse de charme. Cet érotisme là, nous aidera à mieux nous connaître, à mieux nous assumer. La séduction renvoie à une éthique de la confiance en son désir, pour conjurer la dépréciation et la haine de soi.

Cette hospitalité retrouvée avec soi-même rend possible l'hospitalité avec autrui. Car seuls ceux qui s'estiment assez, et à leur juste valeur, peuvent envisager l'estime de l'autre et la construction d'une amitié, d'un amour.

Une foire promotionnelle pour un éros léger, ludique, la formulation d'un art de rester soi dans le rapport à autrui, une "closing party" faite d'occasions possibles de volupté, de sérénité et d'apaisement, de tissage d'émotions, de sens, d'odeurs, de goûts, de regards et aussi de tremblements essentiels.

Une soirée consacrée à l'amour.

Pour ce faire, quelques stands furent prévus

Body Art, le Péché à la Ligne,
Musée érotique (donations éphémères des participants à l'UEEH),
Cathédrale d'images bandantes,
Trouvez l'odeur, Loterie,
Le caresseur - La carresseuse public, Fléchettes sur Saint Sébastien,
Expos, Vidéos, Diapos, Cinéma 16 (B. Hammer / J. Genet),
Le beau voisin - la Belle voisine d'en face, Théâtre courtois, Dites-moi des choses tendres,
Bulle de relaxation, Erotisme et Chocolat, Défilés dessous,
Concerts classiques "compliments galants", Stand canapés et cocktails,
Danseurs(euses) Brésiliens(iennes), Strip-tease, Théâtre érotique, Danse (My beautiful laundrette),
Chansons douces, Bal glamour,
Les Contes d'Hofmann (recréation collective).

Cette kermesse fut organisée par tous et toutes les participant(e)s à l'UEEH, par eux-mêmes à la fois acteurs et spectateurs. Un atelier spécifique au montage technique, artistique de cette soirée était prévu durant toute la semaine. Les organisateurs de cette soirée souhaitant que chacun et chacune se prépare peu à peu à cette soirée, aussi bien au niveau du choix de costumes et de maquillages, de la conception de décors, idées de stands, afin que les visiteurs soient eux-mêmes les acteurs pour qu'on cesse de considérer le comité des fêtes comme de simples organisateurs de produits d'appel et de consommation passive. Le rôle du comité des fêtes aura été cette année (grande ambition) de favoriser ainsi les rencontres et de mettre de la gaieté partout, partout.

Ceci pour répondre à une majorité frustrée en 1999 que les animations culturelles où les fêtes ont eu lieu hors du Campus de Luminy. Ceci pour retrouver la magie des opéras (Turandot, Aïda) montés par tous et toutes, lors des universités de jadis. Ceci pour dire haut et fort que nous adorons le patronage lorsque l'on s'occupe nous-mêmes des fessées.

Sexualité et imaginaire : la pornographie gay : Quelle est la spécificité du cinéma pornographique Gay ? Repose-t-il sur les mêmes archétypes que le porno hétéro ? Sinon quel sont les archétypes du cinéma gay ? Pour quoi et comment consomme-t-on du cinéma pornographique ? Les producteurs adaptent-ils les produits en fonction des consommateurs ? Sur quels critères, quelles évaluations ? Quelques éléments de réponses :

- Ce n'est pas du triché, on est pas dans la vraisemblance, mais dans la vérité. Au risque de tuer le fantasme. On est à l'opposé du cinéma classique qui fait appel à l'imaginaire du spectateur pour inventer ce qui n'est pas montré à l'écran, ce qui est suggéré. Ici l'image est une preuve, c'est pourquoi l'éjaculation doit être montrée. Le foutre est la garantie que les acteurs ne font pas semblant. Pas de scrupule "artistique".
- Un grand conformisme, peut être dû en partie au fait qu'au départ cette industrie était dans les mains d'une mafia du porno hétéro. En fait les codes du cinéma porno gay reproduisent ceux du porno hétéro.
- Conformisme de la distribution des rôles et de la hiérarchie dominant/dominé.
- Absence de sentiment, de dialogue, peu de câlins ou de signes d'affection.
- Pas d'humour. Un univers très sérieux, voir dur.
- Hypermachisme et construction du rôle.
- Morcellement des actes et des scènes, aspect mécanique, cadrages serrés.
- Silence des scènes, peu de texte et musique qui dédramatise.
- Le rôle actif est privilégié, le rôle passif est rarement valorisé.
- Le soumis est un accessoire pour satisfaire la masturbation de l'actif.
- C'est un univers paradoxal, fait de véracité (de l'acte) et d'in vraisemblance (de situation).
- Cinéma minimaliste : Les scénarios et intrigues sont toujours très simples voir inexistantes, et renvoient à des situations stéréotypées. Ils permettent grâce aux panoplies et aux décors de donner le sentiment de variété alors que l'action est toujours la même (rapide prise de contact, nudité, préliminaires succincts, fellation, pénétration, et pour finir éjaculation).
- Cinéma masturbatoire : chacun fait son truc pour soi en se servant de l'autre qui est un accessoire. Il s'agit rarement d'un plaisir partagé.
- Cinéma voyeuriste : le spectateur est mis en situation de voyeur, et la plupart des protagonistes sont aussi à un moment ou un autre des voyeurs.
- Cinéma narcissique : le pénétrant jouit de se voir performer, il se concentre sur son activité, sur son sexe en train de pénétrer, il se regarde en train de faire.
- Cinéma fétichiste : Les fantasmes tournent autour des lieux à forte connotation virile, avec des hiérarchies affirmées, des uniformes (casernes, prison, terrains de sports).

Il s'est avéré que pour certains jeunes gays, ce type de film est la première représentation de leur sexualité. Ces films répondent donc aussi à une recherche d'éducation sexuelle qui fait défaut. D'autre part nous assistons à une explosion de la production française. La France est avec les USA le marché le plus développé. Parallèlement se développe une explosion des tournages dans les pays de l'Est (moins cher).

L'adolescence : Eveil de la sexualité, quelle écoute ou soutien aux homosexuel-le-s

Projection du film "Personne n'est pareil" de l'association AGEDO (Italie) suivie d'une table ronde réunissant Caroline Gréco de *Contact Provence* et René Paul Leraton de la ligne *Azur homo-Bi*. Ce séminaire a retenu l'attention de plus de 100 participants, hommes et femmes. Lors des échanges entre la salle et le public, René Paul Leraton a pu présenter les difficultés spécifiques que rencontrent les adolescent-e-s homosexuel-le-s. La représentante italienne a présenté *Euroflag*, nouvelle association européenne créée par les parents d'homosexuel-le-s. Cette association à la fois italienne, française, belge, anglaise et allemande a pour objectif de poursuivre tout acte homophobe auprès de la Cour Européenne des droits de l'Homme.

Sexualité et santé : L'incidence du sida sur la sexualité gay

35 personnes ont participé à ce séminaire. Il est apparu qu'après des années de communication sur les modes de contamination, les questions pour lesquelles il demeure une incertitude scientifique continuent de susciter polémiques et angoisses. La fellation, la sur-contamination en sont la meilleure illustration. Les deux animateurs de *AIDES* ont pu répondre en faisant état des dernières enquêtes présentées à la conférence internationale de Durban, notamment celle qui a prouvé la sur-contamination au sein d'un couple sérodifférent. Il a été nécessaire de représenter le traitement d'urgence aux participants qui, pour les uns, en ignoraient encore l'existence, et pour les autres, suscitait toujours des doutes en terme d'efficacité.

Rencontre nationale des permanents et volontaires des comités *AIDES* de France engagés dans la réduction des risques "hommes entre eux".

- De communiquer des informations présentées lors de la Conférence Internationale contre le Sida (qui s'est déroulée au début de juillet à Durban - Afrique du Sud). Il a été notamment question d'une série d'études sur les prises de risques au sein de cohortes d'homosexuels d'Amérique du Nord et d'Europe du Nord. Les résultats confirment un relâchement des pratiques sexuelles protégées depuis l'apparition des trithérapies, et ce plus particulièrement chez les jeunes gays séronégatifs.
- D'informer les volontaires de la prochaine campagne nationale du Comité Français pour l'Éducation à la Santé en direction des gays, prévue pour le mois d'octobre 2000. Les volontaires ont relayé la demande des personnes rencontrées lors des actions de terrain, à savoir la parution de la suite des "chroniques de Pierre". Cette suite annoncée dans le premier livret (paru durant l'été 1999) n'existe toujours pas. Les volontaires demandent donc qu'un budget soit attribué aux associations afin d'assurer la parution du livret n°2. Cette réalisation pouvant être conduite par l'association *AIDES* et la Ligne *Azur Homo-bi*.
- De proposer aux volontaires une enquête visant à interroger les hommes rencontrés sur les lieux de rencontre extérieurs quant à la protection de leurs pratiques sexuelles. Un projet de questionnaire sera présenté au groupe à la mi-septembre pour débiter l'enquête en novembre 2000. Ce travail (poursuivi sur les deux à trois mois suivants) aura pour objectif de collecter 500 questionnaires. Sept comités (Lorraine Nord, Lorraine Sud, Rhône-Ain, Ile-de-France, Bourgogne, Languedoc Méditerranée, Provence) sont volontaires pour mener à bien ce travail. Cette enquête réalisée avec des professionnels de l'Institut de Veille Sanitaire, chargés de l'enquête "médiats gays", permettra de prendre en compte un échantillonnage de personnes non touchées par l'enquête dans la presse, et de comparer les résultats.
- D'établir un constat, qui a fait l'unanimité, qui est la réduction des risques sexuels centrée autour du seul préservatif a fait son temps. Une des pistes les plus sérieuses concerne les microbicides, mais la recherche en la matière avance trop lentement et ne respecte pas toujours les règles déontologiques en vigueur. *AIDES* avait organisé début 1999 une journée de travail sur les microbicides afin de faire le point sur les espoirs qui pouvaient apparaître dans cette voie. En un an, rien n'a avancé du côté des laboratoires (principalement Pharmatex qui ne teste pas le potentiel microbicide de sa molécule, le chlorure de benzalkonium). C'est pour cette raison que le Comité de pilotage souhaite que le TRT5 puisse s'emparer du dossier de la recherche en matière de prévention et le fasse progresser de façon aussi percutante que les dossiers thérapeutiques. Aussi une lettre signée par Christian Saout (Président de la Fédération *AIDES*) a été envoyée à l'attention des présidents des associations membres du TRT5.
- De communiquer sur le Nonoxynol 9. Les structures investies dans les programmes de prévention du VIH ne doivent plus promouvoir les spermicides contenant du N-9 comme alternative efficace de protection contre le VIH. L'utilisation de préservatifs lubrifiés au N-9 est certainement une meilleure solution que pas de capote du tout affirme le docteur Helen Gayle (directrice du Centre national de Prévention du VIH, des MST et de la Tuberculose de la ville d'Atlanta au Etats-Unis). Mais pour les personnes qui ont le choix, l'utilisation de capotes lubrifiées avec des produits ne contenant pas du N-9 constitue certainement une protection plus sûre.
- De faire un tour de table des comités sur leurs actions respectives. Le matériel de la campagne *AIDES* (Tee-shirt "Jouir" et cartes postales de dessins humoristiques contre les diverses discriminations) a reçu un bon accueil de la part de l'ensemble des comités présents. Aussi, il a été décidé de réimprimer les tee-shirts.
- Pour finir, l'ensemble des volontaires de l'association ont travaillé à l'idée d'une table ronde d'organiser aux Assises Nationales de *AIDES* (qui auront lieu à Lyon en octobre prochain) portant sur la réduction des risques sexuels.